HISTOIRE DE LA IIe INTERNATIONALE

CONGRÈS INTERNATIONAL OUVRIER SOCIALISTE

PARIS 14-21 JUILLET 1889

II

TOMES 6 – 7



LE CONGRÈS MARXISTE DE 1889

LE CONGRÈS POSSIBILISTE DE 1889

VOLUMES DE LA COLLECTION

DOCUMENTS GENERAUX

1. Max **BEER**
   Fifty Years of International Socialism. Londres, 1935

2. Thomas **KIRKUP**
   A History of Socialism. Londres et Edimbourg, 1892

3. **LES CONGRES SOCIALISTES INTERNATIONAUX**
   Ordre du jour et résolutions
   La Manifestation Internationale du 1er Mai
   Die Internationale und der Weltkrieg
   Gand, Bruxelles et Leipzig, 1902, 1906 et 1916 et 1916

4. Jean **LONGUET**
   Le mouvement socialiste international. Paris, 1913

5. C. **STEGMANN** – C. **HUGO**
   Handbuch des Sozialismus. Zurich, 1897

6-7. **CONGRES INTERNATIONAUX SOCIALISTES DE PARIS 1889**
   Le Congrès marxiste
   Le Congrès possibiliste

8. **CONGRES INTERNATIONAL OUVRIER SOCIALISTE**
   Bruxelles, 16-23 août 1891

9. **CONGRES INTERNATIONAL OUVRIE SOCIALISTE**
   Zurich, 6-12 août 1893

10-11. **CONGRES INTERNATIONAL SOCIALISTE DES TRAVAILLEURS ET DE CHAMBRES SYNDICALES OUVRIERI**

12. A. **HAMON**
   Le socialisme et le congrès de Londres Etude historique. Paris, 1897

13. **CONGRES SOCIALISTE INTERNATIONAL**
   Paris, 23-27 septembre 1900

14-15. **CONGRES SOCIALISTE INTERNATIONAL**
   Amsterdam, 14-20 août 1904

16-17-18. **CONGRES SOCIALISTE INTERNATIONAL**
   Stuttgart, 6-24 août 1907

19-20-21. **CONGRES SOCIALISTE INTERNATIONAL**
   Copenhague, 28 août – 3 septembre 1910

22. **CONGRES INTERNATIONAL EXTRAORDINAIRE**
   Bâle, 24-25 novembre 1912
   LA CONFERENCE INTERNATIONALE SOCIALISTE DE STOCKHOLM 1917

23. **LE BUREAU SOCIALISTE INTERNATIONAL**
   Bulletin périodique du Bureau socialiste international 1909-1913.
   Nos 1–11 et suppl.

LE CONGRÈS MARXISTE DE 1889

LE CONGRÈS POSSIBILISTE DE 1889


MINKOFF REPRINT
GENÈVE
1976

ISBN 2 - 8266 - 0571 - 2
Réimpression de l'édition de Genève, 1889
Réimpression de l'édition de Paris, 1889
Réimpression de l'édition de Nuremberg, 1890
Réimpression de l'édition de Paris, 1891
Réimpression de l'édition de Londres, 1891
Réimpression de l'édition de Paris, 1889

LES CONGRES INTERNATIONAUX OUVRIERS SOCIALISTES DE PARIS

Juillet 1889

La Première Internationale — l'Association internationale des Travailleurs — n'avait pas survécu à la profonde querelle qui opposa en son sein, au lendemain de la Commune de Paris, les adeptes de Marx et les socialistes "anti-autoritaires" dont Bakounine était le porte-parole. Lors de la conférence de Londres de septembre 1871, Marx fit adopter par une majorité composée de ses amis le principe d'organisation du prolétariat en *parti politique.* Deux mois plus tard, le congrès de la Fédération jurassienne tenu à Sonvillier refusa de se plier à cette décision et défendit le principe de l'autonomie des sections.

La scission entre "marxistes" et "anarchistes" fut confirmée lors du congrès de La Haye, en septembre 1872. En présence de Marx, on vota l'expulsion de Bakounine et de James Guillaume. Celui-ci résuma ainsi le fond du conflit : "La majorité veut la *conquête du pouvoir politique*, la minorité veut la *destruction du pouvoir politique.*" Cette décision annonçait l'agonie de l'Internationale. Au même congrès de La Haye, Marx pour qui l'important désormais était la mise en place de puissants partis prolétariens dans les grands pays industriels faisait voter le transfert du siège du Conseil général de Londres à New-York. C'était une véritable liquidation. Une dernière réunion de l'A.I.T., la conférence de Philadelphie, prononça la dissolution du Conseil général en 1876. Parallèlement, les "anti-autoritaires" perpétuèrent quelques années une association internationale dissidente, laquelle tint son dernier congrès à Verviers, en septembre 1877, une année environ après la mort de Bakounine.

La décomposition et la disparition de la Première Internationale ne coïncident nullement avec un déclin du mouvement ouvrier international. Elles sont à la fois le fruit d'une bataille idéologique durable, où se sont affrontées les figures quasi mythologiques de Marx et de Bakounine; elles annoncent aussi une mutation et un essor du socialisme international.

Témoin de cette bataille, le socialiste français Benoît Malon a cru pouvoir en présenter une explication ethno-géographique. "Depuis la Réforme, disait-il, la race anglo-germanique (*sic*) suit une politique de réforme par l'Etat qui n'est nullement dans le développement historique des peuples gallo-latins (France, Italie, Espagne, Belgique wallonne, Suisse jurassienne et romande). Ces derniers n'ont réalisé des progrès qu'à coups de révolutions, et, d'une façon plus ou moins consciente, ils ont rompu avec le vieil ordre gouvernemental. Ils sont *anarchiques*, c'est le mot juste, en attendant mieux. Or il se trouve à la tête de l'Internationale un Conseil anglo-germanique décidé à faire prévaloir ce qu'ils appellent l'idée *étatiste.* Les dissidents répondent naturellement par le mot *Commune*, qui est de tradition dans leurs pays respectifs.[1]"

[1] Cité par J. Guillaume, *La Première Internationale*, t. II, p. 314.

Malgré ses faiblesses, cette analyse de Malon a le mérite d'indiquer les deux méthodes qui allaient rivaliser dans le socialisme international longtemps encore après la mort de la Première Internationale : un socialisme organisé en parti de classe et qui aspire à la révolution par la conquête du pouvoir d'Etat; un socialisme "par en bas", défendant les principes d'autonomie et de fédération, aspirant bientôt à la révolution par la grève générale. En juin 1889, en considérant les deux congrès concurrents qui se préparaient à Paris, Engels crut voir un nouvel avatar de la vieille querelle : "c'est une fois de plus, dit-il, la même vieille scission de l'Internationale qui maintenant pousse les gens dans deux camps opposés. D'un côté les disciples de Bakounine, sous un pavillon différent (...); de l'autre côté le vrai mouvement de la classe ouvrière [1]."

En fait, si la vieille querelle anarchistes/marxistes n'est pas encore vidée [2], elle n'occupe plus l'avant-scène. Surtout, elle ne doit pas cacher la nouveauté : la montée à peu près universelle du mouvement ouvrier, l'essor du syndicalisme et la création des premiers partis socialistes dans les années 1880. Déjà, en 1875, le socialisme allemand avait réalisé son unité dans le Parti social-démocrate, lors du congrès de Gotha. En 1885, le Parti ouvrier belge, fédérant sections socialistes, syndicats et coopératives, est créé à son tour. En France, le chemin de l'unité est cahotique mais l'amnistie de 1880 qui rend au mouvement socialiste les anciens bannis de la Commune, la multiplication des grèves et les progrès du syndicalisme attestent les débuts d'un renouveau, dont la confirmation électorale sera donnée en 1893. Dans de nombreux pays on assiste ainsi, parallèlement à l'expansion industrielle mais parfois même dans des pays sans industrie, aux véritables débuts d'un socialisme organisé.

Dès la fin de l'A.I.T., bien des militants socialistes — belges et suisses notamment — ont tenté de redonner vie à une organisation internationale. Deux conférences successives eurent lieu à Paris, en 1883 et en 1886. Lors de cette dernière, des représentants de quelques pays européens décidèrent de tenir à Paris, pour le centenaire de la Révolution française et au moment favorable de l'Exposition universelle, un grand congrès ouvrier international, dont le soin de l'organisation est alors confié au Parti ouvrier socialiste révolutionnaire (Fédération des Travailleurs socialistes de France). La conférence de Londres de 1888, organisée par les Trade-Unions britanniques, confirma leur mandat aux socialistes français.

Malheureusement, les Français étaient profondément divisés. Depuis 1882, en effet, deux camps principaux rivalisaient : les *guesdistes* (Jules Guesde en était l'un des trois dirigeants reconnus, avec Lafargue et Deville), qu'on appelait aussi "collectivistes" ou encore "marxistes" (*the so-called marxists*); en face d'eux, les *possibilistes*, dont Brousse et Allemane étaient les principaux leaders et passaient pour réformistes. Cette division déjà ancienne atteignait cependant son paroxysme dans les années 1888-1889 à cause de la crise boulangiste qui enfiévrait la France. Aucun

[1] F. Engels, P. et L. Lafargue, *Correspondance*, t. II, p. 288.

[2] On verra les anarchistes s'opposer dans les congrès internationaux aux socialistes de parti jusqu'à leur exclusion au congrès de Londres (1896).

des deux camps n'était boulangiste mais les analyses respectives qu'ils faisaient du phénomène étaient contradictoires. Les guesdistes refusaient de se lancer dans la bataille antiboulangiste, voulant s'en tenir sur la terre ferme de la lutte de classe. Certains même — c'était le cas de Lafargue, le gendre de Marx — voyaient dans ce mouvement nationaliste très populaire la chance peut-être d'une révolution ou d'une guerre qui pourrait s'achever en révolution. A l'opposé, les possibilistes étaient entrés sans attendre dans le combat antinationaliste, n'hésitant pas, pour la défense de la République menacée, à s'allier, au moins provisoirement, avec les radicaux ou d'autres éléments plus modérés de la bourgeoisie républicaine. Tandis que les guesdistes dénonçaient dans l'action de leurs adversaires la trahison de classe, les possibilistes assimilaient leurs rivaux aux "boulangistes". Les accusations réciproques étaient également fondées. Les uns avaient une attitude ambiguë vis-à-vis de ce néo-bonapartisme, où s'était même fourvoyée une partie de la troisième famille socialiste : les blanquistes, qui en perdirent leur unité —; les autres, contre Boulanger, avaient conclu des alliances — notamment électorales — avec des bourgeois républicains, donnant ainsi prise à l'accusation de traîtres à la classe ouvrière.

Dans ces conditions, les "blanquo-marxistes" refusèrent de se plier à la discipline d'un congrès international qui serait convoqué par leurs adversaires possibilistes. Lors du congrès ouvrier de Bordeaux, qui regroupait en novembre 1888, des syndicats et autres organisations en majorité guesdistes il fut décidé d'organiser un congrès international rival à Paris.

Dès lors, une compétition furieuse entraîna les deux camps pour se faire reconnaître des organisations étrangères comme seul véritable organisateur du Congrès de Paris. Forts du mandat reçu à la conférence de Londres de novembre 1888, les possibilistes se maintinrent sur le terrain du droit et ne voulurent pas s'en écarter d'un pouce. Forts de l'appui d'Engels, dont l'audience était considérable — en particulier chez les socialistes allemands — les guesdistes dénoncèrent leur rivaux comme des agents de la bourgeoisie, indignes de convoquer un congrès ouvrier international.

Placés devant ce choix embarrassant, les partis étrangers dans leur ensemble militèrent pour la fusion des deux congrès. Les sociaux-démocrates allemands tentèrent de faciliter cette fusion en mettant sur pied une conférence préliminaire à Nancy — où les deux partis français étaient conviés. Engels soutint cette initiative auprès des guesdistes, expliquant à ses correspondants français qu'on pouvait espérer de cette conférence la "neutralisation" des "broussistes". Mais le moment et le lieu étaient mal choisis pour les guesdistes et la conférence eut lieu finalement à La Haye, le 28 février 1889. Les possibilistes restant sur leur position refusèrent de s'y présenter. La conférence décida en leur absence que s'ils ne se rendaient pas aux conditions fixées par elle, mandat serait donné aux socialistes belges et suisses de convoquer un congrès ouvrier à Paris en septembre.

La Haye était donc une victoire pour les guesdistes. Leurs rivaux cependant continuaient la préparation de leur congrès, se prévalant toujours du mandat reçu à la conférence de Londres. En avril, coup de

théâtre ! En son congrès de Jolimont, le Parti ouvrier belge décidait de se faire représenter aux *deux* congrès. Du même coup, les décisions de La Haye devenaient caduques. L'initiative revenait donc aux guesdistes.

Toutefois de nombreux socialistes ne perdaient pas l'espoir de faire fusionner les deux congrès. Liebknecht proposa que les guesdistes réunissent leur congrès le 14 juillet, soit à la même date que le congrès possibiliste, comptant que "le sentiment de solidarité forcera(it) les deux congrès de siéger en commun.[1]"

Ainsi, au même jour, dans la même ville, sur un ordre du jour à peu près identique, deux congrès ouvriers internationaux devaient avoir lieu. Les deux partis français rivaux firent de leur mieux pour rallier le plus grand nombre d'adhésions. Les possibilistes purent compter, après le ralliement des Belges, sur le soutien de la *Social Democrat Federation*, qui publia, en juin, un manifeste pour dénoncer la "cabale" des marxistes. Les guesdistes furent défendus de ces accusations par Engels. Mais celui-ci dut gourmander son ami Lafargue qui voulait à tout prix dénier la qualité de socialistes à ses adversaires : "le décret d'excommunication lancé par un parti, qui maintenant encore ne possède pas de journal à Paris pour se faire entendre, ne peut être et ne sera accepté par le reste du monde sans un supplément de preuve (...) Paul (Lafargue) sait trop bien que les possibilistes constituent une puissance à Paris, et même si nos amis *parisiens* ont de très belles raisons de les ignorer, nous ne pouvons faire de même, ni nier le fait qu'il y aura *deux congrès rivaux* le 14 juillet. Et si nous allions dire aux gens d'ici que dans *notre congrès* "ce sont les ouvriers et les socialistes de France *sans distinction de parti* qui convoquent le congrès", ce serait non seulement une bêtise, mais une contre-vérité grossière, car Paul sait fort bien que les *ouvriers* de Paris, dans la mesure où ils sont seulement socialistes, sont dans leur majorité possibilistes [2]".

Les guesdistes qui avaient rêvé de faire reconnaître leur congrès comme seul congrès ouvrier socialiste durent s'incliner : deux congrès rivaux eurent bien lieu. L'un, le congrès possibiliste, réunit rue Lancry environ six cents délégués représentant 14 nations – Anglais et Français formant le gros des troupes. L'autre, le congrès "marxiste", convoqué d'abord rue Pétrelle (d'où son appellation : "le congrès de la salle Pétrelle") déménagea rue Rochechouart; on y comptait moins de délégués mais dix neuf pays étaient représentés (y compris il est vrai l'Alsace-Lorraine et la Bohême). Toutes les tentatives de fusion venues des partis neutres échouèrent devant l'intransigeance des possibilistes et des guesdistes.

Malgré cet échec, les deux congrès travaillèrent efficacement. Des résolutions nombreuses furent votées sur la législation du travail (malgré l'opposition des anarchistes). Le congrès de la salle Pétrelle décida deux actions de grande portée : l'entrée dans la compétition électorale des partis socialistes là où le suffrage universel était établi; la manifestation internationale du 1er Mai :

[1] Lettre d'Engels à Lafargue, *op. cit.*, p. 238.

[2] F. Engels à L. Lafargue, *op. cit.*, p. 249-250.

"Il sera organisé une grande manifestation internationale à date fixe, de manière que, dans tous les pays et dans toutes les villes à la fois, le même jour convenu, les travailleurs mettent les pouvoirs publics en demeure de réduire légalement la journée de travail, et d'appliquer les autres résolutions du Congrès international de Paris.

"Attendu qu'une semblable manifestation a déjà été décidée pour le 1er mai 1890 par l'*American Federation of Labor*, dans son congrès de décembre 1888 tenu à Saint-Louis, cette date est adoptée pour la manifestation internationale."

Nulle résolution ne pouvait mieux démontrer l'élan nouveau du mouvement ouvrier international.

Les comptes rendus publiés des deux Congrès de Paris sont très insuffisants. Pour le congrès marxiste, Guesde en avait été chargé. C'est la traduction allemande de son texte — resté inédit en français — qui est ici donnée. Pour le congrès possibiliste, un compte rendu français publié par la Fédération des travailleurs socialistes de France existe. Dans un cas comme dans l'autre, seules les séances plénières sont rapportées.

Michel Winock
Université de Paris - VIII

THE INTERNATIONAL SOCIALIST WORKERS' CONGRESSES IN PARIS

July 1889

The First International – i.e. the International Workers' Association – had not survived the deep-seated quarrel which, shortly after the Paris Commune, had resulted in a rift between the followers of Marx and the "anti-authoritarian" socialists of whom Bakounine was the spokesman. At the London conference of September 1871, Marx – thanks to his friends – succeeded in pushing through, by a majority vote, the principle of organising the proletariat into a *political party.* Two months later, the congress of the Jura Federation, held at Sonvillier, refused to bow to this decision and upheld the principle of the autonomy of each section.

The split between "marxists" and "anarchists" was confirmed at the Hague congress, in September 1872. In the presence of Marx a motion was passed, expelling Bakounine and James Guillaume. The latter summed up as follows the basis of the conflict : "The majority aims at *winning political power*, the minority *wants its destruction.*" This rift heralded the demise of the International. At the same congress in The Hague, Marx, for whom it was essential henceforth that powerful proletarian parties be established in large industrial countries, pushed through a motion to transfer the headquarters of the General Council from London to New York. This was tantamount to its dissolution. In 1876, a final meeting of the A.I.T. – the Philadelphia conference – resolved that the General Council be dissolved. Concurrently, the "anti-authoritarians" kept alive for a few years a dissident international association, which held its last congress at Verviers in September 1877, about a year after the death of Bakounine.

In no way did the disintegration and demise of the First International signify a decline of the international workers' movement. This break-up was the result of a lasting ideological conflict between the quasi-mythological figures of Marx and Bakounine; at the same time, they heralded a transformation and a stride forward for international socialism.

The French socialist Benoît Malon, who had witnessed this conflict, ventured to offer an ethno-geographical explanation of it : "Since the Reformation, the Anglo-Germanic (*sic*) race has followed a policy of reform by the State, which lies outside the historic development of the Gallo-Latin nations (France, Italy, Spain, Walloon Belgium, the Jura area of Switzerland, and French Switzerland). The progress accomplished by these countries was achieved only through a series of revolutions; they were more or less aware of breaking away from the old governmental order. In fact they were *anarchistic*, pending a more propitious state of affairs. There was, however, at the head of the International, and Anglo-Germanic Council, determined that what they called the *étatiste* principle

should prevail. In response, the dissidents advanced the principle of the *Commune*, the term being traditional in their respective countries." [1]

In spite of its short comings, Malon's analysis does set out the two methods which were in opposition within international socialism, long after the demise of the First International; on the one hand, a form of socialism organised on the basis of a class-party, and aspiring to revolution by winning power within the State; on the other, a socialism "par en bas", defending the principles of autonomy and federation, and hoping, soon, to achieve revolution through a general strike. In June 1889, pondering on the two rival congresses which were about to be held in Paris, Engels thought this was a revival of the old quarrel, in a new form : "that it is the old split in the International over again, which now drives people into two opposite camps. On one side the disciples of Bakounine, with a different flag (...); on the other side, the real working class movement." [2]

In fact, if the old quarrel – anarchists versus marxists – was not yet settled [3], it was no longer in the forefront. Above all, it must not conceal what was new : the almost universal rise of the workers' movement, the development of trade-unionism, and the creation of the first socialist parties in the 1880's. Already, in 1875, German socialism had achieved unity in the social-democrat Party, at the time of the Gotha congress. In 1885, the Belgian workers' party was, in its turn, formed, bringing together socialist groups, unions and cooperatives. In France, the path to unity was far from smooth, but the amnesty of 1880 (which restored to the socialist movement those who had been exiled as a result of the Commune), the increasing number of strikes and the progress of trade-unionism, marked the beginning of a revitalisation, which the elections of 1893 were to confirm. Thus one witnesses, in many countries, alongside with industrial expansion, but sometimes even in non-industrial countries, the real foundations of an organised socialism.

Ever since the demise of the A.I.T., many militant socialists – Belgian and Swiss particularly – had endeavoured to resurrect an international organisation. Two successive conferences were held in Paris, in 1883 and 1886. At the latter, delegates from a few European countries decided to hold in Paris – for the centenary of the French Revolution and at an auspicious moment during the Universal Exhibition – a major international workers' congress; the revolutionary socialist workers' party (Federation of the Socialist Workers of France) was to be in charge of its organisation. The London conference of 1888, arranged by the British Trade Unions, confirmed to the French socialists the mandate they had been given.

[1] Cited by J. Guillaume, *La Première Internationale*, t. II, p. 314.

[2] F. Engels, P. and L. Lafargue, *Correspondance*, t. II, p. 286.

[3] In international congresses, as will be seen, the anarchists will clash with party socialists until their exclusion, at the London congress (1896).

Unfortunately, the French were deeply divided; for, since 1882, two main factions had vied with each other : the *guesdistes* (Jules Guesde was, together with Lafargue and Deville, one of its acknowledged leaders), also called "collectivists", or yet "marxists" (*the so-called marxists*); their opponents were the *possibilists*, with Brousse and Allemane – said to be reformists – as their main leaders. The gap between the two sides was at its widest in the years 1888-1889, due to the "boulangist" crisis, which brought France to fever-pitch. Neither camp was "boulangist", but their respective analyses of the phenomenon differed completely. The guesdists, wishing to keep their feet firmly on the ground of the class-struggle, refused to throw themselves into the anti-boulangist fray. Some, indeed – and Lafargue, Marx's son-in-law, was among them –, saw in this extremely popular nationalist movement a chance, may be, of revolution, or of a war likely to end in revolution. In opposition to them, the possibilists had joined the anti-nationalist battle forthwith, not hesitating, in order to defend the threatened Republic, to ally themselves, be it temporarily, with the radicals or other, more moderate, elements of the republican bourgeoisie. While the guesdists accused their enemies of conduct amounting to classtreason, the possibilists identified their opponents with the "boulangists". Those mutual accusations were not without justification. While, on the one side, there was an ambiguous attitude towards this neobonapartism, where part of the third social family had lost its way (that is to say, the blanquists, who in so doing had become disunited); on the other side alliances, especially in the electoral field, had been entered into – against Boulanger – with republican bourgeois, thus justifying the accusation of having betrayed the working class.

In these conditions, the "blanquo-marxists" refused to submit to the discipline of an international congress to be convened by their possibilist opponents. At the workers' congress in Bordeaux, which in November 1888 brought together trade-unions and other, mostly guesdist, organisations, it was decided to set up a rival international congress in Paris.

From then on, both camps vied desperately to be recognised by foreign organisations, each claiming to be the only genuine promoter of the Paris Congress. Confident in the mandate they had received at the London conference in November 1888, the possibilists clung to their legal rights, refusing to concede an inch. Strengthened by the support of Engels, who had a considerable hearing, especially amog the German socialists, the guesdists accused their rivals of being agents of the bourgeoisie, and as such unworthy to hold an international workers' congress.

Faced with this awkward choice, most of the foreign parties campaigned to seek a merging of the two congresses. The German social-democrats attempted to pave the way for this amalgamation, by arranging a preliminary conference in Nancy – which both French parties were invited to attend. Engels urged the guesdists to cooperate in this, explaining to his French correspondents that this conference might well mean "the neutralisation of the broussists". Both time and place, however, were ill-chosen for the guesdists, and in the end the conference was held at The

Hague, on February 28, 1889. The possibilists, remaining adamant, refused to attend. In their absence, the conference decided that if they did not accept the conditions it stipulated, the Blegian and Swiss socialists would be empowered to call a workers' conference in Paris in the following September.

The Hague, then, proved a victory for the guesdists. Nevertheless, their opponents went on preparing their own congress, still having confidence in the mandate they had received at the London conference. April brought a dramatic turn of events : at its Jolimont congress, the Belgian workers' party decided to be represented at *both* congresses. Automatically, the decisions taken at The Hague became null and void. The next move was up to the guesdists.

Many socialists, however, were still hoping for a merger. Liebknecht suggested that the guesdists hold their congress on July 14, that is, on the same date as the possibilist congress; he anticipated that "a feeling of solidarity would compel the two congresses to sit together." [1]

And so, on the same day, in the same town, with almost similar agendas, two international workers' congresses were to meet. Both rival French parties did their utmost to rally as much support as possible. Having been joined by the Belgians, the possibilists could rely on the support of the *Social Democrat Federation* which, in June, published a manifesto denouncing the marxists' "cabale". These charges against the guesdists were refuted by Engels, but he had to reprimand his friend Lafargue, who was determined to deny his opponents the right to be called socialists : "The decree of excommunication launched by a party which even now has not a paper in Paris in which it can make itself heard, cannot and will not be accepted by the rest of the world without further proof (...) Paul (Lafargue) knows too well that the Possibilists are a power in Paris, and though it may be very well for our *Parisian* friends to ignore them, we cannot do the same, nor deny the fact that there will be *two rival* congresses on 14. July. And if we were to tell people here that *in our Congress* "ce sont les ouvriers et les socialistes de France, sans distinction de parti, qui convoquent le congrès", that would not only be a bêtise, but a gross untruth, as Paul well enough knows that the *ouvriers* de Paris, as far as they are socialists at all, are, in their majority, Possibilists." [2]

The guesdists, who had been entertaining the hope that their congress would be recognised as the one and only workers' socialist congress, had to give way : two rival congresses did take place. About six hundred delegates, representing fourteen countries – England and France in the majority –, attended the possibilist congress Rue de Lancry. The other, the "marxists" congress, which was to meet Rue Pétrelle (it remained known

[1] Letter from Engels to P. Lafargue, *op. cit.*, p. 238.

[2] F. Engels to L. Lafargue, *op. cit.*, p. 247.

as "the congress of Pétrelle Hall") moved to the Rue Rochechouart; there the delegates were not as many, but nineteen countries were represented (including, admittedly, Alsace-Lorraine and Bohemia). All attempts suggested by neutral parties to effect a merger failed, such was the intransigence of the possibilists and the guesdists.

In spite of this failure, both congresses reached positive results. A number of resolutions were passed concerning the legislation of labour (despite the opposition of the anarchists). The congress of Pétrelle Hall passed two resolutions of considerable bearing : that socialist parties contest elections where there was universal suffrage; and that there be an international demonstration on May 1st :

"A major international demonstration will take place on a set date so that, in all countries and in all towns at the same time, on that day, the public powers will be required by the workers to introduce legislation reducing the working day, and to put into effect the other resolutions of the international Congress of Paris.

"Considering that the *American Federation of Labor* has already resolved, at its congress of December 1888, held in St. Louis, that a similar demonstration take place on May lst, 1890, this date is therefore adopted for this international manifestation."

No resolution could better have shown the new impetus of the international workers' movement.

(The reports of the two Paris Congresses which have been published are most inadequate. Guesde had been instructed to report on the marxist congress. It is the German translation of his report which appears here, since it has not been published in French. A French report of the possibilist congress, published by the Federation of the socialist workers, is extant. The two reports deal only with the plenary sessions.)

Michel Winock
Université de Paris-VIII

CONGRÈS INTERNATIONAL OUVRIER SOCIALISTE

I



RAPPORT

DE LA

COMMISSION

D'ORGANISATION



PARIS

1889

Imprimerie polonaise de la *Walka Klas* et du *Przedświt* à Genève.

CONGRÈS INTERNATIONAL OUVRIER SOCIALISTE

de Paris

Du 14 au 21 Juillet 1889

RAPPORT
DE LA COMMISSION D'ORGANISATION

Les socialistes de France ne pouvaient laisser passer le centenaire de la Révolution bourgeoise, sans affirmer la prochaine venue d'une révolution ouvrière, qui sur les ruines de la société capitaliste, proclamera pour toutes et pour tous l'égalité devant le travail comme devant les moyens d'existence et de jouissance.

C'est pourquoi les syndicats ouvriers et les organisations socialistes de France ont décidé dans leurs congrès de Bordeaux et de Troyes, la tenue, durant l'exposition, d'un congrès international.

La solidarité prolétarienne, que la réaction bourgeoise avait cru noyer dans le sang, aurait ainsi une occasion éclatante de montrer qu'elle n'avait pu être

atteinte par l'écrasement de la Commune et par la proscription de l'Internationale, parce que étant la conséquence nécessaire de la production et de l'échange capitaliste, elle défiait toute persécution et survivait à toutes les défaites.

Pour l'organisation de ce congrès le Conseil national des syndicats ouvriers siégeant à Bordeaux et la Commission exécutive de la fédération socialiste, siégeant à Troyes constituèrent à Paris une commission prise dans les différentes associations ouvrières et socialistes. Cette commission, afin de caractériser l'œuvre d'union dont elle était chargée, invita dans sa première séance les chambres syndicales et les groupes socialistes de Paris à nommer des délégués pour prendre part à ses travaux. Notre commission, ainsi ouverte à toutes les bonnes volontés, doit donc être considérée comme une véritable représentation des prolétaires socialistes de France, réunis, malgré les nuances qui les distinguent, par une idée commune, l'union internationale du prolétariat.

De son côté un congrès international corporatif tenu à Londres, peu après le Congrès de Bordeaux, prenait la résolution d'avoir à Paris un congrès international en 1889; et malgré la présence du délégué Farjat, mandaté par plus de 250 chambres syndicales non possibilistes, il chargeait les seuls possibilistes de l'organisation de ce congrès, sans se rendre compte que c'était prendre abusivement parti dans les divisions françaises et déposséder tout ce qui n'était pas possibiliste d'un droit incontestable.

Justement inquiets de la coexistence de ces deux congrès internationaux dans la même année et la même ville, les socialistes étrangers avisèrent aux moyens de fusionner les deux congrès en un seul. Sur l'ini-

tiative des socialistes allemands une conférence internationale privée fut convoquée à la Haye le 28 Février de cette année. Etaient présents:

BEBEL et LIEBKNECHT, délégués de la Démocratie socialiste d'Allemagne;

SCHERER et REICHEL, délégués du parti socialiste de la Suisse;

ANSEELE et VOLDERS, délégués du parti socialiste de la Belgique;

CROLL et DOMELA NIEUWENHUIS, délégués du parti socialiste de la Hollande;

PAUL LAFARGUE, délégué du Conseil national des syndicats de France et de la Commission exécutive de la Fédération socialiste de France.

Les délégués du parti socialiste de Danemark et WILLIAM MORRIS de la *Socialist League* d'Angleterre, s'excusèrent de ne pouvoir assister à la conférence, en se déclarant prêts à accepter les résolutions prises dans l'intérêt de l'union internationale des socialistes.

La Fédération des travailleurs socialistes, autrement dit le parti possibiliste, invitée au même titre et en même temps que la France socialiste et ouvrière, refusa de se faire représenter à la conférence de la Haye et motiva son réfus sur ce qu'elle ne voulait pas laisser mettre en discussion le mandat reçu au congrès de Londres, dont elle entendait faire sa propriété exclusive. C'était transformer le devoir de convoquer un congrès internalional, en un droit supérieur à la volonté des partis socialistes européens.

Or, le congrès corporatif de Londres n'avait pas qualité pour prendre des résolutions liant les partis socialistes, car, bien qu'il y eût des socialistes à ce congrès, ce n'était pas un congrès socialiste, mais

simplement un congrès corporatif aux mains des parlementaires des *trades unions*, lesquels allèrent jusqu'à menacer d'expulser de la salle, qu'ils avaient loué, les délégués étrangers. Ils avaient d'ailleurs pris leurs précautions pour exclure de leur congrès les partis socialistes d'Allemagne et d'Autriche, ainsi que tous les socialistes qui ne seraient pas ouvriers manuels.

Les socialistes auraient donc pu ne tenir aucun compte du mandat donné par un pareil congrès... Quant aux organisations socialistes de France, elles étaient bien résolues à ne pas se faire représenter à un congrès international convoqué par les possibilistes. Leur résolution s'appuyait sur ce fait capital: que les possibilistes en s'inféodant ouvertement aux partis bourgeois et en se faisant à Paris et en province les agents électoraux de divers ministères, avaient perdu tout caractère d'indépendance dont un parti socialiste ne peut se départir, sans abdication.

Malgré ces considérations, la Conférence de la Haye, dominée par l'idée de concorde internationale, s'abstint de contester la validité du mandat donné aux possibilistes et se borna à spécifier les conditions auxquelles les partis socialistes représentés à la Haye pouvaient participer à un congrès international.

Dans une première circulaire, les possibilistes, considérant le congrès international comme leur chose, s'étaient arrogé le droit de fixer la date et l'ordre du jour du congrès et d'imposer un mode de vérification des mandats, qui subordonnait à leur bon plaisir, l'admission des délégués français. Ces impertinentes prétentions furent écartées à l'unanimité par les délégués de la Conférence, qui prirent les résolutions suivantes:

„Les soussignés invitent la Fédération des travailleurs socialistes de France, en vertu du m ndat, qu'elle a reçu au

congrès de Londres de 1888, à convoquer le congrès internationale de Paris, d'accord avec les organisations ouvrières et socialistes de France et des autres pays:

Cette convocation signée par tous les représentants des organisations ouvrières et socialistes, devra être portée, dans le plus bref délai possible, à la connaissance du public ouvrier et socialiste d'Europe et d'Amérique.

Cette convocation portera:

1° que le congrès international de Paris se tiendra du 14 au 21 Juillet 1889;

2° qu'il sera ouvert aux ouvriers et aux socialistes des différents pays, en leur permettant de se conformer aux conditions politiques qu'ils subissent;

3° que le congrès sera souverain pour la vérification des mandats et fixation de l'ordre du jour.

Les questions à l'étude seront provisoirement les suivantes:

a) Législation internationale du travail. Réglementation légale de la journée de travail, de jour, de nuit, des jours fériés, des adultes, des femmes et des enfants.

b) Surveillance des ateliers de la grande et petite industrie, ainsi que de l'industrie domestique;

c) Voies et moyens pour obtenir ces revendications.

Les délégués belges furent chargés de porter officiellement à la connaissance du parti possibiliste les résolutions de la conférence de la Haye.

Le citoyen Volders après avoir rempli sa mission auprès du conseil possibiliste se rendit au sein de notre commission. Il nous apprit que les possibilistes se refusaient à admettre que des ouvriers et des socialistes de France signassent avec eux la circulaire convoquant le congrès international, ainsi qu'à reconnaître au congrès le droit de vérifier directement les mandats.

Le conseil national des Chambres syndicales, la Commission exécutive de la fédération socialiste et la

Commission d'organisation du Congrès décidèrent à l'unanimité de se conformer aux résolutions de la Haye.

Le désir d'union était si puissant chez les socialistes étrangers, qu'ils essayèrent de faire revenir les possibilistes sur leur refus: ils s'adressèrent à la Fédérations démocratique d'Angleterre, qui entretient des relations amicales avec les possibilistes, et lui demandèrent d'user de son influence pour obtenir leur adhésion aux raisonnables demandes de la Conférence de la Haye. La Fédération démocratique ne fut pas plus écoutée que le délégué de la conférence internationale. Les possibilistes profitaient au contraire de l'inaction forcée à laquelle ces démarches de conciliation condamnaient la commission d'organisation du congrès: ils intriguaient un peu partout, communiquaient aux journaux bourgeois des calomnies contre notre commission d'organisation et des attaques perfides contre notre congrès, envoyaient en province, en Belgique, Espagne et Portugal des délégués chargés de recruter, à tout prix, des adhérents à leur congrès.

Devant cette obstination insurmontable des possibilistes et leur parti pris de diviser le prolétariat international comme ils ont, pendant trop longtemps, divisé le prolétariat français, les partis socialistes européens se décidèrent à passer outre, en laissant aux possibilistes la responsabilité d'un contre-congrès que nous avions tout fait pour éviter, et ils lancèrent avec nous la convocation suivante:

Congrès International Ouvrier Socialiste de Paris

du 14 au 21 Juillet 1889

OUVRIERS ET SOCIALISTES

D'EUROPE & D'AMÉRIQUE,

Le Congrès ouvrier de Bordeaux, formé par les délégués de plus de 200 Chambres Syndicales, ayant leurs sièges dans tous les centres ouvriers de France, et le Congrès de Troyes formé par les délégués de 300 groupes ouvriers et socialistes représentant l'ensemble de la classe ouvriére et du socialisme révolutionnaire français ont décidé de convoquer à Paris, pendant la durée de l'Exposition, un Congrès International ouvert au prolétariat du monde entier.

Cette résolution a été accueillie avec joie par les Socialistes d'Europe et d'Amérique, heureux de pouvoir se réunir pour formuler nettement les réclamations ouvrières au sujet de la législation internationale du travail dont va s'occuper la conférence des représentants des gouvernements européens qui se réuniront à Berne, dans le mois de septembre.

La classe capitaliste invite le riches et les puissants à venir contempler et admirer à l'Exposition universelle l'œuvre des travailleurs condamnés à la misère au milieu des plus colossales richesses que jamais société humaine ait possédées. Nous socialistes, qui poursuivons l'affranchissment du travail, l'abolition du salariat et la création d'un ordre de choses dans lequel, sans distinction de sexe et de nationalité, tou-

tes et tous auront droit aux richesses issues du travail commun, c'est aux producteurs que nous donnons rendez-vous à Paris le 14 juillet.

Nous les convions à venir resserrer les liens fraternels qui, en consolidant les effort du prolétariat de tous pays, hâteront l'avénement du monde nouveau.

„Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!"

Allemagne. — Pour le parti démocrate socialiste: A. BEBEL, DIETZ, FROHME, GRILLENBERGER, HARM, KUHN, W. LIEBKNECHT, MEISTER, SABOR, SCHUMACHER, SINGER, Députés socialistes du Reichstag.

Angleterre. — Pour la Ligue Socialiste: W. MORRIS, F. KITZ. — Pour l'Association du Travail: R. B. CUNNINGHAME GRAHAM, député socialiste de la Chambre des Communes, W. PARNELL, G. BATEMAN, H. CHAMPION, TOM MANN. — Pour la Trades union des mineurs d'Ayrshire: J. KEIR HARDIE.

Autriche. — Pour le parti ouvrier socialiste: J. POPP, V. ADLER, E. KRALIK, A. ZINNRAM, N. HOFFMANN, J. KREUTZER, J. WINNIG, G. POPPER (Vienne); J. MACKART, H. FLOCKINGER, K. SAMS (Insbruck); A. WEIGNIS, J. SIEG (Linz); A. FRIEMEL, T. HEINZ, V. WIENER, A. BOZEK (Steyr); K. SCHNEEWEISS, A. KLOFAC, A. SOBOTKA, J. HYBES (Brunn); V. STURZ, F. DOZEK, F. NEMECEK (Prague); F. ZEDNICEK, R. ZACHOLKO (Prossnitz); A. GERIN, C. GIEKAR, J. LAX (Trieste); J. DANILUK (Lemberg); F. ADENAN (Klagenfurt); C. RIEGER (Bratzan); J. ZIMMERMANN (Jagerndorf).

Belgique. — Pour le parti ouvrier socialiste de Gand: ANSEELE, VAN BEVEREN.

Espagne. — Pour le parti socialiste ouvrier: PABLO IGLESIAS, FRANCISCO DIEGO.

France. — Pour la Fédération des Chambres syndicales et Groupes corporatifs de France: R. LAVIGNE; pour la Fédération socialiste de France: G. BATISSE.

Grèce. — Pour le groupe des Socialistes Hellènes: PLATON E. DRACOULIS, rédacteur de l'organe socialiste d'Athènes *Arden.*

Hollande. — Pour le parti démocrate socialiste: DOMELA NIEUWENHUIS, député, CROLL.

Hongrie. — Pour le parti ouvrier socialiste: LEO FRANKEL.

Italie. — AMILKARE CIPRIANI (Organisations révolutionnaires socialistes); ALDISSIO SAMMITO (groupes socialistes siciliens); GNIOCCHI VIANI (groupes socialistes de Milan).

Norvège. — CARL JEPPESEN pour le parti démocrate socialiste de Norvège.

Pologne. — S. MENDELSON (groupe da la *Walka Klas*); L. ANIELEWSKI (Comité ouvrier du „Prolétariat“ de Varsovie).

Portugal. — CARVALHO (Sociétés ouvrières socialistes.

Russie. — Pour l' Union des démocrates socialistes russes: VERA SASSOULITCH, PLECKANOFF, AXELROD, STEPNIAK.

Suède. — Pour le parti démocrate socialiste: AUGUSTE PALM, HJALMER BRANTING, AXEL DANIELSON.

Suisse. — BRANDT, vice-président de la Société du Grütli; — pour le parti ouvrier socialiste: A. REICHEL, A. STECK.

QUESTIONS MISES A L'ORDRE DU JOUR
par la Conférence de la Haye :

A) Législation internationale du travail. Réglementation légale de la journée de travail de jour, de nuit, des jours fériés, des adultes, des femmes, des enfants ;

B) Surveillance des ateliers de la grande et petite industrie, ainsi que de l'industrie domestique ;

C) Voies et moyens pour obtenir ces revendications ;

D) Abolition des armées permanentes et armement du peuple (Question ajoutée par la Commission d'organisation de Paris).

La Conférence de La Haye a décidé :

1° Que le Congrès International de Paris se tiendra du 14 au 21 Juillet;

2° Que le Congrès sera ouvert aux ouvriers et aux socialistes de tous les pays, en leur permettant de se conformer aux conditions politiques qu'ils subissent ;

3° Que le Congrès sera souverain pour la vérification des mandats et pour la fixation de l'ordre du jour ;

4° Que toute Chambre syndicale et tout groupe socialiste ont le droit de se faire représenter par un délégué.

COMMISSION D'ORGANISATION DU CONGRÈS :

Pour la Fédération des Chambres syndicales de Paris : BOULÉ, BESSET, ROUSSEL, FÉLINE.

Pour le groupe socialiste du Conseil municipal : DAUMAS, ALPHONSE HUMBERT, LONGUET, CHAUVIÈRE, VAILLANT, Conseillers Municipaux.

Pour les organisations socialistes de Paris : VAILLANT, GUESDE, DEVILLE, JACLARD, CRÉPIN, MALON, LAFARGUE.

Pour le groupe socialiste de la Chambre des députés : BASLY, CAMÉLINAT, CLUSERET, FERROUL, députés.

ADRESSES POUR LA CORRESPONDANCE :

Secrétaire pour l'Intérieur : BESSET, *bureau de la Cordonnerie, Bourse du Travail, rue J.-J. Rousseau, Paris.*

Secrétaire pour l'Extérieur : PAUL LAFARGUE, *au Perreux, Paris, (Banlieue).*

* * *

Avant même que nous eussions lancé notre première circulaire, un congrès du parti ouvrier belge s'ouvrait à Jolimont ; les possibilistes se hâtaient d'y déléguer un des leurs pour battre en brèche les résolutions de la Haye ; et malgré les efforts de ce dernier, le congrès de Jolimont décidait par 39 voix contre 33 qu'un délégué serait envoyé au congrès possibiliste, tandis qu'il décidait par 55 voix contre 22 de se faire représenter à notre congrès international.

Le parti ouvrier démocrate socialiste du Danemarck prenait dans sa réunion du 23 mai la résolu-

tion suivante: „L'Assemblée déplore grandement que „deux congrès internationaux soient convoqués à Pa-„ris, et arrête que le parti démocrate socialiste danois „n'adhérera à aucun des deux congrès, tant que les „deux congrès seront maintenus; mais il engage le con-„seil du parti d'influer autant que possible sur les parts „disputants, afin de fusionner les deux congrès."

Seule la Fédération démocratique d'Angleterre se mettant en opposition avec toutes les organisations socialistes existantes en Europe et en Amérique a épousé la cause des possibilistes, sans avoir cependant la prétention de donner par sa seule présence un caractère international à un congrès possibiliste, aussi dénué de tout élément socialiste international.

Les travailleurs des deux mondes ne se trouvent donc en présence que d'un seul congrès pouvant se proclamer leur représentant et leur interprète, parce que seul il est convoqué par les partis socialistes de partout et que seul il comprendra des délégués de la fraction du prolétariat universel consciente et résolue de fonder sur la propriété commune l'affranchissement du travail et de l'Humanité.

* * *

Dans le but de prévenir tout malentendu et de déjouer toute manœuvre de la dernière heure la commission d'organisation a voulu porter à la connaissance des socialistes internationaux l'historique des démarches de conciliation et d'union qui ont été faites avant la tenue du congrès.

Pour la Commission d'organisation et par ordre le président de séance: DAUMAS.

Le secrétaires: BESSET, JACLARD, LAFARGUE, VAILLANT.

Post scriptum. Nous recevons au dernier moment une rectification du citoyen FARJAT, qui, envoyée au journal *Le Parti Ouvrier* et non insérée par lui, affirme non seulement qu'il n'a pas voté pour la motion donnant pouvoir aux possibilistes d'organiser le congrès international, mais encore que jamais cette motion n'a été mise aux voix au congrès de Londres. Il fournit et il est toujours prêt à fournir les preuves de son affirmation.



CONGRÈS
INTERNATIONAL OUVRIER SOCIALISTE
DE PARIS

(Du 14 Juillet au 21 Juillet 1889)

Appel de la Commission d'organisation

LISTE DES DÉLÉGUÉS ET DES ASSOCIATIONS OUVRIÈRES
ET PARTIS SOCIALISTES REPRÉSENTÉS

TÉLÉGRAMMES & LETTRES D'ADHÉSION

RÉSOLUTIONS

PARIS
IMPRIMERIE DE LA PRESSE
16, RUE DU CROISSANT, 16
—
1889

CONGRÈS
INTERNATIONAL OUVRIER SOCIALISTE
DE PARIS

(Du 14 Juillet au 21 Juillet 1889)



APPEL DE LA COMMISSION D'ORGANISATION

Ouvriers et Socialistes d'Europe et d'Amérique,

Le Congrès ouvrier de Bordeaux, formé par les délégués de plus de 200 Chambres Syndicales, ayant leurs sièges dans tous les centres ouvriers de France, et le Congrès de Troyes, formé par les délégués de 300 groupes ouvriers et socialistes représentant l'ensemble de la classe ouvrière et du socialisme révolutionnaire français, ont décidé de convoquer à Paris, pendant la durée de l'Exposition, un Congrès International ouvert au prolétariat du monde entier.

Cette résolution a été accueillie avec joie par les Socialistes d'Europe et d'Amérique, heureux de pouvoir se réunir pour formuler nettement les réclamations ouvrières au sujet de la législation internationale du travail, dont va s'occuper la conférence des représentants des gouvernements européens qui se réuniront à Berne en septembre prochain.

La classe capitaliste invite les riches et les puissants à venir contempler et admirer, à l'Exposition universelle, l'œuvre des travailleurs condamnés à

la misère au milieu des plus colossales richesses que jamais société humaine ait possédées. Nous socialistes, qui poursuivons l'affranchissement du travail, l'abolition du salariat et la création d'un ordre de choses dans lequel, sans distinction de sexe et de nationalité, toutes et tous auront droit aux richesses issues du travail commun, c'est aux producteurs que nous donnons rendez-vous à Paris le 14 juillet.

Nous les convions à venir resserrer les liens fraternels qui, en consolidant les efforts du prolétariat de tous pays, hâteront l'avènement du monde nouveau.

"Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!"

Allemagne. — Pour le Parti démocrate socialiste : A. BEBEL, DIETZ, FROHME, GRILLENBERGER, HARM, KUEHN, W. LIEBKNECHT, MEISTER, SABOR, SCHUMACHER, SINGER, Députés socialistes au Reichstag.

Alsace-Lorraine. — Pour la Société Républicaine socialiste des Alsaciens-Lorrains : JACLARD.

Amérique. — Pour les groupes socialistes de Buenos-Ayres : ALEXANDRE PEYRET.

Angleterre. — Pour la Ligue Socialiste : W. MORRIS, F. KITZ. — Pour l'Association du Travail : R. B. CUNNINGHAM GRAHAM, député socialiste de la Chambre des Communes, W. PARNELL, G. BATEMAN, H. CHAMPION, TOM MANN. — Pour la Trades union des mineurs d'Ayrshire : J. KEIR HARDIE.

Autriche. — Pour le Parti ouvrier socialiste : J. POPP, V. ADLER, E. KRALIK, A. ZINNRAM, N. HOFFMANN. J. KREUTZER, J. WINNIG, G. POPPER (Vienne) ; J. MACKART, H. FLOCKINGER. K. SAMS (Insbruck) ; A. WEIGNIS, J. SIEG (Linz) ; A. FRIEMEL, T. HEINZ, V. WIENER, A. BOZEK (Steyr) ; K. SCHNEEWEISS, A. KLOFAC, A. SOBOTKA, J. HYBES (Brunn) ; V. STURZ, F. DOZEK, F. NEMECEK (Prague) ; F. ZEDNICEK, R. ZACHOLKO (Prossnitz) ; A. GERIN, C. GIEKAR, J. LAX (Trieste) J. DANILUK (Lemberg) ; F. ADENAN (Klagenfurt) ; C. RIEGER (Bratzan) ; J. ZIMMERMANN (Jagerndorf).

Belgique. — Pour le Parti socialiste de Gand ; ANSEELE, VAN BEVEREN.

Espagne. — Pour le Parti socialiste ouvrier : PABLO IGLESIAS, FRANCISCO DIEGO.

France. — Pour la Fédération des Chambres Syndicales et Groupes corporatifs de France : R. LAVIGNE ; pour la Fédération socialiste de France : G. BATISSE.

Grèce. — Pour le groupe des Socialistes Hellènes : PLATON, E. DRACOULIS, rédacteur de l'organe socialiste d'Athènes, ARDEN.

Hollande. — Pour le Parti démocrate socialiste ; DOMELA NIEUWENHUIS, député, CROLL.

Hongrie. — Pour le Parti ouvrier socialiste : LEO FRANKEL.

Italie. — AMILCARE CIPRIANI ; ALDISSIO SAMMITO (groupes socialistes siciliens) ; GIUSEPPE DEFRANCESCHI, FILIPO RURVTI, ENRICO SESANA, GNIOCCHI VIANI (groupes socialistes de Milan).

Norvège. — CARL JEPPESEN pour le Parti démocrate socialiste de Norvège.

Pologne — S. MENDELSON (groupe de la *Walka Klas*) ; L. ANIELEWSKI (Comité ouvrier du "Prolétariat" de Varsovie).

Portugal. — CARVALHO (Sociétés ouvrières socialistes).

Russie. — Pour l'Union des démocrates socialistes russes : VERA SASSOULITCH. PLECKANOFF. AXELROD. — STEPNIAK.

Pour la société des ouvriers russes à Paris, pour la caisse des publications socialistes russes de Zurich, pour la rédaction du journal russe, le *Socialiste*, pour un groupe de socialistes révolutionnaires de Pétersbourg, pour un groupe de la Narodnia Volia (Volonté du Peuple), résidant à l'étranger, PIERRE LAWROFF.

Suède. — Pour le Parti démocrate socialiste : AUGUSTE PALM, HJALMER BRANTING, AXEL DNAIELSON.

Suisse. — BRANDT, vice-président de la Société du Grütli ; — pour le Parti ouvrier socialiste : A. REICHEL, A. STECK.

Pour les chambres syndicales professionnelles de la Suisse, MERK.

QUESTIONS MISES A L'ORDRE DU JOUR

par la Conférence de la Haye :

A) Législation internationale du travail. Réglementation légale de la journée. Travail de jour, de nuit, des jours fériés, des adultes, des femmes, des enfants ;

B) Surveillance des ateliers de la grande et la petite industrie, ainsi que de l'industrie domestique.

C) Voies et moyens pour faire aboutir ces revendications.

D) Abolition des armées permanentes et armement du peuple (Question ajoutée par la Commission d'organisation de Paris).

LA CONFÉRENCE DE LA HAYE A DÉCIDÉ :

1° Que le Congrès International de Paris se tiendra du 14 au 21 juillet ;

2° Que le Congrès sera ouvert aux ouvriers et aux socialistes de tous les pays, en leur permettant de se conformer aux conditions politiques qu'ils subissent ;

3° Que le Congrès sera souverain pour la vérification des mandats et pour la fixation de l'ordre du jour ;

4° Toute Chambre syndicale et tout groupe socialiste ont le droit de se faire représenter par un délégué.

COMMISSION D'ORGANISATION DU CONGRÈS :

Pour la Fédération des Chambres syndicales de Paris : Boulé, Besset, Roussel, Féline.

Pour le groupe socialiste du Conseil municipal : Daumas, Alphonse Humbert, Longuet, Chauvière, Vaillant, Conseillers Municipaux.

Pour les organisations socialistes de Paris : Vaillant, Guesde, Deville, Jaclard, Crépin, Malon, Lafargue.

Pour la groupe socialiste de la Chambre des députés : Basly, Camélinat, Boyer, Cluseret, Ferroul, députés.



LISTE DES DÉLÉGUÉS

ET DES

ASSOCIATIONS OUVRIÈRES & PARTIS SOCIALISTES REPRÉSENTÉS

ALLEMAGNE

Bebel, Auguste, député au Reichstag et au Landtag saxon.
Becker, K.
Bernstein, Ed.
Busenbender, F.
Bock, Wilh.
Bruhns, Ful
Dickmann, Ferd.
Dietrich, Adam
Eckart, Daniel
Ehrhardt, F.
Ewald, F., conseiller municipal de Berlin.
Fischer, Rich.
Fleischmann, Emil.
Frohme, Karl, député au Reichstag.
Forster, H.
Geck, Ad.
Geyer, Fried., député au Landtag saxon.
Glocke, Théod.
Grünberg, K.
Harm, Fried., député au Reichstag.
Heine, Aug.
Hirsch, F.
Hillmer, Ernst
Hofman, Franz
Hoffmann, Adolf
Horn Georg,
Ihrer, E. (citoyenne)
Jœst, F., députe au Landtag de Hesse.
Junge, Herm.
Kaden, Aug.
Kenfenhener, J.
Kersten, Alexis
Kessler, Gust.
Kirchner, F. E.
Kloss, F.
Koenen, H.
Koerner, W.
Kunert, Fritz, conseiller municipal de Berlin.
Legien, F.
Lehmann, Carl
Liebknecht, Wilhelm, député au Reichstag.
Lutz, Théod.
May, Ernst
Meister, Heinrich, député au Reichstag.
Mueller, Herm.
Molkenbuhr, Herm
Paschky, A.
Pfannkucht.
Pfeiffer, Aug.
Pfeiffer, Leonh
Pinkau, Karl
Reisshaus, P.
Roediger, Hugo
Schiemann, Paul
Schmidt, W.
Schneider, Fz
Schreiber, Bald
Schulze, K.
Schumacher, L., député au Reichstag.
Schwarz, Théod.
Schwarz, F.
Schweitzer, W.
Schütz, Osc.
Segitz, Martin
Seitzt, Julius
Sommer, Bruno
Stolle, W., député au Landtag saxon.
Struenz, Ant.
Ulrich, Carl, député au Landtag de Hesse.
Varenholz, V.
Vollmar, député au Landtag saxon.
Wagner, Paul
Waldersky, Hugo
Wedde, Johannes
Wesch, F.
Wernau, Jul.
Weneger, Carl
Werner, Wilh.
Zenker, Théod.
Zetkine Clara (citoyenne)
Zwiener, Jos.

ALSACE-LORRAINE

Société républicaine socialiste des Alsaciens-Lorrains. . . .	Dr V. JACLARD

ANGLETERRE

Mitcham Branch (Socialist league).	T. COOPER.
Norwich-Branch (Soc. leag)	F. NETLOW.
Hammersmith-Branch (Soc. leag)	H. B. TARLETON.
Conseil de la Socialist league	F. KITZ.
— — —	W. MORRIS.
Manchester-Branch (Soc. leag)	JOHN RITSOU.
Garmouth Branch (Soc. leag).	TOCHATI (citoyenne)
North Kensington branch (Soc. leag)..	LYNE.
East London (Soc. leag).	G. G. SCHACK (citoyenne).
Working-mens International Club.	W. WEST.
Hammersmith Radical Club	J. TOCHATI.
Bloamsbury Socialists.	DARD.
Walsall Socialists.	DRAKEN.
New-Rood Radical Club	HALLIDAY.
East Fivebury Radical Club	E. AVELING.
Labour Union Hoxton	K. DONALD.
Scottsh Labour party.	O. GIBRY.
Ayrshire Miners.	KEIV HARDIE.
Scheffield Socialist	J. E. CARPENTERS.
Electoral Labour Association.	CUNINGHAM GRAHAM, membre de la Chambre des Communes.

RÉPUBLIQUE ARGENTINE

Groupes socialistes de Buenos-Ayres	ALEXANDRE PEYRET.

AUTRICHE

Vienne	RUDOLF-POKORNY
—	JULIUS POPP.
—	EMIL KRALIK.
—	Dr. VICTOR ADLER.
Brun	JOHANN HYBES.
Prague	VILEM KORBER.
Iagerndorf.	JOSEF FRANZ.
Bohème du Nord.	HERMANN DIETEL.
— —	ALTROHLAN.

BELGIQUE

Sociétés coopératives ouvrières de Gand	ANSEELE
Métallurgistes de Gand	VANDERHAEGEN
Cercles de propagande de Bruxelles	T. MAES

Fileurs de coton de Gand . . . . J. SEFFERS
Fileurs de lin de Gand. . . . . C. BAIRT
Tisserands de Gand . . . . TOUCAIRT.
Cercles de propagande de Gand . . . . STAUTEMAS.
Fédération ouvrière de Bruxelles. . . . . CESAR DE PÆPE.
Mécaniciens du Centre . . . . SELVARS.
Conseil général du Parti ouvrier belge . . . . JEAN VOLDERS.
Fileurs de coton de Gand . . . . HARDYN.
Fédération Anversoise . . . . GŒTSCHALEK.
Coopérative le Werke. . . . . MORTELMANS.
Borinage . . . . DEFUISSEAU.

BOHÉME

Section tchèque de la Ligue slave . . . . GEORGE HABROWSKY

BULGARIE

Cercle des étudiants bulgares de Bruxelles . . . . MANY.

DANEMARK

Parti socialiste danois. . . . . P. CHRESTENSIEN.
— — . . . . A. C. MEJER.
Cercles socialistes d'Amare, d'Oesterbro, la Chambre syndicale des sculpteurs de Copenhague, Cercles allemands et suédois de Copenhague. . . . . NICOLAI L. PETERSEN

ESPAGNE

Parti ouvrier socialiste . . . . PABLO IGLESIAS.
Rédaction du *Socialista*. . . . . JOSE MESA.

ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE

Socialist labor Party . . . . BUSCHÉ.
Vereinigte Deutsche Gewerkschaften de New-York . . . . F. E. KIRCHNER.
Vereinigte Jüdische Gewerkschaften de New-York . . . . L. E. MILLER.
Vereinigte Jüdische Gewerkschaften de New-York . . . . J. BARSKY.
United Brotherhood-Iowa. . . . . CARL AHLES.

FINLANDE

NICOLAS FINN.

HOLLANDE

Parti socialiste hollandais . . . . J. A. FORTUYN.
— — . . . . W. H. VLIEGEN.
— — . . . . W. P. G. HELSDINGER
— — . . . . F. DOMELA-NIEUWENHUIS, député.

HONGRIE

Organisation	Délégué
Parti ouvrier hongrois	Léo Frankel.
— —	A. Ihrlinger.
Cordonniers de Budapest	R. Popp.

ITALIE

Organisation	Délégué
Fédération Universelle de Peuples (section Latine) et ses nombreux groupes, sections, sous-sections d'Italie, d'Espagne, de Portugal, de Roumanie	Amilcare Cipriani
Imola: Les Enfants du Travail; La Fédération Imolèse; Le Parti Socialiste révolutionnaire	—
Bologne: Groupe J. B. Lolli; Cercle ouvrier; Cercle Socialiste; Sociétés Ouvrières	—
Fédération Socialiste de Prédappio	Amilcare Cipriani, A. Costa, député, et Croce.
Santarcangela; Cercle de la Jeunesse Socialiste; Fédération Socialiste	—
Les Socialistes révolutionnaires de Santandrea	—
Cercle Socialiste A. Cipriani de Forlimpopoli	Amilcare Cipriani.
Ravenne: Cercle des Droits de l'homme; Ligue Socialiste du Territoire de Ravenne; Cercle Socialiste féminin Louise Michel; Cercle des Femmes Socialistes; Association Internationale des Ouvriers; Fédération de Ravenne; Cercle International	Amilcare Cipriani.
Fédération socialiste de Campiano	—
Section socialiste de Massa	—
Section socialiste de S. Rinaldo	—
Fédération socialiste de Cesena	—
Deux groupes socialistes de S. Tomaso	—
Groupes socialistes de S. Giorgio	—
Groupes socialistes de S. Martino in Fiume	—
Cercle socialiste de S. Marco	—
Savignano: Fédération socialiste; Cercle Enfants du Travail; Cercle socialiste les Deux-Bouches	—
Cercle socialiste de Gambettola	—
Cercle socialiste ouvrier de Budrio	—
Groupe socialiste de Castel S. Pietro	—
Cercles socialistes de Castelbolognese	—
Cercle socialiste de Castrocaro	—
Fédération socialiste de Lugo	—
Fédération socialiste de Consellice	—
Fédération socialiste de Massa Lombarda	—
Fédération socialiste de Fusignano	—
Fédération socialiste de Cotignola	—
Fédération socialiste de S. Patrizio	—
Fédération socialisle de S. Potito	—
Cercle international de Alfonsine	—
Rimini: Cercle des Enfants du Travail; Cercle anarchiste Michel Bakounine; Cercle anarchiste du XVIII Mars, nº 1; Cercle anarchiste du XVIII Mars, nº 2; Cercle anarchiste	Amilcare Cipriani.

du XVIII Mars, nº 3; Cercle anarchiste du XXVII Mai; Cercle anarchiste Spartacus; Cercle anarchiste Almicare Cipriani.	AMILCARE CIPRIANI
Cercle Amilcare Cipriani de la République de San Marin. .	—
Parme : Fédération populaire; Société politique des Travailleurs; Vétérans des batailles pour l'Indépendance; Fraternité et Humanité; le Peuple; les Droits de l'Homme; l'Emancipation; des Boulangers; des Travailleuses; Liberté et Travail; des Barbiers et Perruquiers; Joseph Mzazini; des Vosges; Démocratique; Agglomération des Travailleurs des sept villes	AMILCARE CIPRIANI.
Cercle anarchiste exécutif de Palerme	—
Mirandola : Groupe socialiste; Vétérans des batailles garibaldiennes	—
Fédération internationale de Forli	—
Le Parti socialiste révolutionnaire des Romagnes, Congrès de Forli	CIPRIANI, A. COSTA, BALDUCCI, PISELLI VALDUCCI.
Ligue socialiste Milanèse de Milan.	A. COSTA.
Consulat ouvrier de Ravenne	—
Le journal le *Soleil de l'Avenir*	—
Association des Travailleurs, Liberté, Justice de Naples . .	—
Sociétés démocratiques fédérées : Pensée et Action de Citta de Castello.	A. COSTA.
Fédération socialiste de Rome.	A. COSTA et MERLINO
Le journal la *Revendicazione* de Forli	G. PISELLI.
Le Parti ouvrier italien de Reggio-Emilia	—
Cercle socialisteanarchiste Fer et Feu, àAlexandrie d'Egypte	C. PICHI.
Société ouvrière d'Emancipation de Zurich (Suisse)	O. BERTOJA, E. MERLINARI.
Cercle socialiste; Emancipation du travail de Livourne. . .	F. CINI et FORABOSCHI EZIO.
Le Parti ouvrier italien d'Alexandrie (Piémont)	G. CROCE.
Cercle anarchiste de Pesaro	S. MERLINO.
Fédération socialiste de Rome.	—

NORWÈGE

Parti socialiste norwégien.	CARL JEPPESEN.
Fédération ouvrière de Christiania.	J. OLSEN.
— —	C. BERGENEN.

POLOGNE

Groupe socialiste révolutionnaire Oswiata de New-York.	Félix DASRYNSKI.
Organisation de la Walka-Klas; rédaction de la Walka-Klas et de l'Aurore	Marie JANKOWKA.
Comité central ouvrier du Parti socialiste révolutionnaire Proletaryjat de Varsovie et des révolutionnaires socialistes internationaux polonais de Berne	Stanislas MENDELSON.
Club des socialistes révolutionnaire Proletaryjat de Paris et de la Ligue slave (section polonaise).	Léon WINIARSKI.

ROUMANIE

Typographes de Bucarest et leur organe *Gutemberg*; cercles socialistes roumains et bulgares de Bruxelles	MANY.
Cercle des travailleurs de Bucarest et du cercle des étudiants roumains de Paris	RACOVITZA.
Société des selliers de Bucarest	PROCOPIU.
Cercle des travailleurs roumains	A. SEULESCO.
Typographes de Bucarest et de leur organe *Gutemberg*.	D. VOINOV.

RUSSIE

Le *Socialiste*, Société des ouvriers russes de Paris, un groupe de socialistes révolutionnaires de Saint-Pétersbourg, la Société des publications russes de Zurich, les groupes socialistes adhèrents au programmes de la Volonté du peuple; un groupe de socialistes arméniens de Genève	P. LAWROFF.
Union des démocrates socialistes russes	PLEKHANOW.
Trois groupes adhérents au programme de la Volonté du Peuple	BECK.
Club Internatinoal pour l'instruction ouvrière de Londres.	KRANTZ PHILIP.
Union des artisans israélistes de New-York	BARSKY.
— —	MILLER LOUIS.

SUÈDE

Parti socialiste suédois	C. PALMGREEN.
— — —	O. ALLARD.

SUISSE

Parti démocrate socialiste suisse	L. SCHRAG.
Fédération des Syndicats professionnels de Suisse	A. MERK
Société du Grutli	P. BRANDT.
— —	J. VOGELSANGET.
Sections du Grutli du canton de Bâle-Campagne	St. GSCHWIND.
Sections du Grutli de Neufchatel	H. HOUST.

FRANCE

DÉPARTEMENTS

Cyndicat des portefaix de Cette	AFFRE Antoine.
Somité socialiste de Figeac	ANTRAIGUES.
Fédération des travailleurs socialistes d'Alais : Ouvriers socialistes révolutionnaires; Chambrée des Montagnards socialistes; Jounal le *Socialiste* des Cévennes; Groupe l'Avant-Garde; Groupes l'Indépendance et la Libre-Pensée; groupe Ni Dieu Ni Maître	ARAUD, CHAUVET.
Comité départemental des républicains socialistes du Rhône	ARCHAIN, C. BAUDIN.
Chambre syndicale des ouvrières couturières de Bordeaux	ARRÉCOT LÉON.
Chambre syndicale des mouleurs en fer de Lille	AUSSENS Louis.

Groupe d'études sociales l'Egalité de Bacalan (Bordeaux) . . .	ARRÉCOT Charles.
Union des portefaix de Cette.	BALMAIN.
Chambre syndicale des mineurs du Nord ; Chambre syndicale des mineurs du Pas-de-Calais	BASLY, député de la Seine.
Chambre syndicale des bonnetiers de Troyes	G. BATISSE.
Fédération des Chambres syndicales ouvrières de Vierzon ; Métallurgistes ; Verriers ; Porcelainiers ; Charpentiers ; Tailleurs de pierres et Maçons ; Terrassiers.	BAUDIN.
Chambre syndicale des ouvriers tisseurs et similaires de Lagresles (Loire)	BELUZE.
Union des Chambres syndicales de Béziers; Fédération ouvrière des socialistes de l'Ouest (Rouen)	BESSET.
Agglomération lyonnaise du Parti ouvrier; Union électorale des travailleurs socialistes du IVe arrondissement; L'Emancipation du IVe arrondissement; Groupe collectiviste du Ve arrondissement; L'Avant-Garde du VIe arrondissement; L'Egalité des Charpennes; Groupe du Parti ouvrier de Villeurbanne; Groupe socialiste de Saint-Clair; Fédération de la Jeunesse collectiviste du Rhône.	BESSY-PLACET.
Chambre syndicale de la métallurgie de Troyes; Chambre syndicale des sabotiers et galochiers de Troyes; Chambre syndicale des ouvriers et ouvrières de toutes les industries de Troyes	Ch. BISCHLER.
Fédération lyonnaise des 54 Chambres syndicales suivantes : Ouvriers tisseurs de l'Agglomération lyonnaise; Mouleurs pour verrerie; Verriers réunis; Boulonniers réunis et similaires; Ouvriers en instruments de musiques; Coupeurs; Brocheurs et Cambreurs; Ouvriers Cordonniers; Maçons; Ouvriers et Ouvrières du Tissage mécanique; Balanciers et similaires; Mécaniciens et similaires; Tanneurs-Corroyeurs; Ouvriers Menuisiers; Balanciers; Bronziers; Chaudronniers; Chauffeurs-Mécacaniciens; Cimenteurs; Ebénistes; Ferblantiers-Zingueurs; Fondeurs; Galochiers; Guimpiers; Garçons Limonadiers; Maroquiniers; Papetiers-Régleurs; Ouvriers en manches de parapluies; Parqueteurs; Passementiers à la barre; Plâtriers-Peintres; Plombiers; Polisseurs sur Métaux; Robinetiers; Sellerie lyonnaise; Serruriers; Tailleurs sur cristaux; Tailleurs d'habits; Tailleurs de pierre; Tanneurs; Tapissiers; Teinturiers; Tisseurs métalliques; Tisseurs en sparterie; Union des Tisseurs; Tanneurs sur bois; Tullistes; Typographes; Ouvriers en Velours unis; Manœuvres-Verriers; Vanniers; Forgeurs-Marteleurs; Vermicelliers; Passementiers; Ouvriers Chapeliers	BLACHE, FARJAT Gabriel, PERRONIN.
Chambre syndicale des Charretiers et Conducteurs de Cette. .	BONNET Etienne.
Groupe Ni Dieu Ni Maître, de Lyon	BONNOTTE.
Union socialiste de Toulouse	BOUSQUET.
Chambre syndicale des Ouvriers réunis de La Celle (Allier); Chambre syndicale des Ouvriers réunis de Durdat-Larquille; Groupe d'Études sociales de Malicorne (Parti ouvrier) . . .	BONVIN.
Cercle socialiste de Beauvais; Union des Ouvriers métallurgistes de Creil	BOUCHARD Adolphe.
Chambre syndicale des Plâtriers-Maçons de Cette	BRESSAC Marc.
Comité central de la Jeunesse socialiste révolutionnaire de Lyon; Comité révolutionnaire du Ve arrondissement de Lyon	BREUILLÉ, DUPLAT.
L'Action anarchiste de Reims	BRUNET.

Organisations	Délégués
Chambre syndicale des Ouvriers mineurs de Carmaux	Calvignac.
Ouvriers Boulangers de Bordeaux	Carla Charles.
Groupe l'Eclaireur, de Bordeaux (Parti ouvrier); Ouvriers en verre blanc.	J. Caradec.
Chambre syndicale des Ouvriers vermicelliers de Nice	G. Carlin.
Chambre syndicale des Teinturiers de Roanne	Chabas Julien.
La Solidarité ; L'Avant-Garde, de Bordeaux (Parti ouvrier) . .	Chirac, détenu à Sainte-Pélagie.
Union des Chambres syndicales de Marseille, au nombre de 58 : Imprimeurs-Lithographes ; Maçons ; Marbriers réunis ; Marins du Commerce ; Maréchaux-Ferrants ; Menuisiers ; Meuniers ; Nettoyeurs-Cireurs d'appartements ; Ouvriers des ports et docks ; Ouvriers des quais et entrepôts ; Ouvriers aux Tabacs ; Ouvriers en sparterie ; Peintres en bâtiments ; Portefaix du marché central ; Serruriers ; Scieurs de long ; Tailleurs d'habits ; Tailleurs de pierres froides ; Tapissiers en meubles ; Tonneliers ; Tonneliers réunis ; Typographes ; Papetiers-Relieurs-Cartonneurs ; Paveurs-Dameurs ; Coiffeurs ; Selliers-Bourreliers ; Ouvriers des ports et docks de Saint-Louis ; Ouvrières en tabacs ; Ouvrières-fileuses de crins ; Ouvrières en sparteries ; Ouvrières en sparteries de Mazargues ; Mouleurs-Noyautiers ; Chambre sydicale des Cuisiniers « le Vatel » ; Cochers réunis ; Commis en douanes ; Confiseurs-Pâtissiers ; Cordonniers ; Coupeurs de la Cordonnerie ; Corroyeurs-Maroquiniers ; Ebénistes ; Employés de Commerce ; Employés de Cafés, Hôtels et Restaurants ; Employés d'Hôtels-Restaurants ; Employés Liquoristes ; Employés au nettoiement de la Ville ; Fileurs de crins ; Forgerons ; Ajusteurs-Mécaniciens ; Boulangers ; Caissiers-Layettiers ; Carreleurs ; Corroyeurs ; Charpentiers-Calfats-Perceurs ; Chargeurs ; Charretiers ; Chauffeurs et Conducteurs de Machine de terre ; Chaudronniers sur fer ; Colleurs de Papiers peints ; Scieurs à la mécanique.	Chrétien, Tressaud, Gillet, Gentil Louis, Issalène.
Ouvriers Tisseurs de Thizy (Rhône)	Corget.
Cercle du Comité républicain radical de la Seyne (Var) ; Groupe le Genre-Humain de Toulon.	Cluseret, député du Var.
Cercle républicain des Ouvriers de Montluçon (Parti ouvrier).	Courtignon.
Jeunesse anarchiste de Saint-Quentin.	Courtois.
Menuisiers-Ebénistes de Cette	Crassous.
Comités du Petit-Courgain A. B. et C. (Calais) ; Comité du Port-Nieulay ; Groupe le Réveil ouvrier ; Groupe la Nouvelle-France ; Groupe des Fontinettes, comité A. ; Comité central du Parti ouvrier ; Groupe la Bataille, de Saint-Pierre (Parti ouvrier)	A. Delcluze, conseiller municipal.
Union des syndicats et groupes d'Etudes sociales de Toulouse	Delmas, Alph.
Conseil local de la Fédération Roannaise ; Chambre syndicale des Ouvriers tisseurs ; Groupe d'Etudes, la Jeunesse socialiste ; Chambre syndicale des terrassiers ; Chambre syndicale des Ebénistes ; Chambre syndicale des Maçons ; Chambre syndicale des Teinturiers ; Chambre syndicale des pareurs en tissage ; Chambre syndicale des pareurs roannais	Delorme Louis, Desseigne, Gay-Simon, Meunier Guillaume, Parraud Jean, Vergne.

Organisations	Délégués
Fédération du Parti ouvrier du Nord : 74 groupes et syndicats des communes suivantes : Aniche, Annapes, Anstaing, Armentières, Ascq, Avesne-les-Aubert, Bachy, Bailleul, Banteux, Bauvin, Beauvois, Bertry, Boussière, Briastre, Le Cateau, Caudry, Chapelle-d'Armentières, Chérang, Croix, Cisoing, Erquinghem-Lys, Faches, Favril, Ferrière-la-Grande, Ferrière-la-Petite, Flers, Fontaine-au-Pire, Halluin, Hellemmes, Hem, Honnechy, Houpline, Lannoy, Leers, Lezennes, Lille, Loos, Lys-les-Lannois, Maroilles, Maurois, Mons-en-Barœuil, Neuvilly, Nieppe, Obrechies, Quievry, Reumont, Ronchain, Roncq, Roost-Warendin, Roubaix, Saint-Hilaire, Sains-du-Nord, Tourcoing, Visely, Wasquehal, Wattrelos, Wignehies	G. Delory, A. Lepers, conseiller municipal de Roubaix, vice-président du Conseil des Prud'hommes.
Union des Tisseurs et similaires de Tarare	Demangé Bost.
Union fédérative des Syndicats ouvriers de Castres; Chambre syndicale ouvrière d'ornements en bois (Castres). Chambre syndicale des chapeliers de Graulhet (Tarn). .	Denis.
Chambre syndicale des charpentiers et scieurs de long de Cette.	Desmazes.
Chambre syndicale des ouvriers réunis de Montluçon; Union similaire de la Métallurgie (Id.); Chambre syndicale des ouvriers verriers (Id.).	J. Dormoy, conseiller municipal de Montluçon.
Comité socialiste d'Amiens (Parti ouvrier).	Ducerf.
Ouvriers mécaniciens de Lyon	Dumortier.
Groupe : « La Vigie » de Bordeaux (Parti ouvrier); Union syndicale des inscrits maritimes	Dupon.
Chambre syndicale des marins et pêcheurs de Cette	Esquillan Félix.
Comité central révolutionnaire de Lyon.	Farjat Adrien.
Ligue havraise des travailleurs réunis.	Faure Sébastien.
Comité des travailleurs socialistes de Nanterre.	Féline Louis.
Chambrée socialiste de Narbonne	Ferroul, député de l'Aude.
Chambre syndicale des ouvriers réunis de Bezenet (Allier); Cercle socialiste des ouvriers de Bezenet; Cercle républicain des ouvriers de Montvicq (Allier) ; Chambre syndicale des ouvriers de Montvicq; Chambre syndicale des ouvriers réunis de Doyet; Chambre syndicale des ouvriers socialistes de Lavaveix-les-Mines (Creuse) (Parti ouvrier).	Fréjac Raoul, secrétaire de la mairie de Commentry
Comité du Parti ouvrier de Vauban-Chanzy (Calais); Comité de vigilance (Id.)	Fuchs.
Chambre syndicale des ouvriers charpentiers de Saint-Quentin	Gadroy Léon.
Ouvriers en tabac (Marseille)	Gros.
Groupe des travailleurs de la Libre-Pensée de Marseille; le *Radical Algérien*.	Guesde Jules.
Cercle l'Avant-Garde de Limoges.	Hummel Aristide.
Groupe la Mouche du III° arrond. (Lyon).	Jacquet.
Chambre syndicale des métallurgistes de Cette.	Jeannot Louis.
Chambre syndicale des ouvriers menuisiers : La Varlope solidaire (Calais)	Jude Henri.
Syndicat des ouvriers de l'ameublement de Cours (Rhône); Chambre syndicale des ouvriers tisseurs de Thizy (Rhône) et des 29 communes adhérentes.	Lachize.

30

Syndicat des ouvriers mineurs de l'Aveyron (Decazeville). .	LACOMBE Antoine.
Ligue du Travail national (Bordeaux)	LAFFITTE.
Union électorale du IIIe arrondissement de Lyon.	LANDRIN.
Chambre syndicale des tisseurs de Saint-Quentin.	LANGRAND.
Union des travailleurs socialistes de Pantin.	LAPIERRE.
Chambre syndicale des employés d'administration, de commerce et d'industrie (Bordeaux).	LAVAU
Comité central des groupes socialistes ; Conseil national de la Fédération des Syndicats et Groupes corporatifs ouvriers de France.	LAVIGNE.
Comité central républicain socialiste du Cher (Bourges). . .	LEBEAU Louis.
— — —	PREICHOUX Gilbert.
Chambre syndicale des tisseurs d'Amiens.	A. LEFEBVRE.
Chambre syndicale des ouvriers métallurgistes; Chambre syndicale des ouvriers mineurs; Cercle républicain ; Bibliothèque socialiste de Commentry (Parti ouvrier). . . .	S. LETANG, conseiller municipal de Montluçon.
Chambre syndicale des ouvriers en limes d'Arnay-le-Duc (Cote-d'Or).	LEVITRE Jules.
Union des travailleurs de Tulle; Comité républicain socialiste (Id.); Cercle des Amis du progrès (Id.)	MALAURIE Marcelin
Comité socialiste révolutionnaire de Saint-Ouen.	MAQUAIRE.
Comité socialiste de Mâcon	MARMONNIER.
Les Egalitaires du IIIe canton de Reims.	MATHIEU.
Groupe révolutionnaire du IIIe arrond. de Lyon.	MICHEL Joseph.
Chambre syndicale des ouvriers tisseurs de Mardore (Rhône).	MONCORGE Emile.
Tailleurs sur cristaux de Seine et Seine-et-Oise (Aubervilliers	MOSSER.
Chambre syndicale des tisseurs réunis d'Annonay (Ardèche); Union des travailleurs socialistes de Lyon.	NEVEU Henri.
Chambre syndicale des ouvriers mineurs de la Loire (Saint-Etienne).	OTTIN Antoine.
Syndicat des hommes de peine, section de Choisy-le-Roi. .	PAULET.
Fédération des groupes socialistes du Parti ouvrier (Reims); Cercle d'études des typographes, Chambre syndicale de l'industrie lainière, Comité de vigilance, la Défense des travailleurs des 1er et 2e cantons, du 3e, du 4e.	PÉDRON.
Conseil municipal de Saint-Ouen.	PERNIN, Maire.
Groupe ni Dieu ni Maître (Lyon).	PERREUX ALEX.
Union des Chambres syndicales ouvrières de Nantes : ajusteurs; tourneurs; couvreurs; chaudronniers; maçons; sculpteurs; ouvriers en voitures; mouleurs; fondeurs; chapeliers-piéceurs ; forgerons; corroyeurs; selliers-bourreliers.	PIRON JOSEPH, RIGAUD.
Libre-Pensée ardéchoise (Annonay).	PLACE HENRI.
Chambre syndicale des bûcherons de Saint-Fargeau ; groupes d'Etudes sociales *(id.)*; Union socialiste anticléricale de Bleneau (Yonne).	POILBLANC ELIE.
Chambre syndicale des ouvriers fileurs de Vienne	PONCET.
La Sentinelle, de Saint-Quentin ; les Plébéiens *(id.)*, (Parti ouvrier)	RENARD VICTOR.
Cordonnerie lyonnaise (Lyon).	RICHERAND.
Comité central révolutionnaire des trois cantons de Grenoble	ROBESTO.

Chambre syndicale des ouvriers réunis de la Haute-Loire et du Puy-de-Dôme (Sainte-Florine)	ROUGET.
Les Indépendants d'Annonay.	ROUILLON.
Union des vingt Chambres syndicales ouvrières de Bordeaux : Fondeurs-mouleurs ; menuisiers ; ébénistes ; scieurs de long ; boulangers ; coupeurs-tailleurs ; ouvrières couturières pour hommes ; paveurs de la Gironde ; raffineurs ; pâtissiers-glaciers ; charbonniers du port ; employés d'administration, de commerce et d'industrie ; verriers ; arrimeurs ; mécaniciens ; maisons de commerce ; billardiers ; fabricants de caisses ; charpentiers de haute futaie. — Groupe les Egaux ; Comité de vigilance du conseil des prud'hommes.	ROUX.
Ouvriers mineurs des Bouches-du-Rhône (Marseille).	SABATHIER.
Chambre syndicale la Métallurgie ; Union française des ouvriers tullistes ; Comité du Four à chaux ; Bibliothèque socialiste de Calais (Parti ouvrier).	SALEMBIER, conseiller municipal, conseiller prud'homme.
Pêcheurs de l'étang de Thau (Cette).	SAUVAIRE.
Groupe d'Etudes sociales de Lormont (Gironde).	SCIOTA.
Chambre syndicale des typographes de Cette.	SÉNÉGAS.
Chambre syndicale de Soumers : carriers, terrassiers et mineurs de Lérouville (Meuse).	SIEFFERT.
Tisseurs en velours de l'Arbresle (Rhône) ; groupe socialiste de Tarare ; syndicat des tisseurs de Tarare.	SOL LOUIS.
Fédération socialiste de la Haute-Vienne (Limoges).	SOULAT HENRI.
Comité fédéral socialiste de l'Allier (Montluçon)	TISSIER.
Union socialiste révolutionnaire (Marseille).	TRESSAUD.
Groupe socialiste révolutionnaire de St-Amand (Cher) ; Chambre syndicale des cultivateurs, vignerons et similaires de St-Amand ; plâtriers-peintres *(id.)* ; charpentiers *(id.)* ; maçons et tailleurs de pierre *(id.)* ; ouvriers zingueurs *(id.)* ; scieurs de long *(id.)*. — Comité socialiste révolutionnaire de Vierzon.	VAILLANT, conseiller municipal de Paris.
Chambre syndicale des tonneliers et soutireurs de Cette. . .	VALLAT PIERRE.
Groupe socialiste orléanais (Orléans).	VIARD.
Union des travailleurs socialistes de Lyon.	VIMENET JEAN.
Union des Libres-Penseurs socialistes de Boulogne-sur-Seine.	MACHEREY.
Groupe socialiste de la Chambre des députés . BOYER, CAMÉLINAT.	

PARIS

Chambre syndicale ouvrière de la bijouterie de Paris ; comité révolutionnaire central du IIIe arrondissement.	ADAM FERDINAND.
L'*Evolution*, Cercle d'Etudes sociales (Parti ouvrier).	AMBOURG.
Cercle d'Etudes sociales du XIe arrondissement.	ANDRIEUX.
Chambre syndicale des ouvriers fumistes en bâtiment. . . .	ANQUETIL.
Cercle républicain du Limousin (Paris).	BAJU, PELLEGRIE
Chambre syndicale des ouvriers maçons.	BAUDET.
Cercle collectiviste du Ier arrondissement (Parti ouvrier) . . .	BEDIER.
Cercle libre socialiste révolutionnaire.	BESSE.

Organisation	Délégué
Comité central électoral du Ve arrondissement; comité de l'Union socialiste	BOICERVOISE.
Chambre syndicale des tailleurs et scieurs de pierre de la Seine	BOULÉ.
Comité électoral socialiste révolutionnaire du XIVe	BOUSSAGUET.
Ouvriers pointiers	BUREAU JACQUES.
Groupe socialiste aveyronnais (Paris)	CALMEL.
L'Egalité d'Asnières; cercle collectiviste du IIe, (Parti ouvrier.)	CAMESCASSE.
La Solidarité des ouvriers coiffeurs	CHARRERON.
Comité révolutionnaire central	CHAUVIÈRE, conseiller municipal de Paris; GRANGER; VAILLANT, conseiller municipal de Paris.
Ouvriers tréfileurs	CIRET LOUIS.
Chambre syndicale des pâtissiers-cuisiniers	COMAILLE.
Tailleurs et scieurs de pierre du Ve arrondissement	COMBOMOREIL.
Union syndicale des coupeurs-tailleurs	COURBET.
Groupe des indépendants du XXe	DANGERS.
Chambre syndicale des ouvriers charpentiers	DELMAS.
Chambre syndicale des scieurs de pierre dure	DELACÔTE.
Cercle collectiviste révolutionnaire du XVIIIe (Parti ouvrier)	DEREURE.
Comité du XVe (quartier de Javel)	DESGROSJEAN.
Agglomération parisienne du Parti ouvrier	G. DEVILLE, JULES GUESDE, PAUL LAFARGUE.
Comité révolutionnaire des Quatre-Chemins	DIMNET NICOLAS.
Chambre syndicale des charpentiers en fer du département de la Seine; comité de vigilance des prud'hommes du bâtiment	DUBOIS.
Chambre syndicale des cochers de la Seine	DUBUCQ.
Union syndicale du meuble sculpté et de l'ébénisterie	DUPRÈS, GUILLON, LÉVEILLÉ.
Comité révotionnaire socialiste du Père-Lachaise	GEORGE FELINE.
Le Droit : ouvriers peintres en bâtiment	GAIFFE.
Comité du XIe arrondissement	GEILER.
Cercle collectiviste révolutionnaire du IVe (Parti ouvrier)	GERBAUD.
Cercle collectiviste du IIIe (Parti ouvrier)	GEVA.
Chambre syndicale des garçons limonadiers	GOUZON.
Comité révolutionnaire de Belleville	GRENIER.
Tailleurs et scieurs de pierres du XIVe arrondissement	GUILLOT - POUPARDIN.
Syndicat général des travailleurs français peintres en bâtiment	KAHN.
Comité central électoral révolutionnaire du XXe arrond.	HERRAUD.
Groupe la Commune	HINART.
La Commune du IIIe	JANNOT,
Chambre syndicale des ouvriers charpentiers en fer	LACHET.
Chambre syndicale des ouvriers tailleurs	LACOSTE.
Cercle socialiste révolutionnaire du IXe arrondissement	MAXIMILIEN.

Cercle collectiviste révolutionnaire du Ve; cercle d'études sociales du Ve (Parti ouvrier)	LAINÉ.
Comité électoral socialiste du quartier de Grenelle	LAURENÇON.
Chambre syndicale des ouvriers verriers	LECOMTE EUGÈNE.
Chambre syndicale des limonadiers	LENTZ.
Comité révolutionnaire du XXe arrondissement	LEPAGE.
Comité électoral socialiste du quartier Saint-Fargeau	LEPEUT.
Cercle collectiviste révolutionnaire du XIVe arrondissement (Parti ouvrier)	LHOMME.
Chambre syndicale des ouvriers terrassiers, puisatiers et mineurs	LIGNEUL.
Chambre syndicale des hommes de peine	LUSS.
Comité révolutionnaire socialiste du Ve arrondissement	MERCIER.
Comité socialiste électoral du quartier Necker	MARCHAT.
Comité révolutionnaire socialiste du quartier Saint-Fargeau	MESSER.
Chambre syndicale des peintres céramistes	MONCEAU.
Chambre syndicale des menuisiers en bâtiment	MONTANT.
Groupe des tailleurs et scieurs de pierres du XXe arrond.	PATRICOT.
Journal l'*Ouvrier cordonnier*	POLICON.
Comité révolutionnaire du XXe arrondissement	REINERT.
Syndicat des Dames	RIGAL (citoyenne).
La *Revue socialiste*	ROUANET, WEBER
Comité électoral socialiste révolutionnaire de Charonne	ROUSSEAU.
La Couture, groupe corporatif des ouvriers et ouvrières tailleurs	ROUSSEL.
Groupe des trimardeurs	SIGURET.
Comité marguerite du XIe arrondissement	STIÉVENARD.
Chambre syndicale des ouvriers coiffeurs	TROQUET.
Groupe d'études éducatives	VALETTE(citoyenne)
Insurgés du XVIIIe arrondissement	WEIL LUCIEN.
Groupe socialiste du Conseil municipal de Paris	DAUMAS, HUMBERT LONGUET.



TÉLÉGRAMMES ET LETTRES D'ADHÉSION

ALLEMAGNE : *Arnstadt.* — *Berlin* : les industriels, les ouvriers en métaux, les maçons, les ferblantiers de Berlin et des environs. — *Hambourg* : les ouvriers de Hambourg, Altona et des environs, les tailleurs de pierres, les ouvrières de Hambourg et d'Altona. — *Dresde* : les menuisiers de Dresde et de Schandau (Suisse-Saxonne), les 4e 5e et 6e cercles électoraux de la Saxe. — *Leipsig* : les socialistes réunis au Panthéon. — *Gruena* (Saxe), association électorale. — *Wurzbourg.* —

Lubeck : les mouleurs. — *Francfort-sur-le-Main.* — *Brandebourg.* — *Bourgstædt* : association électorale. — *Chemnitz* : la Société de chant. — *Cologne.* — *Darmstadt.* — *Glauchau.* — *Gotha.* — *Elmshorn.* — *Forst.* — *Hartmannsdorf* : la Société des munufacturiers de Hartmannsdorf et Chemnitz. — *Heilbronn* (Wurtemberg). — *Hohensteinernstthal.* — *Meissen* (Saxe), les menuisiers. — *Nuremberg.* — *Posen.* — *Ronsdorf.* — *Schlachtensee* : le club des ouvriers berlinois (Cubarippe). — *Schneeberg* : 19e cercle électoral de la Saxe. — *Wandsbek* : les cordonniers. — *Zwickau.* — *Londres* : les social. démocrates allemands. — *Boitsfort* : les soc. démocrates allemands de Bruxelles.

AUTRICHE : *Vienne* : les tourneurs de boutons et les paveurs de Vienne, les maréchaux-ferrants de Vienne, les socialistes de Florisdorf. — *Kratzau* : les socialistes du nord de la Bohême. — *Ostrau-Moravie.* — *Reichenberg* (Bohême).

HONGRIE : *Budapest.*

SUISSE : *Bâle* : les socialistes allemands. — *Lausanne* : les lutteurs pour la liberté. — *Genève* : le comité central des ouvriers de Genève. — *Saint-Gall* : les socialistes allemands.

ITALIE : *Rome* : cercle d'études sociales.

ESPAGNE : *Madrid* : comité national du Parti ouvrier socialiste.

PORTUGAL : *Lisbonne.*

HOLLANDE : *Ternfuzen* : le club de propagande socialiste.

SUÈDE-NORVÈGE : *Christiania.* — *Bergen.*

ANGLETERRE : *Londres* : la Société des communistes.

DANEMARK : *Copenhague.*



RÉSOLUTIONS

PREMIÈRE ET DEUXIÈME QUESTION

Législation internationale du travail. Réglementation légale de la journée. Travail de jour, de nuit, des jours fériés, des adultes, des femmes, des enfants. Surveillance des ateliers de la grande et de la petite industrie, ainsi que de l'industrie domestique.

Le Congrès international ouvrier socialiste de Paris.

Après avoir affirmé que l'émancipation du travail et de l'humanité ne peut sortir que de l'action internationale du prolétariat organisé en parti de classe, s'emparant du pouvoir politique pour l'expropriation de la classe capitaliste et l'appropriation sociale des moyens de production;

Considérant :

Que la production capitaliste dans son rapide développement envahit successivement tous les pays;

Que ce progrès de la production capitaliste implique l'exploitation croissante de la classe ouvrière par la bourgeoisie;

Que cette exploitation, de plus en plus intensive, a pour conséquence l'oppression politique de la classe ouvrière, son asservissement économique, et sa dégénérescence physique et morale;

Que, par suite, il est du devoir des travailleurs de tous les pays de lutter, par tous les moyens à leur disposition, contre une organisation sociale qui les écrase et menace, en même temps, le libre développement de l'humanité; mais que, d'autre part, il s'agit avant tout de s'opposer à l'action destructive du présent ordre économique;

Décide :

Une législation protectrice et effective du travail est de nécessité absolue dans tous les pays où sévit la production capitaliste.

Comme bases de cette législation le Congrès réclame :

(a) Limitation de la journée de travail à un maximum de huit heures pour les adultes;

(*b*) Interdiction du travail des enfants au-dessous de 14 ans, et, de 14 à 18 ans, réduction de la journée à six heures pour les deux sexes;

(*c*) Suppression du travail de nuit, sauf pour certaines branches d'industrie dont la nature exige un fonctionnement ininterrompu;

(*d*) Interdiction du travail des femmes dans toutes les branches d'industrie qui affectent plus particulièrement l'organisme féminin;

(*e*) Suppression du travail de nuit pour les femmes et les ouvriers de moins de 18 ans;

(*f*) Repos ininterrompu de 36 heures au moins, par semaine, pour tous les travailleurs ;

(*g*) Interdiction de certains genres d'industrie et de certains modes de fabrication préjudiciables à la santé des travailleurs ;

(*h*) Suppression du marchandage;

(*i*) Suppression du paiement en nature, ainsi que des coopératives patronales;

(*j*) Suppression des bureaux de placements;

(*k*) Surveillance de tous les ateliers et établissements industriels, y compris l'industrie domestique, par des inspecteurs rétribués par l'Etat et élus, au moins pour moitié, par les ouvriers eux-mêmes.

Le Congrès déclare que toutes ces mesures d'hygiène sociale doivent faire l'objet de lois et de traités internationaux, que les prolétaires de tous les pays sont invités à imposer à leurs gouvernants. Ces lois et traités, obtenus de la façon qu'ils jugeront la plus efficace, ils auront à en surveiller l'application.

Le Congrès déclare en outre qu'il est du devoir des ouvriers d'admettre les ouvrières dans leurs rangs, sur le pied d'égalité, et de faire prévaloir le principe : à travail égal, salaire égal pour les travailleurs des deux sexes et sans distinction de nationalité.

Pour cela, de même que pour l'émancipation complète du prolétariat, le Congrès considère comme essentielle l'organisation des travailleurs sur tous les terrains et réclame, en conséquence, la liberté absolue d'association et de coalition.

TROISIÈME QUESTION

Voies et moyens pour faire aboutir ces revendications

Le Congrès international ouvrier socialiste de Paris :

Invite les organisations ouvrières et les partis socialistes de tous les pays à se mettre immédiatement à l'œuvre et à user de tous les moyens (réunions,

journaux, pétitions, manifestations, etc.) pour amener leurs gouvernants respectifs :

1° A adhérer à la conférence intergouvernementale de Berne, proposée par le gouvernement suisse ;

2° A soutenir dans cette conférence les résolutions du Congrès international de Paris.

Dans tous les pays qui comptent des élus socialistes, ces derniers devront, sous la forme de vœux dans les Conseils municipaux, sous la forme de dispositions législatives dans les Parlements, saisir les assemblées dont ils font partie des résolutions du Congrès de Paris.

Dans toutes les élections, tant municipales que législatives, ces mêmes résolutions devront figurer au programme des candidats socialistes,

Il est créé une Commission exécutive des résolutions du Congrès de Paris, en ce qui concerne la législation internationale du travail projetée par la République helvétique.

Cette Commission, composée de cinq membres, est chargée de transmettre directement à la conférenee de Berne les bases sur lesquelles les organisations ouvrières et les partis socialistes d'Europe et d'Amérique, réunis à Paris du 14 au 21 juillet, ont jugé indispensable d'asseoir une protection internationale du travail.

Cette Commission reçoit, en outre, le mandat de convoquer le prochain Congrès international, lequel devra avoir lieu dans une localité de la Suisse ou de la Belgique à désigner ultérieurement.

Sous le titre : *La journée de huit heures*, il sera publié, avec le concours des partis socialistes représentés au Congrès international de Paris, un organe hebdomadaire destiné à centraliser tous les renseignements sur les divers mouvements nationaux en vue de la réduction légale de la journée de travail.

Manifestation internationale du 1er mai 1890

Il sera organisé une grande manifestation internationale à date fixe, de manière que, dans tous les pays et dans toutes les villes à la fois, le même jour convenu, les travailleurs mettent les pouvoirs publics en demeure de réduire légalement à huit heures la journée de travail, et d'appliquer les autres résolutions du Congrès international de Paris.

Attendu qu'une semblable manifestation a déjà été décidée pour le 1er mai 1890 par l'*American Federation of labour*, dans son congrès de décembre 1888 tenu à St-Louis, cette date est adoptée pour la manifestation internationale.

Les travailleurs des diverses nations auront à accomplir cette manifestation dans les conditions qui leur sont imposées par la situation spéciale de leur pays.

Conformément à la décision prise par le Congrès international ouvrier socialiste dans sa deuxième séance du 20 juillet, le bureau permanent a désigné la Suisse comme siège de la Commission exécutive ; il a chargé la délégation de ce pays de constituer cette Commission de cinq membres dans une même ville, qui sera en même temps le lieu de publication du journal *La Journée de huit heures.*

QUATRIÈME QUESTION

(Abolition des armées permanentes et armement général du peuple).

Le Congrès international ouvrier socialiste de Paris :

Considérant :

Que l'armée permanente, ou la force armée au service de la classe régnante ou possédante, est la négation de tout régime démocratique ou républicain, l'expression militaire du régime monarchique ou oligarchique et capitaliste, un instrument de coups d'Etat réactionnaires et d'oppression sociale ;

Que, résultat et cause du système de guerres agressives, danger constant de conflits internationaux, l'armée permanente et la politique offensive dont elle est l'organe doivent faire place à la politique défensive et pacifique de la démocratie, à l'organisation du peuple entier exercé, armé, non plus pour le pillage et la conquête, mais pour la garde de son indépendance et de ses libertés ;

Que l'armée permanente, cause incessante de guerres est, ainsi que l'histoire le démontre, incapable de défendre un pays contre les forces supérieures d'une coalition et que sa défaite laisse ce pays désarmé à la merci des vainqueurs, tandis que la nation préparée, organisée, armée, serait inaccessible à l'invasion ;

Que l'armée permanente est la désorganisation de toute vie civile, enlevant à chaque nation pour l'encaserner, la démoraliser, sa meilleure jeunesse à la période d'apprentissage, d'études, de plus grande activité, d'action ;

Qu'ainsi le travail, la science et l'art se trouvent stérilisés, arrêtés dans leur essor; le citoyen, l'individu, la famille atteints dans leur existence, dans leur développement;

Qu'au contraire dans l'armée vraiment nationale, ou nation armée, le citoyen poursuit dans la vie nationale le développement de ses aptitudes, de ses facultés, exerce ses fonctions militaires comme un attribut nécessaire de sa qualité de citoyen;

Considérant :

Que l'armée permanente, par les charges incessamment accrues de la dette de guerre, par les impôts et emprunts toujours aggravés qu'elle motive, est une cause de misère et de ruine ;

Répudie hautement les projets belliqueux entretenus par des gouvernants aux abois ;

Affirme la paix comme condition première et indispensable de toute émancipation ouvrière;

Et réclame, avec la suppression des armées permanentes, l'armement général du peuple sur les bases suivantes :

L'armée nationale, la nation armée formée de tous les citoyens valides, organisés par région, de telle sorte que chaque ville, chaque canton ait son bataillon, composé de citoyens qui se connaissent, réunis, armés, équipés et prêts à marcher, s'il le faut, dans les vingt-quatre heures. A chacun son fusil et son équipement à domicile, comme en Suisse, pour la défense des libertés publiques et la sécurité nationale.

Le Congrès déclare en outre que la guerre, produit fatal des conditions économiques actuelles, ne disparaîtra définitivement qu'avec la disparition même de l'ordre capitaliste, l'émancipation du travail et le triomphe international du socialisme.



RÉSOLUTIONS DIVERSES

Considérant que les rapports des délégués de tous les pays à ce Congrès ont démontré que la seule organisation économique du travail (Trade's unions et groupements similaires) ne saurait suffire à l'émancipation de la classe laborieuse ; pendant que l'agitation pour la réduction de la journée de travail, la limitation du travail des femmes et des enfants et des lois protectrices du travail, ont prouvé être un moyen de développer chez les travailleurs la conscience de classe, préliminaire nécessaire de l'émancipation de la classe ouvrière par elle-même ;

Considérant que l'histoire du mouvement ouvrier montre que les appels à la bourgeoisie ne sont d'aucun effet pour les travailleurs et ne servent qu'à constituer un capital politique à la classe régnante ;

Considérant que la possession du pouvoir politique par la classe régnante lui a permis de maintenir son système exploiteur d'entreprise privée et de production capitaliste ;

Considérant qu'au moyen du pouvoir politique elle empêche le contrôle de l'industrie par l'Etat et le contrôle de l'Etat par le peuple ;

Le Congrès international de Paris décide :

1° Que dans tous les pays où les prolétaires sont en possession de la franchise électorale, ils doivent entrer dans les rangs du parti socialiste, ne tolérant aucune compromission avec un autre parti politique, et par l'usage de leur bulletin de vote poursuivre, sous l'empire de leur constitution respective, la conquête du pouvoir politique ;

2° Que dans tous les pays où la franchise électorale et les droits constitutionnels sont refusés aux prolétaires, ceux-ci doivent lutter par tous les moyens possibles pour obtenir le droit de suffrage ;

3° Que tout emploi de la force répressive de la part de la classe régnante pour entraver l'évolution pacifique de la société vers une organisation coopérative, à la fois industrielle et sociale, serait un crime contre l'humanité et soumettrait l'inhumanité des agresseurs aux châtiments infligés par des hommes qui luttent pour la défense de leur vie et de leur liberté.

(Présenté par J. F. Busche, délégué du *Socialist labor Party* des Etats-Unis d'Amérique et L. E. Miller, délégué des Trade's unions juives fédérées de New-York).

Cette première publication sera prochainement suivie d'un compte rendu complet du Congrès : Débats, rapports et résolutions n'ayant pu trouver place dans le présent fascicule.

Paris. — Imp. de la Presse, 16, rue du Croissant. — A. Vigier, Imp.

Protokoll

des

Internationalen Arbeiter-Congresses

zu

Paris.

Abgehalten vom 14. bis 20. Juli 1889.

Deutsche Uebersetzung.

Mit einem Vorwort

von

Wilhelm Liebknecht.

Nürnberg, 1890.
Druck und Verlag von Wörlein & Comp.



Vorwort.

Das Vorwort soll eine Entschuldigung sein — eine Entschuldigung des späten und des unvollkommenen Erscheinens. Und die beste Entschuldigung ist in diesem Falle eine klare Darlegung der Verhältnisse und Thatsachen.

Das Original-Protokoll, welches nur in Paris fertig zu stellen war, sollte von mir für Deutschland redigirt und von Wedde in's Deutsche übertragen werden.

Die französische Wahlbewegung, die unmittelbar nach dem Congreß begann und erst im Herbst v. J. ihren Abschluß fand, verzögerte die Ausarbeitung des Originals, da Guesde, dem dieselbe anvertraut war, all seine Kräfte der Agitation widmen mußte. So wurden mehrere Monate verloren. Als endlich das Manuskript aus Paris einzutreffen begann, stürzte Wedde, dem die Arbeit eine wahrer Genuß war, voll solchen Feuereifers sich in's Werk, daß er meist mit dem Pensum schon zu Ende war, ehe eine neue Lieferung ankam.

Da, mitten im besten und freudigsten Schaffen traf den lebens- und kampffrohen Freund der jähe Tod. — —

Von dem Verlust, welchen die Partei an Wedde erlitten, rede ich hier nicht. Für die deutsche Ausgabe des Congreßprotokolls war sein Tod wahrhaft verhängnißvoll.

Die Manuskripte geriethen in Unordnung, einiges ging verloren und mußte mühsam ersetzt werden. Und wer sollte nun die Uebersetzung in's Deutsche besorgen?

Inzwischen waren auch wir Deutsche in den Wahlkampf geschleudert worden — ich hatte alle Hände voll zu thun und konnte unmöglich einspringen. Es galt, sich zu helfen. Mehrere des Französischen kundige Genossen theilten sich in die noch übrige größere Hälfte der Arbeit. Es ging, weil es gehen mußte; leicht, namentlich für mich, war es nicht, das darf man mir glauben.

Trotz aller Hinder- und Hemmnisse wird die deutsche Ausgabe doch noch vor dem französischen Original erscheinen.

Und trotz all seiner Mängel ist das Congreß-Protokoll von hohem Werth — es ist reich an Inhalt und es strahlt etwas von dem frischen, siegesgewissen Welteroberungsgeist aus, welcher das erste internationale Arbeiterparlament durchwehte.

Ueber die Bedeutung des Congresses verbreite ich mich nicht. Denen, die mit der geschäftlichen Leitung unzufrieden waren, habe ich zur Aufklärung zu sagen, daß der Congreß-Besuch die kühnsten Erwartungen der Pariser Einberufer weit übertroffen hatte, und daß in Folge dessen die Vorbereitungen nicht genügten. Es war in Wahrheit ein embarras de succès — eine Verlegenheit des Erfolgs. Der nächste internationale Arbeiter-Congreß wird den Vortheil der gewonnenen Erfahrungen haben, auch in Bezug auf die Leitung und Behandlung der Geschäfte. Künftig wird man z. B. — ganz abgesehen von den Resolutionen — dem Congreß die Berichte gedruckt vorlegen, so daß die Zeit des mündlichen Referirens erspart wird und Zeit zur Diskussion bleibt. Alles will eben gelernt sein, und einen mehrsprachigen, wirklich internationalen Congreß leiten, ist bei dem brüderlichsten und duldsamsten Entgegenkommen der Theilnehmer keine Kleinigkeit.

In Zukunft wird man ferner sich über die Zusammensetzung des Bureaus im Voraus zu verständigen haben — natürlich ohne den souveränen Entschließungen des Congresses vorzugreifen. Insbesondere muß ein ausreichender Stab von Uebersetzern zur Hand sein.

Die häßlichen Angriffe, welche ein holländisches Parteiorgan gegen die deutschen Congreß-Delegirten und speziell gegen mich gebracht hat, will ich unbeantwortet lassen — um des Parteifriedens Willen, und weil ich hoffe, daß das Unziemliche und Ungerechte des Angriffs von den Urhebern inzwischen eingesehen worden ist. Wie dem indeß sei, keine persönliche Verstimmung kann die Thatsache aus

der Welt schaffen, daß der Internationale Arbeiter-Congreß, welcher am hundertsten Geburtstag der französischen Revolution in Paris zusammentrat, der größte Culturtriumph und die größte Culturthat des 19. Jahrhunderts war, und den Beginn einer neuen Aera bildet, die, mit den vielen „neuen und neuesten" Aeren der klassenstaatlichen, im alten ausgefahrenen Geleis sich bewegenden Tagespolitik nichts zu thun hat, und den Bruch mit der Vergangenheit bedeutet.

Daß es kein Strohfeuer war, was auf dem Congreß loderte, das hat der 1. Mai dieses Jahres bewiesen, — die erste gewaltige, den Erdkreis umspannende Aktion des Weltproletariats, das voriges Jahr zu Paris seinen ewigen Bund des Friedens, der Freiheit und der Gleichheit geschlossen hat.

Borsdorf, den 2. Juni 1890.

W. Liebknecht.

Sonntag, den 14. Juli.

Eröffnungs-Sitzung.

Der roth ausgeschlagene Versammlungsraum — La Salle Petrelle — der Saal Petrelle — ist um 9 Uhr gefüllt. Auf der rothen Rückwand der Bühne prangt in Goldbuchstaben nach dem Worte von Marx die Inschrift:

Proletarier aller Länder, vereinigen wir uns!

Rechts und links zeigen sich zwei Namensschilder, hier das der „Arbeiter-Partei" (Parti ouvrier), dort das des „revolutionären Central-Comité's (Comité révolutionnaire central), auf welchem die bedeutendsten vertretenen Städte Frankreichs verzeichnet sind. Ueber beiden Schildern erhebt sich die rothe Fahne.

In der Mitte befindet sich ein dritter Schild mit der Inschrift:

Im Namen
des Paris vom Juni 1848 und vom März, April und Mai 1871 und des Frankreich der Babeuf, Blanqui und Varlin
Gruß
den socialistischen Arbeitern beider Welten.

Auf dem Vordergrund erblickt man die Bezeichnung des Ziels und der Forderungen sämmtlicher Arbeiter, soweit sie irgendwo in socialistischen Parteien organisirt sind:

Politische und wirthschaftliche Enteignung (expropriation) der Kapitalistenklasse, Vergesellschaftung der Produktionsmitttel.

Im Namen der Pariser Organisationscommission — deren gedruckter Bericht vertheilt wurde — entbietet um 10 Uhr der Bürger Paul Lafargue den Abgesandten der Departements und des Auslandes ein herzliches Willkommen, ganz besonders den Deutschen, welche trotz der schwierigen Verhältnisse in ihrer Heimath sehr zahlreich erschienen sind, um zu beweisen, daß zwischen dem socialistischen Deutschland und dem socialistischen Frankreich keine Rede ist von jenen thörichten Gehässigkeiten und blinden Leidenschaften, welche die Chauvinisten beider Länder mit so viel Eifer lebendig erhalten. Die aus Europa und Amerika in diesem Saale versammelten Abgesandten vertreten hier keins von ihren verschiedenen Vaterländern; sie schließen sich nicht zusammen unter den Falten der Trikolore oder irgend eines beliebigen anderen nationalen Banners; sie schließen sich zusammen unter den Falten der rothen Fahne, der Fahne des internationalen Proletariats. Sie befinden sich in diesem Saale nicht in dem kapitalistischen Frankreich, nicht in dem Paris der Bourgeoisie — sie befinden sich lediglich in einer der Hauptstädte des internationalen Proletariats, des internationalen Socialismus.

Die Bourgeoisie feiert das Hundertjahr ihrer Revolution, dieser Revolution, welche verkündigte, sie werde Gerechtigkeit, Freiheit und Gleichheit unter den Menschen aufrichten, und welche mit nichts Besserem zu endigen wußte, als mit der grausamsten und schrankenlosesten Ausbeutung der Arbeiter. Die Bourgeois haben den Adel nur niedergeschlagen, um sich die Beherrschung der Gesellschaft anzueignen, sie haben die feudale Bastille wegrasirt, nur um im ganzen Lande kapitalistische Arbeits-Bastillen zu errichten, in denen sie die Kinder, Frauen und Männer des Proletariats

zu den Qualen der Ueberarbeitung verdammen. Die Delegirten des internationalen Socialistencongresses von 1889 erklären schon durch ihr bloßes Zusammentreten, daß sie etwas Anderes auszuführen haben als das Werk der Revolution von 1789; sie beugen sich nicht vor den „Rechten des Menschen und Bürgers" von 1789, die ja doch nur die Rechte des Bürger-Geldsackes sind. Die revolutionären Bourgeois des vorigen Jahrhunderts sandten ihre Boten aus durch Europa mit der Predigt: „Brüderlichkeit den Völkern! Krieg den Tyrannen!" In diesem Saale sind die Apostel eines neuen Gedankens versammelt. Seit Jahren predigen sie den Arbeitern der civilisirten Nationen: „Ihr seid Brüder und habt nur einen Feind: das Privatcapital — sei es preußisch, englisch, französisch oder chinesisch." Ihre unermüdliche Propaganda hat, bei aller wirthschaftlichen und politischen Unterdrückung durch die Capitalistenklasse, bereits die geistige Einigung der Socialisten beider Welten zu Stande gebracht. Die sociale Umgestaltung, vorbereitet durch die nationale und internationale Entwicklung und Organisation der Produktionskräfte, wird die civilisirten Nationen Europas und Amerikas zusammenschmelzen zu einem einzigen Volke von freien Erzeugern und Besitzern der aus gemeinsamer Arbeit entsprungenen Reichthümer.

Schließlich erklärte Lafargue unter allgemeinem Beifall den Congreß für eröffnet und forderte auf, einen Vorsitzenden zu wählen. Die Namen des deutschen Reichstagsabgeordneten Liebknecht und des Pariser Municipalrathes Vaillant wurden genannt. Lafargue schlug vor, beide zu wählen und die erste Sitzung unter ihrem gemeinschaftlichen Vorsitz abzuhalten. „Das wird ein Zeugniß des Brüderbundes sein, der die Socialisten Deutschlands und Frankreichs vereinigt." (Wiederholter stürmischer Beifall.)

Zu Vicepräsidenten und Schriftführern wurden gewählt: der Abgeordnete Costa und Cipriani für Italien, Anseele für Belgien, Leo Fränkel für Ungarn, Peter Lawroff für Rußland, Domela-Nieuwenhuis für die Niederlande und der Abgeordnete Ferroul für Frankreich.

Bürger Vaillant acceptirt den mit Liebknecht gemeinschaftlichen Vorsitz und richtet an den Congreß folgende Ansprache:

„Ich danke Ihnen für die Ehre, welche Sie mir erweisen, indem Sie mich zum Vorsitz dieses großen internationalen Socialisten-Congresses an dessen Eröffnungstage berufen, und mir meinen Freund zugesellen, den uns allen bekannten Reichstagsabgeordneten Liebknecht. Sie bestimmen uns also beide zugleich im Namen des internationalen Socialismus die Delegirten zu begrüßen, die aus allen Ländern gekommen sind, um im Namen der Völker den socialistischen Einigungsvertrag zu besiegeln, welcher den Anfang ihres gemeinsamen Handelns und ihrer Befreiung bilden muß; Sie beauftragen mich, im Sinne aller revolutionären Socialisten Frankreichs die Brüder willkommen zu heißen, die aus der Fremde herbeigeeilt sind, um uns die Hand zu reichen — dieselben zu beglückwünschen, weil sie so zahlreich, so entschlossen gekommen sind — ganz besonders aber zu beglückwünschen diese imponirende Sendbotenschaar aus Deutschland, welche hier die größte organisirte Socialistenmacht der Erde vertritt.

Im Angesicht der freiheitmörderischen und kriegerischen Vorbereitungen der Könige und der herrschenden Klassen haben wir die Nothwendigkeit des internationalen Friedens zu betonen, unsern Willen, diesen Frieden aufrecht zu erhalten, und an die Stelle des Militarismus, an die Stelle der Politik des Beutemachens und Eroberns zu setzen die demokratische Vertheidigungspolitik von Völkern, welche bewaffnet organisirt sind, um neben ihrer Unabhängigkeit nach außen die Sicherheit und die Entwicklung ihrer Freiheit im Innern zu schützen gegen jede Störung.

Wir haben unsern festen Entschluß auszusprechen, von den Herren der Gewalt und des Kapitals die Garantieen des Schutzes für die Arbeit und die Arbeiter zu erlangen, welche jene Herren beständig

verweigern, als eine Schmälerung ihrer Vorrechte. Unverweilt müssen unsere Herren dazu gebracht werden, mittels eines internationalen Gesetzes weniger ungeheuerliche, mehr menschliche Existenzbedingungen für die Arbeiter anzuordnen; unverweilt muß das Proletariat gegen den Hunger geschützt durch einen Minimallohn, gegen die Zu-Tode-Rackerung durch eine Beschränkung des Arbeitstages — muß es mittels dieser ersten und unerläßlichen Reform endlich dazu befähigt werden, daß es die Mittel vorbereiten könne, um sich wirklich zu emancipiren durch einen organisirten Feldzug gegen das Vorrecht und die Herrschaft des Privatkapitals.

Wir werden im Laufe unserer Debatten noch genug andere Forderungen zu formuliren haben, denn das Ziel, dem wir zustreben, ist unverkennbar für die klassenbewußten Proletarier aller Länder, für die Socialisten, deren Delegirten hier vereinigt sind, und welche alle den Willen haben, wie auch immer die Wege sich gestalten mögen: schließlich anzukommen bei der Besitzergreifung der Arbeitsmittel und der Arbeitsstoffe durch die Gesellschaft, kurz bei der rechtlichen und faktischen Gleichheit in dem socialdemokratischen Volksstaat.

Was aber auch immer das Resultat dieser Debatten sein wird, es kann nur geringe Bedeutung haben im Vergleich mit Dem, was wirklich bereits erreicht ist — das Zusammentreten dieses Congresses.

Noch niemals haben sich in einem nationalen französischen Socialistencongreß so viele Delegirte zusammengefunden, Vertreter von Paris und allen anderen Arbeitercentren, Vertreter sämmtlicher Gewerkschaften und Arbeiterorganisationen der Departements. Noch niemals hat ein internationaler Socialistencongreß so viele Vertreter des internationalen Socialismus zusammengeführt, herbeigeeilt von allen Punkten der socialistischen Welt, und zwar am Tage nach blutigen Kämpfen, mitten unter den Machenschaften der Regierungen und des Kapitalismus. Die Saat der Commune beginnt zu keimen. Und all diese hier versammelten Delegirten Frankreichs und der anderen Länder haben nur ein Gebilde im Herzen, nur einen Willen: für immer zu besiegeln den Einigungsbund, den Solidaritätsvertrag der Socialisten aller Länder, einen Vertrag, der schon durch die einfache Thatsache dieser brüderlichen Vereinigung geschlossen ist, und dem wir alle Treue schwören für gute und böse Tage.

Dieser Congreß, dessen Erfolg und Größe alle unsere Hoffnungen übertrifft, wird eines der großen Ereignisse der Geschichte der Völker sein. In glänzender Weise eröffnet er eine neue Aera der bewußten systematischen Geltendmachung unterdrückten Rechtes, planmäßigen, einmüthigen Handelns des internationalen Proletariats und Socialismus. Er ist das Pfand des sicheren und entscheidenden Sieges. Hoch die sociale internationale Republik! (Lebhafter Beifall.)

Bürger Liebknecht dankt für das ihm geschenkte Vertrauen: „Es ist der stolzeste Moment meines Lebens, hier zu stehen und die Erfüllung des Ideals zu sehen, welches die Worte eingab: Proletarier aller Länder vereinigt Euch! Und noch zu ganz besonderer Freude gereicht es mir, daß ich, ein Vertreter der deutschen Socialdemokratie, hier stehe Schulter an Schulter mit meinem Freunde Vaillant, einem Vertreter der französischen Socialdemokratie. Nach dem furchtbaren Bruderkrieg, in dem unsere beiden Nationen sich zerfleischt, reichen sich so in unserer Person gewissermaßen die beiden Völker die Hand: das socialdemokratische Deutschland dem socialdemokratischen Frankreich. (Die Vorsitzenden schütteln einander die Hand unter brausendem Jubel der Versammelten.) Die Feindschaft Deutschlands und Frankreichs war bisher das Haupthinderniß des politischen und socialen Fortschritts in Europa. Die Verbrüderung Frankreichs und Deutschlands ist der Triumph des Friedens, der Civilisation, des Socialismus. Und daß in diesem

1*

Saale, in der Mutterstadt der Revolution, die Vertreter des arbeitenden Volks aller Länder zusammengekommen sind — alle beseelt von dem einen Gedanken der Emanzipation des Proletariats, und dem einen Gefühl der Solidarität, das gibt diesem Parlament der Arbeiter die Bedeutung eines großartigen Friedenswerks, einer epochemachenden Culturthat. Und indem ich formell den hier anwesenden nichtdeutschen Genossen im Namen der deutschen Socialdemokratie den Brudergruß darbringe, will ich nun meinen deutschen Genossen die begeisternden Worte der internationalen Begrüßung übersetzen, die soeben von unseren französischen Freunden Lafargue und Vaillant an den Congreß gerichtet worden sind. (Redner gibt ein Resumé der zwei Ansprachen und fährt fort): Ich schließe mich meinem Vorredner an. Dieser Congreß ist der Ausgangspunkt einer internationalen Zusammenarbeit des Proletariats der Welt. Was auch immer die Beschlüsse sein mögen, welche er fassen wird — die Hauptbedeutung des Congresses liegt in der Thatsache seines Zusammentritts, in der Thatsache, daß die Arbeiter-Delegirten der verschiedenen Länder in persönlichen Verkehr mit einander treten, die Gleichheit ihrer Bestrebungen trotz der Verschiedenheit der Länder und Zungen erkennen, und sich gegenseitig die Bruderhand reichen zu dem Pacte d'Union — zu dem heiligen Bundesvertrag des internationalen Proletariats.

Frei von Nationalvorurtheilen, frei von dem selbstsüchtigen Streben, herrschen und ausbeuten zu wollen, wird das Proletariat die Ideale verwirklichen, welche den Helden der großen Revolution, die heute ihren hundertsten Geburtstag feiert, vorgeschwebt haben — die Ideale der Freiheit, Gleichheit und Brüderlichkeit, welche aber mit dem Egoismus der zur Herrschaft gelangenden Bourgeoisie im Widerspruch standen, und darum bisher nicht verwirklicht werden konnten.

Es ist dies nicht der erste internationale Arbeiter-Congreß, auf dem ich mich befinde. Im Jahr 1869 war ich in Basel, und als wir mit den Arbeiten fertig waren, und es galt, Ort und Zeit für den nächsten Congreß zu bestimmen, da lud einer der französischen Delegirten uns im Namen der französischen Genossen für das nächste Jahr nach Paris ein — Paris werde dann frei sein von Bonaparte. Und mit jubelnder Einstimmigkeit wurde die Einladung angenommen, und mit dem Ruf: „Also nächstes Jahr in Paris!" trennten wir uns.

Jener französische Delegirte war Varlin.

Das nächste Jahr kam — 1870 —, und der Krieg kam — den wir leider nicht verhindern konnten — der Bonaparte fiel — und die Commune kam — und Varlin gleich den anderen französischen Congreß-Delegirten that seine Schuldigkeit im Rath und auf dem Schlachtfeld — die Commune fiel und Varlin, der edle, heldenhafte Varlin, ward von den entmenschten Siegern gefangen und unter entsetzlichen Mißhandlungen, denen er stoischen Gleichmuth und trotziges Schweigen entgegensetzte, stundenlang durch die vom Mord seiner Brüder gerötheten Straßen geschleift, bis die grausamen Feinde selber müde wurden, und den Verhaßten, dessen letztes Wort ein Fluch gegen diese verthierende Bourgeois-Gesellschaft war, an einer Mauer zusammenschossen.

Das Märtyrerblut der Commune war Revolutionssamen. Mächtig erstarkte überall, und namentlich auch in Deutschland, die Arbeiterbewegung, obgleich die Bourgeoisie sie auf ewig im Blut und in Verläumdungen erstickt zu haben glaubte.

Und nach zwanzig Jahren sind wir jetzt der Einladung Varlin's gefolgt, und jetzt ist mehr wahr geworden als Varlin, als wir alle damals geträumt — ein internationales Arbeiterparlament, Hunderte von Vertretern des ausländischen Proletariats, darunter über achtzig aus Deutschland — neben den Vertretern der Arbeiter von Paris und von Frankreich.

Der Bundesvertrag braucht nicht erst geschlossen zu werden — er ist geschlossen!

Und ehe wir nun zu der Constituirung des Congresses schreiten, habe ich nur noch Eins zu bemerken: dieser Congreß ist allen ehrlichen Kämpfern für die Emanzipation des Proletariats geöffnet. Niemand ist ausgeschlossen, der mitarbeiten will an dem Werk der Befreiung.

(Liebknecht hatte — namentlich gegen den Schluß, theilweise französisch gesprochen. Der Rede folgte einstimmiger anhaltender Beifallsruf: Hoch das socialistische Deutschland! Hoch die Internationale!)

Hierauf wurde eine Commission zur Prüfung der Mandate ernannt, welche nach den Nationalitäten zusammengesetzt war wie folgt: Deutschland — Vollmar, Geyer, Geck; Frankreich — Lavigne, Guesde, Vaillant; Rußland — Lawroff; Polen — Mendelsohn; Schweiz — Brandt (Vizepräsident des Grütli Vereins); Italien — Costa und Cipriani; Spanien — Mesa; Skandinavien — Petersen; Belgien — Stautemas und Steffens; Niederlande — Domela-Nieuwenhuis; Oesterreich, soweit deutsch — Dr. Adler; Oesterreich, soweit slavisch — Hybes; Ungarn — Fränkel; England — William Morris; Vereinigte Staaten von Nordamerika — Ahles; Rumänien — Many.

Das Bureau zeigt an, daß verschiedene Anträge bei ihm eingegangen sind, unter Anderem einer vom Bürger Lawroff, der beauftragt ist, einen allgemeinen Bericht über die Lage in Rußland vorzutragen, und der im Hinblick auf den schwankenden Stand seiner Gesundheit bittet, ihm den Vortrag für die nächste Sitzung zu gestatten. Wird angenommen.

Nach einer längeren Diskussion über die Regulirung der Sitzungen, an welcher sich die Bürger Duprès, Camescasse, Anseele, Bebel und Merlino betheiligen, beschließt der Congreß, sich Montag früh 9 Uhr wieder zusammen zu finden.

Bürger Werner aus Berlin erklärt, daß er ebenso wie mehrere seiner Mitdelegirten beauftragt ist, alles Mögliche zu thun, um eine Einigung der beiden Congresse herbeizuführen. Er schlägt vor, eine Commission von 5 Mitgliedern zur Betreibung dieser Angelegenheit zu ernennen.

Bürger Bernstein weist darauf hin, daß es unmöglich ist, irgend eine Commission zu ernennen, bevor die Vollmachten der Delegirten geprüft sind. Uebrigens — fügte er hinzu — haben wir uns der Einigung immer geneigt erwiesen.

Bürger Costa erklärt, daß alle italienischen Delegirten das Mandat erhalten haben, sich beiden Congressen anzuschließen, und alle Anstrengungen aufzubieten, um sie in einen zu verschmelzen. Sollte die Frage von der Diskussion ausgeschlossen werden, so würde man es ihnen unmöglich machen, ihrem Mandat zu genügen. Er besteht also darauf, sofort die Sache in Angriff zu nehmen.

Bürger Liebknecht glaubt, daß nichts geschehen könne, bevor der Congreß nicht seine Constituirung vollendet hat Man hat seit 4 Monaten Alles versucht, um die Einigung herbeizuführen. Die Hindernisse sind nicht von unserer Seite gekommen, sondern von der anderen. Wie sollten wir in dieser Lage unsere Freunde, die französischen Socialisten, zu einer Einigung auffordern, die ihnen stets verweigert wurde? Das hieße ihnen die Pistole auf die Brust setzen. Wir Deutsche sind für die Einigung, wir sind für einen einzigen internationalen Congreß. Aber es hängt nicht von uns ab, ob dies erreicht wird. Wir haben stets unsere Hand dargeboten, wir bieten sie noch dar. Möge man sie ergreifen! (Allgemeiner Beifall.)

Montag, den 15. Juli.

Morgen-Sitzung.

Da der Versammlungsraum — la Salle Petrelle — sich für die beständig wachsende Zahl der Delegirten zu klein erwiesen hat, ist der Congreß nach dem „Saale Pariser Phantasiegebilde" (Salle des Fantaisies Parisiennes) in der Rue Rochechouart, hinübergewandert. Die Sitzung wird um 10 Uhr eröffnet und das Wort erhalten die verschiedenen Berichterstatter der Mandat-Prüfungscommission.

Die Delegirten, deren Namen folgen, werden nacheinander als Congreßmitglieder anerkannt.

Jeder Delegirte erhebt sich beim Aufruf seines Namens und antwortet: „Hier!" Jeder Name wird mit Beifall begrüßt, der besonders kräftig erschallt bei Liebknecht, Bebel, Lawroff, Domela-Nieuwenhuis, Dr. Adler und bei den Vertretern der Bergarbeiter aus Frankreich, Deutschland, England und Schottland.

Die Zahl der anerkannten Delegirten beträgt:

Franzosen	221,
Deutsche	81,
Engländer	22,
Belgier	14,
Oesterreicher	8,
Ungarn	3,
Niederländer	4,
Russen	6,
Schweden	3,
Norweger	1,
Dänen	3,
Schweizer	6,
Polen	5,
Spanier	2,
Rumänen	5,
Amerikaner	4,
Portugiesen	1,
Tschechen	1,
Bulgaren	1
Summa	391*)

Bürger Vollmar, Berichterstatter für Deutschland, erklärt, daß die socialdemokratische Partei durch 81 Mitglieder vertreten ist, welche in allen Theilen des Reiches, mit einziger Ausnahme der Provinz Posen, gewählt worden sind. Die Delegirtenwahl wurde auf verschiedene Weise vorgenommen. Die Wahl in öffentlicher Versammlung, welche wir für den normalen Modus halten, war nur in 125 Fällen angängig, in sehr vielen Fällen sind Versammlungen, welche für diesen Congreß wählen sollten, verboten oder aufgelöst worden. Um die Wahl der Delegirten zu Stande zu bringen, hat man alsdann seine Zuflucht zu Abstimmungslisten genommen, die man in den Werkstätten, Wirthschaften und Fabriken cirkuliren ließ. Eine dieser Listen hat 5000 Wählernamen aufzuweisen. Die ertheilten Mandate sind von zweifacher Art: Mandate von Personen, die nur durch gleiche politische Gesinnung zusammengeführt werden, und Mandate ökonomischer oder gewerblicher Verbände von Arbeitern gleichen Berufs. Der eine Delegirte vertritt eine ganze Gewerkschaft, der andere einen ganzen Landestheil oder Wahlkreis — zumal der Abgeordnete des Reichstages oder Landtages. Im Allgemeinen haben die Wahlen zum internationalen

*) Diese Liste, welche für den 15. Juli richtig war, ist durch das Hinzukommen neuer Delegirten in den folgenden Tagen antiquirt worden, so daß sie ein ungenügendes Bild gibt. S. darüber weiter hinten.

Congreß ebensoviel Theilnehmer gefunden wie die Wahlen zum Reichstag. Unter den Gewählten befinden sich 11 gegenwärtige und 4 frühere Abgeordnete, sowie 3 Bevollmächtigte der kürzlich durch den Streik gegangenen Bergleute, 2 aus Westphalen und 1 aus dem Königreich Sachsen. (Lebhafter Beifall.) Man findet auch 1 Studenten, ferner 1 Vertreter der socialistischen Deutschen in den Vereinigten Staaten und 1 Vertreter der socialistischen Trades-Unions von New-York.*)

Bürger Vaillant gibt die französische Uebersetzung und fügt hinzu, daß diese großartige Arbeiter-Demonstrat on unter der Herrschaft des Ausnahme-Gesetzes und des Belagerungszustandes durchgesetzt worden ist. Die deutschen Arbeiter haben Allem getrotzt, Hindernissen und Verfolgungen, um nach Paris zu kommen zur Verbrüderung mit den Arbeitern der ganzen Welt. Es liegt hierin ein neuer und leuchtender Beweis dafür, daß die alte sociale Welt ein für alle Mal zum Untergang verurtheilt ist, und daß sie Katastrophen entgegengeht, in den wir berufen sein werden, unsere ganze Pflicht zu thun. (Lebhafter Beifall.)

Bürger Liebknecht erklärt, daß er schon manchen nationalen und internationalen Congreß mitgemacht habe, aber daß keiner derselben sich mit dem gegenwärtigen vergleichen könne. „Die nationalen nicht, schon weil sie eben nur nationale waren. Aber auch die früheren Congresse der Internationalen Arbeiter-Association konnten nichts Aehnliches bieten. Die Internationale Arbeiter-Association war nur eine großartige Zukunftsskizze: der Plan der allgemeinen Arbeiterverbrüderung und Arbeiterorganisation, — ein Plan, der aber in Folge der Neuheit der Bewegung in den meisten Ländern noch nicht zur vollen Verwirklichung gelangen konnte. Wie in Schlachten und bei Belagerungen des Alterthums die Vorkämpfer ihren Speer weit hinaus in die feindlichen Reihen, über die Mauer der feindlichen Veste schleuderten, um die Massen anzutreiben, dem Wurfgeschoß nachzustürmen, so hat die Internationale Arbeiter-Association den Speer des internationalen Erlösungskampfes weit vorausgeschleudert, mitten in die Armeen, mitten in die Festung des Kapitalismus — und das Proletariat ist nachgestürmt, um den Speer zurückzuholen und die Armeen der Feinde zu zersprengen und ihre Festung zu erstürmen. Die Internationale Arbeiter-Association aber hatte, nachdem sie den Arbeitern aller Länder das gemeinsame Ziel gezeigt, ihnen die Nothwendigkeit des gemeinsamen Handelns und Kämpfens gelehrt hatte, ihre Mission erfüllt. Sie ist nicht todt — sie ist übergegangen in die mächtigen Arbeiterorganisationen und Arbeiterbewegungen der einzelnen Länder, und lebt in diesen fort. Sie lebt in uns fort. Dieser Congreß ist das Werk der Internationalen Arbeiter-Association.

Die internationale Arbeiterbewegung ist zu groß geworden für den Rahmen einer einzigen, einheitlichen Organisation. Doch die Saat der Internationalen Arbeiter-Association ist so gut aufgegangen in den Herzen der Arbeiter, daß der Gedanke der Internationalität jede Arbeiterorganisation und jede Arbeiterbewegung der Gegenwart beherrscht. Die Internationale Arbeiter-Association, so weit sie heute noch möglich, braucht nicht neugegründet zu werden — sie besteht, — besteht in einem weit größeren Umfang, als die Gründer zu hoffen gewagt — sie umfaßt das gesammte klassen- und zielbewußte Proletariat der ganzen Welt — eine Riesenarmee, in welcher die organisirten Arbeiter der einzelnen Länder die einzelnen Armeecorps bilden; — aber alle Armeecorps nur eine einzige Armee!

Das Programm der Internationalen Arbeiter-Association in all seinen Theilen verwirklichen, die nationalen Organisationen immer

*) Diese beiden Deutsch-Amerikaner sind in der von Vollmar gegebenen Aufzählung von 81 Deutschen nicht mit eingerechnet, sondern in obiger Liste den Amerikanern zugezählt.

besser organisiren, das Band der Internationalität immer fester schlingen — das ist unsere Pflicht — die Pflicht aller Sendboten des Proletariats, die zu diesem großen internationalen Arbeiterparlament zusammengekommen sind.

Die englischen Chartisten hatten schon ein „Arbeiterparlament.“ Allein so groß auch die Chartistenbewegung war, jenes Arbeiterparlament enthielt bloß die Delegirten englischer Arbeiter. Auch die früheren internationalen Congresse lassen sich mit diesem Congreß nicht vergleichen, weil die meisten Länder nur sehr unvollkommen, zum Theil gar nicht vertreten waren, jene Congresse also nicht als getreuer Ausdruck der internationalen Arbeiterbewegung gelten konnten. In diesem unserem Congresse ist aber die gesammte Arbeiterbewegung der Welt, wenn auch noch nicht ganz vollständig, doch in einem solchen Maße vertreten, daß wir ohne Selbstüberhebung sagen können: das ist ein Welt-Arbeiter-Parlament — das erste, welches die Welt je gesehen hat.

Die Arbeiter aller Länder haben ihre Augen vertrauensvoll auf uns gerichtet. Und das Vertrauen wird nicht getäuscht werden — das sagt die Begeisterung, die mir aus allen Augen entgegenblitzt.“

Bürger Vaillant spricht in demselben Sinne und erinnert an den internationalen Charakter der Commune von 71. Der Congreß wird Epoche machen in der Geschichte des Kampfes für die Befreiung der Arbeit. Redner bittet, um jeden Zeitverlust zu vermeiden, ein permanentes Bureau zu wählen, das aus allen Nationen genommen und ein treues Bild des Congresses im Kleinen sein soll. Er selbst verzichtet auf seine Wahl zum Vorsitzenden dieses Tages. (Einstimmige Annahme.)

Das Bureau wird folgendermaßen und in folgender Ordnung zusammengesetzt: Schweiz — Brandt; Deutschland — Bebel und Liebknecht; Frankreich — Lafargue und Vaillant für die socialistischen Organisationen, Besset für die Pariser Gewerkschaften, Lavigne für die Gewerkschaften in den Departements; Italien — Cipriani und Costa; Niederlande — Domela-Nieuwenhuis; England — Morris, Bürgerin Marx-Aveling und Cuninghame-Graham; Spanien — Iglesias; Ungarn — Leo Fränkel; Skandinavien — Petersen, Jeggesen und Palmgreen; Elsaß-Lothringen — Jaclard; Rußland — Lawroff; Polen — Mendelsohn; Deutsch-Oesterreich — Popp; Belgien — De Paepe und Anseele; Vereinigte Staaten von Amerika — Ahles; Rumänien — Mangie; Finnland — Finn.

Auf Vorschlag des Bürgers Lafargue fügt man hinzu die Delegirten der Bergarbeiter aus Frankreich, Deutschland, England und Schottland: Lacombe, Dieckmann, Ehrhardt, Stolle, Keir Hardie.

Zu Sekretären werden ernannt die Bürgerinnen Jankowska und Zetkin und die Bürger Deville, Guesde, Ferroul, Longuet, Daumas, Frohme, Wedde, Geyer, Bernstein.

Zu Uebersetzern: aus dem Französischen in’s Englische — Bürgerin Marx-Aveling und Morris; aus dem Englischen in’s Französische — Longuet; aus dem Deutschen in’s Englische — Krantz; aus dem Französischen in’s Deutsche — Vollmar; aus dem Französischen und Englischen in’s Deutsche — Liebknecht und Bernstein.

Die Delegirten der übrigen Nationen erklären keines Uebersetzers zu bedürfen, da sie theils Französisch, theils Deutsch verstehen.

Es folgt die Verlesung der Zustimmungs-Telegramme und Briefe, die aus verschiedenen Ländern angekommen sind, zumeist aus Deutschland.

Telegramme liefen ein aus:

Deutschland:

Arnstadt; Berlin, — die Berliner Hausindustriellen; Berlin — der allgemeine Metallarbeiterverein Berlins und Umgegend; Berlin — die Maurer (Grothmann); Berlin — Verein der Klempner von Berlin und Umgegend; Hamburg — die Arbeiter von Hamburg, Altona

und Umgegend; **Hamburg** — die Steinmetzen; **Hamburg** — die Former von Hamburg=Altona; **Dresden** — die Dresdener Tischler in der sächsischen Schweiz, Schandau; **Dresden** — der 4., 5. und 6. Wahlkreis Sachsens; **Leipzig** — die im Pantheon versammelten Socialisten; **Grüna** (Sachsen) — der Wahlverein; **Würzburg** — die Arbeiter; **Lübeck** — die Former; **Frankfurt am Main** — die Arbeiterschaft: **Brandenburg** — die Arbeiterschaft; **Burgstädt** — der Wahlverein; **Chemnitz** — Quartettverein; **Köln** — die Arbeiter; **Darmstadt** — die Socialdemokraten; **Glauchau** — Arbeiter; **Gotha** — die Arbeiter: **Elmsborn** — die Arbeiter; **Forst** — die Parteigenossen; **Hartmannsdorf** — Fachverein der Manufacturarbeiter; **Heilbronn** (Württemberg) — viele Arbeiter; **Hohenstein=Ernstthal** — die Arbeiter; **Meißen** — die Tischler; **Nürnberg**; **Posen**; **Ronsdorf** — Versammlung der Wähler des Kreises Lennep; **Schlachtensee** — Berliner Arbeiterklub Eubarippe; **Schneeberg** — 19. sächsischer Wahlkreis; **Wandsbeck** — die Schuhmacher; **Zwittau** (oder Zwickau?) — die Genossen; **London** — die Mitglieder des communistischen Arbeiterbildungsvereins; **Boitsfort** (Brüssel) — die deutschen Socialdemokraten Brüssels.

Oesterreich:

Wien — die vereinigten Knopfdrechsler und Pflasterer; **Wien** — die Huffschmiede; **Wien** — die Socialisten von Floridsdorf; **Kratzau** — die Socialisten Nordböhmens; **Mährisch=Ostrau** — die socialistischen Arbeiter; **Reichenberg** (Böhmen): die Genossen.

Ungarn:

Budapest.

Schweiz:

Basel — die deutschen Socialisten; **Lausanne** — die Freiheitskämpfer; **Genf** — das Centralcomitee der Genfer Arbeiter; **Sankt Gallen** — die deutschen Socialisten.

Italien:

Rom — Socialer Studienzirkel.

Spanien:

Madrid — Nationalcomitee der socialistischen Arbeiterpartei.

Portugal:

Lissabon.

Niederlande:

Ternfuzen — der socialistische Propagandaklub.

Schweden=Norwegen:

Christiania; **Bergen.**

England:

London — der communistische Arbeiterbildungsverein.

Dänemark:

Kopenhagen.

Frankreich:

Narbonne; **Laumes**; **Marseille.**

Der Congreß erhielt Zustimmungsbriefe und =Adressen von:

Berlin: Der socialdemokratische Leseklub Lessing erklärt **seine Solidarität mit den Arbeitern der ganzen Welt und fordert Schutz der Arbeit gegen das Kapital und Schutz der Völker gegen die verhetzende Politik der Klassenregierungen.**

Berlin: Die aufgeklärten Hausdiener senden Brudergrüße und Wünsche für die ersprießliche Arbeit des Congresses.

Naumburg a. Saale: Die socialistische Gruppe der Stadt bringt dem Congreß die aufrichtigsten Wünsche dar für den Erfolg seiner Arbeiten.

Posen: Abdallah wünscht im Auftrage der Posen'schen Arbeiter dem Congreß im Interesse des Proletariats den besten Erfolg und legt die Gründe dar, weshalb Posen nicht vertreten sein konnte.

Gersdorf: Die tschechischen Emigranten in Sachsen sind überzeugt, daß das Proletariat seine Ketten bricht, sobald es sich ohne Unterschied der Nationalität zu einer Weltorganisation vereint. Sie sind deshalb entschlossen, mit dem internationalen Proletariat zusammen zu kämpfen und zu siegen und rufen dem Congreß zu: „Vorwärts in den Kampf!"

Vevey (Schweiz): Der deutsche Arbeiterverein versichert dem Congreß seine volle Sympathie und schickt Wünsche für das Gedeihen der gerechten Sache der Socialdemokratie.

Zürich: Der Fachverein der Schneider erklärt seine wärmste Theilnahme für die Arbeiten des Congresses und bedauert, daß ihm die Absendung einer Vertretung unmöglich war. Der Fachverein hält jede Arbeitsschutzgesetzgebung, welche sich nicht auch auf die Hausindustrie erstreckt, für Flickwerk und erwartet, daß der Congreß der Arbeiterschaft auf's Neue nahe legen wird, daß sie sich bei ihren Bestrebungen nur auf sich selbst zu verlassen hat, und daß er das internationale Zusammenwirken der Arbeiter aller Länder förderte.

Wien: Der Fachverein der Tischler sendet socialistischen Gruß und Hoch auf die internationalen socialistischen Arbeitervertreter.

St. Veit (Kärnthen): Die socialistische Gruppe sendet Glückwünsche und Brudergrüße, sowie ein Hoch auf die Solidarität der Socialisten und Proletarier aller Nationen.

Großwardein (Ungarn): Einige Arbeiterstimmen erklären das Gefühl ihrer innigen Solidarität mit dem Congreß und seinen Arbeiten und hoffen, daß dieselben auf die Organisation des ungarischen Proletariats günstig anregend wirken werden.

Buenos-Aires (Argentinien): Uhle übermittelt im Auftrage der Genossen dem Congreß Brudergruß und aufrichtige Wünsche für den Erfolg seiner Arbeiten.

Glasgow: Die Glasgower Genossenschaft der socialistischen Liga versichert ihr Bedauern, keinen Vertreter zum Congresse senden zu können, sowie ihre brüderlichen Gefühle und Wünsche für das Gelingen des Congresses.

London: Die Theilnehmer eines zahlreich besuchten Meetings zu Hammersmith erklären dem Congreß ihre Sympathie.

New-York-Brooklyn: Central Labor Union von Brooklyn und Umgegend erklärt sich mit den Beschlüssen des Congresses solidarisch und sendet beste Wünsche in der Hoffnung, daß die Congreßarbeiten einen Schritt nach vorwärts für die Emanzipation der Arbeit bedeuten.

Montpellier: Die Bürgerin Paule Minck gibt ihrer Ueberzeugung Ausdruck, daß die Befreiung der Frau nur mit der Emanzipation des Proletariats zusammen erfolgen kann. Der Congreß wird die Basis einer fruchtbaren Vereinigung des internationalen Proletariats schaffen. Die Bürgerin Minck bedauert, daß sie nicht an den Congreßarbeiten theilnehmen kann.

Paris: Die socialistisch-revolutionäre Gruppe des 18. Arrondissements (Montmartre) drückt dem Congreß ihre Sympathie aus und ruft ihm ein Bravo zu für den Beschluß einer Manifestation vor der Mauer der Föderirten.

Cette: Die Gewerkschaft der Lastträger erklärt ihre Zustimmung zu dem Congreß und sendet beste Wünsche, sowie eine Reihe von Forderungen bezüglich der auf der Tagesordnung stehenden Fragen.

Zur Verlesung kommt noch ein Brief des Bürgers Cleirac mit der Meldung, daß derselbe nicht an den Arbeiten des Congresses theilnehmen könne, da er sich im Gefängniß befinde.

Bürger Volders bittet im Namen der belgischen Delegirten, daß man die Frage der Verschmelzung der Congresse sofort in die Hand nehme. Der Nationalrath der belgischen Arbeiterpartei hat betreffs dieser Angelegenheit einen Brief an beide Congresse gerichtet. Bürger Volders besteht darauf, daß dieser Brief zur Verlesung komme.

Da es aber bereits 4 Uhr ist, trennt man sich, nachdem man eine Abendsitzung auf 8 Uhr anberaumt hat.

Montag, den 15. Juli.

Abend-Sitzung.

Den Vorsitz führt der Bürger Brandt, welcher seinen Dank ausspricht für die Ehre, die man in seiner Person dem Schweizer Freistaate erweist. Die Schweiz rechnet in dem Kampfe um's Dasein, den sie gegenwärtig zu bestehen hat, allewege auf die französisch Republik, welche der Bürger Brandt eine Schwesterrepublik nennt. Wenn er hier Frankreich speziell begrüßt, so soll darin jedoch kein Aufruf einer Nationalität gegen eine andere liegen. Die Schweiz ist ja in der That eine Zusammenfügung verschiedener Nationalitäten, welche unter der Aegide derselben Gesetze in Friede und Freiheit mit einander auskommen. Die zu diesem Congreß gesandten Delegirten vertreten die Gesammtheit des Schweizer Proletariats (Beifall), welches diesen großen Verhandlungen der Männer der Arbeit um so mehr Interesse und Sympathie zuwendet, weil grade die Schweiz sich das Verdienst der Initiative bezüglich eines internationalen Arbeiterschutzgesetzes erworben hat. Diese Pariser Vereinigung der Arbeiter-Organisationen und der Socialistenparteien der ganzen Welt ist ein Pfand des Friedens, dieses Friedens, den allein die zu politischen Parteien zusammengetretenen Arbeiter ernstlich anstreben, eben so, wie sie allein die Freiheit und das Wohlergehen der Völker anstreben (Bravo).

Hierauf werden die seit dem Mittag eingetroffenen Telegramme und Zustimmungsadressen verlesen.

Bürger Lavigne, Berichterstatter für Frankreich, meldet das Eintreffen neuer Delegirter, unter welchen sich ein Gesandter der Bergarbeiter-Gewerkschaft des Loire-Departements befindet, Bürger Ottin, mit dem zwingenden Mandat, sich nur dem sogenannten „Marxisten"-Congreß anzuschließen (Beifall).

Bürger Georg M. Hugh verliest eine Sympathie-Erklärung der American Federation of Labor, unterzeichnet vom Präsidenten Samuel Gompers, welche eine Erklärung enthält, dahin lautend, daß die Federation durch die Achtstundenbewegung zu sehr in Anspruch genommen sei, um einen Vertreter zum Congreß senden zu können, und welche die Vereinigung mit dem Possibilisten-Congreß und größeste Umsicht bei allen zu fassenden Beschlüssen anempfiehlt.

Bürger de Paepe theilt den Brief des National-Rathes der Belgischen Arbeiter-Partei mit, der an beide Congresse gerichtet ist und also lautet:

Brüssel, 9. Juli 1889.

An die Vorstandsmitglieder und die Delegirtenversammlung des Internationalen Socialistencongresses zu Paris.

Bürger!

Die Belgische Arbeiter-Partei, überzeugt von der zwingenden Nothwendigkeit, alle socialistischen Arbeiterkräfte der Welt in ein einziges Bündel zusammenzufassen, gehorcht einer gebieterischen Pflicht, indem sie sich an Euch mit der Bitte wendet, Euch ihr anzuschließen bei dem Bemühen, die beiden nach Paris berufenen Socialistencongresse in einen zu verschmelzen.

Es handelt sich hier um das höchste Interesse des gesammten socialistischen Proletariats. Es gibt nicht zwei internationale socialistische Proletoriate, es gibt nur eins; es gibt nicht zwei internationale Socialdemokratien, es gibt nur eine. Das heißt: ein Congreß muß genügen und zwei Congresse sind ein Moment der Schwäche für heute und eine Gefahr für morgen. Auf die Dinge zurückzukommen, welche zur Einberufung zweier Congresse geführt haben, ist unnütz. Was geschah, ist abgethan. Dringend und unerläßlich ist es, daß die Partei, welche dem Privatkapital seine Vorrechte und seine Herrschaft aufrecht hält, keine Gelegenheit finde, zu applaudiren bei dem Schauspiel der Zersplitterung der Arbeiterkräfte.

Alle Länder sind auf dem Pariser Congreß vertreten; Alle wollen eine brüderliche Verständigung im internationalen Socialismus. Mögen sie die Verschmelzung der beiden Congresse beschließen, und diese Verständigung wird sich vollziehen, wie sie sich vollziehen soll.

Alle socialistischen Arbeitergruppen streben darnach, zusammen zu marschiren, eng verbunden, auf dem Wege zur Verwirklichung des socialistischen Ideals. Da die Menge sich entschieden hat, und da man eine demokratische Partei ist, hat man sich zu beugen und zu gehorchen. Das verlangt die Arbeiterpartei, das erklärt sie jedem der beiden Congresse.

Und wenn — was ein wirkliches Unglück wäre — wenn dies Verlangen nicht befolgt würde, erklärt sie den Delegirten, daß man um jeden Preis eine Verschärfung der durch die Einberufung zweier Congresse hervorgerufenen Gegensätze vermeiden muß. Sie beansprucht die Ehre, den nächsten internationalen Socialistencongreß, für 1890 oder 1891, zu sich einladen zu dürfen. Die Annahme dieses Vorschlags in jeder der beiden Versammlungen würde die Beendigung der Doppelheit des internationalen Socialistencongresses gestatten.

Die Arbeiterpartei Belgiens grüßt Euch brüderlich und ladet die Vertreter der anderen ausländischen Socialistenparteien ein, sich ihr behufs einer festen und definitiven Organisation der gesammten Socialdemokratie anzuschließen.

Für die belgische Arbeiterpartei im Namen des Generalraths
der Sekretär Gustave Defuet.

Bürger Lafargue theilt mit, daß der Bürger Keir Hardie 60,000 schottische Bergarbeiter vertritt.

Im Namen des Bureau's stellt der Vorsitzende folgende Anträge:

1) Meldungen zum Wort müssen schriftlich erfolgen (einstimmig angenommen).

2) Abstimmungen erfolgen nach Köpfen, außer wenn die gesammte Delegation eines Landes für einen bestimmten Fall Abstimmung nach Nationalitäten verlangt.

3) Täglich soll von Morgens 9 Uhr bis Nachmittags 2 Uhr eine Sitzung stattfinden, am Mittwoch Abend 8 Uhr eine Abendsitzung, ein großes öffentliches Meeting am Sonnabend Abend und ein Schluß-Banket am Sonntag.

Bürger Volders will auf keinen Fall die Abstimmung nach Köpfen zulassen, da dieselbe auf eine Majorisirung des Congresses durch die Franzosen hinauskomme. Er fragt an, welche Gründe das Bureau gehabt habe, diesen Modus der Abstimmung vorzuschlagen.

Bürger Vaillant antwortet im Namen des Bureau's, daß auf einem internationalen Congreß die Nationalität keine Bedeutung habe. Es soll hier nicht länger Franzosen, Deutsche, Belgier 2c. geben, sondern nur Mitglieder einer großen internationalen Socialistenfamilie.

Bürger Keßler will selbst als Ausnahme keine Abstimmung nach Nationalitäten zulassen. Es gibt hier nur ein einziges Proletariat, in welchem weder große noch kleine Nationalitäten, die majorisiren oder majorisirt werden könnten, einen Platz finden. Er bemerkt außerdem einen Grund der Praxis dafür, sich an die Abstimmung nach Köpfen zu halten, weil nämlich die andere Abstimmungsweise das Beiseitetreten der Delegirten einer jeden Nation zur Verständigung über ihr nationales Votum erfordern würde, wodurch man eine kostbare Zeit unnütz verliere.

Bürger Bebel entgegnet, die Abstimmung nach Nationalitäten müsse für gewisse Fälle aufrecht gehalten werden, damit denjenigen Socialistenparteien, welche, wie die deutsche Socialdemokratie, Ausnahmegesetzen unterstellt seien, die Möglichkeit gewährt werde, sich von etwaigen Beschlüssen, für welche sie keine Verantwortung übernehmen kann, loszutrennen.

Mit großer Majorität wird angenommen, daß die Abstimmung nach Köpfen Regel ist und daß im Falle, die Delegirten eines Landes verlangen einstimmig die Abstimmung nach Nationalitäten, diese als Ausnahme zugelassen wird.

In einer langen Debatte verlangen einerseits die Bürger Guillot, Brunet und Duprès Abendsitzungen in größeren Sälen zu Zwecken der Propaganda und Agitation, und erklären andererseits die Bürger Antide Boyer, Vaillant und Bebel, daß ein internationaler Congreß eine ganz andere Aufgabe habe: die Verständigung zwischen den Arbeitern allerorts zu einer gemeinsamen Aktion, worauf der Congreß den Vorschlag des Bureau's betreffs der Zeit der Sitzungen annimmt.

Die Sitzung wird geschlossen, nachdem man an die Spitze der Tagesordnung für die nächste Sitzung die Einigungsfrage gesetzt hat.

Dinstag, den 16. Juli.

Vormittags-Sitzung.

Den Vorsitz führt der Bürger Deville, der um die größte Ruhe bittet. Er ist entschlossen, die vom Congreß selbst im Interesse Aller festgesetzten Ordnungsregeln voll zur Geltung zu bringen. Er wird deshalb keine Bitte ums Wort berücksichtigen, welche ihm nicht schriftlich zugestellt ist; dagegen kann Jeder, der auf der Rednerliste steht, mit Sicherheit darauf rechnen, an's Wort zu kommen, wenn er an der Reihe ist. Zunächst bezieht sich die Debatte, welche sogleich beginnen wird, auf die Verschmelzung der Congresse, und nur auf diese Fragen.

Nach der Verlesung der Telegramme und Zustimmungsbriefe schlägt der Präsident vor, die Redezeit für jeden Redner auf 5 oder 10 Minuten zu beschränken. Der Congreß entscheidet sich für 5 Minuten, macht aber auf die Bitte des Bürgers Lafargue eine Ausnahme für die Referenten, deren Zeit nicht beschränkt sein soll.

Bürger Andrea Costa zeigt an, daß außer den bereits vertretenen socialistischen Arbeiter-Organisationen das Central Comitee der Italienischen Arbeiter-Partei, welches über 10,000 Mann hinter sich hat, und zwar zum großen Theile Landleute, als Delegirten den Bürger Croce sendet. Außerdem haben zwölf Arbeitergruppen in Rom

ein Telegramm gesandt, in welchem sie ihre Wünsche für die Wiederherstellung der Internationalen Arbeiterassociation ausdrücken. Bürger Costa schließt sich von ganzem Herzen zu Gunsten der Verschmelzung der beiden Congresse, dem Briefe der Belgischen Arbeiterpartei und der Adresse der Amerikanischen Föderation an. Er hofft, daß der andere Congreß darauf eingehen und daß eine herzliche Verständigung das Ergebniß sein wird.

Bürger Volders kommt auf die Art der Abstimmung zurück, da Bürger Vaillant ihn nicht überzeugt hat. Er unterstützt den Antrag der Belgischen Arbeiterpartei. Seiner Meinung nach hat der Congreß die Aufgabe, die Verschmelzung herbeizuführen. Erreicht er nichts als dieses, so wird er schon eine große und wichtige Arbeit erledigt haben. Redner fordert die Verschmelzung im Namen der Belgier, die er vertritt, der Niederländer, der Italiener, kurz fast aller nichtfranzösischen Delegirten. Wir sind — sagt er — eine demokratische Partei, also den Entscheidungen der Majorität unterworfen. Nun, die Majorität will die Verschmelzung; die Verschmelzung muß also zu Stande kommen und persönliche Abneigungen müssen sich unterordnen. Für den Fall jedoch, daß das Verschmelzungsprojekt nicht durchdringt, fordert er für die Belgier die Ehre, auf 1890 oder 1891 nach Belgien den nächsten internationalen Congreß zu berufen, und zwar in einer Weise, welche die Spaltungen begräbt, die bei längerer Dauer mit Nothwendigkeit sich auf die anderen Länder ausdehnen müßten, so daß man überall ein getheiltes, mithin machtloses Proletariat bekäme.

Bürger Cipriani schließt sich den Worten des Bürgers Volders an. Ohne Einigkeit bleiben die Proletarier die Sklaven ihrer Lohnherren. Wir brauchen einen einzigen Congreß, in welchem für persönliche Empfindlichkeiten und Führer-Eitelkeiten kein Platz ist. Die persönlichen Fehden müssen zum Frieden kommen. Die Einigkeit der großen Arbeiterfamilie ist unerläßlich für den Kampf gegen die Boulangisten, Bonapartisten und sonstigen Reaktionäre. Die Italiener haben den zwingenden Auftrag erhalten, für diese Einigung alle ihre Kräfte aufzubieten, um das Schauspiel einer Spaltung des Proletariats im Lande der Revolution zu vermeiden. Bürger Cipriani bittet den Congreß inständigst, sich dem Friedensvorschlage zuzuwenden, da der Possibilistencongreß ebenfalls eine Arbeiterpartei vertritt. Zum Schluß ruft er aus: „Die Einigung drängt sich auf!"

Bürger de Paepe ist verwundert darüber, daß das Verschmelzungsprojekt nicht glatt an's Ziel kommt, wie ein Brief durch die Post. Er ist enttäuscht, weil er die Sache sich in die Länge ziehen sieht. Er ist überzeugt, daß die Einigung von den Veranstaltern beider Congresse gewünscht wird; aber er glaubt, daß es diesem Congresse, als dem socialistischeren und vorgeschritteneren zukommt, die Sache in die Hand zu nehmen und eben dadurch seinen consequenten Socialismus zu bethätigen. Da dieser Congreß überdies einen Tag früher als der anderere eröffnet ist, hätte er schon etwas für die Vereinigung thun können. Bürger de Paepe weiß wohl, daß die Rankünen (der Groll) nicht alsbald verschwinden, aber man könnte doch, ohne der persönlichen Würde etwas zu vergeben, Schulter an Schulter zusammentreten in einem einigen Congreß. Er hofft, daß die Franzosen in Gegenwart der Ausländer sich zur Einigung bequemen werden, in Befolgung des beim Gemeinderath der Stadt Paris von den Erwählten der verschiedenen socialistischen Richtungen gegebenen Beispiels guter Kameradschaft.

Bürger Duprès: Man spricht so viel von der Verschmelzung. Hat man aber auch untersucht, ob eine Verschmelzung möglich ist zwischen revolutionären Socialisten und Cadettisten*) wie Joffrin? Unsere auslän-

---

*) Als die Gefahr des Boulangismus in Frankreich auftauchte, gründeten die bürgerlichen Republikaner eine Gesellschaft der „Menschen-

dischen Freunde sind nach Paris gekommen, um sich mit dem arbeitenden und revolutionären Frankreich zu verständigen, nicht mit den Verbündeten des bürgerlichen Radikalismus und des Opportunismus. Was würden z. B. die so vorgeschrittenen deutschen Socialisten von uns denken, wenn sie sähen, wie wir uns vor den Bundesgenossen der Ranc und Clemenceau auf den Bauch werfen? Die Socialisten können nicht zu den Possibilisten kommen, weil die letzteren lediglich Bourgeois-Politiker sind, und weil die ausländischen Socialisten sich nicht auf eine Vereinigung mit Bourgeois einlassen würden. Daß es trotz alledem bei den Possibilisten überzeugte Socialisten gibt, bestreitet Niemand. Aber mögen dieselben doch zu uns kommen, und die Anderen mögen wegbleiben!

Bürger Liebknecht bemerkt, daß vor den Belgiern und Italienern, bereits in der Eröffnungs-Sitzung, die Delegirten von Berlin, als die Ersten, den Vorschlag der Verschmelzung der Sprache gebracht haben. Die Deutschen haben von jeher die Verschmelzung begünstigt und stehen auch noch auf diesem Standpunkt. Aber es handelt sich darum, eine angemessene Form zu finden, welche Niemanden kränkt und Niemanden herabwürdigt und kein Mißtrauen hervorruft; ohne eine solche Form würde man durch die Verschmelzung nur einen neuen Eris-Apfel unter die Socialisten werfen. Es ist ganz unmöglich, die Verschmelzung um jeden Preis zu verlangen. Eine solche Forderung hätte die Bedeutung eines Tadelsvotums gegen die Veranstalter des Congresses, welche ihre Pflicht vollständig erfüllt und alles Mögliche gethan haben, um die Einigung herbeizuführen. Die Einigung ist unzweifelhaft eine sehr schöne Sache; aber man wird sie nicht zu Gunsten Derer ausführen können, welche die Schuld dafür trifft, daß die Eintracht noch nicht vorhanden ist, und zum Schaden Derer, welche, wie die Haager Conferenz und die Pariser Organisations-Commission, Alles gethan haben, um die Eintracht herbeizuführen. Redner erzählt die Vorgeschichte des Internationalen Congresses von Paris. Er erinnert daran, daß zunächst die deutsche Socialdemokratie durch den Congreß von St. Gallen beauftragt war, einen Internationalen Congreß zu veranstalten. Dieser Congreß war in bester Vorbereitung, als man erfuhr, daß die en lichen Trades Unions einen Internationalen Congreß nach London für 1888 zusammenberiefen. Die deutsche Socialdemokratie verzichtete sofort auf ihren Congreß, um sich dem Londoner anzuschließen, in der sicheren Annahme, daß das Parlamentarische Comitee der Trades Unions Bedingungen zulassen würde, welche annehmbar wären auch für die Länder, die in Folge einer abnormen Gestaltung der öffentlichen Zustände den Delegirten ihrer mächtigen Arbeiter-Organisationen kein reguläres Mandat mitgeben könnten. Statt dessen machte das Parlamentarische Comitee derartige Anforderungen, daß weder die Deutschen noch die Oesterreicher an einem solchen Congreß hätten Theil nehmen können. Hätte man unter den in London geforderten Bedingungen Mandate beigebracht, so hätte das in den beiden genannten Ländern die Auflösung aller Arbeiter-Organisationen und die Confiskation ihrer Kassen zur Folge gehabt. Vergeblich setzten sich die deutschen Socialisten mit dem Comitee der Trades Unions in Verbindung, um annehmbare Bedingungen zu erlangen. Dasselbe hielt seine Prätensionen aufrecht, was für die Praxis auf die systematische Ausschließung von Deutschland und Oesterreich hinauslief. Die Schweizer und Amerikaner hielten sich grundsätzlich und demonstrativ von einem solchen

---

rechte", der alle Vertheidiger der Republik beitreten sollten. Die Possibilisten traten dem republikanischen Bourgeois-Mischmasch bei und wurden damit offiziell Schleppträger der bürgerlichen Parteien und des Regierungs-Opportunismus. Die „Gesellschaft der Menschenrechte" wurde in der Rue Cadet gegründet — daher die Bezeichnung „Cadettisten", „cadettistisch" u. s w. für die französischen Regierungsparteien

Congreß zurück, indem sie gegen denselben protestirten. Der auf diese Weise constituirte Londoner Congreß und seine Beschlüsse können also für die deutschen Socialisten nicht den geringsten Werth haben. Die Deutschen hatten aber noch einen zweiten Grund, sich von dem Internationalen Pariser Congreß zurückzuhalten, der in London beschlossen wurde, und mit dessen Organisation eine einzige Fraktion des französischen Proletariats beauftragt war: dieser neue Internationale Congreß wurde nämlich genau nach dem Muster des ersten einberufen. Indessen berief die andere Fraktion des französischen Proletariats ihrerseits einen Internationalen Congreß nach Paris ein mit den liberalsten Grundsätzen der Zulassung. Die Welt des Proletariats sollte also zwei internationale Congresse zu sehen bekommen. Da unternahmen die Deutschen einen Versuch, behufs eines einigen Congresses eine Verständigung herbeizuführen. Diese Verständigung sollte von einer Internationalen Conferenz ausgehen, die, ursprünglich für Nancy verabredet — das als der bequemste Begegnungsort für die Franzosen angesehen wurde —, schließlich im Haag zu Stande kam. Beide französische Fraktionen waren ohne Parteilichkeit dahin eingeladen. Aber die Possibilisten blieben weg: sie weigerten sich hinzukommen unter Angabe rein formeller Gründe. Trotz ihres ablehnenden Verhaltens beherrschte der Geist der Versöhnlichkeit die Conferenz, wie unsere belgischen Freunde und Genossen Anseele und Volders es bezeugen können. Man bewilligte die Anerkennung des vom Londoner Congreß den Possibilisten gegebenen Mandats, wie unvollkommen es auch war. Man stellte nur zwei Bedingungen: erstens, der Congreß soll souverän sein in der Bestimmung über seine Tagesordnung und in der Prüfung der Vollmachten seiner Mitglieder; zweitens, die Einberufung soll von allen Socialistenparteien ausgehen und zugleich von den Possibilisten und von den Bevollmächtigten der Congresse von Bordeaux und Troyes unterzeichnet sein. Die Possibilisten lehnten diese so vollkommen gerechten beiden Forderungen rundweg ab. Eine Congreßberufung von unserer Seite war also unvermeidlich. Trotz alledem sind wir heute noch für die Einigung; aber, wie ich schon erklärt habe, wir müssen eine Form finden, welche uns nicht Denen zu Füßen wirft, welche bisher jeden Ausgleich vereitelt haben. Liebknecht verliest darauf die nachfolgende Resolution und fügt mit Nachdruck hinzu: „So weit wie diese Resolution können wir gehen. Es ist sogar nöthig, daß wir bis dahin gehen; weiter aber zu gehen vermag ich für mein Theil nicht, ohne meine Freunde und meine Ehre preiszugeben."

Wortlaut der Resolution Liebknecht:

> Der Congreß erkennt an, daß die Mitglieder der Haager Conferenz und des Pariser Organisationscomitee's ihren aufrichtigen Wunsch bethätigt haben, eine Verständigung aller socialistischen Parteien und Arbeiter-Organisationen betreffs des Internationalen Congresses herbeizuführen, und bedauert, daß die behufs einer solchen Verständigung gethanen Schritte nicht zum Ziel geführt haben.
>
> Wir sprechen aus, daß die Einigung die unerläßliche Vorbedingung für die Befreiung des Proletariats ist, und daß es demnach die Pflicht jedes Socialdemokraten ist, keinen Schritt zu unterlassen, welcher zur Unterdrückung der Zwietracht beitragen könnte.
>
> Der Congreß erklärt sonach, daß er auch jetzt noch zur Verständigung und Einigung bereit ist, vorausgesetzt, daß die Gruppen des anderen Congresses eine Resolution in diesem Sinne annehmen, welche für alle Mitglieder unseres Congresses annehmbar ist.

Bürger Tressaud (Marseille) bekämpft jede Einigungs-Idee, auch die Resolution Liebknecht, und zwar aus verschiedenen Gesichtspunkten. Zunächst aus materiellen Gründen. Die ganze Arbeit der Constitution

des Congresses müßte wieder von vorne anfangen; man müßte ein neues Lokal aufsuchen u. s. w. Sodann und vornehmlich: wir können uns nicht mit unseren schlimmsten Feinden verbünden. So wenig sich die deutschen Socialisten mit den Pseudo-Socialisten à la Bismarck verbünden können, so wenig ist es uns möglich, uns den Helfershelfern von Ferry und Clemenceau anzuschließen. Man sagt uns immer, Boulanger ist der Feind; aber er ist nicht der einzige Feind. Neben ihm steht Ferry. Und wir können unsere Hand nicht in die Hand der Bourgeois legen, die uns beherrschen und unterdrücken. Tressaud legt demnach im Namen der 58 Gewerkschaften von Marseille, welche er vertritt, eine Resolution folgenden Wortlauts auf den Tisch des Bureau's:

In Anbetracht, daß der Internationale revolutionäre Socialisten-Congreß aus der Vereinigung der nationalen Congresse von Marseille, Havre 2c. mit den in Lyon, Montluçon und Bordeaux abgehaltenen Congressen der Arbeiter-Gewerkschaften hervorgegangen ist, daß er demnach der ächte Congreß der socialistischen Arbeiterpartei ist, daß seine Thore auch jetzt noch allen socialistischen Gruppen und Zirkeln offen stehen, wie auch den Arbeiter-Gewerkschaften

daß ferner jedes Entgegenkommen zur Einigung den Veranstaltern des Dissidenten-Congresses dargeboten ist; daß eine Conferenz über diesen Gegenstand im Haag abgehalten ist und daß sie nur negative Resultate ergeben hat; daß die Dissidenten jede Versöhnung von sich gestoßen haben, aus politischen Motiven, welche sie nicht eingestehen können, und deren Sinn unseren Freunden aus der Fremde vielleicht nicht klar wird, welche aber von den französischen Socialisten vollkommen durchschaut werden

aus diesen Gründen beschließt der Congreß, daß es nicht angebracht ist, Leuten auf's Neue entgegenzukommen, welche schon seit langer Zeit Hand in Hand mit den schlimmsten Feinden der Arbeiter marschiren — mit den Opportunisten und Bourgeois-Radikalen, mit denen sie die schmachvolle Allianz der Rue Cadet geschlossen haben —

und geht zur Tagesordnung über.

Dem ungeachtet rufen wir allen Delegirten der Gruppen, Zirkel und Gewerkschaften auf's Neue zu, daß sie mit der Herzlichkeit aufgenommen werden, welche in der Natur unabhängiger Socialisten liegt.

Zum Schluß bemerkt Bürger Tressaud: „Sie sehen also, daß wir Niemand ausschließen wollen. Alle Organisationen, welche sich uns nähern, sollen willkommen sein."

Bürger Morris (England) ist ebenfalls für einen Congreß, der Allen offen steht, hält aber die Verschmelzung für nicht ausführbar. Die hier vertretenen Parteien haben diesen Congreß als einen wirklich socialistischen gewählt und werden nirgendwo sonst hingehen können. Was wir anstreben, das ist eine Umwandlung der Grundlagen der Gesellschaft, d. h. die Emancipation der Arbeit durch entsprechende Neugestaltung aller Verhältnisse, während man auf dem anderen Congreß sich begnügen will, das Schicksal der modernen Sclaven in Grenzen, die mit der heutigen Ordnung der Dinge verträglich sind, zu veranlassen. Die Possibilisten pflegen nur einen Wahl-Opportunismus, aber keinen Socialismus. Wenn wir zum anderen Congreß übergingen, würden wir nur einer Bourgeois-Versammlung die socialistische Marke aufdrücken. Unser Congreß steht allen Menschen offen, die guten Willens sind, aber die Verschmelzung ist eine vollkommene Unmöglichkeit. Die beiden Congresse sind zu verschiedenartig, um sich verschmelzen zu können. Hier erstrebt man die Abschaffung des Arbeitslohnes, dort nichts als schwächliche Reformen. Wir sind revolutionäre Socialisten und haben nichts zu schaffen mit Cadettisten.

Bürger Lafargue übersetzt die Rede von Morris ins Französische.

Bürger Costa (Italien) protestirt gegen die Uebersetzung des Bürgers Lafargue, und behauptet, daß dieselbe „zu frei“ sei.

Der Vorsitzende bemerkt dem Bürger Costa, daß Bürger Morris französisch versteht, da er sich als Uebersetzer aus dem Englischen in's Französische hat einschreiben lassen, und daß er demnach selbst in der Lage wäre, gegen eine ungenaue Uebersetzung seiner Rede zu protestiren. Gleichwohl ist Bürger Morris zufrieden.

Bürger Lavigne (Bordeaux): „Wir haben immer die versöhnlichste Gesinnung bewiesen. Lafargue, unser Delegirter bei der Conferenz, hatte den Auftrag, sich allen auf der Haager Conferenz etwa hervortretenden Einigungs-Bestrebungen anzuschließen, und er hat seinen Auftrag getreulich ausgeführt, wovon Anseele und Volders sich haben überzeugen können, ebenso wie sie es wissen — denn sie sind es, welche die Haager Vorschläge den Possibilisten übermittelt haben —, mit welcher Schroffheit die Letzteren diese Vorschläge verwarfen. Sollen Die, welche von Anfang an Alles gethan, um eine Einigung herbeizuführen, und welche außerdem stets der socialistischen Sache gut gedient haben, sollen Die sich das Ansinnen gefallen lassen, vor Jenen sich zu beugen, welche stets die Verständigung schroff ablehnten, während sie gleichzeitig Verrath auf Verrath häuften?“ — Redner dankt den auswärtigen Freunden für ihre guten Absichten. Aber sie müssen wissen, daß man Alles gethan hat, um die Doppelheit des Congresses zu vermeiden. Wolle man es den Possibilisten recht machen, so müsse man eine Delegation zu ihnen schicken, was ihnen zum Vorwand gereichen würde, der Welt zu verkünden, unser ohne sie zu Stande gekommene Congreß habe Schiffbruch gelitten, und wir hätten uns unterwerfen müssen. Lavigne legt eine von ihm, Baudin und Dormay unterzeichnete Resolution in diesem Sinne vor, zieht sie aber zu Gunsten der Resolution Tressaud zurück.

Bürger Keats (England) meint, daß es materiell unmöglich sei, die beiden Congresse zu verschmelzen. Es ist zu spät. Er meint, ein unter solchen Umständen geeinigter Congreß würde kein Versöhnungswerk zu Stande bringen, sondern sich in einen Debattirklub verwandeln, wenn nicht in ein Schlachtfeld. Man hat ja seiner Zeit die Einladungsschreiben beider Congresse kennen gelernt; ihr Charakter war ein so verschiedener, daß keine Verwechslung möglich war. Die Veranstalter unseres Congresses sind von der Bourgeois-Presse und von den Journalen, welche den Socialistennamen brandmarken, mit Beschimpfungen überhäuft worden. All' die boshaften Antisocialisten Englands, welche nicht das Loos der Arbeiter, sondern ihre eigene Lage verbessern wollen, sind mit den ihnen ähnlichen possibilistischen Führern zum anderen Congreß gegangen. Sie würden überglücklich sein, nach Bewerkstelligung der Verschmelzung beider Congresse zu den englischen Bourgeois sagen zu können: Wir haben das von Euch uns gegebene Mandat treulich ausgeführt und den Internationalen Socialistencongreß zerstört.

Die Deutschen Delegirten bitten um Schluß der Debatte. Es sind noch 35 Redner eingezeichnet. Bürger Lafargue bittet, ihm zu erlauben, daß er den Commissionsbericht vorlese. Da derselbe bereits an die Delegirten vertheilt ist, wird dieser Antrag abgelehnt.

Bürger Sommer (Dresden) spricht für den Schluß, da seine Collegen und er über den Gegenstand genügend aufgeklärt seien. Die Trades Unions und die Gewerkschaften, welche sich dem Possibilisten-Congreß angeschlossen haben, sind nicht socialistisch, und so gut wie wir uns von den unsocialistischen Vereinen à la Schulze-Delitzsch haben trennen müssen, müssen wir auch den Anderen, den Franzosen, die Freiheit lassen, eine analoge Scheidung vorzunehmen.

Nach einigen Worten von Keir Hardie (England) und Morris (England) gegen den Schluß und von Luß (Frankreich) für Uebergang zur Tagesordnung, wird der Schluß mit großer Mehrheit angenommen.

Bürger de Paepe (Belgien) bittet, an die Abstimmung anknüpfend, um eine Ausnahme zu Gunsten der Nationalitäten, welche noch nicht zur Sache geredet haben und der englischen Delegirten von anderer Ansicht als Keats und Morris.

Dieser Antrag, welcher den Spaniern, Rumänen, Skandinaviern, Oesterreichern und Amerikanern Gehör verschaffen will, wird durch eine Abstimmung für absoluten Schluß verworfen.

Bürger de Paepe, an diese neue Abstimmung anknüpfend, verlangt, daß man die Abstimmung nach Nationalitäten entscheiden lasse.

Der Vorsitzende bemerkt, daß dies die Wiederaufnahme der Debatte unter einer anderen Form wäre.

Bürger Costa (Italien) ersucht den Bürger de Paepe, seinen Antrag zurückzuziehen, was geschieht. Nachdem Bürger Mesa (Spanien) erklärt hat, die spanischen Delegirten beugten sich vor dem Willen der Majorität, entscheidet der Congreß über den Antrag des Bürgers Jaclard, es sei in Zukunft vor der Abstimmung zu entscheiden, ob man nach Köpfen oder nach Nationalitäten stimmen wolle. Ein Votum, nach dieser oder jener Art einmal zu Stande gekommen, ist absolut bindend.

Bürger Mesa (Spanien) bittet, in Zukunft möge nicht zur Abstimmung geschritten werden, bevor nicht wenigstens ein Vertreter jeder Nationalität Gehör erhalten habe.

Bürger Werner (Berlin) erklärt vor Verlesung der weiteren Anträge, wenn er in der Eröffnungssitzung Aufschlüsse über die vorbereitenden Schritte behufs der Verschmelzung verlangt habe, so habe er damit nicht den geringsten Tadel gegen die Veranstalter des Congresses aussprechen wollen. Liebknecht habe seitdem die gewünschten Aufschlüsse beigebracht. Redner zieht hierauf seinen Antrag aus der Eröffnungssitzung zurück: „denn wir haben dieselben Gesichtspunkte wie die französischen Marxisten; wir sind unbedingt gegen die Verschmelzung mit den Possibilisten."

Antrag Vaillant.

> Der Congreß erklärt, daß die Haager Conferenz und die Pariser Organisations-Commission alles Mögliche gethan haben, nicht nur, um den Congreß zu Stande zu bringen, sondern auch für die Einigung und Verständigung.
>
> Der Congreß appellirt an das Zugehörigkeitsgefühl der wenigen Gruppen und Gewerkschaften, welche bis jetzt bei Seite geblieben sind, und geht zur Tagesordnung über.

Bürger Vaillant fügt der Verlesung hinzu: Nach dem, was man gethan hat, kann man nichts mehr thun. Unser Congreß steht Allen offen, welche an demselben Theil nehmen wollen. Wir können keinen Schritt weiter gehen, weil wir ein socialistischer Congreß bleiben wollen.

Antrag Guesde-Deville-Jaclard-Longuet-Lafargue.

> In Anbetracht, daß die auf dem von der Haager Conferenz ausgegangenen Congreß vertretenen Socialisten-Parteien sich an zahlreichen Versuchen zu einer Verschmelzung beider Congresse betheiligt und alle Anstrengungen gemacht haben, eben diese Einigung zu bewirken, zu deren Gunsten sie sich heute erklären sollen, und daß alle ihre Bemühungen gescheitert sind,
>
> In Anbetracht, daß ein Versuch neuer Schritte nicht von Denen zu verlangen ist, welche sich stets bereit zur Einigung erklärt und welche dabei bis heute nur Abweisungen erfahren haben, fordert der Congreß die Fürsprecher dieser neuen Schritte auf, sich zunächst nicht an Die zu wenden, welche bereits in die Verschmelzung eingewilligt haben, sondern an Die, welche sie zurückgestoßen haben, verschiebt jede Entscheidung bis dahin, wo er einen förmlichen Antrag der Letzteren vor sich sehen wird, und geht zur Tagesordnung über mit der Bemerkung, daß er nach wie vor allen socialistischen Arbeitergruppen offen ist.

2*

Bürger Jules Guesde bemerkt, diese Tagesordnung bezwecke eine Vertauschung der Rollen zu verhindern. Es gehört sich nicht, daß Diejenigen, welche immer noch der Verständigung gestrebt haben, so dargestellt werden, als hätten sie dieselbe vereitelt.

Antrag Domela-Nieuwenhuis.

Der Congreß

Mit Bedauern wahrnehmend, daß alle Bemühungen, sich zu einem einzigen Congreß zusammenzuschließen, resultatlos geblieben sind,

In Anbetracht, daß die Tagesordnung beider Congresse fast ganz dieselbe ist,

In Anbetracht, daß die Einigung der Arbeiter der ganzen Welt die Pflicht Aller ist,

Beschließt, daß die Verschmelzung beider Congresse angenommen ist, daß man die Giltigkeit der Mandate hüben und drüben anerkennt, und daß, sobald der andere Congreß eine gleiche Resolution angenommen hat, eine Commission gewählt werde, um sich über die Einigung zu verständigen.

„Ich muß von vornherein — sagt Bürger Domela-Nieuwenhuis — um Ihre Nachsicht bitten, denn ich kann nicht laut sprechen; das viele Hin- und Herreden hat mich beinahe meiner Stimme beraubt. Ich meine, daß unsere Resolution nicht vieler Worte bedarf, denn sie spricht für sich selbst. Wir Anderen, die wir nicht in Frankreich wohnen, wollen uns nicht in Streitigkeiten der französischen Socialisten einmischen, aber wir wollen auch nicht, daß diese verschiedenen Zwistigkeiten über ihr Gebiet hinausgreifen und international werden. Wir wollen eine internationale Verständigung, keine internationale Spaltung. Wir haben nicht zu untersuchen, wer an dieser bedauerlichen Differenz die Schuld trägt, aber uns alle berührt die Thatsache, daß es zwei Congresse gibt mit fast derselben Tagesordnung. Haben wir nicht die heilige Pflicht, alles Mögliche zu thun, um die zwei Congresse zu einem zu machen, wenn wir auch dabei unsere Eigenliebe zum Opfer bringen müssen? Mich dünkt — Ja! Als ich in unsern Saal trat, war das Erste, was ich sah, das Wort unseres erlauchten Freundes und Meisters Karl Marx, das Testament, welches er uns hinterlassen hat: Proletarier aller Länder, vereinigen wir uns!" Marx hat nicht gesagt: Socialisten aller Länder!, sondern schlechthin: Proletarier aller Länder! Wohlan, wir verkündigen dies Evangelium! Wir dürfen diese Lehre nicht ein todtes Wort bleiben lassen, wir müssen sie in der Praxis bethätigen. Man sage nicht: „Es gibt nur Eine wirklich katholische Kirche und Alle Andern sind Ketzer und Dissidenten." Ich weiß es, die Possibilisten haben uns in ihrem Blatte „Le Parti Ouvrier" („die Arbeiterpartei") schon ebenso genannt. Aber das ist für uns kein Grund, ihnen auf diesem Wege zu folgen. Es wäre das auch, so zu sagen, eine Advokaten-Spitzfindigkeit, denn wer wird behaupten, das Programm der Possibilisten Frankreichs, das Programm der Social-democratic Federation*) Englands sei nicht socialistisch? Wer wird sagen, man habe im Vorjahre in London nicht den Beschluß gefaßt, einen socialistischen Congreß abzuhalten? Nein, wir wollen nicht untersuchen, wer von beiden Recht hat, aber in diesem Moment, wo das Auge der ganzen Welt auf Paris und die Haltung der Socialisten gerichtet ist, wäre es zu beklagen, wenn die bürgerliche Welt das Vergnügen genösse, im socialistischen Lager eine Theilung zu erblicken. Die Theilung ist ihr Triumph und unsere Schande! Wenn die Delegirten von überall einstimmig sagen: „Wir feiern den Jahrestag der französischen Revolution! Wir halten es für eine vortreffliche Idee, daß sich auf diesem Feste die Socialisten der ganzen Welt zusammenschließen", —

*) Socialdemokratische Vereinigung — Name einer englischen Parteigruppe.

wohlan, sohaben wir das Recht zu verlangen, daß die beiden Socialistenparteien Frankreichs für diesen Augenblick einen Waffenstillstand machen, damit wir, zu unserer Freude und zum Wohle des gesammten Proletariats, der ganzen Welt das Schauspiel zweier zur selben Zeit in derselben Stadt mit demselben Zweck und mit fast derselben Tagesordnung versammelten Congresse ersparen. Ich hoffe, Jeder wird sich unserer Anschauung in der vorgeschlagenen Form anschließen, welche auf beiden Seiten Keinen verletzt, damit wir sagen können: Wir verwerfen die Einigung nicht! Im Gegentheil, wir liefern eine Probe, daß wir zu Opfern bereit sind. Es gibt hier zwei Strömungen, von denen die eine sagt, daß sie die Einigung überhaupt nicht will. Das sind die Franzosen und viele von den Engländern, bei denen die Lage ebenso ist wie in Frankreich, in Folge der Differenzen zwischen der Socialist League und der Social-democratic Federation. Wenn diese so gesprochen haben, so frage ich sie, ob denn die Bemühungen, von welchen Liebknecht berichtete, eine Comödie gewesen sind? Ja oder nein? Will man die Einigung, so muß man Bedingungen suchen, welche sie möglich machen. Nicht was uns trennt, sondern was uns verbindet, bildet unsere Stärke gegen unsern gemeinsamen Feind — und wir haben einen gemeinsamen Feind, den wir alle bekämpfen, den Kapitalismus. Wohlan, meine Freunde, der Kapitalismus wird zittern, wenn er die vereinigten Socialisten gemeinsam gegen ihn marschiren sieht. Unser Kriegsruf lautet: „Nieder mit dem Kapitalismus! Hoch der revolutionäre Socialismus!"

Bürger Domela, der mit lang anhaltendem Beifall begrüßt wurde, endigt unter lebhaftem Beifall.

Bürger Deville entschuldigt sich, weil er seine Pflicht als Vorsitzender verletzt hat, indem er dem Bürger Domela erstens eine mehrmals geschlossene Debatte wieder eröffnen und zweitens länger als 5 Minuten reden ließ. Er hat so gehandelt aus Achtung vor einem Mann, der für die Arbeitersache so Vieles geopfert und so Vieles gelitten hat.

Bürger Merlino (Italien) schließt sich dem Antrag Nieuwenhuis an.

Bürger Adler (Oesterreich) protestirt energisch im Namen der Oesterreicher gegen das Gerede einiger Personen, die österreichische Arbeiter-Partei sei auf dem Possibilisten-Congreß vertreten. Alle Delegirte dieser Partei sind hier, auf dem Socialisten-Congreß, wo sich die internationale Demokratie vereinigt findet. Wir sind für die Einigung, aber wenn man sie will, muß man es vermeiden, Sieger und Besiegte zu machen; anderenfalls wird man nur neue Gehässigkeiten und Theilungen hervorrufen. Nun würden nach dem Antrage Tressaud die Possibilisten die Besiegten sein; nach dem Antrage Nieuwenhuis wären es die Marxisten. Redner ist also für den Antrag Liebknecht. Die fremden Delegirten sollen sich nicht in die Streitigkeiten der Franzosen einmischen.

Erklärung der Rumänen.

> Die rumänischen Delegirten behalten sich vor, ihren Antrag betreffend einen künftigen Congreß nochmals einzubringen, erklären sich aber zunächst einstimmig für den Anschluß an den Antrag Liebknecht, und bitten, man möge den nächsten Congreß in einer solchen Form einberufen, daß alle antikapitalistischen Kräfte im Hinblick auf den Klassenkampf und die Vergesellschaftung der Produktionsmittel zusammengeführt werden.
>
> D. Voinow. C. Racowitz. A. Sculescu. Procopin. Many.

Bürger Busche (Vereinigte Staaten von Amerika) hat ein Mandat für beide Congresse erhalten. Er ist zur Redaktion des Prolétariat (offizielles Organ der Possibilisten) gegangen, und hat die Herren dort nicht socialistisch genug gefunden, deshalb ist er hier. Er ist indessen für die Einigung. Wenn es auf dem anderen Congresse auch nur wenig Socialisten gäbe, so müßte man ihnen doch die Hand bieten.

Bürger Frohme (Deutschland) spricht gegen die bedingungslose Einigung. Man könne persönliche Ansichten der Einigung opfern, aber nicht die Ehre. Er billigt den Antrag Liebknecht, der die Ehre aufrecht hält, im Uebrigen aber so versöhnlich ist wie möglich.

Bürger Iglesias (Spanien) ist auch für die Einigung, aber sie muß mit ein Werk des Kopfes sein, nicht bloß ein Werk des Herzens. Er wundert sich, daß die Niederländer und Belgier in diesem Congreß auf der Einigung bestehen, obgleich sie doch besser, als es ihm möglich ist, über Alles unterrichtet sind, was versucht worden ist, um eine Verständigung herbeizuführen. Dem andern Congresse komme es zu, Einigung zu predigen, denn gerade er hat sie unaufhörlich von sich gestoßen. Iglesias schließt sich dem Antrage Liebknecht an und fügt hinzu, daß die spanischen Delegirten auf dem Possibilisten-Congreß keinen Theil der spanischen Arbeiterpartei vertreten.

Bürger Batisse (Troyes) erklärt sich für Anschluß an den Antrag Guesde.

Bürger Palmgreen im Namen der Delegirten von Schweden und Norwegen und Bürger Petersen (Dänemark) übergeben dem Congreß die nachfolgende Resolution, indem sie hinzufügen:

„Die Einigung mit den Possibilisten, welche sich mit den Bourgeois verbündet haben, ist unmöglich. Gibt es wirklich Gruppen unter ihnen, welche sich auf den Boden des Klassenkampfes stellen, so mögen sie doch zu uns kommen! Die Anderen, die Regierungsleute, mögen sie doch bleiben, wo sie sind!"

Resolution Palmgreen-Petersen.

> In Anbetracht, daß die Einigung aller socialistischen und revolutionären Arbeiter sich von selbst aufdrängt, wünschen wir, die Socialisten von Norwegen und Schweden, auf's Wärmste diese Einigung; aber in Anbetracht, daß diese Einigung sich nur unter Socialisten vollziehen kann, die auf dem revolutionären Klassenstandpunkt stehen, glauben wir nach den beigebrachten Erklärungen für den gegenwärtigen Fall diese Einigung nicht für möglich halten zu können.
>
> Palmgreen, Allard, Delegirte von Schweden.
> A. Jeggesen, Delegirter von Norwegen.

Der Delegirte Keir Hardie (England) ist gegen den Antrag Liebknecht und für den Antrag Nieuwenhuis. Er will die Einigung deshalb, weil auf dem Possibilisten-Congreß socialistische Trades-Unionisten sind, mit denen man sich verständigen kann, da keine prinzipielle Differenz vorliegt, und da wir der Bourgeoisie eine einzige Stirn zeigen müssen.

Bürger Christensen (Dänemark): Die dänische Socialistenpartei hat alles Mögliche für die Einigung gethan, ohne daß man bisher das geringste Resultat erreicht hätte. Sie weist die Erwägungen des Antrages Liebknecht nicht zurück, schließt sich aber doch dem Antrage Nieuwenhuis an.

Bürger John Ritson (Manchester) setzt auseinander, wenn es auf dem andern Congreß Socialisten gäbe, so seien doch die Führer keine Socialisten; übrigens seien alle Einigungsversuche von unserer Seite ausgegangen und von jener zurückgewiesen worden, und schließlich fehle es jetzt thatsächlich an der Zeit, um die Einigung durchzuführen.

Bürger Wortelmans (Antwerpen) begreift nicht, daß man von den Possibilisten spricht, als ob sie keine Socialisten wären, da ihr Congreß doch dieselbe Tagesordnung hat wie der unsere.

Bürger Kuhnert (Berlin) unterstützt den Antrag Tressaud. Er findet, ein frischer, fröhlicher Krieg sei mehr werth als ein fauler Friede.

Bürger Cipriani (Italien) verlangt im Namen der italienischen Delegirten die Abstimmung nach Nationalitäten.

Drei Anträge kommen in Frage, da die Unterzeichner der Anträge Guesde und Vaillant sich dem von Liebknecht anschließen; es sind dies

außer dem eben genannten von Liebknecht die Anträge Nieuwenhuis und Tressaud. Letzterer erklärt, daß er nicht, wie de Paepe behauptet, gegen die Einigung ist, sondern nur dagegen, daß wir sie verlangen.

Die Abstimmung ergibt folgendes Resultat:

für den Antrag Liebknecht: Deutschland, Schweiz, Rumänien, Elsaß-Lothringen, Rußland, Polen, Oesterreich, Ungarn, Spanien, Amerika, England, Frankreich — 12 Nationalitäten.

für den Antrag Tressaud: Schweden und Norwegen — 2 Nationalitäten;

für den Antrag Nieuwenhuis: Belgien, Niederlande, Italien, Dänemark — 4 Nationalitäten.

Der Antrag Liebknecht ist also angenommen.

Indem Vaillant das Votum Frankreichs mittheilt, macht er einen gewissen Vorbehalt. Alle Franzosen, sagte er, waren einstimmig für den Antrag Tressaud. Aber mit Rücksicht auf die Umstände und aus Willfährigkeit gegen die auswärtigen Delegirten, haben sie sich dem Antrag Liebknecht angeschlossen, da derselbe die Würde des Congresses genügend schützt und den Boden der Organisations-Commission und des Haager Congresses nicht verläßt. Die englischen Delegirten schließen sich diesem Vorbehalt an und bringen ihre volle Sympathie für den Antrag Tressaud zum Ausdruck.

Nach der Bekanntmachung des Abstimmungsresultats wird die Sitzung um 3 Uhr Nachmittags vertagt.

Mittwoch, den 17. Juli.

Morgen-Sitzung.

Bürger Vaillant führt den Vorsitz und zeigt an, daß er in der Abendsitzung eine große Anzahl neu angekommener Briefe und Telegramme mittheilen werde.

Auf der Tagesordnung steht die Berichterstattung über die Lage der Arbeit und die socialistische Bewegung in den verschiedenen Ländern.

Lafargue zeigt an, daß ein finnländischer Delegirter eingetroffen ist, Bürger Finn. Derselbe wird durch Akklamation in's Bureau gewählt.

Ein Brief der Labor Elector Association (Arbeiter-Wähler-Gesellschaft) zeigt dem Congreß an, daß ihr Abgesandter Cunninghame Graham, Mitglied des englischen Parlamentes, heute oder morgen in Paris eintreffen werde.

Lafargue ersucht jede Nationalität, eine vollständige Liste ihrer Delegirten mit deren Adressen anzufertigen und dem Bureau zu übergeben, damit die Liste, einem Antrag Vollmar's entsprechend, an alle Congreßmitglieder als Andenken vertheilt werden könne.

Der Congreß genehmigt diesen und noch einen Vorschlag Lafargue's, nach welchem eine Uebersicht aller von den verschiedenen Congreßdelegirten für die Arbeitersache erlittenen Verurtheilungen zusammengestellt werden soll.

Bürger Sebastien Faure, Anarchist, protestirt sowohl in seinem Namen wie in dem seiner Kameraden gegen jede Annahme, daß von ihrer Seite systematisch Schwierigkeiten bereitet würden. „Wir sind keine Gegner" — fügt er hinzu.

Grade in diesem Augenblick wurde übrigens im Congreßsaale selbst ein Plakat angeheftet, mittels dessen die „Genossen" die Socialisten aufforderten, sich ihrer angemaßten „Führer" zu entledigen, wobei behauptet wurde, die Letzteren seien nichts anderes als Feinde der Proletarierverbrüderung.

Bürger Cipriani erzählt, daß er, entsprechend dem erhaltenen Auftrage, sich mit dem Bürger Costa zum Possibilisten-Congreß begeben habe, um den Antrag Liebknecht betreffs der Verschmelzung daselbst mitzutheilen. Sie fanden eine der Versöhnung günstige Stimmung. Gleichwohl hat der Possibilisten-Congreß beschlossen, die Verschmelzung von einer neuen gemeinsamen Prüfung sämmtlichen Delegirten-Vollmachten abhängig zu machen — ein Vorschlag, gegen welchen Bürger Costa Widerspruch erhoben hat, mit dem Hinweis darauf, daß „man einen Schritt der Brüderlichkeit nicht mit einem Akt des Mißtrauens einleiten dürfe."

Auf den Vorschlag einer Commission behufs mündlicher Verhandlung mit der Possibilisten-Commission antwortet der Congreß, nach einer langen, besonders von den Bürgern Bernstein, Vaillant, Cipriani und Morris geführten Debatte, durch Annahme einer, von Jaclard wie folgt formulirten Resolution:

„Angesichts der vom Possibilisten-Congreß in der Sitzung des 16. d. M. getroffenen Entscheidung, beauftragt der Congreß sein permanentes Bureau, für die nothwendigen Maßregeln Sorge zu tragen."

Hierauf wird sogleich in die Tagesordnung eingetreten, und der Bürger Reichstagsabgeordnete Bebel liefert seinen Bericht über Deutschland, nachdem mehrfach wiederholter Beifall ihn begrüßt hat, etwa wie folgt:

Es ist eines der allerwichtigsten Symptome für den Gang unserer Entwicklung, daß man heute die Frage einer internationalen Arbeiterschutzgesetzgebung erörtern kann. Vor noch kaum zwanzig Jahren wäre es unmöglich gewesen, mit einem solchen Programme Verhandlungen zu eröffnen. Die Arbeiterbewegung beschäftigte sich damals weniger mit der Praxis als mit der Theorie. Die Diskussion der Prinzipienfragen legte die Vorstellung nahe, daß die Umgestaltung der Gesellschaft unmittelbar vor der Thür stehe. Seitdem hat man eingesehen, daß die bürgerliche Ordnung der Dinge zwar unwiderruflich zum Untergang verurtheilt ist, für den Augenblick aber noch Widerstandsfähigkeit genug besitzt, um sich einige Zeit lang aufrecht zu halten; und daß andererseits die Kräfte der Arbeiterklasse noch nicht genügend erstarkt sind, um die nothwendige gesellschaftliche Neugestaltung herbeiführen zu können. Die praktischen Fragen, die Fragen nach dem, was sogleich geschehen soll, um unmittelbar Nutzen zu schaffen, drängen sich in den Vordergrund, und sie haben dazu umsomehr ein Recht, als sie eine eminente Werbekraft besitzen, die Arbeiterklasse mehr und mehr in die socialistische Strömung ziehen und so dem Socialismus die Wege bahnen.

Anfänglich glaubte man bei uns in Deutschland ziemlich allgemein, daß die gewerkschaftliche Bewegung, die Verbände der Fachgenossen, mit ihrem Schwerpunkt in den Alltagsfragen des praktischen Lebens für die Entwicklung des Socialismus ein Hinderniß seien. Allmählich ist man sich über diesen Irrthum klar geworden, in den man hineingerathen war. Die Unmöglichkeit, die Massen mit einem Schlage für das ganze und schließliche Ziel des Socialismus zu gewinnen, und die Unmöglichkeit, dieses Ziel ohne weiteres zu erreichen, nöthigte von selbst dazu, daß man immer mehr für praktische Maßregeln eintrat, die geeignet sind, bei den Arbeitern zunächst das Klassenbewußtsein zu wecken. Die Resultate, welche auf diesem Wege erreicht wurden, sind vortreffliche. Obgleich die deutsche Arbeiterbewegung verhältnißmäßig jung ist, jünger als die Arbeiterbewegung in England und Frankreich, zeichnet sie sich aus durch die Klarheit, mit der sie das zu erreichende Ziel in's Auge faßt, und durch die Kraft, welche sie bereits im Kampfe erprobt hat. Diese ihre Kraft ist schon heute eine solche, daß sie den herrschenden Klassen vielleicht über Gebühr Furcht und Schrecken einflößt.

Diese Entwicklung verdanken wir einerseits der theoretischen Thätigkeit der Socialdemokratie, andererseits den ökonomischen Voraus-

setzungen — dem rapiden Aufschwunge der Groß-Industrie in Deutschland namentlich während der letzten zwanzig Jahre. In dem Maße wie die Arbeiterbewegung immer lebhafter wurde und immer weitere Kreise erfaßte, erweckte sie einerseits bei ihren Gegnern mehr und mehr Besorgniß; andererseits flößte sie ihnen immer größere Achtung ein, und so mußten diese nach und nach die praktischen Forderungen der Arbeiter wenigstens im Prinzip anerkennen, unter diesen auch die einer internationalen Arbeiterschutzgesetzgebung. Heute diskutirt man allgemein, ich möchte sagen offiziell, Fragen, die vor weniger als 20 Jahren von jener Seite in Theorie und Praxis als unzulässig und verwerflich betrachtet wurden. Das ist ein glänzender Beweis für die große Macht, welche die Arbeiterbewegung sich errungen hat, und zeigt, welchen Einfluß sie übt. So wird, zum Beispiel, heut zu Tage Niemand in Deutschland mehr zu behaupten wagen, daß eine internationale Arbeiterschutzgesetzgebung eine Sache der Unmöglichkeit sei, und daß unser ökonomisches System nicht große Mängel und arge Uebelstände aufzuweisen habe.

Diese völlige Umwandlung der öffentlichen Meinung ist das Werk der deutschen Socialdemokratie, deren Bedeutung schon aus der Zahl ihrer auf diesem Congreß erschienenen Vertreter hervorleuchtet.

Schon um's Jahr 1870 hatte die Bewegung eine ansehnliche Stärke erlangt. Aber seit jener Zeit, welche die politische und ökonomische Einheit Deutschlands brachte, ist erst der großartige Aufschwung, den wir seitdem beobachteten, erfolgt, und gleichzeitig wurde die Agitation für praktische Fragen ein charakteristischer Zug der Bewegung. Neben der politischen Organisation der Partei wuchsen Gewerkschaften und Fachvereine wie Pilze aus dem Boden, und traten zahlreiche Zeitungen und Zeitschriften in's Leben, welche die Vorurtheile der öffentlichen Meinung bekämpften und die Arbeiterklasse über ihre Lage aufklärten. Binnen wenig Jahren verfügte die socialistische Partei über nahezu 50 Preß-Organe, von welchen ein Theil täglich, ein anderer zwei oder dreimal wöchentlich erschien, der Rest Wochenschriften waren. Die auf solche Weise erreichten Fortschritte sind zu schätzen nach der wachsenden Anzahl der bei den verschiedenen Reichstagswahlen erzielten Stimmen. Der erste Wahlfeldzug der Partei im Jahre 1867 brachte ihr kaum 100 000 Stimmen. Im Jahre 1871 war die Stimmenzahl nur sehr unerheblich gestiegen, da unter dem Eindruck des Krieges ein enormer Gegendruck von Seiten der Regierung und der systematisch gefälschten öffentlichen Meinung geübt wurde, aber im Jahre 1874 erreichten unsere Stimmen die Zahl 351 000, im Jahre 1877 die Zahl 493 000.

Furcht und Sorge bemächtigten sich unserer herrschenden Klassen wie der Regierungen. Die Attentate Hödel und Nobiling kamen grade zu Paß, um einen Vorwand zur Unterdrückung unserer Partei zu gewähren. Fürst Bismarck, der in besonderem Maße die Geschäfte der deutschen Bourgeoisie besorgt, beantwortete das Hödel-Attentat mit der Vorlage eines „Ausnahmegesetzes gegen die Socialdemokratie"! Der erste Entwurf wurde jedoch abgelehnt, da die Bourgeoisie noch die Besorgniß hegte, daß die Regierung, wenn ihr unumgeschränkte Vollmacht verliehen werde, dieselbe auch gegen die bürgerlichen Klassen anwenden könne.

Da kam das Attentat Nobiling und schlug alle Bedenken nieder. Die öffentliche Meinung wurde in einer Weise bearbeitet, wie es nie zuvor auch nur ähnlich geschehen war. Man stellte ihr die Attentate als Frucht der socialistischen Agitation dar und malte ihr das Gespenst der socialen Revolution vor die Augen. Die unter solchem Drucke zu Stande gekommenen Wahlen ergaben natürlich ein Parlament, welches dem Ausnahmegesetz z stimmte.

Was bedeutete dieses Gesetz? Regierungen und Polizei können und dürfen überall da, wo nach ihrer Ansicht, wie es im Gesetz heißt, „socialdemokratische, socialistische oder communistische, auf den Umsturz der bestehenden Staats- oder Gesellschaftsordnung gerichtete Bestrebungen, in

einer den öffentlichen Frieden, insbesondere die Eintracht der Bevölkerungsklassen gefährdenden Weise zu Tage treten", diese Bestrebungen unterdrücken.

Das allgemeine für Alle gültige Recht wurde in Bezug auf die Thätigkeit der Socialdemokratie durch die Willkür der Polizei ergänzt. Sie entschied, was sie unter jenen Bestrebungen verstehen wollte und verbot und unterdrückte, was diese Bestrebungen zu fördern schien.

Kaum war das Gesetz angenommen, so wurden auch sämmtliche socialistische Journale unterdrückt und alle unsere Organisationen aufgelöst. Hunderten, ja Tausenden von Familien, deren Versorger in den Redaktionen und Expeditionen unserer Blätter oder in den Druckereien unserer Partei, ferner als Colporteure u. s. w. beschäftigt gewesen waren, wurde dadurch mit einem Schlage die Existenz untergraben, sie wurden ruinirt. Ferner wurden große dicht bevölkerte Gebietstheile dem sogenannten kleinen Belagerungszustande unterworfen, auf Grund dessen die Ausweisung aller für die „öffentliche Ordnung und Sicherheit" angeblich gefährlicher Personen ermöglicht wurde. Man machte den Anfang mit Berlin nebst Umgebung, und vertrieb von dort mit einem Schlage 93 der eifrigsten und thätigsten Socialisten. Darauf kamen im Jahre 1880 Hamburg-Altona und Umgegend, 1881 Leipzig und Umgegend an die Reihe, später folgten Frankfurt a. M., Stettin und andere Orte. Viele der Ausgewiesenen wurden von Distrikt zu Distrikt gehetzt, so daß viele, weil sie nirgends eine Existenz finden konnten, nach Amerika auswandern mußten. Ungefähr drei und eine halbe Million Deutsche sind gegenwärtig dem kleinen Belagerungszustande unterworfen; die Ausweisungen zählen nach vielen Hunderten und haben meistens Familienväter getroffen. Die Polizei ist die Herrin im Lande. Dieser Zustand der Dinge hat schließlich ein Spionage-System in Deutschland eingebürgert, wie Frankreich es selbst unter dem dritten Napoleon nicht kannte. Da dem Fürsten Bismarck verschiedene Millionen geheimer Fonds zur unkontrolirten Verfügung gestellt sind, hat die Ueberwachung unserer Partei-Genossen durch Agenten der Geheimpolizei eine beispiellose Ausbildung erreichen können. Daneben ist die Polizei befugt, jede Versammlung aufzulösen, jedes Journal und jede Organisation zu unterdrücken, sobald sie „umstürzlerische Tendenzen" darin wittert. Ein freies Vereins- und Versammlungsrecht ist nicht mehr vorhanden; die Ausübung der von der Verfassung gewährleisteten staatsbürgerlichen Rechte ist für die Socialdemokratie illusorisch geworden, häufig selbst während der Wahlzeit. Mehr als 1200 Schriften und Drucksachen aller Art sind unter der Herrschaft des Socialistengesetzes confiszirt und verboten worden. Die Eigenthümer der Säle werden vielfach bestimmt, uns keine Versammlung in ihren Lokalitäten zu gestatten. Alle Macht des Reiches und aller Witz seiner gepriesenen Staatskunst wurde aufgeboten, um die Socialdemokratie zu vernichten. Aber aus diesem Kampf ohne Gleichen ist die Partei als Siegerin hervorgegangen. Dort wo die Schläge gegen sie am härtesten fielen, hat sich ihre Tüchtigkeit am besten bewährt. Grade in den Gebieten des kleinen Belagerungszustandes hat die Partei die meisten, die intelligentesten, die überzeugungstreuesten und die opferwilligsten Anhänger. Die Korrektheit ihrer Haltung, ihr eifriges Bemühen, Ausschreitungen zu vermeiden, auch wo sie provozirt wurden, und sich so sorgfältig wie möglich von allen zweifelhaften Elementen rein zu halten, gewannen ihr allmählich die öffentliche Meinung. In wachsender Anzahl ergänzte und stärkte sie ihre Reihen aus der Arbeiterklasse wie aus den verschiedenen Schichten des Kleinbürgerthums, das durch die tödtliche Concurrenz der Groß-Industrie und des Großhandels erdrückt wird. Sogar unsere Arbeiterpresse hat allmählich den Stand, den sie vor dem Ausnahmegesetz erreicht hatte, weit überholt. Die Grundsätze des Socialismus werden in derselben mit größerer Geschicklichkeit und mit größerem Erfolg als früher vertreten, und niemals hatten unsere Zeitungen und Zeitschriften eine so große Ver-

breitung wie heute. Neue Arbeiter-Organisationen entstehen unter den Augen der Polizei, wie diese in ihren jährlichen Rechenschaftsberichten über den kleinen Belagerungszustand an den Reichstag einräumen muß, ohne daß sie von ihrem Auflösungsrecht in Rücksicht auf die umgestimmte öffentliche Meinung vollen Gebrauch machen kann. Die Partei wächst ihr unter den Händen, ohne daß sie es verhüten kann. Fürst Bismarck versucht einen Zwischenfall mit der Schweiz als Handhabe zu benutzen, um von diesem Lande Unterdrückungsmaßregeln gegen uns zu erlangen. Nun, möge er, wenn's ihm beliebt, längs der schweizer Grenze eine ununterbrochene Reihe von Polizisten und Gendarmen aufstellen! Es wird ihm nichts helfen. Er vermag die socialistische Bewegung in ihrer Ausbreitung und Erstarkung nicht zu behindern. Der Ausgang dieses Konflikts mit der Schweiz, wie immer er ausfällt, wird uns nicht schädigen. Die Einzigen, welche darunter wirklich zu leiden haben, werden die guten Freunde des Kanzlers sein, die Herren und Damen des hohen Adels und der Bourgeoisie, welche ihre Erholung von den Strapazen der Wintervergnügungen in der Schweiz suchen und bei dieser Gelegenheit die Segnungen des Polizeistaats am eignen Leibe kennen lernen. Vielleicht wird ihnen dann einmal klar, durch was für Mittelchen ihr Abgott die großartigste Bewegung der Geschichte einzudämmen meint.

Einen anderen Beweis für die Bedeutung der Arbeiterbewegung liefern die ökonomischen Kämpfe, die großen Arbeiterausstände, welche überall in den letzten Monaten ausgebrochen sind. Das ökonomische System der Bourgeoisie sorgt selbst dafür, daß die socialistischen Ideen in die entlegensten Gegenden dringen. Nichts ist verkehrter, als die jüngsten Bergarbeiter-Ausstände in Rheinland und Westfalen auf unsere Rechnung zu setzen. Sie sind das natürliche Produkt der gegenwärtigen Gesellschaftsordnung. Wahr ist aber, daß allein der Socialismus Vortheil zieht aus allen diesen Konflikten zwischen Arbeitern und Unternehmern, in welcher Form sie auch zu Tage treten. Sie wecken das Klassenbewußtsein der Arbeiter, indem sie zeigen, wie unversöhnlich die Interessen des Lohnherrn und des Lohnnehmers einander gegenüber stehen. Die Kapitalistenklasse selbst arbeitet uns also auf's wunderschönste in die Hände. Ganz besonders hat sie dies beim westfälischen Bergarbeiterstreik gethan; sie brachte bei dieser Gelegenheit den Klassenkampf in seiner ganzen Nacktheit zur Anschauung, als sie, die sonst von Loyalität und monarchistischer Gesinnung überfließenden Eisen- und Kohlenbarone, selbst den direkt an sie ergangenen Mahnungen des Kaisers kein Gehör schenkten, weil diese Mahnungen sich gegen die schrankenlose Ausnutzung ihrer überlegenen wirthschaftlichen Stellung gegen die Arbeiter richteten. Die Wirkungen bleiben nicht aus, das wird mehr und mehr Allen einleuchten. Selbst die gegnerische Presse muß einräumen, daß Alles, was dort vorgeht, nur für die Socialdemokratie wirkt.

Die Wahlstatistik ist der schlagendste Beweis für die Ohnmacht des Ausnahmegesetzes. Dank den großen materiellen Schäden und der Verwirrung, welche der Erlaß dieses Gesetzes Anfangs angerichtet hatte und naturgemäß anrichten mußte — und bei jeder anderen Partei in höherem Grade angerichtet hätte —, fiel die Zahl unserer Stimmen bei den Wahlen im Jahre 1881 auf 310 000. Aber dieser Rückgang währte nur kurze Zeit. Zu unserer Genugthuung stieg die Zahl im Jahre 1884 auf 550 000 und im Jahre 1887 sogar auf 775 000 Stimmen. Dabei ist nicht zu übersehen, daß man in Deutschland erst mit dem 25. Lebensjahre Wähler wird, so daß hinter unseren 775 000 Votanten noch viele Hunderttausende überzeugter jüngerer Socialisten stehen. Wie sehr in die Tiefe und Breite die socialdemokratischen Ideen in's deutsche Volk eingedrungen sind, das werden die nächsten Reichstagswahlen in ausreichender Deutlichkeit zeigen. Das Ergebniß dürfte selbst die in unsere Verhältnisse eingeweihtesten Parteigenossen überraschen. Unsere Gegner haben uns grade während der letzten

Jahre unfreiwillig die allerbesten Dienste geleistet. Doch geben wir uns darum nicht der falschen Hoffnung hin, als hätten wir nun in Deutschland freie und offene Bahn zum Ziele vor uns. Im Gegentheil! Unser Kampf wird in der Zukunft heftiger und schwerer sein als zu irgend einer früheren Zeit; aber da wir entschlossen sind, unser Ziel zu erreichen, so zweifeln wir nicht an unserm schließlichen vollen Siege.

Die deutsche Socialdemokratie strebt aber nicht nur danach, ihre eigentlichen Ideen auszubreiten, sie stellt sich auch die Aufgabe, auf dem Wege der Gesetzgebung die Arbeits- und Lebens-Bedingungen des Arbeiters zu verbessern, um ihm eine Existenz zu verschaffen, in welcher er den Emanzipationskampf leichter und mit größerer Aussicht auf Erfolg aufzunehmen vermag. Von dieser Erwägung ausgehend, haben die Parteivertreter im Reichstag seit einer langen Reihe von Jahren stetig die Initiative ergriffen, um Gesetze zu schaffen, welche einen Normalarbeitstag, die Unterdrückung der Nacht- und Feiertags-Arbeit, die Beschränkung oder Untersagung der Frauenarbeit in gewissen dem weiblichen Organismus schädlichen Zweigen der Industrie, das Verbot der Kinderarbeit, die Errichtung von Arbeitskammern, welche den Arbeitern die Geltendmachung ihrer Rechte ermöglichen, die Beaufsichtigung der großen und kleinen Industrie, wie auch der Hausindustrie u. dgl. m. zum Zwecke haben. Diese Anträge sind freilich bis jetzt systematisch mit großer Majorität verworfen worden, es ist aber doch durch dieselben bereits soviel bewirkt, daß alle anderen Parteien sich genöthigt sehen, gleichsam eine Art Wettlauf um die Gunst der arbeitenden Klassen zu veranstalten. — —

Im weiteren Verlaufe seiner Rede gab Bebel eine Uebersicht über die Geschichte der Arbeitergesetzgebung im Reichstage. Er wies darauf hin, wie der entscheidendste Widerstand ihr bisher von Seiten Bismarck's entgegengesetzt worden sei, welcher der Hauptgegner der Arbeiterschutzgesetzgebung wäre. Alsdann kam Redner auf das Vorgehen der Schweiz zu sprechen und beleuchtete deren Bemühungen um die internationale Regelung der Arbeiterschutzgesetzgebung und wies nach, wie die gleichartige ökonomische Entwicklung aller Kulturländer eine solche Gesetzgebung mehr und mehr unerläßlich mache. Der Congreß sei berufen, um sich darüber auszusprechen, was er in dieser Beziehung für nöthig erachte.

Die Mitglieder des Bureau's hätten sich über diesen Punkt noch nicht verständigt. So habe er, Redner, auf eigne Faust eine Resolution ausgearbeitet, welche er dem Congreß vorlege, damit jeder Delegirte in der Lage sei, sie im Laufe der Diskussion zu ergänzen oder zu modifiziren. Diese Resolution beanspruche, wohlverstanden, nicht die Aktion der Socialisten in den verschiedenen Ländern einzuschnüren, sie solle nur die Richtung angeben, in welcher marschirt werden müsse. In jedem Lande müßten die spezielle Lage und die speziellen Verhältnisse desselben maßgebend sein für das, was unmittelbar Anwendung finden könne. Wo es zunächst unmöglich sei, einen Normalarbeitstag von 8 Stunden zu erlangen, müsse man sich mit einem solchen von 9 oder 10 Stunden begnügen. Aber es sei wichtig, überall im Prinzip auf dem Achtstundentag zu bestehen, als auf einem Ziel, welches die Produktionsbedingungen von heute zu erreichen gestatteten. In Beziehung auf die Agitation in den verschiedenen Ländern stelle die Resolution keine undurchführbaren Forderungen.

Darauf nimmt Bebel die einzelnen Punkte seiner Resolution durch und verweilt besonders bei der Nothwendigkeit, eine gesetzliche Regelung der Beschäftigung in der Haus- und Kleinindustrie herbeizuführen. Die Inspektion auf diese Gebiete auszudehnen, sei besonders wichtig. Die traurige Lage großer Bevölkerungsschichten müsse endlich aus dem Dunkel an's Tageslicht gezogen werden. Welche Schmach, daß unser mit seiner Humanität prahlendes Jahrhundert die Barbarei der Kinder-Arbeit zulasse. Es gebe freilich in Deutschland ein Gesetz, welches die

Arbeit der Kinder unter 14 Jahren auf 6 Stunden täglich beschränke, aber dieses Gesetz finde keine Anwendung auf die Kleinindustrie und die Hausindustrie. Und dennoch herrschen grade dort die schauderhaftesten Zustände. Die sächsische Bourgeoisie habe erklärt, wenn der Reichstag die Kinderarbeit in der Großindustrie verbiete, gäbe er damit die letztere der Vernichtung preis durch die mörderische Konkurrenz, welche ihr alsdann von Seiten der Kleinindustrie und der Hausindustrie mit Hülfe der Kinderarbeit gemacht werde. Der Einwand, daß eine so ausgedehnte Inspektion große Kosten erfordere, dürfe nicht als Gegengrund angeführt werden. So lange, wie thatsächlich der Fall, die Regierungen beständig zu Gunsten des Militarismus die Zölle und Steuern erhöhen, und dafür Hunderte und selbst Tausende von Millionen zur Verfügung hätten, sei es abgeschmackt zu behaupten, eine genügende Anzahl von Industrie-Inspektoren würde dem Staate unerschwingliche Lasten auferlegen. Es fehle nur am Gelde, wenn es sich um die Interessen der großen arbeitenden Menge handele, dagegen finde sich immer Geld, sobald die Interessen der Bourgeoisie im Spiele seien. Uebrigens sei die Arbeiterklasse bereit, die Ueberwachung und Inspektion der Industrie selbst in die Hand zu nehmen. Sie selbst wolle über die Beobachtung der Gesetze wachen, wenn man ihr nur die dazu nöthige Freiheit gewähre. Und sie werde diese Aufgabe bedeutend besser bewältigen als die gegenwärtigen Amtsinhaber, deren Berichte fast Alles zu wünschen übrig ließen, obgleich sie auf gewisse Punkte der heutigen Arbeiter-Zustände ein dankenswerthes Licht geworfen hätten.

Auf politischem Gebiete liegt eine Hauptschwierigkeit darin, daß es den Arbeitern fast unmöglich gemacht werde, sich ihres Koalitionsrechtes zur Verbesserung ihres Schicksals zu bedienen. Nichtsdestoweniger müsse das Proletariat ausharren in der Bemühung, seine Organisation zu vervollkommnen. Es müsse sich darüber klar werden, daß es vom guten Willen der Regierungen und der Bourgeoisie so gut wie nichts zu erwarten habe, daß es aber Alles erlangen werde im Kampfe um sein Recht und ausschließlich durch seine eigene Kraft. Es genüge nicht, Resolutionen zu fassen; es müsse die energische That, die feste Entschlossenheit hinzukommen, das, was der Congreß als richtig anerkannt habe, auch wirklich zum Siege zu bringen, und zwar durch thatkräftige Propaganda und Aktion. Habe erst das Proletariat aller Länder sich für eine internationale Arbeiterschutzgesetzgebung ausgesprochen, so werde ein solches Verlangen auch Beachtung finden müssen. „Je energischer wir auf unseren Forderungen bestehen, je klarer und bestimmter wir sie aussprechen, desto besser werden die Resultate sein, welche wir zum nächsten internationalen Congreß mitbringen können." (Ein wahrer Donner von Beifallssalven folgt dem Schluß dieser Rede).

Der Congreß nimmt hierauf einen Antrag der belgischen Delegirten an, nach welchem die Resolutionen gedruckt und die Berichterstattungen publizirt werden sollen; er nimmt ferner an einen Antrag des Bürgers Duprés', daß täglich eine Kollekte zu Gunsten der westphälischen Streikenden und der Verunglückten von St. Etienne veranstaltet werden soll.

Nachdem die Reihe, in welcher die Berichte erstattet werden sollen, festgestellt ist, wird die Sitzung gegen 2 Uhr geschlossen.

Das vereinigte Bureau erhält Mittheilung vom Wortlaut der vom Possibilisten-Congreß in der Sache der Verschmelzung der beiden Congresse beschlossenen Resolution. Derselbe ist folgendermaßen festgestellt:

An den Internationalen Arbeiter-Congreß
Rue Rochechouart 42.

Bürger! Im Namen des Internationalen Arbeiter-Congresses, Rue de Lancry 10, der Kraft der Beschlüsse der Internationalen

Congresse von Paris und London zusammengetreten ist, theilen wir Euch den Antrag mit, für welchen sich gestern Abend dieser Congreß entschieden hat.

Der Congreß erklärt, die Verschmelzung anzunehmen unter der Bedingung, daß die Prüfung der Mandate in dem geeinigten Congreß von jeder Nationalität [für sich] vorgenommen werde. Es versteht sich, daß die Delegirten, deren Mandat zurückgewiesen wird, an den Congreß appelliren dürfen, der in oberster Instanz entscheiden wird.

Die italienische Delegation ist beauftragt, diese Mittheilung zu überbringen.

Der Sekretär N. Lavy. — Der Vorsitzende J. Allemane.

Das Bureau, welches zu diesem Behuf durch die Entscheidung des Congresses die nöthige Vollmacht besaß, antwortete wie folgt:

An den Internationalen Arbeiter-Congreß
Rue de Lancry 10.

Bürger! Im Namen des Internationalen Sozialistischen Arbeiter-Congresses, Rue Rochechouart 42, der Kraft der Beschlüsse der Congresse von Bordeaux und Troyes und der Internationalen Conferenz vom Haag zusammengetreten ist, theilen wir Euch die von dem zu diesem Behuf bevollmächtigten permanenten Bureau getroffene Entscheidung betreffs Eures Briefes mit.

Nach der gestern von ihm angenommenen Resolution wird unser Congreß nur in eine reine und einfache Vereinigung der beiden Congresse einwilligen. Er hat keine Einschränkung gemacht und macht auch keine, er hat keine Bedingungen gestellt und stellt auch keine, aber er nimmt auch keine an.

Die italienische Delegation ist beauftragt, diese Mittheilung zu überbringen.

Für das Bureau:

Der Sekretär R. Lavigne. — Der Vorsitzende Wilhelm Liebknecht.

Mittwoch, den 17. Juli.

Abend-Sitzung.

Unter Vorsitz des Bürgers Anseele aus Gent, welcher anzeigt, daß strenge Maßregeln genommen wurden, um die Arbeiten des Congresses ungestört zu gedeihlichem Schluß zu führen.

Die deutschen Delegirten haben 1000 Franks gezeichnet für die Bergleute, welche Opfer der Katastrophe von St. Etienne geworden sind. (Beifallsbezeugung.)

Das Bureau ladet die Delegirten der andern Nationalitäten ein, diesem Beispiele zu folgen und je nach ihren Mitteln Beiträge zu zeichnen.

Französische Delegirte verlangten, daß der Ertrag der Sammlung mit den streikenden Bergleuten Westphalens getheilt werde, die deutschen Delegirten bestehen jedoch darauf, daß die von ihnen gezeichneten 1000 Fr. unverkürzt den Opfern von St. Etienne zu Gute kommen.

Der Congreß tritt durch Akklamation dem Antrag der deutschen Delegirten bei, sich insgesammt auf den Kirchhof Père la Chaise zu begeben, um dortselbst einen Kranz auf das Grab der erschossenen Föderirten von 1871 niederzulegen.

Das Bureau wird beauftragt, den Tag und die Stunde hiezu zu bestimmen.

Neue Delegirte haben sich gemeldet, darunter zwei von **Christiania**, wodurch die Mitglieder des Congresses auf 467 steigen, nämlich 223 Franzosen und 184 Fremde.

Nach Mittheilung der eingelaufenen Telegramme und der Sympathieerklärungen in Briefen beginnt der Bürger **Lawroff** unter Applaus die Verlesung seines Berichts über den **Stand des Socialismus in Rußland**.

Es ist das erste Mal, daß zu einem internationalen Socialisten-Congreß russische Socialisten Delegirte absenden konnten. Nicht aber als Mitglieder von Arbeiterorganisationen erscheinen diese vor Ihnen, sondern nur als Socialisten, kämpfend für die ersten Elemente eines politischen Regierungssystems, welches einer Arbeiterorganisation zur Basis dienen könnte. Aber 16 Jahre des Kampfes im Namen der socialistischen Idee, welche uns alle vereinigt, 16 Jahre muthiger Bethätigung dieser Idee in den Gefängnissen, in den Wüsten Sibiriens, an dem Fuße der Blutgerüste geben vielleicht den russischen Socialisten das Recht, ihren vereinigten Brüdern zu sagen: Wir haben durch unser Apostolat unsern Platz in der Verbindung der Socialisten aller Länder uns erobert.

Ich bedauere, daß unter den russischen Delegirten kein Repräsentant ist des langen und schrecklichen Kampfes zwischen einer allmächtigen Monarchie einerseits und einer verhältnißmäßig wenig zahlreichen Gruppe junger Leute anderseits, die ihre Ueberzeugung vertheidigen. Aber ich begrüße im Namen dieser Kämpfer die Brüder, welchen es gelungen ist, die internationale Organisation der Arbeiter auf der Grundlage der politischen Rechte in ihren Ländern zu erringen. Diese Grundlage fehlte und fehlt noch heute in Rußland, dem einzigen Lande in Europa, wo alle politischen Rechte in der Person eines allmächtigen und unverantwortlichen Monarchen concentrirt sind.

Das Jahr der hundertjährigen Feier der französischen Revolution — vielleicht wäre es richtiger zu sagen, der **europäischen Revolution** — ist auch das Jahr einer zweihundertjährigen Feier Rußlands.

Zweihundert Jahre sind es, daß ein junger Mann von 17 Jahren, eine unbequeme Opposition niederschmetternd, der erste russische Monarch von europäischem Typus wurde.

Die Geschichtsschreiber haben ihn ein Genie genannt.

Eine ungezähmte Energie besitzend, leidenschaftlicher Anhänger der europäischen Civilisation, scheint er aufrichtig das Wohl seines Reiches gewollt zu haben.

Er war allmächtig; er ward in seinem Streben durch alle Gebildeten seines Landes unterstützt. Das Regierungssystem, das er zu Grunde legte, ward von allen seinen Nachfolgern befolgt. Nie hatte die absolute Monarchie so leichtes Spiel, um das Wohl eines Landes zu schaffen, und, sich auf die Kräfte der Nation stützend, durch diese selbst sich glücklich zu machen.

Wohlan, diese civilisatorische Reformperiode, eröffnet durch Peter I., ward für Rußland auch die Zeit, wo die Sklaverei des Mehrtheils der russischen Bauern die fürchterlichsten Fortschritte machte, und wo Millionen freier Ackerbauer zu Leibeigenen gemacht wurden.

Am Ende des Jahrhunderts waren in Folge dessen die Gebildeten in die Reihen der Opposition getreten.

Niemals zeigte sich drastischer die moralische und politische **Ohnmacht einer absoluten Monarchie.** Seitdem begann man in den vorgerückten Gruppen den Kampf gegen den Absolutismus der Czaren, gegen die Leibeigenschaft der Bauern und gegen das herrschende Wirthschaftssystem, die Ursache dieser zwei Krebsschäden.

Die Freundin Voltaire's, **Katharina die Große**, verbannte nach Sibirien wissenschaftlich gebildete Männer, weil sie der Opposition angehörten. Sie hatte gegen den furchtbarsten **Bauernaufstand**, den man jemals erlebte, zu kämpfen. Ihr **Sohn** wollte Rußland von Europa durch strenge Befehle trennen.

Aber das Aussichtsfenster, das Peter I. nach dem Abendland hin geöffnet hatte, konnte nicht mehr geschlossen werden, und der Hauch der Revolution drang verhängnißvoll ein.

Russische Offiziere brachten aus den Kriegen gegen Napoleon die Ideen der geheimen politischen Gesellschaften mit.

Die Kämpfer des Dezember 1825 — die Dekabristen — hatten in ihr Programm eine liberale Verfassung und die Befreiung der Bauern aufgenommen. Die Thronbesteigung Nikolaus's I. wurde ausgezeichnet durch die über fünf Verschwörern ausgesprochene Todesstrafe mittelst des Stranges auf den Bastionen der Festung von St. Petersburg und durch die Verbannung nach Sibirien einer Anzahl Männer, welche die Blüthe ihrer Generation gewesen.

Die Aera der rein politischen Programme wurde durch die des utopistischen Socialismus ersetzt.

Die Frage der Arbeiterorganisation tauchte in Mitten des Kampfes der politischen Parteien des Abendlandes auf.

Das Manifest der Communisten rief den Proletariern aller Länder zu, sich mit einander zu vereinen.

Die Opposition in Rußland hörte nicht auf, der erbitterte Feind des Absolutismus zu sein, vertiefte sich jedoch mehr und mehr in socialistische Ideen. Unter den Systemen, die vorzüglich von einer Gruppe auserwählter Männer zu Moskau und Petersburg gepflegt wurden, erhielt der St. Simonismus den Ehrenplatz. Eines der einflußreichsten Mitglieder dieser Gruppe war Hertzen, später der Gründer der ersten russischen freien Presse und Buchdruckerei im Ausland.

Die jungen Leute, welche 1849 nach Sibirien transportirt wurden, waren zum größeren Theile Fourieristen. Tschernyschewsky enthüllte auf überzeugende Weise die socialistische Kritik der Nationalökonomie. Unter dem Einfluß der Ideen, die durch die literarische Propaganda Hertzen's, Tschernyschewsky's und ihre würdigen Schüler im Lande gemacht wurde, sah die Regierung des Czaren, erschreckt durch die fortwährenden Bauernrevolten, sich zur Emanzipation der Leibeigenen sowie zu einigen anderen Reformen gezwungen.

Aber wiederum zeigte sich der Absolutismus in seiner ganzen Unmacht.

Alle Reformen Alexander's II. wurden verdorben, sobald sie in's Leben traten, weil die erbittertsten Feinde jeder reformatorischen Handlung mit deren Ausführung beauftragt waren.

Sie sind es auch, welche späterhin diese Reformen in's Stocken brachten und zwar gerade in ihren nothwendigsten Theilen.

Nach mehr als einem Vierteljahrhundert findet sich der emanzipirte Bauer wirthschaftlich zu Grunde gerichtet und noch elender, als er es vor seiner Emanzipation gewesen.

Gegen das Jahr 1870 waren die Ideen von Carl Marx schon in Rußland eingedrungen. Sein Meisterwerk: „Das Kapital", ward zuerst von allen Sprachen in das Russische übersetzt.

Die Ueberzeugung, daß das Volk thatsächlich nicht anders, als durch die Erhebung der Arbeiter, emanzipirt werden könne, wurde immer mehr und mehr von den russischen Socialisten angenommen. Aber in Rußland war der Arbeiter der Landarbeiter — der Bauer der Gemeinden von Groß-Rußland.

Die Sympathie mit dem Bauer schuf eine ganze realistische Litteratur, die durch ihren Realismus eine sociale Agitationslitteratur wurde.

Die gebildete russische Jugend war von der Ueberzeugung durchdrungen:

> „Wir schulden alles, was wir sind, dem russischen Arbeiter, besonders dem Bauer; unsere Pflicht ist also, ihm unsere Schuld abzutragen, indem wir uns bemühen, dem Socialismus zum Siege zu verhelfen."

Unter dem Einfluß der Commune von Paris erzeugte sich in Rußland gegen das Jahr 1873 eine neue russische socialistische Litteratur im Auslande und ein neues Apostolat des Socialismus unter der russischen Jugend, das sich massenweise auf dem platten Lande und in den Fabriken verbreitete, um das neue Evangelium dem Volke zu bringen.

Eine charakteristische Thatsache, die damals zu Tage trat und noch heute besteht, verdient auch heute noch erwähnt zu werden: die russische socialistische Presse im Ausland bot das Schauspiel leidenschaftlicher Uneinigkeit. Die Anarchisten oder Bakunisten kämpften gegen die Anhänger des Journals „Vorwärts“; die Jakobiner der „Sturmglocke“ griffen die einen und die andern an. Aber in Rußland selbst verschwanden Angesichts des großen Landes und der Fabriken, Angesichts der Gefängnisse und der Zwangsarbeit, welche der Laufbahn so vieler Propagandisten, ohne Unterschied der Färbung, ein Ziel setzten, alle diese Uneinigkeiten.

Die Anarchisten, die Jakobiner, die Anhänger des „Vorwärts“ vertheilten die gleichen Brochüren und riefen zu dem gleichen Kampfe.

Hunderte von jungen Männern und jungen Frauen nahmen Theil an dieser großartigen Bewegung.

Die Verwaltung des Reichs selbst mußte eingestehen, daß 37 Gouvernements von der revolutionären Propaganda ergriffen waren. Die Ideen einer Sophie Bardine und des Bauern Alexieff vor den Richtern des Gerichtshofes machten im ganzen Lande einen tiefen Eindruck.

Sie zeigten den Grad der damaligen Ausdehnung des Socialismus in Rußland.

Aber die Propaganda unter den Bauern war ein langwieriges und mühevolles Werk, und die Anzahl der Opfer war sehr beträchtlich.

Die Gefängnisse und Sibirien lichteten schnell die Reihen der Propagandisten. Man fing an, die Wirksamkeit der Propaganda zu bezweifeln, besonders auf dem platten Lande. Man fing an zu glauben, daß der Kampf gegen den Absolutismus eine mehr concentrirte Aufmerksamkeit erfordere, daß man mit mehr Kräften auftreten müsse, wenn man die Propaganda im Volke fortsetzen wolle. Man hoffte von einem energischen Angriff auf den Despotismus des Czaren binnen Kurzem einen Sieg.

Dieser Glaube wurde bestärkt durch den Eindruck, welchen im Jahre 1878 die Freisprechung der Vera Sassulisch hervorbrachte; es wurde plötzlich offenbar, daß die liberalen Tendenzen in dem Lande beinahe allüberall um sich gegriffen und Boden gewonnen hatten.

Aber die liberalen Russen, baar jeder Organisation oder politischen Tradition und jeder Opferfähigkeit, die sie in dem Kampf gegen den verhaßten Absolutismus aufrecht erhalten konnte, vermochten unter so schwierigen Bedingungen keine einflußreiche politische Rolle zu spielen.

Die socialistische revolutionäre Jugend allein sollte zugleich den Czarismus bekämpfen und das socialistische Banner hoch tragen. Damals spaltete sich die revolutionäre Partei Rußlands, „die Partei der Erde und der Freiheit“, in zwei Parteien. Eine Fraktion dieser Partei, die Tschernisi Peredel (die schwarze Theilung*) blieb auf dem Boden des Föderalismus und des ursprünglichen Programms.

Sie formte sich später um in die „Anhänger der Emanzipation der Arbeit“, schließlich in den „Bund der russischen Socialdemokraten“ — und zweifelte immer mehr und mehr an dem Nutzen der Propaganda unter den Bauern und an der Rolle der jetzigen russischen Ackerbaugemeinde.

Sie predigte die Unmöglichkeit, daß Rußland in seiner socialistischen Evolution einen andern Weg gehen könne, als den des abendländischen Europa, nämlich die Entwicklung des Kapitalismus, die Bildung des in-

---

*) Soll heißen: Die Erde — das dunkle (unter die Menschen zu vertheilende) Ackerland.

dustriellen Proletariats, dessen Organisation und schließlichen Triumph. Der Bund der russischen Socialdemokraten hat kürzlich erst außer einer Reihe polemischer Werke Schriften von Marx, Engels, Lafargue und Guesde in sehr schätzbaren Uebersetzungen veröffentlicht.

Eines der Mitglieder, Vera Sassulisch, arbeitet gegenwärtig an einer Geschichte der Internationalen Arbeiterassoziation. Die andere Fraktion, die Partei „Volkswille“, centralisirte sich als kämpfende Partei unter der Direktion eines Executivausschusses und, obgleich sie socialistisch blieb und die Propaganda unter den Arbeitern der Städte fortsetzte, welche sie zu organisiren versuchte, und für die sie eine Zeitung gründete, richtete sie ihre Thätigkeit hauptsächlich auf den Kampf gegen die Regierung.

Auf das Grausamste verfolgt, anwortete sie auf gesetzlosen Meuchelmord mit terroristischen Attentaten. Alle lebendigen Kräfte des Landes flossen ihr zu; ihre Nebenbuhler selbst riefen Beifall. Einer von ihnen, und einer der Bedeutendsten war es, der eines Tages um 4 Uhr Morgens mich weckte mit der Nachricht eines der furchtbarsten Schläge, die das Comité des „Volkswillens“ seinen Gegnern versetzt habe. Auch hier verwischten sich die theoretischen Streitigkeiten Angesichts des Kampfes; denn die Anhänger des „Volkswillens“ glaubten an die Möglichkeit der socialistischen Propaganda unter den Bauern; sie waren Anhänger der Land-Commune — der Ackerbau-Gemeinde — und geneigt, den Plan zu unterstützen, daß die wirthschaftliche Entwicklung einen kürzeren Weg gehe, als den der Bildung eines industriellen Proletariats unter dem Drucke des herrschenden Kapitalismus.

Die kaiserliche Regierung mußte gegenüber diesem Angriff alle ihre Verwaltungs-Einrichtungen umändern.

Ein Kaiser fiel in dem Kampf. Die russischen Socialdemokraten haben das Glück gehabt, zu sehen, daß die polnischen Socialisten des „Proletariats“ sich ihnen anschlossen, vergessend den hundertjährigen nationalen Haß. Aber der schreckliche Kampf erschöpfte die Kräfte der Partei des „Volkswillens“. Es gab Verrath, schreckliche Katastrophen, Spaltungen, — das Mißtrauen schlich sich in die Reihen der Brüder ein, — alles gefährliche Symptome der Demoralisation. Die Organisation der Partei ward schwach, das Comité verschwand, der Mehrtheil der Mitglieder starb an dem Galgen oder im Gefängniß. Gegen das Ende des Jahres 1886 gab es einen Augenblick, wo alles verloren schien; aber von da ab zeigte sich neues Leben. Neue Gruppen, jung und energisch, suchen sich einen Weg zu bahnen trotz des brutalen Polizeidrucks. Die Elemente scheiden sich, ein schmerzhafter aber nützlicher Prozeß. Viele welche für feste Anhänger der Revolution galten, zeigten sich schwach; Mancher fiel ab von der Partei. Aber diejenigen, welche dem revolutionären Socialistenbanner treu blieben, sind unversöhnlicher als jemals. Täglich bilden sich Gruppen neuer Kämpfer und bedrohen die Regierung, ohne daß es möglich wäre, ihre manchmal zu kühne Thätigkeit zu controliren.

Die stets wachsende Härte der Verwaltung gegen die Gefangenen und Deportirten, wovon wir erst kürzlich empörende Beispiele zu Jakutsk, Sakhalien, Moskau erlebt haben — diese Härte treibt die neuen Gruppen zu immer terroristischerem Handeln.

Die seit der Thronbesteigung Alexander's III. in allen Zweigen der Verwaltung wüthende Reaktion hat alle Klassen der Bevölkerung erbittert. Diese wachsende Erbitterung kann noch zu wenig erwünschten und schrecklichen Ereignissen führen, die keine Gewalt dermalen zu verhindern im Stande ist. Die Gruppen, die dem Programm des „Volkswillens“ anhängen, sind noch zahlreich; die Abwesenheit eines Comité's, welches ihr Handeln centralisirt, macht dieses Handeln zu etwas ganz Anderem, als was es vorher gewesen ist. Aber sie haben sich auf die gewissenhafteste Weise das Problem gestellt, für ihr Land politische Freiheiten zu erringen, als nothwendige Grundlage seiner gesellschaftlichen Revolution. Andere

suchen anderswo ihren Weg Und in diesem Augenblicke selbst vollzieht sich eine sehr beklagenswerthe Thatsache.

Um den Absolutismus zu b kämpfen, sind einige Gruppen auf den unglücklichen Gedanken gekommen, für den Augenblick die sociale Frage bei Seite zu lassen und eine Verbindung gegen den Absolutismus mit den liberalen Russen zu suchen, von denen gar nichts zu erhoffen ist, obgleich sie von der gegenwärtigen Regierung grausam unterdrückt werd n.

Es ist das erste Mal, daß revolutionäre russische Socialisten sich entschlossen haben, für den Augenblick die Grundprinzipien ihres Programms zu verläugnen. Angesichts dieses Abfalls machen die Gruppen, welche an ihren P inzipien, als an ihrer politischen Existenzberechtigung festhalten, Miene, sich vereinigen und die Zwistigkeiten der jüngsten Zeit vergessen zu wollen. Diese Vereinigung kann die Grundlage einer socialistischen Organisation werden, welche man von Neuem eine russische revolutionäre Socialistenpartei nennen wird können. —

Das ist der gegenwärtige Stand der socialistischen Bewegung in meinem Vaterlande. Die verschiedenen Gruppen, welche mich mit ihrem Mandat beehrten, haben durch die Gegenwart ihres Delegirten auf diesem Congreß zu erkennen gegeben, daß der Socialismus die unerschütterliche Grundlage ihres Handelns verbleibt. Das Andenken an Marx und Hasenclever, an Varlin und Blanqui ist für sie eben so heilig, als für ihre Brüder des Abendlandes. (Enthusiastischer Beifall.) Als Socialisten, und nicht anders, werden sie den Kampf gegen den Absolutismus fortsetzen. (Neuer Beifall.) Als Partei streng geschieden von den liberalen Parteien der Nicht-Socialisten, bestehen sie — oder sie hören auf zu sein. Das Journal: „Der Socialist", welches mir ein Mandat gegeben hat, strebt darnach, ihr Organ zu werden. Die „Gesellschaft der russischen Arbeiter zu Paris", welche ich die Ehre habe, ebenfalls zu vertreten, ist socialistisch seit ihrer Gründung, welche vor mehreren Jahren erfolgte. Die Gruppen, welche dem Programm des „Volkswillens" anhängen, und von welchen einige seit 5 Jah en im Auslande bestehen, setzen die socialistische Tradition fort. Die „Klasse der socialistischen Veröffentlichungen von Zürich", die „revolutionäre socialistische Gruppe von St. Petersburg", die „Armenische Gruppe von Genf" schicken Delegirte zu dem Socialistencongreß in Paris und ihren Gruß an die socialistischen Brüder aller Länder. Außerdem sind hier gegenwärtig der Delegirte der „Vereinigung der russischen revolutionären Socialdemokraten", von der ich näher gesprochen, und die Delegirten der „socialistischen russischen Arbeiter" von London und New-York. Die Organisation von London datirt von 1885, die von New-York von 1887. Es erscheint in Amerika ein russisch-socialistisch-demokratisches Blatt: „Die Standarte". Die jüdischen Socialisten von London, beinahe alle geborene Russen und Polen, haben ihr socialistisches Organ: „Der Freund des Arbeiters", redigirt in hebräischer Mundart. Sie versichern dem Congreß, daß sie, obgleich gezwungen, die einzige Sprache, die sie kennen, anzuwenden, doch weit entfernt sind, sich in ihrer Nationalität abzuschließen, und daß sie in England, in Amerika, wie in Rußland lebhaften Antheil an der socialistischen Arbeiterbewegung nehmen, so wie sie dieselbe in den verschiedenen Ländern finden. „Die Vereinigung der jüdischen Handwerker von New-York", hier vertreten durch zwei Delegirte, besteht aus 1500 jüdischen Proletariern.

Ich kann also in dem Bericht, welchen ich beauftragt gewesen bin zu erstatten, die Versicherung geben, daß der russische Socialismus in dem nun 16jährigen Kampfe nicht unterlegen ist. Er ist noch nicht dazu gekommen, eine Arbeiterpartei zu bilden, doch haben nur die politischen Verhältnisse Rußlands dies bis jetzt verhindert. Die revolutionäre socialistische Part i, welche gekämpft hat und welche noch kämpft, um diese Verhältnisse zu ändern, hat schwere Schläge erlitten — ihr Märtyrerthum

ist lang und schmerzensreich, sie hat Abtrünnige gehabt, sie ermangelt dermalen der Organisation, und in diesem Augenblick macht sie eine heftige Krisis durch.

Aber diejenigen, welche ihr anhängen, sind entschlossen aufs Aeußerste zu kämpfen, um günstige Verhältnisse für die Gründung einer Arbeiterpartei zu schaffen. Sie sind entschlossen zu kämpfen bis zum Tod, um ihrem Vaterlande eine bessere Zukunft zu sichern. Ich bin überzeugt, daß ich den Gruppen, die mich gesandt haben, die Wünsche des Congresses für ihren Erfolg werde überbringen können, wie ich Ihnen ihren brüderlichen Gruß überbracht habe. (Wiederholtes stürmisches Bravo.)

Einige Anarchisten hatten zu wiederholten Malen den Bericht von Lowroff unterbrochen; sie mußten von dem Präsidenten darauf aufmerksam gemacht werden, daß sie den russischen Nihilisten und dem Congreß Achtung schuldig seien. Da sie dieser ersten Verwarnung nicht gehorchten, sah sich Bürger Anseele genöthigt zu erklären, daß die Delegirten des Proletariats zweier Welten nicht Hunderte von Meilen gemacht und Tausende von Franks aufgewandt hätten, um ihre Arbeiten durch einige Bengel (gaillards) stören zu lassen; und er forderte dann die französischen Delegirten auf, diese systematischen Störer aus dem Saale zu entfernen, was in eini en Augenblicken geschehen war.

Nach wieder hergestellter Ruhe erklärte der Bürger Vaillant, daß man Niemand seiner Meinung wegen entfernen wolle, wohl aber entschlossen sei, jedem muthwillig provozirten Tumulte von vornherein, und mit äußerstem Nachdruck vorzubeugen.

Das Wort wird nun dem Bürger Jules Guesde zu einem Bericht über Frankreich gegeben. Bei seinem Erscheinen auf der Tribüne lebhaft beklatscht, schreibt Guesde diesen Empfang der großen Sache zu, der er sein Leben gewidmet hat. Und diese Sache ist dieselbe, für welche, unter verschiedenen Benennungen, aber mit gemeinschaftlichem Ziel, der Kampf in Deutschland, in Italien, in Belgien, in Holland, in den Vereinigten Staaten, überall geführt wird. Der Socialismus, welchen die Phantasie Einiger sich beikommen hat lassen, zu nationalisiren, zu trennen in einen französischen und in einen deutschen, ist in Wirklichkeit ein und derselbe, wie die kapitalistische Produktionsweise, die ihn hat werden lassen, ein und dieselbe ist; und das eine Banner von einer Farbe, das die Proletarier der ganzen Welt aus eigenem Antrieb aufgepflanzt haben, unter welchem uns der Sieg winkt, es weht über uns in diesem internationalen Congreß der Arbeit. (Wiederholtes Bravo.)

Der Bürger Guesde entschuldigt sich der Unvollkommenheit des Berichtes wegen, den er auf die Aufforderung der auswärtigen Brüder zu geben versuchen wird. Er wird sich bemühen in seinem schwierigen Vortrage so wahrheitsgetreu als möglich zu sein.

Drei Hauptgruppen sind auf diesem Congreß vertreten. Die Arbeiterpartei (Parti ouvrier), welcher der Redner angehört; das revolutionäre Centralcomité (Comité révolutionnaire centrale) und die nationale Verbindung der Arbeitersyndicate Frankreichs (Fédération nationale des syndicats ouvriers de France).

Diese verschiedenen Organisationen bewegen sich auf verschiedenem Boden, indem die einen mehr gewerkschaftlicher, die andern mehr politischer Natur sind. Aber sie sind alle von demselben Geist beseelt, sie verfolgen alle dasselbe Ziel und haben bei allen entscheidenden Fällen stets übereinstimmend an der Spitze gestanden.

Um mit der ältesten Organisation anzufangen, welche in voller Verbannung, zu London von Commune-Flüchtlingen gegründet wurde: dem revolutionären Centralcomité, so hat sich dasselbe für communistisch erklärt wie Blanqui, auf den es sich beruft. Von Paris aus, wo es sein

Hauptquartier hat, breitete er sich über Lyon und das Cher-Departement aus. Und seine Politik steht ohngeachtet der Verschiedenheit in den Ausdrücken unserer Politik so nahe, daß im Jahre 1884, als das bedeutendste seiner Mitglieder durch das Viertel Père la Chaise in das Stadthaus zu Paris geschickt wurde, wir die Wahl Vaillant's als den Triumph eines der Unserigen feiern konnten. Alle Forderungen unseres marxistischen Programms, die Unterdrückung der Staatsschuld oder des Budgets der Rentiers einbegriffen, sind von dem erwählten Blanquisten — Vaillant — in dem Stadthause so tüchtig vertreten worden, daß wir nur eines zu bedauern haben: daß dieser so bewundernswürdige Feldzug des kämpfenden Proletariats nicht in der Kammer der Deputirten, nicht auf der Tribüne der Gesetzgebung stattgefunden hat, und nicht in allen Theilen des Landes bekannt werden konnte.

Die Arbeiterpartei, von der 145 Gruppen hier vertreten sind, datirt officiell von dem Arbeiter-Congreß von Marseille, welchen das Journal „Die Gleichheit" (Egalité) vorbereitet hatte. Zum ersten Mal haben die Delegirten des französischen Proletariats auf dem Congreß von 1879 nicht nur mit der Bourgeoisie gebrochen, sondern auch mit den engherzigen Bourgeois-Ideen von Sparkassen-, Consumvereinen und so weiter, indem sie als einziges Ziel ihrer Anstrengung die Rückeroberung der Produktionsmittel und deren Verwerthung durch die vereinigten Arbeiter in der von ihren Schmarotzern befreiten Gesellschaft hinstellten. Damals, als selbst die Elite unserer Arbeiter in der großen internationalen Demokratie ihrer großen Majorität nach individualistisch geblieben war, gefangen von der Proudhon'schen Metaphysik — selbst in Marseille — triumphirte endgültig der Collektivismus — anderer Name des Communismus.

Und während die Befreiung der Arbeit von der Expropriation der Kapitalistenklasse abhängig gemacht wurde, beschloß man gleichzeitig, das Proletariat als bestimmte politische Partei zu organisiren, welche sich den Staat von den bürgerlichen Parteien jeder Farbe erobern muß.

Der National-Congreß von Havre vervollständigte im folgenden Jahre diese Klassenorganisation, indem er der Arbeiterpartei ihr Wahl-Programm gab, welches die unmittelbaren Forderungen enthielt, und an welchem Marx und Engels mitgearbeitet hatten. Mit diesem Programm, das allen Angriffen Stand hielt, sind wir in die Gemeinderäthe von Anais, St. Quentin, Armentière, Roubaix, Montluçon, Beauvais, Comentry, Calais 2c. eingedrungen.

In den Departements: Allier, Norden, Pas de Calais, Aisne, du Rhone, Marne, Herault ist die Arbeiterpartei am zahlreichsten und am besten organisirt.

Guesde geht dann zur nationalen Verbindung der Arbeiter-syndicate über, welche im Jahre 1886 zu Lyon geschaffen wurde, in einem Gewerkschafts-Congreß, dessen das Ministerium Freycinet-Lockroy Herr zu werden gehofft, und den es zu diesem Zwecke unterstützt hatte. Die Regierung hatte sich jedoch verrechnet. Man lud die Arbeiter ein, sich gewerkschaftlich und in Fachvereinen zu organisiren, und zwar ohne politische Partei-Tendenz, aber die Verbindung erklärte sich von Anfang an für socialistisch im wissenschaftlichen und revolutionären Sinne des Worts. Sie suchte die Rettung, wo sie ist, in der „Socialisation — Vergesellschaftung — der Produktionsmittel", und forderte als vorbereitende Maßregeln die Begrenzung des Arbeits-Tages auf acht Stunden und die Beseitigung der nationalen und internationalen Hindernisse und Beschränkungen der Arbeiterbewegung. Seitdem hat die Verbindung zwei weitere National-Congresse gehalten, zu Montluçon im Jahre 1887 und zu Bordeaux im Jaher 1888, und sie umfaßt jetzt 450 Syndicate oder corporative Gruppen.

Sie ist es, welche, um den Widerstand der politischen Gewalten zu brechen, die Initiative der Manifestationen ergriffen hat, welche in den Arbeitsmittelpunkten am 10. und 24. Februar ds. Js. statt hatten. Wenn sie aber auch die mächtigste der Arbeiterverbindungen ist, die jemals in unserem Lande bestanden haben, so kann sie doch ohne Zweifel weder in Bezug auf die Anzahl der Mitglieder, noch die Hilfsquellen, über die sie verfügt, mit den Trades Unions Englands verglichen werden. Aber warum dieses Zurückstehen gegen Andere? Weil keine Arbeitsklasse so wie die unsrige beinahe einem Jahrhundert absoluter Bourgeois-Anarchie und Bourgeois-Despotie unterworfen gewesen ist.

Unsere Bourgeoisie, die schlimmste, rücksichtsloseste, unbarmherzigste aller Bourgeoisien (man erinnre sich der Metzeleien des Juni 1848 und des Mai 1871) und die heuchlerischeste, hat das französische Proletariat systematisch zu Pulver zerrieben, in Atomen aufgelöst, es jeder gemeinsamen Handlung entwöhnt, indem sie ihm von 1790 an durch das Gesetz Chapelier nicht allein jede Association, sondern auch jede Vereinigung eines Gewerkes, angeblich im Interesse der Allgemeinheit untersagte. Und dieses Verbot, verschärft durch drakonische Artikel des Gesetzbuches, genannt nach Napoleon*), gegen die Verbindungen, hat sich zu Frankreichs Schande bis 1884 erhalten, d. h. bis zu dem Tage, wo die industrielle Centralisation die Freiheit der Syndicate illusorisch machte. Man hat es zu Anzin, Vierzon, Montceau gesehen, überall, wo die Sclaven der Bergwerke, der Eisenbahnen, der Hochöfen von dem ihnen endlich gesetzlich gewährten Recht der Association und Vereinigung Gebrauch machen wollten, sahen sie sich überwältigt durch das Veto der Gesellschaften: Keine Syndicate! — keine Gewerkschaften! — wenn nicht, keine Arbeit! das heißt kein Brod!

Kann es da Wunder nehmen, daß die französische Arbeiterschaft, seit mehreren Generationen des Gebrauchs ihrer Beine beraubt, so langsam marschirt auf dem Wege der gewerkschaftlichen Organisation? Auch unsere eigentlichen socialistischen Organisationen können nicht verglichen werden mit der deutschen Socialdemokratie und ihren Hunderttausenden von Anhängern. Was uns lähmt, wenigstens in diesem Augenblicke, was unsere Propaganda weniger fruchtbar und unsere Rekrutirung langsamer macht, obgleich vielleicht sicherer — das ist, so sonderbar es auf den ersten Blick scheinen mag — die politische Freiheit, die wir genießen, und durch welche viele der Arbeiter getäuscht werden. Was uns zurückhält, das ist die Republik, welche seit 19 Jahren dauert und welche die Massen nicht aufhören als einen Talisman zu betrachten, der, ohne Anstrengung ihrerseits, im Laufe der Zeit, sie ihrem Elende und ihrer Knechtschaft entreißen soll.

Volk der That mehr als der Organisation, sind wir Franzosen außerdem gewöhnt, sprungweise vorzugehen, wo andere Schritt vor Schritt marschiren. Unter dem Eindrucke der Ereignisse improvisiren, rekrutiren wir, im Kampfe selbst, die nothwendige Armee.

Das auch für die Zukunft zu hoffen, erlauben uns unsere Traditionen, erlaubt uns unser Temperament: zu Rahmen (cadres) bringen wir es, zu nichts weiter als zu Rahmen. Und zu Rahmen, welche für die von den Umständen gebotene Mobilmachung genügen; wir haben dieselben schon jetzt. Das läßt uns aber auch, ohne Prahlerei, mit Vertrauen in die Zukunft schauen.

Nicht nur in Paris, sondern in allen industriellen Städten besteht unter den Arbeitern eine bewußte Minderheit, fähig die Führung der Bewegung zu übernehmen und Irrthümer und Fehler zu verhüten.

Was man weder im Juli 1830 noch im Februar 1848 wußte, weiß man heute. Damals waren die Arbeiter Herren der öffentlichen Plätze, und

*) Code Napoléon.

sie duldeten, daß auf den Ruinen der bürgerlichen Regierung, die sie durch ihren Heldenmuth gestürzt hatten, eine andere Fraktion derselben feindlichen Klasse sich einnistete.

Das geht jetzt nicht mehr. Ist die Gewalte einmal aus den Händen der Opportunisten in die der Socialisten gefallen, dann wird weder Boulanger, noch irgend eine andere Person sie den Arbeitern wieder entreißen. Die Gewalt gehört uns, sie muß uns gehören; die Proletarier, die sie nehmen werden, werden sie zu vertheidigen wissen gegen Alle und Jeden.

Kommt eine neue Commune, so wird diesmal das ganze arbeitende Frankreich Paris unterstützen; das Schauspiel von vor 19 Jahren wird sich nicht wiederholen: Arbeiter für Rechnung der Kapitalisten Schildwache stehend, um die Milliarden der Bank, die dem arbeitenden Frankreich gestohlen sind, für die Bourgeoisie zu behüten; oder wenn man Schildwachen hinstellt, so wird es geschehen, nachdem die Bank wirklich die Bank Frankreichs geworden ist durch Rückerstattung Sou für Sou des dem Volke gestohlenen Ertrags seiner Arbeit.

Zu diesem Werke der Leitung der nächsten Aktion wird unsere geringe Zahl genügen. Die Kameraden des Auslandes können sicher sein, daß, beginnt auch schon morgen der Conflikt, welchen die gesellschaftlichen Gegensätze hervorrufen und welchen die politischen Spaltungen der herrschenden Klassen beschleunigen werden, der Kampf zu Gunsten des Socialismus ausschlagen wird.

Die Aera der Niederlagen, so glorreich sie seien und so fruchtbar sie sein können, ist geschlossen, sicher geschlossen. Auswärtige Brüder, wir verbürgen Euch den Sieg und wir können ihn Euch verbürgen (Stürmischer verlängerter Applaus.)

Neue Delegirte aus den Departements werden angemeldet durch den Bürger Lafargue, der bei dieser Gelegenheit, an der Hand von Thatsachen, die Kniffe der Possibilisten enthüllt, welche an den Bahnhöfen unsere Freunde aus den Provinzen erwarten und sie ungeachtet der formellen Mandate „in ihren Scheincongreß zu verlocken suchen".

Der Präsident verwahrt sich gegen diese Worte, die im Widerspruch mit dem gestrigen Votum zu Gunsten einer Verständigung stehen, worauf Bürger Vaillant dem Congreß den Briefwechsel mit den Possibilisten und die Tages-Ordnung, durch welche diese letzteren die Vereinigung der beiden Congresse endgültig begraben haben, mittheilt. Bürger Vaillant fügt hinzu, daß diese unbedingte Verweigerung jeder Verständigung den unbedingten Protest der italienischen Delegirten hervorgerufen, und daß diese, wie die holländischen Delegirten, sich vom Congreß der Rue de Lancry*) zurückgezogen haben. (Beifall.)

Die Sitzung wird um 11 Uhr aufgehoben, nachdem auf den andern Tag um 9 Uhr die nächste Sitzung anberaumt worden.

Donnerstag, den 18. Juli.

Morgen-Sitzung.

Den Vorsitz führt Bürger Daumas, Gemeinderath von Paris. Derselbe theilt der Versammlung die auf den Congreß bezüglichen Depeschen, Briefe und Zustimmungs-Adressen mit.

Bürger Morris gibt einen Ueberblick über die socialistische Bewegung in England, ohne indessen bei der dortigen Lage der Arbeiterklasse zu verweilen, die, wie anderswo, Sklavin des Privatkapitals ist. Kaum seit 6 Jahren kann von Socialismus in England die Rede sein, wenn auch noch etwas von der Chartistenbewegung lebendig geblieben war, sowie

*) Wo die Possibilisten tagten.

auch vom Communismus Owen's. Nothwendig mußte sich der Einfluß des festländischen Socialismus fühlbar machen, aber die Bourgeoisie, durch ihre Handelserfolge hochmüthig geworden, ignorirte die Lage des Proletariats, oder wollte sie ignoriren. Die große Menge betrachtete als das zu erstrebende Nonplusultra die Verwirklichung eines Systems heuchlerischer Formeln, welche die ganze Politik beherrschten. Die ökonomische Entwicklung hat aber jetzt diese Sachlage umgestaltet: der Socialismus ist für das Proletariat eine Hoffnung geworden, für die Bourgeoisie ein Schrecken. Mehr noch! Manche Bourgeois erklären sich für Socialisten unter dem Vorbehalt, daß man sie nicht zwinge, das Prinzip des Klassenkampfes anzuerkennen. Die abschreckende Gestalt, unter welcher die Armuth in England zu Tage tritt, scheint bei diesen Leuten ein Stückchen eingeschlafenen Gewissens aufgestört zu haben, und sie unterstützen und verkündigen deshalb alle Arten von Reform. So hat denn der Staat die Auswanderung begünstigt, um das Land von einer Menge von Proletariern zu befreien; so hat man einen schüchternen Versuch gemacht, dem bäuerlichen Grundbesitz wieder aufzuhelfen und die ländliche Klein-Industrie reger zu bringen; so hat man sich bemüht um eine Arbeiter-Versicherung à la Bismarck und um eine neue günstigere Form der Produktiv-Genossenschaft. Zahlreiche Hülfsmittel sind in Vorschlag gebracht vom reinen einfachen Philanthropismus bis hinunter zum Malthusianismus und zur Fruchtabtreibung, und zwar durch Bourgeois, welche ein Bewußtsein davon haben, auf welchem Vulkan unsere Gesellschaft angekommen ist.

Bis zur letzten Zeit ist die socialistische Bewegung fast ausschließlich im Reiche des Gedankens geblieben, unterhalten fast allein von Mitgliedern des Proletariats der Bildung. Heute hat sich das Blatt gewandt, da die Geister der Arbeiter durch die ökonomische Entwicklung zur Aufnahme und Annahme der socialistischen Lehren genügend vorbereitet sind. Die Arbeiter haben den Klassenkampf als solchen erkannt; sie haben begriffen, daß das Mehr oder Weniger des Elends in ihrer Existenz von der Rolle abhängt, die sie spielen, indem sie sich dem Mechanismus der kapitalistischen Produktionsweise einfügen lassen. Durch einen unwiderstehlichen Antrieb werden sie dazu gedrängt, die Umgestaltung der Gesellschaft von Grund aus zu wollen.

Dieses Erwachen wird theilweise der Propaganda verdankt, welche ein Häuflein überzeugter Socialisten an den Straßenecken vorgenommen hat. Vor nur 3 bis 4 Jahren wurden unsere Redner in gewissen Orten von den Arbeitern selbst ausgezischt und ausgepfiffen; heut zu Tage finden sie überall ein aufmerksames Publikum, ja man spendet ihnen sogar Beifall; In den radikalen Londoner Clubs ließ man sich früher kaum herab, Socialisten anzuhören; heute finden die Socialisten daselbst kaum noch Widerspruch. Besser noch: das politische Leben im eigentlichen Sinne (wohl zu verstehen, daß der Redner damit nicht die müssigen Diskussionen — wire-pulling d. h. Drahtzieherei — der Wahlperiode versteht) bekundet sich in diesen Clubs allein durch die Bewegung Derjenigen, welche als Socialisten auftreten. Mit einem Wort, der Socialismus beeinflußt die politischen Parteien in solcher Weise, daß Minister Harcourt ausrufen konnte: „Wir sind alle Socialisten!" Das ernsthafteste Hinderniß, dem die Socialisten begegnet sind, findet sich in der Gleichgültigkeit der in bereits konsolidirten Industrieen beschäftigten Arbeiter. Da England unter allen Ländern das erste gewesen ist, dem es gelang, die Groß-Industrie sich vollkommen zu eigen zu machen, so haben sich nothwendiger Weise die Arbeiter der Industrie-Zentren seit Generationen in die äußerste Abhängigkeit vollständig ergeben müssen. Sie haben sich daran gewöhnt, sich selbst lediglich als einen Theil des Mechanismus der Fabrik zu betrachten. Der Fabrikherr ist für sie ein „paymaster" — Zahlmeister —, mit dem sie zuweilen einen Streit haben, den sie aber darum nicht minder als unentbehrlich für ihre Existenz ansehen.

Andererseits ist die socialistische Bewegung in England durch die

Thatsache begünstigt worden, daß eine Gemeinsamkeit der Empfindungen zwischen dem Bauern, d. h. dem Landarbeiter und dem städtischen Arbeiter besteht, woran in Frankreich nicht zu denken ist, und ebensowenig anderswo auf dem Kontinent — wenigstens nicht in annähernd gleichem Maaß. Der Landarbeiter in England ist Sklave des Pächters und deshalb durchaus nicht conservativ, wenn es ihm auch oft widerfährt, daß er für einen Conservativen zu stimmen genöthigt wird; er hat seine Meinung für sich und eine lebhafte Neigung, seine Ketten abzuschütteln.

Die Entwicklung der Parteien hat der Sache des Socialismus gedient. So hat schon allein die irische Frage — mit der die englischen Socialisten sich viel beschäftigt haben — alle alten Parteien in Verwirrung gebracht. Die Arbeiter, bis dahin gewöhnt sich blindlings dem Parlament anzuvertrauen, haben von ihrem Zutrauen verloren. Es muß constatirt werden, daß die neue Gruppe der Socialistischen Radikalen — in der Presse vertreten durch den „Star" — wenig Einfluß im Parlamente besitzt, und daß sie auch an jenem Tage nicht mehr Einfluß besitzen wird, wann die irische Frage gelöst oder beseitigt wird.

Wir — d. h. die „Socialist League", in deren Namen ich spreche — wir, sage ich, beglückwünschen uns zu dieser Lage, denn wir glauben bestimmt, daß die Arbeiter ihre Zeit und ihre Mühe unnütz opfern, wenn sie sich anstrengen, eigene Vertreter in's Parlament zu bringen. Wir sind deshalb weit davon entfernt, die geringen Resultate zu bedauern, welche mit den erwähnten Versuchen erreicht wurden. Dagegen zeigen die neuerdings in den großen Städten und besonders in London eingeführten County-Councils — Grafschafts-Räthe —, sehr gegen die Absichten der Tories, eine starke Neigung zum Socialismus. Man darf hoffen, sie werden eines Tages ein Sammelpunkt sein für das der centralistischen und bürokratischen Parlamentsmacht widerstrebende Volk; denn diese Parlamentsmacht ist in England, — und kann dort nur sein — reaktionär, weil sie unter dem unbrechbaren Bann steht, ein Vertheidigungs-Ausschuß zu sein für das hochheilige Recht des Privateigenthums, das die Socialisten angreifen. Dieser Ausschuß, Parlament geheißen, hat es sich nicht verdrießen lassen, in seine Mitte einige Angehörige der ausgebeuteten Klasse aufzunehmen, deren Anwesenheit auf ein doppeltes Ziel absieht: als Sicherheits-Ventil zu dienen für die Unzufriedenheit des Volkes und als Anzeiger für die Richtung der Arbeiter-Beschwerden, ja auch dafür, innerhalb welcher Grenzen die bürgerliche Heuchelei sich freie Bewegung gönnen dürfe.

Alles in Allem, die Lage der Bewegung in England ist sehr ermuthigend. Die öffentliche Meinung sucht mit immer größerem Eifer da nach, wo die Wahrheit ist, und wenn auch die Organisation der Partei noch ungenügend sein mag, so kann man doch sicher sein, daß sie aus sich selbst heraus und in unwiderstehlicher Weise weiter kommen wird.

Vergessen wir nicht zu erwähnen, daß der Socialismus sich mehr und mehr in Australien ausbreitet, nicht in dem Sinne, wie wir ihn sich in Amerika entfalten sehen, sondern vielmehr in einer der englischen Bewegung nahekommenden Art.

Uebrigens die Thatsache selbst, daß der Socialismus in England als eine Bewegung der Gedanken zuerst aufgetreten ist, rechtfertigt die Hoffnung, daß seine Fortschritte nicht in's Stocken gerathen. Der Idealismus, der hiedurch bedingt ist, ist das unerläßliche Element jeder Bewegung, die sich durchsetzen will. Es ist ohne Zweifel gefährlich unsere Hoffnung auf ökonomischen Fatalismus zu gründen, auf die andauernde Verkümmerung des bürgerlichen Elements. Nothwendiger Weise verpflichtet uns die logische Entwicklung der Produktion und der Gesellschaft, diese Thatsachen in Erwägung zu nehmen; indessen die historische Verschiebung der Zustände kann den Lauf jener Entwicklung unterbrechen und der Uebermacht des Bürgerthums eine weitere Lebensfrist bewilligen. England kann möglicher Weise noch eine Periode großer Handelsblüthe genießen;

in Folge des Anreizes, den diese Blüthe auf die Entdeckungen und die Verbesserung der Mechanik üben muß, werden aber die Arbeiter noch geringeren Antheil an dem sog. Nationalreichthum haben als selbst in der gegenwärtigen Industrieperiode.

Was auch kommt, wir werden nicht aufhören Socialisten zu sein. In der That, wir können besser genährte Sklaven, angenehmer situirte Schmarotzer werden — aber damit sollten wir zufrieden sein? Nein! Die Bewegung im Reiche der Gedanken, welche sich weiter vollziehen muß, wird uns nicht erlauben, mit einem Zustande zufrieden zu sein, der nicht die volle und ganze Verwirklichung unseres Ideals ist. Wir wissen, daß wir die vollkommene Gleichheit der Lebensbedingungen für alle Menschen zu fordern haben, und daß dies ein sehr wohl realisirbares Ideal ist. Wir werden niemals die mühsam erlernte Lektion vergessen; wir werden daran zu denken wissen, daß, wie auch immer das Schicksal einiger Individuen sich gestalte, der „Bodensatz", wenn auch mit Verbesserungen, doch immer jener „Bodensatz" bleibt, von welchem John Bright mit solch satter Selbstgefälligkeit gesprochen hat, — und daß er es bleiben wird, bis wir unsere ganze Forderung durchgesetzt haben. Die Arbeiter, auch die am Besten daran sind, hängen sie nicht immer von ihren Lohnherren ab? Und, wenn wir den Sachen auf den Grund gehen, von dem Herrn ihrer Herren: vom internationalen Markt? Der englische Arbeiter wird mit Zähigkeit die Forderung seiner vollen Rechte verfolgen, und er wird nicht stillstehen auf dem Wege, das wissen wir, bis daß er sie ganz erobert hat. Bei alledem wird die socialistische Partei, erkennen wir es an, durch eine Periode der Enttäuschung bedroht, wenn sie zu einer rein politischen Partei ausartet. In diesem Falle wird sie das Spiel einer Handvoll von Abenteurern und Stimmenfängern werden, die nichts im Auge haben, als ihr persönliches Interesse. Zu diesem Behufe werden sie die Hoffnungen des Proletariats nähren und dasselbe durch eine verlogene Agitation zu Gunsten einiger Palliativ-Mittel betrügen, die ein Bourgeois-Parlament nicht verfehlen wird zu bewilligen, da ein solches sehr gut weiß, daß diese Palliativ-Mittel, sollten sie wirklich durchgeführt werden, der Menge des Volkes niemals mehr geben werden, als die Freiheit zu stimmen und — Hungers zu sterben.

Zwei Dinge muß man den englischen Socialisten zur Ehre nachsagen. Erstens sind, ungeachtet gewisser Meinungs-Verschiedenheiten, die englischen Socialisten — einige Ausnahmen abgerechnet — gründlich international. Sie verurtheilen mit der äußersten Energie den Chauvinismus (Jingoism*) — welche Erscheinungsform er auch annehme. Das Wort „Nationalität" hat für sie nur eine geographische Bedeutung. Das „Britische Reich", keineswegs ein Gegenstand der Liebe und des Stolzes für sie, gilt ihnen nur als eine Macht des Unheils, eine auf Ungerechtigkeit und Gewaltthat beruhende Herrschaft, die demnach dem Abscheu jedes anständigen Menschen verfallen ist. Zweitens haben die englischen Socialisten, Kraft ihres Idealismus, sich als die besondere Mannschaft der ästhetischen Seite des Socialismus constituirt. Ohne die Utopien von Charles Fourier anzunehmen, sind sie, meistens ohne es selbst zu wissen, die Erben seiner Idee von der anziehenden Arbeit (Forderung, die Arbeit in der socialistischen Gesellschaft so zu gestalten, daß sie aufhört lästig zu sein und den Arbeiter als ein Vergnügen anziehe). Dieser Punkt hat seine Wichtigkeit. Alle Socialisten wollen, daß alle Menschen zur Arbeit angehalten werden, aber wenn sie dies Ziel erreicht haben, werden sie sich dem Satze anschließen, daß die Arbeit weniger eine peinliche Mühe als eine reizvolle Obliegenheit ist. Trotz unvermeidlicher Fehlgänge hat die socia-

*) Von dem Fluch: by Jingo (sprich: bei dschingoh), Kreuzsapperment!, den die englischen Chauvinisten besonders gern im Mund führen. Der Chauvinist heißt in England Jingoist (sprich: Dschingoist).

listische Bewegung Englands dem gesammten Socialismus greifbare und nützliche Dienste geleistet, indem sie den Arbeitern das zu erreichende Ziel zeigte: ein schönes und vollkommenes Leber.

Die socialistische Bewegung Englands hat eine beachtenswerthe Literatur erzeugt. Neben mehreren täglichen Arbeiterblättern bemerkt man zwei socialistische Wochenschriften „Justice", Organ der „Social-Democratic Federation" und „Commonweal", Organ der „Socialist League". Die Socialisten veröffentlichen auch Streitschriften, Broschüren, Flugblätter; indessen fehlen auch gewichtigere Werke nicht. Ein charakteristisches Zeichen ist, daß unsere Romanschriftsteller es gut finden, ihre Bücher mittelst eines gewissen Zusatzes von Socialismus zeitgemäß zu machen. Der Socialismus ist Mode geworden!

Der Socialismus ist also in England eine kräftige Pflanze, die lebensfrische Sprossen treibt, freilich noch jung, so jung, daß sie noch weder Blumen noch Früchte hervorgebracht hat. (Lebhafter Beifall.)

Doktor Adler, Delegirter der Socialisten Oesterreichs, trägt einen Bericht über die Lage der socialistischen Bewegung in Oesterreich vor, der häufig durch begeisterte Beifallsrufe unterbrochen wird. In Oesterreich, sagt er, gibt es eine sehr lebensfähige Partei, die unermüdlich arbeitet und vor keinerlei Schwierigkeit zurückschreckt. Ich bringe hier den Brudergruß von Tausenden über ganz Oesterreich verstreut lebenden Arbeitern. Sie hatten die Absicht mir ein formelles Mandat zu geben; aber das war eine Unmöglichkeit. Die Freiheit in Oesterreich ist ein zusammengesetztes Wesen, welches die Mitte hält zwischen der Freiheit in Rußland und der Freiheit in Deutschland. (Große Heiterkeit.) In der Form ist sie deutsch, in der Ausführung ist sie russisch. Abgesehen von Frankreich und England hat Oesterreich vielleicht in ganz Europa die freisinnigsten Gesetze, so sehr, daß es einer Republik ähnelt, die anstatt eines Präsidenten eine Majestät an der Spitze hat. Leider verfährt man nur in der Praxis nicht nach dem, was das Gesetz vorschreibt, sondern allein nach dem, was das Belieben des betreffenden Polizei-Commissärs ist. Der Polizei-Commissär ist befugt, alle gesetzlichen Freiheiten zu confiszjren, und man kann schon glauben, daß er dies Recht braucht — und mißbraucht. Dieser absonderliche Zustand raubt der Arbeiterbewegung in Oesterreich alle Gleichartigkeit im Fortgange, alle Sicherheit im Beschließen und Handeln. Sie ist allen möglichen Glückswechseln beständig ausgesetzt, heute Blüthen treibend, morgen der Vernichtung preisgegeben, ohne daß die Regierung deswegen nöthig hätte, zu Ausnahmegesetzen ihre Zuflucht zu nehmen. So hat auch das 1884 publizirte Ausnahmegesetz gegen die Anarchisten keineswegs die Lage wesentlich verändert. Was verschlägt es denn den Socialisten, ob sie durch Berufsrichter oder durch Geschworne verurtheilt werden? Kraft dieses Gesetzes hat die Polizei in der ersten Woche nach der Publikation mehr als 400 Personen aus Wien und Florisdorf ausgewiesen. Die Ausgewiesenen waren meistens höchst unschuldige Menschen, Mitglieder oder Vorstandsmitglieder von Gewerkschaften. Natürlich mußte dies Gesetz die junge Arbeiterbewegung ersticken, und hat dies auch wirklich gethan. Aber, sonderbar genug! Die österreichische Regierung ist gleich unfähig, bei einem Werke der Gerechtigkeit consequent zu sein wie bei einem Werke der Unterdrückung; sie schwankt beständig hin und her, — wir haben den Despotismus gemildert durch Schlamperei (Große Heiterkeit). Die junge Bewegung benutzte die letztere, um wieder aufzuathmen und sich besser zu befestigen. Betonen wir es, daß sich in der Arbeiter-Partei tiefgehende Meinungs-Verschiedenheiten gezeigt haben, besonders in Betreff der Frage: „Sollen die mit dem direkten allgemeinen Stimmrecht bewaffneten Arbeiter sich als politische Partei constituiren oder nicht?" Reine Prinzipienfrage! Die Arbeiter in Oesterreich haben kein Stimmrecht und werden es auch so bald nicht

haben. Gleichwohl theilte diese Frage die Arbeiterpartei in zwei Bruchstücke, von denen das Eine aus sog. radikaleren, das Andere aus sog. gemäßigteren Elementen bestand. Die Einigung kam erst zu Stande, als gewisse bis dahin einflußreich gewesene Persönlichkeiten verschwunden waren. Die Bewegung hatte aber noch mit einer anderen Schwierigkeit zu kämpfen, mit dem Gesetz über die Colportage, kraft dessen jeder Mensch, der ein Journal vertheilt hat, wegen Vergehens gegen das Preßgesetz unter Anklage gestellt werden kann. (Sensation.) Eine dritte Schwierigkeit endlich entspringt nur zu häufig aus dem Nationalitäten-Gegensatz. Obgleich die Proletarier verschiedener Nationalität im Allgemeinen einen ernsten Geist der Eintracht bewähren, und mit einander aufrichtig sympathisiren, so werden doch die Schwierigkeiten der Propaganda durch die Unterschiede der Sprachen sehr erheblich gesteigert. Fügen wir dem allen hinzu, daß der Stand der Volksbildung ein sehr niedriger ist und keine steigende Tendenz besitzt. Seit Ferdinand, dem Katholischen hat man in diesem Lande mit Feuer und Schwert gegen den Volks-Unterricht gewüthet. Oesterreich ist nicht nur ein katholisches Land, es ist zugleich auch ein zurückgebliebenes Land.

Trotz all dieser Schwierigkeiten, besteht in den Landestheilen, wo die Industrie Wurzel geschlagen hat, eine Socialistenpartei, vor welcher die Bourgeoisie sich fürchtet.

Eine beachtenswerthe Thatsache ist es, daß in Oesterreich, im Gegensatz zu dem, was die anderen Länder erleben, noch ein letzter Ueberrest der alten feudalen Welt in einer Partei fortexistirt, die bis auf die gegenwärtige Stunde eine ausschlaggebende Rolle im öffentlichen Leben spielt. Obwohl diese feudale Gesellschaft unter dem Druck der neuen ökonomischen Aera nicht umhin kann ihr Wesen umzuwandeln, hat sie nichtsdestoweniger doch Interessen, die denen der jungen Bourgeoisie entgegengesetzt sind. Dem entsprechend sucht man bald von dieser, bald von jener Seite die Arbeiter für sich zu gewinnen, die Bourgeoisie in der Gestalt eines im höchsten Grade heuchlerischen politischen Liberalismus, der feudale Adel mittelst einer Arbeiter-Gesetzgebung.

So besitzt denn Oesterreich eine Arbeiter-Gesetzgebung, welche — abgesehen von England und der Schweiz — die beste von ganz Europa sein würde, wenn sie nicht fast nur auf dem Papier existirte! In Oesterreich besteht der Normalarbeitstag von 11 Stunden, die Nachtarbeit der Frauen und Kinder ist verboten u. s. w. u. s. w. Ebenso herrscht absolute Preßfreiheit. Aber sieh da, das Gesetz läßt Ausnahmen zu, die Behörden ordnen Ausnahmen an, und ihre Bestimmungen können sicher sein, stets die Bestätigung vom Ministerium zu erhalten. Wir wollen indessen anerkennen, daß trotz dieser „gesetzlichen Ungesetzlichkeiten" das Arbeitergesetz die Lage der Arbeiter der großen Industrie verbessert hat. Es hat die Aufmerksamkeit des Proletariats auf die Situation, in der es sich befindet, hingelenkt und dadurch dazu beigetragen das Gewissen der Arbeiter zu wecken. Ferner, die Fabrikinspektion, wie unvollkommen sie auch immer sein mag, ist doch bei weitem nicht so schlecht organisirt wie in Deutschland. Um die Inspektion wahrhaft wirksam zu machen, müßte man übrigens damit anfangen, die Zahl der Inspektoren zu vermehren. Die Bourgeoisie verweigert die Mittel für die Anstellung neuer Inspektoren unter dem Vorwande, daß der Militarismus das Geld der Steuerzahler verzehre. Gegenwärtig haben wir nur 15 Inspektoren. Mehr noch, die Regierung hat sich geweigert, den Inspektoren einen anspruchslosen, aus der Arbeiterklasse hervorgegangenen Mann als Gehilfen beizugeben, was doch überall als nützlich anerkannt ist.

Trotz dieser Mängel hat das Gesetz, sagen wir es nochmals, den Erfolg gehabt, die öffentliche Aufmerksamkeit auf vorher gänzlich ignorirte Zustände hinzulenken.

Was denken denn nun die österreichischen Socialisten über eine Arbeitergesetzgebung? Das Ziel, auf dessen Erreichung es vor Allem ankommt, heißt: Hebung des physischen, intellektuellen und moralischen Zustandes des Proletariats. Eine Arbeitergesetzgebung ist bei Weitem nicht dazu befähigt, für sich allein die Aufgabe zu lösen, welche die Arbeiter-Bewegung zu bewältigen hat; aber sie ist ein Mittel, ohne dessen Anwendung das Proletariat sein schließliches Ziel nicht wird erreichen können.

In der letzten Stunde, wenn nun die kapitalistische Gesellschafts-Ordnung zusammenbricht — und sie wird ganz von selbst zusammenbrechen, ohne daß, sozusagen, man dabei nachzuhelfen brauchte — dann wird das Schicksal des Proletariats sich entscheiden nach dem Grade geistiger Entwicklung, den es erreicht haben wird. Wir besitzen weniger Einfluß auf das Eintreten dieses Moments, als wir selbst anzunehmen pflegen, — weit weniger, als unsere Feinde argwöhnen. Aber Eins liegt in unserer Macht: uns für diesen Augenblick vorzubereiten. Von dieser Vorbereitung hängt die Zukunft ab. Wird sie Sklaven finden, welche ihre Ketten brechen, oder Männer, welche entschlossen sind, frei zu werden? Bereit sein — das ist Alles. Das ist der Grund, weshalb wir überall eine Arbeiterschutz-Gesetzgebung verlangen, welche unerläßlich ist für eine gute sociale Hygiene. (Anhaltender Beifall.)

Bürger Adler macht noch die Mittheilung, daß die österreichische Partei ausschließlich auf diesem Congreß vertreten ist. Die sogenannte „Föderation von Ober-Oesterreich und Salzburg", die auf dem Possibilisten-Congreß vertreten ist, hat das einzige Unglück, überhaupt nicht zu existiren.

Nach dieser Mittheilung tritt der Congreß in eine ziemlich lange Diskussion ein über die Frage, ob es nöthig ist, die Vorlesung der Berichte fortzusetzen oder nicht.

Die belgischen Abgeordneten, unterstützt von dem amerikanischen Delegirten Bush schlagen vor, jedem Redner nur 15 Minuten für Verlesung seines Berichtes einzuräumen.

Der Bürger Lafargue meint, daß man die Vorlesung der Berichte fallen lassen solle, die ja so wie so sämmtlich veröffentlicht würden, und daß man in die Diskussion über die auf der Tagesordnung stehenden Fragen eintreten möge.

Der englische Delegirte Kitz hält es für alle Fälle nützlich, die Delegirten der Bergarbeiter zu hören.

Bürger Dubucq schlägt vor, daß jedem Berichterstatter 10 Minuten zugestanden werden; zu gleicher Zeit möchte eine Commission von 30 Mann gewählt werden mit dem Auftrage, die sämmtlichen Einzelberichte in einen einzigen Generalbericht zusammenzufassen.

Die deutschen Delegirten erklären sich für Entgegennahme der Berichte, und Bürger Webbe bekämpft den Vorschlag Lafargue's. Der Congreß hat nicht nur den Zweck, die Frage einer Arbeitergesetzgebung zu studiren, eine Frage, in der übrigens alle socialistischen Parteien im Prinzip einig sind; — er hat in gleicher Weise zum Gegenstand, eine innigere Verbindung zwischen den Proletariern der verschiedenen Nationen zu besprechen. Und zu diesem Zwecke trägt die Verlesung der Berichte wesentlich bei. Gemäß diesem Zwecke wird es nöthig sein, nachdem man die Berichte der sogenannten großen Nationen gehört hat, in gleicher Weise die der kleineren Nationen anzuhören. Im entgegengesetzten Falle würde der Congreß sich gegen den Geist der Brüderlichkeit und Gerechtigkeit versündigen.

Die Bürger Lafargue und Dubucq ziehen ihren Antrag zurück und der Congreß beschließt einstimmig die Verlesung der Berichte, doch so, daß nach Vorschlag des Bürgers Cesar de Paepe jedem Berichterstatter nur 10 Minuten bewilligt werden. Desgleichen nimmt der Congreß den Vorschlag des Bureau's an, daß dieses mit der Ausarbeitung definitiver Resolutionen betraut wird, betreffs deren jeder Delegirte eingeladen ist, das Bureau zu unterstützen, indem er Resolutionen oder Beobachtungen, die sich auf die Fragen der Tagesordnung beziehen, demselben unterbreitet.

Bürger Volders, der Delegirte der socialistischen Arbeiterpartei Belgiens, hat das Wort zum Bericht über die socialistische Bewegung in Belgien.

Die belgische Bourgeoisie ist die schlimmste von allen, weil sie die allergrößte politische Gewalt in ihrer Hand hat. Sie allein hat das Stimmrecht. Ebenso behält sie nicht nur den Grund und Boden und alle Produktionsmittel für sich vor, sondern auch die ganze Staatsgewalt. Vor Kurzem hat sie nun einen Nachtrag ins Wahlgesetz eingefügt, welcher einer Handvoll von Werkmeistern und Kleinkrämern gestattet, in die Municipalräthe einzutreten. Zudem wird hierfür ein Befähigungs-Examen verlangt. Die socialistische Partei hat also in diesem Lande unaufhörlich mit großen Schwierigkeiten zu kämpfen, die nothwendiger Weise ihren Einfluß ausüben auf die Taktik, welche ihre Mitglieder einschlagen müssen.

Eine Arbeitergesetzgebung gibt es nicht in Belgien. Die Art und Weise, in welcher diese wichtige Frage letzthin auf die Tagesordnung gesetzt wurde, zeigt den bösen Willen der Bourgeoisie.

Der Volksunterricht steht tief unter den bescheidensten Anforderungen.

Außerdem wird die politische Lage des Landes noch komplizirter gemacht durch die wirthschaftliche. Belgien ist das Land der Großindustrie par excéllence und zwar einer internationalen Industrie, die für den Weltmarkt producirt. Die Bourgeoisie benutzt die ihr vom Ausland her gemachte Concurrenz und schmiedet eine Waffe gegen das Proletariat daraus; sie säet Haß zwischen den belgischen und fremden Arbeitern, und allein die Socialisten bekämpfen diesen Chauvinismus.

Die socialistische Bewegung ist in Belgien verhältnißmäßig jung. Vor 5 oder 6 Jahren fand man nur in den Industriecentren organisirte socialistische Sektionen. Gent allein hatte einen festgeschlossenen Generalstaab (état-major) überzeugter Socialisten, unter ihnen viele Deutsche. Sie waren es, die 1885 versuchten, auf dem Boden eines socialistischen Programms alle corporativen Organisationen, alle politischen und socialistischen Studienclubs, alle Consum- und Produktivgenossenschaften, Gegenseitigkeitskassen u. s. w. zu vereinigen. Dann wurde auf einer wirklich socialistischen Grundlage die belgische Arbeiterpartei, eine der bestorganisirten von ganz Europa, begründet. Die deutschen, socialistischen Arbeiter haben ganz besonders beigetragen zum Zusammenschluß und zwar so eifrig, daß die Anstrengungen einiger Jahre den Erfolg hatten, die Bewegung in regelrechten Fluß zu bringen. Die bei den großen Corporativ-Genossenschaften, die zur Partei gehören und über welche Anseele einen Specialbericht erstatten wird, arbeiten durchaus in socialistischem Geiste. Die Gründung von solchen Corporativ-Genossenschaften hat die öffentliche Meinung gewaltig beeinflußt und zwar zu Gunsten der Bewegung. Ganze Ortschaften gehören zur Partei, obschon die Mehrzahl dieser neuen Mitglieder zunächst über sociale Fragen noch vollständig unaufgeklärt war. In den Städten und Industriecentren konnte man in kurzer Zeit gegen 100 politische Vereine zählen, Socialisten wurden in Municipal- und Provincialräthe gewählt. Aber der erste Enthusiasmus für die neue Partei verlosch sehr bald wieder wie ein Strohfeuer. Wir müssen zugestehen, daß man in Belgien unmöglich allein auf die politische Gruppenbildung rechnen kann. Beim geringsten Sturm zerstreuen sich diese Gruppen, die keine andere Grundlage haben, wie beispielsweise die politische Liga des Hennegaus beweist, die keinen Bestand hatte. Dagegen dauern die durch gemeinschaftliches wirthschaftliches Intere

verbundenen Organisationen aus. So die Fachvereine, welche die Aufrechterhaltung bestimmter Tarife und Erhöhung der Löhne zum Zwecke haben, so auch die Corporativ-Genossenschaften, welche eine feste Basis für die Einigung der Organisationen und der Mitglieder bilden. Sie aufzulösen ist schwieriger, weil ihre Mitglieder vereinigt bleiben zur Erhaltung des gemeinschaftlichen Besitzes, welcher andererseits eine werthvolle Geldquelle abgibt; von den Gewinnen wird ein bedeutender Procentsatz vornweg genommen für die socialistische Propaganda, für Zeitungsgründungen u. s. w. Die Taktik der belgischen Partei ist durch ihre ganze Stellung charakterisirt. Sie erklärt es auch, daß die belgischen Delegirten darauf drangen, zu versuchen, die beiden Congresse zu verschmelzen. Die Lage ihres Landes hat den Socialisten das System der Concessionen auferlegt, für den Fall, daß das höhere Interesse des Proletariats solche erheischt. Die belgische Partei würde nicht einen Tag länger existiren, falls man ihr ein starres, exclusives Programm zur Pflicht machen wollte. Schon der Unterschied zwischen Wallonen und Flamländern erheischt eine tolerante Taktik und ein weitgefaßtes Programm.

So ist die belgische Partei, obgleich streng in Sachen des Prinzips, doch geneigt, mit sich reden zu lassen, wenn es sich nur um Fragen der Taktik handelt; dem Arbeiter gegenüber ist sie tolerant, gegen die Bourgeoisie aber liegt sie im Felde und verwirft alle Transactionen.

Könnten sich doch alle Genossen anderer Länder, deren Lage der unseren analog ist, für unsere Grundsätze begeistern, die ja nur darauf abzielen, den Sieg im offenen Kampf für die Emancipation des internationalen Proletariats herbeizuführen.

Alles das, was die deutsche Socialdemokratie betreffs der Arbeitergesetze fordert, das fordern in gleicher Weise auch wir. (Beifall.) —

Hybès, der böhmische Delegirte, nimmt das Wort zur Berichterstattung über die tschechische Bewegung. Er will deutsch, nicht tschechisch reden, um dem Congreß den Zeitverlust zu ersparen, den eine weitere Uebersetzung zur Folge haben würde.

Böhmen ist zum ersten Male auf einem internationalen Congreß des Proletariats vertreten. Böhmen ist ein im Hintertreffen gebliebenes Land, indem es seit der Reformation kein selbstständiges Dasein führt. Unter dem Vorwand der Germanisirung und Katholisirung seiner Bewohnerschaft hat man alle und jede Freiheit erstickt, alle nationalen Rechte unterdrückt. Diese Lage wurde vom Feudalismus geschaffen, welcher, unter dem Vorwand der patriotischen Sache zu dienen, in Wirklichkeit nur seiner eigenen Sache und sich selbst gedient hat.

Trotzdem hat der Socialismus siegreich seinen Einzug in Böhmen gehalten; er hat dies erreicht zugleich mit den industriellen Fortschritten, die ein zahlreiches, allem Elend ausgesetztes Proletariat geschaffen haben. Die aus der Fremde nach Böhmen gebrachten socialistischen Lehren, meist auf dem Wege der Uebersetzung dargeboten, fanden unter dem tschechischen Proletariat Verbreitung. Die Frage der Sprache war ein Hinderniß für die Propaganda, die unerbittliche Verfolgung war ein zweites. Trotz so vieler Hindernisse, die sich einer Organisationsbildung entgegenstemmten, haben die Arbeiter ausschließlich die Initiative und die Organisationsarbeit sich selbst zu verdanken. Im Gegensatz zu dem, was man in anderen Ländern sah, ist kein Mann der schulmäßig gebildeten Classe zum Proletariat gekommen, um ihm bei seinen Anstrengungen für seine Emanzipation den Weg zu zeigen, der zu verfolgen war. Ingleichen hat niemals ein tschechischer Advokat seine Hand gereicht, um einen socialistischen Prozeß als Vertheidiger zu führen.

Der Berichterstatter weiß aus eigenster Erfahrung, mit welcher Erbitterung die Regierung und die Polizei die Socialisten verfolgen. Er ward selbst verfolgt, eingekerkert, und angeklagt, Mitglied des „General-Rathes" zu sein und überall „anarchistische" Gruppen begründet zu haben, und endlich verurtheilt, wiewohl der Staatsanwalt nichts gegen ihn vorbringen konnte, als seine Mitarbeiterschaft bei zwei ausländischen Zeitungen, einer in New-York,

der „Freiheit" Johann Most's, und bei einem zweiten anarchistischen Organ in Chicago, welches außerdem schon seit Jahresfrist eingegangen war. Während der Instruktion des Prozesses waren 90 Verhandlungstermine abgehalten und aus allen Theilen des Königreiches des heiligen Wenzel Zeugen herbeigeholt worden. Viele andere Socialisten hatten dasselbe Schicksal. In Böhmen wird die Vertheilung einer Zeitung sofort mit Gefängniß oder Geldstrafe geahndet; die Untersuchung bei Delikten, auf denen höchstens 2, 3 Tage Haftstrafe steht, dauert oft Monate lang. Die Verhafteten werden in Ketten gefesselt an das Landesgericht zu Prag eingeliefert. Obgleich man glaubt, daß die Post frei und unabhängig zu arbeiten und vor Allem das Briefgeheimniß zu wahren hat, wird unfehlbar sofort nach wenigen Stunden bei einer Person, an die eine ausländische Zeitung gesendet worden ist, Haussuchung gehalten. Jedermann, der angeklagt wird, Mitglied eines Geheimbundes zu sein, wird zu 2 oder 3 Monaten Gefängniß verurtheilt, die sogenannten „Rädelsführer" dieser Organisationen zu einem Jahr. Als ein solcher „Rädelsführer" gilt in den Augen der Polizei jeder Arbeiter, der etwas intelligenter und mehr unterrichtet ist als seine Kameraden.

Um eine Vorstellung von der Willkühr und Härte der Polizei zu geben genügt eine Thatsache: von 340 wegen Socialismus von einem einzigen Staatsanwalt angeklagten Personen wurden nur 110 freigesprochen! In der letzten Zeit ist nicht ein einziger Verein genehmigt worden, zu dem sich tschechische Arbeiter organisirt hatten. Die Polizei organisirt ein System der Einschüchterung, wodurch sie manche Arbeiter daran hindert, in die Bewegung einzutreten.

Indessen hat der Socialismus trotz allen Hemmnissen in Böhmen tiefe Wurzeln geschlagen, so daß er unmöglich heutzutage ausgerottet werden kann. Wiewohl noch ein intellectueller Stützpunkt fehlt, der unentbehrlich ist, entwickelt sich doch die Bewegung, und wir zweifeln nicht daran, daß sie eines Tages siegen wird. (Lebhafter Beifall.) —

Nachdem die Ruhe wieder hergestellt ist, nimmt Keir Hardie, der Vertreter von 56,000 organisirten schottischen Bergleuten, das Wort zu seinem Bericht, mit dem er von den Vertretern der parlamentarischen socialistischen Arbeiterpartei Großbritanniens beauftragt worden ist.

Die Auftraggeber erkennen den Gegensatz der Klassen an und erstreben die Beseitigung des Kapitalismus und die Besitzergreifung aller Arbeitsmittel durch die Gesellschaft; der volle Arbeitsertrag muß den Arbeitern zu Theil werden. Sie meinen, daß dies Ziel erreicht wird, wenn man dazu gelangt, eine Reihe von Gesetzen zu erlassen, die eine ernsthafte Arbeitergesetzgebung darstellen. Um dazu zu gelangen, organisiren sie sich hauptsächlich auf politischem Gebiet; daher arbeiten sie darauf hin, ihren Leuten den Eintritt in's Parlament und in die Lokalverwaltungen zu ermöglichen. Sie betteln nicht um Gesetze, wie um eine Gunst, um eine Gnade, welche von einer höheren Klasse einer niedriger stehenden erwiesen wird, — nein, sie fordern, daß das Parlament, das Geschöpf und der Diener des Volkes, Gesetze gibt, die dem Willen und den Bedürfnissen des Volkes entsprechen.

Die von Keir Hardie vertretene Organisation stellt eine besondere Partei dar, welche das Wohl der Arbeiter anstrebt. Vor einigen Monaten warfen die Arbeitsgenossen von New-Castle 45,000 Stimmzettel für die Candidaten der Partei in die Urnen, drei wurden in den Schulrath gewählt. Man hat lange Zeit als ein feststehender Credo immer wiederholt, daß der Arbeiter in Wales und in Großbritannien nur 9 Stunden täglich arbeite. Nichts ist falscher als das! Wahr ist, daß hie und da, z. B. für Fabriken, das Gesetz es vorschreibt. Die festgesetzte Arbeitszeit beträgt da wöchentlich 56 Stunden; in gleicher Weise besteht ein auf 9 Stunden bezifferter Arbeitstag für die Handwerker der großen Städte. Indessen dauert bei jeder sich darbietenden Gelegenheit in der Zeit der Prosperität einer Industrie der Arbeitstag oft 12 Stunden und selbst 14 Stunden! Dazu bemerken wir, daß unter den besseren unserer Arbeiter sich eine mächtige Strömung zu Gunsten eines acht-

stündigen Arbeitstages geltend macht, der gesetzlich vorgeschrieben ist und den zu überschreiten durchaus verboten werden soll. Aber das ist noch lange nicht erreicht. Ebenso arbeiten die Beamten und Arbeiter der Straßenbahnen und der Eisenbahnen täglich 12 bis 18 Stunden! Die Arbeiter der großen, ununterbrochenen Betriebe haben einen Arbeitstag von 12 Stunden und arbeiten alle 7 Tage der Woche!

Was die Löhne anbelangt, so sind sie keineswegs glänzend. In den ländlichen Bezirken belaufen sie sich auf 12—15 Schilling (12 Mk. 24 Pfg. bis 15 Mk. 30 Pfg.) wöchentlich. Die nicht qualifizirten Arbeiter (Handarbeiter), die bei den öffentlichen Arbeiten beschäftigt sind, verdienen wöchentlich 12 Schilling (12 Mk. 24 Pfg.); die Berg- und Eisenarbeiter bis zu 22 Schilling (22 Mk. 44 Pfg.) in den großen Städten; die qualifizirten Arbeiter erhalten bei einem auf 9 Stunden normirten Arbeitstag 2 —35 Schilling (20 Mk. 40 Pfg. bis 35 Mk. 70 Pfg.) wöchentlich.

Bemerken wollen wir beiläufig, daß die offiziellen Statistiker den in Großbritannien geschaffenen Reichthum in Bausch und Bogen auf 1,200,000,000 Pfd. Sterling berechnen (= 1324 Millionen Mark). Von dieser runden Summe erhalten die Arbeiter nicht einmal den dritten Theil; 800 Millionen Pfd. Sterling und mehr fließen in die Taschen der Nichtsthuenden oder halben Nichtsthuer.

Unter den 10 Millionen Arbeiter Großbritannien's sind *1 Million Mitglieder von Trades-Unions* (Gewerkschaften). Die Trades-Unions umfassen meist qualifizirte Arbeiter, die sich sehr wenig um die außerhalb ihrer Organisationen stehenden Arbeiter kümmern. Die nicht qualifizirten Arbeiter haben so zu sagen gar keine Organisationen.

Jedes Jahr wird ein *Congreß der Trades-Unions* abgehalten, der den Zweck hat, eine Arbeitergesetzgebung zu diskutiren; aber die meisten Führer sind von vornherein überzeugt, daß das Parlament nicht im Stande ist, — und selbst wenn es dies wäre, nicht gewillt ist —, die ökonomische Lage der Arbeiter zu verbessern. Die Beschlüsse dieser Congresse sind also ganz ohne irgend welchen Einfluß. Nach Anschauung der Trades-Unions müssen die Arbeiter Hand anlegen bei der Regelung der Arbeitszeit und der Lohnhöhe, ohne irgend welche Hilfe vom Parlament zu erwarten. Die Erfahrung hat die Unhaltbarkeit dieses Prinzips dargethan; und ist nicht in der That bei dem gegenwärtigen Wirthschaftssystem *der Arbeitgeber absoluter Herr* auf dem ökonomischen wie auf dem politischen Gebiet? Innerhalb der Trades-Unions macht sich also eine starke Strömung geltend für *Fixirung der Arbeitszeit durch das Gesetz*. Noch im Laufe dieses Jahres werden die Trades-Unionisten ihre Stimme für oder wider ein Gesetz, das den Arbeitstag auf 8 Stunden festsetzt, abzugeben haben. Ihre Häupter widersetzen sich freilich jeder von der socialistischen Idee hervorgerufenen Entscheidung; aber im Gegensatz zu der allgemeinen Auffassung gewinnt die socialistische Idee immer mehr und mehr Boden. Für diese ist der *Trades-Unionismus seinem Ende nahe*, und es gibt Besseres zu thun. Sie erkennt indessen an, daß er sich kräftig erhalten würde, wenn er sich entschlösse, *socialistisch* und *politisch* zu werden; wenn nicht, so wird er bald nichts weiter sein, als eine simple Hilfsgenossenschaft. Gewiß haben die Trades-Unions einige gute Dienste geleistet. Sie werden der Verbindungsstrich zwischen Vergangenheit und Zukunft gewesen sein, aber es kommen bestimmte Zeitpunkte, wo die besten Einrichtungen nothwendigerweise eine Umgestaltung erfahren müssen. Das ist eine Lebensfrage für sie. Wir wiederholen also, wenn die Trades-Unions den Schritt zum Socialismus nicht thun, *so sprechen sie sich selbst ihr Urtheil*.

Trotz alledem, was sie in England versucht haben, bei dem schauderhaften Elend werden die „*Paupers*" (hülflos Verarmten), jetzt eine Million zählend, in einigen Jahren auf mehrere Millionen angewachsen sein, wenn man nicht endlich erwacht und sich aufrafft. *Von sieben gestorbenen Personen zählt man eine, die in der gemeinsamen Grube beerdigt wird.* Und „*Großbritannien ist das reichste Land der Welt*", *sagt man!*

Seit einigen Jahren leiden die Arbeiter viel durch die Concurrenz fremder Arbeiter, welche nach England gekommen sind und nun dazu beitragen, die Lohnsätze herabzudrücken. So wurden sonst die Eisenwerksarbeiter der Grafschaft Ayrshire mit 17 Schilling (17 Mk. 34 Pfg.) wöchentlich bezahlt. Jetzt auf einmal stellt der Eigenthümer durch Vermittelung des russischen Consuls in Glasgow Polen an, die er nur mit 12 Schillingen wöchentlich bezahlt. Natürlich setzte er den Lohn der übrigen Arbeiter auf denselben Betrag herab, indem er die Widerstrebenden bedrohte, sie durch weitere Polen zu ersetzen, die sofort zu kommen bereit seien. Ein ähnlicher Vorgang ereignete sich im Verlauf des letzten Streiks der Matrosen vor einigen Wochen. Die Eigenthümer ersetzten die Ausständigen durch so zu sagen überall aufgelesene Matrosen; die Ausständigen mußten sich unterwerfen.

Nur internationale Verständigungen der Arbeiter untereinander werden im Stande sein, den Kampf gegen diese Maßregel aufzunehmen, zu der die Kapitalisten immer mehr und mehr ihre Zuflucht nehmen. Daraus ergibt sich die Folge, daß, während die Kapitalisten Fremde herbeirufen, die englischen Arbeiter in großer Zahl arbeitslos sind. So wurden vor 18 Monaten anderthalb Millionen Arbeitslose auf das Pflaster geworfen und trotz eines entschiedenen Aufschwungs der Geschäfte, waren die englischen Arbeiter zu Hundertausenden arbeitslos. Der Normalarbeitstag von 8 Stunden würde den segensreichen Erfolg haben, aller Welt Arbeit zu schaffen. Wenn man dagegen dies nicht erreicht, so wird die Regierung in einigen Jahren, wenn dieser Periode einer verhältnißmäßigen Prosperität eine Periode der Krisis folgt, vor der Alternative stehen, 1,500,000 Arbeiter, die sammt ihren Weibern und Kindern vor Hunger sterben, zu füsiliren oder ihnen Arbeit zu schaffen. Das wirksamste Mittel, diesen Uebelstand zu heilen, besteht darin, gesetzlich einen Arbeitstag von 8 Stunden anzuordnen. In keinem Lande des Continents ist die Ueberarbeit größer und die unterwerthige Bezahlung niedriger als in Großbritanien.

Die Sachlage erheischt aber gebieterisch Abhilfe. Aber wir Engländer sind eben eine nordische, praktische und kaltblütige Nation! Wir erwarten den Fortschritt von etwas Greifbarerem und Vernünftigerem als bloße Worte es sind oder eine blutige Revolution, die, wenn sie morgen begonnen würde, kaum etwas Gutes herbeiführen könnte.

Die Vorlegung eines Gesetzes zu Gunsten des Achtstundentages würde mehr als alle Revolutionen bewirken, das heißt, sie würde selbst eine solche sein, und zwar die allerwirksamste. Cunninghame Graham, Mitglied des Parlaments, hat sich in dem Streit um diese Frage ganz besonders ausgezeichnet. Sein Erfolg ist so groß gewesen, daß Politiker und sogar Indifferente ihm gefolgt sind. Die Frage des Achtstundentages wird zu den stehenden Gegenständen der Diskussion auf der Tagesordnung der praktischen Politik hinzukommen, und der internationale Congreß wird nicht vorübergehen, ohne eine ernste Anregung zu einer Bewegung in diesem Sinne gegeben zu haben. Wir begrüßen brüderlich alle unsere Genossen, die aus allen Ländern herbeigekommen sind, welcher so oder so gefärbten Richtung sie angehören mögen! (Anhaltender Beifall.)

Seitens des Bürgers Kitz, eines englischen Delegirten, wird gegen die Aeußerung des Vorredners mit Bezug auf die „Revolution“ protestirt und versichert, daß es in England Leute gibt, welche an die nahe bevorstehende Revolution glauben.

Der dänische Delegirte Petersen hält in Bezug auf die von Keir Hardie vorgebrachten Thatsachen für nützlich, daran zu erinnern, daß dänische Seeleute, die dazu verführt worden waren, den englischen Ausständigen Concurrenz zu machen, ihre Verträge lösten, sowie sie durch die Syndicats-Kammer von Kopenhagen den Zweck erfahren hatten, zu dem sie angeworben worden waren.

Der Congreß erkennt diesen Akt der Solidarität durch lebhafte Beifallsbezeugungen lobend an. —

Nach Erledigung dieses Zwischenfalls nimmt die Bürgerin Jankovska unter allgemeinen Beifallsrufen das Wort:

Ich will Euch weniger einen Bericht als eine einfache Erklärung im Auftrag des socialistischen Arbeitercomités von Warschau unterbreiten.

Ich könnte mich zum Echo der Klagen machen, welche unseren Proletariern das elende Loos entlockt, das ihnen bereitet wird; ich könnte die schmerzlichen Gefühle schildern, welche jede wahrhaft menschlich empfindende Seele beschleichen bei dem Anblick so großen Elends; ich ziehe vor, darauf zu verzichten, um Euch nicht die so kostbare Zeit zu rauben.

Ist außerdem dieses Elend nicht das Loos der Arbeiter aller Länder, die unter dem unerbittlichen Verhängniß des ehernen Lohngesetzes schmachten?

Ich erinnere nur daran, daß für uns Polen noch ein weiterer Umstand hinzukommt, welcher dieses allen gemeinsame Elend noch vergrößert, das ist das politische Joch eines Despotismus ohne Gleichen, das ist das Feudaljoch, unter dem wir so lange geseufzt haben, daß noch heute die Väter ihren Kindern von den Martern und Beschimpfungen erzählen können, deren Opfer sie selbst gewesen sind.

Wenn es ein Land gibt, das so recht eigentlich den Namen eines Jammerthales verdient, so ist es unser Polen.

Dieses Elend ist noch zur gegenwärtigen Stunde so groß, daß wir Angesichts der Resolutionen, die Ihr zu fassen im Begriffe seid in Gestalt von Forderungen, die ich friedfertige nenne, Euch nur auf dem Gebiet der Theorie folgen können.

Da wir weder Redefreiheit noch Vereinigungsrecht haben, wohl aber dagegen Arbeitseinstellungen und Arbeitervereine verboten sind, stellt unser Volk der Arbeit keine solchen Kämpferlegionen wie die Arbeiter der anderen Länder. Wir sind zu einer wesentlich anderen Art der Action genöthigt, die ganz und gar verschieden ist von Eueren großen, in voller Oeffentlichkeit wirkenden Organisationen, die zu großen Hoffnungen für die Zukunft berechtigen, wie Euere Arbeitersyndikate — gewerkschaftliche Organisationen — es sind.

Aber die Schwierigkeiten lassen uns nicht darauf verzichten; wir sind weit entfernt davon! Wir bereiten uns für die Zeit vor, wo wir den Kreis unserer Propaganda werden erweitern können; wir arbeiten auf eine umfangreiche Arbeiterpropaganda hin, welche nicht nur die Forderungen in's Auge fassen wird, die unsere Freunde im Abendland bereits durchgesetzt haben, sondern auch die Wünsche, welche auf der Tagesordnung dieses Congresses stehen.

Wird unsere Bemühungen der Erfolg krönen? Die bereits erreichten Resultate sind eine Ermuthigung für uns. Vor zehn Jahren wußte man unter den polnischen Arbeitern kaum, was ein Streik war. Der Kampf zwischen Unternehmern und Arbeitern brach aus in Gestalt von Tumulten, gewaltthätigen Protesten, den Ausdrücken eines unüberlegten Zornes. Heute haben die Arbeiter von Warschau ihre Streiks, aus denen sie als Sieger hervorgehen. Selbst die Niederlage lähmt ihre Thatkraft nicht.

Die unzufriedenen Fabrikarbeiter suchen die Socialisten auf und unterrichten sich bei ihnen über die Mittel des Kampfes; wenn die Schlacht beginnt, eilen die Arbeitergenossen den Kämpfern zu Hilfe und unterhalten sie mit ihrem Geld. Ein neuerlicher Streik entfachte eine solche Begeisterung, daß die Streikenden von einer Menge von Arbeitern umringt und gleich Helden gefeiert wurden. Man führte sie in ein Miethshaus, ließ sie speisen und die Arbeiter nahmen es als ein Ehrenamt in Anspruch, sie zu bedienen. Diese Thatsachen sind charakteristisch. Diese Gefühle der Brüderlichkeit und Solidarität, von denen sie Zeugniß ablegen, werden nicht ermangeln, ihre Früchte zu tragen.

Da die Zeit mir nicht erlaubt hat, einen vollständigen Ueberblick der polnischen Bewegung vorzubereiten, begnüge ich mich festzustellen, daß Polen, wenn es auch noch keine Organisation hat, die mit den Eueren rivalisiren kann, im Geiste einträchtig mit allen den hier Vereinigten, dieselbe Straße marschirt; dabei stütze ich mich einerseits auf die erzielten Resultate und

4*

andererseits auf den gänzlichen moralischen Bankrott unserer Bourgeois- und nationalen Parteien.

Wenn wir so spät dazugekommen sind, uns in die socialistische Armee einzureihen, so haben wir es doch nichts destoweniger glücklich erreicht, eine um so solidere revolutionäre Armee zu bilden. Wenn wir dagegen nur eine wenig zahlreiche Armee zusammenbringen können, werdet Ihr uns doch überall und stets an Eurer Seite finden, wo und wann immer für die Sache des arbeitenden Volkes gekämpft wird; und wir werden glücklich sein, alles zu thun, was in unseren Kräften steht, um den Sieg des europäischen Proletariats herbeizuführen; und wir sind versichert, daß die siegreichen Legionen des Westens nicht säumen werden, die Ketten ihrer slavischen Brüder zu brechen, die, wenn dies möglich ist, noch mehr leiden, wie jene selbst.

Indem wir die Solidarität bestätigen, welche das Proletariat des Abendlandes vereinigt, wollen wir zu gleicher Zeit ganz besonders die Solidarität bestätigen, welche uns mit unseren Genossen, den russischen und den deutschen Socialisten, unseren natürlichen und nächsten Verbündeten, vereinigt. (Lebhafte, anhaltende Beifallsrufe.)

Die Sitzung wird auf anderthalb Stunden vertagt.

Donnerstag, den 18. Juli.

Nachmittags-Sitzung.

Den Vorsitz führt Bürger Leo Frankl. Dieser ertheilt dem Bürger Brandt zur Berichterstattung über die Frage: „Die Arbeiterbewegung in der Schweiz", das Wort:

Das gesammte schweizerische Proletariat, das sehr erfreut ist, auf der Tagesordnung dieses Congresses die Frage einer internationalen Arbeiterschutzgesetzgebung zu sehen, eine Frage, die von der Schweiz officiell angeregt worden ist, hat hier vertreten sein wollen. Der Grütliverein — eine politische, sociale und demokratische Vereinigung, die ungefähr 15,000 Mitglieder zählt, der Gewerkschaftsbund, eine Verbindung von Fachvereinen, die 7000 Anhänger hat, die socialdemokratische Partei, die im Jahre 1887 gegründet ist, um den Versuch zu machen, eine nationale Socialistenpartei der Schweiz in's Leben zu rufen, sie alle drei sind auf diesem Congresse vertreten. Sie haben die Verpflichtung gefühlt, demselben beizuwohnen nicht allein zum Nutzen der Sache, die sie im Herzen tragen, sondern auch weil sie nicht abseits bleiben wollen in dieser ernsten Stunde, wo die Arbeiter aller Länder sich die Hand reichen, um schneller ihre gemeinsamen Interessen zum Siege zu führen. Als Nation wie als Partei machen wir eine kritische Zeit durch. Als Nation, weil Deutschland, unser mächtiger Nachbar, uns das Leben sauer macht, als Partei, weil diese Verwicklungen uns auch im Innern Schwierigkeiten bereiten. Wie auf ganz Europa, so übt auch auf unser schweizerisches Land das System Bismarck seinen verhängnißvollen Einfluß aus. Das Beispiel Bismarck's hat sicherlich unsere sociale Reform beschleunigt; und andererseits ahmen unter dem Einfluß der Macht, die er gegen uns angewandt hat, unsere furchtsamen Behörden, unterstützt durch die Bourgeoisie, seine Polizeiwirthschaft nach. Unser Bundesrath legt bezüglich dieses letzteren Punktes Beweise eines ganz besonderen Eifers ab.

Fremdenausweisungen, Haussuchungen, Verhöre sind an der Tagesordnung, ohne daß das Schweizer Bürgerrecht gegen Willkür Schutz verliehe. Man hat ebenso bei dem Schweizer Bürger Conzett Haussuchung gehalten wie bei den deutschen Flüchtlingen in Basel; man hat einen Redakteur des „Grütlianer" ebenso einem Kreuzverhör unterworfen, wie politisch anrüchige Fremde.

So bedrücken schwere Einflüsse von außen wie von innen den freien

demokratischen Geist und verkünden uns für die Zukunft immer erbittertere Kämpfe. Eine charakteristische Thatsache möge hervorgehoben werden. In der Schweiz streben wir nach einer Trennung der Geister, einer Trennung, die bis auf die Gegenwart sich in unseren Sitten nicht gezeigt hatte und die unsere Geschichte nicht vorhersehen ließ, die aber dadurch, daß sie sich überall vollzieht, der Arbeiterklasse die Verpflichtung auflegt, auf sich allein zu rechnen. Die Schweiz bildet keine Ausnahme in dem Entwicklungsprozeß der kapitalistischen Form des Eigenthums und der Produktion, eine Entwicklung, welche bei uns, wie überall sonst, die socialen Gegensätze immer schärfer zuspitzt. Mehr und mehr trennt sich in der That die Gesellschaft in zwei Lager: auf der einen Seite Kapitalisten, auf der anderen Proletarier. Je mehr daher der Kapitalismus zunimmt, je mehr er alle Machtmittel zu seinem Vortheil allein aufsaugt, um so ernster drängt sich der Arbeiterklasse die Pflicht auf, sich zur Vertheidigung wie zum Angriff zusammenzuschaaren, um festen Sinnes die ihr gebührenden Rechte zurückzufordern.

Der Kapitalismus beutet nicht nur den Arbeiter, den Handwerker und Ackerbauer aus, er corrumpirt auch unsere Beherrscher, er untergräbt die Macht des Staates. Er ist der innere Feind, und ist es um so mehr, als er Macht und dadurch Einfluß besitzt. Langer Kämpfe wird es noch bedürfen, um ihn zur Machtlosigkeit zurückzuführen. Der Kapitalismus sucht Schritt für Schritt unseren Vormarsch aufzuhalten. Aber so mächtig auch die Plutokratie*) ist, hindern kann sie ihn nicht; immer mehr steigert sich die Unzufriedenheit, bedingt durch die socialen Verhältnisse, die sie selbst geschaffen hat; und mit dieser Unzufriedenheit steigt die Ueberzeugung, daß dieser Zustand nicht andauern kann. Und in der That spricht bei uns Jedermann von der Nothwendigkeit einer Social-Reform und unsere Bundesräthe selbst streiten sich um die Ehre, an dieser Reform mitzuhelfen. Es versteht sich von selbst, daß diese Social-Reform, eingehüllt in eine Polizei-Uniform, für uns Socialisten ein seltsames und nicht gerade anziehendes Aussehen hat; aber andererseits erkennen wir gern an, daß der eidgenössische Bundesrath von allen Regierungen zuerst dem socialen Problem näher getreten ist. Allein das, was er gethan hat, ist ungenügend. Es ist ferner wahr, daß man heutzutage in Gesellschaftskreisen, welche nicht empfänglich für den Socialismus und die Demokratie sind, unter Conservativen und Bourgeois Leute findet, welche mehr als eine oberflächliche, das Uebel nicht treffende Socialgesetzgebung verlangen, welche sagen: „Man kann die kranke Gesellschaft nicht mehr durch Palliativ- und schwächliche Heilmittel heilen, — man kann die socialen Uebel nur dadurch aufheben, daß man ihre Wurzeln zerstört.“ Es hat sich unter Anderem auch in letzter Zeit eine Gesellschaft zur Reform des Grundbesitzes gebildet.

Zwar können wir die Kämpfe, welche wir voraussehen und welche kommen werden, bedauern, aber wir blicken ohne Furcht in die Zukunft. Die Prüfungen, welche uns erwarten, werden unsere Macht steigern und wir werden den endgiltigen Sieg über unsere Gegner erlangen. Die Arbeiterpartei hat im Laufe der letzten Jahre viel gewonnen an Klarheit, an Zielbewußtsein und an Entschlossenheit; ihr Einfluß und die Zahl ihrer Anhänger wachsen von Tag zu Tag, während die alten Parteien sich mehr und mehr auflösen. Die Zahl der Arbeiterblätter, theils politischen, theils gewerkschaftlichen Inhalts, die in drei Sprachen veröffentlicht werden, beträgt 15. Die Organisation der Arbeiter im eigentlichen Sinne des Wortes zählt, abgesehen von den schon erwähnten Vereinigungen, die rührige Verbindung der Buchdrucker, den Bund der Maschinensticker, welche gegenwärtig sehr zahlreich sind, die Vereinigungen der Uhrmacher und die katholischen Arbeitergruppen.

---

*) Herrschaft des Reichthums.

Alle diese Organisationen sind inbegriffen in dem großen **schweizerischen Arbeiterbund**, der 100,000 Mitglieder zählt und in dem **Arbeitersekretariat** ein Organ besitzt, welches, wenngleich von neutralem Standpunkt in der Politik, nichtsdestoweniger eine werthvolle Unterstützung für den Schutz der Arbeiterklasse bildet. Diese Organisationen geben überdies, Dank der vor Kurzem gegründeten **Reservekasse**, einen starken Rückhalt in dem ökonomischen Kampfe ab. Zu den Fortschritten, welche unserem Land zum Heile und zur Ehre gereichen, verdient in erster Linie erwähnt zu werden **das eidgenössische Fabrikgesetz**. Dasselbe schreibt einen **11stündigen Normalarbeitstag** vor, schränkt die Kinderarbeit ein, verbietet die Nachtarbeit, beschützt die Frauen und sichert die Sonntagsruhe.

Man kann nur bedauern, daß die **Ausführung** dieses Gesetzes der Ueberwachung der Kantone durch 3 Fabrikinspektoren anvertraut ist; letztere erfüllen, abgesehen von einer einzigen Ausnahme, voll ihre Pflicht. Das Gesetz, welches vielen anderen Staaten als Muster dienen könnte, hat gegenwärtig **seine Probe bestanden**. Die Erfahrungen, welche wir damit gemacht haben, waren zufriedenstellend, wenngleich die Bestimmungen des Gesetzes noch unzureichend sind; jedoch würde jetzt Niemand dasselbe wieder abschaffen wollen, und ein Angriff würde nur dazu dienen können, es zu erweitern und zu vervollständigen.

Ebenso ist es mit der **Haftpflicht bei Unfällen**. Begonnen haben wir mit der Haftpflicht bei dem **Eisenbahnbetrieb**, später haben wir sie eingeführt für **Fabriken** und noch später denken wir daran, sie auf andere Industrien auszudehnen. Dieser langsame aber sichere Vormarsch wird von der Klugheit eingegeben; er entspricht übrigens dem schweizerischen Volkscharakter, und der Erfolg spricht zu seinen Gunsten. Im übrigen werden wir, auch wenn wir uns als Anhänger dieses schrittweisen Vorgehens erklären, niemals unsere **Endziele** aus den Augen verlieren. Zugleich des Prinzips und der Ideale, denen wir nachstreben, bewußt, weisen wir die Concessionen, die man uns macht, nicht zurück, wir nehmen sie als **Abschlagszahlungen** an, bestrebt für ihre Vervollständigung zu sorgen!

Die Arbeiter wirken jetzt für eine strengere Ausführung der Arbeiterschutzgesetze, sie arbeiten an neuen Gesetzen über **Unfall-, Krankheits- und Altersversicherung**; sie arbeiten in gleicher Weise nicht ohne Erfolg an einer Verbesserung des in Kraft befindlichen Fabrikgesetzes; sie fordern z. B. den **10stündigen Normalarbeitstag**, für die Buchdrucker und Uhrmacher sogar den **8stündigen**, und alles dies in dem Moment, wo die **internationale Arbeitergesetzgebung** auf der Tagesordnung ist.

Alles dies beweist, wie sehr Diejenigen Unrecht haben, welche behaupten, daß die Schweiz die Initiative zu einer internationalen Arbeitergesetzgebung nur deshalb ergriffen habe, weil das im Vordergrund stehende Fabrikgesetz — mit dem 11stündigen Arbeitstag — ihr wie Blei in den Gliedern liege. Man erörtert ferner die Frage eines **allgemeinen Industriegesetzes**, welches die Organisation der obligatorischen **Gewerkschaftskammern** bestimmt. Schon ist in einigen Kantonsräthen der Anstoß zu einer Organisation von Gewerkschaftskammern gegeben worden, und man sieht allenthalben, namentlich die Uhrmacher, energisch für diese Forderung agitiren. In anderen Kantonen beginnt man auch die Aufmerksamkeit auf die Beschäftigung der **Frauen** in den **Modemagazinen, Restaurationen, Bierwirthschaften, Hotels** &c. zu lenken. In Basel z. B. sind gesetzliche Maßregeln ergriffen worden zum Schutze der Frauen, welche in den bezeichneten Etablissements beschäftigt werden.

Es kann also nicht ausbleiben, daß früher oder später der Bundesrath diese Interessen in die Hand nimmt. Im Allgemeinen ist zu bemerken, daß unsere Social-Gesetzgebung um so besser funktioniren wird, je mehr sie in Wirklichkeit, wie es eines Tages auch sein wird, dem **Bunde**, das heißt der **Centralregierung**, anvertraut wird.

Unsere Aufgabe ist sehr schwierig und wird noch schwieriger gemacht durch die fast erdrückenden Steuern, welche wir auf unseren Schultern haben.

Uebrigens sind wir, nach verschiedenen Richtungen hin, in unserem Lande besonderen Bedingungen, von denen unsere Taktik abhängt, unterworfen. Es ist möglich, daß Personen, denen diese Bedingungen unbekannt sind, unsere Taktik nicht verstehen; jedoch Ihr, unsere Genossen, Ihr müßt zu uns Vertrauen haben; denn auch wir streben dem einen socialistischen Ideal, das mit dem Eurigen eins ist, nach. Und auf unserem Vormarsche nach diesem Ideale hin haben wir volles Vertrauen zu dem Schweizervolke und zu unserer Demokratie, die bereit ist, wenn es sein muß, sich mit einem Bismarck zu messen.

Wir vertrauen auf die Menschheit, welche sich nicht einem Individuum unterwerfen kann und darf, wenn sie eines Tages, wie wir alle es wollen, sich politisch und ökonomisch emanzipiren will. Weil wir dieses Vertrauen und diese Hoffnung haben, sind wir hier, um gemeinsam mit Euch in Gegenwart und in Zukunft zu arbeiten. (Lebhafter Beifall.)

Bushe, Delegirter der amerikanischen Arbeiterpartei, sagt, daß er nicht die Absicht habe, sich über die Lage der Arbeiter in Amerika zu verbreiten. Die Arbeitsbedingungen sind dort dieselben wie überall, wo die Großindustrie herrscht. Dasselbe Elend, dieselbe Unterdrückung. Was die politische Lage des Arbeiters in Amerika betrifft, so unterscheidet sie sich vielfach von derjenigen seines europäischen Kameraden, und die Gesetzgebung ist sehr verschieden, da die Vereinigten Staaten ein Conglomerat von verschiedenen selbstständigen Staatswesen sind.

Es bestehen in diesem Lande mehrere Verbindungen von Proletariern: die Trades-Unions, deren Mitglieder sich zum größten Theil aus Irländern und Deutschen zusammensetzen, und die „Ritter der Arbeit", die ungefähr eine Million*) im engeren Sinne des Wortes amerikanischer Bürger zählen. Indessen ist leider zu bemerken, daß die große Menge der in Amerika geborenen Arbeiter — es sind ungefähr mit Einschluß der Familien 19 Millionen — noch nicht organisirt ist. So wirft sich vor den Augen der Arbeiterbewegung in den Vereinigten Staaten die Frage auf: Was thun? Wie bemächtigt man sich in Wirklichkeit dieser 19 Millionen Menschen? Nach unserem Urtheil ist eine Arbeitergesetzgebung ein mächtiges Hülfsmittel, um dahin zu gelangen.

Es ist wahr, daß die verschiedenen politischen Parteien des Landes den Versuch gemacht haben, die Arbeiter für sich einzufangen, indem sie ihnen einige Arbeitsschutzmaßregeln zugestanden Aber diese Gesetze sind todte Buchstaben geblieben, weil die Elemente fehlen, welche ihre Ausführung erzwingen können. Die Trades-Unions ihrerseits nach Art der englischen Gewerkschafts-Organisationen wollten Anfangs nichts von einer Intervention des Staates und einer politischen Aktion des Proletariats wissen. Indessen die Situation hat sich geändert und Dank dem täglich größer werdenden Einfluß des Socialismus, hat ein Theil des amerikanischen Proletariats sich zu einer politischen Partei entwickelt, und den politischen Kampf, von dem man Anfangs nichts wissen wollte, aufgenommen. Das Programm, um welches die socialistische Arbeiterpartei das amerikanische Proletariat schaaren will, ist bekannt. Jedoch der Amerikaner, ein gründlich praktischer Mensch, begnügt sich nicht mit der Aufstellung dieses Programmes. Er fragt vor Allem, welches die Mittel sind, um es zu verwirklichen. Die Antwort der Socialisten wird folgendermaßen gegeben: man muß vor Allem die Aufmerksamkeit des Volkes auf die concentrirten industriellen und commerciellen Unternehmungen lenken und ihm auseinandersetzen, daß diese Unternehmungen jetzt nur Wenigen zum Nutzen gereichen, und daß sie zum Nutzen der ganzen Nation arbeiten sollten. Diese Veränderung kann nur durch ein bewußtes, ruhiges und anhaltendes Handeln des Proletariates, das eine politische Partei bildet, sich vollziehen. Hinsichtlich dieses Gesichtspunktes ist es von außerordentlicher Wichtigkeit, daß die Arbeiterpartei die Initiative ergreift zu einer Arbeitsgesetzgebung, denn, indem sie zu

*) Die Zahl ist nach den neuesten zuverlässigen Berichten beträchtlich geringer — höchstens 600,000.

Gunsten einer derartigen Gesetzgebung einwirkt, wird sie zeigen, daß sie praktische, für die Arbeitermassen vortheilhafte Reformen will. Und diese Thatsache allein wird genügen, an Zahl ihre Macht wachsen zu machen. Die Partei hofft sich durch die wirkliche Verbesserung des Loses der Arbeiter dem Proletariat nützlicher zu erweisen, als durch wuthschäumende Revolutions-Phrasen. *Es liegt wenig daran, was man sagt, es kommt nur darauf an, was man thut.* (Beifall).

Der rumänische Delegirte *Many* führt aus, daß in *Rumänien* der Großgrundbesitz $^{3}/_{5}$ des Landes umfaßt; ein Fünftel gehört dem Staat und ein Fünftel kommt auf die Bauern, deren Zahl 7 Millionen beträgt. Aus Mangel an eigenem Land werden die Bauern Taglöhner des Großgrundbesitzers, von dem sie vollständig abhängen. Das *Wahlsystem* ist ein getreues Bild der Eigenthumsverhältnisse. Die Wähler theilen sich in 3 Gruppen: die erste aus den Großgrundbesitzern bestehend, welche über 1000 Francs Steuern zahlen; die zweite, welche die Beamten, Kaufleute, Professoren, kurz alle diejenigen, welche „liberale Berufe" betreiben, umfaßt; die dritte aus den Landleuten zusammengesetzt. Die Landleute wählen Delegationen, welche ihrerseits die Deputirten wählen. Die socialistische Bewegung in Rumänien datirt seit ungefähr 18 Jahren. *Das Beispiel der Pariser Commune* war entscheidend für diesen Zeitpunkt; zur selben Zeit übten politische *russische und polnische Flüchtlinge* einen Einfluß aus, den man nicht ignoriren darf. Die *studirende Jugend* war es zuerst, die sich zu den socialistischen Theorien bekannte. Sie übersetzte die Hauptwerke der socialistischen Literatur in die rumänische Sprache und bemühte sich, dieselben im ganzen Lande zu verbreiten. Der Mittelpunkt der Bewegung war *Jassy*; die Anhänger rekrutirten sich hauptsächlich aus den gebildeten Klassen.

Bald hatte die junge Partei eine wissenschaftliche Zeitschrift und ein täglich erscheinendes Blatt zur Verfügung. Die Behörde zögerte nicht, das letztere zu unterdrücken; sie vertrieb die Studenten von den Universitäten und setzte den Professor *Nadejdi* ab, dem 10,000 Bauern ihre Stimmen gegeben hatten. In der That war die Propaganda bis mitten in die Bauern hineingetragen worden, und mit bestem Erfolg. Nach einer ununterbrochenen Agitation von kaum 3 Jahren schickten 280 Delegationen, die 40,000 bäuerliche Stimmen repräsentirten, *drei socialistische Deputirte ins Parlament.* Kurz, der Fortschritt des Socialismus ist derartig, daß die Radikalen seinem Programm Artikel entnehmen, um sich — indem sie den socialistischen Wein stark mit Bourgeoiswasser vermischen — in den Augen der Bevölkerung ein besseres Aussehen zu geben. In den letzten Jahren hat sich das Elend der Bevölkerung so vermehrt, daß die Unzufriedenheit endlich einen Aufstand der Bauern hervorrief. Nun verlangten die socialistischen Abgeordneten zur Besserung dieser Lage die Hergabe von *Staatsdomänen an die Gemeinden* und überhaupt an die Genossenschaften, welche das Land gemeinsam bebauen sollten. Allein das Parlament zog es vor, den Vorschlag der *Radikalen* anzunehmen, nach welchem jeder Bauer Besitzer einer kleinen Parcelle Landes wurde. Da nun der kleine Ackerbaubetrieb nicht ankämpfen kann gegen die Concurrenz des Ackerbaues auf großer Stufenleiter, indem der Großgrundbesitz ihn verschlingt, so wird in 10 bis 15 Jahren das bäuerliche Kleineigenthum und seine Lage dieselbe sein, wenn nicht noch schlimmer, als heute.

In Rumänien, wie überall, ist das einzige Hilfsmittel in der gegenwärtigen Situation die Umwandlung des Privateigenthums in Collektiveigenthum. Auch unter den industriellen Arbeitern zeigt sich ein Erwachen des Bewußtseins ihrer Rechte, die jüngsten Streiks der Buchdrucker, der Sattler und der Töpfer sind hiefür Beweise. Indessen wollte die Behörde, von dem Wunsche beseelt, zu Gunsten des Kapitals einzutreten, Arbeiter aus Oesterreich einführen. Aber die österreichischen Proletarier weigerten sich, die Geschäfte der Herren Kapitalisten zu besorgen!

So bethätigen die Arbeiter aller Länder mehr und mehr die große Solidarität, welche sie befreien wird, und welche allein den Tag herbeiführen kann, an dem der Kampf gegen das Kapital siegreich ausgefochten wird. (Lebhafter Beifall.) —

Der Bürger Ihrlinger, Delegirter der Arbeiterpartei Ungarns, gibt eine gedrängte Uebersicht über die Lage in seinem Heimathlande. Nachdem er versichert hat, daß die socialistische Bewegung — begeistert durch die Principien des modernen Socialismus, im Gegensatze zu dem, was oft gesagt worden ist, den internationalen Charakter hat, der gegenwärtig die Bewegung in der ganzen Welt charakterisirt, constatirt er, daß in Ungarn wie in Oesterreich die Freiheit nur auf dem Papier existire. Jeder Stuhlrichter wüthet nach seinem eigenen Gutdünken. Die ungarische Reaktion äfft die deutsche nach und nimmt ihre Zuflucht zu mittelalterlichen Dekreten, um die Socialisten zu treffen.

Die Arbeiterbewegung verbreitet sich hauptsächlich mittelst der Klubs. Während die Gewerkschafts-Organisationen nur in Budapest existiren, sind die Arbeiterklubs fast überall vorhanden, in den kleinen Städten wie in den Dörfern. Während langer Zeit war die ungarische Arbeiterpartei im Schlepptau der bürgerlich-radikalen Partei; aber die Vertreter dieser letzteren Partei haben ihre Versprechungen nicht gehalten, die Arbeiterpartei hat sich entschlossen, eine eigene Existenz zu führen und alles von sich selbst zu erwarten. Die socialistische Propaganda wird erschwert durch die große Zahl von Nationalitäten und Sprachen in Ungarn. Nichtsdestoweniger ist die Bewegung vorgeschritten bis zu dem Punkte, daß die Spaltungen, welche im Schooß der Partei eingetreten sind, ihr nichts geschadet haben. Diese Spaltungen waren unvermeidlich, da es sich dabei um die Trennung der Arbeiterpartei von den Anarchisten handelte, die, zum größten Theil im Solde der Polizei oder von ihr unterstützt, die Bewegung in Mißkredit brachten.

Andererseits bemüht sich der Staat, die Bewegung durch harte Maßregeln zu ertödten, indem er die entschiedendsten Vorkämpfer zu erdrücken sucht, und durch diese Verfolgungen wird eine große Zahl von Arbeitern abseits gehalten. Natürlich existirt keine Preßfreiheit für die Arbeiter. Die Partei sucht daher in den Gewerkschaftsorganisationen Einfluß zu gewinnen, um ihnen den socialistischen Geist einzuimpfen und sie allmälig der Sache zu nähern. Und die Dinge liegen so, daß die ökonomische Lage uns täglich neue Anhänger verschafft. In dem Maße, wie sich die Großindustrie entfaltet, geht die Kleinindustrie zu Grunde und die Zahl der Proletarier und der Unzufriedenen wächst immer mehr. Das ungarische Proletariat kämpft Schulter an Schulter mit dem deutschen Proletariat und mit dem aller Länder. (Beifall.) —

Bürger Popp, Schuhmacher von Budapest, erklärt, daß im Gegensatz zu dem von seinem Vorredner Berichteten, die ungarische Bewegung sich nicht so günstig entwickelt hat, und wenigstens hinsichtlich der Principien stark opportunistisch und oft zu Compromissen geneigt ist. Um diesem Uebelstand abzuhelfen, geht man damit um, eine Arbeiterpresse zu schaffen, die sich einstweilen zwanzig in Fachzeitschriften darstellt. Man hofft, daß in wenigen Jahren eine Partei existiren wird, die auf der Höhe der allgemeinen socialistischen Bewegung stehen wird. —

Anseele, der belgische Delegirte, der einen Bericht über den „Vooruit" erstatten sollte, ist abwesend. Das Wort wird dem Bürger Domela Nieuwenhuis ertheilt, dessen Erscheinen auf der Tribüne mit donnerndem Beifall begrüßt wird.

Bürger Domela Nieuwenhuis schildert die Lage der Arbeiterklasse in Holland:

Das ökonomische Leben einer Nation hängt zum großen Theil von der politischen Lage ab. Da in Holland die Arbeiterklasse kein Stimmrecht besitzt,

so hat sie eben deswegen auch keinen gesetzlichen Einfluß auf die politischen Angelegenheiten. Mit einem Wort, Holland ist ein Klassenstaat, der von einer Plutokratie (Geldherrschaft) regirt wird, deren unheilvoller Charakter sich deutlich in allen Institutionen offenbart.

Die sehr drückenden Steuern sind in einem der Leistungsfähigkeit der Steuerpflichtigen geradezu entgegengesetzten Verhältniß aufgelegt. Zu zwei Fünfteln lasten sie auf den dem Arbeiter unentbehrlichen Verzehrungsgegenständen. Ohne Uebertreibung kann man sagen, daß eine Arbeiterfamilie 10% ihrer Einkünfte der Staatskasse opfert, ungerechnet die Kommunal- und anderweitigen Auflagen.

Weiter lastet ausschließlich auf der Arbeiterklasse die verhaßte Blutsteuer des Militärdienstes, dem die Reichen durch Stellvertretung sich entziehen können.

Der Unterricht ist öffentlich, aber seine Organisation ungenügend; er ist weder obligatorisch noch unentgeltlich. Gewerblicher Unterricht fehlt in Holland fast gänzlich, und wo er vorhanden ist, wird er wie ein durchaus überflüssiger Luxus betrachtet.

Die Rechtspflege ist ein Ding, das die holländischen Arbeiter kaum dem Namen nach kennen. Ingleichen steht die „Gleichheit vor dem Gesetz“ lediglich auf dem Papier. Gewerbeschiedsgerichte fehlen ebenfalls; Streitigkeiten zwischen Arbeitgeber und Arbeiter werden vor den gewöhnlichen Richter gebracht, der laut Artikel 1638 unseres Civilgesetzbuches dem Arbeitgeber auf's Wort glauben muß — ein empörender Beweis der Geringschätzung, welche die regierende Klasse der arbeitenden offen entgegenbringt.

Was das Vereins- und Versammlungsrecht anbelangt, so ist dasselbe ja durch die Verfassung anerkannt. Dasselbe würde also vorhanden sein, wenn nicht das Gesetz allerlei einschränkende Reglements hinzufügte. Außerdem mißbraucht die Polizei häufig ihre Amtsgewalt, indem sie die Saalbesitzer mit Entziehung der Concession zur Verabreichung von Spirituosen bedroht, falls sie wagen sollten, ihre Lokale zu Arbeiterversammlungen herzugeben. Kurzum, das Vereins- und Versammlungsrecht ist gewaltig eingeschränkt, und in der That illusorisch.

Aus diesen Thatsachen ergibt sich, daß die Rechte der Arbeiter in politischer Beziehung durch das Gesetz und durch die Engherzigkeit der herrschenden Klassen arg beschnitten sind.

Aber die ökonomische Sklaverei wird von den holländischen Arbeitern vielleicht noch härter empfunden. Aus diesem Grunde verlangen sie mehr und mehr neben der politischen Emanzipation die gänzliche Umgestaltung der Gesellschaft, die Abschaffung der kapitalistischen Produktion: des Lohnsystems.

Die wirthschaftliche Lage der holländischen Arbeiter ist so ziemlich dieselbe wie die der Arbeiter in den anderen Ländern. Das Privateigenthum in seiner heutigen Gestalt, das heißt das egoistische Privatinteresse der Individuen bildet überall die Grundlage der Gesellschaft; und gleiche Ursachen bringen gleiche Wirkungen hervor.

Die Löhne der holländischen Arbeiter sind ebenso klein, als der Arbeitstag derselben groß ist. Außerdem werden sie fortwährend von den Tausenden von Quälereien des Ausschwitzsystems, des Trucksystems und der willkürlichen Strafabzüge heimgesucht. Frauen- und Kinderarbeit zu äußerst niedrigen Lohnsätzen ist sehr im Schwunge. Arbeitsstockung ist häufig und in den meisten Industrien fast chronisch. Der Wunsch einer socialen Umgestaltung wird immer allgemeiner und die sehr berechtigte Unzufriedenheit gibt sich in Holland ebenso durch Umzüge der Arbeitslosen in den großen Städten, wie durch verhältnißmäßig bedeutende Streiks deutlich zu erkennen. Von letzteren nennen wir die Streiks in der Textilindustrie von Twente und in den Torfgräberdistrikten in Friesland, welche im vorigen Jahr ausbrachen und glücklich verlaufen sind. Der Streik von Twente hat das tiefe Elend und die erdrückende Sklaverei enthüllt, unter welcher die Arbeiter dieser Industriegegend

schmachten, und welche von den Kapitalisten das „Paradies der Arbeiter“ genannt wurde, während es in Wahrheit eine Hölle der Arbeiter ist.

Ebenso verhielt es sich mit den Streiks in den Torfdistrikten, welche den Zweck hatten, höhere Löhne und die Abschaffung des Trucksystems, welches hier und in anderen Gegenden Hollands grassirt, zu erzielen.

Bürger Domela Nieuwenhuis, der erste und bis jetzt einzige socialistische Abgeordnete nahm Gelegenheit, ein Gesetz vorzuschlagen, welches den Zweck hatte, den Arbeitern die freie Verfügung über ihre Löhne zu sichern. Dieser Antrag wurde übrigens von den Bourgeois-Abgeordneten sehr schlecht aufgenommen; dieselben sind Feinde jeder Staatsintervention, sofern sich diese nicht auf ihr eigenes Interesse oder auf das ihrer Klasse bezieht. Ja, die holländischen Bourgeois suchten sich sogar das Ansehen zu geben, als wären sie die Beschützer der Arbeiter; und ihr Vertreter, der Justizminister, brachte seinerseits nach dem Beispiel von Domela Nieuwenhuis einen Gesetzesvorschlag ein, welcher dem des Socialisten Conkurrenz machte.

Es ist außerordentlich zu bedauern, daß die holländische Regierung die Statistik so sehr vernachlässigt. So fehlt eine Statistik über die Lage der Arbeiter, wie sie z. B. in Amerika existirt, in Holland gänzlich. Redner ist deshalb nicht in der Lage, offiziell festgestellte Zahlen zu geben über Arbeitslöhne, Arbeitszeit u. s. w. u. s. w. Dagegen kann er einige Daten beibringen, die sich bei privaten Erhebungen ergeben haben.

Wie bereits erwähnt, ist die Frauen- und Kinderarbeit sehr verbreitet. Man findet sie nicht nur in Magazinen, Läden und Werkstätten der Schneider, sondern auch in der Weberei, Zuckerraffinerie, in der Tabakmanufaktur, in Druckereien, in der Töpferbranche, in den Buchbindereien, Ziegeleien, Stearinfabriken, in den Cafés und Bierbrauereien (Schänken). Im allgemeinen muß man sagen, daß Frauen und Kinder immer mehr und mehr überall da zur Arbeit herangezogen werden, wo es nicht wesentlich auf Muskelkraft ankommt.

Der holländische Arbeiter arbeitet durchschnittlich 12 Stunden täglich; in der Textilindustrie hat der Arbeitstag 11 Stunden.

Der mittlere Lohn für ganz Holland kann auf 7 Gulden*) wöchentlich höchstens angesetzt werden. Er schwankt in gewissen Berufen und Industrien, aber der mittlere Tagelohn erhebt sich nicht über 9—10 Gulden wöchentlich in den großen Städten. In den kleinen Städten und auf dem Lande stehen die Löhne ganz bedeutend niedriger.

In der Textilindustrie verdienen drei Viertheile der Arbeiter nicht mehr als 7 Gulden, häufig erreichen sie nur $4^1/_2$ bis 6 Gulden wöchentlich. Die Lage der Arbeiter in den Torfgräbereien und in den Hauptzweigen der Landwirthschaft ist noch viel erbärmlicher. So wird in der reichsten Gegend Frieslands ein Arbeiter mit 70 Cents (1 Fr. 10 Cm. französisches Geld = 88 Pfg.) für einen Arbeitstag von 14 Stunden mit $1^1/_2$ Ruhestunden abgelohnt. Und das ist in der guten Zeit! Im Winter verdient er nicht mehr als 35 Cents (etwa 58 Pfg.) täglich. Dieses reiche, fruchtbare Land weist fast ebensoviel Elend auf wie Irland!

Es gibt nichts Herzzerreißenderes als das Loos unserer Küstenfischer, die durch die Schiffsrheder und Fischereiunternehmer auf die brutalste Weise von der Welt ausgebeutet werden. Glücklich ist noch der, dem ein Preis von 8 Gulden für das Faßvoll (baril) bewilligt wird. Von dieser Summe erhält die aus 9 Fischern bestehende Mannschaft eines jeden Bootes nur 1 Gulden 65 Cents, während der Rheder den Rest d. h. 6 Gulden 35 Cents für sich behält.

Es ergibt sich aus diesem kurzen Ueberblick, daß die Lage der Arbeiter in Holland sehr erbärmlich ist. Es ist ihnen fast unmöglich, für Nahrung, Kleidung und Wohnung für sich und ihre Familien zu sorgen. Sie sind gezwungen, sich jede andere Ausgabe zu versagen, und so verzichten sie auf jede Zerstreuung und auf jede Befriedigung von geistigen Bedürfnissen. Der Kapitalismus lastet wie ein bleischweres Joch auf ihnen. Holland ist ein

*) 1 Gulden = 1 Mk. 68 Pfg.

durchaus freihändlerisches Land in dem Sinne, daß es dem Kapitalisten freisteht, den Arbeiter schrankenlos auszubeuten, so daß dieser auf Grund der Thatsachen „zins- und frohnpflichtig ist zum Gotterbarmen".

Nachdem wir genöthigt waren, die traurige politische und sociale Lage des holländischen Arbeiters festzustellen, freuen wir uns, vor Schluß unseres Berichtes eine tröstliche Thatsache von unleugbarer Wichtigkeit constatiren zu können: Nämlich das Erwachen der Arbeiter in den letzten zehn Jahren, ein Erwachen, in Folge dessen sie sich organisirt und radikale Programme ausgearbeitet haben. Sie haben verstanden, sich die Erfahrungen ihrer Brüder in den übrigen Ländern zu Nutze zu machen; sie haben recht wohl begriffen, daß gewisse Versuche zum Zweck der Verbesserung des Loses der Arbeiter wie das Cooperativsystem — Genossenschaftswesen —, das Tantièmensystem, die Unterstützungskassen auf Gegenseitigkeit, Sparkassen, Vorschußkassen u. s. w., u. s. w. nichts weiter als kostspielige und ungeschickte Pfusch-Hausmittelchen (Palliativmittel) sind; sie haben sich gesagt: da das Uebel in der Grundlage der bestehenden Gesellschaft sitzt, muß eben diese Grundlage selbst geändert werden.

Die Arbeiter gelangen allmählich zum Bewußtsein, daß sie von ihren Herren, seien sie nun Conservative, Liberale oder Radikale, nichts zu erwarten haben, sondern daß sie nur auf sich selbst angewiesen sind. Sie organisiren sich mehr und mehr zu einer reinen und nach allen Seiten unabhängigen Arbeiterpartei mit einem eigenen politischen und wirthschaftlichen Programm; und man kann sagen, daß die reaktionären Arbeiterparteien wie die Gegenseitigkeitsverbände „Patrimonium" und der allgemeine Bund der Niederländischen Arbeiter zur Stunde durch die vorgeschrittenen Arbeiterelemente bei Seite geschoben werden.

Nur der Bund der Socialdemokraten darf sich heute einer wirklich beachtenswerthen Entwickelung mit Stolz rühmen. Er hat sein anfänglich drei Mal wöchentlich erscheinendes Organ, das „Recht voor Allen" (Recht für alle), welches jetzt täglich erscheint. Die Partei veranstaltet überall öffentliche Versammlungen, sie versorgt das Land mit Broschüren und Flugschriften. Und auf diese organisirte Partei richten die holländischen Arbeiter ihre Hoffnungen für die Zukunft. Wir brauchen keine anderen Beweise weiter für ihren Einfluß als die Verfolgungen der Regierung, welche Mitglieder derselben mehrere Male zu Gefängnißstrafen, ja zu Zwangsarbeit hat verurtheilen lassen.

Auf dem politischen Gebiet fordern die Socialisten das allgemeine Stimmrecht; auf wirthschaftlichem Gebiet erstreben sie Uebernahme der Produktionsmittel durch die Gesellschaft und Organisation der öffentlichen Dienstleistungen zu Gunsten der Gesammtheit. Als Uebergangsmaßnahme legen sie großen Werth auf die Herabsetzung der Arbeitszeit mittelst einer Arbeiterschutzgesetzgebung. Wiewohl wir überzeugt sind, daß die vollständige Emanzipation der Arbeiterklasse nur möglich ist durch Umwandlung des Privateigenthums in Gemeinbesitz, halten wir doch für wichtig zu erklären, daß eine internationale Bewegung für eine gesetzgeberische Regelung der Arbeitszeit in Holland eifrige Vorkämpfer und die Sympathie einer ihrer Interessen sich bewußten Arbeiterschaft finden wird.

Alles dies läßt uns eine Coalition der Regierungen zu dem Zwecke, die Forderungen der Arbeiter zu bekämpfen, erwarten, wir werden jeden Fortschritt mit Beifall begrüßen, welcher die internationale Einigung der Arbeiter zum Zweck hat; denn diese allein ist im Stande, den Umtrieben der Regierungen ein Gegengewicht zu bieten. Wir suchen unsere Stärke nicht in den Gründungen großartiger Genossenschaften, sondern vielmehr in der intellektuellen Entwicklung des Arbeiters. Das ist der Grund, warum unsere Partei eine große Zahl von Broschüren und Büchern herausgegeben hat. Wir haben Uebersetzungen fast aller Nationalökonomen Europas und Amerikas. Wir halten es für nothwendig, daß die Arbeiter erst wissen, was zu thun ist; nur dann werden sie auch das thun, was nothwendig ist.

Wir wissen sehr wohl, daß wir, die wir ein kleines Land bewohnen, nicht die Vorhut der Revolution sein können, welche nur in einem großen Lande zur Reife und zum Sieg gelangen kann. Aber diese Revolution muß in unseren Gehirnen bereits vollzogen sein, und wir können von jetzt ab die Versicherung geben, daß wir auf dem Posten sein und unsere Pflicht thun werden. Unser kleines Volk, welches von dem Tyrannen Alba ein „Volk von Bauern" genannt worden ist, welches aber bewiesen hat, daß es einem Volk von eisengepanzerten Rittern Widerstand zu leisten vermochte, welches jenes sogar mit den Elementen der Natur besiegt hat — es wird auch die Bourgeoisie zu besiegen verstehen und nicht eher ruhen, als bis es die Herrschaft der Freiheit begründet haben wird. Brüder, wir werden siegen oder sterben unter dem Banner der Socialdemokratie; und wir werden dasselbe beständig hochhalten!

(Die Versammlung äußert zu wiederholten Malen ihren enthusiastischen Beifall.) —

Bürger Petersen setzt hierauf die Lage der Arbeiter in Dänemark auseinander. Diese unterscheidet sich nicht wesentlich von der der übrigen Länder. Im Allgemeinen wiegt die kleine Bourgeoisie, die Kleinindustrie vor. Indessen nimmt seit einigen Jahren auch die Großindustrie einen Aufschwung und drängt die Kleinindustrie in den Hintergrund. Die Kapitalisten haben bereits das Trucksystem in Dänemark eingeführt.

Die Löhne sind sehr niedrig, oft wiederholen sich Krisen und Stockungen. Eine offizielle Statistik über die Arbeiterverhältnisse gibt es nicht. Indessen kann man nach gewissen Angaben berechnen, daß es in Kopenhagen 70,000 Arbeiter gibt, deren durchschnittlicher Jahresverdienst 11—1200 Frs. beträgt; in den Provinzialstädten 45,000 Arbeiter, mit einem durchschnittlichen Jahresverdienst von 800 Frs.; 133,000 auf dem Lande beschäftigte Arbeiter verdienen durchschnittlich nicht mehr als 500 Frs.

Wenn man diese Löhne mit dem mittleren Preise der Lebensmittel vergleicht, findet man, daß 73% der städtischen Arbeiter einen Unterschied von 500 Frs haben, der zwischen den Löhnen, die sie erhalten, und der für ihre Bedürfnisse unerläßlichen Summe liegt.

Die Arbeiter sind in Gewerkschaften, 150 an der Zahl, organisirt, die mit einander vermittelst ihrer Bureaus verbunden sind und eine Centralorganisation bilden, deren Geist unglücklicherweise viel zu wünschen übrig läßt. Neben den Syndikaten (Gewerkschaften und Fachvereinen) erwähnen wir noch die Organisation der socialdemokratischen Partei, der etwa 80 Wahlvereine und Diskussionsklubs angehören.

Die socialistische Presse ist vertreten durch den „Social-Demokraten" von Kopenhagen, der ungefähr 20,000 Abonnenten hat, und durch 4 Organe, die in der Provinz und täglich erscheinen. Dazu rechnet man noch ein unabhängig-socialistisches Blatt, „Arbejtern" (der Arbeiter).

Da die dänische Arbeiterbewegung inmitten des Kleinbürgerthums entstanden ist, mußte sie auch einen kleinbürgerlichen Charakter behalten, welcher sich in verschiedener Weise zu erkennen gibt. So hat man auf Aktien ein Versammlungshaus gegründet und eine Cooporativ-Bäckerei. Diese letztere ist eine wahrhafte Karrikatur der Genossenschafts-Bäckerei von Gent, so daß man sie auch als nichts anderes betrachten kann, denn als ein industrielles Privatunternehmen, welches den Aktieninhabern eine jährliche Dividende auszahlt. In Wirklichkeit ist an dem ganzen Unternehmen nichts Socialistisches, als das Parteigeld, mit dem man es gegründet hat, und dann die Namen der Leiter, die alle Parteiführer sind.

Das Vereins- und Versammlungsrecht ist den Arbeitern durch Gesetz garantirt, das hindert aber die Herren Kapitalisten keineswegs, Mittel zu finden, die Ausübung dieses Rechtes so schwer als möglich zu machen. Die dänischen Arbeiter haben von einem Alter von 30 Jahren an das Stimmrecht, sofern sie nicht aus öffentlichen Mitteln Armenunterstützung erhalten.

Gewöhnlich nehmen die Arbeiter lebhaft an den **Wahlen** theil, auch ist es ihnen schon gelungen, zwei Vertreter der Partei in's Parlament zu schicken; zur Stunde sitzt einer ihrer Gewählten darin. Bis jetzt müssen wir zugestehen, daß die Arbeiterpartei mit dem Kleinbürgerthum gegangen ist und noch heute ihre Beziehungen zu den bürgerlichen Parteien nicht abgebrochen hat. Man bemüht sich diese Handlungsweise damit zu vertheidigen, daß die relative Majorität entscheidend ist für den Ausgang der Wahlen (außer bei den Stichwahlen). Es ist klar, daß die Socialisten im Bunde mit irgend einer bürgerlichen Partei niemals bei einer Wahlkampagne etwas gewinnen und die socialistische Agitation so werden betreiben können, wie wenn sie unabhängig blieben. Die socialistische Partei, die zusammengeht mit dem Kleinbürgerthum, ist auch in ihrer politischen Thätigkeit mehr oder weniger an dasselbe gebunden. Dergestalt macht sie sich denn zum Vorkämpfer und Vertheidiger bürgerlicher Institutionen, indem sie z. B. Credite für die Kleinindustriellen gewähren hilft. Indessen hat sich in letzter Zeit glücklicherweise eine Rückkehr zu den Prinzipien und eine gegen die bisherige Taktik gerichtete Opposition bei den Arbeitern geltend gemacht. Der beste Beweis für das Vorwärtsschreiten der Bewegung ist die Thatsache, daß diese Bewegung drei Vertreter auf diesem Congreß hat. (Beifall.) —

Bürger **Plechanoff**, Abgeordneter der **russischen** Socialdemokraten, äußert sich folgendermaßen:

Da die Zahl der Redner auf diesem Congreß eine sehr große ist und diese nur kurze Zeit für Darstellung der politischen und ökonomischen Lage ihrer beziehentlichen Länder haben, werde ich ein möglichst kurz gefaßtes Bild der Arbeiterbewegung in Rußland geben.

Man könnte sich wundern, auf diesem Congreß Vertreter Rußlands zu sehen, eines Landes, wo doch sicherlich die Bewegung nicht so vorgeschritten ist, wie in den übrigen europäischen Ländern. Doch haben wir russischen Socialisten gedacht, daß nicht Rußland allein sich von der Arbeiterschaft des übrigen Europa abseits halten dürfe, sondern daß die gegenseitige Annäherung aller Arbeiter nur einen segensreichen Einfluß auf die socialistische aneinander Bewegung der ganzen Welt ausüben würde.

Die verhängnißvolle Rolle, welche Rußland, das monarchische und offizielle Rußland, bis aus den heutigen Tag in der Geschichte Europas gespielt hat, ist leider nur zu bekannt. Die Czaren, in Wahrheit gekrönte Gensdarmen, betrachteten es als ihre heilige Pflicht, die Reaktionäre aller Länder, von Preußen bis hinüber nach Spanien und Italien, zu unterstützen. Wir brauchen nicht erst auf die Rolle hinzuweisen, welche Czar Nikolaus unseligen Andenkens bei den denkwürdigen Ereignissen von 1848 gespielt hat.

Darum würde auch der **Sieg der revolutionären Bewegung in Rußland der Sieg aller europäischen Arbeiter sein.**

Es handelt sich also darum, zu wissen wie und unter welchen Bedingungen die revolutionäre Bewegung in Rußland zum Siege gelangen kann. Es ist dies nicht anders möglich — das ist unsere felsenfeste Ueberzeugung, Bürger! — als dann, wenn die russischen Revolutionäre das Vertrauen und die Theilnahme des Volkes selbst zu erringen verstehen. So lange die Bewegung nur das Werk von Schwärmern und der studirenden Jugend sein wird, kann sie wohl für die Czaren hinsichtlich ihrer persönlichen Sicherheit gefährlich werden, nicht aber für das **Czarenthum** als Staatseinrichtung.

Wenn wir die Macht des Czarenthums ein für allemal brechen wollen, müssen wir uns auf ein in einem anderen Sinne revolutionäres Element stützen, als es die studirende Jugend abgibt, — und dieses Element, welches in Rußland nicht fehlt, ist die Klasse des Proletariats, welches durch seine wirthschaftliche Lage und durch den Zwang der Dinge selbst revolutionär ist.

Gewisse Nationalökonomen (Volkswirthschaftler), die an einer allzuphantastischen Einbildung leiden, welche mehr von ihrem guten Willen als von ihrer Kenntniß der Thatsachen Zeugniß ablegt, haben sich Rußland wie

eine Art von europäischem China vorgestellt, dessen wirthschaftliche Lage nichts mit der des abendländischen Europa gemein habe. Das ist durchaus falsch. Das alte wirthschaftliche Gefüge Rußlands ist jetzt in einem Zustand der gänzlichen Zersetzung. Die ländliche Gemeinde, von der man schon so viel gesprochen hat, — selbst in der socialistischen Presse! — und welche in Wahrheit die Grundlage des Despotismus bildete, diese ländliche Gemeinde wird immer mehr und mehr ein Gegenstand der kapitalistischen Ausbeutung in den Händen der reichen Landwirthe. Inzwischen verlassen die Armen das flache Land, um sich in die großen Städte und Industriecentren zu begeben, wo Fabriken entstehen, welche die kleine ehemals so blühende Hausindustrie vernichten.

Die russische Regierung wendet alle Mittel an, um diesen Stand der Dinge noch zu verschlimmern und die Entwicklung des Kapitalismus zu beschleunigen. Wir Socialisten können diese Anstrengungen nur mit Beifall begrüßen, weil das Czarenthum auf diese Weise seinen eigenen Sturz vorbereitet.

Das russische Industrieproletariat, dessen Bewußtsein zu erwachen beginnt, wird schließlich das Joch des Despotismus zerbrechen, und an diesem Tage werdet ihr unmittelbare Vertreter neben den Delegirten der weiter vorgeschrittenen Länder in Euren Congressen Platz nehmen sehen. Unsere Aufgabe ist es, in dieser Erwartung uns Euerer Sache warm anzunehmen und unter den russischen Arbeitern die Ideen der Socialdemokratie mit allen uns zu Gebote stehenden Mitteln zu verbreiten.

Zum Schluß wiederhole und betone ich: die revolutionäre Bewegung wird in Rußland triumphiren als Arbeiterbewegung, oder sie wird nie triumphiren.

(Diese wenigen Worte des Bürgers Plechanoff rufen einen großen Enthusiasmus hervor und unter rauschendem Beifall verläßt der russische Delegirte die Tribüne.) —

Der norwegische Delegirte Jeppesen geht auf die Anfänge der Arbeiterbewegung seines Landes zurück, d. h. auf die Zeit vor fünf Jahren. Trotz dieser ihrer großen Jugend ist die dortige Bewegung bereits bei der zweiten Periode ihrer Entwicklung, bei der der Verfolgungen und Unterdrückungen angelangt. Diese Thatsache beweist dem Referenten nur, daß die Bewegung schon stark und zielbewußt genug ist, um den herrschenden und besitzenden Klassen Furcht einzujagen. Die Arbeiterbewegung, welche Bürger Jeppesen zu vertreten die Ehre hat, trägt einen durchaus socialistischen und revolutionären Charakter. Das zielbewußte Proletariat seines Landes hofft nichts von den oft empfohlenen Palliativmitteln, mit welcher Etikette sie immer versehen sein mögen. Ebenso glaubt es nicht an die Wirksamkeit parlamentarischer Reformen, da es die Erfahrung gemacht hat, daß die in Norwegen bestehenden, sonst der Form nach liberalen Gesetze den Arbeitern nichts nutzen. Indessen hat sich die norwegische Socialistenpartei entschlossen, gemeinschaftlich mit dem Proletariat der übrigen Länder eine internationale Arbeitergesetzgebung zu fordern, da diese Forderung ein ausgezeichnetes Mittel der Agitation und Propaganda bildet. Außerdem hat die socialistische Arbeiterpartei Norwegens bereits ein Arbeiterschutzgesetz im Parlamente ihres Landes eingebracht. Eine Specialkommission ist mit der Prüfung dieses Entwurfes beauftragt worden, welcher demnächst in der National-Versammlung durchberathen werden wird. Gleichwohl versprechen sich die Arbeiter nichts von der Kammer, sie versprechen sich keinen Vortheil von Gesetzen, die ja immer dem Vortheil der Stärkeren angepaßt werden. Der Kapitalismus zwingt den Arbeiter stets zur Unterwerfung; und darum dürfen die Arbeiter auf Niemanden rechnen als auf sich selbst. (Beifall) —

Ein Zwischenfall erhob sich in diesem Augenblick durch den Delegirten der „United Brotherhood, Jowa“ — Vereinigten Brüderschaft von Jowa — Vereinigte Staaten — Bürger Ahles. Dieser war, nachdem er zweimal abwesend gewesen war, als er das Wort nehmen sollte, von

Neuem eingeschrieben für seinen Bericht in derselben Zeit wie Kirchner, Delegirter der „Vereinigten deutschen Gewerkschaften" von New-York, der gleichfalls mit einem Bericht über Amerika beauftragt war. Aus reinem Zufall will der Vorsitzende das Wort zuerst Kirchner geben, da verläßt Ahles, sich beleidigt glaubend, den Congreß, indem er gegen die Handhabung des Bureaus und die Art und Weise, wie er behandelt sei, protestirt.

Bürger Vaillant setzt der Versammlung die Ursache dieses Irrthums Seitens des Bürgers Ahles auseinander und schickt an diesen einen aufklärenden Brief, indem er ihn zugleich einladet, zurückzukommen, um zuerst das Wort zu nehmen. Ahles besteht indeß auf seinem Entschluß und läßt durch die Vermittlung eines Freundes seinen Protest erneuern.

Nachdem das Wort an Bürger Merlino, italienischen Delegirten, gegeben, setzt dieser auseinander, daß in Italien sich die Bewegung aus zwei Strömungen zusammensetzt: es gibt die Fraktion der anarchistischen Socialisten und diejenige der parlamentarischen oder étattistischen*) Socialisten. Doch ist diese Abweichung mehr scheinbar als real, weil die parlamentarischen Socialisten auch im Prinzip Anarchisten sind, wenn sie auch im Einzelnen (in der That) für die Gesetzlichkeit sind. Die ächten Anarchisten sind Anarchisten sowohl im Prinzip als in der That. Das ist der Unterschied. Indeß hat dieser Unterschied eine ganz eigenthümliche Haltung Seitens der Regierung gegenüber den beiden Fraktionen zur Folge. Die Anarchisten werden Uebelthäter (malfattori) genannt, und sie weisen diese Verleumdung nicht zurück, indem sie es vorziehen, die Hand lieber den kleinen als den großen Dieben zu drücken, welche die Gewalt innehaben und das Land ruiniren. In Folge dessen werden sie mißhandelt, verfolgt und bestraft wie Uebelthäter; man verurtheilt sie zu jahrelangen Gefängnißstrafen. Wenn es sich dagegen um die parlamentarischen Socialisten handelt, so zieht die Regierung Sammthandschuhe an, um sie anzugreifen. Allerdings kommen auch Prozesse und Verfolgungen gegen sie vor, aber die Verurtheilungen sind blos scheinbar, man führt sie nicht aus. Eine Probe davon ist diejenige, von welcher der Bürger Andrea Costa betroffen worden ist, die eine Verurtheilung zum Lachen war.

Hier unterbricht Bürger Jules Guesde den Redner, um ihm zuzurufen, daß man einen Mitdelegirten nicht angreife. Bürger Merlino fährt fort, daß das Programm der italienischen parlamentarischen Socialisten ziemlich demjenigen der Marxisten entspreche, indem es erklärt, daß die Arbeiterklasse die Aufgabe habe, die politische Gewalt und das Eigenthum zu erobern, um es zu vergesellschaften.

Die Anarchisten theilen diese Auffassung nicht. Sie sind überzeugt, daß eine solche geschichtliche Entwicklung in eine andere Klassenherrschaft entarten würde. Das Uebergewicht der herrschenden Klassen von heut würde ersetzt durch das Uebergewicht der Arbeiterklasse. Aber die Regierung kann nicht Allen nach Wunsch sein. Wenn morgen die Revolution die Gewalt in die Hände der Arbeiterklasse legte, so würde sich diese ganze Aenderung darauf beschränken, daß die Chefs sich aus den Arbeitern rekrutirten, statt aus den Bourgeois; aber es würde immer Chefs geben, eine Direction, eine Büreaukratie, und wir würden bald zu dem gegenwärtigen Zustand zurückkehren.

Der Vorsitzende ersucht den Redner, bei der Tagesordnung zu bleiben, indem er daran erinnert, daß der Congreß sich nicht vereinigt habe, um übrigens wohlbekannte Auseinandersetzungen über die Zukunft zu hören.

Bürger Merlino erwidert, daß er einerseits seine Ueberzeugung nicht verleugnen könne, und daß ihm andererseits die Anarchisten das Mandat

*) Das Wort kommt vom französischen état, der Staat, und ist von den „Anarchisten" zur Bezeichnung alles nicht auf „Vernichtung" des „Staats" Hinauslaufenden angefertigt worden.

gegeben hätten, dem Congreß beizuwohnen, damit er daselbst die Theorien entwickele, die sie für wahr hielten. Der Congreß will sich mit der Frage der Arbeitergesetzgebung beschäftigen. Gibt es da Socialismus? Durch die Annahme einer solchen Tagesordnung hat der Congreß gezeigt, daß er nicht socialistisch ist, weil er sich mit etwas beschäftigen will, das von Regierungen vorgeschlagen ist. Die Regierungen wollen auch Reformen, aber Socialisten dürfen nicht in die Fußstapfen der Regierungen treten. Sich zum Vorkämpfer der Arbeitergesetzgebung machen, ist eine anti-socialistische, eine Bourgeois-Arbeit, und Seitens der Revolutionäre vollständig absurd. Wenn sie den Weg der Reformen betreten, arbeiten sie darauf hin, ihre Sache zu verderben, die übrigens schon in sich den Keim der Corruption und des Ruines trägt. Der Socialismus wird mehr und mehr zeigen, daß er unfähig ist, die Emancipation der Menschheit zu verwirklichen; sein Tod wird daher nicht zu beklagen sein. Einmal begraben und seine Parteigänger verschwunden, werden Andere, die Anarchisten, das Banner entrollen, auf welches sie die vollständige Befreiung der Menschheit verzeichnet haben, und sie werden diese bessere Gesellschaft verwirklichen worauf ihre Anstrengungen gerichtet sind. —

Diese Auseinandersetzung, der einige wenige englische und französische Delegirte applaudirten, wurde von Seiten der großen Mehrheit der Versammlung häufig unterbrochen durch Protestationen, ironische Ausrufe und Zeichen einer großen Heiterkeit. Zu wiederholten Malen hatten sich Reklamationen erhoben, die verlangten, daß dem Redner das Wort entzogen werde, da die anarchistischen Theorien mehr als genügend bekannt seien und nur die kostbare Zeit vergeudet werde. Die Anarchisten verlangten eine vollständige Uebersetzung der Rede Merlino's, „der sehr gut deutsch und englisch verstehend, im Stande ist, die Genauigkeit der Uebersetzung zu kontroliren." Andernfalls drohten sie Lärm zu machen.

Der Vorsitzende weist darauf hin, daß die Uebersetzungen des Bureau nothwendiger Weise abgekürzt und resumirend sind, aber daß sie immer genau sind. Bürgerin Aveling bemerkt, daß Merlino fließend englisch und deutsch spreche, daher sei es das Einfachste, daß er selbst seine Rede in diese Sprachen übersetze. Dies geschieht. Die deutsche Uebersetzung wird applaudirt, aber die Delegirten erklären, daß ihr Beifall sich ausschließlich auf die Uebersetzung, nicht auf den Inhalt der Rede beziehe.

Nachdem die Ruhe wieder hergestellt, erhält das Wort Bürger Iglesias, Delegirter der socialistischen spanischen Arbeiterpartei. Er beginnt seinen Bericht, indem er Namens der socialistischen Arbeiterpartei Spaniens den Congreß begrüßt. Das selbstbewußte Proletariat jenseits der Pyrenäen schickt einen herzlichen Händedruck seinen Brüdern der anderen Länder, die auf diesem Congreß vereint sind.

Die wirthschaftliche und gesellschaftliche Lage der spanischen Arbeiterklasse ist ziemlich dieselbe, wie diejenige der Arbeiter der anderen Länder Europas und Amerikas. Man hat sich daran gewöhnt, die Spanier als ein Volk von Politikern und Begünstigern von „Pronunciamientos"*) zu betrachten. Die Arbeiter sollen in eine Gleichgültigkeit versunken sein, die dem Stumpfsinn nahe ist. Sie arbeiteten wenig, äßen noch weniger, aber lebten glücklich Tags über in der Sonne und Nachts unter dem Sternenhimmel, wo der Maschinismus und die Großindustrie ihren Einzug noch nicht gehalten haben. Alles das ist reine Phantasie. Der Arbeiter ist in Spanien ebenso unglücklich, ebenso elend als in irgend einem anderen Lande. Er wird ebenso ausgebeutet, ebenso bedrückt in den Hütten, in den großen Werkstätten, in den Bergwerken und mehr noch bei der Landwirthschaft, wo eine zahlreiche Lohnarbeiterbevölkerung an den nothwendigsten Lebensbedürfnissen Mangel leidet, und wo sie zeitweise durch mörderische

---

*) Ein Pronunciamento nennt man in Spanien einen Aufstandsversuch, mit obligater Proklamirung einer anderen Regierung.

5

Arbeitslosigkeit decimirt wird. Die kapitalistische Concentration, das ist wahr, hat Spanien in seinem höchsten Entwicklungsgrade noch nicht erreicht; aber sie ist auf dem Wege. Dagegen ist das, was in Spanien noch von Kleinindustrie und Kleinhandel vorhanden ist, weit entfernt, sich, wie in gewissen anderen Ländern, mit einem patriarchalischen Charakter der Einfachheit und der Gutmüthigkeit zu umgeben, der es erträglich macht, in Spanien so habgierig, so unersättlich, so unanständig, daß die Arbeiter, wenn es in ihrer Macht stünde, sich beeilen würden, es vollständig verschwinden zu machen. Sie sind in der That überzeugt, daß der Kapitalismus, einmal centralisirt, viel leichter zu bekämpfen und zu ersetzen wäre. In dieser natürlich abweichenden Lage, die aus unserer Bourgeoisie einen Satelliten der an der Spitze der modernen kapitalistischen Bewegung marschirenden Nationen macht, konnten die spanischen Arbeiter nicht weniger thun, als der Bewegung, der Vertheidigung und Emanzipation zu folgen, welche von den Arbeitern der anderen Länder begonnen sind; denn dieselben Ursachen bringen dieselben Wirkungen hervor. Als daher die internationale Arbeiter-Association die Arbeiter der ganzen Welt aufrief, sich um dieselbe Fahne zu vereinigen, fand sie in Spanien einen sehr gut vorbereiteten Boden. Die Ideen und die Pläne der Organisation erfuhren daselbst die wärmste Aufnahme, und nach wenigen Monaten zählten die zur Internationalen gehörigen Arbeiter nach Tausenden. In fast allen großen Städten, und selbst in vielen kleinen, waren organisirte Sektionen von Gewerken, die in lokale Federationen (Verbindungen) vereinigt waren. Ein Bundesrath, der die Beiträge centralisirte (zusammenbrachte) und regelmäßig mit dem Generalrath in London correspondirte, war in Madrid ungefähr zwei Jahre lang thätig.

Die Pariser Revolution vom 18. März 1871 gab dieser Bewegung einen neuen Aufschwung, und der Fall der Commune und die schrecklichen Repressalien, die diesem folgten, riß einen Schrei des Schmerzes und der Wuth aus jeder Arbeiterbrust. Die spanischen Arbeiter erklärten sich mit der besiegten Commune ebenso solidarisch, wie sie es gegenüber der siegreichen Commune gethan hätten. Das war für sie die erste und unableugbare That des Klassenkampfes. Seitdem ist nicht ein Jahr verflossen, ohne daß nicht auf allen Punkten Spaniens die Arbeiter, selbst viele von denen, die sich nicht an den Arbeiter-Organisationen betheiligten, den Jahrestag des 18. März wie den ihrer eigenen Revolution gefeiert und die Grausamkeit der französischen Bourgeoisie während der blutigen Woche gebrandmarkt hätten. Die durch die erste Arbeiterrevolution aufgepflanzte Standarte ist unsere Fahne geworden. — Jedermann hier kennt die Ursachen der Spaltung in der Internationalen, die unter Mithülfe der Reaction damit endete, daß sie aufgelöst wurde. Aus ihren zerstreuten Theilen hat sich die gegenwärtige socialistische Partei gebildet. Sie ist noch nicht sehr stark, ihre Anhänger sind noch nicht zahlreich, aber sie ist fest und dauerhaft organisirt, sie zählt Gruppen in den Hauptstädten Spaniens, in allen Manufaktur- und Bergbaucentren, und diese Organisation macht beständige Fortschritte. Ihr Programm ist das der französischen socialistischen Arbeiterpartei, der deutschen Socialdemokratie und der amerikanischen Arbeiterpartei, d. h. es ist auf den von unserem unvergeßlichen und beklagten Karl Marx aufgestellten wirthschaftlichen Grundsätzen basirt. Sie folgt der politischen Leitschnur, die dieser stets gerathen hat: Kampf auf allen Gebieten gegen die feindliche Klasse, gegen die Bourgeoisie, und vollständige Trennung der Arbeiterpartei von allen bürgerlichen Parteien.

Die spanische socialistische Arbeiterpartei, deren wirkliche Existenz als politische Partei kaum seit drei Jahren datirt, hielt ihren ersten Congreß am 23. August 1888 in Barcelona ab. Da bestätigte man das Programm der Partei, genehmigte es und ernannte ein internationales Comité, das gegenwärtig in Madrid seinen Sitz hat. Man beschloß daselbst unter Anderem, daß die socialistische spanische Arbeiterpartei einen Vertreter auf

den nächsten internationalen Arbeiter-Congreß in Paris, den gegenwärtigen Congreß, senden solle und daß man ihm speziell das Mandat geben solle, die Schöpfung eines internationalen Comités zu verlangen.

Man muß endlich nicht vergessen, daß neben der eigentlichen socialistischen Partei, die, obgleich ausschließlich aus Arbeitern zusammengesetzt, in ihrem Schooß auch der Bourgeoisie entstammende Elemente aufnehmen kann, wie neben der alten Internationalen, eine mächtige Organisation von Widerstandsgesellschaften (Fachvereinen und Gewerkschaften) besteht, die man Syndikatskammern nennt, die aber bei uns nicht mit der socialistischen Partei zusammengehen. Unsere Partei begünstigt die Entwicklung dieser gewerklichen Organisationen und hilft dabei. Sie wirkt auch aus allen ihren Kräften mit, nothwendige Arbeitseinstellungen zu unterstützen, denn sie hat die Arbeitseinstellung immer als eine für den Arbeiter im Kampfe um sein Leben unvermeidliche Masse betrachtet. Ihre Anstrengungen sind mehr als einmal durch den Sieg gekrönt worden, z. B. in der großen siegreichen Arbeitseinstellung der Madrider Schriftsetzer vor drei Jahren. Bei alledem hat die socialistische Arbeiterpartei es für nöthig erachtet, für den Augenblick zwischen sich und den gewerblichen Organisationen eine Scheidung vorzunehmen. Ein Tag wird kommen, der Berichterstatter ist davon fest überzeugt, wo eine Verschmelzung ihres Bestehens sich ganz von selbst machen wird, ohne Anstrengungen, da sowohl die Ursache eine gemeinschaftliche ist, wie der Zweck, den die Einen wie die Anderen verfolgen. „Und an diesem Tag, der nicht fern ist, sagte beim Schluß Bürger Iglesias, werden wir eine Macht sein, und werdet ihr auf uns rechnen können. Das spanische Proletariat wird auch fernerhin seine Pflicht zu thun wissen; unsere Bourgeoisie ist ebenso verfault und ebenso unterdrückend als die Eure, aber sie ist unwissender und träger, und es wird uns keine zu große Mühe kosten, sie zu überwinden. (Beifall.)

Bürger Mesa, spanischer Delegirter, fügt, nachdem er diese Rede in's Französische übersetzt hat, hinzu, daß sein Genosse und Freund Iglesias in seiner Bescheidenheit es unterlassen habe, von der Zeitung „il Socialista" in Madrid zu sprechen. Er selbst, Delegirter der Gründungsgruppe dieses Journals, müsse erklären, daß dieses wachsame Organ einer der mächtigsten Hebel der Organisation und der socialistischen Propaganda in Spanien sei. Sein Leben, verhältnißmäßig lang, hat Ergebenheit und Energie gezeigt. Das Journal wird von Arbeitern geschrieben, wird von Arbeitern unentgeltlich gesetzt und wird ausgezeichnet verwaltet von Arbeitern. (Großer Beifall.)

Bürger Houst, Delegirter der romanischen Schweiz, skizzirt in einer kurzen Auseinandersetzung die Bewegung der Gegner, die er vertritt. In der französischen Schweiz, sagt er, ist die Bewegung mehr gesellschaftlich und wirthschaftlich, als politisch. Eine verhältnißmäßig größere Freiheit als in den anderen Ländern genießend, ist die Bevölkerung daselbst weniger revolutionär, weil sie weniger bedrückt ist.

Der Socialismus, selbst der Anarchismus kann sich bei uns frei entfalten. Die Bewegung zu Gunsten einer internationalen Arbeiterbewegung wird uns erlauben, Cadres (Rahmen) zu formiren und uns besser zu organisiren. In den Jurabergen hat sich die Bevölkerung für die socialistischen Ideen erklärt. Sie wünscht, daß die Arbeit in den Fabriken geregelt sei und daß die Unternehmer baar bezahlen. Dank der Lage und der Propaganda entwickeln sich die Ideen des Socialismus und fassen immer tiefere Wurzeln. Auch wir in der Schweiz werden in dem Kampfe gegen das Kapital nicht erlahmen, und wir werden bemüht sein, unsere Organisation stets zu verbessern. (Beifall.)

Nachdem dieser Bericht beendet ist, wird die Sitzung gegen $9^1/_2$ Uhr Abends geschlossen.

Freitag, den 19. Juli.

Vormittags-Sitzung.

Das Präsidium führt der Bürger von Vollmar.

Vor Eintritt in die Tagesordnung theilt Bürger Bebel dem Congresse mit, daß verdächtige Persönlichkeiten sich unter die Abgeordneten eingeschmuggelt haben, die den Deutschen einzureden suchen, sie könnten in Paris frei sprechen, ohne irgend welche Vorsicht zu gebrauchen; sie könnten vor keinem deutschen Gerichtshofe wegen dessen, was sie in Frankreich sagten, zur Verantwortung gezogen werden — selbst wenn es gegen das Gesetz über Majestätsbeleidigung verstoße. Bürger Bebel ermahnt die deutschen Delegirten eindringlich, auf ihrer Hut zu sein, und sich nicht durch solche offenbare Lockspitzel provociren zu lassen.

Nachdem der Versammlung die Mittheilung von der Ankunft neuer Delegirter, Telegramme, Zustimmungsbriefe und von einer Gabe von 100 Franks seitens der holländischen Delegirten für die Opfer von St. Etienne gemacht ist, charakterisirt Bürger Lafargue das Verhalten der französischen Presse gegenüber dem Congresse. Augenscheinlich ist die Losung ausgegeben worden, diesen Congreß todizuschweigen, während man den Congreß der Possibilisten aufbauscht und ihm schmeichelt. Dem gegenüber zeigt sich die englische Presse viel anständiger.

Bürger Liebknecht fügt hinzu, daß die meisten deutschen Blätter den Congreß mit einer empörenden Unanständigkeit behandelt haben. Die „Frankfurter Zeitung", ein angeblich demokratisches Blatt, zeichnet sich vor allen durch ihre lügenhaften Berichte und durch die Gemeinheit, mit der sie Lafargue und Guesde mit Koth bewirft, aus.

Ein anderes deutsches Blatt erzählt, daß Bürger Anseele, Delegirter von Gent, aus dieser Stadt geflüchtet sei, indem er die Kasse des Vooruit, die angeblich 160,000 Franks enthielt, mit fort nahm.

Bürger Christensen, dänischer Delegirter, theilt dem Congreß mit, daß ein großer Streik unter den Tischlern Copenhagens ausgebrochen sei. Die Schuld liegt an den Arbeitgebern, welche nach Bruch der formellen Contrakte sich zur Herabsetzung der Löhne vereinigt haben, die bereits hinlänglich schlecht sind. In Folge dieser Streiks sind 7 Werkstätten geschlossen und ungefähr 1200 Arbeiter ohne Arbeit. Die Arbeiter verlangen einen Lohn von 20 Franks pro Woche.

Bürger Palmgreen, Delegirter der socialistischen Partei Schwedens und des „socialistischen scandinavischen Cirkels von Paris", beginnt seinen Bericht mit der Erörterung, woher es käme, daß er, der in Paris wohne, beim Congresse die Arbeiterpartei seines Heimathlandes vertrete — die Redakteure der 4 socialistischen Blätter, ebenso wie 6 bis 10 der besten Agitatoren sind augenblicklich im Gefängniß.

Die socialistische Propaganda begegnet in Schweden großen Schwierigkeiten, man unternimmt sie überall während des Sommers, der nicht lang ist, indem man Ausflüge über Land veranstaltet. Die Arbeiterbewegung ist noch ziemlich jung. Ein großer Streik der Holzsäger, welcher nicht gelang, trieb die Arbeiter zur Organisation. Der Schneider Palm war es, der zuerst die socialdemokratischen Theorien unter den Arbeitern Schwedens verbreitete. Mit unermüdlichem Eifer und bewundernswürdiger Aufopferung organisirte dieser Mann im tiefen Winter, oft in Mitten der Wälder, Versammlungen der Propaganda. Drei Mal machte er zu Fuß den Weg durch ganz Schweden, vertheilte Broschüren, Flugblätter, und streute überall den Samen des Guten aus. Er begründete den „Socialdemokrat" in Stockholm, welcher gegenwärtig 5 bis 6000 Abonnenten besitzt. Zur selben Zeit sammelte er, mit Branting und Danielson, junge Leute, die gleich ihm für die socialistischen Ideen begeistert waren und sich nicht

nur aus den Reihen der Arbeiter, sondern auch aus denen der Studirenden recrutirten. Die Partei beschäftigte sich im Anfang fast ausschließlich mit der politischen Agitation, aber seitdem die Arbeiter sich gewerkschaftlich organisiren, herrschen die ökonomischen und socialen Fragen vor. Im Frühling dieses Jahres war in Stockholm ein Parteicongreß, auf welchem 75 Organisationen vertreten waren. Dieser Congreß hatte fast dieselbe Tagesordnung und dasselbe Programm wie der gegenwärtige internationale Congreß. Auf diesem Congreß wurde beschlossen, mit gesetzlichen Demonstrationen 2c. Propaganda zu Gunsten der Erlangung einer Arbeiterschutzgesetzgebung zu machen. In Schweden sind wie in Oesterreich die Gesetze der Form nach sehr liberal, aber sobald die Arbeiterbewegung davon Nutzen ziehen will, findet der Staat für sie eine reaktionäre Anwendungsweise. Trotz aller garantirten Freiheiten müssen die Arbeiter oft zur List Zuflucht nehmen, um ihre Verbindungen zu organisiren.

Alle Scheerereien haben jedoch nicht hindern können, daß der Socialismus nicht nur in die Massen der industriellen Arbeiter, sondern auch in die der ländlichen eindrang. Heute unterstützen die Bauern und die Arbeiter der Städte einander in dem gemeinsamen Kampfe.

Auch der schwedische Staat steht schon im Begriff, ein Ausnahmegesetz gegen die Socialisten zu schaffen, ein eklatanter Beweis von der Macht, welche die Bewegung in kurzer Zeit erlangt hat. Unterdessen benutzt der Staat rücksichtslos alle Mittel, selbst die niedrigsten und schändlichsten, um die socialistische Propaganda aufzuhalten. Die Briefe der Socialisten passiren das schwarze Cabinet und die socialistischen Telegramme werden nicht immer bei den Telegraphenbureaus angenommen. Die Unterdrückungen tragen dazu bei, den Charakter der Arbeiterbewegung zu ändern, die mehr und mehr ein streng socialistisches Wesen annimmt. Der Glaube an die Wirkungskraft von Palliativmitteln ist unter den Arbeitern fast vollständig verschwunden, nur die Ueberzeugung wird immer allgemeiner, daß allein die Vergesellschaftung der Produktionsmittel die sociale Frage lösen kann. In der Verfolgung dieses Zweckes sind wir bemüht, Gewaltmittel zu vermeiden, aber die Bourgeoisie wird es schließlich dazu treiben, daß Katastrophen hereinbrechen. Die schwedischen Socialisten wissen wohl, daß die große Frage darin beruht, die Macht der Arbeiter zu organisiren. Es ist nichts damit gethan, zu schreien „Es lebe die Revolution!", sondern man muß handeln und die Arbeiter so stark machen, daß sie ihre Rechte erkämpfen. Gewiß, wir sind für die Revolution, d. h. für die radikale Umgestaltung der Produktionsverhältnisse, aber diese Revolution muß wohl vorbereitet und planmäßig durchgeführt werden. Die Organe der socialistischen Arbeiterpartei Schwedens sind: „Der Proletarier", „Der Socialdemokrat" und „Die Volksstimme"; sie erscheinen alle in Stockholm. Organisationen im Auslande, die ihr angehören, die Clubs und Cirkel der schwedischen Arbeiter, die im Ausland wohnen, sind gewissermaßen Schulen, in denen die Mitglieder ihre Heranbildung zu Rednern und Agitatoren vornehmen lassen können. Der scandinavische socialistische Cirkel in Paris, den der Bürger Palmgreen ebenfalls vertritt, zählt 85 Mitglieder. (Bravo.) —

Der Bürger Kirchner, Delegirter der „Vereinigten deutschen Gewerkschaften von New-York", sagt, man begegne den widersprechendsten Ansichten über die Arbeiterbewegung und über die Lage des arbeitenden Volkes in der neuen Welt. Indessen, fährt er fort, kann ich Ihnen keinen vollständigen Bericht, der durch statistische Zahlen unterstützt ist, geben, weil zwischen meiner Wahl als Delegirter und meiner Abreise nach Paris nur ein Zwischenraum von einigen Tagen lag. Es ist also weniger ein Bericht als eine Skizze, die ich geben kann, und diese Skizze wird etwas farblos und düster erscheinen neben dem so frischen und prächtigen Bild der deutschen Arbeiterbewegung, das uns Bürger Bebel gezeichnet hat.

In Amerika ist die kapitalistische Produktion zu einem derartigen Grade der Entwicklung gelangt, daß man das Recht hat, sich zu fragen: „Wie lange wird sie überhaupt noch dauern?"

Die Kapitalien kleiner Kapitalisten genügen nicht mehr zur lohnenden Ausbeutung der Arbeitermassen. Man häuft die Kapitalien daher aufeinander, und bildet förmliche Armeen von Kapitalien. Die Monopole und die Trusts haben ebenso in der Industrie wie im Ackerbau das Raubsystem des 19. Jahrhunderts auf die Spitze getrieben. Die Macht des organisirten Proletariats ist noch nicht gleich der mehr und mehr concentrirten Macht des Kapitals. Die Löhne und mit ihnen die Lebensbedingungen des arbeitenden Volkes sinken fortwährend. Alle oder fast alle Versuche zu einer Erhöhung der Löhne scheitern, wie es die wahrhaft heroischen Versuche der Bergleute der Kohlenbergwerke, der Arbeiter der Textilindustrie, der Angestellten mit den Trambahnen New-Yorks beweisen. In Amerika wie überall begnügt die Hyäne Kapital sich nicht mehr mit dem Mark Erwachsener, sie verschlingt alles, was in ihre Krallen fällt ohne Unterschied des Alters und Geschlechtes. Um nicht der Uebertreibung bezichtigt zu werden, will ich einen Auszug aus dem „Dritten Jahresbericht der Fabrikinspektoren des Staates New-York" anführen; „In New-York sagt der Bericht, in den Distrikten der „tenements-houses" — der Miethskasernen — wo man Kleidungsstücke herstellt, herrscht ein Arbeitssystem, welches der Sklaverei möglichst nahe kommt. Die Arbeit wird unter Aufsicht von Aufsehern verrichtet, welche bis zwei Kämmerchen in den oberen Etagen eines hohen Gebäudes vermiethen und darin einige Maschinen zum Nähen und einen Ofen, um das Eisen zum Plätten heiß zu machen, aufstellen. Sie dingen darauf eine gewisse Zahl Männer und Weiber, die sie für sich arbeiten lassen. Diese Arbeiter fangen den Tag gewöhnlich um 1/2 7 Uhr an, um bis Abends 9 oder 10 Uhr sich abzunähen mit vielleicht einer halben Stunde Pause für das Mittagsmahl. Gewöhnlich essen und schlafen sie in demselben Zimmer, in dem sie arbeiten, und die drückende und schlechte Atmosphäre, von der sie immerfort umgeben sind, und der Schmutz, in dem sie vegetiren, ist entsetzlich. Tausende junger Mädchen und Knaben ebenso wie Frauen sind dieser Existenz von Schmutz, Schinderie und Erniedrigung überliefert. Für sie gibt es keinen Hoffnungsstrahl!

„Der Lohn, den sie erhalten, ist schon höchst gering, aber an dem wenigen, was sie verdienen, nimmt man noch Abzüge unter der Form von Geldbußen vor, für eine Arbeit, die als mangelhaft erklärt wird, und unter der Form von Steuerantheilen für Logis, Heizung und Beleuchtung. Wenn eine Maschine in Unordnung kommt, wenn ein Theil davon zerbricht, ist es der Arbeiter, der die Ausbesserung zahlen muß. Von allen Seiten werden die Arbeiter bestohlen, gehetzt und unterdrückt. Es gibt keine Besserung für sie, so lange das Gesetz nicht zu ihrem Schutze eintritt.

„Wenn man von der Frage nach dem Wohlbefinden dieser unterdrückten Arbeiter absieht, so muß die Frage in ihrer gegenwärtigen Lage das ganze Land interessiren. Die Quartiere, welche sie bewohnen, ebenso wie ihre Art und Weise zu leben, ist ganz geeignet, in New-York ansteckende Krankheiten hervorzubringen und zu verbreiten. Es handelt sich hier nicht um eine entfernte Eventualität, sondern um eine Frage von höchster Wichtigkeit, die eine unmittelbare Erwägung erfordert. Das Heilmittel kann nur darin bestehen, daß die Fabrikation der Produkte für den Markt in diesen Pesthöhlen absolut untersagt wird".

So ein amtlicher Bericht.

Diese Beschreibung der Arbeiterverhältnisse in einem einzigen Industriezweige, die einer Quelle entlehnt ist, welche der Parteilichkeit unverdächtig ist, erlaubt uns Schlüsse auf die Zustände in den anderen Industrien zu ziehen.

Welches sind nun die Mächte, die derartigen Verhältnissen den Krieg erklärt haben, das heißt, welches sind die Arbeiterorganisationen in den Vereinigten Staaten?

Meines Wissens ist die wichtigste Organisation, und diejenige, welche die meisten Hoffnungen für die Zukunft gibt, der „Amerikanische Arbeitsbund" — Federation of Labor —; derselbe wird gebildet von den Gewerkschaften, deren Geist und Tendenz an die alten englischen Trades-Unions erinnert. Hinsichtlich der Arbeiterbewegung kämpft er noch auf dem Boden des Lohnsystemes, das heißt, er verlangt eine Herabsetzung der Arbeitszeit und eine Erhöhung des Lohnes. Dieser Bund hat die Initiative ergriffen zu einer Bewegung, welche neuerdings zu Gunsten des achtstündigen Normalarbeitstages wieder begonnen hat. Für mich steht es außer Zweifel, daß sehr intelligente Führer dieser Organisation schon das Unzureichende der Ziele, die wir soeben genannt haben, eingesehen haben. Aber sie halten es für verfrüht, weiter zu gehen in der Richtung des Socialismus. Von unten aus wird ein Druck nach dieser Richtung hin ausgeübt werden und nach Entfernung der widerstrebenden Elemente wird der „Amerikanische Arbeitsbund" in kurzer Zeit zugleich mit dem zielbewußten Proletariat der alten Welt den Klassenkampf proklamiren.

Die zweite große Organisation ist „Der Orden der Ritter der Arbeit" — Knights of Labor. Diese Arbeitergruppe, begründet von sehr wohlmeinenden und relativ fähigen Männern, hat die Hoffnungen nicht gerechtfertigt, welche der Orden Anfangs bei einer großen Anzahl von Arbeitern, sogar bei Socialisten, erweckt hatte. Seit dem letzten Jahre nimmt die Organisation der „Ritter der Arbeit" reißend ab, die Zahl ihrer Anhänger von ehemals ist auf die Hälfte gesunken. Dieser Rückgang erklärt sich hauptsächlich aus der Unfähigkeit und der Unredlichkeit der Führer. Mr. Powderly, der „Großmeister", erhält jährlich 5000 Dollars — ungefähr 25,000 Franks — aus den Taschen der Mitglieder des Ordens, als regelmäßigen Gehalt; außerdem deckt der Orden die wahrhaft kolossalen „außergewöhnlichen Ausgaben" des Chefs, welcher von einer wahren Hierarchie von Beamten umgeben ist, die ihn unterstützen. Mr. Powderly hat eine verkehrte Entwicklung durchgemacht — Anfangs bezeichnete er sich als Mitglied der socialistischen Arbeiterpartei. Ein solcher Mensch bietet keine Garantie für die Zukunft dar; man muß solche Elemente völlig entfernen und Arbeiter, wie die deutschen Socialisten in Amerika, betrachten es überall als ihre Aufgabe, die proletarische Bewegung von allen zweifelhaften und unehrlichen Elementen zu reinigen, eine Erziehung der Massen zu veranstalten und bessere Erkenntniß über die letzten Ziele der Arbeiterbewegung zu verbreiten. Diese Aufgabe ist nicht leicht. Sie legt uns große Opfer an Zeit und Geld auf. Zu Streiks und Lockouts — Aussperrungen — sind die deutschen Arbeiter und ihre Organisationen immer zur Hülfe bereit. Bei diesen Gelegenheiten suchen Irländer und Amerikaner gern die deutschen Kameraden auf, für die sie sonst oft eine Art Geringschätzung an den Tag legen. Dies hindert uns jedoch keineswegs unsere Pflicht zu thun. Obgleich der langsame Fortschritt manche von uns zu Pessimisten gemacht hat, treten immer neue Kämpfer auf den Kampfplatz.

In Anbetracht der beschränkten Zeit, über die ich verfüge, will ich nichts von der Wirksamkeit der Deutschen in den rein socialistischen Organisationen, das heißt in der socialistischen Arbeiterpartei sagen. Wir sind überall auf dem Posten, wo es sich darum handelt, eine Bresche in die feindliche Festung zu schießen, und wir legen nicht früher die Waffen aus den Händen, als bis der Gegner ohnmächtig am Boden liegt. (Beifall).

Bürger Ferroul, französischer Deputirter, gibt einen kurzen Ueberblick über den herrschenden Parlamentarismus, welcher nach ihm unvermeidlich auf eine Täuschung der Massen hinausläuft. Vor den Wahlen

geben sich die Herren Candidaten ein Aussehen, als wären sie Socialisten, sie behaupten, voller Fürsorge für die Arbeiter zu sein. Aber, einmal gewählt, kümmern sie sich wenig um die Interessen der Proletarier. Nur gegen das Ende einer Legislaturperiode, kurz bevor sie sich von Neuem ihren Wählern vorstellen, lassen sie in Eile Gesetze von socialistischem Aussehen annehmen, sicheren Bewußtseins, daß dieselben von dem Senat verworfen werden. So ging es z. B. mit dem Gesetz über die Unfälle, über die Grubeninspektoren u. s. w.

Die Exdeputirten, die wieder Deputirte werden wollen, bedienen sich dieser Gesetze, um die wählenden Massen mit Schwindelphrasen über ihre angebliche Arbeiterfreundlichkeit zu ködern, kurz, sie schrecken vor den gröbsten Wahlmanövern nicht zurück. Ein solches Wahlmanöver ist z. B. auch die Revision der Verfassung.

So lange als es eine opportunistische oder radikale Bourgeois-Revision sein wird, so lange wird die Aenderung, die sie herbeiführen soll, nur eine scheinbare sein. Die Deputirten besorgen in ausgezeichneter Weise die Geschäfte der Bourgeoisie, weil sie die Vertreter dieser und nicht die des Volkes sind. Aber es gibt einen unversöhnlichen Widerstreit zwischen den Interessen des Volkes und denen der Bourgeoisie.

Dieselben Männer, welche die Geschäfte der letzteren besorgen, können nimmermehr der Masse des Volkes dienen. Wenn die Arbeiter wollen, daß ihre Interessen wirksam vertreten sind, müssen sie selbst sie in die Hand nehmen. Sie werden nicht triumphiren, wenn sie sich auf Andere verlassen, sondern nur, wenn sie auf ihre eigene Macht rechnen. (Lebhafte, wiederholte Bravorufe.)

Bürger Christensen ergreift das Wort zu einem Bericht über die Arbeiterbewegung in Dänemark. Die dänische Bewegung ist noch jung, weil die Bourgeoisie erst nach dem Jahre 1849 zu herrschen anfing, dem Jahre, in welchem eine freie, der französischen vom Jahre 1789 ähnliche Verfassung erlangt wurde.

Die Revolution in Paris im Jahre 1871 gab einen gewaltigen Anstoß zur Arbeiterbewegung Dänemarks. Viele Arbeiter gehörten zur Internationalen, bis der Staat ein Gesetz gegen diese Verbindung erlassen hatte.

Am 5. Mai 1871 berief ein Aufruf an die Arbeiter Kopenhagens diese zu einer großen Versammlung auf das Nordfeld, nahe der Stadt. Diese Versammlung wurde von der Polizei verboten und die Anstifter Louis Pio, Brix und Gelef wurden verhaftet und zu mehreren Jahren Zwangsarbeit verurtheilt. Die Brutalität der Behörden trieb die Arbeiter zu einer stärkeren Organisation, und Pio, aus dem Gefängniß entlassen, wurde zum Chefredakteur des officiellen Organes der dänischen Arbeiterpartei, des „Socialdemokrat", welcher damals eine Auflage von 10,000 Exemplaren hatte, ernannt. Im Jahre 1876 wurde Pio als Arbeiterkandidat für die Deputirtenkammer aufgestellt, aber, da die Reaktion noch sehr stark war, erhielt er nur 1100 Stimmen gegenüber 3000, die seinem Gegner gegeben wurden. Im Jahre 1877 wanderten Pio und Gelef nach Amerika aus und man vermuthete, daß sie von der Polizei bezahlt gewesen waren, um ihr die Zerstörung der Arbeiterorganisationen zu erleichtern. Allein dieser Zweck wurde nicht erreicht — im Gegentheil, die Organisationen befestigten sich täglich. Harald Brix blieb in Dänemark bis zu seinem Tode und kämpfte energisch für die Arbeitersache. Er gründete eine Partei (sogenannte „Haralden") und ein Journal mit mehr revolutionärer Tendenz, aber diese Partei ging mit dem Tode ihres Gründers unter. Obgleich es nun viele Streitigkeiten über persönliche Fragen gab, verschmolzen doch die gemäßigte und die revolutionäre Partei nach dem Tode von Brix ineinander.

Die socialistische Arbeiterpartei Dänemarks war bis zu dieser Zeit aus den Gewerkschaften und Fachvereinen zusammengesetzt, ihr Programm war gleichzeitig politisch und ökonomisch. Im Jahre 1878 gründete man den socialdemokratischen Bund, dessen Zweck die Erörterung der politischen und socialen Fragen bildete. Nach dem Congreß von Kopenhagen im Jahre 1880 beschloß man, daß die beiden Organisationen — daß heißt die Gewerkschaften und Fachvereine einerseits und der socialdemokratische Bund andererseits — gemeinsam auf dem Wege der politischen und socialen Forderungen vorgehen sollten. Von 1880 bis heute hat die Arbeiterbewegung große Schritte gemacht. Das Journal der Partei, „der Socialdemokrat", hat unter der Redaktion des Bürgers Wiinblad eine Zahl von 22,000 Abonnenten erreicht.

Die Partei ist überzeugt, daß die gewerkschaftlichen Organisationen eine mächtige Hülfe in dem Kampfe gegen das Kapital sind.

Für den Augenblick gibt es 70 vereinigte Gewerkschaften und Fachvereine, die im Ganzen 20,000 Mitglieder zählen. Die geschiedenen Arbeiterparteien nehmen sehr aktiven Antheil an den Wahlen. In dem Wahlkamf von 1884 verbanden sich die Socialisten mit den Liberalen, um das Ministerium Estrup zu stürzen. Das Resultat davon war die Wahl zweier socialistischen Candidaten: Holm und Hördum. Aber dieser Sieg hat die unglückliche Lage der Arbeiter nicht geändert.

Die Regierung spottet über die Gesetzentwürfe, welche die Arbeiterdeputirten eingebracht haben und das Ministerium hat sie mit provisorischen Bestimmungen beantwortet. Für die Folge ist es unmöglich, Reformen zu erlangen, um die Arbeiter in dem Werk ihrer Befreiung zu gelegener Zeit zu unterstützen.

Bei den Wahlen von 1887 wurde der Bürger Hördum nicht wiedergewählt und Bürger Halm siegte nur mit einer kleinen Majorität. Diesen geringen Erfolg verdankt man einem Wahlgesetze, welches den Bürgern gestattet, die Stimmabgabe der Arbeiter zu kontroliren und welches bestimmt, daß jeder Wähler, der Unterstützung aus öffentlichen Hilfsmitteln erhalten hätte, das Wahlrecht verlieren sollte. Erst im Alter von 30 Jahren hat der dänische Bürger das Recht der Stimmabgabe. Die socialistischen Candidaten haben die große Stimmenzahl von 8000 in Kopenhagen erhalten.

In diesem Augenblick sind die Fachvereine und Gewerkschaften in einen heftigen Kampf gegen den Kapitalismus verwickelt. Die Tischlermeister und die Möbelfabrikanten haben mehr als 3000 Arbeiter auf das Pflaster geworfen, weil diese sich nicht der kapitalistischen Tyrannei unterwerfen wollten. Die dänischen Kapitalisten benützen alle Mittel, um die Arbeiterorganisationen zu vernichten, und der Minister Estrup hat dem Volke die politischen Rechte vollständig geraubt; während 10 Jahren hat er das Land mit provisorischen Gesetzen regiert. Die dänische Bewegung hat den Antrieb von den Franzosen empfangen, sie folgt in ihrer Entwicklung der Richtschnur der deutschen Socialisten.

Die dänischen Socialisten haben großes Zutrauen zu der liberalen bürgerlichen Partei gehabt, jedoch, da sie immer betrogen worden sind, beginnt ihre Illusion zu schwinden und sie suchen sich jetzt als eine reine Klassenpartei zu constituiren.

Die Organisation der Arbeiter ist überall in Dänemark in gutem Stand, besonders in Jütland, wo man socialistische Journale in 4 großen Städten gegründet hat, ebenso wie es socialistische Gruppen in fast allen kleinen Städten gibt.

Am Beginn dieses Jahres hat man in Kopenhagen ein radikalsocialistisches Blatt gegründet, welches den Zweck verfolgt, die socialistischen Theorien zu verbreiten, der Arbeiterbewegung einen streng socialistischen Charakter zu verleihen und das dänische Proletariat zu einer Klassenpartei zu entwickeln.

Die dänische Regierung mit dem „kleinen Bismarck": Estrup an der Spitze, hat versucht, die Arbeiter durch gesetzgeberische Maßregeln zu täuschen, aber die Arbeiter, welche beinahe von dem Kapitalismus erdrosselt sind, haben kein Vertrauen mehr in deren Wirksamkeit. Sie wissen genau, daß es keine Gesetzgebung ist, welche dem Arbeiter frommt, sondern nur ein Szenen-Wechsel des gleichen Systems.

Bürger Christensen versichert am Schluß, daß nicht Diejenigen Anhänger der Arbeiterpartei sind, welche wenig klare Ansichten haben und ihre Hoffnung auf Palliativmittel setzen. „Aber es gibt in der Arbeiterbewegung Dänemarks verschiedene Ansichten über die zu befolgende Taktik, wie dies auch in anderen Ländern der Fall ist." (Bravo!)

Mit dem Berichte des dänischen Delegirten ist die Reihe der Generalberichte abgeschlossen und der Congreß schreitet zur Entgegennahme der Specialberichte.

Bürger Diekmann, Delegirter von Bergleuten Westphalens, wird mit lebhaftem Beifall begrüßt und gibt eine Darstellung der Lage seiner Arbeitsgenossen.

Angesichts der knapp bemessenen Zeit, die der Congreß jedem einzelnen Redner widmen kann, ist es ihm nicht möglich, an dieser Stelle Entstehung und Entwicklung des Streiks der rheinisch-westphälischen Bergarbeiter zu erzählen. Im Widerspruch mit den Polizeiberichten war es nicht die Socialdemokratie, welche diesen Streik gezeitigt hat, vielmehr hat das tiefste Elend die Bergarbeiter dazu getrieben, die Arbeit einzustellen. Schließlich kamen dennoch die Bergarbeiter zum vollen Bewußtsein ihrer Lage; sie begriffen, daß sie auf Niemand zählen dürfen, als auf sich selbst, und so war die überwiegende Mehrheit gegen eine Abordnung der Herren Bunte, Schröder und Siegel als Deputation an den Kaiser. Die Ultramontanen hatten die Bergarbeiter überredet, sich direkt an den Kaiser zu wenden, wiewohl alle Versammlungen der Streikenden sich gegen eine solche Abordnung erklärten, indem die Leute sich sagten: „Wir haben es nur mit unseren Arbeitgebern, den Kohlenbaronen zu thun; der Kaiser kann hier nichts machen". Indessen ließen sich die drei Genannten durch den Hauptredakteur der ultramontanen Zeitung und durch die Direktion der Kohlengrube „Karlsglück" in Dorstfeld beeinflussen und fuhren, ohne von den Streikenden gewählt zu sein, nach Berlin. Diese angebliche Abordnung der Bergleute hat den Streik zum Scheitern gebracht. Während des Berliner Aufenthalts der drei „Delegirten" veröffentlichten die Zeitungen falsche und einander widersprechende Berichte, die einen wahren Wirrwarr unter den Streikenden hervorbrachten, so daß diese nicht mehr wußten, an wen sie sich zu halten hatten. Der Streik ist verunglückt, — aber die Bergarbeiter sind nicht mehr dieselben wie früher. Die Zahl der Unzufriedenen ist beträchtlich gestiegen und sie haben sich mehr und mehr dem Socialismus zugewendet, gegen den sich die Bergarbeiter bis dahin ablehnend verhalten hatten, indem sie, in's Schlepptau der Kapläne genommen, sich von der Arbeiterbewegung aus Furcht vor dem Socialistengesetz fernhielten. Nachdem sie nun alle Härten dieses Gesetzes zu schmecken bekommen haben, lediglich aus dem Grunde, weil sie Arbeiter sind, wurden die Bergarbeiter der zielbewußten Arbeiterbewegung zugeführt. Sie begreifen vor allem die Nothwendigkeit, sich gewerkschaftlich fest zu organisiren, und sich aller Beeinflussung durch die Geistlichkeit zu entziehen. Die neue Organisation, deren Statuten schon entworfen sind, wird den Namen „Vereinigung zur Wahrung und Förderung der Interessen der Bergleute in Rheiland-Westphalen" tragen. Nachdem einmal bei diesen Bergleuten Klarheit über ihre wahren Interessen geschaffen worden ist, werden sie sich der verhängnißvollen Macht der Priester und der Macht des Kapitals, durch welche sie unterdrückt werden, entziehen. Die Geistlichkeit und die Polizei arbeiten um die Wette, dieser Organisation der

Bergleute Knüppel zwischen die Beine zu werfen. Es wird ihnen fast unmöglich gemacht, Versammlungen einzuberufen, die Polizei verbietet dieselben auf Grund des Socialistengesetzes von vornherein. Ferner haben die Bergarbeiter keine für ihre Aufklärung so nothwendige Lektüre, da ihnen nur nationalliberale und ultramontane Zeitungen zur Verfügung stehen. Alle socialistischen Blätter und Arbeiter-Zeitungen sind ihnen verboten, und nur mit der größten Gefahr und Mühe kann man solche Blätter unter ihnen verbreiten. Um diesen Stand der Dinge nach Möglichkeit zum Besseren zu ändern, hat man ein Arbeiterblatt gegründet, die „Westphälische Arbeiterzeitung", welche in Dortmund erscheint und bereits 4000 Abonnenten zählt. Sie bemüht sich Aufklärung zu verbreiten, und mit gutem Erfolg. Die Bergarbeiter Westphalens und der Rheinprovinz organisiren sich immer straffer um den Kampf gegen Priesterschaft und Kapital zu führen. Sie haben sich endlich dem zielbewußten, für seine Emanzipation kämpfenden Proletariat angeschlossen, und sie werden keinen Augenblick ermatten in der Durchführung der schweren Aufgabe, die sie sich gestellt haben. (Lebhafter Beifall.) —

Bürger Lecomte, Vertreter der französischen Glashüttenarbeiter, erstattet seinen Bericht schriftlich und verzichtet auf das Wort zu Gunsten des Bürgers Horn, des Delegirten der deutschen Glasarbeiter. Lecomte erklärt sich vollkommen einverstanden mit dem Berichte seines Genossen, da er aus einem Gespräche mit diesem ersehen hat, daß die Lage der Glasarbeiter in Deutschland ganz dieselbe ist, wie in Frankreich. Infolge dessen stimmt er auch den Forderungen, welche Bürger Horn formuliren werde, zu.

Bürger Horn setzt die Lage der deutschen Glasarbeiter auseinander wie folgt:

Es gibt in Deutschland etwa 350 Etablissements für Glasindustrie mit etwa 50,000 Arbeitern. Der Mangel jeglicher Organisation hat für diese Arbeiterarmee eine äußerst beklagenswerthe ökonomische Lage zur Folge. Wenn die Arbeiter dieser Branche trotzdem auf dem internationalen Congreß von Paris vertreten sind, so heißt das eben, daß sie der Lage überdrüssig sind, in die man sie gebracht hat, und daß sie anfangen, sich der Bewegung für die Organisation des Proletariats anzuschließen. Die Organisationsbestrebungen der Glasarbeiter sind noch jung und die Zahl der hier vertretenen Arbeiter überschreitet nicht einige Tausend; aber die Thatsache, daß sie darauf bestanden, auf diesem Congreß einen Delegirten zu haben, ist an sich wichtig und kennzeichnend.

Die Glasindustrie ist eine der mühsamsten und mörderischsten, die man sich vorstellen kann. Die am meisten gefährdeten Arbeiter sind die Spiegelbeleger, deren Lage von Dr. Bruno Schönlank in seiner Broschüre: „Die Spiegelbelegfabriken in Bayern und ihre Arbeiter" vortrefflich geschildert worden ist. Ebenso hat Bebel von der Tribüne des Reichstags aus über die Gefahren gesprochen, denen die Arbeiter dieses Industriezweiges ausgesetzt sind, und offenbar in Folge des Druckes, der so auf die öffentliche Meinung ausgeübt ward, hat die bayrische Regierung gesetzliche Maßregeln zum Schutze dieser Arbeiter ergriffen.

Nach dem Grade der mit ihrer Arbeit verbundenen Gefahren folgen nun die Glasschneider und Polirer, die Arbeiter der Glasschleifereien, und endlich die eigentlichen Glasbläser, welche bei den Schmelzöfen beschäftigt sind.

Nach den sorgfältig geprüften, von den Arbeitern von 32 Glasfabriken zusammengestellten Angaben, beschäftigen diese Etablissements 3500 Arbeiter. Die Minderjährigen beiderlei Geschlechts unter dieser Zahl belaufen sich auf 490, die weiblichen Kräfte im allgemeinen auf 260, wovon 60 unter 16 Jahren sind. Die Zahl der jugendlichen Arbeiter unter 16 Jahren beträgt 230.

Die Arbeitszeit in diesen Etablissements ist

in der Spiegelbelegbranche	10 bis 12 Stunden
in der Beleuchtungsbranche	12 „ 14 „
in der Fabrikation concaver Gläser	10 „ 12 „
in den Etablissements der Glasschneider und Glasschleifer	12 „ 14 „
in der Perlen- und Schmuckindustrie (Spielwaarenindustrie)	16 „ 18 „

Diese Stundenzahlen begreifen die Frühstücks- und Mittagspausen in sich, aber diese Pausen werden fast nie streng eingehalten. Mit wenig Ausnahmen gibt es keine Sonntagsruhe, die Sonntagsarbeit dauert 10 Stunden. Die Glasarbeiter, die Minderjährigen mit inbegriffen, arbeiten also 70 bis 100 Stunden wöchentlich.

Die Lohnstatistik gibt folgendes Bild.

Der mittlere Wochenlohn ist:

für den erwachsenen Arbeiter (Meister) . . .	15—25 Mark
für den Hilfs- oder Tagesarbeiter	9—15 „
für die erwachsene Arbeiterin	6—8 „
für einen jugendlichen Arbeiter unter 16 Jahren (Einträger)	5—8 „

Diese Löhne werden oft noch bedeutend verkürzt durch Strafgelder, und Abzüge aller Art sind ganz gang und gebe. Die Strafgelder betragen zwischen 1 und 10 Mark! Und in seltenen Ausnahmefällen übersteigt der Lohn eines Arbeiters den Tarif, den wir soeben eingereicht haben, und diese Ausnahmen sind ohne Einfluß auf das ökonomische Wohlbefinden der großen Masse.

Die gesundheitlichen Einrichtungen der großen Glasfabriken sind entweder geradezu schlecht oder doch mindestens ungenügend. Mangelhafte Ventilation, große Massen von Staub, Rauch, Gase, theils Nässe und theils übergroße Trockenheit der verschiedenen Werkstätten und Arbeitsräume in Verbindung mit ungesunden Wohnungen, niedrigen Löhnen und langer Arbeitszeit erzeugen bösartige Krankheiten, wie Lungenschwindsucht u. s. w. Diese mörderischen Zustände schaffen eine Arbeiterklasse von kränklichen, einem vorzeitigen Tod geweihten Menschen und bedrohen geradezu die ganze Existenz der Glasindustrie, wenn nicht bald mit ernsten Reformen bessernd eingeschritten wird.

Die Arbeiter verlangen folgende Reformen:

1. Einen Normalarbeitstag von 8 Stunden,
2. Beseitigung der Nachtarbeit beim Wannenbetrieb,
3. Verbot der Sonntagsarbeit,
4. Verbot der Arbeit von Kindern unter 14 Jahren,
5. Verbot der Frauenarbeit bei den Schmelzöfen und Trennung der beiden Geschlechter in den Werkstätten,
6. Verbot des Spiegelbelegs mit Quecksilber in den Glasfabriken,
7. Alle durch die Natur der Industrie bedingten und nothwendigen Arbeiterschutzvorrichtungen.

Die Delegirten des französischen Fachvereinsverbandes der Glasarbeiter des Seinedepartements und des Departements der Seine und Oise erklären sich mit diesen Forderungen der deutschen Glasarbeiter solidarisch. (Beifallsrufe.)

Der Präsident theilt mit, daß zwei Anträge bei ihm eingelaufen sind, von denen der erste Schluß der Berichterstattungen verlangt, der zweite Schluß nach Entgegennahme des Berichtes über die Frauenarbeit und des Berichtes des Kapitän Dupon über die Arbeit der Seeleute.

Bürger Frohme beantragt auf Grund eines früheren Beschlusses, den Bericht des Bürgers Kloß über die Arbeit der Tischler ebenfalls anzuhören.

Bürger Lenz, Delegirter der Kellner in Café's (und in Limonadenverkaufsstellen) möchte seinen Bericht verlesen. Die Fachvereinskammer, von der er beauftragt ist, legt hohen Werth darauf, daß die traurige Lage der Angehörigen ihres Berufes dem Congreß kund gegeben werde.

Nachdem Bürger Kloß unter beifälliger Zustimmung aller Delegirten erklärt hat, zu Gunsten des Berichtes von Lenz auf's Wort zu verzichten, nimmt der Congreß den zweiten Antrag an, und Kapitän Dupon, Vorsitzender des Bundes für die Interessen der Seeleute, schildert die Lage seine Auftraggeber.

Es ist das erste mal, führt derselbe aus, daß die Seeleute auf einem internationalen Congreß vertreten sind, und er dankt dem Congreß, der eine Ausnahme zu seinen Gunsten gemacht und ihm das Wort ertheilt hat.

Man kennt die erbärmliche Lage und das unerträgliche Dienstverhältniß der Arbeiter auf dem Meere viel zu wenig; ihre Klagen sind die berechtigsten, die man sich denken kann, und dieser Congreß hat bis jetzt noch nichts von ihnen gehört. Die Seeleute stehen noch unter der Ordonnanz des Ministers Colbert, des Ministers eines absoluten Königs, Ludwigs des Vierzehnten, dessen Spuren die angeblichen Liberalen der kapitalistischen Bourgeoisie von 1889 treulich folgen.

Der Seemann ist ganz in die Hände von Ausbeutern gegeben, welche die Schifffahrt an sich gerissen haben; er wird mit eingerechnet in die allgemeinen Ausbeutungsunkosten, genau so wie Kohlen, Takelwerk, Segelwerk, Malerei u. s. w., nur mit dem einen Unterschied, daß die Auslagen für den materiellen Bedarf keine Herabsetzungen und Kürzungen dulden, während an dem lebendigen Artikel, genannt Seemann, fortwährend gespart wird, um die Dividenden oder die skandalös hohen Gehälter der Großhänse der Finanzausbeuterschaft zu erhöhen.

Seit zweihundert Jahren hat sich die sociale Lage der Seeleute um nichts verbessert. Man muß freilich anerkennen, daß die Revolution von 1848 die Peitschenstrafe und Hiebe mit dem Schiffstau abschaffen wollte, aber wir haben noch die Bestrafung der Fesselung mit Haltseilen, das In-Eisen-Schlagen mit einfachem und doppeltem Ring, das Kielholen, die Entziehung von Speise und Trank, und die gelegentlichen Püffe, Faustschläge und Fußtritte, die zwar nicht gesetzlich, aber doch geduldet sind. Um endlich diesen weißen Sklaven in dem Punkte zu treffen, der ihm am meisten am Herzen liegt, schmälert man den Bissen Brod seines Weibes, seiner Kinder, einer alten Mutter oder eines alten Vaters, indem man ihm seinen so sauer verdienten Lohn verkürzt; — und das alles im Namen der Brüderlichkeit!*)

Um dieses verhaßte System der Ausbeutung des Menschen zur Bereicherung anderer Menschen dauernd anwenden zu können, hat man ein abscheuliches Verwaltungs- und Vertretungssystem (organisation de commissariat gouvernementat) beibehalten, an das sich der Seemann in jeder Angelegenheit wenden muß, und welches so beschaffen ist, daß der Ausbeuter in einer Person Richter und Partei ist bei jeder Streitigkeit mit seinen unglücklichen Opfern. Mit einem Wort, der arme Teufel kann nirgends anders sein Recht suchen als bei den Regierungs-Commissaren und Marine-Gendarmen, d. h. bei den Creaturen („Höllenhunden") des Kapitalisten, dessen Sklave er ist.

Seitdem die kapitalistischen Spekulanten ihre Hand auf den Schifffahrtsbetrieb gelegt haben, hat die Ausbeutung der Bemannung einen bis auf unsere Tage unerhörten Umfang genommen. Die leitenden Beamten haben nur eine einzige Aufgabe zu erfüllen: für das Kapital herauszupressen, was herauszupressen ist auf Kosten des fahrenden Personals, durch Lohnverringerung und vor allem durch Verminderung des Personals selbst.

---

*) Die Devise der Republik lautet bekanntlich: Freiheit, Gleichheit, Brüderlichkeit!

Namentlich hat man von dieser letzteren Maßregel umfangreichen Gebrauch gemacht, denn man weiß ja aus Erfahrung, daß man vom Seemann das denkbar größte Arbeitsquantum erzwingen kann, da nicht die geringste Verpflichtung vorliegt, ihm die nothwendige Nachtruhe, und Rast an Sonntagen oder Feiertagen zu gewähren.

Dem ersten, der sich beklagt, wird allemal die Antwort zu Theil: „Du bist nicht zufrieden? Hol' Dich der Teufel! Am Kai stehen 50 andre, die bereit sind, für Dich einzutreten!"

Bürger, ich unterbreite Euch die Mindestforderungen, schließt Kapitän Dupon, Eurer Brüder in der Arbeit und im Elend!

Mit dem, was sie durch mich fordern, werden die ausgebeuteten Seeleute im Stande sein, ihre Existenz weniger gefährlich zu gestalten und allmählich auch mit beizutragen zur gänzlichen Befreiung der Arbeiter. —

Unter lebhaftem Beifall verliest Bürger Dupon die Forderungen der Seeleute auf den Handelsschiffen des Hafens von Bordeaux, welche verlangen:

1. Regelung der Dienststunden wie folgt:
   12 Stunden auf Deck,
   8 Stunden vor dem Feuer der Maschinen innerhalb 24 Stunden, mit einem vollen Ruhetag wöchentlich,
2. Feststellung eines Minimallohnes von 3 Frs. täglich auf Deck, und 4 Frs. täglich vor dem Feuer nebst Aenderung des Tarifs für Lebensmittel in einem liberaleren und humaneren Sinne, als in dem bis jetzt in Kraft stehenden Tarif zu Tage getreten ist,
3. Verbot aller körperlichen Züchtigung und Abschaffung allen Zurückbehaltens verdienter Löhne,
4. Bildung der (Belegschaften) Mannschaften nach Maßgabe der Größe der Schiffe und der Kraft der Maschinen; die Verpflichtung je einen Schiffsjungen von mindestens 14 Jahren für je ein Schiff und je 10 Mann des Personals einzustellen,
5. Das Recht für die Seeleute, an die sofort zu errichtenden Gewerbeschiedsgerichte für Schifffahrtswesen zu appelliren, das Recht der Stimmabgabe in jedem Hafen, wo sie sich im Augenblick irgend welcher Wahlen befinden.

Dem Wunsche des Congresses entsprechend verliest Kapitän Dupon noch weitere Aktenstücke betreffs der Lage und der Wünsche der Seeleute. Es sind dies:

1. Der Bericht des Schiffszimmermanns Caudéran, den die Hafenadministration von Bordeaux in's Gefängniß werfen ließ, weil er sich weigerte, sich auf ein leckes Schiff einschiffen zu lassen.

2. Die das Seewesen betreffenden Forderungen des Bundes der Syndikatskammern der Rhonemündungen, als da sind:

a) Abrechnung der Invalidenkasse,
b) Proportionale Pension ohne Altersgrenze,
c) Feststellung der Pension auf mindestens 400 Frs. jährlich,
d) Aufhebung des Gesetzes von 1852; an Stelle der für die Handelsmarine zuständigen Gerichte ein Sachverständigen-Gericht (Gewerbeschiedsgericht) mit civilgerichtlichem Charakter und ganz aus Fachleuten folgendermaßen zusammengesetzt:
   1 Kapitän für große Fahrt, Präsident,
   1 Maschinist (Maschinenmeister), Beisitzer,
   1 Kapitän für kleine Fahrt (Küstenfahrt), Beisitzer,
   1 Oberbootsmann (Maitre d'équipage), Beisitzer,
   1 Oberheizer, Beisitzer,
   1 Matrose, Beisitzer,
   1 Heizer, Beisitzer.

Dieses Sachverständigen-Gericht soll ernannt werden von allen zum Seedienst Eingeschriebenen.

e) Oberaufsicht des Staates über alle Kompagnien, welche die Seeleute auf alle mögliche Weise ausbeuten, und zwar
   1. Durch fortgesetzte Lohnreduktionen,
   2. Durch Verminderung der Mannschaft (die Schiffe werden größer und nehmen zu, und das Personal wird geringer an Zahl),
   3. Es muß eine Regelung der Arbeitszeit (Dienststunden) geschaffen werden,
   4. Ebenso eine wirksame Ueberwachung in Bezug auf ungenügende Mengen und schlechte Qualität des Proviantes, da in dieser Hinsicht Mißbrauch von den von den Compagnien angestellten Agenten getrieben wird, welche förmlich vom Raub leben und betreffs der Rationen der Mannschaft zu Gunsten ihres eigenen Beutels Schacher treiben.

3. Die Wünsche der Seeleute der Handelsmarine des Hafens von Bordeaux sind folgende:
   a) Abrechnung der Invalidenkasse,
   b) Proportionale Pension ohne Altersgrenze mit Zugrundelegung eines Minimums von 400 Frs. jährlich,
   c) Aufhebung des Disciplinargesetzes von 1852, welches Ausnahmegerichte für die Seeleute bestallt, und Ersetzung der letzteren durch Sachverständigen-Kammern für Seewesen, die sich folgendermaßen zusammensetzen:
      1 Kapitän für große Fahrt, Präsident,
      1 Maschinenmeister für große Fahrt, Beisitzer,
      1 Meister für die Küstenfahrt (maitre au cabotage) Beisitzer,
      1 Oberbootsmann (maitre d'équipage), Beisitzer,
      1 Oberheizer, Beisitzer,
      1 Matrose, Beisitzer,
      1 Heizer, Beisitzer,
   die sämmtlich durch direkte Wahlen aller eingeschriebenen Seeleute ernannt werden.

Bürger Tressaud unterstützt diese Forderungen der Seeleute und der Congreß stimmt durch Akklamation dafür, daß der Bericht Dupon wie die demselben beigefügten Aktenstücke in Form einer Broschüre veröffentlicht und in allen Häfen der verschiedenen Nationen vertheilt wird. (Beifall.) —

Bürger Lenz bringt im Namen der Syndikatskammer (des Fach-Vereins) der Restaurateure und Limonadiers (Kellner) zur Kenntniß des Congresses und der ganzen Welt, über welche Masse Beeinträchtigungen sich seine Corporation mit Recht zu beklagen hat. Bei Prüfung der Lage der Kellner muß man zugeben, daß in Paris selbst der weiße Sklavenhandel in voller Blüthe steht. Die folgenden Thatsachen werden beweisen, daß dies keine Uebertreibung ist und man die Lage der Kellner mit der Neger-Sklaverei vergleichen kann.

Der Kellner hat den beschwerlichsten, aufreibendsten und härtesten Beruf. Er „macht“ täglich seine 18 Stunden, ist mancherlei Demüthigungen seitens der verschiedenen Temperamente, mit denen er es täglich zu thun hat, ausgesetzt, und noch viel mehr übermäßigen Ansprüchen seitens seiner Arbeitgeber. Er wird nicht nur nicht für seine Anstrengungen bezahlt, sondern ist noch zu mehr oder minder direkten Contributionen — zur Abgabe eines Theils seiner Einnahmen — verpflichtet. Unsere Herren Prinzipale, die ihrerseits meist selbst Gehilfen gewesen sind zu einer Zeit, wo die Freigebigkeit des Publikums eine größere war, glauben, daß diese Ausnahme von der Regel, die reichlichen Trinkgelder, den Kellnern ganz erhebliche Summen einbringen.

Aber heutzutage hat die Freigebigkeit des Publikums schon lange bedeutend abgenommen und wird von Tag zu Tag seltener; daher die Beschwerden über eine Lage, die mit einem Wort als unerträglich bezeichnet werden kann. Wenn alles sich nur auf den Mangel von Freigebigkeit seitens der Gäste beschränkte, so wäre das kein großes Unglück — lautet doch eine der Forderungen unserer Corporation: Abschaffung des Trinkgeldes! —

Unter dem Vorwand von Geschirrzerbrechen und von Hilfsarbeitern irgend welcher Art, von Auslagen also, die doch zweifellos dem Prinzipal zuzuweisen wären, da er ja den Vortheil davon zieht, — werden jedem Kellner von seiner Tageseinnahme 2—6 Frs. vornweg abgezogen.

Das Wenige, das die Kellner verdienen, wird ihnen auch noch beschnitten durch die Stellenvermittlungs-Bureaux. Sie zahlen oft für eine nachgewiesene Stelle 120—150 Frs., und dann ist diese noch dazu oft so schlecht, daß sie dieselbe aufgeben müssen, wenn man sie nicht so schon bald entläßt. Oft ist der Prinzipal sogar der Helfershelfer des Bureau-Inhabers und richtet es so ein, daß sein Personal so oft als möglich dort vorsprechen muß!

Alle von Seiten der Betroffenen an die zuständigen Behörden gerichteten Forderungen auf Abschaffung der Stellenvermittlungs-Bureaus sind bisher ohne Wirkung geblieben. Mit einer gewissen Genugthuung muß es erfüllen, daß diese Spekulation nur in Frankreich und Belgien existirt;*) und dazu kommt noch, daß in letzterem Lande die Stellenvermittlung nicht von Einheimischen ausgebeutet wird, sondern vielmehr von Franzosen, die meistens in Frankreich die bürgerlichen Ehrenrechte verloren haben.

Die beklagenswerthe Lage der Kellner erklärt genügend die Aufregung und Agitation des letzten Jahres zum Zweck der Abschaffung der Stellenvermittlungs- oder Nachweisbureaus und der Einrichtung des Arbeitsnachweises durch die Syndikatskammern — Fachvereine und Gewerkschaften. Seit 1886 besteht eine Syndikatskammer der Restaurateure und Limonadiers, welche von 80,000 in Paris beschäftigten Kellnern ohngefähr 4500 umfaßt. Dieselbe verlangt einen Normalarbeitstag, Lohnerhöhung und Abschaffung der Stellennachweis-Bureaus.

Sie hofft, daß die hier gegenwärtigen Delegirten zur Emanzipation dieser lange vergessenen Berufsklasse mit beitragen werden.

Die Forderungen eines bestimmten Lohnes für geleistete Arbeitsstunden ist wahrlich nicht unbillig und die Aufhebung der Nachweis-Bureaus gebietet sich von selbst, da sie das einzige Mittel ist, die Zukunft der in der Lebensmittelbranche überhaupt thätigen Berufsklassen sicher zu stellen.

Bürger Lenz verliest weiter einen Bericht, den die Corporationen der Lebensmittelbranche der Abgeordneten-Kammer eingereicht haben, in Antwort auf die von der Commission der Kammer vorgeschlagenen Ablehnung der Aufhebung der Nachweis-Bureaus. Der Bericht führt aus, daß die Aufhebung der genannten Institute nicht, wie behauptet werde, ein Eingriff in die Freiheit des Arbeitsvertrages ist, und daß sie keineswegs eine den gegenwärtigen Inhabern von Bureaus zu gewährende Entschädigung für ein in Folge eines Mißbrauchs erworbenen Rechtes bedingt; und er kommt nach einem beigefügten Bild der Lage der Keller zu denselben Schlüssen, die Bürger Lenz soeben dargelegt hat. (Beifall.) —

Bürgerin Zetkin, Abgeordnete der Arbeiterinnen von Berlin, ergreift unter lebhaftem Beifall das Wort über die Frage der Frauenarbeit. Sie erklärt, sie wolle keinen Bericht erstatten über die Lage der

---

*) Leider auch in anderen Ländern.

Arbeiterinnen, da diese die gleiche ist wie die der männlichen Arbeiter. Aber im Einverständniß mit ihren Auftraggeberinnen werde sie die Frage der Frauenarbeit vom prinzipiellen Stundpunkt beleuchter. Da über diese Frage keine Klarheit herrsche, sei es durchaus nothwendig, daß ein internationaler Arbeitercongreß sich klipp und klar über diesen Gegenstand ausspricht, indem er die Prinzipienfrage behandelt.

Es ist — führt die Rednerin aus — nicht zu verwundern, daß die reaktionären Elemente eine reaktionäre Auffassung haben über die Frauenarbeit. Im höchsten Grade überraschend aber ist es, daß man auch im socialistischen Lager einer irrthümlichen Auffassung begegnet, indem man da Abschaffung der Frauenarbeit verlangt. Die Frage der Frauenemanzipation, d. h. in letzter Instanz die Frage der Frauenarbeit ist eine wirthschaftliche, und mit Recht erwartet man bei den Socialisten ein höheres Verständniß für wirthschaftliche Fragen als das, welches sich in den eben angeführten Forderungen kund gibt.

Die Socialisten müssen wissen, daß bei der gegenwärtigen wirthschaftlichen Entwicklung die Frauenarbeit eine Nothwendigkeit ist; daß die natürliche Tendenz der Frauenarbeit entweder darauf hinausgeht, daß die Arbeitszeit, welche jedes Individuum der Gesellschaft widmen muß, vermindert wird, oder daß die Reichthümer der Gesellschaft wachsen; daß es nicht die Frauenarbeit an sich ist, welche durch Concurrenz mit den männlichen Arbeitskräften die Löhne herabdrückt, sondern die Ausbeutung der Frauenarbeit durch den Kapitalisten, der sich dieselbe aneignet.

Die Socialisten müssen vor allem wissen, daß auf der ökonomischen Abhängigkeit oder Unabhängigkeit die sociale Sclaverei oder Freiheit beruht. Diejenigen, welche auf ihr Banner die Befreiung alles dessen „was Menschenantlitz trägt", geschrieben haben, dürfen nicht eine ganze Hälfte des Menschengeschlechtes durch wirthschaftliche Abhängigkeit zu politischer und socialer Sclaverei verurtheilen. Wie der Arbeiter vom Kapitalisten unterjocht wird, so die Frau vom Manne; und sie wird unterjocht bleiben, so lange sie nicht wirthschaftlich unabhängig dasteht. Die unerläßliche Bedingung für diese ihre wirthschaftliche Unabhängigkeit ist die Arbeit. Will man die Frauen zu freien menschlichen Wesen, zu gleichberechtigten Mitgliedern der Gesellschaft machen wie die Männer, nun so braucht man die Frauenarbeit weder abzuschaffen noch zu beschränken, außer in gewissen, ganz vereinzelten Ausnahmsfällen.

Die Arbeiterinnen, welche nach socialer Gleichheit streben, erwarten für ihre Emanzipation nichts von der Frauen-Bewegung der Bourgeoisie, welche angeblich für die Frauenrechte kämpft. Dieses Gebäude ist auf Sand gebaut und hat keine reelle Grundlage. Die Arbeiterinnen sind durchaus davon überzeugt, daß die Frage der Frauen-Emancipation keine isolirt für sich bestehende ist, sondern ein Theil der großen socialen Frage. Sie geben sich vollkommen klare Rechenschaft darüber, daß diese Frage in der heutigen Gesellschaft nun und nimmermehr gelöst werden wird, sondern erst nach einer gründlichen Umgestaltung der Gesellschaft.

Die Frauen-Emanzipations-Frage ist ein Kind der Neuzeit, und die Maschine hat dieselbe geboren. Im Renaissance-Zeitalter war die Frau intellectuell und gesellschaftlich dem Manne gleichgestellt, aber Niemandem fiel es ein, die Frage ihrer Emanzipation aufzuwerfen, und die Emanzipation der Frau heißt die vollständige Veränderung ihrer socialen Stellung von Grund aus, eine Revolution ihrer Rolle im Wirthschaftsleben. Die alte Form der Produktion mit ihren unvollkommenen Arbeitsmitteln fesselte die Frau an die Familie, und beschränkte ihren Wirkungskreis auf das Innere ihres Hauses. Im Schooß der Familie stellte die Frau eine außerordentlich produktive Arbeitskraft dar. Sie erzeugte fast alle Gebrauchs-Gegenstände der Familie. Beim Stande der Prodution und des Handels von ehedem wäre es sehr schwer, wenn nicht unmöglich gewesen, diese Artikel außerhalb der Familie zu produziren. So lange diese älteren Produktions-

verhältnisse in Kraft waren, so lange war die Frau wirthschaftlich produktiv. Mit der Umwandlung der Produktionsverhältnisse, die der Frau keine produktive Thätigkeit mehr gestatteten, ward die Frau Consumentin. Dieser Umschwung trug viel zur Verminderung der Eheschließungen bei.

Die maschinelle Produktion hat die wirthschaftliche Thätigkeit der Frau in der Familie getödtet. Die Großindustrie erzeugt alle Artikel billiger, schneller und massenhafter, als dies bei der Einzelindustrie möglich war, die nur mit den unvollkommenen Werkzeugen einer Zwergproduktion arbeitete. Die Frau mußte oft den Rohstoff, den sie im Kleinen einkaufte, theurer bezahlen, als das fertige Produkt der maschinellen Großindustrie. Sie mußte außer dem Kaufpreis (des Rohstoffes) noch ihre Zeit und ihre Arbeit drein geben. In Folge dessen wurde die produktive Thätigkeit innerhalb der Familie ein ökonomischer Unsinn, eine Vergeudung an Kraft und Zeit. Obgleich ja einzelnen Individuen die im Schooße der Familie produzirende Frau von Nutzen sein mag, bedeutet diese Art von Thätigkeit nichts desto weniger für die Gesellschaft einen Verlust.

Das ist der Grund, warum die gute Wirthschafterin aus der guten alten Zeit fast gänzlich verschwunden ist. Die Großindustrie hat die Waarenerzeugung im Hause und für die Familie unnütz gemacht, sie hat der häuslichen Thätigkeit der Frau den Boden entzogen. Zugleich hat sie eben auch den Boden für die Thätigkeit der Frau in der Gesellschaft geschaffen. Die mechanische Produktion, welche der Muskelkraft und qualifizirten Arbeit entrathen kann, machte es möglich, auf einem großen Arbeitsgebiete Frauen einzustellen. Die Frau trat in die Industrie ein mit dem Wunsche, die Einkünfte in der Familie zu vermehren. Die Frauenarbeit in der Industrie wurde im Verhältniß der Entwicklung der modernen Industrie eine Nothwendigkeit. Und mit jeder Verbesserung der Neuzeit ward Männerarbeit überflüssig auf diese Weise, Tausende von Arbeitern wurden auf's Pflaster geworfen, eine Reservearmee der Armen wurde geschaffen und die Löhne sanken fortwährend immer tiefer.

Ehemals hatte der Verdienst des Mannes unter gleichzeitiger produktiver Thätigkeit der Frau im Hause ausgereicht, um die Existenz der Familie zu sichern; jetzt reicht er kaum hin, um den unverheiratheten Arbeiter durchzubringen. Der verheirathete Arbeiter muß nothwendiger Weise mit auf die bezahlte Arbeit der Frau rechnen.

Durch diese Thatsache wurde die Frau von der ökonomischen Abhängigkeit vom Manne befreit. Die in der Industrie thätige Frau, die unmöglicherweise ausschließlich in der Familie sein kann, als ein bloßes wirthschaftliches Anhängsel des Mannes — sie lernte als ökonomische Kraft, die vom Manne unabhängig ist, sich selbst genügen. Wenn aber die Frau wirthschaftlich nicht mehr vom Manne abhängt, so gibt es keinen vernünftigen Grund für ihre sociale Abhängigkeit von ihm. Gleichwohl kommt diese wirthschaftliche Unabhängigkeit allerdings im Augenblick nicht der Frau selbst zu Gute, sondern dem Kapitalisten. Kraft seines Monopols der Produktionsmittel bemächtigte sich der Kapitalist des neuen ökonomischen Faktors und ließ ihn zu seinem ausschließlichen Vortheil in Thätigkeit treten. Die von ihrer ökonomischen Abhängigkeit dem Manne gegenüber befreite Frau ward der ökonomischen Herrschaft des Kapitalisten unterworfen; aus einer Sclavin des Mannes ward sie die des Arbeitgebers: sie hatte nur den Herrn gewechselt. Immerhin gewann sie bei diesem Wechsel; sie ist nicht länger mehr dem Mann gegenüber wirthschaftlich minderwerthig und ihm untergeordnet, sondern seines Gleichen. Der Kapitalist aber begnügt sich nicht damit, die Frau selbst auszubeuten, er macht sich dieselbe außerdem noch dadurch nutzbar, daß er die männlichen Arbeiter mit ihrer Hilfe noch gründlicher ausbeutet.

Die Frauenarbeit war von vornherein billiger als die männliche Arbeit. Der Lohn des Mannes war ursprünglich darauf berechnet, den Unterhalt

einer ganzen Familie zu decken; der Lohn der Frau stellte von Anfang an nur die Kosten für den Unterhalt einer einzigen Person dar, und selbst diese nur zum Theil, weil man darauf rechnete, daß die Frau auch zu Hause weiter arbeitet außer ihrer Arbeit in der Fabrik. Ferner entsprachen die von der Frau im Hause mit primitiven Arbeitsinstrumenten hergestellten Produkte, verglichen mit den Produkten der Großindustrie, nur einem kleinen Quantum mittlerer gesellschaftlicher Arbeit. Man ward also darauf geführt, eine geringere Arbeitsfähigkeit bei der Frau zu folgern, und diese Erwägung ließ der Frau eine geringere Bezahlung zu Theil werden für ihre Arbeitskraft. Zu diesen Gründen für billige Bezahlung kam noch der Umstand, daß im Ganzen die Frau weniger Bedürfnisse hat als der Mann.

Was aber dem Kapitalisten die weibliche Arbeitskraft ganz besonders werthvoll machte, das war nicht nur der geringe Preis, sondern auch die größere Unterwürfigkeit der Frau. Der Kapitalist spekulirte auf diese beiden Momente: die Arbeiterin so schlecht als möglich zu entlohnen, und den Lohn der Männer durch diese Konkurrenz so stark als möglich herab zu drücken. In gleicher Weise machte er sich die Kinderarbeit zu Nutze, um die Löhne der Frauen herabzudrücken; und die Arbeit der Maschinen, um die menschliche Arbeitskraft überhaupt herabzudrücken. Das kapitalistische System allein ist die Ursache, daß die Frauenarbeit die ihrer natürlichen Tendenz gerade entgegengesetzten Resultate hat; daß sie zu einer längeren Dauer des Arbeitstages führt, anstatt eine wesentliche Verkürzung zu bewirken; daß sie nicht gleich bedeutend ist mit einer Vermehrung der Reichthümer der Gesellschaft d. h. mit einem größeren Wohlstand jedes einzelnen Mitgliedes der Gesellschaft, sondern nur mit einer Erhöhung des Profites einer Handvoll Kapitalisten und zugleich mit einer immer größeren Massenverarmung. Die unheilvollen Folgen der Frauenarbeit, die sich heute so schmerzlich bemerkbar machen, werden erst mit dem kapitalistischen Produktionssystem verschwinden. —

Der Kapitalist muß, um der Konkurrenz nicht zu unterliegen, sich bemühen, die Differenz zwischen Einkaufs (Herstellungs-)preis und Verkaufspreis seiner Waaren so groß als möglich zu machen; er sucht also so billig als möglich zu produziren und so theuer als möglich zu verkaufen. Der Kapitalist hat folglich alles Interesse daran, den Arbeitstag ins Endlose zu verlängern und die Arbeit mit so lächerlich geringfügigem Lohn abzuspeisen, als nur irgend möglich. Dieses Bestreben steht in geradem Gegensatz zu den Interessen der Arbeiterinnen, ebenso wie zu denen der männlichen Arbeiter. Es gibt also einen wirklichen Gegensatz zwischen den Interessen der Arbeiter und der Arbeiterinnen nicht; sehr wohl aber existirt ein unversöhnlicher Gegensatz zwischen den Interessen des Kapitals und denen der Arbeit.

Wirthschaftliche Gründe sprechen dagegen, das Verbot der Frauenarbeit zu fordern. Die gegenwärtige wirthschaftliche Lage steht so, daß weder der Kapitalist noch der Mann auf die Frauenarbeit verzichten können. Der Kapitalist muß sie aufrecht erhalten, um konkurrenzfähig zu bleiben, und der Mann muß auf sie rechnen, wenn er eine Familie gründen will. Wollten wir selbst den Fall setzen, daß die Frauenarbeit auf gesetzgeberischem Wege beseitigt werde, so würden dadurch die Löhne der Männer nicht verbessert werden. Der Kapitalist würde den Ausfall an billigen weiblichen Arbeitskräften sehr bald durch Verwendung vervollkommneter Maschinen in umfangreicherem Maße decken — und in kurzer Zeit würde alles wieder sein wie vorher!

Nach großen Arbeitseinstellungen, deren Ausgang für die Arbeiter günstig war, hat man gesehen, daß die Kapitalisten mit Hilfe vervollkommneter Maschinen die errungenen Erfolge der Arbeiter zu nichte gemacht und sich derselben Ausbeutungsmöglichkeit bemächtigt haben, die sie vorher hatten.

6*

Wenn man Verbot oder Beschränkung der Frauenarbeit auf Grund der aus ihr erwachsenden Konkurrenz fordert, dann ist es ebenso logisch begründet, Abschaffung der Maschinen und Wiederherstellung des mittelalterlichen *Zunftrechts* zu fordern, welches die Zahl der in jedem Gewerbebetriebe zu beschäftigenden Arbeiter festsetzte.

Allein abgesehen von den ökonomischen Gründen sind es vor allem *prinzipielle* Gründe, welche *gegen ein Verbot* der Frauenarbeit sprechen. Eben auf Grund der prinzipiellen Seite der Frage müssen die Frauen darauf bedacht sein, mit aller Kraft zu protestiren gegen jeden derartigen Versuch; sie müssen ihm den lebhaftesten und zugleich berechtigsten Widerstand entgegensetzen, weil sie wissen, daß ihre sociale und politische Gleichstellung mit den Männern einzig und allein von ihrer ökonomischen Selbstständigkeit abhängt, welche ihnen ihre Arbeit außerhalb der Familie in der Gesellschaft ermöglicht.

Vom Standpunkt des Prinzips aus protestiren wir Frauen nachdrücklichst gegen eine Beschränkung der Frauenarbeit. *Da wir unsere Sache durchaus nicht von der Arbeitersache im allgemeinen trennen wollen, werden wir also keine besonderen Forderungen formuliren; wir verlangen keinen anderen Schutz als den, welchen die Arbeit im allgemeinen gegen das Kapital fordert.*

Nur eine einzige Ausnahme lassen wir zu Gunsten schwangerer Frauen, deren Zustand besondere Schutzmaßregeln im Interesse der Frau selbst und der Nachkommenschaft erheischt. Wir erkennen gar keine besondere Frauenfrage an — wir erkennen keine Arbeiterinnenfrage an! Wir erwarten unsere volle Emanzipation weder von der Zulassung der Frau zu dem, was man freie Gewerbe nennt, und von einem, dem männlichen gleichen Unterricht — obgleich die Forderung dieser beiden Rechte nur natürlich und gerecht ist! — noch von der Gewährung politischer Rechte. Die Länder, in denen das angebliche allgemeine, freie und indirekte Wahlrecht existirt, zeigen uns, wie gering der wirkliche Werth desselben ist. Das Stimmrecht ohne ökonomische Freiheit ist nicht mehr und nicht weniger als ein Wechsel, der ‚Brief steht‘ und keinen Cours hat. Wenn die sociale Emanzipation von den politischen Rechten abhinge, würde in den Ländern mit allgemeinem Stimmrecht keine sociale Frage existiren. Die Emanzipation der Frau wie die des ganzen Menschengeschlechtes wird ausschließlich das Werk der *Emanzipation der Arbeit vom Kapital* sein. Nur in der socialistischen Gesellschaft werden die Frauen wie die Arbeiter in den Vollbesitz ihrer Rechte gelangen.

In Erwägung dieser Thatsachen bleibt den Frauen, denen es mit dem Wunsche ihrer Befreiung Ernst ist, nichts anderes übrig, als sich der socialistischen Arbeiterpartei anzuschließen, der einzigen, welche die Emanzipation der Arbeiter anstrebt.

Ohne Beihilfe der Männer, ja oft sogar gegen den Willen der Männer sind die Frauen unter das socialistische Banner getreten; man muß sogar zugestehen, daß sie in gewissen Fällen selbst gegen ihre eigene Absicht unwiderstehlich dahin getrieben worden sind, einfach durch eine klare Erfassung der ökonomischen Lage.

Aber sie stehen nun unter diesem Banner, und sie werden unter ihm bleiben! Sie werden unter ihm kämpfen für ihre „*Emanzipation*“, für ihre *Anerkennung als gleichberechtigte Menschen.*

Indem sie Hand in Hand gehen mit der socialistischen Arbeiterpartei, sind sie bereit, an allen Mühen und Opfern des Kampfes Theil zu nehmen, aber sie sind auch fest entschlossen, mit gutem Fug und Recht nach dem Siege alle ihnen zukommenden Rechte zu fordern. In Bezug auf Opfer und Pflichten sowohl, wie auf Rechte wollen sie nicht mehr und nicht weniger sein als *Waffengenossen, die unter gleichen Bedingungen in die Reihen der Kämpfer aufgenommen worden sind.*

Lebhafter Beifall, der sich wiederholt, nachdem Bürgerin Aveling diese Auseinandersetzungen ins Englische und Französische übersetzt hat.

Nachdem die Reihe der Spezialberichte, deren Entgegennahme der Congreß beschlossen hatte, erledigt ist, entspinnt sich eine Debatte darüber, ob man den Anarchisten oder wenigstens einem von ihnen das Wort für länger als 15 Minuten ertheilen soll (Antrag Lafargue), damit sie sich nicht über Unduldsamkeit beklagen können, die man der Auseinandersetzung ihrer Theorien entgegengebracht habe.

Viele Delegirte machen darauf aufmerksam, daß man ja die anarchistischen Theorien mehr als zur Genüge kenne, und daß der Congreß den Beweis einer weit genug gehenden Toleranz geben würde, wenn er einem einzigen anarchistischen Redner für mehr als 15 Minuten das Wort ertheilte.

„Compagnon" (Genosse) Montant setzt die Entstehung und Bedeutung des Wortes „Anarchie" auseinander; er verbreitet sich weitläufig über die „absolute Freiheit" der Anarchisten, die allein fähig sei, die Gesellschaft zum Besseren umzugestalten.

Diese Auseinandersetzungen finden nur bei einigen französischen und englischen Delegirten Beifall; die überwiegende Mehrheit gibt ihre Mißbilligung laut kund und unterbricht den Redner mit ironischen Zwischenrufen.

Bürger Franchet, Delegirter der Möbelschreiner vom Faubourg St. Antoine, beklagt, daß die Arbeiter von Paris kein revolutionäres Blut mehr in den Adern haben. Wollen sie sich abermals von einem ganz verderbten und durch und durch faulen Parlamentarismus foppen lassen? Er empfiehlt ihnen Wahlenthaltung und räth von der Forderung einer Arbeitergesetzgebung ab, welche seiner Ansicht nach unfähig sei, ihrer traurigen Lage abzuhelfen.

Die belgischen Delegirten beantragen Schluß der Sitzung; dann schlägt Bürger Vaillant im Namen des Bureaus vor, daß der Congreß morgen sich bis zur vollständigen Erledigung seiner Aufgaben in Permanenz erkläre.

Dieser Antrag wird angenommen, nachdem bestimmt worden ist, daß auf der Tagesordnung des folgenden Tages nur die Discussion über die verschiedenen Punkte, welche von vorn herein auf dem Arbeits-Programm des Congresses standen, und namentlich die Abstimmung über die zu fassenden Resolutionen stehen solle. Um 3 Uhr Nachmittags wird die Sitzung aufgehoben.

Samstag, den 20. Juli.

Morgen-Sitzung.

Vorsitzender: Bürger Cunninghame Graham, Mitglied des englischen Parlaments. Lafargue kündigt die Ankunft von drei neuen Delegirten an. Die deutschen Socialisten von Buenos-Aires haben dem Bürger Liebknecht Mandat ertheilt, sie zu vertreten und schicken einen Bericht über die Situation in der argentinischen Republik.

Es werden Zustimmungsdepeschen und Briefe mitgetheilt. Liebknecht theilt dem Congreß mit, daß er gestern Abend bei dem Empfang im Hôtel de Ville Hunderte von französischen Arbeitern getroffen habe, welche ihm alle versicherten, daß sie statt Chauvinismus und Haß, wie man ihnen zuschreibe, gegen die Deutschen die brüderlichsten Gefühle hegten, und daß sie nur wünschten, dieselben zu bethätigen. Dieser Mittheilung zollte man wärmsten Beifall. — Viele Delegirte des Possibilistencongresses haben Mitgliedern des Bureaus gegenüber erklärt, daß sie unglücklicherweise aus Versehen in den Possibilistencongreß gerathen seien, und daß sie

aufrichtig bedauerten, nicht dem Congreß der vereinigten Socialisten beigetreten zu sein.

Nachdem diese verschiedenen Mittheilungen beendet sind, tritt der Congreß in die Tagesordnung ein.

Cunninghame Graham erklärt, daß es fast unmöglich sei, mit englischen Arbeitern von einer socialen Revolution zu sprechen. Das Uebermaß von Arbeit, das Elend und die Trunksucht, haben sie ganz und gar zu Grunde gerichtet. Es ist schon viel, wenn sie Interesse für praktische Fragen zeigen. Wenn man sie für eine Bewegung gewinnen will, so muß man mittelst praktischer Fragen ihr Interesse erwecken.

Eine solche Frage ist die des achtstündigen Normalarbeitstages, welche die Arbeiter der ganzen Welt zu einem gemeinsamen Handeln vereinigen kann. Die Verminderung der Arbeitszeit ist von absoluter Nothwendigkeit für die Gesundheit und die geistige Entwicklung des Arbeiters. Eine lange Arbeitszeit verurtheilt den Arbeiter zu der Existenz eines Lastthiers. Das ist z. B. der Fall mit den schottischen Bergleuten, die elf und eine halbe bis zwölf und eine halbe Stunde in den Gruben arbeiten, und die in einer Weise lendenlahm von der Arbeit zurückkommen, daß sie sich kaum die Zeit nehmen zu essen, indem sie einzig von dem Verlangen erfüllt sind, sich schlafen zu legen. Aber ein dumpfer Schlaf hat noch nicht völlig ihre Kräfte wieder hergestellt, wenn sie schon wieder nach der Grube abziehen müssen. Bei einem solchen Leben gibt es keinerlei Möglichkeit, intellectuelle (geistige) Bedürfnisse zu befriedigen. Es ist eine Pflicht für Alle, sich einem solchen Zustande durch eine internationale Arbeitergesetzgebung zu widersetzen. Wenn die Gesetzgebung nicht intervenirt, wird die Lage der Arbeiter sich zunehmend verschlechtern. In Australien existirt ein Gesetz, welches die tägliche Arbeitszeit feststellt und herabsetzt. Nun, die australischen Arbeiter befinden sich in einer materiell besseren Lage als ihre europäischen Brüder; sie sind auch geistig gut entwickelt und fortgeschritten, da sie Zeit und Muße haben, sich mit verschiedenen Fragen zu beschäftigen. Die Kapitalisten strengen sich an, den Glauben zu erhalten, daß eine Verminderung der Arbeitszeit nothwendigerweise auch eine Verminderung der Löhne zur Folge haben müsse. Diese Versicherung ist lügenhaft, denn das Gegentheil tritt ein. Je kürzer der Arbeitstag ist, um so höher werden die Löhne. In Massachussets z. B., wo der achtstündige Normalarbeitstag besteht, verdienen die Arbeiter 3 Schillinge (1 Sh. = 1 Mark) täglich mehr, als die Arbeiter in den Nachbarstaaten, wo die Arbeitszeit länger ist. Im Gegensatz hierzu findet man in England einen Distrikt, der sich auszeichnet durch die Entwicklung, die der Kapitalismus daselbst genommen hat und durch seine sogenannte „Civilisation". Frauen sind hier mit der Fabrikation von eisernen Ketten täglich 14 bis 15 Stunden beschäftigt und verdienen dabei nur 4½ bis 5½ Schillinge wöchentlich. Je länger die Arbeitszeit ist, desto niedriger sind die Löhne. Die Taxe der Löhne steigt mit der Verminderung der Arbeitsstunden.

Die Frage einer Festsetzung der Arbeitszeit ist von hervorragender Bedeutung für die Entwicklung der Arbeiter. Der Redner fordert daher alle Delegirte auf, für den Augenblick alle persönlichen Eifersüchteleien bei Seite zu legen, sowie auch alle principiellen Abschweifungen, um gemeinsam um die Verminderung der täglichen Arbeitszeit zu kämpfen. Der achtstündige Normalarbeitstag ist ein erster Schritt zur Befreiung der Arbeit vom Kapital. (Beifall.) —

Der Bürger Guesde erinnert den Congreß daran, daß er noch drei Fragen auf seiner Tagesordnung habe. Er empfiehlt daher, alle Vorschläge schriftlich an's Bureau gelangen zu lassen, welches sie in allgemeine Resolutionen zu vereinigen habe, über welche der Congreß in seiner Nachmittagssitzung beschließen wird. Vaillant schlägt vor, bis 1 Uhr Nachmittags

alle auf der Liste eingeschriebenen Redner sprechen zu lassen und in der Nachmittagssitzung zur Abstimmung zu schreiten.

Bürger Molkenbuhr verlangt, daß man die Liste der Redner bei Seite lasse, um unmittelbar zur Discussion der Resolutionen des Congresses überzugehen. Ein Redner solle für, ein andrer gegen die Resolutionen sprechen und man solle so viel wie möglich der alten Rednerliste Rechnung tragen.

Der Schluß der Debatte über die Anträge wird verlangt, und der Congreß nimmt den Schluß an. Bürger Kloß, Delegirter der deutschen Tischler, setzt auseinander, daß man von gewissen Seiten der Meinung ist, daß es mit den socialistischen Grundsätzen unvereinbar sei, eine Gesetzgebung über die Arbeit zu verlangen. Diese Auffassung erscheine ihm irrthümlich. Die Socialisten, die bewußten Arbeiter haben die Pflicht, die Bahn zu ebnen, damit die große Masse auf ihrem Wege nach dem gelobten Lande des Socialismus nicht erliege, damit der Kapitalismus die Masse nicht bis zu einem solchen Grade degeneriren lasse, daß sie geistig und leiblich unfähig werde, sich aufzurichten. Die Arbeiterklasse Deutschlands befindet sich um so mehr in der Nothwendigkeit, sich zur Vorkämpferin solcher praktischer Forderungen zu machen, weil durch die gegenwärtige Lage die politische Aktion sehr behindert werde. Aus demselben Grund darf man die Frage der gewerklichen Organisation nicht aus dem Auge verlieren. Gleichwie die Frage der Arbeiterschutzgesetzgebung ist sie geeignet, die Massen zu gewinnen und zu erziehen.

Der Redner verkennt nicht, daß viele Socialisten gegen die gewerklichen Fachvereine oder Syndikatskammern sind, weil diese für die geistige Erziehung der Arbeiter nicht alles das bieten, was die Socialisten dargeboten sehen wollen. Aber es ist ja gerade Aufgabe der Socialisten, diese Fachvereine auf eine höhere Stufe der Erziehung und der Entwicklung zu heben. Sie müssen so zu sagen im Schoße der Fachvereine eine Art Sauerteig bilden, sie müssen das Klassenbewußtsein wachrufen, mit einem Worte die Mitglieder fähig machen, ihre gegenwärtige Lage zu begreifen und ihre geschichtliche Sendung zu erfüllen. Die französische Resolution ist noch nicht in deutschem Wortlaut verlesen worden, und Redner kennt nur die Resolution Bebel. Aus den Gründen, welche er eben entwickelt hat, fordert er alle deutschen Delegirten auf, mit Einstimmigkeit für die Resolution Bebel zu stimmen und vor Allem für die Forderung des achtstündigen Normalarbeitstages. —

Bebel erklärt, daß das Bureau die von ihm eingereichte Resolution mit derjenigen von Guesde und von Morris vereinigt habe, und daß diese gemeinsame Resolution dem Congreß in der Nachmittagssitzung werde vorgelegt werden.

Bürger Lefebvre, Vertreter der Weber von Amiens, hebt die Nothwendigkeit der gewerklichen Organisation hervor.

Die Weber von Amiens arbeiten 12 bis 13 Stunden täglich.

Die Fabrikanten beschäftigen immer mehr Frauen, von denen sie die Arbeit zu billigerem Preise bekommen, und die durch ihre Concurrenz die Löhne der Männer herabdrücken. Bis in die jüngste Zeit existirte keine Organisation der Weber. Aber im vergangenen Jahre gab eine Arbeitseinstellung der Sammtweber zur Erhöhung der Löhne Veranlassung zur Bildung einer Syndikatskammer, welche heute 350 bis 400 Mitglieder zählt. Diese Syndikatskammer marschirt Hand in Hand mit den Socialisten von Amiens und ihr Einfluß beginnt sich fühlbar zu machen nicht allein unter den Webern, sondern auch unter den Arbeitern anderer Berufszweige. So haben die Schuhmacher das gegebene Beispiel befolgt und haben sich gleicherweise zu einer Syndikatskammer constituirt.

Genosse Lucian Weil kann der Auseinandersetzung Cunninghame Graham's nicht zustimmen. Dieser betont die Nothwendigkeit gewisser Verbesserungen, um das Werk der Agitation und der Organisation unter

der Masse der englischen Arbeiter durchführen zu können. Genosse Weil ist entgegengesetzter Meinung.

Wenn die Arbeitermasse Englands noch zurückgeblieben und nicht zum Klassenbewußtsein gelangt ist, so liegt der Grund darin, daß die Proletarier zu lange Zeit mit Versprechungen von illusorischen Reformen zum Besten gehalten worden sind. Um die Erziehung der Masse durchzuführen, muß man unter sie die Idee der Revolte werfen. Solche Forderungen und solche Versprechungen von Verbesserungen täuschen nur die Arbeiter und verdummen sie.

Wenn er (Redner) Anarchist geworden ist, so ist dies gerade deshalb geschehen, weil die Häupter des französischen Marxismus in deutlicher Weise den ökonomischen Mechanismus enthüllt, deutlich gezeigt haben, daß das eiserne Lohngesetz alle Anstrengungen, diesen Mechanismus durch Reformen zu verbessern, hoffungslos gemacht hat. Man darf daher nichts von kleinen Mitteln erwarten. Redner selbst wünscht von ganzem Herzen eine Verbesserung der Lage des arbeitenden Volkes, aber er ist überzeugt, daß dieselbe unmöglich auf dem Wege der Reformen und der Gesetzgebung zu erreichen ist. Das allgemeine Wahlrecht ködert die Massen, welche nur ein wirksames Mittel zu ihrer Verfügung haben: die dauernde Bewegung. Nur die sociale Revolution kann alle socialen Uebel heilen.

(Beifall Seitens einiger französischer Anarchisten und englischer Delegirten.) —

Bürgerin Ihrer, Delegirte der Arbeiterinnen von Gera-Reuß, zeigt, daß die Organisation der Arbeiterinnen eine unumgängliche Vorbedingung zur Verbesserung der Lage der Arbeiter und der Arbeiterinnen ist. Ebenso wie die Männer sich allerwärts organisiren, um die Arbeitsbedingungen zu regeln, ebenso müssen sich auch die Arbeiterinnen in gewerblichen Vereinigungen gruppiren. So lange den Arbeiterinnen die Organisation fehlen wird, bleiben sie auch in gewissem Sinne und durch die Macht der Thatsachen Concurrentinnen des Mannes, anstatt nur seine Kameradinnen bei der Arbeit und im Kampfe zu sein.

Wenn zu den Organisationen der Männer nicht solche der Arbeiterinnen hinzukommen, wird es sehr schwierig, ja sogar unmöglich sein, daß die Arbeiter in ihren öconomischen Kämpfen gegen das Kapital siegreich sind.

Einzig und allein die Organisation wird es den Arbeiterinnen ermöglichen, den Grundsatz aufzustellen und anzuwenden: gleicher Lohn für gleiche Arbeit — das einzige Mittel, um die Concurrenz zwischen Männern und Frauen auf Nichts zurückzuführen. Unglücklicherweise begreifen die Frauen noch nicht zur Genüge die Nothwendigkeit, sich zu organisiren und an dem öffentlichen Leben Theil zu nehmen. Beweis hiefür ist, daß trotz der beträchtlichen Zahl der in der Industrie beschäftigten Frauen nur sehr wenige Vertreter von Arbeiterinnen bei diesem Congreß zugegen sind. Es ist also Pflicht aller Socialisten, den Frauen bei dem Werk ihrer Organisation zu helfen. Der Einwurf, daß die Frauen noch zu saumselig sind, um die Wichtigkei eines Zusammengehens zu begreifen, ist nicht stichhaltig. Auch die Arbeiter waren nicht überall auf der Höhe der Entwicklung, die sie heute bekunden; auch für sie hat es vieler Anstrengungen bedurft, damit sie zur politischen Reife und zur Organisation gelangten. Die Arbeiterinnen allerwärts zeigen die besten Anlagen, um in den Lauf der Arbeiterbewegung einzutreten, aber es muß der Boden besät werden. Rednerin hat aus allen Theilen Deutschlands Briefe erhalten von Arbeiterinnen, welche ihre Freude darüber ausdrücken, auf diesem Arbeitercongreß vertreten zu sein. Diese Thatsache zeigt, daß die Arbeiterinnen beginnen, ihre Lage zu begreifen. Pflicht der Kameraden in allen Ländern ist es, an den Bestrebungen der Frauen für ihre Unabhängigkeit mitzuhelfen — Bestrebungen, die beiden Geschlechtern zum Vortheil gereichen.

Die deutsche Polizei unterdrückte 1886 den Anfang einer Bewegung unter den Arbeiterinnen; die Frauen, die an ihrer Spitze standen, wurden

bestraft, die Bürgerin Guillaume-Schack selbst wurde wegen ihrer Agitation ausgewiesen. Aber die Einmischung der Polizei zeigte, daß die Arbeiterinnen auf dem richtigen Wege waren. Auch hat sich die Bewegung seitdem in der besten Weise wieder gehoben, und die Vereinigungen, in welche sich ein zahlreiches und sympathisches Arbeiterinnen-Publikum drängt, zeigen von entschiedenem Fortschritt. Es ist auch zu hoffen, daß dieser Congreß das Resultat haben wird, zu der Organisation der Proletarier-Frauen mitzuwirken und in allen größeren Städten gewerbliche Gruppen von Arbeiterinnen entstehen zu lassen. Diese Organisationen werden im Verständniß ihrer Interessen mit der großen socialistischen Arbeiterbewegung Hand in Hand marschiren, und sie werden das Mittel sein, um die socialen und bürgerlichen Rechte wieder zu erringen, welche man den Frauen jetzt noch verweigert. Die Frauen der Bourgeoisie betteln in Petitionen um diese Rechte, die Frauen des Proletariats dagegen fordern sie auf Grund des socialistischen Programms.

Der nächste Congreß wird die Probe des Werkes der vollendeten Organisation in den Personen vieler Arbeiterinnen-Repräsentanten bringen. Es ist Zeit, daß die bewußten Träger der Arbeiterbewegung auch den Arbeiterfrauen das Wort lehren, mit welchem Karl Marx die Vereinigung aller Proletarier hervorrief. Das Wort: „Proletarier aller Länder vereinigt Euch!" heißt auch: Arbeiterfrauen aller Länder vereinigt Euch!, und dies muß unsere Devise werden. (Warmer Beifall.) —

Der Präsident fragt die Versammlung, ob sie John Burns das Wort geben will, obwohl derselbe nicht zu diesem Congreß delegirt worden ist. Burns hat ein Mandat erhalten, dem Possibilistencongreß beizuwohnen, aber da er selbst innigst mit diesem Socialistencongreß sympathisirt, sei es ihm Bedürfniß, dies der Versammlung zu versichern und die Repräsentanten des allgemeinen Proletariats zu begrüßen.

Mit Einstimmigkeit gibt der Congreß das Wort an John Burns, welcher erklärt, wie es nur aus reinem Zufall gekommen ist, daß er dem collektivistischen Congreß beiwohnt. Die Trades-Union, deren Mitglied er ist, hat die Einladung der Possibilisten zuerst erhalten, und die Einladung zum Congreß der vereinigten Socialisten ist erst eingetroffen, nachdem die erstere Einladung schon formell angenommen war. Er bedauerte, daß die Bestrebungen einer Vereinigung der zwei Congresse nicht Erfolg gehabt haben, aber er hofft, daß das Proletariat davon trotzdem profitiren werde, weil beide Congresse dieselben Fragen behandelt haben. Redner vertritt 57,000 in Trades-Unions organisirte Mechaniker-Arbeiter. Auf dem Continent glaubt man allgemein, daß die englischen Trades-Unions von Grund aus reaktionär und conservativ seien, und zum Theil ist dies wahr. Die Mehrheit der Trades-Unions hat noch nicht die Nothwendigkeit des Internationalismus für jede Arbeiterbewegung begriffen, sie bilden sich ein, ihre Lage verbessern zu können durch rein gewerbliche Organisationen, durch ein ausschließlich nationales Vorgehen. Sie beweisen daher wenig Verständniß und Sympathie für die Kämpfe des nicht englischen Proletariats. Uebrigens ist Gleichgültigkeit für die Brüder der andern Länder, ebenso wie das rückläuferische Streben der Trades-Unions nicht der Fehler der organisirten Arbeiter, sondern einiger Chefs, welche rapide bergab gehen, und welche schon unter ihren eigenen Anhängern discreditirt sind. Die Masse der Tradesunionisten beginnt den gemachten Irrthum zu begreifen, und, unterstützt durch die mit einer schwindelnden Schnelligkeit sich in England entwickelnden ökonomischen Bedingungen, werden sie mehr und mehr klar und bewußt. Von jetzt ab in 5 Jahren wird das Gros der Tradesunionisten in das socialistische Lager übergegangen sein und durch ihren Eintritt die Macht des internationalen Parlaments bedeutend verstärken. Der Anfang dieser Entwicklung ist gemacht. „In meinem Namen und in dem der Arbeiter, welche ich vertrete, begrüße ich den Congreß und wünsche für seine Arbeiten den besten Erfolg. (Beifallssalven.) —

Der Bürger Cesar de Paepe, belgischer Delegirter, nimmt das Wort zu Gunsten einer internationalen Arbeitergesetzgebung, weil er von seiner Partei das Mandat erhalten hat, zu dieser Frage Stellung zu nehmen. Außerdem sei es wahrscheinlich das letzte Mal, daß er vor einem internationalen Congreß sprechen könne, da seine Gesundheit sehr mißlich sei.

Der Redner will einige Einwendungen zurückweisen, die gegen eine internationale Arbeitergesetzgebung gemacht zu werden pflegen. Von verschiedenen Seiten behaupte man, daß man zu keinem materiellen Erfolge kommen werde, da die Regierungen die in Frage stehenden Forderungen nicht bewilligen; man müßte sich also zufrieden geben mit den agitatorischen Resultaten dieser Forderungen, und es sei in Folge dessen besser, radicalere Formeln aufzustellen. Der Redner findet indeß diese Einwendungen nicht begründet. Er ist der Meinung, daß Forderungen, deren Verwirklichung unmittelbar möglich ist, langsam und allmählich zur Anwendung und Durchführung kommen müssen. Wir verlangen viel von den Regierungen und wir erhalten ohne Zweifel nur wenig und langsam aber wir gelangen Schritt für Schritt zu dem, was wir gewollt haben. Unsere Forderungen bemächtigen sich mehr und mehr der öffentlichen Meinung, und diese übt ihrerseits einen Druck auf die Regierungen aus. Ebenso wenig gerechtfertigt ist der von den Bourgeoisökonomen und den Anarchisten erhobene Einwand, daß eine Arbeitergesetzgebung die Freiheit der Arbeiter bedrohe.

„Die Freiheit des Arbeitercontractes bezeichnet heute die absolute Freiheit der Ausbeutung. Erst nach der Socialisirung der Arbeitsmittel kann von einer Freiheit der Arbeit die Rede sein. Die Anarchisten erklären mit Unrecht eine Regelung der Arbeit für eine Beschränkung der persönlichen Freiheit. Der persönliche Wille allein genügt nicht, um den gesellschaftlichen Mechanismus zu erhalten und vorwärts zu bringen. Eine Regelung der Produktionsbedingungen, der Arbeitsbedingungen macht sich ebenso gut in der Gegenwart wie in der Zukunft nöthig. Wenn der gesellschaftliche Körper leben und thätig sein soll, muß er organisirt sein! — Von einer dritten Seite wendet man noch ein, daß eine internationale Regelung der Arbeit unmöglich sei wegen der verschiedenen Arbeitsbedingungen in den verschiedenen Ländern. Aber ungeachtet der nationalen und lokalen Verschiedenheiten hat die Macht der Thatsachen uns schon dahin geführt, viele Dinge international zu behandeln und in Gemeinschaft zu haben. So beklagen sich die Arbeiter aller Länder über die nämlichen Uebelstände und formuliren überall dieselben Forderungen. Uebrigens ist es ganz leicht, die internationalen Forderungen unter besonderen und speciellen Bedingungen anzunehmen. So z. B. die Forderung eines Minimallohnes. Wir sind weit entfernt davon, unter dieser Formel zu verstehen, daß der Lohn derselbe in allen Theilen des Erdballs sein solle; aber wir sind der Meinung, daß überall und unter Rechnungtragung an die speciellen Verhältnisse man einen Minimallohn festsetze, unter welchen das Einkommen des Arbeiters nicht gedrückt werden darf. Ueberdies sind bereits viele andere Erfordernisse international formulirt und als international ausführbar anerkannt worden, z. B. die Erfordernisse betreffs der Gesundheitspflege, betreffs der Verwendung giftiger Stoffe, betreffs des Normalarbeitstags 2c. Die Schaffung einer internationalen Arbeitergesetzgebung ist ebenso gut ausführbar, als der internationale Post- und Telegraphendienst".

Der Redner kommt so zu dem Schlusse der Nothwendigkeit einer internationalen Arbeitergesetzgebung und zollt dem Aufruf des schweizerischen Bundesrathes Beifall, wenn er auch viel weitergehende Forderungen aufstellt, und ein vollständiges Programm dessen formulirt, was die Arbeiter an Reformen schon innerhalb der heutigen Gesellschaft erreichen können. (Beifall.) —

Vaillant bringt Namens der Syndikatskammern der Provinz folgende bedeutungsvolle Erklärung zur Verlesung: „Die Vertreter der in Syndikatskammern (Gewerkschaften und Fachvereinen) organisirten Arbeiter der Provinz benachrichtigen die fremden Delegationen, daß ihre sämmtlichen Organisationen keine anarchistische Tendenz haben, und daß der Zufall allein es gefügt hat, daß die Delegirten einiger Pariser anarchistischen Gruppen zuerst das Wort in der Generaldiscussion genommen haben, und daß es einen Augenblick den Anschein hatte, als ob sie die Dolmetscher des französischen Proletariats wären. (Es folgen die Unterzeichnungen der Vertreter von mehr als 200 Provinzial-Syndikatskammern.)" (Beifall.)

Die Anarchisten antworten Folgendes auf diese Erklärung: „Wir protestiren gegen die Ausdrücke der Mittheilung, durch welche eine gewisse Anzahl von Provinzialdelegirten erklären, daß die Organisationen, welche sie vertreten, die anarchistischen Lehren zurückweisen. Wir haben nicht weniger das Recht, im Namen der Provinz zu sprechen, als diese Delegirten.

„Wir sprechen in unserm persönlichen Namen und in Kraft der Mandate, die uns anvertraut sind.

„Die Wahrheit ist, daß, wenn die Syndikatskammern, korporativen Gruppen und socialistischen Studienzirkel, die durch die Unterzeichner dieser Mittheilung vertreten sind, keine Anarchisten sind, dagegen die Organisationen, Gruppen und Korporationen, deren Vertreter wir sind, es vollständig sind.

„In Folge dessen protestiren wir alle gegen diese unqualifizirbaren Unterstellungen, die den Zweck haben, glauben zu machen, daß die französische Provinz vollständig anti-anarchistisch sei, und daß die Genossen, welche seit Eröffnung der Generaldiskussion gesprochen haben, nur ganz unbedeutende Mengen (Kräfte) vertreten. Wir geben es unsern Brüdern aller Länder anheim, diese Handlungsweise zu würdigen."

Diese Gegenprotestation trägt die Namen von 9 Unterzeichnern, von denen einer erklärt, fünfzig Sektionen der Syndikatkammer der Handarbeiter zu vertreten. —

Bürger Beck, russischer Delegirter, beginnt damit, auseinander zu setzen, daß die Arbeiter- und socialistischen Forderungen, die auf diesem Congreß, betreffend die gesetzliche Regelung der Arbeit, votirt werden, sicherlich den lebhaftesten Widerspruch der Bourgeoisklasse mit ihren Regierungen an der Spitze finden werden. Die Reaktion hat bis in unsere Tage unbekannte Ausdehnungen angenommen, und sie ist universell geworden. Nun, es ist bekannt, daß diese Reaktion immer eine beträchtliche Unterstützung seitens des Absolutismus der russischen Regierung gefunden hat. Es liegt also im Interesse der Arbeiterparteien und der Socialisten aller Länder, daß in kürzester Frist der Fall des russischen Absolutismus erfolge, und das umso mehr, als selbst diejenigen europäischen Regierungen, die sich bis jetzt durch ihre demokratischen Tendenzen ausgezeichnet haben, anfangen sich zur Verfügung des Despoten von St. Petersburg zu stellen.

Die Frage über die Mittel und die Wege, welche nothwendig sind, damit die Forderungen der Arbeiter triumphiren, ist daher eng verbunden mit der Frage: welches ist die sociale Macht in Rußland, die dieses Reich der Ungesetzlichkeit, des Mißbrauches und der Willkür stürzen wird?

In Rücksicht auf die bemessene Zeit, die dem Redner zur Verfügung steht, muß er darauf verzichten, statistische Angaben zu citiren. Aber bevor er die gestellte Frage selbst erörtert, muß er ein Wort über die Art und Weise sagen, mit der man sie von Zeit zu Zeit in Europa und selbst in Rußland zu lösen glaubt.

Rußland, sagt man uns, befindet sich in der Periode des Ueberganges von den alten wirthschaftlichen Formen zu den neuen Formen. Die Naturalwirthschaft stirbt ab, um der Marktproduktion Platz zu machen; die ländliche Genossenschaft zerfällt, während die kapitalistische Produktion von Tag zu Tag sich rapider entwickelt; in gleicher Zeit beginnt

die Bourgeoisie, deren Klassenbewußtsein mehr und mehr lebendig wird, zu finden, daß die gegenwärtigen politischen Formen Rußlands ihre Entwicklung hemmen; die Collision zwischen ihr und dem absolutistischen Regiment ist daher unvermeidlich und wird als erstes Resultat den Fall des Absolutismus haben u. s. w. Das politische und revolutionäre Programm, welches die Folge dieser Auffassung ist, ist ganz klar und einfach; aber der Idealismus dieser Auffassung springt sofort in die Augen, wenn man einen Blick in die russische Geschichte der letzten 25 Jahre wirft. Es ist dem Redner wichtig, diesen Punkt wohl zu erwägen, denn er betrachtet die auf die revolutionären Tendenzen der russischen Bourgeoisie gestützten Hoffnungen als vollständig illusorisch und geeignet, unglückliche Folgen für die gemeinsame Sache der russischen Socialisten und der Socialisten der westlichen Europas zu haben. So bedeutend als die durch diese Einbildung versprochenen Vortheile seien, bekämpft sie der Redner dennoch, da jede Einbildung bekämpft werden muß.

Bei Beginn der zweiten Hälfte dieses Jahrhunderts war das Rußland des Nikolaus des Ersten, des Araktschejeff, das Rußland der Leibeigenschaft und der unbegrenzten Willkür des Adels in dem tiefsten Sumpfe der Zersplitterung und der inneren Fäulniß versunken. Die produktiven Kräfte des Volkes, welche gefesselt waren durch eine polizeiliche Organisation der Justiz und der lokalen Verwaltung, die ihr Zubehör bildete, strengten sich an, die Hindernisse zu überwinden, welche sich ihrer Entwicklung entgegenstellten. Die Interessen Europas, wo die Industrie sich mächtig entwickelt hatte, befanden sich im Widerspruch mit einer Einrichtung, welche einen so großen Markt wie Rußland in den ausschließlichen Besitz einer Hand voll Adeliger und Bezirkssatrapen gab, der Art, daß in dem **Krimkrieg** von 1854—56 ein furchtbarer Zusammenstoß erfolgte zwischen dem alten Rußland und dem bürgerlichen Europa, aus dem ersteres vollständig geschlagen hervorging. Diese Niederlage, welche auf andere Weise ihren Ausdruck fand in den Worten, die Alexander II. 1860 an den Adel Moskau's richtete, — „befreien wir", sagt er, „die Leibeigenen von oben, damit sie sich nicht von unten befreien" — machte den bestehenden Zustand unmöglich. Die Empörungen der Landleute trieben die russische Gesellschaft und Regierung dazu, mit mehr Entschiedenheit zu handeln. Das Manifest vom 19. Februar 1861 eröffnete eine neue Aera in der Geschichte Rußlands: es hob die Leibeigenschaft auf, es schaffte für breite Reformen die Grundzüge, nach denen auf dem Gebiete der Justiz, der Bezirksselbstregierung, der Verwaltung, der Censur 2c. zu verfahren war. Die Mehrzahl dieser Reformen vollzogen sich in der That in bestimmter Zeit. Von 1862 bis 1870 ging die Trennung der Gewalt von der Verwaltung und der Gewalt vom Unterricht, die Einrichtung der „Zemstwo" (Landesversammlungen), die Oeffentlichkeit des Gerichtsverfahrens, die Wählbarkeit der Friedensrichter und die Gemeinde-Einrichtungen vor sich. Der Grundsatz der Wahlberechtigung nach dem Dreiklassenwahlsystem, weit entfernt die ideale Form der Theilnahme der Bevölkerung an der örtlichen Verwaltung zu sein, bezeichnete trotzdem einen großen Schritt vorwärts Alle diese Reformen, ebenso wie das Reglement der allgemeinen Militärdienstpflicht, des Loskaufs der Bodentheile der Landleute 2c. gaben dem Selfgovernement, um die Wahrheit zu sagen, keine genügend weite Ausdehnung, aber sie änderten immerhin den Charakter der socialen Beziehungen des folgenden Zeitraumes. Die Zemstwo und die Munizipalitäten, denen die Gesellschaft direkt und indirekt ihre besten Kräfte opferte, begannen mit Energie in Thätigkeit zu treten und erzielten augenscheinlich Erfolge. Die Fragen, die einen direkten Bezug zu den Bedürfnissen des Volkes hatten, wurden auf die Tagesordnung gebracht und theilweise gelöst; der öffentliche Unterricht, die öffentliche Unterstützung, die öffentliche Versorgung, die Versicherung der Arbeitsprodukte des Volkes machten, befreit von der Vormundschaft der Regierung, in kurzer Zeit einen ansehnlichen Fortschritt, der alles das weit hinter

sich ließ, was auf diesem Gebiet durch eine allmächtige Regierung erreicht worden war. Die erzielten Fortschritte illustriren den glänzenden Sieg, welchen der Grundsatz der Wahlbeamten (besser Beamtenwahlen) über denjenigen der bureaukratischen Einrichtungen davon getragen hatte.

In derselben Zeit hatten wesentliche Aenderungen auf dem ökonomischen Gebiete stattgefunden. Die Arbeit, vom Joch der Leibeigenschaft befreit, wurde rechtlich Herrin ihrer selbst und organisirte sich auf anderen Grundlagen, vertheilte sich auf eine andere Art unter den verschiedenen Zweigen der nationalen Produktion. Ein Theil, dabei immer noch fortfahrend sich mit der Landwirthschaft zu beschäftigen, fing an, am Handel und an der Industrie des Landes Theil zu nehmen. Die Kapitalisten, die sich bis dahin fast ausschließlich auf den Ackerbau concentrirt hatten, begaben sich auf das Gebiet des Wuchers und der Manufaktur. Die ungünstigen Bedingungen der Ländervertheilung zwangen die Landleute in vielen Fällen die ihnen zugetheilten Grundstücke zu verlassen. Zu dem Proletariat, welches in der vorhergehenden Zeit in den der Krone und dem Adel gehörigen Fabriken, Hütten und Minen beschäftigt worden war, — und zu dem Proletariat, das von den häuslichen Leibeigenen herstammte, die nach der Aufhebung der Leibeigenschaft keine Bodenantheile erhielten, kam auch das Bauernproletariat, und die auf dem Markte angebotenen Arbeitskräfte vermehrten sich beständig; und das Angebot von Händen bis zum Ueberfluß sicherte dem Kapital einen baldigen Triumph. Der Triumph war um so sicherer, als der Machtantritt des Kapitalismus in Rußland zu einer Zeit statt fand, wo die Entwicklung des Maschinenwesens und der Technik schon einen hohen Grad erreicht hatte. Das fremde Kapital hat in diesem Fall vielleicht eine wichtigere Rolle gespielt als das russische Kapital selbst, da es von dem billigen Arbeitsmarkt und der Ausdehnung des Absatzgebietes angelockt ward. Aber vor Allem war es die Regierung, die in Rußland zu dem Triumphe des Kapitalismus beitrug. Da sie vollständig freie Hand hatte, so erschöpfte sie während langer Jahre beinahe den Staatsschatz durch Milliarden, vertheilt unter der Form von Subventionen, Prämien, Zinsgarantien zum Schaden des Volkes. In der Periode, welche auf die Befreiung der Leibeigenen folgte, war das Staatsbudget von der allmächtigen Regierung preisgegeben einer Hand voll räuberischer Fabrikanten, Wucherer und Großgrundbesitzer.

In Folge dieser Thatsachen zeigte sich ein enormer Aufschwung der nationalen Produktion, des commerciellen Umsatzes, der Entwicklung des Creditwesens und der Verkehrsmittel. In 20 Jahren hat Rußland an der Seite der Mächte Westeuropa's Platz genommen, wenn auch nicht durch die verhältnißmäßigen Mengen seiner Produktion, so doch durch den Charakter seiner wirthschaftlichen Entwicklung. Die Staatsschuld, welche 5 Milliarden übersteigt, ist der beste Beweis für die Anstrengungen der Regierung, auf dem Wege des Kapitalismus zu marschiren, aber auch der Beweis des Elendes, welches dadurch für das Volk entstand. Der Kapitalismus hat also in Rußland triumphirt, wie er überall triumphirt hat. Aber erfüllt in Rußland das Kapital dieselbe Rolle wie überall da, wo sein Reich gesichert war? Hat es in Rußland die produktiven Kräfte wie anderwärts in einer beschränkten Zahl von Fabriken, Hütten und Bergwerken concentrirt? Hat es die Produktionsmittel in den Händen einer kleinen Anzahl Eigenthühmer angehäuft? Wie haben sich bis jetzt Formen des wirthschaftlichen Volkslebens conserviren können, wie die Ackerbaugemeinschaft, die Produktivgemeinschaft (arteli)? Warum wurde in Rußland nicht die absolute Gewalt mit der Abschaffung der Leibeigenschaft abgeschafft, wie sich das anderwärts machte? Um auf diese Fragen zu antworten, muß man die geschichtlichen Bedingungen der Formen des gesellschaftlichen und politischen Lebens in Rußland in Betracht ziehen — Bedingungen, welche einen Einfluß auf die Entstehung der neuen Formen ausgeübt haben, und welche nach der Einführung der Leibeigenschaft eintraten. Die Land=

Gemeinde, die geschichtliche Grundlage des Eigenthums und der wirthschaftlichen Verhältnisse hat in der ländlichen Bevölkerung einen gewissen Geist der Solidarität geschaffen, welcher den zerstörenden Bestrebungen des Großkapitals zu widerstehen wußte. Die Erziehung der intelligenten Klassen, die seit Jahrhunderten in sklavischem Gehorsam gegen die Regierungsorgane groß geworden waren, die Unterdrückung ihrer mäßigsten politischen Bestrebungen, die Herrschaft der Romanoff — alles dies hat Wirkungen gehabt, die nicht in wenigen Jahrzehnten eines neuen Lebens verschwinden konnten. Der Mangel an Einigkeit und das beschauliche, duldsame Temperament dieser Klassen haben als Grundlage gedient, auf welche der Absolutismus sich stützte. Aber neben diesen Umständen war noch ein anderer sowohl vor als nach der Aufhebung der Leibeigenschaft thätig — das ist der Einfluß des internationalen Kapitals und die Entwicklung, zu welcher es in dem Augenblick gelangt war, als es sich in Rußland einführte. Wenn es ein Land gibt, von dem man behaupten kann, daß das Reich des Kapitalismus zu spät in demselben gekommen sei, um seine ganze historische Rolle zu erfüllen, so ist es sicher Rußland. Die Aufhebung der Leibeigenschaft ist daselbst in einer Zeit erfolgt, wo der Kapitalismus in Europa schon alle die inneren von ihm untrennbaren Widersprüche erregt hat. Einer dieser Widersprüche, derjenige, welcher zwischen der wachsenden Nothwendigkeit, den Umfang der Produktion zu erweitern und der sich vermindernden Fähigkeit des Marktes besteht, diese Waarenmengen aufzunehmen, mit denen er überschwemmt wird, hat schon in Europa sporadische Empörungen des Marktes gegen diese Art der Produktion, des Austausches und der Vertheilung hervorgerufen. Die russische Bourgeoisie, die sich unmittelbar nach der Aufhebung der Leibeigenschaft mit der Concurrenz in dem Angebot der Hände beschenkt hatte, beklagte sich in der Person der Großgrundbesitzer über den hohen Preis der Arbeitskräfte, obwohl dieser so niedrig war und noch ist, daß viele Kapitalisten es vorziehen, mit den unvollkommensten Werkzeugen arbeiten zu lassen. Aber diese Klagen hatten ihren Grund in dem wenig gesicherten Binnenmarkte. Je mehr sich der Kapitalismus ausdehnt, je mehr diese Unsicherheit des Marktes sich vermehrt, um so mehr vermindert sich die Kaufkraft des Volkes im Maße und Verhältnisse, als die Maschine den Arbeiter ersetzt. Bei einem gewissen Punkte der kapitalistischen Entwicklung sieht sich die Bourgeoisie gezwungen, einen Theil ihres Vortheils zu opfern, um sich den innern Markt zu erhalten. Alsdann zerstört das Großkapital nicht die Formen des Kleinbetriebes und des Kleinbesitzes, wie die Hausindustrie, die Kleinindustrie, die ländliche Gemeinde, es nimmt sie für seine Zwecke an, ohne sie zu vernichten, indem es sie für den innern Markt gebraucht.

Diese Thatsachen, von denen es in der Geschichte jedes anderen Landes analoge Beispiele gibt, hat seine Bedeutung für das wirthschaftliche Leben Rußlands. Alle statistischen Untersuchungen haben gezeigt, daß die Zahl der großen Fabriken und Hütten in den letzten zehn Jahren fast vollständig die gleiche geblieben ist; ebenso daß die Zahl der in der Großindustrie, in der Kleinindustrie und in der Landwirthschaft beschäftigten Arbeiter im Allgemeinen sich kaum vermehrt hat. Weiter ist das Grundeigenthum weit entfernt davon, sich in den Händen einer kleinen Anzahl Eigenthümer anzuhäufen; die Verhältnisse zwischen der Großindustrie und der nationalen Produktion im Allgemeinen haben sich fast gar nicht verändert, obwohl die erstere einen großen Aufschwung von 1881 bis 1882 genommen hatte — ein durch die schnelle Einführung der Maschinen in der Industrie bezeugter Aufschwung. Außerdem beschäftigt neben den großen Fabriken die Kleinindustrie eine viel größere Anzahl Arbeiter, als das die Großindustrie, und diese Zahl vermindert sich nicht. Diese Thatsachen erklären sich durch die innere Ohnmacht, eine Charakter-Eigenschaft des Kapitalismus in seiner letzten Epoche, und bezeichnend für die Unordnung der universellen Industrie.

Rußland war so ziemlich der industriellen Krise von 1873 entgangen,

wurde aber vollständig von der allgemeinen Krisis von 1879 bis 1882 ergriffen, welche Krise noch heute andauert. Seit dieser Zeit unterliegt die russische Industrie allen Consequenzen des inneren Verfalles des internationalen Kapitalismus. Die Produktion in vielen industriellen Zweigen beginnt, ebenso wie die Ausdehnung des auswärtigen Handels, sich zu vermindern. Die sichersten großen Unternehmungen werden zweifelhaft und scheitern oft. Das einzige Mittel, den Markt zu garantiren, d. h. die Ländereroberung und ihre Beschützung durch Steuergrenzen und Kosaken, ist unwirksam geworden, da England im Orient und Oesterreich im Südwesten sich in der Nothwendigkeit sehen, zu demselben Mittel zu greifen. Die Eroberung neuer Märkte ist sehr schwierig, und das kapitalistische Europa erwartet mit Schrecken den Augenblick der wirthschaftlichen Emanzipation der Kolonien. Gleichzeitig sind die Arbeiter zu Tausenden auf das Pflaster geworfen und bilden große Armeen von „Barfüßlern" (Vagabunden); Tausende von Landleuten, die ihren Acker verlassen haben, suchen vergeblich Arbeit oder einen Ort, um einen neuen Heerd zu gründen. Die Regierung sucht Mittel, um den Wirkungen dieser Lage vorzubeugen. Graf Ignatieff denkt an eine antisemitische Bewegung; die Arbeiter werden in Masse aus den industriellen Centren in ihre Heimathsorte transportirt. Empörungen der Landleute, welche die Regierung mit militärischer Gewalt unterdrückt, indem sie die Führer zum Tode verurtheilt, fortwährende Arbeitseinstellungen, das sind die charakteristischen Thatsachen der letzten Jahre in Rußland. Der Kapitalismus, der sich in Rußland zu einer Zeit eingeführt hatte, wo er eine universelle und internationale Produktionsweise geworden war, ist also auf dem Wege seine historische Rolle zu beenden, dort wie anderwärts.

Zusammen mit allen andern Ländern Europas nähert sich Rußland heute dem Ende dieser Aera, indem es mit ihnen den Wirkungen des internationalen Kapitalismus unterliegt. Es ist also zu spät, von der Zerstörung der volksthümlichen Produktions- und Eigenthumsformen in einer Zeit zu sprechen, wo das Kapital seit dem Beginn seiner Aera in Rußland gezwungen ist, dieselben aufrecht zu erhalten. Es ist zu spät, von der Entwicklung des Kapitalismus in einer nahen Zukunft zu sprechen, in einer Zeit, wo derselbe beginnt, unter seinem eigenen Gewicht zusammen zu stürzen; es ist endlich zu spät, liberale un verbessernde Bestrebungen der russischen Bourgeoisie zu berücksichtigen, nachdem diese unmittelbar nach der Aufhebung der Leibeigenschaft nicht die nöthige Kraft gehabt hat, um organische Verbindungen mit den Interessen des Volkes zu schaffen und es in derselben Weise wie die europäische Bourgeoisie zu täuschen. Seit seinem Auftreten in Rußland hat der Kapitalismus das Bedürfniß einer unbeschränkten Macht, um seine Parasitenexistenz zu garantiren, um alle Stimmen zum Schweigen zu bringen, welche die Gefahren seiner Herrschaft verkündeten, um allen kritischen Geist zu ersticken, und um sich gegen den kämpfenden Socialismus zu vertheidigen. Die absolutistische Herrschaft war daher bis jetzt und wird in Zukunft das politische Programm der russischen Bourgeoisie sein. Die Interessen der **Dynastie der Romanoff** und der Bourgeoisie sind die nämlichen.

Bezeichnend für die Geschichte Rußlands in den letzten Jahrzehnten ist die Thatsache, daß die verschiedenen socialistischen Parteien sich an der Spitze der revolutionären Bewegung gegen den Absolutismus befinden, daß sie es sind, die ihn im Namen des Volkes bekämpfen. Diese Thatsache erklärt sich daraus, daß die Arbeiterforderungen sich auf der Tagesordnung erhalten, und daß sie eine Aenderung der jetzigen politischen Ordnung verlangen. Die Bourgeoisie, welche ihre geschichtlichen Ueberlieferungen verleugnet, wird reaktionär und conservativ; an den arbeitenden Klassen ist es, die Zukunft zu bringen. Rußland hat noch keine organisirte und ihrer geschichtlichen Aufgabe bewußten Arbeiterklasse, aber die socialistische Partei wird das politische Terrain behaupten, und die politischen Rechte sind zu

ihrer Entwicklung unbedingt nothwendig. In Europa vertheidigen die revolutionären Socialisten diese Rechte gegen die Bourgeoisie, welche sie schon erworben hat. In Rußland sind sie gezwungen, zugleich den Absolutismus und die Bourgeoisie zu bekämpfen, um die politische Freiheit zu erlangen. Der Socialismus ist die einzige Macht, die es verstehen wird, die politischen Rechte zu erlangen und zu bewahren; sie allein wird den russischen Absolutismus überwinden. Die russische Bourgeoisie ist gezwungen, selbst die verschiedenen volksthümlichen Produktions- und Eigenthumsformen aufrecht zu erhalten. Aber sie hält sie heute aufrecht, um sie morgen zu untergraben, und das Elend des Volkes kann nicht durch die Landgemeinschaft geheilt werden. Einzig die vollständige Umwandlung der politischen, socialen und wirthschaftlichen Ordnung kann hier helfen.

Indeß ebenso wie die Socialisten Europas ihre Gründe haben, eine Arbeitergesetzgebung zu fordern, ebenso verlangen die russischen Socialisten, wenigstens diejenigen, welche dem Programm der Narodnaja wolja (Volkswille) zustimmen, die Beschützung der Landgemeinschaft und der Erwerbsgenossenschaften (arteli) durch den Staat. Das russische Volk hat in den gegenwärtigen Bedingungen von diesen Ueberbleibseln seiner geschichtlichen Vergangenheit Vortheil gezogen. In den Jahren 1880 bis 1883 — Jahre der Krise für Rußland — konnten sich die Fabrikarbeiter in Ermangelung jeder Organisation nicht gegen die Fabrikanten und Wucherer vertheidigen; die ländlichen Arbeiter fanden Mittel des Widerstands in ihren Sitten und Gewohnheiten, die eine Folge der Einrichtungen der Landgemeinschaft sind. In einer großen Zahl Distrikte hat der „Mir", das administrative Organ der Landleute, bewirkt, daß ein fester Lohn für die ländlichen Arbeiter durchgeführt ward, und dies Beispiel wurde von den Regierungen ganzer Gouvernements befolgt. Die hier dargelegten Thatsachen, wollen wir hoffen, genügen, um die Forderungen der dem Programm der „Narodnaja wolja" anhängenden russischen Socialisten, betreffend die Unterstützung der Landgemeinschaft, welche als Form des Volkslebens eine große Wichtigkeit für den gegenwärtigen Moment, wie für die nächste Zukunft hat, zu rechtfertigen.

Bürger Dulucq erklärt sich für eine internationale Arbeitergesetzgebung, aber er verlangt von dem Congreß, daß derselbe formelle Resolutionen fasse über die Art und Weise, wie die Parteien und die Organisationen, die ihnen zugestimmt haben, für die Verwirklichung der aufgestellten Forderungen kämpfen müssen.

Bürger Combemoreil bemerkt, daß der Munizipalrath von Paris viel thut, um den 9stündigen Arbeitstag für die städtischen Arbeiter einzuführen. Die politischen Machthaber annullirten die Resolution des Munizipalrathes; doch führte dieser, indem er seinen Beschluß aufrecht erhielt, den neunstündigen Arbeitstag auch für die von Privatunternehmern bei städtischen Arbeiten beschäftigten Arbeiter ein. Er ist in seiner Majorität einig in dem Verlangen nach Schutzmaßregeln, als nothwendigen Mitteln, um die Arbeiter für ihre vollständige Befreiung vorzubereiten.

Bürger Chauvière, Munizipalrath von Paris, empfiehlt als bestes Mittel, um die Resolutionen des Congresses zu verwirklichen, die von Blanqui verlangte Entwaffnung der Bourgeoisie durch die Abschaffung der stehenden Heere und die Volksbewaffnung.

Dupré, Delegirter der Möbeltischler der Vorstadt St. Antoine, bekämpft die Meinung, daß die Arbeiter gute Erfolge von einer Arbeitergesetzgebung zu erhoffen haben. Bis in unsere Tage ist noch nie die Gesetzgebung für das Beste und zum Nutzen des Volkes thätig gewesen. Alle Gesetzgebung von gestern ist wurmstichig, und die von morgen wird faulig sein. Man hat lange genug von wirthschaftlichen Fragen gesprochen, aber bei aller Behandlung dieser Fragen ist die Sache des Volkes nicht vorwärts geschritten. Man muß das Kapital vernichten, die Kapitalisten und

alle Monopole. (Ironische Zurufe von den Deutschen: „Es muß Alles verungenirt werden!")

Bürger Domela Nieuwenhuis, holländischer Delegirter, beginnt damit, zu constatiren, daß, wie es ihm scheint, der Congreß ein großer Erfolg in so weit ist, als er die Einigkeit der Socialisten der ganzen Welt zum Ausdruck brachte, aber daß er ein schlechter Erfolg in Bezug auf die Tagesordnung ist, mit welcher man den letzten Tag begonnen hat, wo mit Ausnahme einiger Privilegirter, Niemand länger als fünf Minuten sprechen darf! Nun gut! Ich erkläre, sagt er, daß ich kein Zauberkünstler bin, welcher eine so große und so schwer wiegende Frage in so wenig Zeit erörtern kann. Deshalb verzichte ich auf das Wort für die Frage selbst. Aber ich verlange Ihre Aufmerksamkeit, um einige Bemerkungen zu der Rede meines Freundes de Paepe zuzufügen.

Ich verlange nichts vom Parlamentarismus, gerade weil ich Mitglied eines Parlaments bin, weil ich die ganze Comödie gesehen habe. Alle die, welche Mitglieder eines Parlamentes sind, frage ich durch unsern Vorsitzenden Cunninghame Graham, Mitglied des englischen Parlamentes, ob sie, ja oder nein, etwas vom Parlamentarismus erwarten? Das Wort „Parlament" ist aus zwei Worten zusammengesetzt, die nach einem geistreichen Schriftsteller vollständig den Charakter des Gegenstandes bezeichnen, d. h. aus „parle" (spricht) und „ment" (lügt*). Die Parlamente sind daher Versammlungen, in denen man spricht und lügt. Wer kann die Parlamente auf einen kürzere und eine bestimmtere Manier bezeichnen? Die Parlamente sind sprechende Versammlungen, und das ist nicht allein der Fehler der Personen, nein des Systems selbst. Wir haben es hier gesehen.

Unser Congreß ist zusammengesetzt aus Auserlesenen; kein Parlament der ganzen Welt kann sich mit diesem Parlament hier vergleichen, und doch, frage ich Sie, ob es nicht genau dieselben Fehler gemacht hat? Man hat viel gesprochen, selbst zu viel, und am Ende ist man gezwungen abzustimmen und Resolutionen anzunehmen, die man vorher präparirt hat, ohne die Zeit oder Gelegenheit zu haben, sie ernsthaft zu diskutiren. Der Fehler ist also in dem System. Aber nehmen wir einmal einen Augenblick an, daß wir auf der ganzen Linie triumphirt hätten, nehmen wir an, daß wir eine Arbeitergesetzgebung, wie wir sie wünschen, haben: sagen Sie mir, glauben Sie, daß die allgemeine Lage sich viel zu Gunsten der Arbeiter ändern würde? Wenn man mich um meine Meinung fragt, werde ich ganz freimüthig sagen, daß der schlechteste Streich, den uns die Regierungen spielen könnten, der wäre, Ihre Vorschläge anzunehmen, denn auf 20 bis 25 Jahre hätten sie jede revolutionäre socialistische Bewegung unter den Arbeitern ertödtet. Glücklicherweise sind die Regierungen blind und begreifen nicht die Lage. Aber für mich besteht die größte Gefahr des achtstündigen Arbeitstags darin: für die Arbeiter wird die Einführung desselben in jedem Fall eine ungeheure Enttäuschung sein; denn die Arbeiter können thun, was sie wollen, sie können den achtstündigen Arbeitstag einführen, sie können auswandern, sie können sich der Ehe enthalten und den Neu-Malthusianismus praktiziren, überhaupt gar keine Kinder erzeugen — das Kapital wird immer Mittel finden, sich vor einer Lohnerhöhung zu schützen, die es zu tragen hätte, und es wird sich seine Beute nicht entwischen lassen; nur mit Gewalt wird man sie ihm entreißen können. So lange die kapitalistische Produktion bestehen bleibt, erhebt sich der Lohn nicht über das, was zur Erhaltung der produktiven Kraft nöthig ist. Die Kapitalisten, welche Herren der Regierungen sind, werden den achtstündigen Arbeitstag geben, wenn sie sehen werden, daß dies das einzige Mittel ist, sich zu erhalten; und so lange sie die Herren bleiben, werden die Arbeiter die Sklaven bleiben. Das Höchste, was die Arbeiter erreichen werden, wird sein, daß die Sklavenketten in Sammt oder Seide eingewickelt werden; die Ketten

*) Das Wortspiel ist französisch — Parlament heißt auf französisch: parlement.

werden dennoch Ketten bleiben. Dann werden die Arbeiter sehen, daß das Uebel nicht in der Arbeitszeit besteht, und nicht im Lohne, andernfalls wären die Wirkungen mit den Ursachen verschwunden, sondern daß die Ursache des Uebels die unvollkommene und völlig ungerechte Vertheilung der Arbeitsprodukte ist. Nun gut, ohne diese Ursache zu unterdrücken, wird man niemals das Elend und die Sklaverei unterdrücken.

Caroll Wright, Sekretär des amerikanischen Statistischen Bureaus, hat dies vollkommen begriffen, wenn er sagt:

„Eine der wichtigsten Fragen, die eine Lösung erheischen, ist die Frage, die sich immer mehrenden Arbeitsprodukte unter die Producenten auf eine verhältnißmäßige und gerechtere Weise zu vertheilen, denn die unvollkommene Vertheilung und nicht die Ueberproduktion ist das große Uebel, an dem der sociale Körper leidet. Das Kapital trägt jetzt den Löwenantheil davon, und deshalb waren die Arbeiter gezwungen, sich zu organisiren und drohen sie, gegen den Kapitalismus zu agitiren. Der Conflikt zwischen Kapital und Arbeit kann nur gelöst werden durch Abschaffung des Lohnsystems und seine Ersetzung durch die genossenschaftliche Arbeit."

Hier ist das Uebel und hier ist das Heilmittel. Wenn wir, die wir hartköpfige Socialisten sind, wenn wir uns zu den Vorkämpfern einer Arbeitergesetzgebung machen, so muß man einsehen, daß dies ein Zugeständniß unsererseits ist; deshalb sind wir der Meinung des englischen Inspektors Saunders, daß Schritte, um die Gesellschaft zu reformiren, mit einigem Erfolg nicht gemacht werden können, wenn der Arbeitstag nicht von vornherein begrenzt ist, und wenn die gesetzlichen Grenzen nicht mit Strenge innegehalten werden. Wir werden uns dieser Verkürzung des Arbeitstages als eines Hebebaumes bedienen, damit der proletarische Riese, der zu Boden geworfen ist und sich gegen die Fußtritte seiner Tyrannen nicht schützen kann, sich auf die Füße erhebe und Gebrauch von seiner Kraft mache. Das ist der einzige Grund, warum ich mir denken kann, daß ein überzeugter Socialist sich anstrengt, um eine solche These durchzusetzen — es scheint mir, daß das Ultimatum der Arbeiterklasse an die herrschende Klasse nicht kürzer und bestimmter ausgedrückt werden kann, als in den vier Forderungen der Engländer;

Eight hours to work, eight hours to play,
Eight hours to sleep and eight shillings a day.

(8 Stunden Arbeit, 8 Stunden Erholung, 8 Stunden Schlaf und 8 Schilling den Tag) —, von welchen Forderungen er im Voraus weiß, daß sie keine gründliche Besserung geben. Im Evangelium befindet sich ein Gleichniß, das mir immer in den Sinn kommt, wenn man die Arbeitergesetzgebung erörtert: „Niemand setzt einen neuen Lappen auf ein altes Kleid, denn er zerreißt es und das Loch wird größer". Nun, trifft dies nicht auch bei der Frage zu, die wir erörtern? Der Kapitalismus, d. h. das System, durch welches der Arbeiter an dem Eigenbesitz des Arbeitsproduktes und Arbeitsmittels gehindert wird, — der Kapitalismus ist unser Feind, und wie Cato stets betonte, „Carthaginem esse delendam" (Carthago muß zerstört werden), so müßten auch wir immer und überall sagen: Der Kapitalismus muß zerstört werden!

Wenn wir einen Arbeitstag von 8 Stunden wollen, so ist dies nur ein Mittel, niemals ein Zweck. Ein Eisenbahnzug kann nicht immer fahren, er muß manchmal anhalten, um Wasser einzunehmen; je weniger er sich unterwegs aufhält, um so besser, und wir suchen das Mittel, um ihn möglichst wenig anhalten zu lassen. Für uns ist der achtstündige Arbeitstag eine Station, auf der man sich ein wenig aufhält, um sich zu erfrischen und um dann den Kampf mit größerer Kraft und besser bewaffnet wieder beginnen zu können. Der achtstündige Arbeitstag ist nichts als eine Kriegswaffe und er ist nur eine provisorische Maßregel. Die Arbeiter müssen wissen, daß sie nicht am Ende des Kampfes sind, wenn sie den Normalarbeitstag-Gesetzerlaß erlangt haben, ja daß dann der eigentliche Kampf erst anfängt.

Es ist nicht nothwendig, Socialist zu sein, um mit uns nach diesem Ziele zu marschiren, und unser Socialisten-Congreß ist sehr bescheiden, selbst zu bescheiden, wenn er nur diese Forderung erhebt. Das ist der Grund, warum es, wenn wir eine solche Gesetzgebung fordern, nöthig ist, hinzuzufügen: eine solche Gesetzgebung auf socialistischem Boden ist wie eine Pflanze in einem Sumpfboden. Wir müssen sagen: das persönliche Eigenthum ist das größte Uebel; ohne seine Zerstörung erlangen wir nicht die ersehnte Heilung. — Wenn man mir einen Platz in einem Ministerium anböte — ich hoffe nicht, und ich fürchte nicht, daß man es thun wird —, so stelle ich eine einzige Bedingung auf, nämlich die: will man das persönliche Eigenthum angreifen? Wenn man mir antwortete: ja, so würde ich zögernd annehmen, aber pflichtgemäß; wenn man mir antwortete: nein, so würde ich sagen: hebe Dich weg von mir, Satanas, Du willst mich verführen!

Man verlangte von Plato, er solle Musterinstitutionen vorschlagen, Gesetze für eine griechische Stadt. Der Philosoph antwortete: „Gern, aber wird es unter uns Eigenthümer geben?" „Ohne Zweifel", antwortete man ihm, „jeder von uns wird sein Feld besitzen und wird es mit Mauern umgeben können". — „Dann habe ich Euch nichts mehr zu sagen; baut Eure Stadt, Andre werden sie dem Erdboden gleich machen und Ihr werdet Euch nicht vertheidigen können". — Diese Antwort des Philosophen sagt Alles. Wenn das persönliche Eigenthum die Grundlage unserer Gesellschaft bleibt, so bleiben Armut, Sklaverei, Elend mit allen ihren Folgen den Arbeitern, und der vierte Stand, der nichts ist und alles werden muß, kann seine Rechte und seinen Platz nicht anders an sich nehmen, als dadurch, daß er die private Form des Eigenthums zerstört, die sich überlebt hat. Jeder Vorschlag für eine internationale Arbeitergesetzgebung wird mit Sympathie empfangen, aber wir antworten immer, sie ist nicht genügend, sie ist nur ein erster Schritt; ceterum censeo — im übrigen meine ich: das Privat-Eigenthum muß zerstört werden.

Wir nehmen die Resolution Bebel's an, aber nur unter diesen beiden Bedingungen: daß zu dem höchstfestgesetzten Arbeitstag ein niedrigstfestgesetzter (Minimal-) Lohn hinzugefügt; und daß in der Begründung erklärt wird, daß die Arbeitergesetzgebung nur eine vorübergehende Maßregel ist, und daß das Loos der Arbeiter sich niemals verbessern kann, wenn man nicht aus dem Rahmen des persönlichen Eigenthums als Grundlage der Gesellschaft heraustritt; und daß unser Ziel ist und bleibt: die Umwandlung des Privat-Eigenthums in gesellschaftliches Eigenthum. (Beifall.)

Bürger Liebknecht erklärt in vollem Einverständniß mit den deutschen Delegirten, daß er nicht in eine Diskussion über die Nützlichkeit des Parlamentarismus eintreten wolle. Wir wissen, sagt er, was wir von dem Parlamentarismus zu halten haben; aber aus unserem Schweigen darf nicht geschlossen werden, daß wir uns in Einklang mit der absoluten Verwerfung desselben befinden, welche Domela Nieuwenhuis soeben ausgesprochen hat. Unsere Stellung zum Parlamentarismus ist auf unseren Congressen scharf definirt worden, und ich verweise einfach auf die bezüglichen Verhandlungen.

Was die Folgen einer Arbeitergesetzgebung betrifft, so ist Redner überzeugt, daß die Verwirklichung der Schutzgesetze, weit entfernt, die Arbeiterbewegung aufzuhalten, sie begünstigen und viel dazu beitragen werde, ihr einen mächtigen Aufschwung zu geben.

(Beifall und Zeichen der Zustimmung seitens der deutschen Delegirten.)

Das Bureau macht dann Mittheilung der für die Verunglückten von St. Etienne und für einen an der „Mauer der Föderirten" (Communarden) niederzulegenden Kranz gesammelten Summen. Es ersucht dann die Delegirten der Weber der verschiedenen Länder, sich nach der Sitzung zum Zweck einer internationalen Verständigung zu versammeln.

Die Sitzung wird um 1 Uhr geschlossen, und soll 1½ Uhr wieder aufgenommen werden. Gemäß dem Beschluß des Congresses wird die Versammlung dann zur Abstimmung über die Resolutionen schreiten.

Nach Beschlußfassung des Congresses lassen wir hier im Abriß die an den Congreß gesandten Berichte folgen, welche aus Mangel an Zeit nicht verlesen werden konnten.

General-Berichte.

Bericht der Société républicaine-socialiste der Elsaß-Lothringer, überreicht von ihrem Abgeordneten, Bürger Jaclard.

Die zur republikanisch-socialistischen Demokratie gehörigen Elsaß-Lothringer haben es für eine ihnen ganz besonders obliegende Pflicht gehalten, Theil zu nehmen an dieser großen socialistischen und internationalen Kundgebung.

Die eigenartige, unserem Lande auferlegte Situation — so sagten sie sich, — der Mißbrauch, welchen man mit den patriotischen Gefühlen getrieben, indem man ihnen bald den Stempel eines groben Chauvinismus aufdrückte, bald sie in den Dienst persönlich-politischer Pläne und ehrgeiziger Charlatane stellte, — zwingt uns ganz besonders diesen Congreß zu besuchen, um den wirklichen Gefühlen Ausdruck zu geben, welche jeden Elsaß-Lothringer in seinem innersten Herzen beseelen müssen.

Bürger! Als Demokraten meinen wir, daß die Freiheit eines Volkes heilig ist wie die des Einzelnen. Indem am 4. September 1870 die Republik von Neuem proklamirt wurde, welche zweimal den Handstreichen der Bonapartes erlegen war, wurde damit zugleich die Solidarität aller Glieder dieser Republik proklamirt. Wir haben gegenseitig die Verpflichtung übernommen, die errungene Freiheit in allen ihren Formen und in allen Theilen des gesellschaftlichen Körpers zu vertheidigen, wo sie etwa gefährdet sein könnte. Diese Freiheit war ein gemeinschaftliches Erbe, das niemand von uns schädigen lassen durfte — die Socialdemokraten noch weniger als alle anderen, in Erwägung, daß sie der republikanischen Idee ihren wirklichen und vollkommenen Ausdruck gegeben haben, indem sie dieselbe als Quelle jeder Emanzipation ansehen, indem sie in ihr alle politischen und sozialen Forderungen zusammenfassen.

Das ist das Geheimniß der ruhmreichen Vertheidigung von 1870; das ist der Grund, warum wir Sozialisten, die wir in unserem Abscheu gegen den Despotismus soweit gingen, die Niederlage der kaiserlichen Armee zu wünschen, als Männer der Vertheidigung bis zum Aeußersten auftraten von dem Tage an, wo das Vaterland die Begriffe Republik und Revolution mit umfaßte und sich mit ihnen deckte.

An diesem Tage fand unser Protest zustimmenden Widerhall bei der Socialdemokratie aller Länder, und zwar zur nämlichen Zeit, wo in Frankreich selbst die Coalition falscher Patrioten sich gegen ihn richtete. Während die Trochu, die Jules Ferry und die Jules Favre uns ins Gefängniß warfen, weil wir den Verrath Bazaine's rächen wollten, fanden sich in Berlin Männer, welche den Muth besaßen, den siegreichen Armeen zuzurufen: „Nicht weiter!", welche Bismarck, der neue Credite forderte, nachdrücklichst antworteten: „Wir verweigern Ihnen unsere Zustimmung! Die Deutschen und die Franzosen sind Brüder und wir wollen nicht die Mitschuldigen eines brudermörderischen Krieges sein." Diese tapferen Männer sitzen heute mit uns in diesem Congreß! Wir begrüßen sie als Freunde und Brüder ebenso dankbar und herzlich, wie wir die Verräther, welche das Vaterland wehrlos auslieferten, mit unauslöschlichem Groll verfolgen.

Als das ganze Unheil über uns hereingebrochen war, da war es Elsaß-Lothringen, welches für Alle die Zeche bezahlen mußte. Man hat es behandelt, wie man in barbarischen Zeiten eroberte Länder behandelte.

Gegen diese Rechtsverletzung können wir nicht lebhaft genug protestiren.

Wir sind die Männer der Revanche, die uns von Gerechtigkeitswegen geschuldet wird. Aber wie sollen wir unsere Revanche nehmen? Wie sollen wir sie erlangen?

Würdet Ihr Socialdemokraten es auf Euch zu nehmen wagen, zwei große Nationen, Deutschland und Frankreich, welche beide ruhmreich beigetragen haben zu den Werken der Civilisation und es in noch höherem Grade künftig thun werden, gegen einander zu hetzen und in einen Vernichtungskrieg zu treiben, der verhängnißvoll sein würde für beide und für die ganze Menschheit? Was auch der Ausgang wäre, es wäre jedenfalls eine Niederlage der socialen Emanzipation, ein Rückfall in die Barbarei.

Wir werden uns dazu nicht hergeben, wir wünschen, daß dieser Krieg nie stattfinde. Unsere Revanche soll nicht die Völker ausrotten und die Tyrannei befestigen, — unsere Revanche besteht im Fortschreiten der republikanischen und socialistischen Ideen, die von Frankreich aus über die Grenzen hinausstrahlen und den Völkern zeigen, daß wir nicht Feinde sondern Brüder sind, daß wir dieselben Triebe, dieselben Bedürfnisse haben, daß wir denselben Bestrebungen huldigen, und daß wir in gleicher Weise dieselben Hindernisse besiegen, denselben Feind zu bekämpfen haben. Und dieser Feind ist die Unterdrückung in allen ihren politischen und socialen Formen, es ist der brutale Militärdespotismus, es ist das zwar mehr heuchlerisch versteckte, aber nicht minder drückende Joch des Kapitals.

Das Kapital seinerseits kennt kein Vaterland, es ist ebenso rücksichtslos auf deutschem und französischem Boden, wie auf dem von Elsaß-Lothringen. Man hat viel Aufhebens gemacht von den philanthropischen Versuchen der Dolfus, Cöstlin, aber das einzige Resultat, welches dabei herauskam, war weit entfernt davon die Arbeiter zu befreien, sondern hat nur die Kette enger geschnürt und die Verknechtung vollkommen gemacht. Die Gemeinsamkeit der Interessen und der Gefahren, welche die gesammte Demokratie zusammenhält und einigt, und sie dazu treibt, ihre Anstrengungen zu vereinigen, Ihr verkündigt sie in diesem Congreß; und wir Socialisten von Elsaß Lothringen begrüßen sie mit Freuden. Mit Euch übereinstimmend wünschen wir den Frieden, der allein den demokratischen und socialistischen Ideen erlaubt, Wurzeln zu fassen und zu wachsen; gerade so wie Ihr wollen wir uns nicht gegenseitig die Hälse brechen, wozu politische Charlatane uns treiben möchten, sondern wir wollen uns vereinigen, uns in Gruppen organisiren, um gemeinschaftlich an der allgemeinen Befreiung, an der politischen und ökonomischen Emanzipation der großen Familie aller Proletarier zu arbeiten! Wir sagen den Franzosen und den Deutschen, wie den Belgiern, den Schweizern u. s. w.: vor der socialistischen Idee verschwinden die Vielheit und die Unterschiede der Völker. Für uns gibt es nur ein Volk: das Volk der Arbeiter, das sich sammelt unter dem Banner, welches in diesem Saale prangt und das besser als alle anderen Banner die Runde um die Welt machen wird, und zwar nicht um hinter sich Gemetzel und Wuth schnaubenden Haß einherzuführen, sondern um den fruchtbringenden Samen der allgemeinen Emancipation zu verbreiten, um überall die gemeinsame Kette der Sclaverei und des Elends zu brechen.

Diese Kette verdankt ihre Dauerhaftigkeit dem Kriege, wir aber wollen den Frieden; — sie verdankt ihre Festigkeit einer Armee von Soldaten im Solde der Herrschenden und Kapitalisten. Kein stehendes Heer mehr! Aber allgemeine Volksbewaffnung! Das ist das einzige Mittel den Krieg zu unterdrücken, den Triumph der politischen und socialen Freiheit zu sichern und dadurch die Herrschaft der Brüderlichkeit unter den Menschen herzustellen.

Bericht des Bürgers Uhle über die Lage der Arbeiter in Buenos-Aires (Republik Argentinien), eingesandt im Namen der deutschen Socialisten der genannten Stadt und gut geheißen vom Verein deutscher Socialisten: „Vorwärts“.

Mit herzlicher Freude begrüßen die deutschen Socialisten der Republik Argentinien den Socialistencongreß der Arbeiter zweier Welten, der

soeben zur hundertjährigen Feier der denkwürdigen Erstürmung der Bastille eröffnet werden soll. Unglücklicherweise ist es ihnen nicht möglich, einen Delegirten zu senden wegen der großen Entfernung von Paris und der großen Reisespesen. Dennoch legen sie ungemein großen Werth darauf, auf diesem Congreß vertreten zu sein, und unterbreiten ihm einen kurzgefaßten Bericht über die Lage der Arbeiter in Buenos-Aires.

Die Arbeiterbewegung ist hier noch im Werden begriffen. Die intellektuelle Entwicklung der einheimischen Proletarier ist noch so sehr im Rückstand, daß diese noch nicht einmal die Nothwendigkeit einer Vertheidigung ihrer Interessen eingesehen haben.

Die eingewanderten Proletarier rekrutiren sich in ihrer Mehrzahl aus Italienern, Spaniern, Franzosen und nur in ihrer Minderzahl aus Schweizern, Oesterreichern, Deutschen und Nordeuropäern im Allgemeinen. Die Sprachverschiedenheit ist ein großes Hinderniß für eine allgemeine Verständigung. Und dann kommen viele hierher mit der fixen Idee, in kurzer Zeit ein großes Vermögen zu erwerben und hierauf wieder in ihr Vaterland heimzukehren. Von dieser Sorte Menschen haben wir eine ganze Masse, die einerseits sich weder um die sociale Frage kümmern, noch um irgend eine andere, und nur ihr Augenmerk der „Jagd nach dem Dollar" widmen — und da heißt es: Wie gewonnen, so zerronnen, — und die andererseits ein im Elend schmachtendes Proletariat bilden.

Außer dem Lohnsystem ist als Grund der Arbeiterausbeutung zu nennen die verwahrloste und unredliche Verwaltung dieses von Natur so reichen Landes. Dank der elenden Verwaltung hat die Republik Argentinien alle pflügbaren Ländereien an Privatleute verschenkt, welche in einer schamlosen Weise damit spekuliren und Wucher treiben und die Einwanderer zu Tributpflichtigen auf Lebenszeit machen. Dank dieser Verwaltung hat die Republik Argentinien auch noch eine Staatsschuld von 900 Millionen Pesos (1 Peso = 5 Frans = 4 Mk); zur Verzinsung dieser Schuld gehen jährlich mehr als 60 Millionen Pesos ins Ausland. Die Staatseinnahmen werden zu neun Zehnteln durch indirekte Steuern aufgebracht, welche hauptsächlich auf Lebensmitteln liegen und dieselben in einer Weise vertheuern, daß die Lage der Arbeiter unerträglich ist, namentlich wenn sie zahlreiche Familie haben.

Papiergeld ist das gesetzliche Zahlungsmittel. Laut Bericht des Präsidenten in seiner Denkschrift an den Congreß sind bei einer Bevölkerung von 3 1/2 Millionen mehr als 151 Millionen Pesos (755 Millionen Frcs.) Banknoten im Umlauf, die nur zu 8% mit Gold gedeckt werden können. Dieses scandalöse Mißverhältniß, welches von Tag zu Tag schlimmer wird, schuf ein Gold-Agio von 60%, so daß also 160 Pesos in Papier nur 100 Pesos in Gold werth sind. Dieser Umstand verschlimmert natürlich ganz erheblich die Lage der Arbeiter, die ausschließlich mit Papiergeld bezahlt werden, während der Preis aller ihrer Bedarfsartikel nach dem Gold-Agio berechnet wird. Die hohen Löhne sind also bloßer Schein.

Der Tagelohn eines Arbeiters schwankt zwischen 1, 2, 2 1/2 und 3 Pesos; nur in einigen ganz ausnahmsweise günstigen Industriebetrieben übersteigen die Löhne diesen Satz.

Die Wohnungs- und Miethsverhältnisse bilden einen anderen Krebsschaden, der am Mark des Arbeiters zehrt. Die Miethe für ein einzelnes Zimmer beträgt im Durchschnitt 20 Pesos monatlich und Dank der Spekulation mit Grund und Boden ist sie in stetem Steigen begriffen. Die Kammern sind ferner zum größten Theil ohne Fenster, mit Steinfließen gepflastert, feucht und sehr ungesund.

Das kapitalistische Raubsystem hat es glücklich dahin gebracht, dieses von der Natur so begünstigte Land zu einer Hölle für die Arbeiter und zu einem Paradies für die Ausbeuter zu machen. Kinder zu haben ist so zu sagen verboten, im Hinblick auf die Thatsache, daß vielköpfige Arbeiterfamilien nur sehr schwer und bei erheblich erhöhter Miethe Wohnung finden.

Die Schulen entsprechen trotz ihrem glänzenden Aeußeren keineswegs den Anforderungen, die man an gute Schulen billigerweise stellen kann. Die Kinder laufen hier Gefahr, intellektuell verwahrlost zu werden, man muß also Familien mit unterrichtsbedürftigen Kindern von der Einwanderung nach der Republik Argentinien ernstlich abrathen. Die Kinder der Proletarier sind vom zartesten Jugendalter an gezwungen, sich ihr Brot selbst zu verdienen. Es gibt keine Arbeiterschutzgesetze zur Beschränkung der Frauen- und Kinderarbeit in den Werkstätten. Im Gegentheil, der Staat begünstigt geradezu mit Steuerbefreiungen, mit Interessenschutz und mit Ueberlassung von Grund und Boden solche Unternehmer, welche Etablissements gründen mit dem ausgesprochenen Zweck, die Frauen- und Kinderarbeit auszubeuten.

Die Rechtspflege ist kläglich; die Gönnerschaft allein diktirt die Urtheilssprüche. Strengt der Arbeiter gegen seinen Patron (Arbeitgeber) Prozeß an wegen zurückbehaltenen Lohnes, so kann er lange Jahre mit großen Kosten prozessiren ohne sein Recht zu erlangen.

Diese traurige sociale Lage, welche sich fortwährend verschlechtert, hat Ende vorigen und Anfangs dieses Jahres mehrere Arbeitseinstellungen veranlaßt, und zwar bei den Arbeitern der Eisenbahnwerkstätten. Während dieser Streiks hat die Polizei in brutaler Weise Partei genommen für die Arbeitgeber. Das Vereinigungsrecht ward für die Arbeiter unterdrückt, Streikende wurden ins Gefängniß geworfen. Einige Monate später wurden 144 Schneider verhaftet, die ruhig eine Sitzung abhielten, und zwar auf Denunziation ihrer Patrone. Ihr Verbrechen bestand darin, daß sie sich über eine Lohnerhöhung von 25% berathen hatten. Die kapitalistische Presse forderte im Anfang dieses Jahres ein Gesetz gegen die Socialisten, die man für die Streikes verantwortlich machte, während in Wahrheit das Elend und die Noth die Streikenden zu einem hoffnungslosen Kampf trieb, welche sich dem Socialismus gegenüber zum größten Theil ganz indifferent verhielten.

Der Einfluß der Socialisten ist in der That noch sehr gering. Das Kleingewerbe wiegt vor und es fehlt an Industrieen, welche die Arbeiter zu Tausenden an die Arbeitsplätze oder in die Fabriken führen.

Nur hier und da gibt es einige Fachvereine und Korporationen; die Zahl ihrer Mitglieder ist verschwindend klein und sie können kaum leben. Man kann nur einen internationalen Verein (cercle international) nennen, der hauptsächlich Italiener, Spanier und Franzosen umschließt, welche sich wöchentlich einmal versammeln. Sie bekennen sich zu anarchistischen Tendenzen und das aufgebrachte Geld wird nach Europa geschickt zur Unterstützung der dortigen Propaganda.

Der wiederholt von Italienern gemachte Versuch, ein Arbeiterblatt in italienischer Sprache zu gründen, ist stets an der Theilnahmlosigkeit der Masse gescheitert.

Schon seit 9 Jahren haben sich die deutschen Socialisten von Buenos-Aires zu einem Verein „Vorwärts“ zusammengethan, welcher von 13 Mitgliedern gegründet wurde und jetzt deren über 150 zählt. Der Verein besitzt ein eigenes Vereinslokal mit einem Saal, einer Theaterbühne und einer Bibliothek von mehreren Hundert Bänden, und die Mehrzahl dieser Bücher sind socialistische Schriften und wissenschaftliche Werke. Die Grundlage des Vereins ist das Programm der deutschen Socialdemokraten. Er hat eine Agentur für Verkauf und Verbreitung socialistischer Litteratur; er sammelt Geld, das er nach Deutschland schickt, um die Wahlen und die verfolgten und gemaßregelten Genossen zu unterstützen. An den Vereinsabenden werden Diskussionen über sociale Themata veranstaltet. Daneben wird der Gesang gepflegt und die deutschen Arbeiter von Buenos-Aires besuchen die vom Verein veranstalteten Feste gern. Die Mitglieder des Vereins haben die Anregung gegeben und Hand ans Werk gelegt zur Gründung eines deutschen Arbeiterblattes „Vorwärts“, welches vom

Berichterstatter herausgegeben wird. Vor 3 Jahren wurde das Blatt gegründet; es fing mit 150 Abonnenten und in kleinem Format an zu erscheinen, mußte dreimal vergrößert werden und hat jetzt eine Auflage von 600 Exemplaren. Unter großen Schwierigkeiten hält sich das Blatt, dank der Beihilfe der treuergebenen Genossen.

Wir haben die sociale Lage in Buenos-Aires geschildert; in der Provinz sind die Verhältnisse ähnlich, und, weit entfernt auf dem Lande besser zu sein, müssen sie dort sogar als noch schlimmer bezeichnet werden.

Die deutschen Socialisten der La-Plata-Staaten übersenden diesen kurzgefaßten Bericht dem Congreß und versichern demselben, daß sie seine Verhandlungen mit dem lebhaftesten Interesse verfolgen und daß sie nach Kräften für die Verbreitung der socialistischen Ideen arbeiten, um die Ankunft des Tages zu beschleunigen, an welchem die Bastille des Kapitals geschleift sein wird, und Freiheit, Gleichheit und Brüderlichkeit triumphiren werden. Es lebe die Verbrüderung der Arbeiter aller Länder!

Socialdemokratischen Gruß.

Spezial-Berichte.

Bericht der Weber von Amiens und des Departements der Somme, erstattet von Bürger Lefebvre:

Die große Corporation der Weber von Amiens und des Somme-Departements hat es für nothwendig erachtet, auf dem internationalen Congreß vertreten zu sein, um daselbst die unerträgliche Lage zu schildern, in der sie selbst wie die große Masse des werkthätigen Volkes sich durch Verschulden derer befinden, die stets in Ueberfluß und Müssiggang gelebt haben.

Zur Zeit der Hundertjahresfeier der Revolution von 1789 muß erklärt werden, daß für die Arbeiter nichts gethan worden ist. Nur Leute, welche die täglichen Leiden und Entbehrungen der Proletarier nicht kennen, können das Gegentheil behaupten. Diese Leute haben nie erfahren, daß wir Weber insbesondere im Elend schmachten, ohne auch nur zu wagen, Klage zu führen.

In mehr oder minder ungesunde Arbeitsräume alltäglich 12—14 Stunden eingepfercht, erhalten wir einen Lohn, der kaum hinreicht, die Hälfte unserer allernöthigsten Bedürfnisse zu bestreiten. Dagegen nimmt der sog. Nationalreichthum tagtäglich durch neue Fortschritte der Technik u. s. w. in unerhörten Proportionen zu. Aber diese Fortschritte kommen nicht der Masse der Arbeiter zu Gute; die Reichthümer, welche die Arbeiter schaffen, gereichen nur der kapitalistischen Minorität zum Vortheil. Dieser Stand der Dinge kann nicht so fortdauern. Hätten unsere leitenden Personen die Lage der Verhältnisse und ihre Pflicht begriffen, so hätten sie damit angefangen, den Arbeitstag zu verkürzen. Die lange Arbeitsdauer beeinträchtigt die Gesundheit der Arbeiter ganz ungemein, namentlich wenn die armen Lohnsclaven von früh 6 Uhr bis abends 7 oder 8 Uhr eingesperrt sind. Wenn ein Gesetz über die Arbeitszeit, wie ein solches schon lange von den Proletariern gefordert wurde, den Arbeitstag nach Maßgabe der Consumtion beschränkte, so würden auch die Arbeiter von diesen der Wissenschaft zu verdankenden Fortschritten Vortheil haben. Wenn es ein Gesetz über Verminderung der Arbeitsstunden für Frauen und Kinder — und diese letzteren werden zur Arbeit gezwungen, ehe sie noch die Kraft dazu haben! — gäbe, so herrschte weniger Elend unter der Arbeiterklasse. Die Löhne wären dann auch höher und sie würden uns gestatten, nach Maßgabe unserer Bedürfnisse mehr zu verzehren; es gäbe keine Arbeitsstockungen, die Waaren stauten sich nicht in den Magazinen an, daß sie verfaulen, während wir Arbeiter an allem Mangel leiden.

Aber diejenigen, welche uns leiden lassen, haben kein solches Gesetz gemacht!

In der Stadt Amiens und in verschiedenen Industrien sind eine große Zahl Männer ohne Arbeit, während an ihren Platz Frauen getreten sind, die sich mit ihrer Wirthschaft beschäftigen sollten. Unsere Herren ziehen von diesem Umstand Vortheil, indem sie unsere Löhne noch weiter herabsetzen, in Anbetracht dessen, daß diese schwachen Geschöpfe sich gezwungener Weise mit einem noch geringeren Lohne begnügen als die Männer.

Alle Leiden, alle Ungerechtigkeiten werden den Arbeitern zu Theil, und trotzdem haben diese immer gearbeitet und ihren Schweiß und ihre Kraft dahingegeben, um diejenigen zu bereichern, welche sie in's äußerste Elend bringen. Unsere von uns selbst gewählten Vertreter haben niemals etwas für uns gethan, im Gegentheil, sie zermalmen uns mit ihrer Macht, wenn wir unser Recht auf's Dasein fordern. Diejenigen, welche wir uns zu Herren gesetzt haben, sind aller Menschlichkeit baar, denn es gäbe sonst nicht so viele Unglückliche in einem Lande wie Frankreich, welches doppelt soviel Güter hervorbringt, als nöthig sind, um für Alle zu genügen.

Wir sind die Opfer hundertjähriger Ungerechtigkeiten seitens unserer Machthaber, wir werden ausgebeutet zu ihren Gunsten, bedroht durch Gesetze, die eigens gegen uns gemacht sind, und so kann einzig die Vereinigung dieser traurigen Lage abhelfen, welche die Folge des Elends und der gesellschaftlichen Ungleichheiten ist.

Vereinigen wir uns, wir sind die Mehrzahl; vereinigen wir uns, wir sind die Kraft. Die Stunde naht, wo wir eine socialdemokratische Republik gründen, welche allen Bürgern eine bessere Zukunft sichert, indem sie durch ihre Gesetze die Rechte aller ihrer Glieder achtet. Um dahin zu gelangen, laßt uns Vertreter wählen, welche ohne jeden Hintergedanken geradeswegs in den socialen Kampf marschiren, und deren Thätigkeit im Parlament nicht eine Zeitvergeudung mit Kindereien oder mit Fragen des persönlichen Interesses sein wird, sondern der Verbesserung der Lage des Volkes dient. Wir alle kennen in unseren bezüglichen Departements Männer, die unseres Vertrauens würdig sind, Männer, die ihre ganze Kraft daran setzen, die socialdemokratische Republik herbeizuführen, in welcher Humanität, Freiheit und Gerechtigkeit mehr sein werden als leere Worte. Beweisen wir bei den nächsten Wahlen, daß wir zuverlässige Vertreter zu wählen wissen und marschiren wir alle, Hand in Hand und einmüthig, auf dasselbe Ziel los!

Bericht des Bürgers Bouchard, Abgeordneter des ‚Cercle socialiste d'étude et de propagande' (Socialistischer Verein für Studium und Propaganda) von Beauvais.

Der Anfang der socialistischen Bewegung im Oise-Departement datirt von Ende 1889, wo unser Verein des Studiums und der Propaganda gegründet wurde. Um das Selbstbewußtsein der Massen zu wecken, veranstaltet er Vorlesungen, Debatten, Kurse der Socialökonomie für alle organisirten Gewerkschaften und Fachvereine. Um den erzieherischen Theil seiner Aufgabe zu erfüllen, bereitet der Verein private und öffentlich Versammlungen in Beauvais wie in anderen industriellen und landwirthschaftlichen Centren des Departements vor. Seit seinem Bestehen hat er allein oder mit Hilfe der Bürger Guesde, Vaillant u. s. w. über 20 Versammlungen gehabt.

Die Thätigkeit der Gruppen erstreckt sich auf das politische, das ökonomische und das internationale Gebiet.

Wenn ein Konflikt zwischen Arbeitgebern und Lohnarbeitern ausbricht, läßt der Verein durch einen Beauftragten die näheren Umstände des Streites untersuchen und bietet der bedrohten Corporation seinen intellectuellen und moralischen Beistand an, weil er es für die Pflicht eines jeden Socialisten hält, stets im Vordertreffen der Arbeiterschaft zu stehen und die Kämpfe zwischen Arbeit und Kapital für die Propaganda zu ver-

werthen und den arbeitlosen Männern, den darbenden Frauen und Kindern beizuspringen. Wenn der Kampf einmal beschlossen ist, wird er mit aller Energie durchgeführt, mag dabei etwas herausspringen oder nicht — die Soldaten der Proletarierarmee müssen an allen Schlachten theilnehmen.

Auf diese Weise hat der Verein die Beilegung zweier im Entstehen begriffener Streikes erleichtert und 1887 theilgenommen an dem Streike von 1200 Metallarbeitern von Creil-Montalaire, der unglücklicherweise mit einer Niederlage der Arbeiter endete.

Die stete Berührung mit den Arbeitermassen hat dem Verein die große Wichtigkeit der corporativen Organisation klar gemacht, welche eine umfangreichere Propaganda und Aktion ermöglicht und eine gute Vorbereitung des Arbeiter-Soldaten zum Emanzipationskampfe abgibt. Die Gruppenbildung nach Fachvereinen trägt als Keim in ihrem Schooße diejenige Macht, welche in einer nicht allzufernen Zukunft die Regelung der Produktion und der Güter-Vertheilung übernehmen muß.

Der Verein hat also die Bildung folgender Fachvereine in Beauvais befördert:

Fachverein der Spinner und Weber . . . . 160 Mitglieder
Fachverein der Kunstschreiner . . . . 30 "
Fachverein der Bauhandwerker . . . . 120 "
Fachverein der Lederarbeiter . . . . 25 "

Ein Fachverein der Bekleidungsbranche ist im Entstehen begriffen.

In Creil besteht ein Fachverein der Metallarbeiter mit 300 Mitgliedern.

In anderen kleinen Städten des Departements hat der Verein Studien- und Fachgenossen-Gruppen ins Leben gerufen.

Die politische Thätigkeit des Vereins hat sich bis jetzt auf die Stadt Beauvais beschränkt. Bei den Communalwahlen 1888 ward unser Kandidat beim ersten Wahlgang mit 1789 Stimmen gewählt. Seit seiner Ernennung hat der socialistische Abgeordnete durchgeführt:

1. die Einrichtung einer Kommission für Arbeitsangelegenheiten;
2. ein günstiges Votum für Einrichtung eines Gewerbeschiedsgerichts;
3. eine Erhöhung des Beitrags für die Arbeiter der Communalwerkstätten um 1700 Frcs.;
4. einen Credit von 2400 Frcs. für Arbeitslose;
5. einen Credit von 2200 Frcs. für eine Abordnung — von Männern und Frauen — zur Pariser Weltausstellung.

Der Rath hat in Erwägung gezogen die Forderungen für:

1. Gründung von Schulspeiseanstalten;
2. Eröffnung einer Arbeitsbörse.

Die Forderung einer Fleischtaxe und der Wunsch der Einrichtung städtischer Verwaltungsstellen für öffentliche Versorgung mit Nahrungsmitteln zum Einkaufspreis ist mit geringer Mehrheit abgelehnt worden.

Diese Maßregeln werden nicht als Mittel zur Emanzipation betrachtet, da diese ja unmöglich ist, so lange unter dem kapitalistischen System das eherne Lohngesetz seine Rolle spielen wird. Allein sie zerstören doch ökonomische Vorurtheile und bereiten die Einzelnen und die Corporationen vor auf Uebernahme der öffentlichen Dienstleistungen am Tage der Umgestaltung der Verhältnisse.

Die Kommission für Arbeitsangelegenheiten prüft die städtischen Tarifaufstellungen und beabsichtigt einen Stundenlohn für den Unternehmer festzusetzen und den Vorschuß-Preis (prix de deboursé) zu bestimmen, den der Arbeitgeber seinen für die Commune thätigen Arbeitern gewährleisten muß.

Wenn diese Forderung abgelehnt wird, wird der socialistische Abgeordnete beauftragt werden, einen Maximalarbeitstag und ein Lohnminimum für die communalen Arbeitsplätze zu beantragen.

Auf politischem Gebiet verwirft der socialistische Verein von Beauvais jeden Compromiß, doch bedeutet das keineswegs Enthaltungspolitik. Die Socialisten behalten immer ihren Posten bei der Avantgarde der republikanischen Reserve, weil hier unter dem kapitalistischen Regime das den socialistischen Zwecken am wenigsten ungünstige Terrain ist. Ebenso verhält es sich mit dem allgemeinen Stimmrecht, welches nicht das Allheilmittel, aber ein Mittel der Propaganda und der Agitation ist.

Seine politische Thätigkeit hat den Verein mehrfach dazu geführt, sich mit Fragen zu beschäftigen, die auf der Tagesordnung des Congresses stehen, namentlich mit denen, die sich auf die internationale Arbeitergesetzgebung beziehen.

Es ist ein schlagender Beweis für die Stärke des Socialismus und den Druck der wirthschaftlichen Kräfte, daß die Regierungen — natürlich in ihrer Weise! — sich vorgenommen haben, auf der Conferenz zu Bern die Frage einer internationalen Arbeitergesetzgebung zu studiren.

Obgleich die endgiltige Befreiung der Arbeiterklasse nur durch Unterdrückung der Ueberarbeit ermöglicht werden kann, da dies die Erzeugung des Mehrwerthes unmöglich macht, — und sie wird das gemeinsame Werk der ganzen socialistischen Welt sein! — stellt das zielbewußte Proletariat unmittelbare Forderungen, welche seit Begründung der Internationalen Arbeiter-Association schon formulirt sind: so die Herabsetzung des Arbeitstages auf 8 Stunden für Männer und Frauen, auf 6 Stunden für jugendliche Arbeiter von 14—18 Jahren. Als nothwendige Ergänzung bringt diese Maßregel die Festsetzung eines Lohnminimums mit sich, welches den Arbeiter in Stand setzt zu leben und seine Familie zu erhalten und zu erziehen.

Die Herabsetzung der Arbeitsstunden bedeutet für die Arbeiter eine Erhöhung ihres physischen, geistigen und moralischen Gesundheitsstandes, sie wird ihnen Zeit zu Studien und für das Werk der Organisation geben, sie wird dazu beitragen sie zielbewußt und fähig zu machen, ihre geschichtliche Mission zu erfüllen. Sie ist also gewissermaßen eine Vorbereitung für die endgiltige Befreiung des Proletariats, sie wird es ermöglichen, daß tüchtige, entschlossene und über die Endziele ganz aufgeklärte Arbeiterbataillone formirt werden, denn die Revolutionen fliegen uns nicht wie die gebratenen Tauben in den Mund.

Der Niederdrückung der Arbeiter durch die Bourgeoisie muß endlich Halt geboten werden, und verstummen muß endlich jener Ausruf der Verzweiflung und der ohnmächtigen Schwäche: „Es muß noch viel schlimmer werden, ehe es besser wird!" Damit erklärt man nur die Schrecken des kapitalistischen Regimes für gerechtfertigt. Es gibt keine thörichtere Anschauung als diese, welche von einigen Genossen verfochten wird, und nach der ja gerade die schwächsten Wesen am geeignetsten wären zu revoltiren.

Verkürzung der Arbeitszeit, Erhöhung der Löhne, wachsender Wohlstand der Arbeiter bedeutet so viel wie die schnellere Herbeiführung der Revolution. Die Kämpfer, Denker und Organisatoren der Arbeiterpartei rekrutiren sich im allgemeinen aus der Schaar der weniger geknechteten besser bezahlten Arbeiter.

Die Verkürzung der Arbeitszeit ist sehr wohl möglich ohne die nationale Industrie zu schädigen: unsere Genossen in England haben den 9stündigen Arbeitstag, die amerikanischen Arbeiter, welche auf den Staatswerkplätzen beschäftigt sind, arbeiten 8 Stunden, oder 48 Stunden wöchentlich. Bei dieser Stundenzahl wollen wir es bei unserer Verkürzungsforderungen zur Zeit bewenden lassen, nur für die jugendlichen Arbeiter beider Geschlechter sei die Grenze 36 Stunden.

Physiologische und sociale Gründe bestimmen uns — mit dem Vorbehalt der Ausnahme gegenüber technischer Unmöglichkeit und unter Einführung eines Compensationssystems — gänzliche Unterdrückung der Nachtarbeit, Beseitigung der Arbeit an Sonn- und Feiertagen zu fordern. Die

Leistungsfähigkeit der Arbeitskraft wird durch diese Maßnahme keine Verringerung erfahren. Ausgeruhte Muskelkraft leistet mehr als übermüdete, achtstündige Arbeit wird ebenso leistungsfähig sein wie 10- oder 12stündige, wie z. B. Thomas Brassey zugibt, der ganze Armeen von Erdarbeitern in's Feld führte, um in Frankreich, Oesterreich, Canada, Indien Eisenbahnen zu bauen.

Die Verkürzung der Arbeitszeit wird die Produktion in gewissen Industrien verringern, sie wird also gestatten, auch die Armeen der Arbeitslosen zu vermindern. Damit aber die Verkürzung der Arbeitszeit in Bezug auf Verbesserung der Lage der Arbeit nicht auf eine Prellerei hinausläuft, muß in jedem Ort alljährlich ein Minimallohn festgesetzt werden und zwar durch Arbeiterkommissionen und auf Grund der Preise der nothwendigen Lebensbedürfnisse. Der Arbeiter wird dann soviel erhalten als er kostet, aber noch lange nicht so viel als er produzirt. Die Festsetzung eines Minimallohnes widerspricht durchaus nicht, wie einige behaupten, den Gesetzen des Waarenaustausches.

Um den Preis der Produkte zu bestimmen, berechnet der Kapitalist ehr richtig und genau die schwankenden Preise der Rohstoffe und der nöthigen Arbeitsmittel, warum soll er bei seiner Berechnung nicht auch den Arbeitslohn und die Personen der Arbeiter in gleicher Weise mit in Betracht ziehen? Die Waare Arbeitskraft muß ebenso wie jede andere Waare ihrem Preise nach bestimmt werden können. Unbegründet ist der Einwand, daß der Arbeiter als Käufer, als Consument, die Vermehrung seines Lohnes als Produzent verlieren werde. Die Lohnerhöhung steigert allerdings den Preis aller produzirten Waaren, da aber diese Waaren nur zum Theil vom Proletariat, zum andern Theil von der Bourgeoisie verzehrt werden, so wird ersteres nur zu einem Bruchtheil die gesteigerten Preise bezahlen, sagen wir beispielsweise zur Hälfte. Wenn das ganze Proletariat als Verkäufer von Arbeitskraft eine Zulage von 50 Millionen Frcs. täglich erhält und als Consument, als Waarenverkäufer bei gesteigerten Preisen 25 Millionen Frcs. mehr ausgibt so bleibt im Ganzen immer noch eine Verbesserung um 25 Millionen Frcs.

Ferner ist es nicht wahr, daß Lohnerhöhungen den Ruin der nationalen Industrie herbeiführen werden. Man sieht allerwärts, daß das Kapital cosmopolitisch ist, und sich, um Mehrwerth in höherem Maaße zu erzielen, sehr wenig um das Vaterland und seine Interessen scheert. Seine patriotischen Gegenvorstellungen sind einfach diktirt von seinem Egoismus. Außerdem beherrschen die Industrieländer mit hohen Arbeitslöhnen den Weltmarkt: England, die Vereinigten Staaten. Ferner gibt es auch keine nationalen Lohnsätze, sondern in jedem Land verschiedenartige, je nach den Durchschnitten . . . . .

Wenn man weiter die Erwägung prüft, nach welcher niedrige Löhne für nothwendig erklärt werden, um die nationale Industrie in den Stand zu setzen, die Concurrenz des Auslandes auf dem Weltmarkt auszuhalten, so stellt sich heraus, daß diese Tendenz gerade für den Arbeiter den Begriff des Vaterlandes zerstört. Die Hauptwaffe im Concurrenzkampfe ist billige Produktion und Verkauf zu billigen Preisen, ja zu niedrigsten Preisen; und diese hat wieder Verfälschung der Rohstoffe, Verschlechterung der Waaren, Verringerung des Werthes der menschlichen Arbeit, die sich im Produkte kristallisirt, zur Folge. Diese Reduktion wird erzielt entweder vermittelst ausgedehnterer Verwendung mechanischer Kräfte, oder durch Ausnützung immer schlechter und schlechter bezahlter Arbeiter. Die unerläßliche Bedingung für die Fähigkeit der nationalen Industrie, die ausländische Concurrenz zu schlagen, ist also eine stete Vermehrung des Elendes der Proletarier: Vermehrung der Arbeitslosen, Verdrängung der Männer durch die Frauen, der Frauen durch die Kinder, niedrige Löhne. Die zarte Aufmerksamkeit der Bourgeoisie für die nationale Industrie macht für die Proletarier das Land, welches ihr Vaterland ist, zu einem Land

des Elends. Es ist ihnen ein Thal der Thränen und Entbehrungen, welches am Fuße der goldenen Hügel liegt, die das Vaterland des Kapitals sind. Die Bourgeois-Produktion zerstört durch ihr eignes Lebensgesetz jedes Vaterland und läßt nur die Welt des Kapitals und die Welt der Arbeit bestehen — ohne Unterschied der Nation. Wenn unsere Patrioten das Vaterland wahrhaft liebten, müßten sie ihr Augenmerk auf das Wohlbefinden aller seiner Kinder richten: davon ist aber gar nicht die Rede.

Uebrigens verliert diese „patriotische" Gegenvorstellung ihre letzte Stütze, wenn — wie dies der Fall ist — unsre Forderung von den Arbeitern zweier Welten formulirt wird.

Wir fordern außer der Bestimmung der Arbeitsstunden und eines gewährleisteten Lohnsatzes, daß die Arbeitsräume (Fabriken, Bergwerke, Contore, Arbeitsplätze, Werkstätten) den Gesetzen der Hygieine entsprechend eingerichtet und mit allen Schutzvorrichtungen für Leben und Gesundheit der Arbeiter ausgestattet sind.

Um alle diese vorbereitenden und Uebergangs-Maßnahmen durchzusetzen, dürfen die Proletarier nur auf sich selbst rechnen, obgleich es sich zuweilen zuträgt, daß die inneren, häuslichen Zwiste der Kapitalistenwelt unserer Sache Vorschub leisten.

Das erste Gebot der Nothwendigkeit fordert, daß man den Arbeitermassen die Tragweite dieser Forderungen klar macht, so daß sie dieselben begreifen. Ein einfach verständliches, energisches, kurzgefaßtes Manifest, welches der Congreß von einer Commission redigiren lassen müßte und in alle Länder entsendete, würde diese Arbeit bedeutend fördern. Die Commission würde ein Gutachten abzugeben haben über die zur Veröffentlichung und Verbreitung des Manifestes nöthigen materiellen Mittel. Alle Vertreter der Partei hätten dann in kurzer Frist bei den Bureaus ihrer bezüglichen Volksvertretungen Vorschläge im Sinne der nothwendig erachteten Reformen einzubringen. Alle Redner (Agitatoren) der Arbeiterparteien müßten einen Feldzug von Versammlungen veranstalten, die sich mit dem Gegenstand beschäftigten. Die Gewerkschaften und Fachvereine müßten sich zu gemeinsamem Handeln verständigen, und wenn diese Arbeit gethan ist, würde höchst wahrscheinlich eine allgemeine Aufforderung, die am nämlichen Tag und von allen Punkten der Welt den Gebietern der bürgerlichen Welt zuginge, von großer Tragweite und Wirksamkeit sein.

Um diese Agitation zu centralisiren und die Arbeiterwelt genau zu orientiren, macht sich die Gründung eines im Dienst dieser Bewegung stehenden Organs nöthig, welches von bekannten Vorkämpfern unserer Sache zu redigiren wäre, und wir sind überzeugt, daß der Congreß die Frage studiren und über dieselbe Beschuß fassen wird.

Die Zeit drängt: überall sehen wir die Zeichen jener Zersetzung, die jeder Neubildung und Umgestaltung vorangeht. Die jetzt in voller Kraft und in vollem Ansehen stehende Militärherrschaft wird den Zusammenbruch und den Bankrott der kapitalinischen Welt beschleunigen. Das stehende Heer, diese Schule der Knechtschaft und Unterdrückung des Geistes, ist das letzte Bollwerk der Bourgeois-Herrschaft, die Waffe, deren sich das Kapital bedient, um die Arbeiter niederzuhalten, die politische Freiheit zu zerstören. Wir verlangen deshalb Abschaffung der stehenden Heere und an deren Stelle die direkte Volksbewaffnung.

Das Heer wird dann einfach eine Schule sein, welche jeder Wehrfähige im Zeitraum einiger Monate durchmacht, um seine Ausbildung im Waffenhandwerk zu vervollständigen. Die Jugend würde durch Leibesübungen, Uebungen im Handhaben der Waffen, im Marschiren, durch topographische Studien u. s. w. für diese Schule vorbereitet werden. Beim Austritt aus dieser Schule würden die zu lokalen Reserve-Cadres organisirten Mannschaften eine leicht mobil zu machende Streitkraft bilden, die ebenso schwer für Eroberungs- und Angriffskriege zu verwenden als unbesiegbar

im Vertheidigungskampf sein würde. Dem Proletariat die Waffen in die Hand geben, heißt der Ausbeutung die Macht nehmen, ihr die Spitze abbrechen, es ist der Todesstreich für die internationale Kriegführung: es ist die Friedensbürgschaft für alle Völker, die Bürgschaft für die sociale Emanzipation.

Die gewaltige Entwicklung der Streitkräfte für den Krieg und die damit zusammenhängenden finanziellen Lasten nöthigen sogar die Bourgeoisie zu einem Vorgehen in der Richtungslinie unserer Forderungen. Die Vermehrung des Effektivbestandes und die Verkürzung der aktiven Dienstzeit arbeiten der organisirten Volksbewaffnung vor.

Alle socialistischen Parteien sind einig darin, daß sie die Abschaffung der stehenden Heere fordern und diese durch allgemeine Volksbewaffnung ersetzt wissen wollen. Aber welche Garantie bieten die Arbeiterparteien derjenigen Nation, welche den Anfang machen wird mit der revolutionären Bewegung, für ein solidarisches internationales Vorgehen? Nach unserem Ermessen wird es — in Hinsicht auf die Entwicklung der socialistischen Idee und auf die Entwicklung der Organisation, die sich in der Socialdemokratie darstellt, und im Hinblick auf die mit rapider Schnelligkeit sich vollziehende Entwicklung der wirthschaftlichen Verhältnisse — Deutschland sein, welches den revolutionären Reigen eröffnen wird. Welche Garantie bietet der internationale Socialismus dem socialistischen Deutschland? An dem Tage, wo es sich erheben wird, wird es die Coalition des Kapitals von ganz Europa sich gegenüberstehn sehen, eine wahre Tripelallianz: die Allianz der Interessen. Aber am nämlichen Tage wird es auch — das ist unsere Hoffnung! — die Proletarier zweier Welten sich erheben sehen, um die erhabene Bewegung ihrer deutschen Brüder zu unterstützen!

Als Unterpfand für diese Coalition der Gleichheit ist es nöthig, jetzt und hinfort der Allianz der Kaiser und Könige den unlösbaren Bund der Arbeiter entgegenzusetzen. Möge der Congreß der deutschen Arbeiterschaft diese Garantie geben, möge er die Ausbreitung dieser Idee der Allianz der Völker, welche den Angelpunkt der internationalen Politik des Socialismus bildet, unterstützen. Die Bourgeois-Politiker haben lange genug Haß zwischen den Nationen gesäet; proklamiren wir auf diesem Congreß mit lauter Stimme die allgemeine Solidarität der Proletarierinteressen, und knüpfen wir überall und unter allen Umständen die internationalen Bande, welche die Völker mit einander verbinden, immer fester. Dann, aber auch dann nur werden die Arbeiter aufhören, ein Spielzeug in den Händen ihrer schlimmsten Feinde zu sein, und sie werden sich zu Herren ihrer Geschicke machen.

Bericht der Syndikats-Kammer der Grubenarbeiter von St. Floride (Haute Loire) erstattet von dem Bürger Rouget.

Das Syndikat der Bergleute von St. Floride benutzt die Gelegenheit, dem internationalen Congreß seine Wünsche vorzutragen angesichts der Satten des Kapitals, welche vor den Augen der Verhungerten alle Reichthümer ausbreiten, die sie zum Schaden der Arbeiter zusammengerafft haben.

Unser theures Frankreich hat große Hilfsquellen, aber auch große Nothstände. Es ist ein trauriger Unterschied zwischen Denen, die alles produziren und nichts haben, und Denen, die nichts produziren und alles haben. Unsere Syndikatkammer der Grubenarbeiter, welche an den Grenzen der Auvergne in einem Thalkessel wohnen, gehört halb dem Departement Puy de Dôme, halb dem der Haute Loire an. Dort, wie anderwärts ist es das System des Kapitals, das die Arbeit untergräbt. Das geht auf folgende Art vor sich: Es sind zwei Jahre, daß der Allmächtige von Creusot, welcher sich Schneider nennt, 2 Conzessionen hatte, diejenige von Cambelle und die von Bourghors, welche er mit den Minen von Grosménil vereinigen wollte. Indeß

die Munizipalitätsbehörden und die Einwohner der Orte verhinderten diese Fusionsbestrebungen, da sie erkannt hatten, daß sobald es nur **einen** Herrn geben würde, die Tyrannei nur noch größer und unerträglicher werden würde. Aber Schneider hielt sich nicht für geschlagen: „Ach, ihr wollt einen Willen haben, käufliche Sklaven, ihr wollt keine Fusion? Nun gut, ich, der Eigenthümer, stelle meine Minen still! Ihr habt petitioniren wollen, um die Fusion (Vereinigung) zu verhindern, ich werde Euch zwingen, zu petitioniren um dieselbe zu erlangen!" Man hat in der That begonnen in diesem Sinne zu manövriren.

Im verflossenen Jahre wurde Cambelle zum Stillstand gebracht, und am 22. Juni dieses Jahres wurde auch Bouxhors außer Betrieb gesetzt. In einem Jahre wurden 600 Arbeiter in das schwärzeste Elend gestürzt und die ganze Gegend zu Grunde gerichtet. Bei der Versammlung fand sich eine Majorität, die servil genug war, diese unbezeichenbare Handlung zu billigen. Aber es grollt dumpfer Schmerz in der Brust der Arbeiter, und wer kann vorhersehen was sich am Tage des großen Kampfes ereignen wird.

Es sind 19 Jahre, daß man uns mit Lügen beschwindelt, daß unsere Abgeordneten mit ihren Mandaten Schacher treiben. Aber die Dinge werden sich ändern. Die Arbeiter begreifen mehr und mehr, daß ihre Befreiung nur durch ihre revolutionäre That erfolgen kann, daß, um diese auszuführen, sie sich als eine bestimmte, gesonderte Partei organisiren müssen nach dem Programm der Arbeiterpartei.

Bürger, aus der Fremde erhebt sich ein Geräusch, der Hammer erklingt auf dem Ambos, wo er Waffen schmiedet. Aber nicht das Volk läßt sie schmieden; es sind die Tyrannen aller Länder, die uns in einen brudermörderischen Krieg stürzen wollen, in eine Abschlachtung ohne Gleichen, um auf uns ein noch schwereres Joch legen zu können. Aber, halt meine Herren, die Socialisten werden das niemals dulden. Für sie heißt es: keinen Krieg, keine Grenzen; sie haben nur Genossen des Elends, Brüder mit denselben Leiden und denselben Wünschen.

Wenn die Tyrannen verschwunden sind, öffnet sich die Herrschaft der Gerechtigkeit für alle die Leiden; man schmiedet nicht mehr Waffen, um Menschen zu tödten, sondern Pflüge, um sie zu ernähren. Vorwärts! Das Land den Ackerbauern, die Bergwerke den Grubenarbeitern, den Ambos den Schmieden! An dem Tage, wo alles das verwirklicht sein wird, wird das Reich der Ausbeutung des Menschen durch den Menschen zu Ende sein. — Bürger! **Die Kameraden der schwarzen Erde** schicken dem Congreß einen brüderlichen Handschlag. Sie sagen den Repräsentanten des universellen Proletariats, daß sie auf sie rechnen dürfen. — —

Bericht über die Lage der Baumwollenspinner von Gent, erstattet von dem Delegirten Fr. Seffers.

Der Berichterstatter hat, indem er im Namen der Baumwollenspinner von Gent diesen kurzen Bericht an den Congreß richtet, nicht allein den Zweck, die dringende Nothwendigkeit einer Verminderung der Arbeitsstunden zu zeigen, sondern auch nachzuweisen, daß eine gesetzliche Regelung der Arbeitsstunden in **allen** Ländern erfolgen muß.

Seit einigen Jahren wächst die Zahl der Arbeitslosen in schrecklicher Weise. Die Vervollkommnung der Maschinen unterdrückt den Arbeiter von Tag zu Tag mehr; bald ersetzen die Maschinen und die Vervollkommnung des Mechanismus den Arbeiter. Was wird geschehen, wenn nicht bald wirksame Mittel angewendet werden, um die Lage der ganzen Arbeiterklasse zu verbessern? Jeder, der von seiner Arbeit lebt, wenn er welche hat, muß sich fragen, ob die Lage der Arbeiter so fortdauern kann, und was aus ihnen werden soll in der Zeit der Krise, der wir entgegen gehen?

Demzufolge beschäftigt die Frage der persönlichen Interessen alle Geister. Nicht die Anmaßungen der Priester, welche mehr denn je sich als die Allmacht

der Kirche träumen, um die Welt zu regieren, noch die schreckliche Gefahr eines europäischen Krieges, — nichts kann die allgemeine Aufmerksamkeit mehr erwecken und die menschliche Leidenschaft mehr erschüttern. Warum? Weil diese Ereignisse, selbst ein Krieg zwischen einigen Millionen Soldaten, keinen Vergleich aushalten mit diesem anderen schrecklichen Kriege auf Leben und Tod, welchen die Enterbten der ganzen Erde gegen die herrschenden Klassen begonnen haben, diesem riesenhaften Kampf, welcher seit langem sich vorbereitet und welcher eher losbrechen wird, als man es denkt.

Die französischen Arbeiter, diejenigen der Vereinigten Staaten, die englischen verlangen die Rücksendung der fremden Arbeiter. Ueberall verlangen die Geschäftsleute, die Fabrikanten, die Industriellen Schutzgesetze von ihren Regierungen, und diese bemühen sich, sie ihnen zu verschaffen. Die Concurrenz ist unmöglich wegen unerhörter Schutzzölle und Grenzzölle.

Ueberall vermehren sich die Nothstände und mit ihnen die Stockungen des Handels und der Industrie; auf der anderen Seite sehen wir die Vermehrung der Landstreicher, der Verbrecher, der unglücklichen Hungernden. Ueberall zeigen sich dieselben Symptome der Verrmung — ebenso in den Ländern mit wenig zahlreicher Bevölkerung als in den Ländern, wo die Arbeiterbevölkerung zusammengepfercht ist, wie die Häringe in der Tonne. Ueberall herrscht dasselbe Elend für den Arbeiter — ebenso in den Republiken, wie in den Monarchien, ebenso in den großen Staaten, die ihre Kräfte vergeuden, um Krieg zu führen, als in den kleinen Staaten, die dies nicht thun — ebenso in den Ländern, in denen der Bürger das allgemeine Wahlrecht genießt, als in den despotischsten Ländern — ebenso da, wo die Kirche vom Staat getrennt ist, als da, wo katholische und andere Müßiggänger vom Schweiße des Volkes leben — ebenso da wo der unentgeltliche und obligatorische Unterricht herrscht, als da, wo das Volk in der Unwissenheit verfault — ebenso da wo der Consum des Alkohols nach Litern per Kopf gezählt wird, als da, wo dieses Gift verboten ist. Unter dem warmen Klima, wie unter dem kalten Klima, überall dieselben Symptome, denn überall in der ganzen Welt existirt die nämliche Geißel für den Arbeiter: das kapitalistische System, welches als allmächtiger Herr in unserer Gesellschaft herrscht.

Wir würden zu weit gehen, wenn wir alle Uebel aufzählen wollten, unter welchen die Arbeiterklasse, in ihrer Gesammtheit, leidet. Wir beschränken uns daher auf unser Gewerbe als Baumwollenweber, um einige Zahlen von unbestreitbarer Wahrhaftigkeit zu geben.

Die Zahl der Arbeitsstunden unserer Genter Baumwollspinner ist von 69—74 Stunden wöchentlich. Die Löhne sind folgende:

Einrichterinnen (monteuses) von 12—15 Jahren . .	Frs. 6	wöchentlich
" " " 16—20 " . .	" 7—10	"
" Erwachsene	" 13—18	"
Spinner	" 20—30	"
Krämpelmädchen von 11—15 Jahren	" 2—5	"
Andreherinnen	" 8—12	"
Erwachsene an der Bank	" 10—14	"
Continues (an der Drockelmaschine arbeitend) von 11—16 Jahren . . ;	" 2—15	"
Krämpler (Kardätschenarbeiter) Männer	" 14—17	"
" " Burschen	" 10—12	"

Die Baumwollen-Arbeiter sind an Zahl 5800, Frauen und Kinder einbegriffen. Es gibt jedoch mehr als 900 Arbeitslose. Bei jeder Vervollkommnung der Maschine werden die Männer durch Frauen oder Kinder ersetzt.

In Belgien existirt kein Gesetz über die Kinderarbeit. Viele Fabrikanten verlangen, daß das Kind seine erste Communion hinter sich habe, ohne nach seinem Alter zu fragen. Deshalb sind viele Eltern gezwungen, die erste Communion weit vor dem Alter vornehmen zu lassen, wo man sie anderwärts bewirkt. Der Priester gibt aus Fanatismus und im Einverständniß mit dem Kapitalisten seine Zustimmung unter dem Vorwand, eine Seele von der Hölle zu retten. Kaum haben die zarten Kinder den Fuß in die Fabrik gesetzt, so öffnet sich

die geschlossene Thür erst wieder, wenn es heim geht; und die Unglücklichen bleiben fern von der Schule, denn die Arbeitsstunden dieser kleinen Wesen sind von derselben Dauer, als diejenigen der Erwachsenen.

Das ist auch der Hauptgrund, warum man in unserem industriellen Centren so viel Verkrüppelte, so viel sieche Wesen trifft, warum es so viele Kranke gibt, warum so viel Epidemien ausbrechen, und in der Blüthe des Alters unsere Arbeiterbevölkerung vom Tode hingerafft wird.

Die Baumwollenspinner von Gent lassen sich daher auf dem Congreß in der wohlüberlegten Absicht vertreten, durch energische Mittel die Geißel der Arbeitersklaverei, dieser nothwendigen Folge der Lohnarbeit entwurzeln zu helfen, damit wir unser ideales Ziel erreichen: die Produzenten zu Herren der Welt zu machen.

Bericht im Namen des Syndikats von Lagresle (Loire), dem 975 Weber angehören, und aller Syndikate der Weber aus dem Gebiet des Departement der Loire, erstattet vor dem Bürger Béluze.

Das Socialistische Syndikat von Lagresle schickt einen Delegirten zum internationalen Congreß, um sich mit den übrigen Arbeitervertretern zu verständigen und um sich auf gleichen Fuß wie die anderen Arbeiter zu setzen, damit die Löhne unserer armen Arbeiter, die seit langem von der Meisterschaft, d. h. von der Kapitalistenklasse ausgebeutet werden, wieder in die Höhe gebracht werden. Die Vereinigung und die Solidarität aller Arbeiter müssen dieses Unternehmerthum zerstören, das mittelst seines Geldes, d. h. seines Kapitals, die Arbeiter einschüchtert und sie zu einer brutalen Arbeit von 15—18 Stunden täglich auf einem Baumwollenwebstuhl bringt, um einen Lohn von 1 Fr. 25 Cts. bis 1 Fr. 50 Cts. täglich zu verdienen. Von diesem geringen Lohn muß man noch 25 Cts. täglich abziehen für die Unterhaltung des Webstuhles, den der Arbeiter bezahlen muß.

Wir theilen unseren Collegen von den fremden Nationen mit, daß in Lagresle und in den ganzen genannten Syndikatsbezirk wir während 10 Tagen eine kleine Arbeitseinstellung der Baumwollenhandweber durchgeführt haben. Wenn wir dabei gesiegt haben, so ist es Dank unserer Energie. Wir haben vollständig begriffen, daß, wenn die Arbeiter nicht ganz energisch handeln, um gegen die Meisterschaft zu kämpfen, die Polizei ihnen nicht helfen würde. Ganz im Gegentheil. Man hat Gesetze über die Syndikate gemacht, aber man läßt sie nicht zu Gunsten der Arbeiter ausführen. Alle socialistischen Arbeiter aus den Bergen der Loire wollen eine socialdemokratische Regierung, um die Kapitalistenklasse abzuschaffen.

Bericht des Bürgers Blacke,
Delegirter der Syndikatskammer der Schmiede und des Bundes der Syndikatskammern von Lyon.

In allen Ländern Europas versteht es das Unternehmerthum prächtig, die armen Märtyrer zu unterdrücken, die den Namen Proletarier haben. Es nutzt ihre Arbeit und ihre Gesundheit aus, um sich allen Vergnügungen zu überlassen, um ein Leben schmachvoller Ausschweifungen zu führen. Sind es nicht die Ausbeuter, die mit dem der Arbeit ihrer Opfer ausgepreßten Gewinn die Prostitution schaffen und unterhalten? Die Ausbeutung der Arbeit durch das Kapital wächst mehr und mehr.

Um diesen Zustand der Dinge zu heilen, ist es nothwendig, daß die Regierungen aller Länder so bald als möglich durch ein Gesetz den achtstündigen Arbeitstag festsetzen, ohne Herabsetzung der Löhne, ebenso wie die vollständige Unterdrückung des Faktorenwesens (marchandage).

Die zu sehr verlängerte oder zu überhastete Arbeit zieht nicht nur den Ruin der Gesundheit des Arbeiters nach sich, sondern die zu sehr verlängerte Arbeit der Einen bedingt die Arbeitslosigkeit der Andern. Ferner hindert sie

8

den Arbeiter seine Intelligenz zu kultiviren, beeinträchtigt also die menschliche Würde und das Prinzip der Brüderlichkeit. Es wäre nur Gerechtigkeit, wenn der ungeschmälerte Arbeitsertrag dem Arbeiter zukommt, der alles produzirt, indem er seine Gesundheit zusetzt. In Erwartung dessen fordern wir wenigstens, daß die Löhne bei der Verkürzung der täglichen Arbeitszeit nicht erniedrigt werden. Nur die internationale Arbeiterorganisation, der Vormarsch Hand in Hand aller Proletarier wird unseren gerechten Forderungen gehörigen Nachdruck geben; vereinigte Kraft allein wird uns helfen, unsere Menschenrechte uns zu erobern.

Diese internationale Organisation der Arbeiter ist auch die nothwendige Vorbedingung der endgiltigen Befreiung der Arbeiterklasse, die sich vollziehen wird, indem die Arbeiterklasse in den Besitz aller Produktionsmittel gesetzt wird. Also die Maschine und das Werkzeug dem Arbeiter der Hütte und der Werkstatt, und die Erde dem Landarbeiter!

Bericht der Weber und gleichartigen Gewerbe, die in der Zahl von 400 der Syndikatskammer von Mandore (Rhône) angehören, erstattet von dem Bürger Moncorge.

Der Berichterstatter ist Delegirter an diesem ehrenwerthen Congreß, um die Lage der Arbeiter von Mandore auseinander zu setzen, die seit langem durch die Unternehmerschaft ausgebeutet werden.

Der Baumwollen-Handweber ist zu einer täglichen Arbeitszeit von 14 bis 15 Stunden verurtheilt, und das in einem feuchten Hofe, und für den geringen Lohn von 1 Fr. bis 1 Fr. 25 Cts. Er befindet sich in der absoluten Unmöglichkeit, mit dieser Summe eine ganze Familie ernähren zu können. Es sind kaum zwei Monate her, daß die Arbeiter sich in Folge dieser traurigen Arbeitsbedingungen gezwungen sahen, eine Arbeitseinstellung zu erklären, die, Dank der Energie und der Einigkeit der Weber, einen glücklichen Ausgang genommen hat. Zur Vergeltung lassen die Unternehmer die Arbeiter ihre ganze schlechte Laune fühlen.

Das Syndikat der Weber will sich mit allen französischen und fremden Organisationen vereinigen, indem es an diesem Congreß theilnimmt. Es verspricht seine Mitwirkung für den Fall einer allgemeinen Arbeitseinstellung, die der Zweck hat, das Recht der Arbeiter der ganzen Welt zu fordern.

Bericht des Bürgers Miller, Delegirter der Vereinigung der jüdischen Gewerkschaften von New-York, über die jüdische Arbeiterbewegung in New-York.

Die Bewegung unter den jüdischen Arbeitern New-York's, wie überhaupt von ganz Amerika datirt seit 6 bis 7 Jahren. Sie ist zurückzuführen auf die Massen-Einwanderung jüdischer Handwerker und Kleinbürger, welche aus Rußland flohen und noch fliehen, wegen der unerträglichen politischen und wirthschaftlichen Zustände dieses Landes, — Zustände, die ganz besonders schwer auf die jüdische Bevölkerung drücken. Die Zahl dieser Eingewanderten vermehrt sich von Jahr zu Jahr, und sie sind es gerade, die den eigentlichen Kern und den Mittelpunkt der jüdischen Arbeiterbewegung in Amerika bilden. Diese Bewegung begann — wie übrigens jede Arbeiterbewegung in Amerika — auf dem Gebiet der reinen und einfachen gewerkschaftlichen Organisation: Verminderung der Arbeitsstunden, Steigerung der Löhne, im Allgemeinen Verbesserung der Existenzbedingungen des Proletariats innerhalb der Grenzen der kapitalistischen Gesellschaft — das sind die Tendenzen, welche die in Frage stehenden Organisationen Anfangs verfolgten.

Die Bewegung empfahl als Mittel, um zu diesen Zielen zu gelangen, die Organisation, um wirthschaftliche Kämpfe, wie Arbeitseinstellungen, Boycotts 2c. organisiren und durchführen zu können. Indeß zeigte das Fehlschlagen,

der Achtstundenbewegung von 1886 wie ohnmächtig derartige Bestrebungen nothwendig bleiben müssen, so lange die gewerkschaftlichen Organisationen allein als Kämpfer für dieselben auftreten. Dieses Fehlschlagen war nicht allein eine Bankerotterklärung der gewerkschaftlichen Organisationen als unabhängiger socialer Macht, sie predigte andererseits dem Proletariat auch die Nothwendigkeit, sich als unabhängige und stark organisirte politische Partei zu organisiren, zu dem Zweck, sich der politischen Macht bedienen zu können, als einer wirksamen Waffe in dem Kampf für die Emanzipation des arbeitenden Volkes.

Im Bewußtsein dieser Thatsache nahmen die jüdischen Arbeiter einen relativ und absolut großen Antheil an der Bewegung, die von Henry George angeregt wurde — einer Bewegung, die an ihrem Ende ausschließlich auf eine Börsenbewegung hinauslief, aber die bei ihrem Beginn eine reine Klassenbewegung war.

Der Mittelpunkt der jüdischen Arbeiterbewegung ist in New-York. In dieser Stadt existirt eine Anzahl von Organisationen, deren jede besondere Zwecke verfolgt, die aber alle unter sich solidarisch verbunden sind in der Verfolgung allgemeiner Zwecke, und die zusammen die Vereinigung der jüdischen Gewerkschaften ausmachen. Die folgenden Organisationen bilden Theile dieser Vereinigung:

1) Der jüdische Zweig der socialistischen Arbeiterpartei von Amerika.

Diese Organisation besteht aus einer ziemlich hohen Zahl jüdischer Arbeiter, die besonders eine thätige Propaganda zu Gunsten des Socialismus unter der Masse Derer machen, die nur Jargon sprechen, und die darauf bedacht sind, diese auf der Basis eines socialistischen Programms wirthschaftlich und politisch zu organisiren.

2) Der russische Zweig der socialistischen Arbeiterpartei von Amerika. (Russischer Socialisten-Club.)

Dieser Club verfolgt den nämlichen Zweck, mit dem einzigen Unterschied, daß er sich an die russisch sprechende Arbeiterbevölkerung von New-York wendet. Im Uebrigen ist er darauf bedacht, materielle Mittel zu sammeln, um die revolutionäre socialistische Bewegung in Rußland zu unterstützen.

3) Die Pioniere der Freiheit; sie bilden eine ziemlich beträchtliche Organisation, welche eine eifrige Agitation und Propaganda zu Gunsten des Socialismus (freilich etwas mit dem Anarchismus liebäugelnd) unter den jüdischen Arbeitern macht. Diese Organisation veröffentlicht ein Wochenblatt in russischer Sprache: „Die Wahrheit".

4) Die Gruppe „Snamia" (die Fahne). Der von dieser Organisation verfolgte Zweck ist die Veröffentlichung und der Vertrieb socialistischer Litteratur in russischer Sprache. Die Gruppe hat ein Wochenblatt: „Snamia".

5) Die Union der Hemdenmacher (Shirt-makers Union); sie besteht ausschließlich aus jüdischen Arbeitern und Arbeiterinnen in Wäschefabriken. Diese Organisation hat nicht nur die Verfolgung fachlicher Interessen zum Zweck, sie ist auch für die geistige Aufklärung und Entwicklung ihrer Mitglieder thätig. Außerdem entfaltet sie eine agitatorische Thätigkeit, indem sie Volksversammlungen arrangirt, in denen man die socialistischen Prinzipien den Arbeitern der verschiedenen Gewerbe erklärt.

6) Die Union der jüdischen Schriftsetzer; sie umfaßt alle jüdischen Setzer von New-York. Sie verdient alle Beachtung, weil sie eine vollständige Controlle über alle jüdischen Druckereien New-York's ausübt, obgleich deren Zahl eine verhältnißmäßig große ist.

7) Die Union der Choristen.

8) Die Union der Schauspieler.

Diese beiden Organisationen rekrutiren ihre Mitglieder unter den Choristen und Schauspielern der jüdischen Theater in New York. Diese haben in ihrem Beruf erst begriffen, daß die Kunst schon lange ihre privilegirte Stellung verloren hat; daß in der gegenwärtigen kapitalistischen Gesellschaft die Künstler bezahlte Sklaven sind wie alle andern Arbeiter; und daß sie ihren Feind nur besiegen können, indem sie sich in die Reihen des kämpfenden Proletariats stellen.

8*

9) Die russische musikalische Union, eine Gruppe russisch und jüdisch sprechender Musiker.

10) Die Vereinigung der Schneider, eine sehr starke Organisation, die aus jüdischen Schneidern besteht.

11) Die Vereinigung der Schneider für Damenkonfektion (Drass-makers-Union).

12) Die Knickerbockers Union; sie besteht aus Arbeitern und Arbeiterinnen, die mit der Fabrikation von Knabenhosen (Knickerbocker) beschäftigt sind.

13) Die Vereinigung der Matratzenmacher.

14) Die Vereinigung der Seidenbandweber.

Das Programm der jüdischen Gewerkschaften, wie dasjenige der Vereinigung der deutschen Gewerkschaften, mit der sie Hand in Hand marschiren, hat zur Grundlage und zum Eckstein das Prinzip des Klassenkampfes. Als Hauptziel ihrer Bestrebungen erklären sie die Unterdrückung des Lohnsystems durch die Abschaffung des persönlichen Eigenthums und die Vergesellschaftung aller Produktions- und Transportmittel.

Die Taktik der Vereinigung der jüdischen Gewerkschaften und ihre praktische Thätigkeit entspricht den Grundsätzen dieses Programms, welches von allen Organisationen anerkannt werden muß, die sich ihr anzuschließen wünschen.

Außer den erwähnten Organisationen bestehen unter den jüdischen Arbeitern und Arbeiterinnen New-York's noch Gruppirungen, welche nicht der Organisation anhängen, wie z. B.:

1) die russische progressistische Vereinigung (Fortbildungsverein),
2) Zirkel des Frauenstudiums, Vereinigung russischer Frauen,
3) die Selfhelp Association (Vereinigung für Selbsthülfe), die sich mit genossenschaftlichen Bestrebungen beschäftigt 2c. 2c.

Alle diese Organisationen von der einen oder der andern Art arbeiten mit großem Eifer für die Verbreitung des Socialismus. Es kommt häufig vor, daß an ein und demselben Abend an verschiedenen Punkten des russischen Quartiers von New-York ein halbes Dutzend öffentlicher Versammlungen stattfinden, wo Tausende von jüdischen Arbeitern und Arbeiterinnen mit gespannter Aufmerksamkeit der Erklärung des neuen Evangeliums horchen. Die Vertretung des organisirten jüdischen Proletariats an diesem Congreß hier ist ein Beweis, wie tief die Ideen der Solidarität und der Brüderlichkeit der Ausgebeuteten aller Länder in das Herz dieses Proletariats eingedrungen ist.

Wie groß der Erfolg für die Entwicklung des Klassenbewußtseins der ganzen jüdischen Arbeitermasse ist, wird dadurch bewiesen, daß die jüdischen kapitalistischen Organe, auch die größten und mächtigsten, es im Interesse ihrer Existenz für nothwendig halten, sich mehr oder weniger mit socialistischen Federn zu schmücken.

Bericht des Bürgers E. Lecomte, Delegirter der Syndikatskammer der Glasarbeiter des Departements der Seine und der Seine et Oise.

Die Syndikatskammer der Glasarbeiter hat schon bei den Congressen in Bordeaux und Troyes, an denen sie Theil nahm, das Minimum ihrer Forderungen aufgestellt. Die auf diesen Congressen verlesenen und auf den Bureaux derselben niedergelegten Berichte sind in einem einzigen vereinigt worden, welcher der socialistischen Arbeitergruppe der Kammer einige Tage nach den Arbeitermanifestationen des 10. und des 24. Februar dieses Jahres zugestellt wurde. Die socialistischen Abgeordneten haben formell versprochen, die Dolmetscher dieser Forderungen im Parlament sein zu wollen, und wir wissen, daß sie ihr Versprechen halten werden. Aber Jeder weiß, wie die Reklamationen der Arbeiter von den maßgebenden Bourgeois aufgenommen werden. Vorschläge werden gemacht, dann an Einsargungscommissionen geschickt, die es übernehmen, diese Vorschläge auf dem Boden ihrer Mappen derart

unterzubringen, daß sie aus denselben nicht früher wieder auferstehen, als bis davon nicht mehr gesprochen wird.

Trotz des schlechten Willens unserer Geschäftsleiter lassen wir von unseren Forderungen nicht ab, und da es uns unmöglich ist, unsere Klagen und unsere Beschwerden den Machthabern zu Gehör zu bringen, so ist es an der Arbeiterklasse, den vereinigten Socialisten, denen wir unsere Wünsche auseinandersetzen: die öffentliche Meinung für uns zu gewinnen, welche das durchsetzen wird, was man uns heute noch verweigert.

Da alle Corporationen auf diesem Congreß vertreten sein müssen, hat jede von ihnen das Recht, die ihr eigenthümlichen Forderungen darzulegen, damit es leichter wird, die für unsere Industrie nöthigen Reformen in einer bestimmten Formel auszudrücken. Um unseren Forderungen mehr Gewicht zu geben, um die Reformen, die wir zu fordern berechtigt sind, besser rechtfertigen zu können — sowohl vor unseren täglichen Ausbeutern, als vor den öffentlichen Gewalten —, ist es gut, die zahllosen Ungerechtigkeiten offen zu legen, deren Opfer wir sind. — Die Corporation der Glasarbeiter ist um so mehr im Recht ihre Forderungen scharf zu formuliren, als sie den schlimmsten Arbeitsbedingungen unterworfen sind, die im schreiendsten Widerspruch mit den Forderungen der elementarsten Hygiene stehen.

Die Arbeit der Glasarbeiter vollzieht sich durch eine Art von Gemeinschaften, die aus 12 bis 16 Personen bestehen und mit dem Namen „Place“ — Platz — bezeichnet werden.

Nun, wenn auf dem „Platze“ ein Arbeiter, sei es in Folge von Verbrennung, Unwohlsein, Schwäche 2c. nöthig hätte, die aufreibende Thätigkeit, die er in unserer Arbeit entfalten muß, zu verlangsamen, so kann er es nicht; seine Arbeit ist so abhängig von der des ganzen „Platzes“, daß es ihm nicht erlaubt ist, einen Tag weniger thätig zu sein als den andern, und das unter Arbeitsbedingungen, die denen der Galeeren-Sträflinge gleichen.

So kommt es vor, daß der Glasarbeiter im Alter von 40—50 Jahren vollständig abgenutzt ist, — unfähig seine Profession weiter zu treiben, und was noch schlimmer: eine andere zu ergreifen. Außerdem daß nach 15 bis 20jähriger Thätigkeit in unserem Gewerbe die Muskelkräfte geschwunden sind, schwächt sich auch die Sehkraft, verbrannt durch die Glut unserer Oefen, die, bis zu 1800 Grad erhitzt, unserer mißlichen Lage eine neue Qual hinzufügen.

Diese allgemeine Skizze unserer Lage wird es begreiflich machen, wie dringend nöthig es ist, daß die öffentlichen Gewalten sich für eine Arbeitergesetzgebung entscheiden, welche dem empörenden Mißbrauch ein Ende machen, der täglich in unseren Hüttenwerken ausgeübt wird.

Wir wollen auch von der Nachtarbeit sprechen und von der Kinderarbeit in unserer Industrie, besonders in den Departement der Seine und der Seine et Oise.

Die Zusammensetzung der „Plätze“ erlaubt die Verwendung von Kindern, die in großer Anzahl beschäftigt werden.

Die gesetzlichen Bestimmungen über die Kinderarbeit sind unseren Arbeitgebern nur todte Buchstaben, und in den großen Brennöfen, die uns als Werkstätten dienen, sind zahlreiche kleine Unglückliche unter 12 Jahren. Was den Unterricht dieser armen Kleinen betrifft, so findet er unter Bedingungen statt, die vielleicht schädlicher für sie und ihre Gesundheit sind, als stärkend und nützlich. Es gibt selbst Hüttenwerke, wo gar keine Schule für die Kinder abgehalten wird, und solche, wo nur eine Klasse eingerichtet ist, und wo nach einer Tagearbeit von 12—14 Stunden man den Kindern 2 Stunden Schule gibt. Sie haben daher 14—16 Stunden Arbeit den Tag. Noch mehr! Da die Kinder nach der Tagesarbeit in die Schule gehen, so kommt es oft vor — wir können sogar sagen: immer —, daß sie ganz durchgeschwitzt sind, und da sie keine Möglichkeit haben, die Kleider zu wechseln, so trocknet der Schweiß ihnen auf dem Rücken. Und zu welcher Arbeit zwingt man diese kleinen Parias!

Um es richtig herauszusagen, es ist Sträflingsarbeit,*) zu der wir vom Kleinsten bis zum Größten gezwungen sind.

Aber abgesehen von der ungesunden, entkräftenden Natur unserer Arbeit haben wir noch eine Nachtarbeit zu ertragen, die um so unerträglicher ist, als es uns nicht möglich ist, auf normale Weise den großen Kräfteverbrauch, den die Hüttenarbeit erheischt, zu ersetzen. Man urtheile! Die mittlere Zahl der von unseren Arbeitgebern verlangten Arbeitsstunden ist 12 auf 24. Man hat nun eine Art Rolle über die Tages- und Nachtarbeit eingerichtet, in der Art, daß wir Tages- und Nachtstunden arbeiten müssen, und zwar indem man die nämlichen Arbeitsstunden in jeder Abtheilung der 12 Stunden einschaltet. So haben wir nie mehr als 6 Stunden, um uns auszuruhen, wovon man noch die für den Weg zwischen dem Hüttenwerk und unserem Wohnort, und die für unsere Mahlzeiten und unsere Reinigung 2c. nöthige Zeit abziehen muß!

Das, Bürger, sind — in wenige Worte gefaßt — unsere Arbeitsbedingungen, denen Knaben von 11—15 Jahren gleichfalls unterworfen sind.

Glauben Sie nicht mit uns, daß die öffentlichen Gewalten Schutzgesetze machen mußten, — wenn nicht für uns, die wir Männer sind, und folglich fähig, die Ketten zu brechen, wenn wir das Bewußtsein unseres Rechts und unserer Kraft haben, — aber für die der wildesten kapitalistischen Ausbeutung überlieferten Kinder?

Stark durch unser Recht, versichert der Unterstützung aller Arbeiter und Socialisten, verlangen wir daher als unmittelbar einzuführende Maaßregeln:

1. Abschaffung der Nachtarbeit,
2. Abschaffung der Arbeit von Kindern unter 16 Jahren,
3. Verkürzung der täglichen Arbeitszeit auf 8 Stunden,
4. Absolutes Recht, das Gesetz von 1884 über die gewerblichen Syndikate anzuwenden, modificirt und verbessert nach den Beschlüssen des gegenwärtigen Arbeiter-Congresses,
5. Versorgungspflicht der Gesellschaft gegenüber Greisen, Arbeitsunfähigen und Kindern.

Das sind, wir wiederholen es, unsere Mindest-Forderungen. Was unsere Ziele und unsere Bestrebungen betrifft, so denken wir im Einklang mit allen Delegirten, daß die endgiltige und vollständige Befreiung unser einziges Trachten sein muß, allein unseren Bedürfnissen entspricht, allein unser würdig ist. —

Samstag, den 20. Juli.

Nachmittags-Sitzung.

Den Vorsitz führt Bürger Deville.

Dem früher gefaßten Beschluß gemäß sollte zunächst Verlesung der eingebrachten und vom Ausschuß thunlichst zusammengefaßten Resolutionen und Abstimmung über dieselben erfolgen. Eventuelle Bemerkungen, Erklärungen, Motivirungen, Zusätze, welche Einzelne geben wollten, sollten nach der Abstimmung diskutirt werden.

Verschiedene Anarchisten fanden, daß dieses Verfahren nicht demokratisch sei, daß es eine Vergewaltigung des Congresses bedeute 2c. Sie machten also systematisch Lärm, sowie man zur Verlesung der Resolutionen und zur Abstimmung schreiten wollte.

Der Vorsitzende bemerkt, daß gewisse Persönlichkeiten sich auf dem possibilistischen Congreß ganz anders verhalten als hier. — Die große, ja übergroße Toleranz, welche man den Herren bis jetzt bewiesen, hatte dieselben offenbar — unverfroren gemacht. Der Lärm steigerte sich, als einer der französischen Delegirten bestimmt erklärte, daß die anarchistischen Hauptschreier, in erster Linie der Italiener Merlino sich auf dem possibilistischen

*) travail de forçiats — Arbeit von Galeerensträflingen.

Congreß ganz ruhig verhielten, so daß man zu der Annahme berechtigt sei, sie wollten den socialistischen Congreß auseinandersprengen, ehe derselbe zu Resultaten gelangt wäre. Die Mittheilung ward nicht nur durch andere Delegirte, sondern auch durch die Zähigkeit bestätigt, mit welcher die Anarchisten stets wieder von Neuem Lärm erhoben, sobald die Ruhe zurückgekehrt und eine Abstimmung möglich schien. Offenbar lag System in diesem Verhalten, und es machte den Eindruck, als befinde sich der Congreß einer Abmachung gegenüber.

Bürger Vaillant fordert auf, daß jeder Delegirte an seinem Platz bleibe, damit man die Ruhestörer erkenne. Man solle ruhig bleiben, denn sonst könne ein Agent genug sein, um den ganzen Congreß in Verwirrung zu bringen.

Als sich alle Ordnungsrufe des Präsidenden, als sich die unzweideutig manifestirte Entrüstung des Congresses als unwirksam erwiesen, dem anarchischen Unfug ein Ende zu machen, mußte der Congreß von seinem Hausrecht Gebrauch machen. Die Hauptstörer, Merlino und zwei seiner Freunde wurden aus dem Saale gebracht, und die an die Thüre postirten Delegirten erhielten Auftrag, nur mit Karten versehenen Personen den Eintritt in das Sitzungslokal zu gestatten.

Bürgerin Guillaume-Schack protestirte gegen die Ausschließung der Ruhestörer und verließ mit 7 Engländern und Italienern zusammen den Congreß.

Es gelangt hierauf die vierte Frage „Abschaffung der stehenden Heere 2c.“ zuerst zur Abstimmung. Die dem Congreß vorgelegte Resolution ist von Vaillant eingebracht und durch verschiedene von deutscher und französischer Seite eingereichte Resolutionen amendirt und verändert worden. Sie lautet:

Vierte Frage.

Abschaffung der stehenden Heere und allgemeine Volksbewaffnung.

Der internationale Arbeiter-Congreß von Paris:

In Erwägung:

Daß das stehende Heer oder eine starke Armee im Dienste der herrschenden oder besitzenden Klasse jeder demokratischen oder republikanischen Regierungsform feindlich gegenübersteht, daß es der Ausdruck militärischer, monarchischer oder olichargischer und kapitalistischer Herrschaft und ein Werkzeug reaktionärer Staatsstreiche und socialer Unterdrückung ist;

Daß die stehenden Heere das Ergebniß und die Ursache der Angriffskriege sind, eine beständige Gefahr zur Entstehung internationaler Conflikte bilden; und daß darum die stehenden Heere und die Angriffspolitik, deren Organe sie sind, der Vertheidigungspolitik und der friedlichen Demokratie Platz machen müssen, einer Organisation des ganzen Volkes, welches nicht mehr für die Plünderung und Eroberung, sondern für den Schutz seiner Unabhängigkeit und seiner Freiheiten in den Waffen geübt und bewaffnet sein wird;

Daß das stehende Heer, wie die Geschichte beweist, die unaufhörliche Ursache von Kriegen ist, und nicht fähig, ein Land gegen die Uebermacht einer Coalition zu vertheidigen, sondern seine Niederlage herbeiführt und das waffenlose Land der Gnade der Sieger preisgibt, während die gut gerüstete, organisirte und bewaffnete Nation sich einem feindlichen Einfall gegenüber unwiederstehlich zeigen wird;

Daß das stehende Heer die Desorganisation alles bürgerlichen Lebens ist, indem es jeder Nation die Blüthe der Jugend in der

Periode der Lehr- oder Studienzeit, der größten Arbeitskraft und Thätigkeit entzieht, um sie einzukaserniren und zu demoralisiren;

Daß durch das stehende Heer die Arbeit, die Wissenschaft und die Kunst unfruchtbar gemacht und in ihrem Aufschwung gehindert werden, daß der Bürger, das Individuum und die Familie in ihrer Entwicklung bedroht sind;

Daß dagegen in einer wahrhaft nationalen Armee, wo die Nation bewaffnet ist — „das Volk in Waffen" —, der Bürger im nationalen Leben seine natürlichen Anlagen und Fähigkeiten entwickeln kann und seine militärische Funktion wie ein nothwendiges Attribut seines Bürgerrechtes ausübt;

Daß das stehende Heer durch die unaufhörlich wachsenden Lasten der Kriegsschuld, durch die immer höher steigenden Steuern und Anleihen, welche es erfordert, eine Ursache des Elends und des Ruins ist,

weist der Congreß mit Entrüstung die von den verzweifelt um ihre Existenz kämpfenden Regierungen unterhaltenen Kriegspläne zurück;

Betrachtet er den Frieden als die erste und unerläßliche Bedingung jeder Arbeiter-Emancipation:

Und fordert mit der Abschaffung der stehenden Heere die allgemeine Volksbewaffnung nach folgenden Grundsätzen:

Die National-Armee, die bewaffnete Nation, besteht aus allen kriegstüchtigen Bürgern; sie werden in Bezirken organisirt, in der Weise, daß jede Stadt, jeder Kreis, jeder Bezirk sein Bataillon oder mehrere — je nach der Bevölkerungszahl — hat, gebildet von Bürgern, welche sich kennen, und welche, wenn es sein muß, in 24 Stunden versammelt, bewaffnet und marschbereit sind. Jeder hat sein Gewehr und seine Ausrüstung im Hause, wie in der Schweiz, um die öffentlichen Freiheiten und die nationale Sicherheit zu vertheidigen.

Der Congreß erklärt weiter, daß der Krieg, das traurige Produkt der gegenwärtigen ökonomischen Verhältnisse erst verschwinden wird, wenn die kapitalistische Produktionsweise der Emanzipation der Arbeit und dem internationalen Triumph des Socialismus Platz gemacht hat.

Vorstehende Resolution wurde einstimmig angenommen. Der Abstimmung enthielten sich 7 Anwesende, die jedoch als Anarchisten erkannt wurden. —

Hierauf gelangt die Resolution über die dritte Frage zur Abstimmung. Sie lautet:

Dritte Frage.

Mittel und Wege, um die Forderungen des Arbeiterschutzes zu verwirklichen.

Der internationale Arbeitercongreß von Paris fordert die Arbeiter-Organisationen und socialistischen Parteien aller Länder auf, sich sofort an's Werk zu machen und alle Mittel (Versammlungen, Presse, Petitionen, Manifestationen 2c.) anzuwenden, um damit auf ihre Regierungen einzuwirken und diese zu veranlassen:

1) Die für Bern auf Vorschlag der Schweizer Regierung in Aussicht genommene internationale Conferenz der Regierungen zu beschicken;
2) Auf dieser Conferenz die Resolutionen des internationalen Pariser Congresses zu unterstützen.

In allen Ländern, in denen sich Socialisten in der Gemeinde-, Cantons- oder Landesvertretung befinden, sollen dieselben in Form von Kundgebungen in den Gemeinderäthen, in Form von Gesetzvorschlägen in den Parlamenten für die Resolutionen des Pariser Congresses eintreten.

Bei allen Wahlen, sowohl für die Volksvertretung, als auch für die Gemeindevertretung, müssen die socialistischen Candidaten diese Resolutionen als ihr Programm anerkennen und vertreten.

Es wird eine Executiv-Commission ernannt, die mit der Ausführung derjenigen Resolutionen des Pariser Congresses, welche die von der Schweizer Regierung geplante internationale Arbeiterschutzgesetzgebung betreffen, betraut ist.

Diese von 5 Mitgliedern gebildete Commission ist beauftragt, der Berner Conferenz die Grundsätze, welche von den organisirten Arbeitern und socialistischen Parteien Europa's und Amerika's auf ihrem Congreß in Paris vom 14.—20. Juli als unumgänglich nothwendig für eine Arbeiterschutzgesetzgebung festgestellt worden sind, mitzutheilen.

Diese Commission empfängt weiter das Mandat, den nächsten internationalen Arbeiter-Congreß einzuberufen, welcher in einem später näher zu bestimmenden Orte der Schweiz oder Belgiens stattfinden soll.

Unter dem Titel: „Der Achtstunden-Arbeitstag", wird unter Mitwirkung der auf dem internationalen Congreß zu Paris vertretenen socialistischen Parteien eine wöchentliche Zeitung herausgegeben werden, welche bestimmt ist, alle Nachrichten zu sammeln, die Bezug auf die verschiedenen nationalen Bewegungen bezüglich der gesetzgeberischen Herabsetzung des Arbeitstages haben. —

Auf Antrag der Holländer wird über die Resolution nach Nationalitäten abgestimmt. 15 Nationen sind für den Beschluß, 3 enthalten sich der Abstimmung, 2 sind nicht anwesend. Für die Resolution stimmten: Deutschland, Frankreich (mit 4 Stimmenthaltungen), Ungarn, England, Spanien, Schweiz, Dänemark, Schweden (mit 1 Wahlenthaltung), Rumänien, Polen, Rußland (letztere beiden Länder mit Vorbehalt wegen der ausnahmsweisen Lage, in der sie sich befänden), Nordamerika (mit 1 Wahlenthaltung auf 3 Delegirte), Argentinien. Abwesend waren die norwegischen und italienischen Delegirten. Der Abstimmung enthielten sich: Belgien, Holland und Oesterreich.

Eine Ergänzung zu der Resolution:

> der Ausschuß des internationalen Congresses wird von diesem beauftragt, die erwähnte Exekutiv-Commission zu wählen,

wird einstimmig angenommen.

Der Congreß schritt nun zur Abstimmung über die wichtigste der Resolutionen, welche sich auf die Arbeiterschutz-Gesetzgebung bezieht. Dieselbe war aus einer Verschmelzung der Anträge Bebel und Guesde entstanden, und in einzelnen Punkten von Morris, Keir Hardie, Scherrer 2c. modifizirt worden.

Die Resolution lautet:

Erste und zweite Frage.

Internationale Arbeiterschutzgesetzgebung. Gesetzliche Regelung des Arbeitstages. Tagarbeit, Nachtarbeit, Sonn- und Feiertagsarbeit, Arbeitszeit für jugendliche Personen, Frauen- und Kinderarbeit. Ueberwachung der Großindustrie und des Kleingewerbes einschließlich der Hausindustrie.

Der internationale Arbeiter-Congreß von Paris:

In der Ueberzeugung, daß die Emanzipation der Arbeit und der Menschheit nur ausgehen kann von dem als Klasse und international organisirten Proletariat, welches sich die politische Macht erringt, um die Expropriation des Kapitalismus und die gesellschaftliche Besitzergreifung der Produktionsmittel in's Werk zu setzen:

In Erwägung:

> Daß die kapitalistische Produktionsweise in ihrer rapiden Entwicklung nach und nach alle Länder mit moderner Kultur umfaßt;

Daß diese Entwickelung der kapitalistischen Produktionsweise die steigende Ausbeutung der Arbeiter bedeutet;

Daß die immer intensiver werdende Ausbeutung die politische Unterdrückung, ökonomische Unterjochung und physische, wie moralische Degeneration der Arbeiterklasse verursacht;

Daß es in Folge dessen die Pflicht der Arbeiter aller Länder ist, mit allen ihnen zu Gebote stehenden Mitteln eine sociale Organisation zu bekämpfen, welche sie erdrückt und überhaupt jede freie Entwicklung der Menschheit bedroht; daß es sich jedoch vor allen Dingen darum handelt, den zerstörenden Wirkungen der gegenwärtigen ökonomischen Ordnung thätigen Widerstand entgegenzusetzen

beschließt der Congreß:

Eine wirksame Arbeiterschutz-Gesetzgebung ist in allen Ländern, welche von der kapitalistischen Produktionsweise beherrscht werden, absolut nothwendig.

Als Grundlage für diese Gesetzgebung fordert der Congreß:

a) Festsetzung eines höchstens 8 Stunden betragenden Arbeitstages für jugendliche Arbeiter;
b) Verbot der Arbeit der Kinder unter 14 Jahren und Herabsetzung des Arbeitstages auf 6 Stunden für beide Geschlechter;
c) Verbot der Nachtarbeit, außer für bestimmte Industriezweige, deren Natur einen ununterbrochenen Betrieb erfordert;
d) Verbot der Frauenarbeit in allen Industriezweigen, deren Betriebsweise besonders schädlich auf den Organismus der Frauen einwirkt;
e) Verbot der Nachtarbeit für Frauen und jugendliche Arbeiter unter 18 Jahren;
f) ununterbrochene Ruhepause von wenigstens 36 Stunden die Woche für alle Arbeiter;
g) Verbot derjenigen Industriezweige und Betriebsweisen, deren Gesundheitsschädlichkeit für die Arbeiter vorauszusehen ist;
h) Verbot des Trucksystems;
i) Verbot der Lohnzahlung in Lebensmitteln, sowie der Unternehmer-Kramladen (Cantinen u. s. w.);
k) Verbot der Zwischenunternehmer (Schwitzsystem);
l) Verbot der privaten Arbeits-Nachweise-Bureaus;
m) Ueberwachung aller Werkstätten und industriellen Etablissements mit Einschluß der Hausindustrie, durch vom Staat besoldete und mindestens zur Hälfte von den Arbeitern gewählte Fabrikinspektoren.

Der Congreß erklärt, daß alle diese zur Gesundung der socialen Verhältnisse nothwendigen Maßregeln zum Gegenstand internationaler Gesetze und Verträge zu machen sind, und fordert die Proletarier aller Länder auf, in diesem Sinne auf ihre Regierungen einzuwirken. Sind solche Gesetze und Verträge erwirkt, so soll, um sie gründlicher durchzuführen, ihre Anwendung und Vollstreckung überwacht werden.

Der Congreß erklärt weiter, daß es die Pflicht der Arbeiter ist, die Arbeiterinnen als gleichberechtigt in ihre Reihen aufzunehmen, und fordert prinzipiell: gleiche Löhne für gleiche Arbeit für die Arbeiter beider Geschlechter und ohne Unterschied der Nationalität.

Um die vollständige Emanzipation des Proletariats zu erreichen, hält es der Congreß für durchaus nothwendig, daß die Arbeiter überall sich organisiren und fordert in Folge dessen das uneingeschränkte, vollkommen freie Vereins- und Koalitionsrecht.

Bürger Lavigne bringt darauf im Namen des Nationalverbandes der französischen Syndikatskammern und Corporativgruppen einen Antrag über eine große Manifestation ein, welche den Beschlüssen des Congresses zur Durchführung verhelfen soll. Der Antrag lautet:

Internationale Kundgebung zum 1. Mai 1890.

Der Congreß beschließt:

Es ist für einen bestimmten Zeitpunkt eine große internationale Manifestation (Kundgebung) zu organisiren, und zwar dergestalt, daß gleichzeitig in allen Ländern und in allen Städten an einem bestimmten Tage die Arbeiter an die öffentlichen Gewalten (Behörden) die Forderung richten, den Arbeitstag auf acht Stunden festzusetzen und die übrigen Beschlüsse des internationalen Congresses von Paris zur Ausführung zu bringen.

In Anbetracht der Thatsache, daß eine solche Kundgebung bereits von dem Amerikanischen Arbeiterbund (Federation of Labor) auf seinem im Dezember 1888 zu St. Louis abgehaltenen Congreß für den 1. Mai 1890 beschlossen worden ist, wird dieser Zeitpunkt als Tag der internationalen Kundgebung angenommen.

Die Arbeiter der verschiedenen Nationen haben die Kundgebung in der Art und Weise, wie sie ihnen durch die Verhältnisse ihres Landes vorgeschrieben wird, in's Werk zu setzen.

Auf Antrag der Belgier wird nach Nationalitäten abgestimmt. Für die Resolution sind alle Nationalitäten mit Ausnahme der Belgier und Russen, von denen erstere ihr Votum später begründen wollen, und letztere nur deßhalb sich enthalten, weil in Rußland eine derartige Kundgebung unmöglich sei.

Es wird nun noch folgende Resolution angenommen:

Resolution:

Gemäß dem Beschluß des internationalen Arbeiter-Congresses in seiner 2. Sitzung vom 20. Juli, hat das permanente Bureau die Schweiz als Sitz der Executiv-Commissionen bestimmt; es hat die Delegirten dieses Landes beauftragt, eine Commission von 5 Mitgliedern zu bilden und in derselben Stadt einzusetzen, wo das Organ „Der Achtstunden-Arbeitstag" herausgegeben wird.

Man schreitet nun zur Diskussion, welche einzelnen Delegirten ermöglichen soll, ihre Voten zu begründen, oder auch noch neue Zusätze und Verbesserungen der Resolutionen herbeizuführen.

Bürger Volders protestirt im Namen der Belgier gegen das Verfahren des Ausschusses, vor der Diskussion abstimmen zu lassen. Es macht auf ihn den Eindruck, als habe man die Debatten ersticken wollen. Der Redner hatte es bis zuletzt für unmöglich gehalten, daß man zuerst abstimmen und dann diskutiren würde. Obgleich die Belgier im Prinzip für die eingebrachten Resolutionen sind, haben sie sich der Abstimmung enthalten, um gegen das Verfahren des Ausschusses zu protestiren. Anstatt daß der Congreß frei diskutiren konnte, hat man Dogmen aufgestellt und zur Abstimmung gebracht. Er hofft, daß der nächste internationale Congreß demokratischer gehalten sein werde.

Bürger Deville erwidert, daß der Ausschuß Volders nichts zu antworten habe, da er nicht aus eigener Machtvollkommenheit gehandelt, sondern nur die vom Congreß getroffenen Entscheidungen und Anordnungen ausführt.

Bürger **Körner** protestirt gegen die mangelhafte Geschäftsführung des Ausschusses. Die Beschlüsse hätten vor der Abstimmung gedruckt vorgelegt werden müssen, damit Jeder genau wußte, wofür er stimmte. Er persönlich hat sich der Abstimmung enthalten, weil er die verlesenen Resolutionen nicht verstehen konnte.

Bürger **Liebknecht** findet es überflüssig, den Ausschuß zu vertheidigen. Wer den Verhandlungen beigewohnt, habe auch die Schwierigkeiten der Leitung gesehen. Was die Abstimmung **vor** der Diskussion anbetrifft, so war dieselbe durchaus nicht unpraktisch, wie behauptet worden, da es sich um Fragen handelte, über welche sich jeder Delegirte seit Langem klar war. Redner ist überzeugt, daß kein Einziger zum Congreß gekommen, um sich hier über die auf der Tagesordnung stehenden Fragen belehren zu lassen; Jeder brachte ein festes Programm schon mit. Die Abstimmung vor der Diskussion ward aber geradezu zur Nothwendigkeit in anbetracht der vorgeschrittenen Zeit, und wenn man darauf halten wollte, daß der Congreß nicht ohne Beschlüsse auseinanderginge. Die Diskussionen würden sich bei einem anderen Modus bis in's Unendliche verschleppt haben. Wenn man nach der Abstimmung noch in Diskussionen eintritt, so kann dies nur zu dem Zwecke geschehen, Gelegenheit zur Begründung abweichender Voten zu geben.

Was die Leitung des Congresses anbetrifft, so darf man nicht die ungeheuren Schwierigkeiten vergessen, mit denen der Ausschuß schon allein wegen der verschiedenen Sprachen zu kämpfen gehabt. Man kennt die Schwierigkeiten, die mit der Leitung eines **nationalen** Parteitages verknüpft sind; für einen **internationalen** Congreß mit drei offiziellen Sprachen sind dieselben mindestens verdreifacht.

Gewiß wäre es gut gewesen, hätte man die Resolutionen gedruckt vorlegen können, aber man bedenke, daß die hiesigen Socialisten weder ein Organ noch eine Druckerei zur Verfügung haben, und daß es trotz aller Bemühungen unmöglich war, eine Druckerei zu finden, welche sofort für uns arbeiten wollte.

Der **amerikanische** Delegirte **Bush** bringt darauf noch eine Resolution ein, folgendermaßen lautend:

Resolution:

In Erwägung, daß die Berichte der Delegirten aller Länder auf diesem Congreß gezeigt haben, daß die einfache ökonomische Organisation der Arbeit (Trades Unions und ähnliche Verbindungen) zur Emanzipation der Arbeiterklasse nicht genügen, währendem die Agitation für Reduktion des Arbeitstages, für Beschränkung der Frauen- und Kinderarbeit, und für die Arbeiterschutzgesetze, sich als ein Mittel erwiesen hat, das Klassenbewußtsein der Arbeiter zu erwecken, was eine nothwendige Vorbedingung zur Emanzipation der Arbeiterklasse durch sich selbst ist;

In Erwägung, daß der Besitz der politischen Macht der herrschenden Klasse gestattet, ihr Ausbeutungssystem der Privatunternehmer und der kapitalistischen Produktionsweise aufrecht zu erhalten;

In Erwägung, daß mittelst der politischen Macht die Beaufsichtigung der Industrie durch den Staat und die Beaufsichtigung des Staates durch das Volk verhindert wird;

beschließt der internationale Congreß von Paris:

1. in allen Ländern, wo die Proletarier im Besitze des Wahlrechts sind, sollen sie in die Reihen der socialistischen Partei eintreten, und, unter Ausschluß eines jeden Compromisses mit irgend einer andern politischen Partei, vermittelst ihres Wahlzettels, unter der Herrschaft der bezüglichen Staatsverfassung, die Eroberung der politischen Macht betreiben;

2. in allen Ländern, wo das Wahlrecht und die konstitutionellen Rechte den Proletariern verweigert sind, sollen diese mit allen möglichen Mitteln sich das Wahlrecht zu erkämpfen suchen;

3. die Anwendung repressiver Gewalt Seitens der herrschenden Klasse zu dem Zwecke, die friedliche Entwicklung der Gesellschaft zu einer genossenschaftlichen, industriellen und socialen Organisation zu verhindern, wäre ein Verbrechen an der Menschheit, und würde die Unmenschlichkeit der Angreifer der verdienten Bestrafung durch die für die Vertheidigung ihres Lebens und ihrer Freiheit kämpfenden Menschen überliefern.

Diese Resolution wird mit allen gegen eine Stimme angenommen.

Bürger Werner (Berlin) erklärt, daß es gegen das demokratische Prinzip verstoße, ohne vorhergegangene Diskussion abzustimmen. Nachdem der Congreß drei Tage mit Formalitätsfragen verloren, habe man jetzt keine Zeit mehr, die auf der Tagesordnung stehenden Fragen eingehend zu behandeln, und man habe die Abstimmung mit Hochdruck betrieben.

Bürger Dumortier, Vertreter der Maschinenbauer von Lyon, erklärt, daß er gegen den Beschluß des Congresses sei, weil er nicht der Conferenz von Bern zustimmen könne, welche von einer Bourgeois-Regierung zusammenberufen worden sei.

Die 4 französischen Delegirten, welche sich der Abstimmung über die Resolution betreffend die dritte Frage enthalten haben, erklären, daß sie durch ihre Abstention den Schein vermeiden wollten, als haben sie Vertrauen zu irgend einer Regierung.

Die zwei spanischen Delegirten Mesa und Iglesias und ein ungarischer Delegirter fordern durch einen Antrag, daß der Ausschuß des Congresses einen die verschiedenen Länder repräsentirenden Centralausschuß ernenne, welcher die internationale Verständigung der einzelnen Arbeiterorganisationen und Parteien aufrecht zu erhalten habe.

Bürger Vaillant erklärt, daß die Annahme dieses Antrags mit Rücksicht auf die Gesetze vieler Länder unmöglich sei, und der Antrag wird in der Folge auch zurückgezogen.

Bürger Kranz, Delegirter des jüdischen socialistischen Arbeitervereins zu London, verlangt als Zusatz zur Bebel-Guesde'schen Resolution die Abschaffung der Zwischenunternehmer (Faktoren, „Schwitzer" im „Schwitzersystem" — Sweating System). Der Redner hat gerade in London Gelegenheit gehabt, das System und seine beklagenswerthen Folgen für die Arbeiter kennen zu lernen.

Der Zusatz wird vom Ausschuß und vom Congreß einstimmig angenommen. (S. k. in der Resolution zur ersten und zweiten Frage.)

Bürger Seitz (Berlin) protestirt gegen die Angriffe auf den Ausschuß. Er begreift vollkommen die großen Schwierigkeiten, mit denen derselbe zu kämpfen hat. Es ist richtig, daß man zuletzt geeilt hat, allein es war durch die Situation geboten. Jedermann war über die auf der Tagesordnung stehenden Fragen klar, und außerdem weiß man, daß man dem Ausschuß vollständig vertrauen kann.

Bürger Liebknecht dankt für die Erklärung, obgleich dieselbe nicht nöthig gewesen, da der Ausschuß sich nicht zu vertheidigen braucht.

Bürger Chretien (Marseille) erklärt, daß er mit voller Ueberzeugung gestimmt hat, da er weiß, daß die geforderten Maßregeln thatsächlich die Lage der Arbeiter verbessern werden. Gewiß wäre eine ausführliche Diskussion wünschenswerth gewesen, allein in Anbetracht der kurzen Zeit hat der Ausschuß gut gehandelt, zuerst abstimmen zu lassen.

Bürger Lenz beantragt im Namen der Kellner und Limonadiers einen Zusatz zu der Resolution Bebel-Guesde, in welchem die Abschaffung der privaten Stellenvermittlungs-Bureaus gefordert wird.

Der Antrag wird einstimmig angenommen. (S. k. in der Resolution zur ersten und zweiten Frage.)

Bürger Tressaud (Marseille) erklärt, daß voraussichtlich die Manifestation vom 1. Mai 1890 wirkungslos bleiben werde. Man müsse dieselbe also durch einen Generalstreik — grève générale — unterstützen. Der Congreß soll aber „als Anfang der socialen Revolution den Generalstreik beschließen."

Der Redner stellt einen dahin zielenden Antrag, der mit ironischen Zwischenrufen aufgenommen wird.

Bürger Liebknecht spricht kurz gegen den Antrag. Redner führt aus, daß der Generalstreik ein Ding der Unmöglichkeit sei, da er eine so starke und einheitliche Organisation der Arbeiter voraussetze, wie sie zur Zeit noch nicht existire und in der bürgerlichen Gesellschaft überhaupt nicht existiren könne. Die englischen Arbeiter waren Ende der Dreißiger und Anfangs der Vierziger Jahre trefflich organisirt, weit besser, als es die Franzosen jetzt sind, und doch scheiterten ihre großen Streiks, sowie andere Versuche einer allgemeinen Arbeitseinstellung. Haben die Arbeiter aber erst einmal eine so starke Organisation, um einen Generalstreik durchsetzen zu können, so werden sie sich hoffentlich nicht mit einem solchen begnügen, sondern einen besseren Gebrauch von ihrer Organisation machen. Dann sind sie die Herren der Welt. Und die Arbeit dann einzustellen, wäre erst recht eine grenzenlose Thorheit.

Bürger Tressaud bemerkt, daß seine Resolution nur auf die Länder Geltung haben sollte, wo es möglich wäre, Etwas durch einen Generalstreik zu erreichen.

Zwei Delegirte unterstützen seinen Antrag.

Es läuft ein Antrag auf Schluß der Debatte ein; derselbe wird von mehreren Delegirten bekämpft, unter anderen von Dormoy (französische Provinz), welcher findet, daß die Vertreter aus der Provinz bis jetzt nur wenig das Wort gehabt, und daß es wichtig sei, wenn sie so wichtigen Fragen gegenüber zeigen könnten, daß sie nicht auf einem anarchistischen oder unklaren, sondern auf dem korrekt socialistischen Standpunkt stehen.

Der Schluß der Debatte über den Generalstreik wird beschlossen, und Tressaud's Antrag mit sehr großer Majorität verworfen.

Es kommen hierauf zwei Anträge über eine allgemeine Amnestie aller wegen politischer Vergehen und im Zusammenhang mit der Arbeiterbewegung verurtheilten Personen zur Abstimmung.

Bürger Liebknecht erklärt, daß angesichts des Kampfes, in welchem die deutsche Sozialdemokratie mit der Regierung steht, es ihrerseits eine Feigheit wäre, für einen Gnadenakt zu stimmen.

Der Antrag auf Amnestie bezw. auf Agitation für Amnestie wird angenommen. Die deutschen Delegirten enthalten sich der Abstimmung.

Bürger Faure ist von 7 englischen und 1 italienischen Delegirten beauftragt, gegen den Anschluß Merlino's und seiner Freunde zu protestiren.

Ein französischer Delegirter erklärt den Protest für begründet; er fordert den Congreß auf, dies durch ein Votum anzuerkennen und dann zur Tagesordnung überzugehen.

Bürger Palmgreen will nicht protestiren, er konstatirt nur, daß Unregelmäßigkeiten vorgefallen, allein diese waren natürlich und unvermeidlich; sie zeigen nur, daß der Congreß socialistisch und nicht parlamentarisch war. Der Ausschuß hat seine Pflicht durchaus gethan, er war mit Arbeit überlastet und konnte unmöglich mehr Ordnung halten, als er gethan. Er konnte doch nicht Gendarmen aufstellen, welche auf peinliche Beobachtung aller Beschlüsse und Maßregeln hielten.

Der Redner ist zufrieden, daß der Congreß nicht zu parlamentarisch verlaufen ist. Der Congreß hat seinen Zweck erfüllt, wir haben unter einander Fühlung gewonnen und gesehen, daß die Arbeiter überall das gleiche Ziel anstreben.

Bürger Besset erklärt, daß er Mandat hatte, für die Manifestation und den Generalstreik einzutreten. Da der Congreß den letzteren verworfen, zieht er sich zurück.

Bürger Vollmar theilt mit, daß die Niederlegung der Kränze auf den Gräbern der Communarden, sowie Börne's und Heine's Sonntag früh 10 Uhr stattfindet.

Bürger Lenz stellt fest, daß alle Delegirten einig gewesen seien über das zu erreichende Ziel: die Emanzipation der Menschheit. Es frage sich aber nun, wie man dieselbe verwirkliche? Er seinerseits ist überzeugt, nur durch eine sociale Revolution.

Es macht sich allgemein der Wunsch auf Schluß des Congresses bemerkbar.

Bürger Cipriani erklärt im Namen seiner italienischen Mitdelegirten, daß dieselben nicht vom Congresse abwesend waren, ihm aber nur als Zuschauer beiwohnten, da ihr Mandat, eine Vereinigung beider Congresse herbeizuführen, nicht zu erfüllen gewesen sei.

Der Vorsitzende Deville zeigt an, daß von den Deutschen, Amerikanern und Engländern ein Antrag auf Schluß des Congresses eingelaufen sei, da dieser seine Tagesordnung erledigt habe.

Der Antrag wird mit großer Majorität angenommen.

Der Vorsitzende Deville: „Ich erkläre den Congreß, der seine Tagesordnung nun erledigt hat, für geschlossen. Der Congreß ist geschlossen! Vive la Révolution sociale!"

Von deutscher Seite ertönt der Ruf: Hoch die Socialdemokratie! Hoch die Internationale Socialdemokratie! Und minutenlang mischen sich brausend in französischer und deutscher Sprache die Rufe: Vive la République sociale! Vive la Révolution sociale! Die deutschen Delegirten stimmen die Arbeitermarseillaise an, und die Franzosen singen mit. Man drückt sich begeistert die Hände.

„Auf Wiedersehen!" „Au revoir!"

Der Schluß der letzten Sitzung erfolgt 8½ Uhr Abends.

Den anderen Morgen — den 21. Juli — verfügten sich die Delegirten nach dem Père Lachaise, wo die Communarden in der blutigen Maienwoche 1871 ihre letzte feste Position gehabt hatten, und wo die „heilige Schaar", die dort kämpfte, auch den Tod gefunden hat. Der Riesenkranz, den die deutschen Delegirten am Sonntag auf das auf dem Friedhofe Père Lachaise befindliche Massengrab der 1871 gefallenen Communards niederlegten, bestand aus Immortellen; er hatte den Umfang eines großen Mühlrades und wurde abwechselnd von je 16 Mann getragen. Auf einer großen schwarzen Atlasschleife stand in goldenen Lettern die Inschrift. „Congrès international ouvrier socialiste de Paris, 21. Juillet 1889 (Internationaler Arbeitercongreß von Paris, 21. Juli 1889.") In einer langen Reihe von Ansprachen von Vertretern aller Nationen (u. A. Vaillant, Cipriani, Longuet, Liebknecht — letzterer deutsch und französisch) wurde das Andenken der „für die Sache des Proletariats Gefallenen" gefeiert. Der Grundgedanke all' dieser Reden war: „Die Kommune ist todt, es lebe die Kommune."

Liebknecht hatte vorher am Grabe Ludwig Börne's eine kurze Ansprache gehalten, in welcher er das Andenken „dieses Märtyrers der Freiheit und des Kosmopolitismus" feierte. Alsdann wurde von den deutschen Delegirten ein prächtiger Kranz auf das Grab Börne's nieder-

gelegt. Nachdem die Delegirten noch das Grab Blanqui's aufgesucht hatten, begab sich ein Theil derselben nach dem Friedhofe Montmartre. Hoffmann (Halle a. S.) legte hier im Namen der deutschen Socialdemokraten einen schönen großen Kranz auf das Grab Heinrich Heine's nieder. Der Kranz trug auf einer weißen Atlasschleife mit goldenen Lettern die Inschrift: „Henri Heine les Socialistes Allemands, 21. Juillet 1889" (Heinrich Heine die deutschen Socialisten, 21. Juli 1889.") Hoffmann wies auf die Verdienste hin, die sich Heine um die Sache des Proletariats erworben habe.

Auf dem am Sonntag Abend in der Rue St. Mandé abgehaltenen Verbrüderungs-Bankett toastete Vaillant (Paris) auf die „Neue Internationale", Liebknecht (Deutschland) auf die Verbrüderung der Völker durch den Socialismus und auf die Vereinigten Staaten der Welt und Palmgreen (Dänemark) auf die unverbrüchliche Solidarität aller Proletarier, ein Delegirter aus Südfrankreich auf die hilfsbereite Brüderlichkeit der Arbeiter aller Länder, die sich bei den verunglückten Bergarbeitern in St. Etienne so herrlich bewährt habe.

Nachdem noch gemeinschaftlich die Marseillaise gesungen worden, begann der Tanz, der die Anwesenden in fröhlichster Stimmung bis in die späte Nacht beisammen hielt. Der Morgen des 22. Juli war längst angebrochen, als die Delegirten unter Hochrufen auf die Kommune und die Socialdemokratie den Heimweg antraten.

Internationaler Arbeitercongreß zu Paris

(vom 14. bis 20. Juli 1889.)

Verzeichniß der Delegirten und der durch sie vertretenen Arbeiterparteien, -Gruppen und -Organisationen.

Deutschland.

Bebel, August; Becker, Carl; Bernstein, Ed.; Bock, Wilh.; Busenbender, A.; Bruhns, Jul.; Dieckmann, Ferdinand; Dietrich, Adam; Eckhardt, Daniel; Erhardt, F.; Ewald, F.; Fischer, Richard; Fleischmann, Emil; Frohme, Karl; Förster, H.; Geck, Ad.; Geyer, Friedr.; Glocke, Theodor; Grünberg, K.; Harm, Friedr.; Heine, Aug.; Hirsch, Friedr; Hillmer, Ernst; Hofmann, Franz; Hoffmann, Adolf; Horn, Georg; Ihrer, E. (Bürgerin); Joest, F.; Junge, Herm.; Kaden, Aug.; Kersten, Alex.; Keßler, Gustav; Kirchner, F. E.; Kloß, F.; Koenen, H.; Körner, W.; Kunert, Fritz; Legien, F.; Lehmann, Karl; Liebknecht, Wilh.; Lutz, Theod.; May, Ernst; Meister, Heinrich; Müller, Herm.; Molkenbuhr, Herm.; Paschky, A.; Pfannkuch, W.; Pfeiffer, Leonh.; Pfeiffer, Aug.; Pinkau, Karl; Reißhaus, Paul; Rödiger, Hugo; Schiemann, Paul; Schmidt, W.; Schneider, Frz.; Schreiber, Balduin; Schulze, K.; Schumacher, L.; Schwarz, Theod.; Schwarz, F.; Schweitzer, W.; Schütz, Oscar; Segitz, Mart.; Seitz, Jul.; Sommer, Bruno; Stolle, W.; Strunz, Ant.; Ulrich, Carl; Vahrenholz, V.; v. Vollmar, G.; Wagner, Paul; Woldersky, Hugo; Wedde, Johannes; Wesch, A.; Wernau, Jul.; Weneger, Carl; Werner, Wilh.; Zenker, Theod.; Zetkin, Clara; Zwiener, Josef. Elsaß-Lothringen: Jaclard, Dr. V.

England.

Mitcham-Zweig (Sozialistische Liga), — Cooper, T.; Norwich-Zweig (Soz. Lig.) Netlow, F.; Hammersmith-Zweig (Soc. Lig.) — Tarleton, H. B.; Rath der Soc. Lig., — Kitz, F. und Morris, W.; Yarmouth-Zweig (Soc. Lig.), — Tochati (Bürgerin); Manchester-Zweig (Soc. Lig.), — Ritson, John; North Kensington-Zweig (Soc. Lig.), — Lyne; Ost-London (Soc. Lig.), — Schack, S. G. (Bürgerin); Internatinonaler Arbeiter-Club — West, W.; Hammersmith radikaler Club — Tochati; Bloomsbury Socialisten, — Dard; Walsall Socialisten — Draken; New Road radikaler Club, — Halliday; Ost-Finsbury radikaler Club — Aveling, E.; Hoxton Arbeiterbund, — Donald, K.; Schottische Arbeiterpartei — Sibry, O.; Ayrshire Bergarbeiter, — Hardie, Keir; Sheffield Socialisten — J. E. Carpenter; Wahlarbeit-Association (Electoral Labor Association) — Cunninghame Graham, Mitglied des Parlaments.

Argentinien.

Socialistische Gruppe von Buenos-Aires, — Peyret, Alexander.

9

Oesterreich.

Wien: Pokony, R.; Popp, Jul.; Kralik, Emil; Dr. Adler, Viktor; Brünn: Hybes; Prag: Korber, Wilh.; Jägerndorf: Franz, Joseph; Nordböhmen: Dietel, Hermann; Althanns; Tschechische Sektion der slavischen Liga, — Habrowsky, Georg.

Belgien.

Cooperative Arbeitergesellschaft von Gent, — Anseele; Metallarbeiter von Gent, — Vanderhaegen; Propagandistischer Cirkel von Brüssel, — Maes, T.; Baumwollspinner von Gent, — Seifers, J.; Leinenspinner von Gent, — Bairt, C.; Weber von Gent, — Toucairt; Propagandistischer Cirkel von Gent, — Stautemas; Arbeitervereinigung von Brüssel, — Cäsar de Paepe; Mechaniker des Centrums, — Selvars; Generalrath der belgischen Arbeiterpartei, — Volders, Jean; Baumwollspinner von Gent, — Hardyn; Federation von Antwerpen, — Goetschalck; Genossenschaft „Werke", — Mortelmans; Borinage, — Deffuisseau.

Bulgarien.

Vereinigung der bulgarischen Studenten in Brüssel, — Many.

Dänemark.

Socialistische Partei von Dänemark. — Christensen, P., Meyer, A. C.; Socialistische Vereinigungen von Amare und Oesterbro, Bildhauer-Gewerkschaft von Kopenhagen, deutscher und schwedischer Cirkel von Kopenhagen, — Petersen, Nicalai L.

Spanien.

Socialistische Arbeiterpartei, — Iglesias, Pablo; Redaktion des „Socialista", — Mesa, Jose.

Vereinigte Staaten von Nord-Amerika.

Socialistische Arbeiterpartei, — Busche; Vereinigte deutsche Gewerkschaften von New-York, — Kirchner, F. C.; Vereinigte jüdische Gewerkschaften von New-York, — Miller, L. L.; Vereinigte jüdische Gewerkschaften von New-York, — J. Barsky; Vereinigter Bruderbund Iowa, — Ahles, Carl.

Finnland.

Finn, Nicolaus.

Holland.

Socialistische Partei von Holland, — Fortuyn, J. A.; Bliegen, W. H.; Helsdinger W. P. G.; Domela-Nieuwenhuis.

Ungarn.

Ungarische Arbeiterpartei, — Fränkel, Leo; Ihrlinger, A.; Schuhmacher von Budapest, — Popp, R.

Italien.

Allgemeiner Völkerbund (lateinische Sektion) mit seinen zahlreichen Gruppen, Sectionen in Italien, Spanien, Portugal und Rumänien, und viele sonstigen Vereine 2c. in Italien, — Cipriani, Amilcare; Socialistische Federation von Predappio, — A. Costa und Croce; Socialistisch-revolutonäre Partei der Romagna, — Balducci, Piselli, Balducci; Socialistische Federation in Rom, — Merlino; Socialistisch-anarchistischer Zirkel „Eisen und Feuer" in Alexandrien, Egypten, — Pichi, C.; Arbeitergesellschaft „Emanzipation" in Zürich (Schweiz), — Bertoja, Merlinari, C.; Socialistischer Cirkel, „Emanzipation der Arbeit", von Livorno, — Cini, F., Foraboschi, Ezio.

Norwegen.

Norwegische socialistische Partei, — Jeppesen, Carl; Arbeiterfederation von Christiana, — Olsen, J., Bergenen, C.

Polen.

Socialistisch-revolutionäre Gruppe Oswiata in New-York, — Dasrynski, Felix; Organisation der Walka Klas, — Jankowska, Marie; Central-Comité der socialistisch-revolutionären Arbeiterpartei 2c., — Mendelson, Stanislaus; Slavische Liga (polnische Section), — Winiarski, Leon.

Rumänien.

Buchdrucker von Bukarest und ihr Organ Gutenberg 2c., — Many, Voinov, D.; Arbeiter-Cirkel von Bukarest und sociademokratische rumänische Studenten von Paris, — Racovitza; Sattlervereinigung zu Bukarest, — Procopin; Cirkel der rumänischen Arbeiter, — Seulesco, A.

Rußland.

Der „Socialist", Gesellschaft der russischen Arbeiter von Paris 2c. — Lawroff; Verein der socialdemokratischen Russen, — Plechanow; Drei Gruppen, welche dem Programm des „Volkswille" anhängen, — Beck; Internationaler Club für die Belehrung der Arbeiter von London, — Krantz, Philipp; Union der israelitischen Handwerker von New-York, — Barsky, Miller, Louis.

Schweden.

Schwedische socialistische Partei und skandinavischer Socialisten-Verein in Paris, — Palmgreen, C., Allard, O.

Schweiz.

Schweizerische sozialdemokratische Partei, — Schrag L.; Bund der schweizerischen Fachvereine, — Merk, A.; Grütli-Verein. — Brandt, P., Vogelsanger, J; Grütli-Sektion, Canton Basellaud, — Gschwind, S.; Grütli-Sektion von Neuchatel, — Houst, H.

Frankreich.

Gewerkschaft der Lastträger von Cette, — Affre, Antoine; Socialistisches Comité von Figeac, — Antraigues; Federation der socialistischen Arbeiter von Alais und anderer Gruppen — Araud, Chauvet; Departements-Comité der socialistischen Republikaner der Rhone, — Archain, Baudin, C.; Gewerkschaft der Näherinnen von Bordeaux, — Arrécot, Leon; Gewerkschaft der Eisenformer von Lille, — Aussens, Louis; Gruppe L'Egalité, socialistischer Studiencirkel von Bacalan (Bordeaux), — Arrécot, Charles; Union der Lastträger von Cette, — Balmain; Gewerkschaft der Bergarbeiter des Nordens und des Pas de Calais — Basly; Gewerkschaft der Kappenmacher von Troyes, — Barisse, G.; Federation der Gewerkschaften der Arbeiter von Vierzon 2c., — Baudin; Gewerkschaft der Weber und verwandten Berufsgenossen von Lagresles (Loire), — Beluze; Union der Gewerkschaften von Béziers 2c., — Besset; Lyoner Gruppe der Arbeiterpartei und anderer Gruppen, — Bessy-Placet; Gewerkschaft der Metallarbeiter von Troyes 2c., — Fischler Ch.; Lyoner Federation von 54 Gewerkschaften, — Blache, Farjat, Gabriel, Perronin; Gewerkschaft der Kutscher und Kondukteure von Cette, — Bonnet, Etienne; Gruppe: „Weder Gott, noch Herr" von Lyon, — Bonnotte; Socialistische Union von Toulouse, — Bousquet; Gewerkschaft der vereinigten Arbeiter von la Celle (Allier) 2c. — Bonvin; Socialistischer Cirkel von Beauvais 2c. — Bouchard, Adolf; Gewerkschaft der Gyps-Maurer von Cette, — Bressac, Marc.; Centralcomitee der socialistisch-revolutionären Jugend von Lyon 2c., — Breuillé, Duplat; „Anarchistische Action" von Rheims, — Brunet; Gewerkschaft

der Bergarbeiter von Carmaux, — Calvignac; Bäcker von Bordeaux, — Carla, Charles; Gruppe der Plänkler von Bordeaux (Arbeiterpartei) 2c.; Caradec, J., Gewerkschaft der Fadennudelnmacher von Nizza, — Carlin, G.; Gewerkschaft der Färber von Roanne, — Chabas, Julien; Die Solidarität, die Avantgarde, von Bordeaux (Arbeiter-Partei), — Chirac (im Gefängniß zu St. Pélagie); Union der 58 Gewerkschaften von Marseille, — Chrétien, Tressaud, Gillet, Gentil, Louis, Issalène; Weber von Thizy (Rhone), Corget; Cirkel des republikanisch-radikalen Comitees der Seyne (Var) 2c., — Cluseret; Republikanischer Cirkel der Arbeiter von Montluçon, — Courtignon; Junge Anarchisten von St. Quentin, — Courtois; Kunsttischler von Cette, — Crassous; Gruppe von Petit Courgain 2c., — Delcluze, A.; Union der Gewerkschaften 2c. von Toulouse, — Delmas, Alph.; Lokalrath der Roanner Föderation 2c., — Delorme, Louis, Desseigne, Gay-Simon, Meunier, Guill., Parraud, Jean, Vergne; Federation der Arbeiterpartei des Nordens, 74 Gruppen und Gewerkschaften, — Delory, G., Lepers, A.; Union der Weber und verwandten Berufsgenossenschaften von Tarare, — Demangé, Bost; Föderative Union der Arbeiter-Gewerkschaften von Castres 2c., — Denis; Gewerkschaft der Zimmerleute und Holzschneider von Cette, — Desmazes; Gewerkschaft der vereinigten Arbeiter von Montluçon, — Dormoy, J.; Socialistisches Comitee von Amiens (A.-P.), — Ducerf; Mechaniker von Lyon, — Dumortier; Gruppe „La Vigie“ von Bordeaux (A.-P.), Gewerkschafts-Union der eingeschriebenen Seeleute, — Dupon; Gewerkschaft der Seeleute und Fischer von Cette, — Esquillan, Felix; Revolutionäres Central-Comitee von Lyon, — Farjat, Adrien; Havre'sche Liga der vereinigten Arbeiter, — Faure, Sebastien; Comitee der socialistischen Arbeiter von Nanterre, — Feline, Louis; Socialistischer Verein von Narbonne, — Ferroul; Gewerkschaft der vereinigten Arbeiter von Bezenet (Allier) 2c., — Fréjac, Raoul; Comitee der Arbeiterpartei von Vauban-Chanzy (Calais) 2c., — Fuchs; Gewerkschaft der Zimmerleute von St. Quentin, — Gadroy, Leon; Tabakarbeiter von Marseille, — Gros; Arbeitergruppe der Freidenker von Marseille, das „Radicale Algier“, — Guesde, Jules; Cirkel der Avantgarde von Limoges, — Hummel, Aristide; Gruppe „la Mouche“ des III. Arrond. von Lyon, — Jaquet; Gewerkschaft der Metallarbeiter von Cette, — Jeannot, Louis; Gewerkschaft der Zimmerleute (Calais), — Jude, Henri; Gewerkschaft der Möbelarbeiter von Cours (Rhone), — Lachize; Gewerkschaft der Bergleute des Aveyron (Decazeville), — Lacombe, Ant.; Nationale Arbeiterliga (Bordeaux), — Lafitte, Wählerunion des III. Arrondissement von Lyon, — Landrin; Gewerkschaft der Weber von St. Quentin, — Langrand; Union der socialistischen Arbeiter von Pantin, — Lapierre; Gewerkschaft der Verwaltungsbeamten des Handels und der Industrie (Bordeaux) — Lavau; Central-Comitee der socialistischen Gruppen 2c, Lavigne; Central-Comitee der socialistischen Republikaner des Cher (Bourges), — Lebeau, Louis, Preichoux, Gilbert; Gewerkschaft der Weber von Amiens, — Lefebvre; Gewerkschaft der Metallarbeiter 2c. von Commentry (A.-P.), — Letang, S.; Gewerkschaft der Feilenhauer von l'Arnay-le-Duc (Cote-d'Or), — Levitre, Jul.; Arbeiterunion von Tulle, — Malaurie, Marc.; Revolutionär-socialistisches Comitee von St. Ouen, — Maquaire; Socialistisches Comitee von Mâcon, — Marmonnier; les Egalitaires des III. Kantons von Reims, revolutionäre Gruppe des III. Kanton von Lyon, — Michel, Joseph; Gewerkschaft der Weber von Mardore (Rhone), — Moncorge, Emil; Krystallschneider der Seine und Seine et Oise (Aubervilliers), — Mosser; Gewerkschaft der vereinigten Weber von Annonay (Ardèche) 2c. — Neveu, Henri; Gewerkschaft der Bergarbeiter der Loire (Saint-Etienne), — Ottin, Ant.; Gewerkschaft der Lastträger, Sektion Choisy-le-Roi, — Paulet; Föderation der socialistischen Gruppen der Arbeiterpartei (Reims) 2c. —

Pédron, Stadtrath von St. Ouen, — Pernin, Maire; Gruppe „weder Gott noch Herr“ (Lyon), — Perreux, Alex.; Union der Arbeitergewerkschaften von Nantes 2c., — Piron, Joseph, Rigaud; Freidenker von Ardèche (Annonay), — Place, Henri; Gewerkschaft der Fleischer von Saint-Fargeau 2c., — Poilblanc, Elie; Gewerkschaft der Spinner von Vienne, — Poncet; Die Schildwache (la Sentinelle) von Saint Quentin 2c. — Renard, Victor; Lyoner Schuhmacher, — Richerand; Revolutionäres Central-Comitee der 3 Kantone von Grenoble, — Robesto; Gewerkschaft der vereinigten Arbeiter der Haute-Loire und des Puy-de-Dôme (Saint-Florine), — Rouget; Die Unabhängigen von Annonay, — Rouillon; Union der 20 Gewerkschaften von Bordeaux 2c., — Roux; Bergarbeiter von der Rhonemündung (Marseille), — Sabathier; Gewerkschaft der Metallarbeiter von Calais, — Salembier, Fischer von Cette, — Sauvaire; Gruppe der socialen Studien von Lormont (Gironde), — Sciota; Gewerkschaft der Buchdrucker von Cette, — Sénégas: Gewerkschaft von Lérouville (Meuse), — Sieffert; Sammtweber von Arbresle (Rhone) 2c., Sol, Louis; Socialistische Federation der Haute Vienne (Limoges), — Soulat, Henri; Föderales socialistisches Comitee von Allier (Montluçon), — Tissier; Revolutionäre socialistische Union (Marseille), — Tressaud; Socialistisch-revolutinäre Gruppe von St. Amand (Cher) 2c. 2c., — Vaillant; Gewerkschaft der Faßbinder und Weinabzieher von Cette, — Vallat, Pierre; Socialistische Gruppe von Orleans, — Viard; Union der Socialistischen Arbeiter von Lyon, — Vimenet, Jean; Union der socialistischen Freidenker von Boulogne-sur-Seine, — Macherey; Socialistische Gruppe der Deputirtenkammer: Boyer, Camelinat.

Paris.

Adam, Ferdinand, Ambourg, Andrieux, Anquetil, Baju, Pellegrie, Baudet, Bedier, Besse, Boicervoise, Boulé, Bossaguet, Bureau, Jacques, Calmel, Camescasse, Charreron, Chauvière, Granger, Vaillant, Ciret, Louis, Comaille, Combomoreil, Courbet, Dangers, Delmas, Delacôte, Dereure, Desgrosjean, Deville, Dimnet, Nicolas, Dubois, Dubucq, Duprès, Guillon, G., Lafargue, Paul, Léveillé, Feline, George, Gaiffe, Geiler, Gerbaud, Geva, Gouzon, Grenier, Guillot-Poupardin, Kahn, Hertaud, Hinart, Jannot, Lachet, Lacoste, Maximilien, Lainé, Laurençon, Lecomte, Eugen, Lenz, Lepage, Lepeut, L'Homme, Ligneul, Lutz, Mercier, Marchat, Messer, Monceau, Montant, Patricot, Policon, Reinert, Rigal (Bürgerin), Rouanet, Weber, Rousseau, Roussel, Siguret, Stievenard, Troquet, Valette, Bürgerin, Weil, Lucien, Daumas Humbert, Longuet.



LE CONGRÈS POSSIBILISTE DE 1889

FÉDÉRATION DES TRAVAILLEURS SOCIALISTES
DE FRANCE

COMPTE-RENDU
DU
CONGRÈS INTERNATIONAL
Ouvrier Socialiste

TENU A PARIS DU 15 AU 20 JUILLET 1889

PUPLIÉ PAR LE

COMITÉ NATIONAL

Prix : UN franc.

EN VENTE A PARIS
Chez tous les Libraires
Et aux Bureaux du PROLÉTAIRE
49, Rue de l'Arbre-Sec, 49

1891

CONGRÈS
OUVRIER INTERNATIONAL
de Paris

L'ORDRE DU JOUR

Après des difficultés sans nombre, que son Comité national sut vaincre, le Parti ouvrier français parvenait enfin, au mois de juillet 1889, à organiser le Congrès international de Paris, dont la tenue avait été décidée à Londres l'année précédente.

L'ordre du jour était ainsi conçu :

1° Législation internationale du travail. — Réglementation légale de la journée. — Travail de jour, de nuit, des jours fériés, des adultes, des femmes et des enfants. — Surveillance des ateliers de la grande et de la petite industrie, comme de l'industrie domestique. — Voies et moyens pour obtenir ces revendications ;

2° Moyens les plus pratiques à employer pour établir des relations constantes entre les organisations ouvrières de tous pays, sans pour cela porter atteinte à leur autonomie ;

3° Coalitions patronales et intervention des pouvoirs publics;

4° Fixation de la date et du lieu du prochain Congrès. — Règlement à adopter pour sa convocation, son organisation et la tenue de ses séances.

Ire SEANCE

Tenue le 15 juillet. — L'aprés-midi.

Le 15 juillet, à une heure et demie, avait lieu la première séance du Congrès, dans la salle de l'Union du Commerce et de l'Industrie, 10, rue de Lancry.

La salle, grande, très bien décorée, les drapeaux rouges flottant partout au-dessus des têtes, était envahie par la foule des délégués et par un public nombreux, qui parvenait à peine à trouver place.

Le Comité national siégeait sur la vaste estrade ; de chaque côté un buste de la République, coiffée du rouge bonnet phrygien.

Le Comité était alors composé des citoyens :

A. Lavy, instituteur, conseiller municipal de Paris, secrétaire du Comité national pour la France ;

E. André-Gély, employé, membre de la Commission des logements insalubres, secrétaire du *Bulletin de la Bourse du Travail*, secrétaire du Comité national pour l'étranger ;

E. Picau, ouvrier en pianos, secrétaire de l'Union fédérative du Centre, secrétaire des séances du Comité national ;

Avez, employé, secrétaire-adjoint du Comité national pour la France ;

Ribanier, ouvrier ferblantier, secrétaire-général de la Bourse du Travail, secrétaire-adjoint du Comité national pour l'étranger ;

Delacour, ouvrier relieur, trésorier du Comité national ;

J. Allemane, ouvrier typographe ;

Ch. André, ouvrier mécanicien ;

Berthaut, ouvrier en pianos, conseiller prud'homme ;

P. Brousse, docteur en médecine, conseiller municipal de Paris ;

Couturat, ouvrier tôlier ;

Dejeante, ouvrier chapelier ;
Dumay, ouvrier mécanicien, conseiller municipal de Paris;
Heppenheimer, ouvrier en pianos ;
J. Joffrin, ouvrier mécanicien, vice-président du Conseil municipal de Paris ;
S. Paulard, employé, conseiller municipal de Paris ;
Prudent Dervillers, ouvrier tailleur, rédacteur au *Prolétariat ;*
J. Vaidy, employé, administrateur de la *Sociale* et du *Prolétariat.*

Le citoyen Smith Headingley prête, comme dans les Congrès précédents, son intelligent et précieux concours pour la traduction des discours prononcés au Congrès.

Au nom du Comité national, le citoyen Lavy déclare le Congrès ouvert et donne lecture du rapport suivant :

CITOYENNES ET CITOYENS,

Fidèles au mandat qui nous a été donné par les deux congrès internationaux de Paris et de Londres, nous avons organisé le troisième congrès ouvrier socialiste international.

Nous aurions souhaité voir dans cette salle les délégués ouvriers et socialistes de tout l'univers, nous aurions souhaité que l'affirmation qui se dégagera de cette grande manifestation prolétarienne fût si puissante par notre union qu'elle apprît enfin au capitalisme universel qu'il faut compter non seulement avec les bras, mais aussi avec le cerveau, avec la volonté des travailleurs.

Quel rêve superbe ! réunir fraternellement les délégués de tous les prolétaires, de tous les travailleurs du monde les unir dans ce Paris qui, il y a cent ans, a proclamé les Droits de l'homme, et leur faire déclarer solennellement qu'ils n'auront point de trêve, point de repos avant d'avoir

conquis les Droits du travail, avant d'avoir fait de la justice et de l'égalité la règle de tous les rapports humains !

Ce rêve, qui hantait nos esprits et dont la réalisation nous enorgueillissait d'avance, nous travailleurs et socialistes de ce pays, nous l'avons vu avec douleur s'évanouir comme au souffle du vent d'orage s'envole un nuage doré par les feux du soleil.

Nous ne pouvions, certes, nous attendre à la division qui s'affiche maintenant au grand jour.

Nous avons été envers tous loyaux et fraternels. Nous ne pouvions pas supposer qu'il viendrait à l'esprit de personne la pensée d'arracher de nos mains le mandat que nous ont donné deux Congrès internationaux.

Au Congrès de Londres, au bénéfice des socialistes allemands, nous avions affirmé avec énergie la solidarité socialiste internationale, et, au club allemand, nous avions déclaré que pas un de nos camarades étrangers ne pourrait se plaindre jamais que par une formalité inquisitoriale nous lui eussions fermé les portes de ce Congrès.

Cependant nous étions à peine de retour de Londres que deux lettres, datées du 26 novembre et du 4 décembre, nous faisaient déjà pressentir des difficultés. Le socialiste hollandais bien connu, Domela Nieuwenhuis, nous parlait d'un Congrès international que les socialistes allemands voulaient organiser en Suisse.

A ces lettres nous répondions que deux Congrès internationaux avaient décidé, que nos camarades d'Allemagne ne pouvaient placer leur seule volonté au-dessus de celle de ces deux Congrès et que, du reste, notre attitude fraternelle à leur égard nous faisait espérer qu'ils abandonneraient leur projet qui serait funeste à la cause du travail.

Il ne fut plus question du Congrès de Suisse. Mais ce danger ne disparaissait que pour faire place à un autre.

Le 10 janvier, nous recevions la lettre suivante datée du 8, de Borsdorf :

« Les députés socialistes démocrates allemands ont pris la résolution de prendre part au Congrès ouvrier international qui, d'après les résolutions du Congrès ouvrier de Bordeaux et du Congrès international de Londres, doit se tenir à Paris pendant le cours de l'année présente. Pour faire les préparatifs nécessaires, il nous a paru indispensable d'avoir une *conférence préparatoire*.

« Avec nos amis suisses, belges et hollandais, nous sommes convenus de tenir la conférence préparatoire à Nancy, le 18 janvier.

« Nous venons d'inviter nos amis les marxistes et les blanquistes français, et nous vous invitons à y envoyer un ou plusieurs délégués, *afin que l'unité d'action puisse être assurée d'avance*.

« Signé : LIEBKNECHT. »

Que signifiait une telle façon d'agir?

On s'occupait à l'étranger du Congrès international, et nous qui avions charge de l'organiser, nous étions avisés les derniers, même après « les marxistes et les guesdistes français », on ne nous disait rien de la nature des pourparlers qu'on avait engagés, et l'on nous prenait à la gorge en nous invitant, *huit jours d'avance* et par une lettre sommaire, à une conférence dont nous ne savions ni le but ni l'ordre du jour.

On faisait, en outre, découler la tenue du Congrès international de la décision d'un Congrès national de Bordeaux ; ce qui constituait, à notre avis, une étrange prétention. Quand deux Congrès internationaux ont décidé d'une convocation universelle, peut-il appartenir à une fraction ouvrière d'un seul pays d'opposer sa propre convocation à celle de plusieurs nations régulièrement consultées?

Enfin, on nous disait qu'il fallait « assurer d'avance l'unité d'action ». Qu'y avait-il sous ces paroles? Si l'on

avait l'intention de créer avant le Congrès et en dehors de lui une majorité, de lui imposer une direction, nous étions résolus à nous y opposer.

Pour ces diverses raisons, notre Comité national refusa de se faire représenter à Nancy.

Sans nous arrêter à cela, nous poursuivions notre tâche et, le 16 février, paraissait, dans le journal le *Prolétariat*, notre premier appel.

Il annonçait la tenue du Congrès pour la deuxième quinzaine de juillet, déterminait les conditions d'admission, indiquait que la vérification des mandats et les votes se feraient par nationalité, portait à l'ordre du jour les deux questions qui y avaient été mises par le Congrès de Londres et prévenait que les vœux devaient être déposés à l'ouverture du Congrès.

Il avisait, en outre, tous les groupes de travailleurs et de socialistes qu'il leur appartenait de faire des additions à cet ordre du jour et que, avec leurs indications, l'ordre du jour définitif serait fixé le 31 mai et communiqué à tous.

Entre temps, nous apprenions que la conférence de Nancy n'avait pas eu lieu mais qu'elle se tiendrait à La Haye le 28 février.

Convoqués de nouveau, nous refusions encore de nous rendre à l'appel qu'on nous envoyait : 1° parce que nous savions que toutes les nations n'avaient pas été invitées; 2° parce qu'on n'avait pas voulu nous dire nettement le but de la conférence, et parce qu'on refusait de reconnaître au préalable notre droit à organiser le Congrès.

La conférence eut lieu. Elle rédigea une note que le citoyen Volders, membre du Comité national du Parti ouvrier belge, fut chargé de nous apporter.

Dans les premiers jours de mars, le Comité national reçut le citoyen Volders.

Voici la note qui nous fut remise au nom de la conférence de La Haye :

« Les soussignés invitent la Fédération des travailleurs socialistes de France, en vertu d'un mandat qu'elle a reçu du Congrès de Londres de 1888, à convoquer le Congrès international de Paris d'accord avec les organisations ouvrières et socialistes de France et des autres pays.

« Cette convocation, signée par tous les représentants des organisations ouvrières et socialistes, devra être portée dans le plus bref délai possible à la connaissance du public ouvrier et socialiste d'Europe et d'Amérique.

« Cette convocation portera :

« 1° Que le Congrès international de Paris se tiendra du 14 au 21 juillet 1889 ;

« 2° Qu'il sera ouvert aux ouvriers et aux socialistes des différents pays, en leur permettant de se conformer aux conditions politiques qu'ils subissent ;

« 3° Que le Congrés sera souverain pour la vérification des mandats et la fixation de l'ordre du jour.

« Les questions à l'ordre du jour provisoire sont les suivantes :

« A. — Législation internationale du travail. Réglementation légale de la journée de travail : (travail de jour, de nuit, des jours fériés, des adultes, des femmes et des enfants) ;

« B. — Surveillance des ateliers de la grande et de la petite industrie ainsi que de l'industrie domestique ;

« C. — Voies et moyens pour obtenir ces revendications.

« La Haye, 28 février 1889. *Les délégués* :

Allemagne :
A. Bebel, W. Liebknecht.
Suisse :
Reichel, Vherrerbeer.
Hollande :
Domela Nieuwenhuis.
Belgique :
E. Anseele, Jean Volders.
France :
Paul Lafargue.

« Maison du Peuple, place de Bavière ».

Des explications furent échangées, desquelles il résulta pour nous la certitude qu'un Congrès serait organisé en dehors et en violation des résolutions des Congrès internationaux de Paris et de Londres.

Du reste, ce Congrès était déjà annoncé par la fraction blanquiste des socialistes français.

Le Comité national se réunit le 20 mars, et il décida l'envoi de la réponse suivante à la note de la Conférence de La Haye :

« Paris, le 22 mars.

« Citoyen Volders,

« J'ai commis une erreur en vous indiquant le 18 mars comme date de la séance de notre Comité national ; il ne s'est réuni que le 20. Voici les résolutions qu'il a prises :

« Il a d'abord déclaré que son mandat d'organiser le Congrès international de 1889, à Paris, était au-dessus de toute contestation, les décisions des Congrès internationaux de Paris et de Londres faisant loi pour tout le monde. S'il n'en était pas ainsi, il pourrait être à la fois, sur tous les points du globe, organisé vingt Congrès dits internationaux, avec un droit égal et portant mensongèrement ce titre, puisqu'ils ne résulteraient pas de la volonté internationale.

« Ce serait l'anarchie la plus complète au lieu de l'union provenant d'une libre entente, de la soumission volontaire aux décisions de la série des Congrès internationaux se succédant les uns aux autres pour compléter, pour parachever l'œuvre d'organisation internationale des travailleurs et des socialistes.

« Le Comité a renouvelé ses réserves au sujet de la conférence de La Haye, réserves qui avaient été présentées par lettres antérieures à la conférence, adressées aux citoyens Liebknecht, Anseele et Nieuwenhuis, et au Comité du Parti ouvrier belge. Ces réserves portaient, vous le savez :

1° Sur ce que les représentants de toutes les nationalités n'étaient pas convoqués à La Haye, ce qui rendait cette réunion incorrecte ; 2° sur ce que le but de la conférence n'était pas nettement indiquée, en dépit de nos réclamations instantes et répétées ; 3° sur ce que les convocateurs de la conférence se refusaient à reconnaître tout d'abord notre droit à organiser le Congrès, que dès lors nous pouvions les croire disposés à le nier en vertu même des réponses qui nous étaient faites, et que par suite il ne nous était pas permis de nous associer à une violation des résolutions des Congrès de Paris et de Londres.

« Ces réserves faites pour établir nettement notre situation, le Comité national a tenu à donner une fois de plus la preuve de son humeur conciliante et à manifester son vif désir de ne se prêter à rien de ce qui pourrait entraver l'entente internationale des travailleurs et des socialistes. Il a résolu, son droit affirmé, de consentir toutes les concessions compatibles avec son mandat, sa propre dignité et le bon ordre et la sincérité du Congrès.

« Vous nous demandez que les appels pour l'adhésion au Congrès soient signés par tous les représentants des organisations ouvrières et socialistes.

« Cela nous a paru impossible en le prenant dans son sens absolu. A Paris seulement existent les organisations ouvrières suivantes : blanquistes, guesdistes, barberettistes ou ministériels, positivistes, anarchistes et enfin les Chambres syndicales qui, tout en adhérant, par exemple, à la Bourse du Travail, ne se rattachent à aucun groupement politique ou économique. Si au Comité national doivent s'adjoindre des représentants de toutes ces branches, c'est un véritable Parlement ouvrier dont vous demandez la création, Parlement qui discutera beaucoup sur toute autre chose que la préparation du Congrès et qui sera prêt en 1890, un an trop tard. — Bien entendu, ces citoyens ne peuvent nous donner leur signature sans faire partie du Comité organi-

sateur. — Nous direz-vous que nous pourrions opérer un tri parmi eux ? C'est alors une besogne à laquelle nous nous refusons. Nous pouvons agir *seuls*, ayant pour cela un mandat ; mais nous ne consentons pas, agissant en dehors de notre mandat, à nous associer les représentants de tels groupes et à repousser le concours des représentants de tels autres. Ce serait faire œuvre de parti et mal préparer un Congrès dont les portes doivent être ouvertes à tous.

« Quoi qu'il en soit, notre Comité tient à vous accorder sur ce point toute la satisfaction possible. Les Chambres syndicales parisiennes se sont réunies à la Bourse du Travail. Elles ont décidé de prendre part au Congrès. Nous leur demanderons, si vous le voulez, deux ou trois membres qui s'adjoindront à nous. — Vous noterez que ces Chambres syndicales sont d'opinions très diverses.

« Vous désirez que le Congrès soit fixé du 14 au 21 juillet. Par une circulaire, en date du 15 février, nous avons annoncé qu'il aurait lieu dans la deuxième quinzaine de juillet. Nous sommes donc d'accord. Il nous reste cependant, bien entendu, à tenir compte des avis des autres nationalités.

« Vous voulez que le Congrès soit ouvert « aux ouvriers et socialistes des différents pays en leur permettant de se conformer aux conditions politiques qu'ils subissent. » Nous avons écrit, le 15 février, qu'on y admettrait les groupes, cercles et chambres syndicales ayant pour but la défense des intérêts des travailleurs et leur émancipation et pouvant justifier de leur existence en 1888. Là où la liberté politique règne, nous exigeons que les groupes justifient pleinement de leur existence. Là, au contraire, où, comme en Allemagne, l'organisation ne peut être que secrète, nous nous en rapportons à la bonne foi des délégués et de leur mandants.

« Nous avons répété et affirmé souvent cela à Londres et dans nos lettres aux citoyens Liebknecht, Anseele, etc.

« Du reste, ce correctif au règlement du Congrès futur existait déjà par le fait que nous avions décidé la vérification des mandats par les nationaux eux-mêmes. — Sur ce point, nous ne pouvons tomber d'accord avec vous. Nous maintenons les termes de notre circulaire : « Les délégués de chacune des nationalités, étant mieux placés pour contrôler l'existence des groupes de leur nation, seront chargés de vérifier les mandats et d'en établir la validité. » — Pour répondre à vos préoccupations, nous ajoutons : « sauf les cas spéciaux. » Cela veut dire que nous croyons que seules les nations intéressées peuvent en ce qui concerne les mandats juger les points de fait et apprécier sûrement leur validité ; qu'au contraire le Congrès, dans son ensemble, ignorant des faits, ne jugerait qu'en cédant à un courant d'opinion et de sympathie. Cependant nous admettons que si, *par exception*, un fait grave vient à se produire, qu'une élimination paraisse proposée contre toute justice, le Congrès, saisi de l'affaire, prononce en dernier ressort.

« Nous ne pouvons pas accepter que le Congrès soit « souverain » pour la fixation de son ordre du jour. Les délégués ne sont pas des dirigeants ni des maîtres, mais des serviteurs et des mandataires. Ils doivent donc se présenter au Congrès avec un mandat ferme sur des questions examinées d'avance par leurs mandants.

Pour ces raisons il est indispensable de suivre la méthode que nous avons employée : rédiger d'abord un ordre du jour provisoire conformément à la dernière résolution du Congrès international de Londres, inviter tous les groupes adhérents à signaler des additions ou des modifications, puis, tous ces renseignements parvenus, fixer, le 31 mai, six semaines avant le Congrès, l'ordre du jour définitif. Ainsi tout le monde est consulté, chacun sait à quoi s'en tenir ; les mandats sont nets et aucune surprise n'est possible pour personne.

« Vous croyez utile de substituer une nouvelle formule

plus large et meilleure au 1er paragraphe de l'ordre du jour ; nous l'acceptons entière, ainsi que vous le prouve le procès-verbal de notre dernière séance, paru dans le *Prolétariat* du 23 mars.

« Le reste de l'ordre du jour provisoire est maintenu jusqu'après réception des avis des diverses nations adhérentes.

« Vous nous disiez, citoyen Volders, que si notre Comité national n'acceptait pas les décisions de la conférence de La Haye, vous iriez sans doute jusqu'à organiser un autre Congrès contre celui que nous avons mission de préparer.

« C'était donc un ultimatum que vous nous apportiez et non une note fraternelle de camarades qui voulaient prendre des garanties pour l'union entre tous les travailleurs.

« Les concessions possibles, les voilà faites par nous, sans que nous nous soyons butés à l'irrégularité de votre conférence, au manque de sympathie dont elle faisait preuve à notre égard, à l'injuste défiance qu'elle nous témoignait. Nous ne voulons aucune part de responsabilité dans une division qui pourrait survenir dans le monde international du travail. Nous espérons que ces sentiments vous animeront aussi et que c'en est fini de ces querelles sourdes qui rendraient impossible l'entente internationale que vous devez souhaiter comme nous.

« 1789 a été une année grande et lumineuse pour le genre humain ; 1889 doit marquer une autre étape, plus élevée et plus féconde encore ; il doit affirmer la solidarité universelle de tous les travailleurs et de tous les socialistes qui veulent l'intégrale émancipation humaine.

« Nous attendons avec confiance votre réponse. Nous avons rempli et remplirons en conscience notre devoir, le devoir que nous ont imposé les Congrès de Paris et de Londres. Ces explications données loyalement, nous avons l'espoir que tout malentendu sera dissipé, et que Belges, Allemands,

Suisses, Hollandais, vous nous enverrez votre adhésion comme l'ont déjà fait les Danois, les Anglais, les Américains, les Portugais, les Italiens, et que vous ne consentirez pas, en un pareil anniversaire, à donner à la féodalité capitaliste et politique le réjouissant spectacle de la division de ceux dont l'intérêt et la mission sont de s'unir fraternellement et indissolublement pour la combattre.

« Pour le Comité national et par son ordre,

« *Le Secrétaire à l'intérieur*,

« A. Lavy. »

Nous n'avons jamais obtenu de réponse à cette lettre ; jamais non plus aucune démarche nouvelle ne fut faite auprès de nous. On nous avait menacés d'organiser un deuxième Congrès ; on l'organisa.

Quant à nous, si nous demeurions fermes dans notre droit et dans l'accomplissement de notre tâche, si nous ne laissions pas méconnaître les libres résolutions des Congrès internationaux de Paris et de Londres, nous faisions toutes les concessions de nature à affirmer notre loyauté et notre esprit de tolérance.

A notre œuvre s'associait, dès la première heure, et sur notre demande, l'immense majorité des Chambres syndicales ouvrières de Paris, ainsi que le prouve un manifeste donné par elles, le 9 mars, au journal le *Prolétariat* et envoyé à tous les groupes ouvriers de France.

Elles avaient créé un comité qui n'a cessé d'agir constamment, d'accord avec notre Comité national, et à ces camarades qui nous ont aidés activement nous devons ici adresser nos éloges et nos remerciements fraternels.

Le 6 avril, nous publiions un nouveau manifeste qui tenait compte des réclamations de la Conférence de La Haye dans les limites que nous avions précisées.

Nos amis de Danemark et d'Angleterre nous ont fait une

série de propositions que nous avons accueillies avec un empressement auquel ils ont rendu pleinement justice. C'est pour leur être agréables et éviter toute équivoque que, le 18 mai, nous avons publié la déclaration suivante :

« Le Comité national, organisateur du Congrès international de 1889, persiste à penser, d'accord avec la plupart des nationalités qui ont été consultées sur cet objet, que l'ordre du jour du Congrès doit être fixé avant son ouverture.

« Cet ordre du jour doit être connu assez longtemps à l'avance pour que les délégués puissent être mandatés sur chacun des articles.

« Les nations adhérentes seront consultées sur les additions et modifications à y apporter. Si trois ou quatre nations formulent un même avis, avant le 31 mai, l'ordre du jour sera modifié ou amplifié suivant qu'elles en auront exprimé le désir au Comité national.

« Aucune question ne pourra, après le 31 mai, être ajoutée à l'ordre du jour, et moins encore pendant le Congrès. Toutefois, il demeure entendu que si un événement *grave* vient tout à coup à se produire, intéressant les travailleurs et la cause socialiste, il sera loisible à tout délégué d'en saisir le Congrès et de demander à ce propos une discussion et même un vote.

« L'honnêteté et les principes socialistes exigent que les délégués n'agissent qu'en qualité de mandataires ; mais le bon sens peut commander à ces délégués, en face d'un fait *grave*, *subit et imprévu*, de prendre sur eux, dans l'intérêt même de leurs mandants, la responsabilité d'une décision sur laquelle le temps ne permettrait pas de les consulter.

« *Au nom du Comité national*,
« Le secrétaire à l'intérieur,
« A. LAVY. »

Pour répondre au désir de nos camarades d'Angleterre et de Danemark, nous avons aussi déclaré, en termes très clairs, que, si nous croyons à l'utilité de la vérification des mandats par chaque nationalité, nous admettons que « tout mandataire, en cas de difficulté, aura droit d'appel au Congrès. »

Dans le même but, nous avons ajouté deux nouveaux paragraphes à l'ordre du jour.

Les lettres que nous avons entre les mains témoignent qu'Anglais et Danois reconnaissent la correction absolue de notre attitude, notre loyauté parfaite et la tolérance de notre esprit.

De cette tolérance, nous avons donné une dernière preuve. Ces jours-ci, des démarches ont été faites auprès de nous, en vue d'une fusion des deux Congrès. Nos amis de Danemark, une fois encore, sont intervenus. Nous leur avons répondu en ces termes :

« Paris, le 9 juillet 1889.

« Au Conseil principal du Parti ouvrier danois.

« Citoyens,

« A votre dernière note, nous répondons :

« 1° A notre avis, il n'y avait et ne pouvait y avoir pour les socialistes et les travailleurs étrangers qu'une seule attitude à prendre par rapport au Congrès : adhérer au seul Congrès régulier, faire ses efforts pour que tout s'y passe avec la correction la plus parfaite ; enfin, aller au Congrès dissident avec le dessein de ramener les égarés dans le devoir. Si toutes les nations étrangères avaient agi de cette façon, la situation actuelle ne causerait à personne aucune crainte ;

« 2° Nous sommes prêts à tout ce qui est possible pour qu'il ne se tienne qu'un seul Congrès. Nous vous l'avons

prouvé à diverses reprises. Même après le 15 juillet, nos portes resteront ouvertes, et nous oublierons la division tentée contre nous pour faciliter la tenue d'un Congrès unique.

« Nous ne pouvons, du reste, régulièrement nous y opposer. Nous sommes des mandataires chargés seulement de l'organisation du Congrès. Il ne nous appartient donc pas de repousser aucun groupe de travailleurs ou socialistes qui veut répondre à l'invitation des Congrès internationaux de Paris et de Londres.

« 3° La question ainsi nettement posée, notre Comité ne peut accepter toutefois, la fusion du Congrès dissident avec le Congrès régulier qu'aux conditions suivantes :

« A. — La vérification des mandats se fera *dans le Congrès unique*, par nationalité, avec droit d'appel devant le Congrès en faveur des mandataires contestés.

« B. — Le Congrès délibèrera seulement sur les deux ordres du jour des deux Congrès aujourd'hui convoqués. Aucune question nouvelle ne pourra être portée à l'ordre du jour, à moins qu'elle ne résulte d'un fait politique ou économique grave qui viendrait à se produire subitement au cours du Congrès.

« C. — Le paragraphe 2 de l'ordre du jour du Congrès régulier remplacera le paragraphe analogue de l'ordre du jour du Congrès dissident.

« Ces réserves faites, nous souhaitons que vos efforts aboutissent et nous exprimons surtout le très vif désir que vous, nos camarades de Danemark, vous soyez dans quelques jours à Paris pour resserrer nos liens de fraternelle solidarité.

« Recevez, citoyens, notre salut cordialement révolutionnaire.

« Pour le Comité national et par son ordre,

« *Le Secrétaire à l'intérieur,*
« A. LAVY. »

Après cet exposé, on se demande avec une véritable stupéfaction comment notre conduite, comment les démarches nombreuses faites auprès des organisateurs du deuxième Congrès par les socialistes anglais et danois n'ont pas fait cesser toute division, n'ont pas ramené l'entente si malheureusement rompue.

Pourquoi ce Congrès dissident ? Il n'a été donné publiquement aucune raison pour le justifier.

Est-ce par ce que l'on nous accuse de vouloir déloyalement évincer quelqu'un de nos adversaires ?

Mais nous avons toujours admis à tous nos Congrès nationaux tous nos adversaires. Comment pourrions-nous avoir la folle prétention de les évincer d'un Congrès international dont nous ne sommes que les convocateurs ?

Au surplus, il était entendu que le Congrès déciderait lui-même sur les mandats contestés, et l'acceptation par nous de cet article est la meilleure preuve de notre bonne foi.

Nous reprocherait-on de ne pas vouloir consentir à ce que le Congrès soit souverain pour fixer son ordre du jour?

Oh ! alors, nous sommes fiers d'encourir ce reproche. Démocrates et socialistes, nous n'admettrons jamais que les délégués à un Congrès aient le droit de délibérer et de voter sans mandat C'est la masse des citoyens de nos groupes qui doit faire la loi, et non pas un petit groupe d'hommes qui la lui imposent.

Notre parti de républicains, de démocrates, de socialistes, se refuserait à adhérer à tout Congrès où ne se trouveraient que des personnalités, où ne se rencontreraient pas des délégués porteurs d'un mandat et fidèles exécuteurs des ordres de leurs camarades.

Ne nous trouverait-on pas assez socialistes ?

Ah ! nous ne voulons apporter ici aucune parole irritante. Mais notre socialisme démocratique peut soutenir avec tout autre une comparaison que nous sollicitons plutôt que nous ne sommes disposés à la fuir.

Quelles sont donc les causes qui ont présidé à la formation d'un deuxième Congrès ? Nous les découvririons sans peine, si, résolus à nous défendre contre toute imputation calomnieuse, nous n'étions en même temps décidés à rien faire qui entravât l'union préparée par beaucoup de nos camarades étrangers et acceptée si volontiers par nous.

Pourquoi, du reste, nous attarder davantage avec vous, citoyennes et citoyens, à l'examen des causes de cette lamentable division ? Vous nous avez rendu justice. Votre présence atteste votre estime et vos sympathies. Devant vous, de plus longues explications sont inutiles.

L'Angleterre, l'Ecosse et l'Irlande sont représentées ici par 42 délégués. Malgré le Comité parlementaire des Trades-Unions, dont le libéralisme est cent fois au-dessous de celui de ses commettants, 17 unions nous ont donné leur adhésion.

A Londres, un Comité avait reçu l'honorable mission d'aplanir les difficultés, d'amener la fusion des deux Congrès ; il a échoué jusqu'à ce jour, et il n'a pu que constater que si les divisions ne prenaient pas fin, la faute n'en était pas à nous.

Nous devons à ce Comité, nous Français, le témoignage public de notre reconnaissance pour ses fraternels efforts.

Malgré sa pauvreté, la « Social democratic federation » a ici 15 représentants. Une fois de plus, elle prouve son énergique dévouement à la cause du progrès social.

L'Autriche et la Hongrie ont 7 délégués qui représentent 28 sociétés ouvrières pour l'Autriche et 48 sociétés et 18 cercles pour la Hongrie. C'est un effort puissant pour une nation à laquelle la liberté est si durement ménagée.

Sept délégués espagnols sont avec nous et affirmeront ainsi que le grand mouvement socialiste d'au-delà des Pyrénées est aussi vivace que jamais.

L'Italie nous a envoyé 7 délégués qui viennent de la part du parti ouvrier de la Romagne, des villes de Naples, Rome,

Livourne, Pesaro, et des sociétés italiennes de Zurich, d'Alexandrie et du Caire.

Le parti ouvrier belge a adhéré officiellement au Congrès de Jolimont devant les explications qui lui ont été fournies par le citoyen Paulard, délégué de notre Comité national, et 7 délégués de ce parti le représentent au Congrès.

Les États-Unis n'ont que quatre délégués, mais ils représentent des milliers de ces vaillants Knights of Labor, dont le dévouement à notre cause est universellement admiré.

Les sociétés ouvrières du Portugal sont pauvres, et cependant deux délégués nous sont venus de ce petit et brave pays qui tient si dignement sa place dans le mouvement socialiste universel.

Nous avons reçu au commencement de cette année l'adhésion de la Fédération des chambres syndicales de Danemark. Plus tard, nos amis ont cru devoir retirer cette adhésion. Ils l'ont fait dans des termes très amicaux, disant que nous n'avions jamais cessé d'être corrects, qu'il n'y avait aucune raison pour ne pas venir à notre Congrès, mais que, ne voulant s'aliéner l'amitié d'aucun socialiste, ils resteraient chez eux. Depuis, ils ont pris une décision nouvelle, et nous saluons avec plaisir leurs deux délégués, parmi lesquels notre ami le citoyen Jensen, président de la Fédération des chambres syndicales danoises.

La chambre syndicale des mouleurs en fer de Copenhague nous avait, au préalable, donné son adhésion.

De Suisse nous n'avons qu'un seul délégué ; mais il représente un peuple ami, et nous saluons sa présence, espérant qu'elle est un gage de retour prochain de camarades qu'on a trompés sur notre compte.

La Pologne même, malgré la tyrannie russe, a délégué l'un de ses vaillants socialistes.

Enfin, la France a donné 213 adhésions et nommé 477 délégués.

Paris et la province fournissent 136 Chambres syndicales ou fédérations de Chambres syndicales et 77 cercles d'études sociales.

42 villes de France ont ici leurs représentants.

Nous sommes fiers de ce résultat qui démontre que la démocratie socialiste française est dans tout l'éclat de sa vigueur.

Quelles que soient les divisions politiques de notre pays depuis plus d'une année, quelques attaques qu'on ait dirigées contre nous pour nous désorganiser et nous perdre, nous restons debout, plus nombreux, plus résolus ; nous restons debout pour la défense de la République, pour l'affirmation des droits du travail, pour la conquête de l'égalité sociale ; nous restons debout pour vous tendre nos mains fraternelles, amis venus de tous les points de l'Univers, et pour jurer avec vous, cent ans après la naissance de notre Révolution, que nos volontés et nos existences seront consacrées, seront dépensées à l'entier affranchissement de l'humanité.

La lecture de ce rapport est fréquemment interrompue par de vives approbations ; la fin en est accueillie par de longues salves d'applaudissements qui prouvent au Comité national que la loyauté et la sagesse de son attitude ont été reconnues.

Le citoyen Lavy déclare alors que la tâche du Comité national est finie, qu'il n'a plus qu'à disparaître, à laisser le Congrès désormais seul maître de son organisation et à prouver ainsi, une fois de plus, qu'il n'entend s'imposer à personne.

Le Congrès procède au vote pour la formation du bureau.

Le citoyen Snow, anglais, est désigné comme président pour la délégation étrangère ; le citoyen J. Joffrin, vice-président du Conseil municipal de Paris, comme président de la délégation française. Les assesseurs sont : la citoyenne

Simcox, anglaise, et le citoyen Andrea Costa, italien; les secrétaires, les citoyens Lavy et Galiment.

Il est décidé que le bureau sera renouvelé à chaque séance.

Le citoyen Gilliard, de l'Union française, se plaint qu'on lui ait réclamé plusieurs fois sa carte dans la salle et demande que les commissaires soient munis de leurs insignes.

Le président français déclare que le Congrès n'est pas fait pour qu'on y perde son temps en paroles inutiles. Les personnalités tiennent beaucoup de place ; il faut qu'on leur en accorde un peu moins et que l'on songe davantage à la besogne socialiste qu'il convient d'accomplir.

Il souhaite la bienvenue aux délégués étrangers et les remercie de donner à leurs camarades de France le témoignage de leurs sympathies. Ils sentent que notre pays est un des agents puissants du mouvement socialiste. Et cela est si vrai que l'Internationale est tombée le jour où est tombé le parti socialiste français. Si elle revit aujourd'hui, on le doit au sang fécond des martyrs de 1871.

Quant au Parti ouvrier, il a toujours été fraternel et il ne peut s'étonner de rencontrer les sympathies. Ce n'est point de sa faute s'il y a deux Congrès. Mais enfin, puisque la division existe, faisons qu'elle ne nuise pas trop à la cause socialiste. Que chaque Congrès, oubliant l'autre, agisse pour le mieux des intérêts des prolétaires. Qu'il travaille. Le Parti du travail doit donner l'exemple du labeur utile.

La traduction faite en diverses langues, le citoyen Joffrin donne lecture :

D'un télégramme de félicitations de 1,500 ouvriers de Bristol (Angleterre), qui souhaitent l'union internationale des travailleurs ;

D'un télégramme du « Club des démocrates socialistes assemblés pour célébrer la chute de la Bastille et qui

envoient leur salut fraternel aux deux Congrès ouvriers »;

D'un télégramme du Cercle d'études sociales de Rome, célébrant la prise de la Bastille, qui salue les Congrès socialistes internationaux, en souhaitant la réorganisation de l'Association internationale des travailleurs.

Le président français lit ensuite au Congrès des motions des groupes de la Butte-Montmartre et de la Chambre syndicale des ouvriers galochiers.

Le citoyen André-Gély annonce aux délégués que, le soir, un vin d'honneur leur sera offert à la salle Wagram.

Le citoyen Fulgueroso, délégué espagnol, signale la grève des ouvrières en étoffes de Barcelone et invite les ouvrières de France à ne pas aller faire concurrence à leurs camarades d'Espagne.

Le citoyen Croce, délégué italien, dit que le Parti ouvrier de son pays a voulu être représenté au Congrès. Il espère qu'à ce Congrès feront suite de véritables Congrès d'action des travailleurs unis. Il raconte les efforts accomplis par les paysans italiens pour le triomphe du socialisme. Il montre les ouvriers venant se joindre à ce mouvement et il termine en exprimant le vœu que ce Congrès soit le dernier où l'on parle sans agir.

Le citoyen de Campos, délégué portugais, exprime le désir que l'on reconstitue au plus tôt l'Internationale des travailleurs.

Le citoyen Nears, délégué anglais de la fédération des clubs radicaux, exprime les sentiments amicaux de ses camarades pour notre Congrès.

Le citoyen Jensen, président des chambres syndicales danoises, parle d'une grève des menuisiers en bâtiment de Copenhague qui a laissé 3,000 ouvriers sans travail. Il montre les patrons s'efforçant de tromper ces travailleurs pour leur faire subir leurs prétentions. Ils sollicite l'aide de tous les ouvriers, leurs frères.

Le citoyen Dobosy, délégué des socialistes austro-hon-

grois, apporte le salut fraternel des socialistes de Vienne et de Buda-Pesth. Il vient de recevoir un télégramme en ce sens, de la fédération des chambres syndicales de cette dernière ville.

Le citoyen Herbert Burrows, délégué d'une branche de la « Social democratic federation », et de la Société des femmes qui fabriquent les cigares et les cigarettes, propose qu'on procède à la vérification des mandats. Il demande, en outre, à toute la délégation étrangère de se joindre à la délégation anglaise pour approuver tout ce que le Parti ouvrier français a fait pour l'organisation du Congrès et pour l'action socialiste révolutionnaire. Il déclare que la conquête des pouvoirs publics prépare la Révolution sociale.

Le citoyen Joffrin, président, invite l'assemblée à constituer sa Commission d'administration.

Le citoyen Costa propose que le Comité national remplisse cette fonction.

Le citoyen Lavy explique quel sera le rôle de ce Comité : recevoir les vœux, les examiner, les coordonner, les publier, procéder à toutes les organisations matérielles du Congrès ; enfin, régler les questions de finances. Il insiste pour qu'un délégué de chaque nationalité soit adjoint au Comité national pour cette besogne. Il ne veut exposer ce Comité à aucune suspicion, même injustifiée.

Le citoyen Gelez demande la vérification préalable des mandats.

Le citoyen Burns propose, lui aussi, que la vérification des mandats ait lieu tout d'abord, puis que chaque nationalité désigne un délégué pour le Comité d'administration.

Le citoyen Lavy montre que l'examen des mandats français sera très long. Il propose que la séance soit levée et que les diverses délégations se réunissent immédiatement pour vérifier les mandats.

Cette proposition est adoptée et la séance est levée à cinq heures et demie.

RÉCEPTION AMICALE
DES
DÉLÉGUÉS AU CONGRÈS
PAR LES
Ouvriers Parisiens

Le même soir, les groupes ouvriers parisiens organisateurs du Congrès international offraient une réception amicale aux délégués de province et de l'étranger.

On avait choisi pour cet objet la salle Wagram.

Dès huit heures la foule arrive et bientôt sept ou huit cents délégués au Congrès et représentants des corporations parisiennes prennent place autour des tables de l'immense salle de l'Etoile.

Le bureau est ainsi composé : président, Hyndman, délégué d'Angleterre ; assesseurs, Andrea Costa, député italien ; et la citoyenne Avez, déléguée de Paris ; secrétaire, Maupas, délégué de province.

Le citoyen André-Gély, au nom de la Bourse du Travail, souhaite la bienvenue aux délégués et remercie le Conseil municipal de sa libéralité qui permet aux ouvriers parisiens de recevoir dignement les travailleurs du monde entier. Il recommande aux délégués de province de chasser les frelons qui écrèment la ruche sociale et de conserver la République ; aux délégués étrangers, d'opposer à la coalition des rois la coalition des peuples pour réaliser l'émancipation des travailleurs dans la République universelle. (Longs applaudissements.)

Son discours est immédiatement traduit en anglais par le citoyen A. S. Headingley.

Puis, le citoyen Joffrin se lève. Au nom du Conseil muni-

cipal — il peut presque dire au nom de la majorité de ce Conseil — il souhaite la bienvenue à ces rudes travailleurs venus de toutes parts, et qui remporteront plus vivaces encore les idées d'émancipation et de République dans leur pays ou dans leurs provinces.

Les princes boudent l'Exposition ; en revanche voici les peuples réunis à Paris, Paris les préfère ; qu'ils viennent dans ses murs se solidariser et se tendre la main.

Ils diront que la France ne veut que la paix, une paix honorable à l'extérieur, et la République à l'intérieur, car le lion populaire, un moment affaissé, saura broyer sous sa puissante mâchoire cette ridicule boulange qui met, au plus offrant, nos libertés à l'encan. Mais nous établirons la République universelle par le travail.

Le discours du citoyen Joffrin est littéralement haché d'applaudissements, et il se termine au milieu de l'enthousiasme de tous, étrangers et nationaux criant : *Vive la Sociale ! A bas Boulanger !*

Les citoyens Bowen, délégué des *Knigts of Labor* (chevaliers du Travail), puis Andrea Costa et Croce, délégués italiens, prononcent à leur tour des allocutions vivement applaudies.

Le choral de la Chambre syndicale de la sculpture relevait l'éclat de cette fête toute intime, largement arrosée de bons vins et égayée par la plus parfaite harmonie, la plus large cordialité.

IIe SÉANCE

Tenue le 16 juillet. — Le matin

Les citoyens Defnet, délégué belge, et J.-B. Clément, délégué des Ardennes, sont élus présidents. Assesseurs : les citoyens Fulgueroso, délégué espagnol, et Limousin, délégué de Châtellerault. Secrétaire, Lavy.

Il est décidé que le bureau ne sera élu que pour une séance.

Les citoyens Defnet et J.-B Clément remercient le Congrès de l'honneur qui leur est fait ; puis on procède à la validation des pouvoirs de chacun des délégués, pouvoirs qui ont été déjà examinés par les Commissions spéciales nommées la veille.

Chaque nationalité ayant procédé à cette validation, voici les noms des groupes et des délégués admis :

Iles Britanniques

SOCIÉTÉS DIVERSES

I. — Club socialiste de Dublin : A. Coulon.
II. — Société des Fabiens : Williams Clarke.
III. — Fédération radicale de la métropole de Londres : J.-D. Nicass, Mme Besant, déléguée suppléante.
IV. — Labor Union, Hoxton division : A. K. Donald.
V. — Knights of Labor (chevaliers du Travail) : Chafman.

SOCIAL DEMOCRATIC FEDERATION

I. — Conseil général de la Fédération sociale démocratique de Londres : H. M. Hyndman.
II. — Branch de Southwark et Lambeth : J. Hunter Watts.
III. — Branch de Kissington : George-Henry Young.
IV. — St-Pancras Branch : Thomas Walker.
V. — Battersea Branch : Harry Banyon Rogers.
VI. — Somers Town Branch : Sébastien Kuypers.
VII. — Tottenham Branch and Wood Green : Williams Snow.
VIII. — Clerkenarth Branch : Herbert Burrows.
IX. — Glasgow Branch : John Warrilord.
X. — Edimbourg Branch : J. Darma Christie.
XI. — Blackburn Branch : Williams West.
XII. — Birmingham Branch : P. Tanner.
XIII. — Bermondsey Branch : Samuel Oliver.
XIV. — Chelsea Branch : Walter Geard.
XV. — Ichnington Branch : H.-W. Hobort.

TRADES UNIONS

I. — Conseil général de la Société des mécaniciens : Thomas, Henry Eveleigh.
II. — Mécaniciens de Birmingham : John Burns, Louis Willncor.
III. — Fédération des corps de métiers des provinces centrales (Birmingham) : B. Juggins.
IV. — Société internationale des verreries en bouteilles (Branch central) : Robert Hunter.
V. — Société des typographes de Londres : A.-G. Cook et J.-H. Flanedy.
VI. — Union des femmes fabricantes d'allumettes chimiques : Mme Annie Besant.
VII. — Fédération des métiers de Carlisle : T. Noul.
VIII. — Société des verriers en bouteilles d'Islande : J. Ogornan.
IX. — Ligue pour la création de Chambres syndicales de femmes ouvrières : A. S. Headingley.
X. — Fédération des Chambres syndicales des femmes ouvrières de Londres : miss Edith Simcox.
XI. — Fédération des Chambres syndicales de Londres : W. Parnell, B. Cooper.
XII. — Trades-Unions des mineurs de Northumberland : Burt, Esq. M. P., Fenwick, Esq. M. P.
XIII. — Leicester Trades Counncil : James Holmes.
XIV. — Alliance des ébénistes : H. Han.
XV. — Charpentiers et menuisiers de Londres : Georges Deav.

Hongrie

Travailleurs de Transylvanie, Cercle social démocratique de Hermanstadt, de Khausembourg, Fermorac, Geyerla, Bèkés, Fédération de Budapesth, Cercles d'études sociales et Fédération de Croatie, Slavonie, Dalmatie-Ville, de Trieste et Fiume, Porcelainiers de Vàroslod, Union des travailleurs de Zala, Somogy et Tast-Comitat, Groupe socialiste démotique électoral de Fapzolaza, Sumegy, Vesz preim Papsa et Stuthsemburg : 7 délégués dont les noms ne sont pas publiés pour leur éviter toute poursuite de la part du gouvernement de leur pays.

Autriche

Union des boulangers de Vienne.
Fédération de la Haute-Autriche et Salzbourg.
Fédération des travailleurs de Bohême, Moravie et Silésie.

Belgique

I. — Parti ouvrier belge, conseil général : Gustave Defnet.

II. — Fédération des travailleurs socialistes liégeois, verviétois; Meuneries et boulangeries mécaniques; Syndicat des mineurs de Saint-Gilles; Association des mécaniciens de Liège; Conseil fédéral de la Vallée de la Vesdre : Téophile Blancvalet.

III. — Syndicat des mineurs; Fosse Abel La Hestre : Edouard Meunier.

IV. — Fédération bruxelloise (Parti ouvrier) : Laurent Werryken.

V. — Ligue ouvrière d'Ixelles : Emile Vandevelde.

VI. — Cercle de propagande socialiste de Bruxelles : Louis Walnier.

VII. — Les Prolétaires anversois : Auguste Wortelmann; Constant Goetschalk.

Danemark

Chambre syndicale des mouleurs en fer de Copenhague : Charles Schauby.

Conseil des Chambres syndicales corporatives de Copenhague : J. Jensen.

Russie

Groupe des réfugiés socialistes révolutionnaires : Marino Polonski.

Espagne

I. — Société des ouvriers mécaniciens de Barcelone et ses environs : Antonio Fernandez Fulgueroso.

II. — Société des ouvriers apprêteurs, fileurs et tisseurs, dite des trois classes de vapeur : Eudoaldo Xuriguera.

III. — Société des coiffeurs perruquiers de Barcelone : José Camps.

IV. — Société des ébénistes de Barcelone; Société des cylindreurs apprêteurs; Société des teinturiers apprêteurs : Baldomero Oller, A. F. Fulgueroso.

Etats-Unis d'Amérique

I. — Knights of Labor, Chevaliers du travail; district de Colombie et Union internationale des typographes : Will. S. Waudby.

II. — Fédération des Chevaliers du travail : Paul J. Bowen.

III. — Deutschen Arbeites Werein Washington : M. Max Georgei; Union internationale des typographes : P.-F. Crowley.

Hollande

Parti ouvrier socialiste de la Hollande : W. H. Wliegen, J. A. Fortuijn.

Italie

I. — Comité central du Parti ouvrier italien : Croce Guiseppe.

II. — Parti ouvrier socialiste révolutionnaire de Romagne : Alessandro Balducci, Germanio Piselli, Ferdinando Talducci.

III. — Cercle socialiste Emancipation et travail de Livourne : Cini Francesco, Eziv Joraboschi.

IV. — Parti socialiste révolutionnaire et Parti ouvrier de Romagne : Costa Andrea, député au Parlement italien.

V. — Ligue socialiste de Milan, consulat ouvrier de Ravenne : Costa Andrea.

VI. — Le journal le *Soleil de l'Avenir* de Ravenne, groupe socialiste révolutionnaire de Rome, parti ouvrier : Costa Andrea.

VII. — Reggio (Emilie), association Pensée ouvrière et action de Naples, association démocratique Pensée et action, Città di Castello : Costa Andrea.

VIII. — Parti socialiste révolutionnaire, Parti ouvrier de Romagne, Association internationale, Fédération de Ravenne, Vétérans et groupes socialistes de Mirandola, Cercle féminin Louise Michel de Ravenne, Comité anarchiste de Paterne, Fédération des associations populaires de Parme et province, Fédération universelle (section latine), Cercle international d'Alfonsino, Cercle anarchiste de Rimini et San Maximo, Cercle socialiste révolutionnaire des Enfants du Travail de Rimini : Amilcare Cipriani.

Pologne.

I. — Comité central de la « Mina », organisation des socialistes nationalistes polonais : Boleslas Limanowski.

II. — Rédaction de la *Pobudka* (la *Diane*) : Boleslas Limanowski.

Portugal.

I. — Société des ouvriers chapeliers en soie de Porto : Francisco Vitrevo de Campos.

II. — Association des ouvriers métallurgistes de Porto : F.-V. de Campos.

III. — Association coopérative des ouvriers de production de Porto (Tisseurs) : F.-V. de Campos.

IV. — Association des travailleurs de Porto : F.-V. de Campos.

V. — Parti ouvrier socialiste, Fédération du Sud : Manuel Luiz de Figueredo.

VI. — Association des ouvriers tisseurs, société de consommation (de Porto) : F.-V. de Campos.

VII — Association des quatre classes de construction de Porto : F.-V. de Campos.

VIII. — Association des ouvriers des deux sexes en cigares de Porto : F.-V. de Campos.

IX. — Association des ouvriers en tabacs de Porto : F. V. de Campos.

X. — Association des classes de tisseurs et sociétés de résistance : F.-V. de Campos.

XI. — Parti ouvrier socialiste, conseil du Nord, Porto : F.-V. de Campos.

XII. — Société des chapeliers apprêteurs fouleurs, Porto : F.-V. de Campos.

XIII. — Association des ouvriers sabotiers de Porto : F.-V. de Campos.

XIV. — Association des ouvriers ébénistes de Porto : F.-V. de Campos.

XV. — Le journal et le groupe la « Voix de l'ouvrier » : André-Gély.

XVI. — Association du Parti ouvrier portugais : Manuel Luiz de Figueiredo.

Suisse.

I. — Société de l'Union des métiers de Carrouge : S. Paulard.

II. — Rédaction du « Précurseur » de Carrouge : S. Paulard.

III. — Association italienne l'Emancipation de Zurich : Molinari, Bertonci.

FRANCE

Départements.

CHAMBRES SYNDICALES

I. — Union fédérative de Poitiers : E. Oury.
II. — Chambre syndicale du Livre : E. Oury.
III. — Syndicat industriel des cotons de Rouen : Bertin.
IV. — Fédération métallurgiste de Saint-Étienne : Bertin.
V. — Chambre syndicale des ouvriers lithographes ; papetiers régleurs et parties similaires (Alger) : Machiéraldo.
VI. — Chambre syndicale des tailleurs de pierre (Mustapha) : Bourdet Pierre.
VII. — Chambre syndicale des plâtriers (Alger) : Maupas Joseph.
VIII. — Chambre syndicale des cochers receveurs (Alger) : Dalle François.
IX. — Dhambre syndicale des ouvriers tisserands de Cholet : J.-B. Dumay.
X. — Chambre syndicale des ouvriers en moquette de Tourcoing : Mouzillard.
XI. — Fédération des Chambres syndicales de Constantine : Monthieu et Perret.
XII. — Fédération des cuisiniers d'Alger : Sigé et Soulery.
XIII. — Chambre syndicale des ouvriers sur métaux d'Alger : Frich et Louis Blanc.
XIV. — Chambre syndicale des ouvriers diamantaires de Saint-Claude.
XV. — Syndicat des ouvriers coiffeurs réunis de Lyon (Officieux).
XVI. — Syndicat des ouvriers brodeurs de St-Quentin : Avez, Poutrat, Mineu.
XVII. — Syndicat des ouvriers mineurs de Bessèges : Pierre Brunet.
XVIII. — Chambre syndicale de l'ameublement de Rennes : Thomas.
XIX. Chambre syndicale des ouvriers tailleurs d'Orléans : Ménager.
XX. — Chambre syndicale des ouvriers menuisiers en bâtiments de Clermont-Ferrand : Chassagne.
XXI. — Chambre syndicale des ouvriers mouleurs en fonte de Dijon : Josserand.

XXII. — Chambre syndicale des ouvriers cordonniers d'Alger : Brocard, Tiercin.

XXIII. — Fédération algérienne des syndicats ouvriers, Gabriel Rogier.

XXIV. — Chambre syndicale Alliance générale des ouvriers tullistes et similaires de Calais : Ernest Legrand, Edouard Grisel.

XXV. — Chambre syndicale des maçons, plâtriers et cimenteurs (Constantine) : Saupique.

XXVI. — Chambre syndicale des ouvriers maçons (Alger-Mustapha) : Pierre Clément.

XXVII. — Chambre syndicale des tailleurs d'habits (Dijon) : Félix Beck.

XXVIII. — Syndicat des sabotiers, Angoulême (consultatif) : Pierre Chardon.

XXIX. — Chambre syndicale des corporations réunies (Saint-Nazaire) : François Jacobert.

XXX. — Chambre syndicale des ardoisiers de Fumay (Ardennes) : J.-B. Clément.

XXXI. — Chambre syndicale des diverses corporations (Cholet) : Louis Barteau.

XXXII. — Chambre syndicale des tisseurs et parties similaires de Grandris (Rhône) : Anthelme Simon.

XXXIII. — Chambre syndicale des ouvriers bonnetiers (St-Maixent) : Dufour Louis.

XXXIV. -- Syndicat des tisseurs et parties similaires Lyon) : A. Simond.

XXXV. — Bourse du Travail de Nîmes : Victorien Brugnier.

XXXVI. — Fédération des Chambres syndicales ouvrières de Nîmes.

XXXVII. — Chambre syndicale des tisseurs de St-Waast : Prévost Millet.

XXXVIII. — Chambre syndicale des ouvriers mineurs de Carmeaux : J. B., Calvig.

XXXIX. — Chambre syndicale métallurgique de Nîmes : Pons-Guiraudin.

XL. — Chambre syndicale des tailleurs d'habits de Nîmes : Coulomb Martin.

XLI. — Chambre syndicale des ouvriers tonneliers de Nîmes : Julian Joseph.

XLII. — Chambre syndicale des ouvriers cordonniers de Nîmes : Denis Pierre.

XLIII. — Chambre syndicale des ouvriers ébénistes de Nîmes : Gilbert, E. Lafont, Etienne.

XLIV. — Chambre syndicale des travailleurs de la vallée d'Avres : Klein.

XLV. — Chambre syndicale des ouvriers armuriers de Saint-Etienne : Simonnet.

XLVI. — Chambre syndicale de la brosserie de Charleville : J.-B. Clément.

XLVII. — Chambre syndicale de la Fédération typographique de Limoges : Moreau.

XLVIII. — Chambre syndicale de l'union des tisseurs et similaires de Lyon : A. Simond.

Paris

CHAMBRES SYNDICALES

I. — Chambre syndicale des ouvriers lapidaires diamantaires : Dadier, Viochot, Curt.

II. — Chambre syndicale des ouvriers égoutiers : Ch. Leclerc, Philippe, Boschard.

III. — Chambre syndicale des billardiers : Laurent, Blot, Mottifat.

IV. — Société des ouvriers chapeliers : Laveyssière, Favreau.

V. — Chambre syndicale des ouvriers mouleurs en fonte : Heldevert, Ledru, Cotteret.

VI. — Union des ouvriers mécaniciens : J.-B. Dumay, conseiller municipal de Paris ; J. Joffrin, vice-président du conseil municipal de Paris.

VII. — Chambre syndicale des boucheurs à l'émeri : A. Chomaz.

VIII. — Chambre syndicale des ouvriers boulangers : Lenoir, Leynaud, Boulanger.

IX. — Chambre syndicale des ouvriers peintres en bâtiments : Finance, Gérard, Wernet.

X. — Fédération lithographique française : Melotte, Muzillard, Guyon.

XI. — Fédération française des travailleurs du Livre : Decroix, Flogny.

XII. Chambre syndicale des papetiers-régleurs : Brenon, Emmêlé, Perriod.

XIII. — Chambre syndicale des ouvriers galochiers : Picardet, Michelat, Roret.

XIV. — Chambre syndicale des ouvriers charrons : Corneloup, Paris, Blondeau.

XV. — Chambre syndicale des ouvriers treillageurs-rustiqueurs : Ch. Bourgeois, Cocqueray, Tourelle.

XVI. — Société d'appui mutuel de la sculpture : Baune, Delorme.

XVII. — Chambre syndicale des ouvriers facteurs de pianos et orgues : E. Picau, Bessonnard, Berthaut.

XVIII. — Groupe corporatif de la fonderie de cuivre : Devlaamick, Gallas, Robillard.

XIX. — Société de solidarité des relieurs doreurs : Delacour, Gontier, Regnier.

XX. — Solidarité, groupe fraternel des ouvriers coiffeurs : Ad. Lenormand.

XXI. — Union syndicale des ouvriers menuisiers : F. Brunet, Levasseur, Mercier.

XXII. — Chambre syndicale des ouvriers tourneurs en optique : Blard, Durand, Renaud.

XXIII. — Chambre syndicale des ouvriers tourneurs-repousseurs : Marlier, Zell, Piens.

XXIV. — Chambre syndicale des ouvriers brossiers : Bourel, Lagouelte, Letort.

XXV. — Syndicat des ouvriers souffleurs de verres au chalumeau : A. Grisel, A. Schmidt.

XXVI. — Chambre syndicale des ouvriers blanchisseurs : Chaffaud, Marais, Ch. Colomb.

XXVII. — Chambre syndicale des ouvriers-layetiers-emballeurs ; Blachard, M. Mame, Duponchelle.

XXVIII. — Syndicat des ouvriers cordonniers en talons Louis XV : Boutaire, Daubanay, Fernantes.

XXIX. — Chambre syndicale des ouvriers parqueteurs : Barnier, E. Molas, Priou.

XXX. — Chambre syndicale des ouvriers selliers, articles de chasse : F. Nanquette, Hanel, Bérenger.

XXXI. — Chambre syndicale des ouvriers en voitures : Dubois, Bérenger, Ollat.

XXXII. — Chambre syndicale des ouvriers dessinateurs-chrômistes : Charlot, Grandjean, Patte.

XXXIII. — Fédération sociale des ouvriers charpentiers : Audejean, Lafarge, Lefort.

XXXIV. — Chambre syndicale des ouvriers dessinateurs : Herbinet, Berchy, Asanas.

XXXV. — Chambre syndicale des ouvriers corroyeurs : Lucas, Mary, E. Baron.

XXXVI. — Chambre syndicale des ouvriers balayeurs-balayeuses : Avard, Moine, Gauthier.

XXXVII. — Chambre syndicale des coupeurs-chemisiers, faux-cols, lingerie et parties similaires : Meleng, Pezron, Farcey.

XXXVIII. — Chambre syndicale des scieurs-découpeurs et mouluriers : Khaiser, Quarantelivres.

XXXIX. — Syndicat de la Fédération française des voyageurs de commerce : P. Pain, E. Lange, B. Lefèvre.

XL. — Chambre syndicale des ouvriers du Bronze : P. Loyer, L. Negro, L. Tabert.

XLI. — Chambre syndicale des ouvriers fondeurs en cuivre : Velter, Pradal, Harlay.

XLII. — Chambre syndicale des jardiniers : P. Bertrand, E. Archenauld, H. Guérin.

XLIII — Chambre syndicale des ouvriers fondeurs en cuivre : Bardin, Constantin, Lalo.

XLIV. — Chambre syndicale des ouvriers mécaniciens, outils à découper : Perrin, Fayard, Bertheau.

XLV. — Chambre syndicale des cochers (Seine) : Dulucq, Carrel, Calmels.

XLVI. — Chambre syndicale des tourneurs-robinetiers : E. Balliet, Lemaire, Catherine.

XLVII. — Syndicat des ouvriers en instruments de musique, cuivres et bois : Rombrot, Monseu, Boucher.

XLVIII. — Chambre syndicale de l'Ebénisterie et du meuble sculpté : Suzan, Flamant.

XLIX. — Union syndicale corporative des mouluriers en plâtre français : Lapirot, Dumax, Carlier.

L. — Chambre syndicale des porteurs aux Halles et Marchés : Eug. Adam, J. Jouannaux, E. Lindor.

LI. — Chambre syndicale des passementiers à la main : Chambarasky, Hochard, M. Ruh.

LII. — Fédération ouvrière de la gravure : Chardeaux, Bert, Didelot.

LIII. — Chambre syndicale des coupeurs-brocheurs en chaussures : Mantenon, Ch. Patry, Henry Guilloux.

LIV. — Chambre syndicale des comptables : Bonhomme, Doré, Villa.

LV. — Chambre syndicale des ouvriers en voitures : Michel, Gorin, Mousques.

LVI. — Chambre syndicale ouvrière, bijouterie, imitation, pour deuil, acier et petit bronze : Devuassous, Delille, Gaillard.

LVII. — Chambre syndicale des numéroteurs et folioteurs : Ailliaud, E. Gilliard, J. Convert.

LVIII. — Syndicat des ouvriers socialistes tailleurs, scieurs de pierre et maçons : V. Renou, Carmignac, Soyer.

LIX. — Chambre syndicale professionnelle des fondeurs typographes : F. Bouché, L. Thuilot, E. Loret.

LX. — Union des peintres en bâtiments : Balin, Dugué, Blanquet.

LXI. — Union fédérale des ouvriers tonneliers : Bourderon, L. Graillat, Bonnerue.

LXII.—Chambre syndicale des malletiers : Archer, E. Frey, Klinclauss.

LXIII. — Chambre syndicale des ouvriers plombiers, couvreurs, zingueurs : Leblanc, Rosé, Nicolas.

LXIV. — Chambre syndicale professionnelle des ouvriers passementiers à la barre : Foyard.

LXV. — Chambre syndicale des ouvriers forgerons-mécaniciens frappeurs : Dougnaux, Dupart, Fyot.

LXVI. — Fédération ouvrière de la cordonnerie de la Seine : Laboumet, Dubosc, Caticpolt.

LXVII. — Chambre syndicale des ouvriers serruriers en bâtiment : Larcher, Pelluet.

LXVIII. — Chambre syndicale de la bijouterie, or et joaillerie : Candelier, Barbar, Ballat.

LXIX. — Chambre syndicale des portefeuillistes-maroquiniers : Gilles, Degoulet.

LXX. — Chambre syndicale des ouvriers chaudronniers en fer : André Dubois, Charpentier, Billaud.

LXXI. — Chambre syndicale des employés : Haupais, Courtoux, Borsary.

LXXII. — Chambre syndicale des mouleurs en plâtre, statuaires, ornemanistes : V. Dufailly.

LXXIII. — Chambre syndicale des ouvriers ferblantiers : Levrier, Domenghetti, Gattilher.

LXXIV. — Société corporative des ouvriers puisatiers-mineurs : Fouet père, Flavien Roblet, J. Martelet.

LXXV. — Groupe corporatif des peintres en bâtiment, « la Soupe aux Choux » : Gallet, Gobé, Franck.

LXXVI. — Chambre syndicale ouvrière des cuisiniers de Paris : J. Barafort, F. Chopin, Bienfait.

LXXVII. — Chambre syndicale ouvrière de l'Industrie florale : Abriol, Bourdet, Carré.

LXXVIII. — Chambre syndicale des teinturiers-dégraisseurs : Ribaut, Fallier, Verdelet.

LXXIX. — Syndicat des membres de l'enseignement : citoyenne Avez.

LXXX. — Chambre syndicale de la vannerie : Alebert, Graux.

LXXXI. — Chambre syndicale typographique parisienne : Hamelin, Morin.

LXXXII. — Chambre syndicale de la gravure : St-Brice fils, P. Leblanc, Gustave Boussenot.

LXXXIII. — Chambre syndicale des forgerons-serruriers : Hardouin-Fillol, Mousquier.

LXXXIV. — Chambre syndicale des ouvriers maréchaux : Legardeur.

LXXXV. — Chambre syndicale des ouvriers menuisiers en bâtiments : Tortelier, Montant.

LXXXVI. — Chambre syndicale des menuisiers en voitures : Durand Martin, Spiedt.

LXXXVII. — Chambre syndicale des conducteurs mécaniciens : Toutefer, Duboncourt, Peckstadt.

LXXXVIII. — Chambre syndicale des ouvriers en voiture : Trémolet, Bervic, Lizé.

LXXXIX. — Chambre syndicale des ouvriers terrassiers : Velletaro, Besquent, Jougi.

XC. — Groupe corporatif des ouvriers tonneliers : Renier, Delattre, Petit-Bon.

XCI. — Chambre syndicale des stéréotypeurs galvanoplastes : A. Betou, A. Babillon, E. Darty.

Banlieue et Départements

CERCLES D'ÉTUDES POLITIQUES, SOCIALES ET PROFESSIONNELLES

I. — Groupe d'études Saint-Maur-les-Fossés : Dambert, Leroux, Varenne.

II. — Groupe d'études de Levallois-Perret : Pacotte, Meunier, Tolard.

III. — Cercle d'études de Montreuil-Vincennes : Fichter, Malandain, Bovay.

IV. — Groupe d'études de Charenton-Saint-Maurice : Remy, Despardin, Bauer.

V. — Groupe d'études de Courbevoie : Auguin, Deschamps, Denain.

VI. — Groupe de Versailles : G. Lucas, Hébert, M. Lucas.

VII. — Groupe d'études de Boulogne-sur-Seine.

VIII. — Groupe d'études de Saint-Ouen : Philippe, Lefebvre, Veckringer.
IX. — Libre-Pensée de Montreuil-sous-Bois : Opins, Carpentier.
X. — Cercle d'études de Rennes.
XI. — Groupe ouvrier de Saint-Quentin : D'Herbecourt, conseiller prud'homme.
XII. — Groupe ouvrier orléanais : G. Fournier, Roland.
XIII. — Groupe ouvrier dijonnais : J. Maujonnet, A. Josserand.
XIV. — Equitables franco-algériens : Mogenier.
XV. — Solidarité de Châtellerault : Guillemot, E. Limousin, Krebs.
XVI. — Groupe d'études, les Egaux, Angoulême : Aupetit, Navarre, Authier.
XVII. — Comité fédéral d'Alger : Léon Saupique.
XVIII. — Cercle de Puteaux : Navarre, Poulain, Matocq.
XIX. — Cercle d'études de Cholet : Louis Barteau.
XX. — Comité de Saint-Denis : Touroude, Pontoise,
XXI. — Groupe d'études de Nevers : A. Lavy.
XXII. — Groupe d'Alfortville : Fort (Philippe), Aubry, Muller.
XXIII. — Le Travail de Poitiers : Limousin (Georges).
XXIV. — « La Sentinelle de Tours » : Levrel, Rétif.
XXV. — Conseil général des Intérêts de Tours : Dufour, Fautras.
XXVI. — Union des travailleurs de Constantine : Monthieu.
XXVII. — Cercle des travailleurs de Constantine : Perret (Henry).
XXVIII. — Cercle l'Etincelle de Charleville : J.-B. Clément.
XXIX. — Fédération des Ardennes : J.-B. Clément.
XXX. — Groupe de Nîmes : André-Gély.

Paris

CERCLES D'ÉTUDES POLITIQUES, SOCIALES ET PROFESSIONNELLES

I. — Cercle du 1er arrondissement : Petit (Louis).
II. — Cercle du 2e arrondissement : Douillé, Andric, Goullardon.

III. — Cercle du 3e arrondissement : Muller, Renaud, Canivet.

IV. — Cercle du 4e arrondissement : Lalaud, Muhaut, Coudray.

V. — Cercle du 5e arrondissement : Martinet, Triollet, Gente.

VI. — Cercle du 6e arrondissement : Aveline, Galiment, Toussaint.

VII. — Cercle du 7e arrondissement : Lebas, Deniselle, Lelorrain.

VIII. — Cercle du 9e arrondissement : Bourgoin, Stassart, Dandreux.

IX. — Cercle du 10e arrondissement (1re section) : Legrand, Lavaud, Brichard.

X. — Cercle du 10e arrondissement (2e section) : Schmitt, Boisdin, Coin.

XI. — Cercle du 11e arrondissement (1re section) : Vincent, Gelez, J. Weber.

XII. — Cercle du 11e arrondissement (2e section) : Lamothe, Chausse, Pot-de-Fer.

XIII. — Cercle du 12e arrondissement : Léon Mark, Caumeau, Boudot.

XIV. — Cercle du 13e arrondissement : Adam, Richard, Ochart.

XV. — Cercle de Plaisance : Labour, Gorondon, Périn père.

XVI.—Fédération des travailleurs socialistes du 15e arrondissement : Chancelet, Mascaux, Thomas.

XVII. — Groupe Kléber, 16e arrondissement : Dramour, Peronnet, Fieyre.

XVIII. — Cercle des Epinettes, 17e arrondissement : Ch. André, Brunet, P. Brousse, conseiller municipal.

XIX. — Cercle des Ternes, 17e arrondissement : Chanon, Tripier, Gris.

XX. — Cercle des Batignolles, 17e arrondissement : Lanecruse, Meugin, Marot.

XXI. — Cercle de La Chapelle, 18e arrondissement : Ragot, Gardé, Blondeau.

XXII. — Cercle des Grandes-Carrières, 18e arrondissement : Robert, Gervois, Brennier.

XXIII. — Groupe du Nord, 18e arrondissement : Doumeng, Pontoise, Bonnet.

XXIV. — Cercle de Clignancourt, 18e arrondissement : Dubois, Perrin, Hirtz.

XXV. — Cercle de la Butte-Montmartre, 18e arrondissement : J.-B. Nic, Auffret, Thorin.
XXVI. — Cercle du Combat, 19e arrondissement : Lebigre, Denéchaud, Prudent-Dervillers.
XXVII. — Cercle du Pont-de-Flandre et Villette : Mauray, Dechaume, Perrin.
XXVIII. — Groupe de la sellerie militaire : Simon, Chaillet, Mathieu.
XXIX. — Cercle du 20e arrondissement : Vauthier, Jacob, Poulain.
XXX. — Comité du sou de la candidature du 20e arrondissement : Oury, Huprel, Riquier.
XXXI. — Cercle de Saint-Fargeau : Juliot, Réties, conseiller municipal, Michaux fils.
XXXII. — Cercle de Belleville : Pauthier, Jacob, Poulain.
XXXIII. — Cercle du Père-Lachaise, 20e arrondissement : Ballet.
XXXIV. — Cercle des ouvriers mécaniciens du 18e arrondissement : Kirche, Simon, A. Fontaine.
XXXV. — Libre-pensée du 18e arrondissement : Dutertre, Girodier, Jardin.
XXXVI. — Cercle des employés : Augé, Dalle, André-Gély.
XXXVII. — Cercle des socialistes ardennais : Jeunhomme, Grégoire, Landoy.
XXXVIII. — Le « Suffrage des femmes » : citoyenne Astié de Valsayre.
XXXIX. — Cercle des prolétaires positivistes : A. Keufer, S. Domingue, E. Bodin.
XL. — Originaires de Saône-et-Loire : Chartron, Dubois, Portrat.
XLI. — Cercle typographique : J. Allemane, P. Sautner.
XLII. — Société de résistance des lithographes : Taquette, Draveny, Barez.
XLIII. — Comité de vigilance des conseillers ouvriers prud'hommes : Champy, A. Philippe.
XLIV. — Groupe le « Droit des femmes » : citoyenne A. Vincent.
XLV. — Cercle de la Goutte-d'Or : P. Raulin, Mercier, Vergnaud.
XLVI. — Le *Réveil*, des Lilas : Kugler.
XLVII. — Cercle de Charonne : Crepet, Coupard, Saudemont.

XLVIII. — Cercle du Point-du-Jour-Auteuil : Tournier, Flachon.

La liste des délégués et groupes ci-dessus peut ainsi se résumer :

Belgique — 8 délégués représentant 13 chambres syndicales, plus 50 ligues et groupes, composés d'environ 204,000 membres.

Espagne. — 5 délégués représentant environ 25,000 membres.

Portugal. — 3 délégués pour 13 sociétés et 25,000 ouvriers.

Danemark. – 2 délégués, envoyés par 70 chambres syndicales et groupes divers, environ 20,000 membres.

Pologne. — 1 délégué pour plusieurs groupes d'ouvriers et d'étudiants.

Italie. — 12 délégués.

Hollande. — 45 groupes, sociétés diverses et 73 chambres syndicales ont délégué 2 membres représentant 5,000 ouvriers.

Etats-Unis. — 4 délégués pour 200,000 membres.

Angleterre. — 39 délégués réprésentant 214,643 membres.

Autriche-Hongrie. — 6 délégués représentant 89 sociétés et 35 villes.

Pour la France, le citoyen Lenormand présente le rapport de la commission de vérification.

Pour Paris et la Seine, 92 fédérations et Chambres syndicales ouvrières sont représentées par 252 délégués ; pour la province, 52 délégués ont été envoyés par 46 chambres syndicales et groupes divers.

Après une discussion sur quelques mandats contestés, l'ensemble est validé, à l'exception d'un groupe mixte de patrons et d'ouvriers.

Le citoyen J.-B. Clément, président, expose le développement du Parti ouvrier dans les Ardennes, dont la déléga-

tion représente 10 chambres syndicales, 8 cercles d'études sociales et 9 à 10 mille membres.

Puis le citoyen Caumeau, rapporteur pour les mandats des Cercles d'études sociales, annonce que 74 groupes, dont 50 de Paris et 24 de province, sont représentés par 220 délégués. Tous ces mandats sont validés.

La validation des pouvoirs étant achevée, le citoyen Defnet, président belge, donne lecture, au nom du Parti ouvrier de Belgique, d'une lettre réclamant la réunion des deux Congrès internationaux qui se tiennent concurremment. Il propose, en outre, qu'un prochain Congrès socialiste international ait lieu en Belgique, pays neutre.

Après quelques observations approbatives, présentées par les délégués italiens et danois, la suite de la discussion est renvoyée à la séance suivante.

Les délégués anglais manifestent le désir de porter des fleurs sur la tombe des héroïques martyrs de 1871, au mur des fédérés.

D'accord avec les délégués belges, il est décidé que cette manifestation aura lieu le jour même.

La séance est levée à midi et demi.

IIIe SÉANCE

Tenue le 16 Juillet. — Le soir.

Sont nommés présidents : le citoyen Paulard, conseiller municipal de Paris, pour la France ; le citoyen Camps, délégué espagnol, pour l'étranger.

Les citoyens Jensen, délégué danois, et Champy sont choisis comme assesseurs, les citoyens Galiment et Bruguier en qualité de secrétaires.

Avant de donner lecture des précédents procès-verbaux,

le citoyen Lavy annonce qu'une fête sera donnée samedi prochain, à l'Hôtel-de-Ville, en l'honneur des deux Congrès.

De nouvelles adhésions très importantes parviennent au Congrès.

Le citoyen Nic regrette que le secrétaire n'ait pas inséré dans le procès-verbal le vœu déposé par le groupe de la Butte-Montmartre au sujet de l'anniversaire de la prise de la Bastille.

Le citoyen Lavy répond qu'il n'est pas pratique d'insérer intégralement les vœux dans un procès-verbal. Il suffit d'en rappeler l'objet.

Au nom de la délégation anglaise, le citoyen John Burns propose l'adoption du procès-verbal. Le procès-verbal est adopté.

Le citoyen Lavy donne lecture du procès-verbal de la séance du mardi matin.

Ce procès-verbal est adopté après une rectification du citoyen Lenormand, qui constate la présence au Congrès de 46 chambres syndicales de province, représentées par 52 délégués.

Le citoyen Lavy rappelle aux membres du Comité national que, faisant partie de la commission d'administration, ils ont le devoir d'assister, s'ils le peuvent, dans la journée aux séances de cette commission. Il demande aussi aux syndicats et aux groupes français de faire connaître le nombre de leurs membres.

Sur une motion du citoyen Blondeau, les citoyens Caumeau et Lenormand, rapporteurs des deux commissions de vérification des pouvoirs, sont chargés de recevoir ces renseignements.

Le citoyen Costa traduit une lettre d'adhésion au Congrès des teinturiers de Barcelone.

Le citoyen John Burns propose que, pour éviter toute perte de temps, on se contente de donner connaissance des adhésions sans lire les lettres.

Le citoyen Lavy informe le Congrès que le mandat des délégués de l'Union des tisseurs de Lyon est arrivé.

Un délégué de l'American Federation of Labor lit une adresse de cette fédération.

Après une observation du citoyen Denéchaud qui fait observer que ce citoyen n'est pas délégué au Congrès, il quitte la tribune.

L'ordre du jour appelle la discussion de la proposition du Parti ouvrier belge, relative à la fusion des deux Congrès.

Auparavant un délégué de l'Autriche-Hongrie dit que la vérification des pouvoirs pour sa nationalité est achevée. Un délégué s'est retiré. Un autre délégué, le citoyen Schaubert, de la Transylvanie, a été rappelé dans son pays par un deuil de famille. Il reste 6 délégués représentant 64 chambres syndicales, 25 groupes et 35 villes.

Le citoyen Paulard, au nom du Congrès, adresse au citoyen Schaubert, l'assurance de ses regrets pour le deuil qui l'afflige.

Le citoyen Lavy redonne connaissance de la proposition du Parti ouvrier belge sur la fusion des Congrès.

Le citoyen J.-B. Clément, au nom d'un certain nombre de délégués, dépose la proposition suivante :

« Considérant que l'union entre les socialistes révolutionnaires et que la fusion des deux Congrès internationaux ouvriers répondent aux sentiments des délégués français et étrangers réunis, rue de Lancry, au Congrès international organisé par la Fédération des travailleurs socialistes de France;

« Considérant en outre que la commission d'organisation de ce Congrès a fait appel à tous les groupements ouvriers socialistes français et étrangers sans distinction d'école et qu'elle aurait été heureuse qu'on répondît à son appel;

« Que les portes de ce Congrès ont été et sont ouvertes toutes grandes à toutes les bonnes volontés, à toutes les intelligences, à tous les dévouements;

« Qu'en conséquence, il n'y a plus lieu de discuter sur la question de l'union ou de la fusion;

« Nous demandons que la discussion ne repose que sur les bases à établir au point de vue de l'union et de la fusion des deux Congrès. »

Le citoyen Cipriani, au nom de l'Italie, demande l'union des socialistes pour lutter contre la bourgeoisie.

Une proposition de conciliation, déposée au Congrès marxiste, par le citoyen Domela Nieuwenhuis, délégué Hollandais, a été repoussée; une autre, du citoyen Liebknecht, délégué allemand, a été votée.

Voici ces deux propositions :

Proposition Domela Nieuwenhuis : « Le Congrès regrette que tous les efforts pour s'unir en un seul Congrès n'aient pas abouti.

« Considérant que l'ordre du jour des deux Congrès est presque le même ;

« Considérant que l'union des travailleurs du monde est le devoir de tous :

« Déclare que le Congrès est prêt à une fusion avec l'autre et demande que les mandats des deux Congrès ne soient pas contestés par les uns ou par les autres ; décide que cette résolution sera communiquée à l'autre Congrès et qu'aussitôt qu'il aura accepté une pareille résolution, ce Congrès-ci nommera une commission pour s'entendre avec la commission de l'autre Congrès. »

Proposition Liebknecht : « Le Congrès reconnaît que les membres de la conférence et du comité parisien de l'organisation ont fait preuve de leur désir sincère d'amener une entente de tous les partis socialistes et organisations ouvrières au sujet du Congrès international et regrette que les démarches faites pour l'entente et l'union n'aient pas abouti ;

« Mais considérant que l'union des prolétaires est la condition indispensable de l'émancipation des prolétaires et qu'en conséquence il est du devoir de tout socialiste démocrate de ne négliger aucune tentative qui puisse aider à supprimer les discordes, le Congrès déclare qu'il est prêt encore à l'entente et à l'union pourvu que les groupes de l'autre Congrès acceptent une discussion dans ce sens et que tous les membres de ce Congrès puissent accepter. »

Les citoyens Blondeau, délégué des charrons, et Aveline, délégué de la Fédération du 6e arrondissement de Paris, déposent la proposition suivante :

« Le Congrès accepte la fusion aux conditions suivantes :
« 1° Vérification des mandats par une commission mixte des deux Congrès;
« 2° Aucune proposition en dehors des questions portées à l'ordre du jour des deux Congrès ne pourra être discutée. »

Le citoyen Gelez dépose également la proposition suivante :

« Vu les propositions d'union faites dans chacun des Congrès par les délégations étrangères;
« Le Congrès
« Déclare qu'il est entièrement convaincu que le triomphe des principes d'égalité sociale exige impérieusement l'union internationale de toutes les forces ouvrières socialistes ;
« Mais, considérant que, de part et d'autre, on se trouve en présence de délégués ayant des mandats spéciaux auxquels ils doivent obéir; et, considérant en outre les difficultés matérielles et les lenteurs qu'entraînerait la réunion immédiate des deux Congrès en un seul ;
« Nous proposons :
« 1° Que chacun des Congrès discute séparément son ordre du jour ;
« 2° Que pour les questions semblables posées aux deux Congrès, chacun d'eux nomme séparément une commission générale de résolutions, composée de 15 membres ;
« 3° Qu'aussitôt la discussion sur ces questions identiques terminée dans chaque Congrès, les *deux Commissions générales de résolutions* s'abouchent ensemble pour formuler un rapport *unique* sur *chacun* des paragraphes identiques ;
« 4° Le vote sur ces *trois rapports* aura lieu dans une conférence plénière tenue (dans une nouvelle salle) et dans laquelle seront réunies toutes les délégations aux deux Congrès internationaux socialistes de 1889 ;
« 5° Cette conférence plénière statuera, en outre, sur la proposition de la délégation relative au prochain Congrès international, dont elle fixera l'ordre du jour ;

« 6° Les commissions d'organisation des deux Congrès devront s'entendre pour la tenue de cette conférence, qui aura lieu *immédiatement* à l'issue du Congrès. »

Le délégué des Danois demande l'union des travailleurs. Ce citoyen reconnaît que le Parti ouvrier (Fédération des travailleurs socialistes de France), avait reçu des Congrès internationaux de Paris et de Londres le mandat d'organiser le Congrès de 1889.

Le délégué de l'Autriche-Hongrie dit qu'il est inutile de discuter plus longuement la question de la fusion. On perdrait un temps précieux. Toutefois, une réunion plénière des deux Congrès, pour le vote des résolutions, pourrait avoir lieu.

Le citoyen John Burns déclare qu'il a des amis dans les deux Congrès. Les Français doivent mettre de côté les questions discordantes comme ont fait les délégués anglais des Trades-Unions et de la Social Democratic Federation. Dans chaque Congrès, les délégués de chaque nationalité pourraient s'entendre pour entamer des négociations sur la fusion.

La citoyenne Besant, déléguée anglaise, dit que le Congrès possibiliste était ouvert à tous. Elle fait observer qu'il y a au Congrès marxiste des Anglais qui se sont délégués eux-mêmes. Les Congrès sont des parlements socialistes où il ne doit y avoir que des délégués des travailleurs.

Le citoyen Parnell, délégué du London-trades-Council, ajoute que, pour opérer la fusion, les délégués doivent faire vérifier leurs mandats. On ne peut accepter de mandats fictifs.

Le citoyen Vliegen, délégué hollandais, dit que la vérification des mandats est une question de principe. Il faut que les Congrès fusionnent pour réaliser plus facilement l'émancipation des prolétaires de tous les pays.

Le citoyen Viterbo de Campos, délégué du Portugal, est d'avis que la fusion est impossible, car les délégués portu-

çais au Congrès marxiste ne représentent pas l'élément ouvrier. Il demande qu'on fasse connaître ce fait au public.

Le citoyen Costa dit que les délégués italiens ont mission d'assister aux deux Congrès et d'aplanir les difficultés pour opérer la fusion. Il ajoute que la vérification des mandats est une simple formalité dont on peut se dispenser.

Le citoyen Lavy, membre du Comité national du Parti ouvrier français, répond que ce Parti a fait toutes les concessions. Il laisse à d'autres la responsabilité de la division du prolétariat. Les personnalités n'ont pas le droit de se mettre au-dessus de la volonté générale. Le Parti ouvrier français a reçu le mandat des Congrès internationaux de Paris et de Londres d'organiser le Congrès de 1889. Il a rempli son devoir. Si les dissidents veulent venir avec nous, ils doivent, en soumettant leurs mandats à la validation, accepter la règle commune.

Nous voulons réaliser l'union entre les travailleurs des divers pays. Que chaque nation conserve son autonomie, et par ce moyen les forces révolutionnaires, groupées en un seul faisceau, triompheront.

La clôture étant demandée, est mise aux voix et adoptée.

Le principe de la fusion est admis, mais les délégués du Congrès marxiste devront faire valider leur mandat par nationalité, dans le Congrès unique.

Ont voté pour : Angleterre, Autriche-Hongrie, Danemark, Espagne, France, Portugal, Suisse.

Ont voté contre : Amérique, Belgique, Hollande, Italie, Pologne.

La séance est levée à minuit vingt.

IVe SÉANCE

Tenue le 17 juillet. — Le matin.

La séance est ouverte à 9 heures trois quarts.

Sont nommés présidents :

Pour les délégations étrangères, le citoyen Bowen, délégué d'un groupe des Chevaliers du Travail, d'Amérique.

Pour la France, le citoyen J. Allemane, délégué du Cercle typographique.

Assesseurs : le citoyen Campos, délégué du Portugal ; le citoyen Renier, délégué des tonneliers de Paris

Le secrétaire, le citoyen Lavy, donne lecture d'une dépêche du Comité central des ouvriers de Genève qui « envoie l'expression de sa profonde solidarité aux délégués du Prolétariat socialiste universel, et espère l'union avec le Congrès voisin, salle Pétrelle. Signé : Jacob. »

Le citoyen André Gély, au nom de la Commission de la Bourse du Travail, fait savoir aux délégués de province et de l'étranger que des excursions sont organisées à leur intention, et les invite à se rendre tous les jours à 11 heures et demie à la Bourse du Travail, s'ils désirent y prendre part. Les excursions du 17 juillet sont aux usines Menier et Decauville.

Le citoyen Ch. André, délégué des Epinettes, rappelle qu'il a été convenu que les citoyens pouvant disposer de leur temps accompagneraient aujourd'hui, au mur des fédérés, cimetière du Père-Lachaise, les délégués étrangers.

Le citoyen Eveleigh, délégué anglais et le citoyen Burrows, demandent, par une motion d'ordre, qu'on fixe exactement l'heure de fermeture des séances. L'heure de midi est acceptée à l'unanimité.

Le président consulte le Congrès pour savoir si un délé-

gué de chacune des nationalités représentées développera verbalement ou lira un rapport sur la situation morale et matérielle des travailleurs de son pays.

Les citoyens Georgi, délégué américain, et S. Headingley, délégué anglais, trouvant qu'on a déjà perdu bien du temps, proposent que les rapports écrits sur cette question soient déposés dans les archives du Congrès, sans être lus, et qu'on entre immédiatement dans l'étude des questions à l'ordre du jour.

Sur la question de savoir si les rapports seront lus en séance, le vote par nationalités donne les résultats suivants :

Pour : Belgique, Danemark, Espagne, Pologne, France.

Contre : Amérique, Angleterre, Hollande.

Abstentions : Italie, Portugal.

En conséquence : par 5 voix pour, 3 contre, 2 abstentions, il est décidé qu'un rapport sur la situation des travailleurs sera lu ou développé par chaque nationalité.

Les délégués anglais demandent que chaque rapport n'excède pas dix minutes. Adopté.

Les délégués américains et anglais déclarent qu'ils ne présenteront pas de rapport.

Le citoyen Costa, délégué italien, demande le résultat exact du vote de la séance d'hier soir, et le moyen que le Congrès compte employer pour communiquer cette décision à l'autre Congrès.

Le citoyen Allemane, président, pense que la délégation italienne devra être chargée de porter cette réponse puisqu'elle s'est faite l'intermédiaire entre les deux Congrès.

Le citoyen Fenwick propose que ce soit le Comité d'organisation du Congrès qui aille porter le résultat du vote d'hier.

Le citoyen Delacoste se rallie à cette proposition.

Le citoyen Philippe appuie la proposition présentée par le citoyen Allemane.

La proposition Allemane est adoptée à une forte majorité.

Le citoyen Lavy, secrétaire du Congrès, donne lecture de la note suivante, adressée au Congrès dissident :

« Au Congrès international réuni salle Pétrelle.

« Citoyens,

« Au nom du Congrès ouvrier international, réuni, 10, rue Lancry, en vertu des décisions des Congrès internationaux de Paris et Londres, nous vous communiquons la motion qui a été votée hier soir par ce Congrès :

« Le Congrès déclare accepter la fusion, à condition que la vérification des mandats aura lieu dans le Congrès unique par chaque nationalité.

« Il demeure entendu que les délégués dont le mandat serait contesté pourront en appeler au Congrès qui décidera en dernier ressort.

« La délégation italienne est chargée de porter cette communication.

« Le bureau du Congrès,

« A. LAVY, *secrétaire*. J. ALLEMANE. *président*. »

Ont voté pour : Angleterre, Espagne, Portugal, Autriche-Hongrie, Danemark, Pologne, Suisse, France.

Ont voté contre : Amérique, Belgique, Hollande, Italie.

Soit : 8 pour et 4 contre.

Le citoyen Defnet, délégué de la Belgique, donne ensuite lecture de son rapport sur la situation morale et matérielle des travailleurs belges.

Il constate que les ouvriers sont complètement écartés des affaires publiques. La Constitution de 1830, tout en proclamant les citoyens égaux devant la loi, n'accorde le droit électoral qu'à ceux qui peuvent payer 42 francs d'impôts directs. De ce fait, 2 0/0 seulement des électeurs participent, indirectement, à la confection des lois, qu'on peut dès lors considérer comme faites par les riches contre les pauvres.

Aussi la lutte est-elle menée avec opiniâtreté pour obtenir le suffrage universel,

Dans ce « paradis des capitalistes » n'existe aucune législation protectrice des travailleurs à qui les couvents et les prisons font une grande concurrence.

La crise économique atteint un tel degré d'intensité qu'en dix ans la diminution des salaires a été d'au moins 10 0/0 et dans plusieurs industries de 30 à 40 0/0.

Les grèves nombreuses et meurtrières qui ont éclaté dans les bassins charbonniers, rarement, hélas! couronnées de succès, faute d'organisation suffisante, avaient non seulement pour cause ou pour but l'augmentation de salaire ou la diminution des heures de travail, mais encore la défense du droit d'association menacé par le patronat.

Après un examen approfondi de la terrible situation économique faite aux travailleurs, aux femmes et aux enfants qui n'ont que des « salaires de famine », le rapporteur conclut que le Parti ouvrier belge a la conviction que de la discussion dans ce Congrès, entre tous les travailleurs, sortiront de nouvelles idées pour la réalisation rapide de l'émancipation complète et radicale du prolétariat.

Le citoyen Jensen donne ensuite lecture du rapport des travailleurs du Danemark.

Après l'exposé historique de la situation industrielle et agricole, il rappelle que le mouvement socialiste n'a commencé à Copenhague qu'en 1871, et que ce mouvement, le gouvernement a essayé de l'enrayer brutalement.

Depuis 7 ans cependant il se développe; 70 chambres syndicales organisées en 7 fédérations et comptant 20,000 membres à Copenhague et 5,000 en province, un grand cercle politique de 70 sociétés comptant 50,000 ouvriers, 5 journaux socialistes à Copenhague, 4 en province, 1 satirique hebdomadaire en sont une preuve.

Il détaille le misérable sort des ouvriers de l'industrie et de l'agriculture au point de vue du salaire et de la durée du travail.

Il rappelle la grève de 1885 où les ouvriers mécaniciens,

pour obtenir un salaire de 40 centimes de l'heure, ont lutté pendant 3 mois, soutenus par 700,000 francs de souscriptions et ont été, néanmoins, battus. Il continue en informant que les ouvriers menuisiers ébénistes sont actuellement en grève. Il conclut en disant que les travailleurs de Copenhague sont socialistes, qu'ils luttent pour renverser la royauté et la remplacer par la République sociale et qu'ils invitent tous les autres pays à agir de même.

Le citoyen Camps, délégué espagnol, donne ensuite lecture de son rapport que le citoyen Costa traduit en français.

Le mouvement, dit-il, a commencé en 1848, par une association de tisseurs à la main, en Catalogne, qui fondèrent la première Société de résistance contre les abus du capitalisme.

Depuis 1868, d'autres associations de résistance se sont développées, surtout après le Congrès international de Bâle, en 1869. A cette époque le mouvement ouvrier a pris un aspect nouveau ; il a commencé à se mêler au mouvement politique tendant à renverser le gouvernement monarchique. En effet, une révolution en faveur de la liberté et du droit devait être naturellement défendue par les ouvriers jusqu'alors opprimés par la tyrannie d'une royauté despotique.

On a alors formé des centres ouvriers politiques et socialistes. On a alors envoyé au parlement et aux municipalités des délégués et l'on a commencé par là à recueillir les avantages que l'organisation ouvrière pouvait tirer de la participation aux luttes politiques.

En 1869, à la suite du Congrès international de Prague et du Congrès régional de Barcelone, l'on a fondé la fédération internationale des travailleurs espagnols, c'est-à-dire une immense association de résistance révolutionnaire avec 7 journaux (dont il lit la nomenclature).

On a obtenu des progrès qui eussent été incalculables si

la division des écoles n'avait pas causé un temps d'arrêt, car si le développement socialiste n'a pas été plus loin il faut l'attribuer en grande partie aux différences d'écoles, et aussi à la décision des Cortès qui ont déclaré que ces associations étaient illégales.

La plus grande des organisations de résistance du travail est la « Fédération des trois classes de vapeur » de Catalogne qui a une histoire très mouvementée; elle a un organe et un grand nombre d'adhérents (70,000).

La Fédération des tonneliers compte 500 adhérents ; elle a soutenu de grandes luttes contre le capitalisme. L'Union nationale des ouvriers sur métaux est également bien organisée, etc., etc.

Les tendances de ces associations sont anarchistes, marxistes et possibilistes, mais on ne peut pas dire qu'une de ces catégories de socialisme soit supérieure à l'autre comme force numérique ou morale. Il y a bien une partie des ouvriers dans le camp des républicains proprement dits, mais la plupart lui sont indifférents. Voilà la situation du mouvement espagnol.

Le président donne lecture d'une lettre de la Chambre syndicale des tisseurs de Bessèges, qui, trop pauvres, après le désastre qui les a frappés, pour envoyer un délégué au Congrès, déclarent y adhérer et désignent pour les représenter le citoyen Portrat, mineur de Montceau-les-Mines.

Il lit ensuite l'adhésion au Congrès des tisseurs de Cholet qui désignent le citoyen Dumay pour les représenter.

Le citoyen Lavy donne lecture du procès-verbal de la précédente séance qui est adopté après la rectification du citoyen Parnell qui n'est pas délégué des ébénistes de Londres, mais bien du « Conseil des Trades Unions de Londres ».

Le citoyen S. Headingley, délégué anglais, donne communication d'une adresse de sympathie de la « Wimbledon Branch » de la Social Democratic Federation.

Le citoyen Lavy, secrétaire du Congrès, communique une

lettre de la « Betnah green Branch » de la Social Democratic Federation, qui adresse des félicitations au Congrès et annonce que, dans un meeting tenu à Londres, on a fêté la prise de la Bastille et on a salué la mémoire de ceux qui sont tombés dans cette même journée.

Le secrétaire informe les délégués qu'à deux heures précises se réunit la commission d'administration, il invite à s'y trouver les membres du Comité national et les étrangers qui en font partie. Il prévient en outre les délégués que le citoyen Dubosc vend au Congrès la « Marseillaise des Prolétaires », au prix de 0 fr. 10, au profit des grévistes de Barcelone.

Le citoyen Burns demande que la commission d'organisation apporte chaque matin une centaine de numéros du journal le « *Parti ouvrier* », afin que les délégués puissent y trouver de suite les renseignements qui les intéressent.

Le citoyen Lenormand, rapporteur de la commission des chambres syndicales, rappelle aux délégués qu'ils doivent lui fournir le nombre des adhérents de leur syndicat.

Le citoyen Lavy informe le Congrès que le groupe des réfugiés suisses a envoyé son adhésion.

Les délégués hollandais, portugais, anglais et américains déposent leur rapport sur la situation de leur pays, sans en donner lecture, pour éviter toute perte de temps.

Le délégué de la fédération irlandaise fait savoir que ses camarades lui ont remis une poignée d'herbes cueillies sur la tombe des martyrs de Chicago et lui ont demandé de la déposer au mur des fédérés.

La séance est levée à midi.

Ve SÉANCE

Tenue le 17 Juillet. — Le soir.

La séance est ouverte à neuf heures, sous la présidenee du citoyen A. Fortuijn, délégué hollandais, et du citoyen Caumeau, délégué français. Assesseurs, les citoyens Croce, délégué italien, et Simonet, des métallurgistes de Saint-Etienne. Secrétaire de la séance, le citoyen H. Galiment.

Le citoyen Augé donne lecture du procès-verbal de la précédente séance. Ce procès-verbal est adopté après une rectification d'un délégué danois, qui fait observer qu'au Parlement du Danemark il y a un député socialiste.

Le citoyen Lavy fait connaître la réponse du Congrès dissident au sujet de la fusion.

« Au Congrès ouvrier international, réuni, 10, rue de Lancry.

Citoyens,

« Au nom du Congrés ouvrier socialiste international réuni 42, rue Rochechouart, en vertu des décisions des Congrès de Bordeaux et de Troyes, et de la conférence internationale de la Haye, nous vous communiquons la décision prise par le bureau permanent, mandaté à cet effet, au sujet de cette lettre.

« Après la résolution votée par lui hier, notre Congrès ne saurait consentir qu'à l'union pure et simple des deux Congrès ; n'ayant fait et ne faisant aucune restriction, n'ayant posé et ne posant aucune condition, il n'en accepte aucune.

« La délégation italienne est chargée de porter cette communication.

« Pour le bureau :

« *Le secrétaire*, « R. LAVIGNE. — *Le président*, WILHELM LIEBKNECHT. »

Le citoyen Joffrin fait appel à la loyauté des délégués étrangers. Nous n'avons pas dit un seul mot malsonnant pour les socialistes du Congrès dissident. Cependant ils vont jusqu'à créer des nationalités qui n'existent pas comme les Alsaciens-Lorrains. Rien ne les empêche de créer la délégation de Champagne, celle de Normandie. Les marxistes espéraient peut-être nous tromper par des mandats fictifs, mais ils ont été par trop naïfs.

Le citoyen Costa, délégué par le Congrès dissident pour porter la réponse relative à la fusion, regrette que l'union souhaitée n'ait pu s'accomplir. Il pense qu'on pouvait passer sur la formalité de la validation des mandats. Il ajoute que la délégation italienne assistera aux deux Congrès sans prendre part au vote des résolutions.

Le citoyen Croce, délégué du Parti ouvrier italien, proteste contre ces paroles. Il s'associe aux travaux du seul Congrès régulier.

L'ordre du jour est prononcé sur la question de la fusion. Les diverses nationalités ont voté pour l'ordre du jour à l'exception de l'Italie.

Le citoyen Lenormand, rapporteur de la commission des chambres syndicales, rappelle aux délégués qu'ils doivent lui fournir le nombre des adhérents de leur syndicat.

Le citoyen Lavy informe le Congrès que le groupe des réfugiés suisses a envoyé son adhésion.

L'ordre du jour appelle la discussion de la 1re question :

Législation internationale du travail. — Réglementation légale de la journée. — Travail de jour, de nuit, des jours fériés, des adultes, des femmes, des enfants. — Surveillance des ateliers de la grande et de la petite industrie comme de l'industrie domestique. — Voies et moyens pour obtenir ces revendications.

Le délégué des numéroteurs-folioteurs prend la parole. La journée de travail doit être de huit heures, dit-il. Les physiologistes estiment qu'un travail exagéré fatigue l'or-

ganisme. Au point de vue politique, la réduction de la journée de travail est nécessaire pour permettre l'éducation politique du peuple. Au point de vue moral, l'homme doit passer un certain temps dans le sein de sa famille. Il en est empêché par les longues journées de travail. Il faut que l'homme ait un jour de repos par semaine. La femme ne doit pas travailler. Sa place est au foyer domestique. Les enfants ne doivent travailler qu'à partir de quinze ans. La surveillance des ateliers n'est pas assez sévère. Si le travail de nuit ne peut être entièrement interdit, les patrons des hauts-fourneaux, par exemple, doivent être astreints à un droit fixe pour chaque heure de travail de nuit. Ce droit servira à alimenter une caisse des vieillards et des invalides du travail.

Le citoyen Jensen, délégué danois, expose que dans son pays les travailleurs réclament la journée de huit heures, l'interdiction du travail de nuit et des jours de fête. Comme en France la surveillance des ateliers est mal faite parce que les délégués ouvriers sont écartés des fonctions d'inspecteurs, réservées aux bourgeois.

Le délégué de la Société de résistance des ouvriers imprimeurs lithographes de la Seine lit un rapport sur la première question :

Les longues journées de travail engendrent les crises de surproduction. Les femmes doivent revendiquer leurs droits de mère de famille pour élever leurs enfants et s'occuper des soins du ménage. L'homme seul doit subvenir aux besoins de la famille. L'introduction de la femme et de l'enfant dans l'atelier avilit les salaires. Si la femme travaille, son salaire doit égaler celui de l'homme. Enfin il faut réglementer la production pour qu'on n'assiste plus au spectacle navrant de l'ouvrier travaillant quatre mois jours et nuit pour rester trois ou quatre mois en chômage.

Le délégué des Etats-Unis, qui représente une puissante section des Chevaliers du Travail, ne discute pas la question

de principe sur laquelle tous les socialistes sont d'accord. Il examine les voies et moyens. Aux Etats-Unis, l'action législative est limitée par l'autonomie des Etats. Une autre difficulté a pour cause l'immigration de 500,000 travailleurs européens chaque année. En quinze jours, les capitalistes peuvent faire remplacer les ouvriers en grève par des travailleurs venus d'Europe. Les Etats-Unis ont fait une loi contre les agences d'émigration qui abusent de la bonne foi des prolétaires. Les travailleurs européens doivent opérer une pression sur leurs dirigeants pour les amener à interdire toute agence d'émigration. Une fois débarrassés de la concurrence étrangère, les Américains aideront leurs frères d'Europe à s'émanciper.

Le délégué de l'Union des tisseurs et similaires de Lyon, lit son rapport. Ce rapport demande qu'une législation internationale du travail intervienne pour protéger les travailleurs. Cette législation portera sur la fixation et la réduction de la journée de travail à huit heures. Comme corollaire, on établira un minimum de salaire basé sur le prix des objets de première nécessité, la fixation de ce minimum sera laissée aux soins des syndicats. Des ateliers communaux, départementaux et nationaux devront garantir les travailleurs contre le chômage. Les vieillards et les invalides du travail seront à la charge de la société. On doit interdire aux femmes les travaux excessifs. Il est nécessaire que l'enfant ne travaille pas au-dessous de seize ans.

Comme moyens, ce rapport propose que les associations ouvrières représentées au Congrès international mènent, dans leurs pays respectifs, une campagne énergique auprès des pouvoirs publics ; que dans tous les corps élus des propositions soient déposées d'une façon incessante jusqu'à leur réalisation.

Le syndicat des tisseurs demande aussi la reconstitution de l'Internationale sur de nouvelles bases, en respectant l'autonomie de chaque organisation. Il propose également

que le prochain congrès ait lieu l'année prochaine, en Suisse.

Le citoyen Lavy donne connaissance du rapport du Parti ouvrier italien. Au préalable, il déclare que le citoyen Croce, délégué de ce parti, ne s'associe pas aux actes des autres délégués italiens.

Le Parti ouvrier italien croit que la limitation de la journée de travail est nécessaire pour diminuer les conséquences des crises industrielles. Il croit aussi que le travail de nuit doit être aboli, et que là où il est indispensable, il doit être payé le double du travail de jour. Le travail des femmes doit être protégé ; quant à celui des enfants, on doit absolument l'interdire. La surveillance industrielle doit être exercée par les représentants des ouvriers organisés. Les meilleurs moyens pour réaliser ces revendications consistent dans l'organisation énergique de la force ouvrière et dans la propagande continuelle des principes socialistes.

L'heure étant avancée, la suite de la lecture et de la discussion des rapports sur la première question est renvoyée au jeudi matin.

Sur le rapport du citoyen Lenormand, la chambre syndicale de la gravure, qui renferme des patrons et des ouvriers, est rayée du Congrès.

La séance est levée à onze heures et demie.

VIe SÉANCE

Tenue le 18 Juillet. — Le matin.

La séance est ouverte à neuf heures.

Sont nommés : Présidents, les citoyens Jensen, délégué danois, Dumay, conseiller municipal de Paris ; assesseurs : Parnell, delégué de la *Social Democratic Federation*, et Simond, délégué lyonnais ; secrétaire : Augé.

Après lecture de quatre nouvelles adhésions (deux de province, deux de Paris), on continue la discussion commencée la veille de la première question à l'ordre du jour du Congrès.

Le citoyen Walker, délégué de la Social Democratic Federation, se déclare partisan de la réduction à huit heures de la durée du travail effectif d'une journée. Les Trades-Unions d'Angleterre veulent atteindre ce résultat par tous les moyens, tels qu'associations, syndicats, etc., que le délégué juge, lui, insuffisants. Les Trades-Unions, après avoir fait dépenser beaucoup d'argent qu'elles auraient pu employer utilement à d'autres œuvres, ont fini par comprendre que la seule voie pour arriver à un but est la voie législative.

Un rapport déposé à la Chambre des lords a reconnu que la journée de travail atteint à Londres seize à dix-huit heures par jour ; que la femme gagne, en moyenne, vingt sous par jour ; l'enfant, deux sous ; l'homme, ayant un métier en mains, atteint vingt francs par semaine. Le rapport ajoute que la situation est plus mauvaise encore sur le continent.

L'orateur conclut en émettant l'opinion qu'il ne faut pas demander seulement l'augmentation de salaire, mais surtout la réduction de la journée de travail à huit heures. L'ouvrier arrivera ainsi à connaître les questions sociales, grâce au temps qu'il y pourra consacrer.

Le citoyen Perret, délégué de Constantine, estime que la question est mal posée. Si l'on veut conserver un salaire égal à celui qui existe actuellement, il ne faut pas demander la diminution des heures de travail, encore moins parler du repos du dimanche, car il y a telles corporations qui ne travaillent que deux ou trois jours dans la semaine, parmi lesquels le dimanche ; encore si la paye des jours de travail suffisait à faire vivre son homme le reste du temps, il y souscrirait.

Le délégué anglais Hobbard estime, au contraire, que la

réduction des heures de travail ne suffit pas. Il a personnellement, et tout dernièrement, réussi à créer un Syndicat d'ouvriers du gaz de Londres. Ce Syndicat n'avait d'abord que 80 membres. En quatorze semaines, le nombre des adhérents est monté à 5,000. Le patron, effrayé, à leur première réclamation, leur a donné tout ce qu'ils ont demandé : augmentation de salaire, salaire doublé pour les heures de travail supplémentaire et du dimanche. Voilà le seul remède : l'association.

Il recommande aux ouvriers mécaniciens de ne livrer leurs machines qu'aux patrons qui auraient auparavant assuré le gagne-pain des ouvriers qu'elles remplacent.

Donc, les ouvriers ne doivent compter que sur eux-mêmes, faire leurs affaires eux-mêmes, démontrer à la classe bourgeoise qu'ils sont capables de se diriger et d'arriver à une large amélioration, d'abord par les moyens pacifiques, légaux, et par la force ensuite, s'il le faut.

Donc, diminution de la journée de travail par une organisation forte, nombreuse ; pas de travail de femmes ni d'enfants, création d'inspecteurs ouvriers.

Le citoyen Soulery, délégué des cuisiniers algériens, fait l'historique de la dernière grève des ouvriers du chemin de fer des gorges de la Chiffa. Il montre le patron suscitant une contre-grève, basée sur un chauvinisme puéril, et demande aux étrangers de ne pas travailler en France pour un salaire moindre que celui des ouvriers nationaux.

Le citoyen J.-B. Clément, délégué des Ardennes, demande la diminution des heures de travail, sans diminution de salaire ; la fixation du salaire par les Chambres syndicales ; la suppression du marchandage et du travail des prisons, ouvroirs ou maisons religieuses, et spécialement pour le département qu'il représente ; l'assimilation des ardoisiers aux mineurs ; l'entreprise des ouvrages français aux ouvriers français ; la création de caisses de retraite ; la suppression du travail des enfants, à qui l'on doit

l'instruction intégrale et professionnelle ; la nomination du plus grand nombre possible de députés, conseillers municipaux et généraux ouvriers (il donne pour exemple les résultats considérables obtenus par nos amis du Parti ouvrier au Conseil municipal de Paris); enfin, la socialisation des moyens de production.

Le citoyen Parnell, délégué anglais, insiste pour la création d'une législation unique internationale, avec la diminution des heures de travail, la surveillance des usines par des inspecteurs ouvriers d'un même métier, l'organisation internationale des ouvriers d'un même métier. L'avenir du Parti ouvrier socialiste est dans ses propres mains. Avec une bonne organisation, il fera tout ce qu'il voudra.

Enfin, le citoyen Lenormand, délégué des coiffeurs de Paris, demande, d'accord avec la délégation espagnole, la suppression légale des bureaux de placement, un jour quelconque de repos par semaine, la suppression du travail de nuit pour les femmes et les enfants, un salaire égal pour travail égal entre l'homme et la femme, et l'interdiction de tout travail aux enfants au-dessous de 14 ans.

Le secrétaire donne lecture du procès-verbal de la dernière séance, qui est adopté.

Le citoyen Lavy, au nom du secrétariat, demande au Congrès de vouloir bien remplacer un des secrétaires, le citoyen Bruguier. Le Congrès accueille cette communication par le choix d'un nouveau secrétaire, le citoyen Regnier, délégué des tonneliers.

Le président fait remarquer que beaucoup d'orateurs français et étrangers sont inscrits, que la discussion sera de trop longue durée ; il invite le Congrès à prendre des mesures à ce sujet.

Le Congrès décide qu'un seul délégué par nationalité pourra prendre la parole.

La délégation hollandaise déclare que ses mandants l'obligent à adhérer au Congrès marxiste et exprime ses

regrets de son départ. Acte lui est donné de sa déclaration.
La séance est levée à midi.

VII[e] SÉANCE

Tenue le 18 juillet. — Le soir.

La séance est ouverte à 9 heures, sous la présidence du citoyen Figueiredo, délégué portugais, et du citoyen Berthaut, délégué français. Assesseurs : la citoyenne Besant, déléguée anglaise, et le citoyen André-Gély ; secrétaire de séance, le citoyen H. Galiment.

Le citoyen Augé donne lecture du procès-verbal de la séance précédente. Le procès-verbal est adopté après une rectification du citoyen Lenormand qui fait remarquer que toutes les Chambres syndicales de l'alimentation réclament la suppression des bureaux de placement.

Le citoyen Lenormand fait connaitre l'adhésion au Congrès de la Chambre syndicale des corporations réunies de Lorient. Il rappelle aussi aux Syndicats qu'ils doivent lui fournir, en sa qualité de rapporteur, le nombre de leurs adhérents.

Le citoyen S. Headingley, délégué anglais, donne lecture du rapport de la commission d'administration sur la première question :

« Le Comité d'administration, après avoir examiné avec soin tous les rapports et toutes les propositions soumis au Congrès, demande l'adoption de la série suivante de résolutions qui renferment les vues de la grande majorité de la délégation :

« 1° Journée maxima de huit heures de travail fixée par une loi internationale ;

« 2° Un jour de repos par semaine et point de travail les jours fériés ;

« 3° Abolition du travail de nuit autant que possible pour les hommes, entièrement pour les femmes et les enfants ;

« 4° Suppression du travail des enfants avant l'âge de 14 ans et protection de l'enfance jusqu'à l'âge de 18 ans ;

« 5° Education intégrale, générale, technique et professionnelle ;

« 6° Les heures supplémentaires ne pourront excéder 4 beures par 24 heures et seront payées double ;

« 7° Responsabilité civile et criminelle des employeurs en cas d'accidents ;

« 8° Nomination par les ouvriers d'un nombre suffisant d'inspecteurs capables, payés par l'Etat et la commune, avec pleins pouvoirs d'entrer, à tous moments, dans les ateliers, ouvroirs ou maisons de commerce, et de visiter les apprentis dans leurs propres demeures ;

« 9° Création d'ateliers par les ouvriers avec subvention des municipalités ou de l'Etat ;

« 10° Le travail des workhouses et des prisons soumis aux mêmes conditions que le travail libre et consacré autant que possible à de grands travaux publics.

« 11° Aucun travailleur étranger ne pourra accepter un emploi et aucun patron ne pourra employer des ouvriers étrangers au-dessous du prix fixé par la chambre syndicale de leur profession ;

« 12° Fixation d'un minimum de salaire dans chaque contrée en rapport avec le coût de tout ce qui est raisonnablement indispensable à l'existence ;

« 13° Abrogation de toutes les lois contre l'organisation internationale des travailleurs ;

« 14° Salaire égal et facilité de travail égale en faveur des hommes et des femmes pour un égal travail.»

Le citoyen Merlino, délégué italien, demande à l'assemblée s'il peut asssister aux deux Congrès et prendre part aux votes.

Le citoyen Berthaut répond que le délégué italien doit agir selon sa conscience et son mandat.

Ce délégué déclare que le Parti ouvrier italien est adversaire des services publics organisés par l'Etat et la Commune. L'Internationale d'autrefois a débuté par un programme réformiste très modéré. Ce fut une des causes de

sa perte. Le citoyen de Paepe l'engagea cependant dans la voie révolutionnaire, en lui faisant repousser le mutuellisme pour admettre le collectivisme.

En votant une législation internationale du travail on n'accomplira pas une œuvre révolutionnaire. Il faut empêcher l'Etat d'accaparer la direction des forces sociales pour rapprocher la Révolution qui émancipera l'être humain en le rendant autonome dans la Société.

La délégation du Danemark demande :

« 1° Par une loi, 8 heures de travail par jour dans chaque métier pour tous les ouvriers ;
« La suppression du travail de nuit, des jours de fêtes et des dimanches, quand il n'est pas absolument nécessaire comme pour les voies de communication ;
« La suppression du travail des enfants avant 16 ans ;
« La suppression du travail à la maison, cordonniers, tailleurs, etc. Fondation d'ateliers par les corporations ;
« La délégation réclame que l'Etat surveille la santé des ouvriers et demande la fondation de grands pensionnats pour des ouvriers invalides de par le travail;
« 2° Fondation de chambres ouvrières législatives dans chaque commune ; elles doivent être composées moitié des ouvriers et moitié des patrons qui feront contrat sur la surveillance des ouvriers matériellement et moralement incapables de travailler. Ces chambres ouvrières pourront élire des conseillers prud'hommes ;
« 3° Surveillance des ateliers par les ouvriers eux-mêmes qui devront être payés par l'Etat ;
« 4° Conclusions. — Le Congrès demande à fonder l'Etat socialiste, à seule fin d'assurer à tous les citoyens leurs droits ainsi qu'à toutes les citoyennes. »

Le citoyen Verryken, délégué belge, fournit des observations sur certains points du rapport de la commission.

La réduction de la journée de travail à huit heures, facile en Angleterre, en Amérique, en France, offre de grandes difficultés en Belgique, où la journée est de douze heures en moyenne. Quant au jour de repos accordé chaque semaine obligatoirement aux travailleurs, il devra être choisi pour

ne pas porter atteinte aux nécessités de l'activité humaine.

Le citoyen J.-B. Clément, délégué de la Fédération des travailleurs socialistes des Ardennes, demande que le travail de nuit soit payé double. Il demande aussi qu'on ajoute au rapport l'interdiction du travail des enfants et leur mise à la charge de la nation pour l'éducation et l'instruction.

Le délégué de la Solidarité des coiffeurs montre les difficultés qu'on ferait surgir en interdisant tout travail le dimanche. Comme le délégué belge, il estime que les jours de repos doivent être choisis par les corporations elles-mêmes.

Le délégué de la Fédération de la cordonnerie de la Seine dit que l'exposé de la situation ouvrière de tous les pays ayant été largement développé depuis l'ouverture du Congrès, point n'est besoin de s'attarder davantage à des discours. La Fédération de la cordonnerie de la Seine, dans un rapport d'ensemble, émet un programme d'action et d'application immédiates. Elle demande, par la voix de son délégué, qu'il en soit donné lecture le plus tôt possible.

Le citoyen John Burns, délégué anglais, réfute l'argumentation anarchiste du citoyen Merlino. En Angleterre, la Société des mécaniciens qui compte 57,000 adhérents, est pour la journée de huit heures. La réunion d'une prochaine conférence à Berne montre que partout les Etats s'occupent de cette question.

Les trades'unionistes ont nommé des conseillers municipaux, qui dans les travaux des villes et des communes ont introduit la journée de huit heures. En diminuant la journée de travail on permet à l'ouvrier de s'instruire et on réduit la mortalité. Les statistiques de la Société des mécaniciens anglais fournissent la preuve qu'en diminuant la journée de travail on accroît l'existence humaine. Il y a vingt-cinq ans, avant la diminution des heures de travail, la moyenne de la vie des mécaniciens était de 38 ans, maintenant, elle s'élève à 48 ans et demi.

En Angleterre, en Amérique, en Australie, la production augmente avec la réduction de la journée de travail. Cette réduction permet aux socialistes de répandre leurs idées. L'ouvrier qui remplit son devoir en votant, en s'occupant des questions politiques et économiques, en payant régulièrement ses cotisations à son syndicat, fera son devoir vaillamment lorsque le jour de la lutte suprême arrivera.

Le citoyen Dumay répond au citoyen Merlino : on doit se servir des armes fournies par la bourgeoisie au prolétariat. C'est ainsi qu'en France la loi de 1874, sur le travail des enfants et des filles mineures, rend de grands services. Elle permet, à Paris, notamment, de faire entrer des ouvriers dans des commissions locales de surveillance. Cette loi est si désagréable aux patrons qu'ils ne font plus d'apprentis, ce qui permet à la ville de Paris de créer des écoles professionnelles.

C'est grâce à la lutte sur le terrain politique que les travailleurs délèguent des leurs dans les corps élus et obtiennent des subventions pour les Congrès et les délégations aux expositions étrangères où ils se lient avec les travailleurs des divers pays.

La bourgeoisie ne peut refuser une législation internationale du travail lorsqu'elle en a bien édicté une sur la pêche, par exemple.

Le citoyen Fenwick, député des mineurs du Nord de l'Angleterre, prend ensuite la parole. Il ne peut y avoir qu'une seule opinion parmi les travailleurs pour la réduction de la journée de travail à huit heures. La législation du travail offre de grandes difficultés chez chaque peuple, aussi doit-elle être internationale.

Le citoyen Caumeau donne connaissance de l'adhésion au Congrès du groupe d'études sociales Thélème.

Le citoyen Goetschalk signale certaines lacunes dans le rapport de la commission ; on doit interdire l'emploi

industriel des produits toxiques qui, comme la céruse, peuvent être remplacés facilement.

Il faut créer un corps international d'inspecteurs du travail qui auront le droit d'entrer en tout pays dans les ateliers et magasins.

Le citoyen Goetschalk demande que la commission prenne note de ces observations.

Le citoyen Limanowski, délégué polonais, montre que dans les pays despotiques, la législation du travail est un beau rêve. En Pologne, par exemple, les écoles, au lieu de développer les facultés de l'enfant, les dépriment, en lui enseignant le respect du régime autocratique.

Il est nécessaire pour réaliser la législation du travail que les peuples libres aident l'émancipation des peuples esclaves.

Le délégué polonais demande que la nécessité de la République sociale universelle figure au rapport de la commission

Le délégué du Danemark est d'avis que le travail des petits façonniers soit interdit et remplacé par celui des ateliers corporatifs.

La délégation anglaise partage cette opinion. Mais, comme mesure transitoire, elle demande que les inspecteurs ouvriers du travail aient un droit de surveillance sur les petits façonniers.

Le président met aux voix le rapport de la commission, qui est adopté avec les divers amendements présentés par les diverses nationalités représentées au Congrès.

Les Anglais repoussent l'article 6. Les Italiens se sont abstenus.

La séance est levée à minuit.

La séance de vendredi soir aura lieu dans la journée, de deux heures à cinq heures, à cause de la fête de l'Hôtel de Ville.

Le secrétaire de séance,
Henri GALIMENT.

VIIIe SÉANCE

Tenue le 19 Juillet. — Le matin.

Malgré l'heure matinale, les délégués sont nombreux dès l'ouverture de la séance.

Sont nommés : présidents, les citoyens Limanowski, délégué polonais, et A. Dubois, de la Chambre syndicale des chaudronniers en fer ; assesseurs : les citoyens J. Darma Christie, délégué écossais, et Loupe, délégué des Ardennes ; secrétaire : le citoyen Rénier.

Le citoyen Limanowski, délégué polonais, remercie le Congrès de la marque de sympathie qu'il donne à son malheureux pays, en appelant son unique représentant à l'honneur de le présider.

Le Congrès vote ensuite quelques vœux, entre autres celui de la citoyenne Simcox, souhaitant une organisation universelle du Parti ouvrier socialiste en associations corporatives de résistance.

Il est décidé que ce vœu et tous ceux que le Congrès a votés ou votera seront transmis à la future Conférence de Berne.

La délégation des Ardennes désire que les heures de travail de nuit soient mieux rétribuées et que les enfants soient mis à la charge de l'Etat, qui leur donnera l'instruction intégrale.

Le citoyen Limanowski, président, fait adopter le vœu que chaque nationalité conserve ou recouvre sa personnalité politique.

Le Congrès déclare que tous les peuples, par tous les moyens, doivent reconquérir leur liberté nationale, sociale et politique.

Puis, commence la discussion de la deuxième question inscrite à l'ordre du jour du Congrès :

2° Des moyens les plus pratiques à employer pour établir des relations constantes entre les organisations ouvrières de tous pays, sans pour cela porter atteinte à leur autonomie.

Le citoyen H.-M. Hyndman, délégué du Conseil général de la *Social Democratic Federation* de Londres, dépose le vœu suivant, amendé dans le cours de la discussion par le citoyen Lavy :

« Le Congrès affirme le principe que chaque nationalité est le meilleur juge de la tactique politique et sociale qu'elle doit suivre.

« En vue d'une correspondance internationale, un bureau sera formé par les Chambres syndicales dans chaque pays.

« Un semblable bureau de correspondance sera formé par les partis socialistes dans chaque contrée où il n'existerait pas de Comité national ; dans ces derniers pays, le Comité national en remplirait la fonction.

« Ces Comités se réuniront une fois tous les trois mois, ou plus souvent, s'il est nécessaire, pour correspondre et s'entendre. »

Le citoyen Hyndman ajoute qu'il n'est pas de question plus importante que l'organisation internationale des Chambres syndicales ; jusqu'ici, les socialistes anglais ont cédé la place aux trades unionistes dans les discussions. Mais il veut dire aux socialistes français que leurs coreligionnaires d'au-delà de la Manche sont toujours prêts à suivre leur rouge drapeau des revendications ouvrières.

Il préconise l'entente internationale, mais chacun doit être maître de sa tactique particulière. Il ne faut pas de Conseil permanent et central qui, forcément, deviendrait autoritaire. Il suffit d'un Comité qui facilitera les communications d'un pays à l'autre. Il ne veut pas d'alliance qui porterait la main sur l'autonomie nationale de chaque groupe.

Il y a à Londres des Trades Unions modérément socialistes et des démocrates socialistes plus avancés ; de même en Amérique, en France, en Hollande. Il faut que ces deux fractions s'entendent entre elles, d'abord par nationalités, puis l'entente se fera entre les nations, grâce à ce Comité dont il vient de parler. Il faut que ce Comité se réunisse selon le nombre d'affaires à traiter.

Il ne faut pas croire que ces diminutions d'heures de travail, ces augmentations de salaire de quatre sous par heure soient la fin des revendications prolétariennes ; les patrons vont remplacer les hommes par des machines.

Non ! il faut voir au delà et poursuivre jusqu'au bout l'émancipation du travailleur, qui ne sera complète que lorsqu'il ne sera plus esclave, c'est-à-dire lorsqu'il tiendra entre ses mains le sol, les machines et les moyens de *transport*. Tout le reste sera un vain palliatif.

Ce discours admirable, traduit avec éloquence par le citoyen A. S. Headingley, a fortement émotionné tous les délégués, empoignés par ce dédain des discussions spéculatives et ce souci, cette éclatante mise en lumière du côté pratique, réalisable du programme socialiste.

Le citoyen Cooper, des Trades Unions de Londres, félicite le citoyen Hyndman de ses paroles de paix et d'entente entre les deux grandes fractions du socialisme anglais. Pour sa part, il appuie de toutes ses forces le vœu de son éminent contradicteur, comme il l'appuie partout ailleurs de sa parole et de son vote. Mais ici il ne peut parler que pour lui. Si Hyndman avait fait ces propositions d'union, d'action commune, dès l'année dernière, les Trades Unions auraient certainement donné mandat à leurs délégués d'accepter cette proposition.

En attendant, il signale au Congrès la conduite blâmable du Comité parlementaire des Trades Unions qui n'a pas envoyé à toutes les chambres syndicales l'invitation que

leur avait adressée le Comité français d'organisation du Congrès.

En passant, il prouve que les Trades Unions ne sont pas aussi peu progressistes que voudrait le faire croire le citoyen Hyndman. Dans leur Congrès annuel de 1888, elles ont voté pour le principe de la socialisation du sol et des mines.

Encore une fois, il fera son possible pour amener une entente entre les Trades Unions et la Social Democratic Federation pour que, réunissant leurs efforts, elles puissent aller plus avant dans les conquêtes pour l'émancipation définitive et universelle des travailleurs.

Le délégué espagnol Baldomero Oller ne dit que quelques mots, traduits par la citoyenne Simcox, pour recommander la protection des associations nationales par une alliance internationale. Quant aux comités de correspondance, il devrait y en avoir un par nationalité.

Le citoyen Greenwood, délégué des verriers anglais, appuierait le projet d'alliance internationale, mais il voudrait qu'il y eût périodiquement une publication statistique sur la situation morale, politique et sociale des travailleurs par nationalité; un Comité central recevrait tous ces rapports et les communiquerait à tous après les avoir préalablement traduits. Il rappelle que, lors de la dernière grève des verriers de France, leurs camarades anglais ont été forcés de renvoyer des lettres qu'ils n'avaient pu parvenir à lire. Le citoyen S. Headingley lui fait remarquer que ce vœu a été voté au dernier Congrès de Londres, et que, dans ce cas, les Bourses du travail sont chargées de ce travail de correspondance internationale.

Au nom des délégués français, le citoyen Lavy remercie le citoyen Greenwood de son dévouement et de l'humanité des verriers anglais, lors de la grève de leurs camarades français, qui ont reçu d'eux cinq mille francs.

Il constate que les questions professionnelles, si grandement développées ici par les délégués étrangers, sont du

domaine des Chambres syndicales qui se mettent, pour leurs résolutions, en rapport par des correspondances internationales, quand il le faut.

Quant aux correspondances, dont il s'agit ici, les comités nationaux, là où il en existe, suffisent pour en faciliter l'échange et pour rendre les relations internationales utiles et rapides.

Il est donc inutile de créer un Comité central international qui pourrait devenir trop dangereux. D'ailleurs il voit avec plaisir que c'est l'avis de tous les hommes présents au Congrès, et qui ont souci de leur dignité et de leur personnalité. On doit laisser ce mode de faire à ceux qui ont besoin d'une haute direction, d'un maître.

Le Comité central se borne à transmettre à tous les renseignements de tous ; il ne fait pas la loi, il la subit de ceux qui lui ont donné son mandat.

Chacun garde sa personnalité, son individualité ; chacun est maître de soi, chez soi. Telle est la fière affirmation qui doit sortir de ce Congrès.

Pas de secte socialiste fermée, mais une école largement ouverte à tout venant pourvu qu'il vaille quelque chose.

Le citoyen Fenwick député, délégué des mineurs du Northumberland, et trades unioniste, reproche à la Social Democratic Federation de vouloir aller trop brusquement par secousses, et de vouloir transformer d'un coup de baguette magique l'enfer des travailleurs en un Eden enchanteur.

Pour lui, pour les trades unionistes, il faut aller lentement, compter et escompter les résultats d'après les efforts qu'ils ont coûtés. Le meilleur moyen de progresser est l'instruction, qui fait malheureusement défaut à l'ouvrier. Il faut la lui donner complète, théorique et technique. Il faut que tout le monde apprenne le français ou l'anglais, les débats futurs y gagneront en brièveté et en intérêt.

Enfin, il conclut en affirmant que le vœu du citoyen

Greenwood, tendant à la création d'un comité international de statistique suffit et doit être substitué au vœu du délégué socialiste Hyndman.

Puis la séance est levée.

Le débat continuera à la séance de l'après-midi.

IXe SÉANCE

Tenue le 19 Juillet. — L'après-midi

La séance est ouverte à 2 h. 1/2 sous la présidence des citoyens Blancvalet, délégué belge, et Philippe, delégué de Paris ; les assesseurs sont les citoyens John Burns, délégué anglais et Soulery, délégué de l'Algérie.

Le citoyen Lavy remplit les fonctions de secrétaire.

Le procès-verbal de la précédente séance est lu et adopté.

La délégation anglaise déclare qu'elle a repoussé l'article 6 du projet de résolution sur le 1er § de l'ordre du jour, parce qu'elle ne veut pas du tout d'heures supplémentaires.

Le citoyen Lavy donne lecture de la motion suivante qui a été déposée à la séance du matin du 18 juillet :

« Un comité aura mission de recevoir, traduire et faire parvenir aux parties intéressées toutes les communications qui lui seront adressées, concernant la condition sociale et industrielle des travailleurs. »

Le citoyen Greenwood a eu l'intention de compléter la motion Hyndman et non de lui en substituer une autre comme l'a dit le citoyen Fenwick, et pour bien marquer le

caractère de cette motion, elle devra commencer ainsi : « Le Comité, etc. »

Le citoyen Eveleigh depose ce projet de vœu :

« Le Congrès émet le vœu :

« Que des lois d'Etat et municipales soient promulguées pour l'adoption d'un double langage courant, savoir : Français-Anglais, pour être enseigné en même temps dans les écoles de France, et nous, de notre côté, Anglais-Français dans les lycées et écoles libres ou dotées ; aux autres nations d'adopter au moins un des doubles langages courants, par exemple Allemand-Anglais ou Allemand-Français, Hollandais-Anglais ou Hollandais-Français, Italien-Anglais ou Italien-Français ; celui qui pourrait le mieux répondre aux désirs ou besoins de chaque nation. En un mot, que l'un de ces deux langages universels, l'anglais ou le français soit enseigné côte à côte avec la langue maternelle de chaque nation. »

Le citoyen Eveleigh développe sa proposition. Il explique qu'on pourrait se servir de la langue anglaise qui est la langue commerciale universelle et de la langue française qui est la langue diplomatique.

Ces deux langues sont, en raison de leur superbe littérature, à la portée de toutes les nations. En Angleterre cette proposition a été très bien accueillie. Le lord-maire a promis de s'y intéresser.

La proposition du délégué anglais, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

Le citoyen Lavy donne lecture d'une note émanant du secrétariat. Cette note fait connaître qu'à ce jour la délégation française se compose de 521 délégués représentant 227 chambres syndicales et cercles d'études sociales. Pour l'étranger, 124 groupes et chambres syndicales sont représentés par 91 délégués. Au total : 369 groupes et chambres syndicales et 612 délégués.

Le citoyen Verrycken, délégué belge, donne lecture

d'une proposition présentée par le Comité d'organisation du Congrès sur la deuxième question :

« Le Congrès,

« Désireux d'établir des relations permanentes entre les organisations des différents pays, mais résolu à ne pas laisser porter atteinte à l'autonomie de ces organisations,

« Décide :

« 1° Que des relations permanentes doivent être établies entre les organisations socialistes des différents pays, mais que, dans aucun cas, et sous aucun prétexte, ces relations ne pourront porter atteinte à l'autonomie des groupements nationaux, ceux-ci étant les seuls et meilleurs juges de la tactique à employer dans leur propre pays ;

« 2° Qu'une invitation est adressée aux chambres syndicales et groupes corporatifs pour qu'ils se fédèrent nationalement et internationalement;

« 3° Que la création d'un bulletin international rédigé en plusieurs langues est proposée à l'étude des partis socialistes des différents pays ;

« 4° Qu'il y a lieu de demander à chaque organisation ouvrière de délivrer à ceux de ses membres qui changent de résidence une carte destinée à les faire reconnaître par leurs frères de tous les pays ;

« 5° Que dans chaque pays des Comités soient établis, s'il n'en existe pas, pour entretenir des relations internationales dans l'ordre corporatif et dans l'ordre politique et social ;

« 6° Que chaque année, et pour l'année seulement, le Comité national d'un pays fera l'office d'un organe central international de correspondance. Il est interdit à ce Comité de prendre une décision quelconque sortant du rôle qui lui est dévolu. »

Le rapport de la Commission est adopté à l'unanimité par les nationalités présentes à la séance.

Le citoyen Allemane demande que l'amendement Hyndman ne soit pas mis aux voix. Chaque nation, ayant son autonomie, est libre d'apprécier si ses intérêts exigent un ou deux comités pour les relations internationales.

Le Congrès décide que c'est dans ce sens qu'il faudra entendre le § 6 des résolutions sur la deuxième question, ainsi que l'addition présentée par le citoyen Greenwood et dont suit la teneur :

« Ce Comité aura pour mission de recevoir, traduire et faire parvenir aux parties intéressées toutes les communications qui leur seront adressées, concernant les conditions sociales et industrielles des travailleurs. »

Une copie de cette résolution sera envoyée au secrétaire du Comité parlementaire du Congrès des Trades Unions, avec invitation de la porter devant le Congrès annuel qui se tiendra à Dundee, en septembre 1889.

Le citoyen S. Headingley fait connaître au Congrès la bonne impression produite sur la délégation anglaise par les votes que le Congrès vient d'émettre. Les Anglais sont d'avis que ces votes réorganisent l'internationale.

Le citoyen Waudby, délégué américain, propose la résolution suivante qui est adoptée :

« Le Congrès international du Travail déclare que ses résolutions en faveur de la réduction des heures du travail et de la limitation du travail des femmes et des enfants, toutes mesures de protection, ne peuvent être considérées comme exprimant son entier programme de réformes industrielles.

« Ces mesures ne sont réclamées que pour assurer le présent, adoucir la situation pénible du travail et accorder le loisir, l'éducation et l'organisation nécessaires pour aboutir enfin à l'appropriation et au contrôle de tous les moyens de production par les ouvriers eux-mêmes. C'est là, nous l'affirmons, la seule mesure qui puisse assurer au travail l'intégralité de ses droits. »

Le Congrès adopte ensuite la motion suivante déposée par le citoyen Bowen, délégué américain :

« Le Congrès international du travail condamne l'immigration comme remède pour les crises industrielles ; elle est fausse en principe, cruelle en pratique, n'apporte qu'une aide aux pays d'où viennent les immigrants et fait subir un grave préjudice aux nations dans lesquelles ils cherchent asile.

« C'est plutôt un secours temporaire pour les nations de l'Europe, et il sera rendu inutile par la nationalisation des moyens de production et une juste répartition des produits du travail.

« Le Congrès approuve la loi des Etats-Unis prohibant l'importation du travail sous contrat, et déclare que chaque gouvernement devrait présenter une loi défendant de tels contrats dans leurs territoires respectifs et une autre loi punissant la provocation à l'immigration par de fausses promesses et représentations. »

Le citoyen Fulgueroso, délégué espagnol, parle sur la création d'un bulletin destiné à répandre, en langues différentes, les principes socialistes. Il propose que les résolutions qui seront prises en ce sens soient envoyées au Comité qui sera chargé d'organiser le prochain Congrès international.

La création d'un organe, traduit en plusieurs idiomes, facilitera considérablement les relations socialistes internationales.

Le Congrès aborde ensuite la troisième question à l'ordre du jour : *Des Coalitions patronales et de l'intervention des pouvoirs publics.*

Le citoyen Caumeau démontre que les patrons et les capitalistes savent au besoin se coaliser pour contribuer à la défaite des travailleurs qui demandent soit une augmentation de salaire, soit une réduction des heures de travail. Les pouvoirs publics ont le devoir d'intervenir dans ces conflits, mais non pas comme ils interviennent habituellement, en fusillant les travailleurs.

Le citoyen Herbert Burrows, délégué anglais, dit qu'en Angleterre il existe des syndicats d'accapareurs de cuivre et d'autres métaux.

Il croit qu'aucune législation ne peut empêcher ces syndicats. Au contraire, il est nécessaire que ces syndicats soient conservés, car ils sont le chant du cygne du capital.

A leur chute, le moment sera mûr pour la nationalisation des moyens de production.

La lecture du vœu suivant est donnée :

« Tout en reconnaissant l'extrême difficulté, dans l'état actuel du capitalisme, d'empêcher par une loi la formation de Rings ou coalitions, le Congrès déclare que tous les efforts pour l'organisation des travailleurs doivent être faits, afin qu'ils soient prêts au moment propice à mettre la main sur les moyens de production et d'échange que les monopoles actuels ont créés, afin de les utiliser au profit des travailleurs, et non au bénéfice d'une classe.

« Signé : Robert HUNTER, délégué des verriers en bouteilles d'Angleterre ; Herbert BURROWS, délégué de la S. D. F. ; Paul J. BOWEN, délégué des Kinghts of Labor, d'Amérique. »

Le citoyen Allemane propose que le Congrès tienne trois séances le 20 juillet. Il est décidé qu'on s'en tiendra aux deux séances normales.

La séance est levée à cinq heures.

X[e] SÉANCE

Tenue le 20 Juillet. — Le matin.

Les présidents de cette séance sont : les citoyens Baldomero Oller, espagnol, et Bataille, français ; les assesseurs : les citoyens Cooper, anglais, et Rogier, d'Algérie ; le secrétariat est occupé par le citoyen Augé.

Après la lecture et l'adoption du procès-verbal, le Congrès aborde la troisième question de l'ordre du jour : *Des coalitions patronales et de l'intervention des pouvoirs publics.*

Le délégué belge Laurent Werryken, de la Fédération bruxelloise du Parti ouvrier, a ouvert le feu.

La coalition patronale et capitaliste est toute puissante en Belgique. Les patrons font, à leur gré et selon leur besoin, renchérir les objets premiers nécessaires à la vie purement physiologique ou baisser les salaires et le travail. Il faut donc atteindre au cœur le patronat par la propriété, autrement le patron sera toujours le maître ; il renverra de son chantier l'ouvrier qu'il jugera dangereux, et, par une formule de convention hypocritement inscrite dans le livret de l'ouvrier, il l'empêchera d'être embauché nulle part. Ils sont ainsi deux ou trois cents ouvriers indéfiniment sur le pavé belge.

Quant aux grèves, elles sont la plupart du temps infructueuses ; la dernière grève des carrières de porphyre de Quenast, commencée en février et qui vient de se terminer hier, est là pour le prouver. Les malheureux grévistes ont dû céder à la faim. Et que pouvait faire le Parti ouvrier belge, réduit à ses seules ressources ? Envoyer 4 à 500 kilos de pain par jour pour les 1,500 grévistes. Il aurait fallu 3,000 francs. Si les Syndicats ouvriers étrangers, mettant de côté un peu de leurs ressources, eussent soutenu leurs camarades, les patrons n'eussent pas remporté une victoire fatale, non seulement aux ouvriers de ces carrières de Quenast, mais à tous les ouvriers belges et à tous les travailleurs du monde. L'exemple est donné. Le patron poussera ses exigences jusqu'à faire crever de faim l'ouvrier, qui cèdera toujours.

Au contraire, si les Syndicats nationaux et internationaux se prêtaient, s'avançaient mutuellement les sommes nécessaires pour faire durer la grève jusqu'au jour voulu, le capitaliste patron cèderait, et la rémunération générale de l'ouvrier en profiterait.

Donc, coalisons-nous, syndiquons-nous, soutenons-nous, tout est là.

Le citoyen J.-B. Nic, du Cercle d'études de la Butte-Montmartre, dit que, à l'institution du patronat, doit être

substituée l'action de l'Etat, du département et de la commune, qui doivent reprendre pour leur compte les entreprises cédées à des concessionnaires exploiteurs. Il cite un exemple de la désinvolture avec laquelle certains patrons et même certains contre-maîtres ou chefs de chantiers reçoivent les membres du Conseil municipal qui veulent se rendre compte *de visu* de l'état des chantiers des travaux municipaux.

Il faut que l'Etat et la commune fassent travailler eux-mêmes, sans marchandage, au prix fixé par les chambres syndicales, et, transitoirement, il faut que les patrons s'en tiennent aussi à ces prix sous peine d'une sanction correctionnelle.

Le citoyen Lavy explique comment il se fait que les conseillers municipaux n'aient pas le droit d'inspecter les travaux de la Ville ou privés. Il dit que le Conseil municipal n'est pas le seul maître absolu de la rédaction des cahiers des charges ; mais il ajoute qu'il y a une commission municipale d'admissibilité préalable pour les entrepreneurs, et que c'est là qu'est arrêtée, avant la soumission, la liste des entrepreneurs à qui le conseil municipal ne veut rien octroyer.

Le citoyen Georges Deaw, délégué des charpentiers et menuisiers de Londres, dépose le vœu suivant :

« Le Congrès exprime l'opinion que des lois soient faites par les différentes nationalités pour qu'aucune personne ne reçoive une concession de l'Etat ou des municipalités à moins que les concessionnaires déclarent qu'ils payeront aux ouvriers les salaires admis par les syndicats ouvriers et se conformeront au nombre d'heures de travail indiqué par les corps de métier. »

Le délégué ajoute qu'à Londres, l'Etat voit les ouvriers qui travaillent pour lui, payés 15 ou 20 centimes de moins par heure que les ouvriers employés par des patrons, et cela grâce aux rabais. Il rappelle que la citoyenne Besant et le

citoyen Cooper, ici présents, membres du comité d'achat ou d'entretien des écoles de laïcité (*School board*), n'achètent ou ne donnent du travail qu'aux patrons qui garantissent des salaires respectables à leurs ouvriers. Dans le Conseil de Comté (nouveau conseil municipal de Londres), dont est membre le citoyen Burns, la même résolution a été prise.

Le délégué exige même que ces conditions rédhibitoires soient inscrites dans les cahiers des charges des entrepreneurs.

Dans le service municipal de transport à travers la Tamise, par exemple, le marin ne travaille que huit heures. (Applaudissements.)

Le délégué Racine (sculpture) croit qu'avant de s'adresser aux pouvoirs publics, il faut l'accord des ouvriers pour empêcher l'efficacité des coalitions patronales ; l'ouvrier doit se syndiquer dans la nation d'abord, et dans des syndicats internationaux ensuite. En cas de grève à un endroit, les chambres syndicales similaires de tous les pays en seraient prévenues et agiraient en conséquence.

Puis, au nom de la 3e commission, le citoyen Allemane, rapporteur, propose les résolutions suivantes :

« Considérant que nous ne verrons la véritable fin des coalitions patronales et financières, nationales et internationales, que le jour où le prolétariat universel sera assez fortement organisé pour s'emparer des forces productives et organiser, au mieux des intérêts de la collectivité humaine, la production et l'échange des produits ;

« Considérant, d'autre part, que cette organisation ouvrière réclamera de longs efforts et qu'il convient d'aviser au plus tôt;

« Le Congrès décide :

« Les organisations ouvrières de chaque pays devront mettre en demeure les pouvoirs publics de s'opposer, en vertu des lois existantes ou à élaborer, à toutes coalitions ou *rings*, ayant pour but d'accaparer, soit la matière première, soit les objets de première nécessité, soit le travail. »

Le citoyen Burrows, délégué américain, explique qu'une des formes spéciales d'accaparement, le *trust*, est une combinaison capitaliste pour s'assurer de gros bénéfices en créant un seul marché; par exemple, pour le sel il n'y avait qu'un seul acheteur, un seul vendeur, un seul fabricant.

Le *trust* possède une puissance gigantesque; mais il agit en même temps si fortement sur l'ordre de choses économique qu'il excite le progrès mécanique et abaisse le prix de revient.

Exemple : le pétrole que 3,000 fabricants faisaient préparer en Amérique, est aujourd'hui entre les maius d'un seul capitaliste qui a ruiné tous les autres.

La constitution de ces monopoles de fait est la conséquence de l'évolution capitaliste.

En avilissant la concurrence, prétendue loi sur laquelle les « économistes » de l'école libérale ont basé tout leur système, ces monopoles mettent les ouvriers en présence d'un seul industriei qui les détient. Cela leur indique qu'il n'y a que deux moyens pour s'affranchir : l'un, transitoire, la coopération; l'autre, définitif, dernier terme de l'évolution sociale : le service public.

La grande bataille est surtout livrée actuellement contre les petits capitalistes, les petits bourgeois, chaque jour rejetés dans le prolétariat.

Si on veut appliquer des lois pour empêcher la ruine fatale des petits industriels, elles suggéreront peut-être aux patrons la pensée de réclamer des lois pour empêcher l'action ouvrière.

Lorsque le capital universel sera entre les mains d'une minorité, si petite qu'elle sera visiblement aperçue par tous, le problème social sera simplifié, comme le problème politique serait simplifié s'il n'y avait qu'un seul monarque.

Il propose en conséquence, d'annexer aux résolutions proposées le paragraphe additionnel suivant :

« Considérant, d'autre part, les immenses difficultés, en l'état actuel du capitalisme, d'empêcher par une loi la formation des *trusts*.

« Le Congrès exhorte les travailleurs à faire tous les efforts possibles pour s'organiser de telle façon qu'ils puissent saisir, le moment venu, les moyens de production et de distribution accaparés par les monopoleurs actuels, afin de les utiliser en vue du bien-être de la nation et non pour une seule classe priviligiée. »

Le citoyen J.-B. Clément croit que les coalitions patronales, qui prennent d'autres formes en France, sont assez dangereuses pour que les pouvoirs publics appliquent la législation existante. Il propose que des lois poursuivent et punissent les patrons qui apporteront des entraves à l'organisation syndicale :

« Interdiction aux patrons d'embaucher des ouvriers à l'étranger pour remplacer les ouvriers nationaux en grève. »

Il demande, en outre, que des secours soient répartis par les départements pour fournir des ressources aux travailleurs en grève; que les pouvoirs publics interviennent en faveur des ouvriers, lorsque ceux-ci seront menacés par une coalition patronale, et qu'il soit interdit de mettre la force armée à la disposition des patrons; que les patrons ne puissent payer aux ouvriers étrangers des salaires inférieurs à ceux des ouvriers nationaux; que les articles 414 et 415 du Code pénal français relatifs aux coalitions soient abrogés et que le système des adjudications soit remplacé par le travail en régie; que des poursuites soient ordonnées contre les accapareurs; que les collectivités politiques proclament l'annulation des contrats ayant aliéné une fois de plus la propriété publique, suppriment les monopoles, transformés en services publics, et enfin que la loi sur l'Internationale soit abrogée. »

Après une courte discussion, les résolutions de la com-

mission, amendées par le citoyen Burrows, sont adoptées à l'unanimité.

La séance est levée à une heure.

XIe SÉANCE

Tenue le 20 Juillet. — Le soir.

La séance est ouverte à 9 heures en présence d'un public considérable.

La citoyenne Besant, anglaise, et le citoyen Lavy sont élus présidents ; les citoyens Defnet, belge, et Lenormand, français, sont désignés comme assesseurs ; secrétaire, le citoyen Augé.

Citoyens, dit le président Lavy, je vous apprenais à l'une de nos dernières séances, que nos camarades de Dublin avaient déposé sur le bureau des herbes qui avaient été cueillies sur la tombe de Chicago. Il avait été convenu qu'on les déposerait sur la tombe des martyrs de 1871. Nous avons voulu que ces herbes fussent respectées et soigneusement conservées. L'un de nous, le citoyen Stassart, encadreur, délégué au Congrès par le groupe parisien du IXe arrondissement, a tenu à honneur de faire lui-même et à titre généreux le cadre qui renferme les herbes cueillies sur la tombe de Chicago. Ce cadre, le voici.

Les herbes y ont été disposées de telle façon qu'elles représentent une hache, la hache avec laquelle on sapera le vieux monde pour établir le monde de la justice et de l'égalité.

Si vous le voulez bien, avant que nos amis étrangers soient partis, nous pourrons prendre jour et heure pour

aller tous ensemble porter ce tableau sur la fosse de ceux qui ont succombé pendant l'année sanglante.

Le Congrès consulté décide que demain, dimanche, 21 juillet, un rendez-vous sera pris pour 3 heures à la salle Lexcellent.

Le Congrès aborde alors la quatrième question :

Fixation de la date et du lieu du prochain Congrès.

Le citoyen Defnet, au nom de la délégation belge, dépose la motion suivante :

« Selon les termes mentionnés dans leur lettre du 9 courant, au Congrès, les représentants de la Belgique proposent que le prochain Congrès ouvrier international soit tenu en 1891, à Bruxelles.

« Le Comité national du Parti ouvrier belge serait chargé de sa convocation. Toutes les nationalités, ainsi que les associations, groupes, etc., justifiant d'une existence de six mois, y seront invités.

« Il est, dès à présent, admis que la vérification des mandats sera exigible et faite par les délégués de chaque nationalité avec recours auprès du Congrès en cas de contestation. En un mot, la marche suivie par le Comité national organisateur du Congrès international ouvrier de Paris, serait observée. »

Le citoyen Parnell demande que « nulle société n'existant pas en 1890 ne puisse être admise au Congrès de 1891 ».

Le citoyen Gilliard, délégué des numéroteurs-folioteurs, prononce un discours boulangiste qui se termine sous les huées de l'assemblée. Il demande entre autres choses que les chambres syndicales seules soient chargées de l'organisation du prochain Congrès.

Le citoyen Gelez combat cette proposition qui ne tend à rien moins qu'à écarter des futurs Congrès les militants du prolétariat socialiste.

Le citoyen Goldschalck, délégué d'Anvers, loin d'inviter les ouvriers à ne pas s'occuper de politique, déclare que,

pour lui, il n'accepterait pas de figurer à un Congrès où ne flotterait pas le drapeau rouge.

On passe ensuite au vote sur la proposition de la délégation belge ; elle est adoptée à l'unanimité.

Le citoyen Blancvalet, délégué belge, prend alors la parole :

Citoyens, dit-il, au nom de la Belgique socialiste, je vous remercie d'avoir désigné ce pays pour notre prochain Congrès. Nous vous recevrons comme des socialistes sincères et convaincus doivent recevoir leurs frères en socialisme. Nous vous recevrons non pas dans des hôtels de ville. Nous ne pourrons vous offrir des fêtes aussi belles que celles qui nous ont été offertes hier soir. Mais nous vous recevrons chez nous, dans notre Maison du peuple, dans une propriété qui nous appartient, dans une propriété que les ouvriers ont acquise en versant pendant des années, semaine par semaine, jour par jour, le petit sou qu'ils sacrifiaient à leurs plaisirs et à leurs nécessités.

Vous n'emporterez pas de votre visite en Belgique le même souvenir que celui que nous emporterons de notre visite dans la capitale du monde civilisé ; vous emporterez au moins ce souvenir que vous êtes venus au milieu d'associations foncièrement socialistes ; que vous êtes venus voir des hommes sincèrement décidés à travailler au triomphe des idées prolétariennes. (Applaudissements.)

Et, puisque j'ai la parole, et puisque je parle ici au nom du peuple belge, au nom du prolétariat belge, je parle ici au nom de la délégation étrangère, je crois que je serai l'interprète de tous les délégués présents en exprimant toute notre reconnaissance au Parti ouvrier français pour l'accueil qu'il nous fait et pour la façon réellement admirable avec laquelle il a reçu les socialistes dans ce Congrès, et qui sera à relater dans les annales du prolétariat.

Nous devons rendre hommage au Parti ouvrier français ; nous devons rendre hommage surtout, et je suis heureux ici d'être appelé par les circonstances à exprimer moi-même ce sentiment ; nous devons rendre hommage surtout au tact, à la courtoisie et à la délicatesse qui ont présidé de la part du Comité national français à toutes les discussions qui ont eu lieu dans ce Congrès. (Applaudissements.)

Les travailleurs français ont été toujours au premier rang quand il s'est agi de combattre pour les idées socialistes. Aussi, nous terminerons ce Congrès aux cris de : Vive la France! vive la Commune révolutionnaire! vive l'Internationale! » (Applaudissements prolongés.)

La résolution suivante a été ensuite votée par acclamation :

« Le secrétaire du Congrès international du travail est chargé de faire parvenir au citoyen Samuel Gompers, de New-York, président de la Fédération américaine, un accusé de réception de sa lettre et l'expression de l'obligation que le Congrès lui doit pour les très utiles renseignements qu'il lui a fournis.

« Le secrétaire présentera, en outre, au citoyen Gompers son vif désir de voir réussir la campagne de huit heures que la Fédération américaine doit poursuivre effectivement en mai 1890. »

L'ordre du jour appelle la désignation du pays où exercera le comité chargé de la correspondance internationale jusqu'au Congrès de 1891.

Le citoyen Berchy propose la France. Un délégué anglais appuie cette proposition.

Le citoyen Hyndman propose la Belgique. La délégation danoise propose la France.

Le citoyen Allemane, délégué français, dit qu'en Belgique comme en France, on se trouvera toujours en présence des marxistes qui veulent assujettir le prolétariat universel à une direction autoritaire.

Le citoyen Blancvallet, délégué belge, répond au citoyen Allemane. Le Parti ouvrier belge n'acceptera jamais les ordres des marxistes, car il repose sur des syndicats et des groupes sérieux.

Le Congrès se prononce pour la Belgique. Cinq nationalités, dont la France, ont voté pour ce pays. Deux nationalités ont voté contre. L'Italie s'est abstenue de prendre part au vote.

Au nom de la *Solidarité* des coiffeurs, le citoyen Lenormand demande au Congrès d'émettre un vœu pour la suppression des bureaux de placement dans les pays où existent ces institutions d'exploitation capitaliste. Ce vœu est adopté à l'unanimité par les délégations.

La citoyenne Besant, présidente anglaise, remercie les Français qui ont fait aux travailleurs étrangers un chaleureux accueil. Dans le Congrès international, les délégués des ouvriers européens et américains ont émis des résolutions d'une importance extrême. La réduction de la journée de travail à 8 heures, par exemple, arrachera le prolétaire à une vie purement bestiale.

On ne peut établir aucune comparaison entre la liberté que réclament les socialistes et celle que leur offrent les bourgeois. La première émancipera l'être humain. La seconde rend le pauvre esclave du riche.

Les prolétaires des divers pays ont les yeux fixés sur la France où a germé l'idée révolutionnaire. Si la République est menacée par une bande d'aventuriers sans scrupules, les étrangers accourront à son secours combattre sous les plis du drapeau rouge, le seul drapeau de l'humanité.

Le discours éloquent de la citoyenne Besant est accueilli par les applaudissements enthousiastes des membres du Congrès.

Le citoyen Lavy, au nom de la délégation française, remercie la citoyenne Besant des bonnes paroles qu'elle a prononcées. Le Parti ouvrier français a fait tout ce qu'il était possible pour donner au Congrès international un caractère grandiose. Si des dissidences se sont produites, dissidences qui ont donné naissance à un Congrès rival, la faute en incombe aux personnalités qui veulent conduire à la baguette le prolétariat du monde civilisé. Les hommes du Parti ouvrier français ont la conscience tranquille, car ils ont rempli leur devoir.

En appelant ce soir la citoyenne Besant à la présidence

du Congrès, les délégués socialistes ont prouvé qu'ils veulent émanciper la compagne de l'homme.

La France traverse, à l'heure actuelle, une crise terrible. Mais, malgré l'abdication de Paris le 27 janvier, la République ne tombera pas, car les socialistes ont des convictions ardentes dont ils ne se départiront jamais.

Le peuple défendra la République comme en 92, en 48, en 71. En remplissant ce devoir il rapprochera le jour de la Révolution sociale. (Applaudissements prolongés).

Sur la proposition de la citoyenne Besant, le Congrès vote des remerciements au citoyen Lavy, secrétaire général du Congrès de 1889, au Comité national du Parti ouvrier socialiste révolutionnaire français et au citoyen S. Headingley, interprète et délégué anglais.

Les propositions suivantes ont été adoptées par acclamations :

« Considérant que les réformes économiques ne peuvent être que la conséquence d'une complète liberté politique et du droit de vote pour tous les travailleurs ;

« Considérant qu'un grand nombre de nations, l'Autriche-Hongrie, par exemple, sont soumises à un régime despotique et oppresseur qui entrave le développement des idées socialistes et étouffe dans le sang ou la proscription les plaintes des travailleurs ;

« Le Congrès affirme, une fois de plus, la nécessité du suffrage universel dans tous les pays et envoie à tous les socialistes, victimes d'un gouvernement tyranique, son salut cordial et ses chaleureux encouragements pour la lutte qu'ils soutiennent si vaillamment. »

« Le compte-rendu du présent Congrès sera imprimé et vendu au prix de revient ; chaque groupe adhérent devra verser 5 francs pour frais d'impression qui lui seront remboursés en brochures dudit congrès. »

Le délégué russe fait remarquer que, ne représentant pas le Parti ouvrier russe (et nul délégué ne pourrait le représenter dans les conditions actuelles de la Russie), il a dû s'abstenir dans les votes sur toutes les questions qui ont été

soumises au Congrès et qui engagent directement les partis ouvriers.

Mais, dans la question de l'organisation des rapports constants entre les partis socialistes des différents pays, le délégué russe est autorisé, par son groupe, à déclarer qu'il est solidaire avec les propositions soumises à cet égard au Congrès. Il croit donc à la nécessité d'une autonomie des partis de chaque pays et se déclare prêt à soutenir de tous ses moyens la réalisation des décisions du Congrès.

A minuit, la clôture du Congrès international ouvrier de 1889, est prononcée par le citoyen Lavy, qui lève la séance aux cris, répétés par l'assistance, de : « Vive la Commune ! Vive l'Internationale ! Vive la Révolution sociale ! »

LE BANQUET D'ADIEU

Le lendemain, les délégués se retrouvaient ensemble pour la dernière fois dans une agape fraternelle, dont le *Parti ouvrier* a rendu compte en ces termes :

« Un grand banquet réunissait le soir, à six heures et demie, à la Porte Dorée, avenue Daumesnil, 275-277, les délégués au Congrès.

« Trois cent cinquante convives, dont beaucoup de femmes et d'enfants avaient répondu à l'appel des organisateurs; toutes les délégations étrangères venues au Congrès étaient représentées là.

« On remarquait dans l'assistance les conseillers municipaux du Parti particulièrement entourés.

« La salle était magnifiquement décorée avec les drapeaux des groupes du Parti ouvrier et des écussons portant comme inscriptions les grandes dates prolétariennes et « Vive la Révolution sociale ».

« Les assistants n'ont eu qu'à se louer du service ; quant aux commissaires organisateurs, la manière dont ils se sont

acquittés de leurs multiples et délicates fonctions a été au-dessus de tout éloge, le citoyen Picau s'était véritablement surpassé.

« Le citoyen S. Headingley, délégué anglais, avait été désigné comme le président d'honneur de ces fraternelles agapes, dont le français Prudent-Dervillers et le belge Blancvallet furent les présidents effectifs.

« Avaient pris place à la table d'honneur, les citoyens Dolosy, hongrois; Xuriguera, espagnol; Figueiredo, portugais; Croce, italien; Verryken, belge; J. Jensen, danois; Limanowski, polonais; Paulard, représentant la Suisse; la citoyenne Avez, française; les citoyens Daubanay, représentant les chambres syndicales de Paris; Limousin, les groupes de province; Machieraldo, ceux de l'Algérie; Lavy et Avez, représentant le Comité national; Faillet, le Conseil municipal de Paris; Brunet, la Bourse du travail.

« A l'issue du banquet, les citoyens Blancvallet et S. Headingley ont pris les premiers la parole; leurs discours, remplis d'humour, ont soulevé de frénétiques applaudissements.

« Le citoyen Lavy a, dans une improvisation verveuse, adressé ses remerciements aux délégués étrangers pour les soins qu'ils ont apportés à la bonne réussite du Congrès.

« La soirée s'est terminée fort tard par un punch, offert par la Bourse du travail, et chacun s'est séparé, emportant un excellent souvenir de cette fête cordiale qui a dignement clôturé le Congrès international. »

REPORT

OF THE

International Trades Union Congress.

HELD IN

ST. ANDREW'S HALL,

NEWMAN STREET, LONDON,

ON

NOVEMBER 6, 7, 8, 9, and 10,

1888.

Published by the Authority of the Congress and the Parliamentary Committee.

London:
PRINTED BY C. F. ROWORTH, GREAT NEW STREET, FETTER LANE, E.C.

1888

International Trades Union Congress.

The first International Trades Union Congress convened in Great Britain has just concluded its sittings. There have been several Congresses of a similar description in Paris. What led to the holding of the recent one in London was the receipt of a letter by Mr. H. Broadhurst, M.P., as Secretary of the Parliamentary Committee of the British Trades Union Congress, from M. Zabusquire (of Paris) urging the Congress at Nottingham in 1883 to take the first step which would tend to promote international good understanding between Trades Unions. This invitation was sent on behalf of the National Committee of the French workmen's party to attend a Congress in Paris in October, 1883. This letter went on to say that the Agenda would have for discussion the following subjects:—1st. "The possibility of international legislation on the condition of labour, the hours of work, and the hygiene of the workshops and factories"; 2nd. "The conditions on which workmen, especially Unionists, were able to work in other countries than their own"; and 3rd. "The measures to obtain, in each country, the abrogation of those laws which placed obstacles in the way of permanent international relations between the Trades Unions." The letter of M. Zambusquire then went on to say that the French workmen would not be able to deal with the foregoing subjects in the absence of English Trades Unions, on account of their great perfection and power of economic organization.

Subsequently the Nottingham Congress empowered the Parliamentary Committee, if satisfied with the proposed Paris Congress and the *bona fides* of the Delegates who were to attend it, to appoint a deputation to represent the British Congress at Paris, and urge the trades of this country to be also represented. Ultimately the Parliamentary Committee appointed its chairman, Mr. A. W. Bailey, the treasurer, Mr. J. Burnett, with the secretary, Mr. H. Broadhurst, M.P., to attend the Paris Congress, which met on the 29th October, 1883. Mr. C. J. Drummond, from the London Compositors, Messrs. G. Shipton, E. Coulson, and H. R. King represented the London Trades Council, whilst Mr. E. Trow represented the Iron and Steel Workers of the North of England, and Mr. Davy the Amalgamated Tailors, and others.

The outcome of this Congress was the organisation of another in Paris, which met in August, 1886. Again, on this occasion, the Trades Congress Parliamentary Committee of Great Britain was represented by Mr. J. Mawdsley, the London Trades Council by Mr. C. J. Drummond and Mr. W. Jones, the Amalgamated Engineers by Mr. J. Burnett, the Railway Servants by Mr. E. Harford, the London Society of Compositors by Mr. J. Galbraith, and the Iron and Steel Workers by Mr. E. Trow.

Following upon this gathering in Paris, the French Workmen's Committee forwarded a programme of subjects, with a request to the British Trades Unions to organize an International Congress in England, in order to discuss them. Upon this the Parliamentary Committee presented a Special Report on the question to the Hull Trades Congress, when the matter was debated, and a resolution adopted, which urged the propriety of holding an International Trades Union Congress in England during 1887.

The Parliamentary Committee was, however, unable to see its way to make arrangements for such a Congress, and decided to report to that effect to the Swansea Congress in September, 1886. This was done, and culminated in the adoption of a resolution instructing the Parliamentary Committee to organize an International Trades Union Congress in London during 1887, but with the express stipulation that the standing orders of the British Congress, both with regard to the eligibility of the Foreign Delegates to sit in the Congress, and the forms of procedure, should be rigidly adhered to. Subsequently circulars of invitation were issued by the Parliamentary Committee in the English, French, and German languages, which contained extracts from the British Congress Standing Orders, pointing out the only conditions which would enable any one to attend. The acceptance of these conditions was to be taken as a compliance therewith. The Reports of both the Paris Congresses in 1883 and 1886, containing the details of the proceedings, have already been published.

Names and Addresses of Delegates attending the International Trades' Union Congress, held in London, November, 1888; Names of the Societies, and Number of Members.

BRITISH DELEGATES.

TRADE SOCIETY.	No. of Members.	Names and Addresses.
The Parliamentary Committee of the Trades' Union Congress.	..	Shipton, G., 2, Whitefriars Street, London, E.C. Harford, E., 55, Colebrook Row, London, N. Slatter, H., J.P., 69, Ducie Grove, C.-on-M., Manchester. Mawdsley, J., J.P., 3, Blossom Street, Great Ancoats Street, Manchester. Crawford, W., M.P., 14, North Road, Durham. Birtwistle, J., J.P., Ewbank Chambers, St. James's Street, Accrington. Jack, J. M., 28, St. Enoch Square, Glasgow. Inskip, W., 17, Silver Street, Leicester. Inglis, J., 172, Buchanan Street, Glasgow. Swift, J., Market Buildings, Thomas Street, Manchester. Broadhurst, Hy., M.P., 19, Buckingham Street, Strand, London, W.C.
Blastfurnacemen, National Association	4500	Snow, W., 20, Albert Road, Middlesborough.
Boiler Makers and Iron Shipbuilders ..	26500	Knight, R., 28, Archbold Terrace, Jesmond, Newcastle-on-Tyne. Allen, T., 22, Blair Street, Brunswick Road, Poplar, London, E.
Bookbinders' Society, London Consolidated.	923	King, H. R., 20, Kirby Street, Hatton Garden, London, E.C.
Bookbinders' Society, Vellum Account..	400	Lock, E., 20, Gransden Avenue, London Lane, Hackney, London, E.
Bookbinding, Society of Women Employed in.	250	Whyte, Miss, 5, Macclesfield Street, Soho, London, W.
Boot and Shoe Makers, Amalgamated Society of.	4000	Chapman, W., 25, Brunswick Street, Hackney Road, London, E.
Boot and Shoe Rivetters and Finishers, N. U. of (London Metrop. Branch).	1824	Freak, C., 103, Scawfell Street, Hackney Road, London, E.
Bricklayers' Society, Operative	6754	Coulson, E., 46, Southwark Bridge Road, London, S.E.
Cabinet Makers, Amalgamated Union of.	1200	Morgan, J., 30, Theberton Street, Islington, London, N.
Cabinet Makers' Association, Alliance..	1150	Parnell, W., 26, Westbourne Street, Pimlico, London, S.W.
Cabinet Makers' Association (Branches 5, 6, & 37), Alliance.	180	Hooydonk, A. A., 1, York Villas, Hargrave Park Road, Highgate, London, N.
Carpenters and Joiners, General Union of.	2000	Matkin, C., 161, Sulgrave Road, West Kensington Park, London, W.
Cigar Makers' Mutual Association	838	Cooper, B., 170, Stepney Green, London, E.
Cigarette Makers and Tobacco Cutters' Union.	249	Rochman, M., 30, Christian Street, Commercial Road, London, E.
Coach nakers, United Kingdom Society of.	4800	Kinggate, C., Model Cottage, Havelock Road, Harrow, Middlesex.
Colliery Enginemen's Association, Durham County.	1184	Lambton, W. H., 26, Western Hill, Durham.
Colliery Mechanics' Association, Durham	1500	Trotter, L., 6, Atherton Street, Durham.
Compositors, London Society of	7400	Minter, R. W., 16, Graces Road, Camberwell, London, S.E. Drummond, C. J., 3, Raquet Court, Fleet Street, London, E.C.
Cotton Spinners, Amalgamated Association of Operative	16844	Ashton, T., Spinners' Office, Rock Street, Oldham.
Cotton Spinners' Provincial Association, Operative.	4000	Robinson, J., 77, St. George's Road, Bolton.
Dressmakers, Milliners, and Mantlemakers' Society.	35	Addis, Miss, 129, Marylebone Road, London, N.W.

BRITISH DELEGATES—*continued*.

TRADE SOCIETY.	No. of Members	Names and Addresses.
Engineers, Amalgamated Society of ..	52635	Eveleigh, W. H., The Leighs, Charlton Lane, Old Charlton, London, S.E.
Engineers (Bolton District) Amalgamated Society of.	1176	Mann, T., 96A, Deansgate, Bolton.
Engineers (West London Branch) Amalgamated Society of.	255	Burns, J., 56, Wickersley Road, Battersea, London, S.W.
Felt Hatters, Amalgamated Society of Journeymen.	1900	Robinson, F., 131, Darwin Buildings, Old Kent Road, London, S.E.
Flint Glass Makers' Friendly Society, National.	2000	Leicester, J., 1, The Crescent, Belvedere Road, London, S.E.
House Coal Society, Rhondda Valley..	1273	Weeks, M. W., 15, Taff Street, Pontypridd.
Iron and Steel Workers of Great Britain, Associated.	6000	Trow, E., 8, Grange Road, Darlington.
Ironfounders, Friendly Society of	12000	Hey, W. H., 200, New Kent Road, London, S.E.
Lithographic Printers, Amalgamated..	1950	Kelley, G. D., 73, Upper Brook Street, Manchester.
Match Makers, Union of Women......	666	Chapman, Sarah, 2, Swan Place, Mile End, London, E. Besant, Mrs. Annie, 34, Bouverie Street, Fleet Street, London, E.C.
Miners' Association, Durham	30000	Wilson, J., 14, North Road, Durham. Carling, P., Blagdon-on-Tyne.
Miners' Association, Northumberland..	12000	Burt, T., M.P., 35, Lovaine Crescent, Newcastle-on-Tyne. Fenwick, C., M.P., West View, Morpeth.
Miners' Association, North Yorkshire and Cleveland.	2000	Rowland, R., 19, Ruby Street, Saltburn-by-the-Sea, Yorks.
Miners' Association, Rhondda	15000	Abraham, W., M.P., Pentre, Pontypridd.
Miners' Association, West Cumberland	2500	Sharp, A., 56, John Street, Maryport, Cumberland.
Miners' National Union..............	50000	Cowey, E., Sharleston Colliery, Normanton, Yorks. Young, R., 17, Picton Place, Newcastle-on-Tyne.
Miners' Union, Ayrshire	1000	Hardie, J. K., Miners' Office, Cumnock, N.B.
Pressmen, Amalgamated Association of	260	Peacock, W., 222, East Street, Walworth, London, S.E.
Railway Servants for Scotland, Amalgamated Society of.	3250	Tait, H., 65, West Regent Street, Glasgow.
Shipwrights' Society, Associated......	4057	Wilkie, A., 3, St. Nicholas Buildings, N'castle-on-Tyne.
Shipwrights, United Kingdom Amalgamated Society of.	5000	Millington, W. G., 16, Argyle Street, Hull.
Smiths' Society, Co-operative	500	White, R., 98, Abbot Terrace, Gateshead.
Tailors, Amalgamated Society of......	15409	Keir, G., 8, Caxton Buildings, Booth Street, Piccadilly, Manchester.
Tailors (West London District), Amalgamated Society of.	1500	Parish, W., 102, Belmont Street, Chalk Farm, London, N.W. McLeod, E., 49, Marney Road, Clapham Common, London, S.W.
Tailors' Trade Protection and Benefit Society, Scottish National Operative.	2866	M'Lean, N., 62, Dalry Road, Edinburgh.
Tin Plate Workers (London), Amalgamated Society of.	620	Deans, J., 8, Antcliffe Street, Commercial Road, London, E.
Trade and Provident Society, Bristol, West of England, and South Wales.	2600	Fox, J., 3, Albion Place, Cumberland Road, Bristol.
Trades and Labour Council, Hull	4000	Maddison, F., 6, Lime Tree Avenue, Alexandra Road, St. John's Wood, Hull.
Trades Council, Birmingham	3100	Tanner, J. T., Florence Place, Edward Street Parade, Birmingham.
Trades Council, Bolton United........	8600	Fielding, J., J.P., 77, St. George's Road, Bolton.
Trades Council, Bradford and District..	3000	Hollings, J., 48, Havelock Street, Bradford.
Trades Council, Edinburgh and District	7500	Blaikie, T., 13, St. John Street, Edinburgh.
Trades Council, Leeds and District ..	4000	Judge, J., 6, Coburg Street, Leeds.
Trades Council, Leicester	2276	Holmes, J., 11A, Millstone Lane, Leicester.
Trades Council, London	25320	Caiger, W., 28, Varden Street, Commercial Road, London, E. Galbraith, J., 50, Bank Chambers, St. John's Square, Clerkenwell, London, E.C.
Trades Council, Sheffield Federated ...	4370	Uttley, S., 145, Pitsmoor Road, Sheffield.
Trades Council, Southport and District	550	Threlfall, T. R., 19, Sussex Road, Southport.
Trades Council, Swansea	709	Bevan, W., 87, Rhyddings Park Road, Swansea.
Trades Council, Women's, London....	450	Simcox, Miss, E. J., Woodleigh, Mayfield, Sussex.
Trades Federation, Midland Counties..	2000	Juggins, R., 60, New Street, Darlaston, Staffs.
Weavers' Association, Blackburn	10000	Brown, E., 36, Cambridge Street, Blackburn.

BELGIAN DELEGATES.

Trade Society.	No. of Members.	Names and Addresses.
Building Trades, Syndicate of, Ghent..	355	Beveren, Edmond van, Rue Terre Neuve, Gand.
Cigar Makers, National Federation of Belgian.	1000	Vendelmans, Alexis, Local au Werker, No. 146, Rue Base, Antwerp.
Cotton Spinners' Union, Ghent	500	Baudewyn, P., Local du *Vooruit*, Marché aux Fils, Gand.
Flax Spinners' Union, Ghent Workmen and Workwomen's.	500	Beerblock, Charles, Local du *Vooruit*, Marché aux Fils, Gand.
Journeymen Tailors, Syndical Union of	200	Aloys, Stuyk, 14, Rue de l'Empereur, Bruxelles.
Metal Workers, National Federation of	1327	Pierron, Evariste, 52, Chaussée de Ninove, Bruxelles.
Miners' Syndicate, La Hestre Abel Mine	200	Cavrot, Ferdinand, Mineur à La Hestre.
Typographical Printers, Free Association	690	Delporte, Antoine, 31, Rue de Ruysbroeck, Bruxelles.
Typographical Union, Ghent	85	Anseele, Edward, 88, Rue du Jambon, Gand.
Wood Workers, Federation of Belgian.	565	Sas, François, 94, Rue Linnée, Bruxelles.

DUTCH DELEGATES.

Trade Society.	No. of Members.	Names and Addresses.
Bricklayers' Trade Union	600	Gilst, A. van, 92, Malakkastraat, The Hague.
Cabinet Makers' Society..............	104	Yos, Willem Frederik, 505, Koningstraat, The Hague.
Carpenters' Society, Dutch	750	Asdouk, A. van, 50, Raggeveenstraat, The Hague.
Metal Workers' Union of The Hague..	1783	Stad, P. van den, Jbr., Koog van de Zaen, The Hague.
Painters' Union	385	Emmenes, A. van, 225, Zorgolietstraat, The Hague.
Painters' Union, Amsterdam Section ..	600	Kersenmeyer, J. H., 13, Bloedstraat, Amsterdam.
Sugar Refiners' Union of Amsterdam..	280	Woudsma, F., 19, Binnen Dommerstraat, Amsterdam.
Tobacco and Cigar Dutch Workers' Union	960	Thmels, E., 24, Jacob van Lennepstraat, Amsterdam.
Typographical Society of The Hague, "For All and By All."	123	Vliegen, W.H., 42, Raggeveenstraat, The Hague.
Typographical Union, Social Democratic	261	Gestman, G., 87, De Ghegn Straat, The Hague.

DANISH DELEGATES.

Trade Society.	No. of Members.	Names and Addresses.
Trades Unions, Danish Federation of..	20000	Christensen, P., 9, Romersgade, Copenhagen. Jensen, J., 22, Elmegade, Copenhagen.

ITALIAN DELEGATE.

Trade Society.	No. of Members.	Names and Addresses.
Trades Unions, Federation of	20000	Lazzari, Costantino, Rue Carmine, Milano.

FRENCH DELEGATES.

Trade Society.	No. of Members.	Names and Addresses.
Agglomeration of the Loire District, Syndical Chambers and Corporative Groups of the National Federation of the Workmen's Syndicates entitled	3250	Simonnet, Gustave, 1, Avenue Augustin Dupré, St. Etienne. Devise, Louis, Rue Mareness Prolongei Maison, Chautine.
Cabinet Makers, Trade Union of......	700	Lamothe, J. B., 10 Rue Basfroi, Paris.
Carpenters and Joiners' Society	450	Tortelier, —, 24, Rue Myrha, Paris.
Coopers' Society	180	Renier, —, 1, Rue du petit Château à Charenton, Seine.
Copper Founders' Trade Union	1779	Bonal, E., 35, Rue des Amandiers, Paris.
Elementary Teachers' Trade Union ..	95	Lavy, A., 7, Rue Dejean, Paris.
Employés, Trade Union of	2223	Gely, A., 11, Cité Marié, 17th Arrondissement, Paris.
Engineers' Union, Department of Seine	1500	Montas, Adolphe, 84 Rue Menilmontant, Paris.
Ironworkers, Trades Union of	309	Dubois, A., 137, Faubourg St. Antoine, Paris.
Labour Exchange, Paris	140	Heppenheimer, —, 67, Rue St. Furgeau, Paris.
Letterpress Printers, French Federation	5500	Keüfer, A., Rue Boissonade, Paris.
Metal-workers, Seine Federation of ..	14772	Saint Martin, 12, Rue du Commerce, Paris.
Mines Association of the Loire........	3000	Rondet, M., Place Harengs, St. Etienne, Loire.
Musical Instrument Makers (copper and wood), Syndical Chamber of.	150	Mousen, —, 16, Rue Eugène Suë, Paris.
National Federation of Trades Unions .	10000	Fourgat, G., 21, Montée St. Sebastien, Lyons.
Piano and Organ Makers, Syndical Chamber of.	775	Danty, J., 175, Rue St. Jaques, Paris.
Plumbers' and Zinc Workers' Society..	200	Touna, T., 13, Rue de la Folia, Avricourt.
Sculptors' Mutual Help Society	384	Gotte, Jean-Baptiste, 13, Passage St. Pierre Amelot, Paris.

Chairman's Opening Address.

Fellow Delegates,

It is my gratifying duty, as Chairman of our Parliamentary Committee, to offer, in the name and on the behalf of the Trades Unionists of the United Kingdom, a sincere and fraternal welcome to our foreign friends on this occasion of their visit to Great Britain.

The Committee also desires me to convey to the British Delegates our earnest appreciation of the interest which they and the organizations they represent evidently attach to the proceedings of this Congress by appointing the large number of Delegates who are now present.

We trust that the Delegates who constitute this Congress will find their brief sojourn in our Metropolis agreeable; that the information which we hope to convey to each other as to the actual conditions of labour in the various countries represented will be mutually useful, and that our deliberations will have evolved some practical basis of action for the speedier prosperity of the toilers of every nation.

This is the first Congress of its special character which has been convened in this country. It has been called by the request of the organized Trades Unionists, and we have claimed that it shall be responded to by only those in a similar position. Under these circumstances, therefore, in the remarks which I may venture to offer you, I purpose to ask attention to the greater historical facts which underlie and have led to the origin and development of Trades Unionism as we find it in our country to-day; to refer to the advantage which Trades Societies have been to the whole community; and point, without detaining you by attempting any details of method, to what I believe must be the work of Trades Unionism in the future. I will—consistent with making myself clear—be as brief as possible in referring to those events which form the great landmarks of our national progress.

It will be well within the recollection of the British delegates present that after a change of Government in 1874 a Royal Commission, presided over by the Lord Chief Justice of England, Sir Alexander Cockburn, was appointed to inquire into the operation and results of certain labour laws. In the following year the report of this Commission was presented to Parliament. This report was in many respects extremely valuable, but its conclusions and recommendations were strongly resented by the organized Trades of the country. However, the then Home Secretary, Sir Richard Cross, now Viscount Cross, threw aside the whole report, and brought into Parliament measures which subsequently were passed into law, greatly in advance of the suggestions made by the Commission. It seems to me necessary to make a short reference to this report, as it contains important language from the Commissioners, as well as evidence upon the laws which for centuries had oppressed our working people. It will enable us to comprehend, to some extent at least, the vast difference between the position in which our toiling population is now placed, and the one they occupied many ages ago, will draw our attention to the means by which our social amelioration to its present degree has been obtained, as well as to tell us how far during that wide and long gulf of suffering the condition of our labouring ancestors was regulated and controlled by the laws of our country.

One of our great writers has said that you may easily get a schoolboy to repeat by heart a long line of kings, and tell you of great battles lost or won, but you can scarcely obtain a single historian who will describe the causes which led to great social changes effecting a complete revolution in the habits and conditions of a people.

Usually historians say little or nothing regarding the working classes, and if we desire to know something about them, I believe the true plan, which is my object to-day, is to penetrate the character of the laws which from time to time have been enacted against labour. It will then be seen that this exceptional legislation was intended, and did operate upon our order whether they were in work, or without work, with relentless oppression and barbarity.

The first law ever passed in this country affecting labourers was passed in the life of Edward the Third, whose reign began in the year 1327, and the statute

was entitled the 23rd of Edward the Third. In the preamble of the Commissioners' Report, which I have just mentioned, the Commissioners admit that the Act was passed specially to deal with the working people when the population had been reduced by the recent pestilence called the "black plague." In many towns this fearful disease destroyed half the inhabitants, and resulted in a great demand for labour, which naturally led the working classes to insist on higher wages.

Then the Commissioners use these words:—

> That in the interest of the Lords and Landowners, it was enacted,—

and now comes the extraordinary language of the enactment itself. It said:—

> That every man and woman able in body and within the age of threescore, not living in merchandise, nor exercising any craft, not having of his own whereof to live, nor land about whose tillage he might employ himself, nor serving any other, should be bound to serve if required at the accustomed wages.
> **If he refused**—he was to be committed to jaol till he found surety to enter into the service; if he departed before the term agreed he was to be imprisoned. None were to pay more than the old wages upon pain of forfeiting double what they paid; if the workman took more he was to be committed to jaol, the overplus to go to the King's use in alleviation of the dismes or quinzimes assessed on the Town or district.

By another statute passed two years later called the 25th of Edward III. s. 2, Carters, Ploughmen, and other Servants were to serve by the whole year and not by the day, and were not to go out of the Town where they dwelt in Winter to work in Summer if they could get work therein. The wages of Servants in husbandry and of certain artificers were fixed by the act. Cordwainers and Shoe makers were not to sell Boots and Shoes in any other manner than in the 20th year of the reign of Edward the Third. If labourers or artificers left their work and went into another County process was to be issued by the Sheriff to arrest and bring them back.

I have concluded my comment upon the Commissioners' Report of 1875, but there was one other Act passed in the reign of this king called the 37 of Edward III. c. 3, which deserves passing notice. It began by confirming the Charter obtained from King John, and proceeds to regulate the prices of various commodities and the dress of all classes. Here, however, it seems to aim a sting against those who lived by labour. The Act declared that:—

> All people that have not forty shillings of goods nor of chattels, shall not take nor wear no manner of cloth, but blankett and Russett of twelve pence the yard, and shall wear the girdles of linen according to their estate, and that they come to eat and drink as pertaineth to them, and not excessively.

Upon this portion of the Act a pungent writer somewhat ironically remarks that:—

> It will thus be seen that the rulers of that day were careful that the common people were free from the sin of gluttony.

You and I can safely say that no such law is necessary now, but these ancient legislators seemed anxious that those whose lot it was to labour should feel their position by the coarseness and poverty of their garments. Various subsequent Acts were also passed in the time of Richard II. with the purpose of preventing labourers leaving their place of abode to seek employment elsewhere, and stipulating the time they should work and the wages they should receive.

The great revolution which caused the suppression of the Monasteries threw a large number of persons on the country to obtain their living by begging, which doubtless caused statute after statute to be enacted for putting down vagrancy with ferocious severity. To the able-bodied work was compulsory, and if they refused no mercy was shown. All writers agree that the scourge and the prison were the alternatives of labour.

In my reference to the Commissioners' Report in 1875, I sought to show what treatment was dealt out to those who were fortunate enough to get work, and now let me fasten your attention upon the terrible lot of those who were unable to obtain work. For this purpose, it may be more forcibly realized if I read an abridgement of an Act passed in the first year of Edward VI. in the brutal language of the enactment itself. It states that:—

> "Forasmuch as idleness and vagabondry is the Mother and roote of all thefts, Robberies, and all evil acts and other mischiefs, Be it enacted that whosoever, man or woman, not being lame, impotent, or so aged or diseased with sickness that he or she cannot work, shall either like a serving man wanting a master, or like a beggar Idly wander by the highway's side or in the streets, and do so continue for the space of three days, and if no man otherwise will take them, do not offer themselves to work for meat and drink or, after they be so taken to work for the space agreed betwix them and their Masters, do leave their work out of convenient time, That then every such person shall be taken for a vagabond to two of the next Justices of the peace, who shall immediately cause the said loiterer to be marked with a hot iron in the breast the mark of **V**, and adjudged the same person to such presentor, to be his slave for the space of two years, only giving the said slave bread and water or small drink and refuse of meat, the said slave to work by beating, chaining, or otherwise, in work or labour how vile soever it be. And if any manner of slave appointed run away, the same Justices shall cause such slave to be marked on the forehead or ball of the cheek with a hot iron with the sign of an **S**, and shall adjudge the runaway to be the said master's slave for ever. And if such slave shall the second time run away, That then every such running away to be adjudged felony, and such runaway to be taken as a felon and condemned to suffer pains of death as other felons."

This state of things passed away, and ultimately the whole of this legislation was repealed and consolidated by a statute passed in the reign of Queen Elizabeth, known also as the "Statute of Labourers." This Act, though partially directed against vagrancy, was chiefly directed to make labour compulsory and local. Under a succession of cruel statutes passed in the reigns of various sovereigns, this continued to be the law till the commencement of the last century.

The increase of population, the altered conditions of society arising from varied causes, combined with political changes, led to the class of legislation to which I have referred being superseded by another kind. However, in the reign of George the First, in an Act entitled the 7 Geo. I. c. 13, Parliament gave its sanction to a measure for regulating "Journey-"men Tailors," which declared all attempts on their part to get more wages, or reduce their hours of labour, illegal, and any one convicted of these crimes was sent to hard labour in the House of Correction for two calendar months. The Act then defines the time for their work and remuneration. They were to be paid not more than 2*s.* per day during the spring, and 1*s.* 8*d.* per day for the remaining nine months. They were to work from six o'clock in the morning till eight at night. Employers were prohibited, under a penalty, from giving better terms than those prescribed.

We have, therefore, the fact before us, that after the lapse of 400 years labour had made little progress, and was practically in a condition of serfdom to the Employing Class. We see, also, that the same spirit of hostility and ostracism towards the Working Class which marked the period of George the First was precisely the same in character as that which existed in the legislation of 400 years earlier.

Notwithstanding the apparent submission to the outrages of unjust legislation which for centuries had been enacted, there had silently been accumulating a determination to resist it. During the last century causes were set in motion which powerfully operates upon our conditions of life to-day.

The statute of 20 Geo. II. c. 19, introduced a new principle into this branch of law, and laid the basis of legislation which lasted down to our own time; and in the agitation for the repeal of it many of us in this Hall have taken part.

This Act gave summary jurisdiction to justices of the peace in disputes between Masters and Servants of the classes enumerated in the Act, and was subsequently extended by the 31 Geo. IV. c. 52, to labourers of all sorts.

It was not till the latter part of the last century that the effective germs of our existing Trades Unions took tangible form, so as to cope with the law as it affected workmen. Then, however, positive and definite progress began. A new spirit displayed itself among the working class—a spirit of determination to have a voice in making the terms and conditions under which they were to labour.

Although the law was opposed to all organization for Trades Union objects, the workmen, nevertheless, did form local associations of a certain kind in various parts of the country, and these occasionally broke out against the tyranny of employers in spite of the punishment inflicted by law. On the formation of these Unions, we soon merge from the condition of things when each workman stood alone. Weak as these Unions were, they rapidly enabled the workers to communicate their views to each other, and to hand down a history of individual heroism which served as encouragement to others to continue the struggle. But before this period, all is darkness as to the personal sacrifices by which the liberties we now enjoy were won, and we can only surmise what must have been the suffering of the working class by the actual cases which have come to our knowledge.

Generalising language is not always conclusive, and it may be more satisfactory if I illustrate our position by referring to a prosecution of some London bookbinders at the Old Bailey in the last century. In 1780 the Society of Bookbinders took its origin. The first step of the men was to endeavour to reduce their working time one hour per day. The course adopted by the men more than a hundred years ago may be best explained and contrasted with our present contests if I read a few short extracts copied from the document issued by the men at the time.

> The first important meeting, which was held at the Green Man, Bow Street, was attended by nearly all the journeymen bookbinders in London, when the movement for obtaining the hour was unanimously resolved on; and eventually committees from each of these societies were organized for that purpose, and it was determined in March, 1786, to apply for the hour at four of the principal shops in the trade, by giving a week's notice to leave if it were refused. It was refused by each of these employers; and what followed will be seen by the following extract from an address to the public published by the men in large placards, and afterwards in the *Morning Herald* of May, 1786:—
>
> "Above eighty men have been discharged from their employment, without a minute's notice, only for countenancing a few men in their profession or opinion that thirteen hours per day were sufficient for a day's work in their laborious calling—the stated hours being from six in the morning to eight in the evening, and the usual wages being from 15*s.* to 18*s.* a-week, with some few men at a guinea."
>
> The address goes on to state that, not satisfied with this, the employers had caused the men to be repeatedly discharged from other shops, and—women being largely employed in folding and sewing together the sheets of books—"deprived their wives of earning a maintenance," and had caused "the magistrates to apprehend twenty-four of the men, some of whom had received the usage above related." The address continues—
>
> "It is their desire at all times to conduct themselves with submisssion to their superiors, considering themselves in a subordinate state. Nevertheless, they cannot help considering that they are men, and, as such, sensible of the oppression they labour under. They hope none will believe them actuated with motives adverse to the interests of their employers, or linked in combination to obstruct their business. They reprobate every idea repugnant to justice, and ground no claim but on principles of equity." And it concludes by leaving the innocence of their intention, the justice of their cause, and their whole deportment, to the decision of a "candid and unbiassed court."
>
> On the other side the following address was published in the "Morning Chronicle" of April 6, 1786, by the "booksellers of the cities of London and Westminster," which states, that having heard the complaints of the master bookbinders of the combination entered into to compel them to abridge the usual hours of labour, and after having carefully considered the reasons assigned by the journeymen, they were of opinion that the "opposition of the masters was well-founded, and the pretences of the workmen groundless": concluding as follows—
>
> "It is, therefore, the determination of the booksellers to give the master bookbinders all the legal support in

their power against the unjustifiable confederacy, by procuring for them every indulgence in point of time, till their journeymen are brought to a proper sense of their duty and their interest, either by a due consideration of the folly and imprudence of their present conduct, or by the interposition of the laws, which have wisely provided suitable punishments for such offences against order and good government."

The masters who refused the hour formed themselves into a society to resist the reduction, and to prosecute the men for conspiracy, twenty-four of whom were indicted, and held to bail, May 1, 1786, for this offence. Of these, five were found guilty, as, according to the then state of the law, they undoubtedly were. The judge before whom they were tried said he should not then pass sentence, but leave them until next sessions out on bail, when, if they did not return to their work, he should pass a severe one. They did not return to their work, and the judge kept his word by sentencing them each to two years' imprisonment in the jail of Newgate, on the felons' side. It is impossible not to admire the constancy of these men. They knew that a severe sentence awaited them if they persisted —and imprisonment of any duration, in the then sanitary state of our prisons, was a punishment involving imminent danger to their health, and perhaps to their lives; indeed, one of their number sunk under it and died in prison—yet, believing themselves to be in the right, they did persist in what they believed to be a sacred duty.

Their names were—Thomas Armstrong, William Craig, Patrick Lillburn, Thomas Fairburn, William Wood (who died in prison).

Whilst these bookbinders, occupied in one of the higher trades, were struggling in the heart of London for more reasonable time of employment, the condition of some of those who followed ruder forms of manual labour were in an equally or more degraded condition still. It will sound strange to many here to know that in the mining districts of Scotland the whole of the colliers, their wives and children and homes, were sold with the coal pits whenever they changed ownership. It was not till within the second year of the present century that a law was passed which stopped these people being sold as veritable slaves or ordinary cattle on an agricultural estate. With the repeal of the "Combination Laws" in 1824 an immense impetus was given to Trades Unionism, and we therefore come to the legislation enacted in our own time.

Just after I had served my trade apprenticeship of seven years I became a Trades Unionist, and found that the societies throughout the country were concentrating their efforts upon two objects. One was to legalise the funds of trade societies, and the other to obtain the repeal of the Master and Servant Act. It took nearly twenty years of agitation by the trades of the country to induce the British House of Commons to appoint a Select Committee to inquire into the working of this Master and Servant Act. The Committee, however, was appointed in 1866, at the instance of the late Mr. Alexander Macdonald, who subsequently became a member of Parliament for the borough of Stafford. The nature of this law was simply infamous. Its provisions made it a criminal act if a workman broke a contract, even under the most justifiable circumstances; he was arrested by warrant, and if the breach of contract was proved, the magistrate was bound to inflict the punishment of imprisonment with hard labour. If, on the other hand, the employer broke the contract, ever so flagrantly, he could only be summoned by civil process, and his punishment was simply a money fine.

Down as late as 1865, in that year alone, upwards of 1,100 arrests took place under this Act, and upwards of 800 of these persons were sentenced to imprisonment during the same period, including men, women, and children.

To show how harshly this law was intended to operate, allow me to relate a case which was placed before the Select Committee of the House of Commons in 1866. Some years ago a strike took place in the town of Wolverhampton at a firm of tin plate workers. During the strike a workman from Liverpool entered the employment of this firm, and signed a contract to work for twelve months. In the course of a few days the workman received a letter from his wife, stating that one of his two children—a little girl—was taken ill with fever, and that if he wished to again see her alive he was to come back immediately. The man at once went to Liverpool to see his child, but on his arrival home he found her dead. The mother and his other child had caught the disease, were both in bed and without sustenance or attention. The few shillings possessed by the man were soon spent upon his sick wife and child, and in order to prevent the spread of the contagion he went to a neighbouring factory and begged some boards to construct a rude coffin in which to place the dead child until it was buried by the parish authorities. Whilst engaged in making this temporary shell, a police-constable arrived at the house with a warrant for his apprehension for breach of contract, and took him back to Wolverhampton. He was brought before the magistrates, who so sympathised with the man that they broke the law by not sending him forthwith to prison, and agreed to fine him *4l.* *10s.*, including the costs of the constable fetching him from Liverpool. This was simply a mockery of his suffering, as he had not a shilling, and there was nothing but the gaol before him. The Trades Unionists, however, determined not to see a fallen man crushed; they paid the fine, and begged the employer to allow him to return to his family.

It might be inferred that the law of which we complained was only carried out against grown men. That was not so. In 1867, two boys—apprentices in the shipbuilding yard at Kingston, Shoreham, Sussex, named David Webber, Fishergate, 18 years, and George Walter Selmes, 19, Lock Road, Southwick, 19 years—were arrested in the day, at 12.30, in the yard at Kingston. They were taken at once to Shoreham by a constable of the West Sussex police.

Mr. Scott Stonehouse, as the committing magis-

trate, tried them at the workhouse at half-past two o'clock the same day. They were denied the opportunity of obtaining any professional assistance that was offered by a friend who was present in court. They were also denied the opportunity of sending for any witnesses to rebut the evidence, although plenty could have been had within a mile and a-half.

These boys were charged with disobedience of their masters' orders, and not with leaving their work. The act of disobedience alleged against them was that they went to caulk the lee-side of a ship when they were told to caulk the weather-side. The boys denied this, and said that they were simply sent to work, and they chose the lee-side of the ship because the weather was so severe. They were sentenced respectively to seven and fourteen days imprisonment, and before their parents knew where they had gone—in fact, was expecting them home to dinner—these boys were serving their sentences in Petworth Gaol.

The then Home Secretary was memorialised by all classes of the inhabitants in the locality to remit these sentences, but in vain. They served their full term.

The recommendations of the Select Committee which I have named resulted in an amendment of the law which was a great improvement upon the old Act. The amended Act was in operation from 1867 to 1875, and during that period, although it contained two bad clauses, the total number of convictions in the eight years was 774, as against more than 800 in one twelve months just ten years before.

The 9th section of the new Act gave magistrates power to compel workmen to complete their contracts, and the 14th section gave imprisonment for what was termed "aggravated breaches of contract."

It was not long before our worst fears were realised.

A workman named Cutler, residing in Sheffield, made a contract with Messrs. Hague & Co. for five years' service in making fire-irons. There was a stipulation in this contract that, although the man was working by the piece, his maximum wages should be thirty shillings, and the minimum twenty-five shillings per week, and that he should have a proportionate increase of wage if such increase took place in other firms for the same class of work. A general increase of wages took place throughout the country of from 20 to 30 per cent., but the employers refused to give Cutler any increase whatever. On this he left the firm, feeling justified, inasmuch as the employers had broken the contract. The man, however, was summoned for damages amounting to £15 for being absent for three weeks. At the trial, the stipendiary magistrate awarded the employer £11 : 10*s.* damages, and costs, which the man paid. He was again summoned to complete his contract; being a clever workman, the employers did not wish to lose his services. He refused to complete his contract, for which he was sentenced, and served three months imprisonment.

His eldest son died the day before the father was released from gaol, and in consequence of this domestic affliction the employers wrote to say that they would not then press their claim, but intimated they would soon do so. Within three weeks the man received another summons to complete his contract, but his imprisonment acted as a bar to this, and his employers elected to again sue for compensation, and the magistrate awarded them another £11 : 8*s.* for being absent three weeks from work. For this sum the man's furniture was sold, his home broken up, and he left the town to get employment elsewhere. Even then the Sheffield employers followed him from town to town, with threats to other employers that they would be prosecuted if they gave the man work, so that really he served another term of imprisonment. This was the position of honest industrious workmen before the law in 1868.

At this period, however, our National Trades Union Congresses had begun to take definite form, and to acquire solid power. By this means we were enabled to interchange views and opinions, and agree upon a common policy in order to act like one man at any given hour in every constituency or part of the United Kingdom.

From that period our progress has been almost incalculable. Since that time we have promulgated and secured the passage through Parliament of no less than twenty Acts which bear directly in the interest of our industrial population, as well as obtaining the repeal of those which were degrading and oppressive. In 1872, the London Gas Stokers' strike took place, and about forty of the men were sent to prison for breach of contract under the 14th section of the amended Master and Servant Act. Four of the men who were said to be the chief actors in the strike were not only charged with breach of contract, but, for the first time in our history, they were also charged, under the common law, with conspiring with others to break their contracts; therefore, they were sentenced to twelve months imprisonment, instead of three months, the highest penalty under the Act.

Although these men were not members of any Trade Society, the Trades Unionists at once took up their cause, and not only kept their wives and families during the men's incarceration, but succeeded in getting their twelve months reduced to four. Then, again, convictions followed by imprisonment of men, women, and children were taking

place all over the country under the Criminal Law Amendment Act which Parliament had passed so recently as 1871. It was under this shameful Act that the London Cabinet Makers were imprisoned for what the law now justifies us in doing.

I point to these facts to show that the old spirit of tyranny towards labour still lived, was ready for practical application, and that it was only our wisely directed power of Trades Unionism which saved us from being still involved in the struggles and degradation of the feudal ages.

The year 1875 was a remarkable one for British labour, and may be justly regarded as the period of the workmen's emancipation from criminal interference, or regulation of their action by State law in their social work, after more than five hundred years had been consumed in the task. In addition to removing some penal enactments of recent years, quite as pernicious as anything ever placed on the Statute Book, the Trades Unionists have initiated and completed some splendid social changes. The most valuable of these has been the reduction of the hours of labour, which has enabled the workmen to engage in higher and nobler spheres of action. This is not a mere statement, but can be borne out by facts.

But let us begin with the London bookbinders in 1782, and all the intervening efforts of the Trades Unionists since that time, and it will be found that the Trades Unionists stand alone as successful examples of capacity to reduce the time, and to humanise the toil of our workpeople. They stand alone, also, in the necessary labour and expense by which the odious name of master and servant was erased from the statute book, the Criminal Law Amendment Act of 1871 repealed, and stopping the application of the law of conspiracy to labour disputes, in order that our workmen may stand, as they now do, on a footing of equality in our courts of justice.

With respect to the reduction of the time of labour, the Trades Unionists have ever placed this question in the foreground of their action. This will be best observed when we remember that the discovery and application of steam and the invention of the steam engine produced a social revolution in the relations of employers and employed. The change in our industrial system brought such wealth and power to the middle classes of the country that it amazed the world, and induced Mr. Gladstone to say, in his Liverpool speech, that we had made, as a nation, more money during the last fifty years than in all the five hundred years preceding them. But this vast increase of wealth, however, brought no permanent comfort to the homes of the great mass of the working people, and it was therefore in the midst of this growing prosperity that great efforts were made in 1832-33 to limit the hours of labour for children in factories. The Trades Unionists then, as we may find now, not only had their opponents in front to combat, but also the traitors in their own ranks. The rapid extension of our industries brought in its train endless misery, poverty, and degradation.

A Commission was appointed by the Government in 1830 to inquire into the condition of our factory operatives. In the subsequent report of these Commissioners, this is what they say:—

> "From the whole of the evidence laid before us, we find, first, that the children employed in all the principal branches of manufacture throughout the kingdom work during the same time as the adults. In some instances children begin to work in factories at five years old. It is not uncommon to find them there at six years. Many are under seven, still more under eight, but the greater number are under nine."

Then—

> "From sheer fatigue the poor creatures would go supperless to bed, be unable to take off their clothes at night, or to put them on in the morning."

I leave this audience of practical workmen to consider what kind of men and women these poor children could make, brought up under such conditions of absolute misery, denied adequate education, acquiring useful habits, or of profiting by such means when afforded. Let us glance for a moment at their amusements, as described by an able historian of this period, who was personally known to many of us here, and who was a living witness of the scenes—

> "What," said this witness, "were the amusements of the masses thus overworked, ill-fed, ill-housed, left for the most part uneducated? Large numbers of working people attended fairs and wakes, at the latter of which jumping in sacks, climbing greased poles, grinning through horse-collars for tobacco, hunting pigs with soaped tails, were the choicest diversions. But drink was the mainspring of enjoyment. When Saturday evening came, indulgences began which lasted till Sunday evening came. Fiddles were to be heard on all sides, and limp-looking men and pale-faced women thronged the public houses, and reeled and jigged until they were turned, drunk and riotous, into the streets at most unseasonable hours. On Sunday mornings the public houses were again thronged, that the thirst following the indulgence of the night might be quenched. . . . In fact, silent work, alternated with noisy drunken riot and Easter and Whitsuntide debauches, with an occasional outbreak during some favourite 'wakes,' rounded the whole life of the factory workers."

In the mining districts of the country, women and children, including girls as well as boys, were employed to work underground under the most degrading conditions.

To alter and improve this state of things was the work of the Trades Unionists, and the wisest of them determined to begin by making an effort to limit the hours of toil for women and children. They were assisted by Messrs. Oastler, Sadlier, and Fielding, the great Parliamentary champions for introducing what was known as the "Ten Hours Bill." The late Earl of Shaftesbury (then Lord Ashley) assisted in the work.

But in addition to efforts of this kind, the arguments of pseudo-economic writers had to be com-

batted and met. These assured the workers that any interference with the law of supply and demand would ruin the country; would drive the trade abroad; that the wives and children of workmen would run the streets idle; and that short time meant low wages; and a host of other evils.

To all this the workmen replied, that if need be they would accept the lower wage, for they were determined—whatever became of the trade—to rescue their wives and children from the excessive toil which was killing them.

> "Upon one occasion," states the same witness, "they exhibited the factory children in a great street procession just as they left work,—stunted, distorted and pale as spectres, a sight among the saddest ever seen on this earth since labour became a duty of life. This procession of factory children took place one Saturday afternoon, on the occasion of a visit from Messrs. Oastler and Sadlier to Manchester. As it passed along the people who lined the streets seemed awe-struck, and when, at Peterloo, where they were to be addressed by the two gentlemen named, they struck up a hymn asking God to bless those who were labouring on their behalf, their plaintive voices sounded like an appeal to the Great Father to deliver them from the crushing oppression under which they suffered. On hearing this, men and women burst into tears, and although delayed for years, from that hour the Short Time Bill was safe."

I must also remind you that although the Trades Unionists sought to diminish ths working hours of women and children by legislation, they have, with more than equal pertinacity, rejected this method of reducing their own time of labour, and in this direction they have been still more successful. Quite recently some commotion has taken place regarding a law to be enforced by Parliament restricting the hours of labour to eight per day, as if that was a question unknown, or something new to British Trades Unionists. Why, I can give to this Congress a list of nearly seventy towns where for many years in some branches of the building trade the hours have only averaged eight per day. But then this has been brought about in those trades sufficiently well and powerfully organised to enforce these conditions. It is open to every trade in the kingdom by the same means to accomplish the same on even better terms. But when you find a trade consisting in the aggregate of one hundred and sixty thousand workers with less than sixteen thousand in a Trades Union; another trade with two hundred and twenty thousand workers with less than fifteen thousand in Union; or one with sixty thousand workers and less than three thousand in Union, and another with a hundred thousand workers, but not three thousand of them members of a Trade Society, is it, I may ask, any matter for surprise that these industries complain, and properly complain, of being cursed with the sweating system? But what is the true remedy? We have secured the repeal of the Combination Laws, and have now the legal right to organise, obtained through ages of time, and for which thousands of men and women have had to die. What for? to leave this powerful instrument unused, and go back to the tutelage of state law, from which we are only just free, to do for us what we can, and have done much better for and by ourselves. Just in proportion as we have liberated ourselves from the thraldom of state law, so in proportion have we prospered and extended our freedom. Just in proportion as the state has relaxed her grip of the industrial population so has her wealth, power, and influence developed. Not only in measures directly benefiting labour have Trades Unionists taken the active and leading part, but also worked and paid towards every other object of national advancement. For our system of education, our public parks, or free libraries they have done their share, and more than their share, as the great minority of our working population of the country.

The facts to which I have drawn attention relate mainly to our work for the removal of penal law which stopped or retarded our social progress. I point also with satisfaction to the fact that during all our social vicissitudes the working classes of Great Britain—and happily combined with enlightened persons of other classes—have never been unmindful of our obligations to the political liberties of mankind. Whether for exiled emperor, exiled king, or exiled communist, Great Britain has been the asylum of protection for every honest politician of the world. To maintain this principle the Trades Unionists are, I am convinced, prepared to risk everything. This is no passing impression. Only a few years ago when a powerful minister attempted to tamper with this sacred right, his government were swept from power by the conscientious indignation of the people.

Thus, step by step, up a path marked by many sacrifices and misery, and too often by the blood of nameless martyrs, have we won our way from slavery to serfage, and from serfage to industrial freedom; and though defective as it still may be, it is unequalled through the world, even under the Republic of the United States of America.

British Trades Unionists are ever amenable to counsel and advice when accompanied by example and results. But if I know them rightly, they must be excused if they fail to follow the doctrine of any nation where the toilers work hours per day more than ourselves, where the wages and their purchasing power are far below our own, and where the right of public meeting, of free speech, industrial organization, or political liberty, are despotically prohibited and unknown.

The policy of Trades Unionism, as I conceive it to be, may be summarised in the words, No change except by law—no change in the law except by the will of a majority of the people. This is enlightened democracy; for unless we obtained the sanction of a majority to our measures of reform they would be insecure, and to force them by a minority by physical power would be despotism.

Over and beyond all I have said, with far more unsaid, unrecognized as yet, stands the indirect advantage which Trades Unionism confers upon labour and the welfare of the country. The Trade Unionist is, by circumstances, a far better supporter of these interests than the Non-Unionist can be, for the reason that the time, the thought, and the money of the Unionist are spent in endeavouring to elevate his class as a whole, and not to enrich the mere individual. His life is devoted to making a better future for all who may come after him, and not to lavish the wealth created by industry upon those who despise labour. The Non-Unionist, by his isolation, is incapable of doing this, lives only to take out of civilization everything for himself, regardless of the wrong he perpetuates for his children.

How much self-denial by the Trades Unionists is eloquently portrayed in the following few figures, which I make brief for convenience sake, but which might be extended to hundreds of societies, instead of only the twenty-six whose returns I have been able to obtain!

Taking these twenty-six societies, I find that they have a total membership of 265,218; and that they expended last year alone on unemployed benefit £209,880, for sickness £130,084, on trade protection £64,853, on superannuation £70,620, on accident benefit £8,768, for loss of tools £1,839, benevolent grants and assistance to other trades £9,071, for the burial of deceased members £33,524, making a grand total for the year of £528,639. Taking the same twenty-six societies, I find that during the whole of their existence, although the periods of their duration may be longer or shorter—the mean time being twenty-three years—they have expended from funds accumulated from their hard-earned wages the following astounding sums:—for unemployed benefit £3,559,401, for sick benefit £2,006,539, for superannuation when incapable of work £753,149, for funerals of members and their wives £663,783, for upholding and increasing wages and reducing hours of labour £708,483, benevolent grants in cases of special distress, and assistance to other trades when in difficulty £168,888, for replacing tools lost or destroyed £84,808, for members travelling in search of work £17,144, making a grand total of £8,276,735.

The great function of Trades Unionism is to come between the workers and absolute want—not as a charity, but as a right through the means of their own voluntary associations. By this means they have been taught the great and valuable art of self-government, so that when they have obtained power they have the practical experience and knowledge to wisely administer it. Thus it is that what we have ever won no power has been able to take from us. The succour thus afforded to the deserving and necessitous working population has also given stability and confidence to the public life of the nation. In proof of this, let me quote an illustration given by the eminent financier and friend to labour, Sir John Lubbock. It consisted of an analysis of the sums paid in during one month to the bank of Messrs. Robarts, Lubbock & Co., in the city of London. The total amounted to £19,000,000, and was composed of—

Cheques and bills......	£18,395,000 =	95.
Notes................	487,000 =	2·5
Coin	118,000 =	0·5
	£19,000,000 =	100·0

From the same authority we learn that the commercial and trading transactions which passed through the Banking Clearing House in the city of London represented, for the year ending December, 1887, £6,077,097,000, showing an increase over 1886 of £175,172,000. But even these figures give only a limited representation of the same transactions for the whole country.

The first set of figures show how little of the trade of the country is carried on by cash, and which on the authority of Sir John Lubbock is even less now than the figures represent—so that more than 99 per cent. is done by bills and notes which represent public credit. Social discord in the country would destroy this credit, paralyse labour pursuits, and destroy public confidence. How far the Trades Unions have operated to maintain this order, united with progress, might probably be ascertained by the experiment of legally disbanding them, confiscating their funds, and placing them under penal prohibition, to learn how far England would be from civil war. But all workers, and Trades Unionists especially, are interested in the maintenance of order and public credit.

There is still another remarkable example of the extent of British credit shown by the great step taken by the Right Hon. Mr. Goschen.

When the Chancellor of the Exchequer made his proposal in March last to convert the three per cent. government stocks into a new, bearing interest at the rate of 2¾ per cent. until 1903, and 2½ per cent. thereafter, the amount of three per cent. stocks was (in round figures) £558,000,000. There is remaining now only about £42,500,000, to be paid off or cancelled. This is a financial revolution in the right direction, because till 1903 the normal capitalists will lose, while the taxpayer and workers will save till that date £1,395,000 annually. After 1903 the saving will be £2,800,000, all of which would ultimately fall upon and be paid by labour. It establishes the fact that in no other country in the world would this be possible, and again exemplifies the remarkable solidity of British financial credit.

The Trades Unionists have forced into national recognition the disregarded rights of labour; by

their influence and work do we meet here to-day, not by secret evasion of the law, but by constitutional right, under the sanction and protection of the law.

These facts will, I hope, be taken to heart by foreign governments who are now so mercilessly persecuting their industrial populations These governments will not work out the social emancipation of the people, and are cowardly enough to crush the efforts of the workers to do it for themselves. In this difficulty I am convinced they have the deepest and heartfelt sympathy of British Trades Unionists.

And now, it will be asked, has Trades Unionism reached its limit? or is that limit to be reached by an extension of its present work? I think not. The Trades Union policy certainly at present must be to maintain whatever advance in comfort may be obtained by any portion of the working classes by preventing its being swamped in the interest of capitalists or unorganised labour from without. It is evidently out of the question to accomplish a simultaneous advance of the workers all over the world. The Englishman and the Hindoo, the American and the Chinee, the Frenchman, and the people of low standard of living by whom he might be surrounded, cannot be made to keep step, shoulder to shoulder, in the economic march. But if this cannot be done, and some means be not taken to defend the advanced position of the working population, these will assuredly be lost, and their loss will react upon the rest.

I have endeavoured to show how the present position of skilled labour in this country has been evolved gradually from the barbarism of the middle ages, and how, during the last seventy years, it has been advanced by the work of our organisations. Let me, in conclusion, enumerate a few subjects the evolution of which will, I think, be the work of our Unions in the future. The increased, and ever increasing, powers of production, the application of science to industrial pursuits, the increase of population, will render a diminution of the hours of labour absolutely necessary to secure social order. But I am strongly convinced that before we can go much further in this direction there is positive need for reducing the time of work on the continent, especially in those trades which are subject to severe foreign competition, and when the facilities for travelling and intercommunication brings the far East as near to us as Ireland was in the beginning of the century.

The right of labour to share fully and equitably in the wealth which it produces is beyond dispute. This will make it imperative that Non-Unionists shall cease to exist, by all workers sharing our common burdens, then in the immediate future we must bring into effective operation a practical mode and base of mutual action for internationalism of labour, but which is not easily possible without similarity, if not identity, of national organisation.

Trades Unionism, therefore, is a social policy of wide and lasting application. If time permitted, it could be shown that it is but a phase of the general policy of Civilization in its struggle against a barbarism which is even on our borders.

We are too apt to underrate or overlook the importance of the fact that science brings in its train not only new blessings but new dangers—powers for good and powers for evil. In the language of the new philosophy, our surroundings are rapidly changing owing to the progress of knowledge, and if the adjustments of our conduct do not keep pace with it, evil must ensue. No thoughtful Trades Unionist will imagine that he has done his duty by simply paying his contribution and receiving his benefits. He would in that case be simply the member of a trade society, but not a Trades Unionist. We are specially interested in the change taking place in the mobility of capital and labour, and in the most profitable application of the industrial forces of the world. But Trades Unionists have more to do than this. In the past they have confined their attention chiefly to the market value of their labour, to maintain which, with all their influence, they have been impelled to do. In the time to come I hope Trades Unionists will centre their energies on raising the moral value of labour, and on the union of the capitalist and labourer in one and the same individuals. This can be done, and done easily, without revolutions, violence, or schemes of expropriation. It is not my province to point out now how the moral value of labour may be raised; but I would urge that we should not be influenced by the abuse of our efforts by those whose chief desire it is to buy our services at a low rate, and maintain their position of superiority to us. When we can obtain wages from which it is possible, as it ought to be, to make effective savings, the sceptre of industry will pass from the hand of the capitalist to that of the labourer, and not till then will industrial strife cease. Our higher life, truer enjoyment, must be preceded by a wider organisation of labour, sustained by regular contributions, directed by broad sympathies, and enlightened confidence in each other, regardless of race, creed, or nationality; then this feeling, acting in sound economic medium, will make a vast and beneficial change in our industrial system, and give the material conditions of peace, happiness, and prosperity to the multitudes who earn their bread by their daily toil.

APPENDIX

TABLE showing the Amounts Expended on their various Benefits by Twenty-six of the principal Trade Unions during the Year 1887.

NAMES OF SOCIETIES.	Unemployed Benefit.	Sick Benefit.	Funeral Benefit.	Accident Benefit.	Superannuation Benefit.	Tool Benefit.	Trade Protection.	Benevolent Grants.
	£	£	£	£	£	£	£	£
Amalgamated Society of Engineers	80,458	31,138	9,021	1,850	36,163	129	4,858	2,989
Amalgamated Carpenters and Joiners......	32,814	17,228	2,951	1,370	3,797	1,510	4,487	786
Steam Engine Makers' Society	5,989	2,729	745	100	1,714	..	1,051	49
Friendly Society of Iron Founders	21,801	6,192	2,307	613	7,692	..	100	13
Boiler Makers and Iron Shipbuilders	22,165	20,539	3,452	1,815	4,657	..	1,131	..
United Kingdom Society of Coachmakers ..	4,006	453	1,070	76	3,623	..	..	..
Operative Bricklayers' Society	..	4,766	977	116	127	..	102	10
Associated Iron Moulders of Scotland......	8,908	..	1,843	..	3,073	..	..	..
London Society of Compositors............	4,819	..	992	..	1,165	25	743	211
London Consolidated Society of Bookbinders	790	502	..	..	50	..	..	21
Associated Blacksmiths' Society	1,991	1,071	198	..	185	..	..	..
Amalgamated Association of Cotton Spinners	15,775	..	702	1,499	1,011	..	2,226	254
Amalgamated Society of Railway Servants..	2,068	278	..	..	1,003	..	8,222	1,677
Operative Stone-Masons' Society..........	1,402	3,442	2,264	125	4,191	..	150	..
Society of House Decorators and Painters ..	..	693	137	..	..	..	21	25
Associated Carpenters and Joiners	..	2,530	369	100	521	200	120	..
Yorkshire Glass Bottle Makers	1,511	..	160	..	308	..	933	52
Northumberland Miners' Association	2,559	..	195	..	..	..	39,666	251
Kent and Sussex Labourers' Union........	..	8,457	1,383	..	..	..	..	2,000
United Bricklayers' Society	25	..	601	530	..	..	..	..
National Association of Plasterers	125	1,008	311	174	182	..	..	..
United Plumbers' Association	365	1,325	331	400	..	..	239	..
Amalgamated Society Lithographic Printers	1,028	462	164	..	..	..	..	..
Scottish Tailors' Society..................	..	1,323	515	..	547	..	..	871
Amalgamated Society of Tailors	1,280	9,688	2,836	..	511	..	804	35
Durham Miners' Association..............	..	16,060	..	..	..	..	..	..
£	209,880	130,084	33,524	8,768	70,620	1,864	64,853	9,244

Grand Total on these Benefits—£528,837.

TABLE showing the Amounts Expended on their various Benefits by Twenty-six of the principal Trades Unions over a stated number of Years in each case, also the number of their Members in December, 1887.

NAMES OF SOCIETIES.	Number of Members in December, 1887.	Number of years for which paid.	VARIOUS BENEFITS. Unemployed Benefit.	Tool Benefit.	Sick Benefit.	Funeral Benefit.	Accident Benefit.	Superannuation Benefit.	Trade Protection.	Travelling Benefit.	Benevolent Grants.	TOTAL.
			£	£	£	£	£	£	£	£	£	£
Amalgamated Society of Engineers	51,869	37	1,407,791	..	617,162	191,247	47,400	403,757	84,669	..	66,489	2,818,515
Amalgamated Society of Carpenters and Joiners	25,497	28	300,585	21,047	206,948	37,617	22,570	17,484	79,596	..	16,289	702,136
Steam Engine Makers' Society	5,080	35	81,889	..	55,001	16,048	7,815	19,370	..	..	5,215	185,338
Friendly Society of Iron Founders	11,718	57	691,619 (57 years)	..	195,528 (57 yrs.)	57,239 (56 yrs.)	31,894 (43 yrs.)	95,304 (52 yrs.)	..	..	..	1,071,584
United Society of Boiler Makers and Iron Shipbuilders	25,100	21	297,870	..	253,403	44,629	20,415	39,321	61,272	2,630	..	719,540
United Kingdom Society of Coachmakers	4,688	21	105,411	..	4,641	29,076	4,644	42,910	..	..	..	186,682
Operative Bricklayers' Society	6,693	19	..	..	45,120	11,520	764	533	4,928	..	861	63,726
Associated Iron Moulders of Scotland	5,455	17	146,790	..	..	25,960	..	(6 yrs.) 26,092	..	..	..	198,842
London Society of Compositors	7,025	40	82,730	475	..	15,101	..	8,769	22,055	7,868	17,612	154,610
London Consolidated Society of Journeymen Bookbinders	923	32	20,910	..	10,033	..	..	1,565	1,560	..	783	34,851
Associated Blacksmiths' Society	1,628	30	31,633	..	24,213	4,798	2,347	1,563	..	..	..	64,554
Amalgamated Association of Operative Cotton Spinners, &c.	15,416	9	118,084	..	..	5,081	9,685	(12 yrs.) 4,379	99,793	1,791	4,985	243,798
Amalgamated Society of Railway Servants	10,830	16	10,911	..	1,413	..	18,329	..	8,992	..	6,970	46,615
Operative Stone Masons' Friendly Society	10,238	48	90,996	..	112,998	88,540	31,136	75,581	91,217	..	11,573	502,041
Amalgamated Society of House Decorators and Painters	1,087	15	..	..	5,120	1,050	..	..	213	..	231	6,614
Associated Carpenters and Joiners	3,877	26	..	7,704	49,508	10,231	6,750	2,571	14,029	..	..	90,793
Glass Bottle Makers of Yorkshire Trade Protection Society	1,484	21	27,925	..	..	6,749	..	2,978	21,074	..	4,546	63,272
Northumberland Miners Mutual Confident Association	12,748	17	40,124	..	..	2,293	..	..	74,952	1,293	23,935	142,597
Kent and Sussex Labourers' Union	9,040	16	13,691	..	94,784	13,974	..	..	..	2,772	7,314	132,535
United Operative Bricklayers' Trade Society	1,275	21	9,208	..	..	23,898	33,416	..	12,319	..	..	78,841
National Association of Operative Plasterers	1,532	12	..	..	18,867	5,966	4,493	3,565	..	..	..	32,891
United Plumbers' Association of Great Britain and Ireland	3,003	20	2,258	..	12,900	3,367	*	3,750	6,642	..	..	28,917
Amalgamated Society of Lithographic Printers	1,854	9	5,477	..	2,323	891	..	..	..	790	..	9,481
Scottish National Operative Tailors' Trade Protection Society	2,853	6	..	..	8,595	2,079	..	1,790	216	..	..	12,680
Amalgamated Society of Tailors	14,305	19	23,157	..	113,246	38,567	..	1,867	20,004	..	2,085	198,926
Durham Miners' Association	30,000	14	50,342	55,582	174,736	27,862	72,882	..	104,952	..	..	486,356
	265,218	£	3,559,401	84,808	2,006,539	663,783	314,540	753,149	708,483	17,144	168,888	

Grand Total **£8,276,735**

* Included in Sick Benefit.

Report of Proceedings.

Preliminary to the opening of the International Trades Union Congress at St. Andrew's Hall, Newman Street, Oxford Street, the Trades' Union Congress Parliamentary Committee gave a reception to the foreign delegates to the Congress at the Westminster Palace Hotel, on Monday evening, November 5. The countries represented were France, Italy, Belgium, Holland, and Denmark, the delegates from the latter country having arrived in London on Friday. It would be very difficult to get together a more respectable-looking body of men than the foreign workmen who attended this reception, and, when mixed with the English delegates, the peculiar fashion of wearing the beard was really the only mark of difference upon them. The fraternisation of the foreign working men with their English brethren was entered into genially, and the men of different nations appeared at home with each other as soon as they came together, and by means of interpretation offered their mutual greetings. The executive of the London Trades' Council were present, and when cigars were lighted and refreshments served the meeting assumed a thoroughly sociable character. The Chairman of the Parliamentary Committee of the Trades' Union Congress, Mr. G. Shipton, presided, and was supported by, amongst others, Mr. H. Broadhurst, M.P., Mr. G. Howell, M.P., Mr. H. Crompton (barrister-at-law), and other leading Unionists.—The Chairman said he had been asked by the Parliamentary Committee of the Trades' Union Congress to offer to their foreign friends a hearty and cordial greeting. They welcomed the foreign delegates to this country, in which they had devoted their lives to the cause of the order to which they belonged, and they were assured their friends had done something in their respective countries for this cause, and although their laws may have compelled them to take a different course in working out their social emancipation, they all had but one common object before them, namely, the universal elevation of labour. They would have opportunities during the week of investigating the differences that existed between them, and he was confident they would arrive at sensible, manly and unanimous conclusions. They might differ as to the methods, but not as to the principle. They welcomed the foreign delegates, not only as trades unionists, but as politicians in the best sense of the term. England had at all times been the asylum for political refugees, and hence they had a mutual ground on which they could argue and discuss their differences. The best thing for that night was to have a friendly chat among themselves, and he now drank to the safe arrival of their foreign friends, to their health and happiness, and to the progress of the men and women they represented; and he trusted they should meet again and again until they taught the world that they were the true ambassadors of every good cause among the peoples.—M. Heppenheimer (of Paris) responded, and said that if in France they had had to resort to violent means in working out their emancipation, it did not mean that they were linked with violence, because violence had been the accident and not the principle at stake. Frenchmen were open to conviction whenever an argument was used on behalf of the working classes. (Cheers.)—M. Kroll (Holland) said it was a glorious thing that while princes were travelling from town to town in Europe to create discord among the nations the delegates of the working classes were meeting together to bring about those social changes which, by abolishing poverty and misery, will bring about harmony and universal peace. (Cheers.)—M. Anseele (Ghent), M. Christensen (Copenhagen) and others addressed the meeting, and then English and foreign songs were given by the delegates, and the "Marsellaise" sung, after which the proceedings were closed with thanks to the Chairman. The company numbered about 250.

FIRST DAY, Tuesday, November 6.

Early on Tuesday the foreign quarter in London, from Fitzroy Square to Oxford Street, was alive with the delegates and their friends, gathered in groups eagerly discussing the prospects of the Congress. They crowded into a French hotel, and held an informal meeting as early as eight in the morning. The business of the Congress itself began amid great calm and quietness, which was maintained throughout the lengthy address delivered by Mr. G. Shipton, Chairman of the Trades Union Congress Parliamentary Committee.

The list of delegates showed the presence of seventy-nine English and forty-four foreign representatives.

Then began the first contest of the Congress. It was proposed to elect an English chairman for the entire week, with two foreign chairmen. The foreign delegates, however, loudly protested that the chair should be occupied successively by delegates of different nationalities, to be elected each day. Some English delegates retorted that when in Paris they did as the Parisians did; but their opponents replied that the conveners of the Congresses held in France resigned all their powers into the hands of the Congress when once it had assembled. This matter was finally put to the vote, and the Congress was so evenly divided that the vote had to be taken several

times to ascertain which side had the majority. It then appeared that sixty delegates were in favour of the English method and fifty-six approved of the foreign custom. Thereupon two candidates were proposed as permanent English president—Mr. G. Shipton, by Mr. C. J. Drummond and Mr. J. Wilson, and Mr. J. Burns, by two foreign delegates, the latter obtaining forty-eight votes (which comprised the whole of the thirty-nine foreign and nine British delegates) and the former sixty-one (which were given entirely by the British delegates); M. Heppenheimer (Paris) being appointed foreign president for the day.

In the afternoon a similar struggle took place for the appointment of the Standing Orders Committee. It was suggested that this committee should consist of four English delegates and of one delegate from each of the five foreign nationalities represented. A large number of the Dutch, Italian, and French delegates protested in strong terms against what they described as an unfair proposal, and said that, in order to make the proceedings thoroughly international, it was necessary that there should be an equal number of each nationality on the committee. The English chairman pointed out that there was no necessity for a prolonged controversy on the election of this committee, inasmuch as it was simply a business committee, and had no powers but to systematise the work for the Congress. It could not override or take away any function of the Congress, and the five foreign delegates would be a majority of the committee. The payment of the costs incidental to the meeting, arrangements with the printer, &c., were matters which the British portion of the committee could best carry out. The suggestion had really been made to meet the convenience of the foreign delegates. Much confusion, however, with cross speeches from several delegates ensued, when at this stage an English delegate suggested that they had better adjourn for twelve months. The English chairman said that if this state of things continued it would be his duty to ask the English delegates to consider their position.

An English delegate thereupon proposed, and another seconded—

That the English delegates retire.

The English chairman said he did not want to hurriedly put that resolution, but if it were pressed he must put it.

After an excited debate it was decided that the standing orders committee should consist of four English and five foreign delegates. The committee was then elected as follows:—English: J. Wilson, miners, Durham; C. J. Drummond, compositors, London; W. Parnell, cabinet-makers, London; and J. Judge, boot rivetters, Leeds. Foreign: A. Gely, France; F. Sas, Belgium; P. Christensen, Denmark; C. Lazzari, Italy; and G. Gestman, Holland. Mr. H. Slatter, J.P., was appointed treasurer, and Mr. H. Broadhurst, M.P., and M. Renier, secretaries.

Letters of congratulation and sympathy from the Swiss Typographical Society, the compositors of Berlin, and the American Federation of Labour were read, and the Congress adjourned.

SECOND DAY, Wednesday, November 7.

The delegates re-assembled again on Wednesday morning in St. Andrew's Hall. Mr. G. Shipton was the English chairman, and M. E. Anseele, of the Typographical Union, Ghent, presided over the foreign delegates.

The earlier proceedings were mainly occupied by the consideration of an intermediary report made by the Standing Orders Committee, who had discovered that three of the delegates in attendance on the previous day had no credentials whatever, and, of course, were not entitled to take part in the proceedings. Then, from information they had received they had called before them two foreign delegates (MM. Villaret and Giugue, weavers, of Lyons), and found that they were nothing less than sweaters. (Oh!) They had acknowledged that they were intermediary employers. Next the committee considered that two other delegates—Mrs. Besant, representing the Union of Women Match Makers; and Miss Simcox, the London Women's Trades Council—were not workers in the ordinary acceptation of the term. The committee considered it their duty to report these facts to the Congress.

Mrs. Besant maintained that, according to precedent, she had a perfect right to be present.

Mr. Wilson (chairman of the Standing Orders Committee) replied that the Committee had simply acted according to precedent; Mrs. Besant and Miss Simcox were not, and never had been, working women in the general sense of the term.

Mrs. Besant held that the committee were going beyond their powers in challenging their names.

Miss Simcox asserted that she was a delegate within the letter of the standing order, because she had been a paying and a working member of a trades union. She was an active member of the London Women's Trades Council, and for a short period she was a member and an officer of the Shirtmakers' Trade Union. She thought this explanation ought to be accepted by the committee.

M. Villaret said he and M. Giugue came all the way from Lyons under the belief that their names would not be challenged, and they found that they had been disqualified by the committee on the ground that they were not working men. They maintained that all the syndicates and trade societies taking part in trade movements were composed partially of workmen and middlemen. There was no difference between the workman and the taskmaster. (Oh, oh! and laughter.)

Considerable discussion followed.

The Chairman read the following letter:—

Amalgamated Society of Engineers, General Offices, 89, Stamford-street, Nov. 7.

Dear Sir,—The Council of the above Society having seen a statement in the public press that Messrs. John Burns, of London, and William Forrest, of Bolton, are the Representatives of the Amalgamated Society of Engineers at your Conference, our Executive beg to give it an emphatic denial. They are not the representatives of this Society, nor are they authorised to speak in its name or on its behalf. William Henry Eveleigh, the Chairman of the Executive Council, represents the whole Society at the Conference.

(Signed) Robert Austin, General Secretary.

Ultimately, Mr. Broadhurst, M.P., in reply to Mr. Burns, stated that there was nothing in the credentials of either Mr. Burns or Mr. Forrest

that would justify the Committee in questioning them in any way.

On the suggestion of the CHAIRMAN, it was agreed that the question of the *bona fides* of delegates be referred back to the Standing Orders Committee, whose decision would be accepted by the Congress.

A sharp passage-of-arms took place between Mr. J. BURNS and Mr. G. SHIPTON as to whether the inaugural address of the Chairman should be accepted as the report of the English section on British labour.

It was ultimately agreed, on the motion of Mr. MADDISON (Hull)—

That the British delegates waive their claim to put an official report before the Congress as to the condition of labour in the United Kingdom.

The Standing Orders Committee reported that they had carefully examined all the credentials, and found that there were 69 British delegates, 19 French, 10 Belgian, 9 Dutch, 2 Danish, and 1 Italian, making altogether 110. In all these cases the credentials had been found correct. There were two delegates whose credentials could not be accepted, viz., M. Viard (unskilled labourers, Paris), and Mr. Newman (International Journeymen Boot Finishers' Society, London), and they consequently withdrew.

A question was put as to how it was that the German and Austrian delegates were excluded.

Mr. SHIPTON said that it had always been a standing order of the Parliamentary Committee that only *bonâ fide* working men, or those who had been working men, should have the right to represent labour or speak in the name of the working classes. If they departed from that rule, the working classes would be represented by members of the middle class.

M. ANSEELE, in forcible language, combated the principles of the Parliamentary Committee, and urged that a large number of delegates from Germany would have been present if it had not been for this narrow view of the English Parliamentary Committee. They would have had present many of the German editors, who once had been working men, but who having worked their way up, were the very strength and backbone of German progress. He contended that they had as much right to be present as representatives of the labour interest as Mr. Shipton and Mr. Broadhurst, who were now no longer working men under the interpretation laid down. He knew of genuine German working men who would have braved the penalty of imprisonment on a more cordial invitation—naming Bebel as one.

Mr. SHIPTON replied that M. Anseele was evidently labouring under a mistake. None of the British delegates referred to had left their trades to follow other professions. He himself had never done anything but work at his trade or to work for those who were still following their daily work, by whom he was paid, and annually elected to his official position. The same was equally true of Mr. Broadhurst, who worked as a journeyman stonemason until he was elected by his fellow workmen to act as their Parliamentary Secretary. Again, Mr. Burt had been an actual miner until elected by his fellow workmen to his present official position. In the case of Mr. Fenwick he was actually at work in a coal mine on the day he was elected as a Member of Parliament by the colliers of Northumberland. It was the same with Mr. Harford and all the other members of the British Parliamentary Committee. The Germans and Austrians had never appointed any delegates who had ever been workmen and members of Trades Unions, or they would have been accepted.

M. DELPORTE (Brussels) read a carefully-prepared report on the condition of the workers in Belgium. He showed that but two per cent. of the population took part in Parliamentary elections, and that these could not be influenced by the working classes as they were excluded from the franchise. The wages of recent years had fallen on the average 10 per cent. throughout Belgium. The Labour party of Belgium had succeeded in grouping together the workmen's unions, and their strength was daily increasing. He looked forward to a greater regularity in the payment of subscriptions as likely to ensue from closer connection with the English; but, if the English were strong in this respect, it was regrettable that they did not make better use of the great political power which in England the working classes enjoyed. He then took all the principal trades of his country *seriatim*, and gave the hours of labour and the average wages. The latter were so low and the former so long that these statistics elicited many groans and cries of "Shame" from the English delegates.

M. KROLL, on behalf of the Dutch delegates, read a report showing that in Holland also the working classes had no power over the legislature of the country. Consequently the taxes weighed more heavily on the workmen than on other classes. Education was not obligatory; there were not sufficient schools or teachers, and technical instruction was looked upon as a mere luxury. Justice was known only by name, and equality before the law was regarded as a pleasant fiction. According to Article 1,634 of the Civil Code, the evidence of an employer against a workman should be accepted without proof. Public meetings in the open air were forbidden, and the police, at their discretion, could dissolve indoor meetings. The workers were reduced to starvation wages. Agricultural labourers in the richest provinces only earned 1*s*. 2*d*. for a day of fourteen hours. In the textile trades the hours of labour were excessive, and the wages only seven florins a week. Fortunately, during the last ten years, the trades unions of the Social Democratic party had grown in strength; and by their influence Domela Nieuwenhuis was elected to the Dutch Parliament immediately on his release from prison. The report concluded by urging that the social problem would never be solved till land and capital were nationalised. But as a stepping-stone in this direction an International Eight Hours' Bill would be most useful, and they heartily congratulated the English trades unions on having convoked a congress for the purpose of discussing such a Bill.

M. GELY, reporting for France, stated that two years after the terrible suppression of the Paris Commune the trades began to organise themselves in societies. The first congress was held in 1876; the labour party was constituted at the Marseilles Congress in 1879. It had grown ever since. The laws protecting labour in France were not numerous or efficacious. They only related to workshops were machinery

and more than twenty persons were employed. But however unhealthy such a workshop might be, it sufficed to exclude the women and children for the employer to escape the action of the law. A powerful working men's party was necessary to force the hands of the Government. At the municipal elections, at least, they had been successful. From the Paris municipality they had obtained the creation of a large labour exchange, where now 140 trades unions had their offices. In contracts for the town of Paris, the contractor was compelled to pay wages a little above the trade union rate and to limit the day's work to nine hours. At Charleville, Nîmes, Montluçon, St. Etienne, Marseilles, and other towns labour exchanges were in course of construction, and these had given a great impetus to the trade union movement. The French workmen now, as in 1848 and on the 18th of March, 1871, were ready to make every sacrifice so as to lead in the vanguard of progress.

The CHAIRMAN read a telegram from an assemblage of labourers in Norway, containing these words:—"May social revolution prosper." This was greeted with laughter and cheers. A telegram expressing sympathy with the objects of the Congress was also read from the Labour Party of Christiana.

Other business was transacted, and the Congress adjourned.

A large number of the delegates responded to the invitation of the authorities at Toynbee Hall, Whitechapel, and supped there in the evening.

THIRD DAY, Thursday, November 8.

On Thursday the general subjects for discussion were presented in an order of the day, of which the first question for consideration was "The most efficacious means for removing the obstacles to free combination in foreign countries." The President stated that M. A. Van Asdouk, of the Dutch Carpenters' Society, had been chosen by the foreign delegates as the foreign president for the day. After an animated debate, the Congress rejected a proposal of the Dutch delegates, that the minutes of the conference should be read in Dutch as well as in English and French. Most of the speakers in the discussion employed the French language, an interpretation of each being given for the benefit of the English delegates.

M. RÉNIER read the collective report of the French Delegation. He complained that capitalism monopolized everything, even the brains of defenceless children, whom it reared in feelings of hatred and contempt for foreign countries. A European war seemed likely, and the workers of the world must organize to prevent such an occurrence. Bankruptcy reports, showing the constant collapse of small capitalists, proved how rapidly a financial feudality was coming into existence. But the large factories and emporiums established would serve as useful types for that nationalized industry they hoped to organize. He read the preamble of the Statutes constituting the labour parties of Belgium, Holland, Portugal, Spain, France, Poland, and other countries, showing that one and all proclaimed identically the same principles and ideas. It was the law, and the law only, that separated the working classes of different nations. In France the Dufaure Law of 1872 against the International must be abrogated, as also the 414th and 415th Clauses of the Penal Code against coalitions. The law on the formation of Trade Unions, passed in 1884, was not in force in large industrial centres of France; but should also be abrogated lest some reactionary Government availed itself of the powers it conferred. Co-operative productive enterprise in France had entirely failed in its object, and only created petty capitalists, who were worse tyrants than the larger employers. International organization alone could solve the labour problem, as it was the best means of securing the socialization of the land and the implements of production, ultimately reaching the ideal when all would labour according to their capacity and receive according to their needs.

M. ANSEELE (Typographical Union, Ghent), described the hopeful feeling with which the Belgian delegates came to take part in the Congress. The meeting of that day proved that their hope was justified, and that the International would exist if they only had the courage to will it. But they must do away with the indifference which pervaded the working classes. Let the workmen who have had the benefit of free association and have profited by it inform their foreign brethren of the benefits they have gained, and tell them by what methods their liberties have been conquered—let them show us where trades unionism is strongest, and they would be able to rouse the most indifferent of the workmen of other countries from their lethargy. These pamphlets should, on the other hand, show that the low wages and long hours of Belgian workmen were a danger to the better paid English workmen; for the capitalist was ready to take his orders from the banks of the Seine even to Berlin, if necessary, to find cheaper labour, and that he was prepared to import the Chinaman, who could live on a handful of rice, to supplant the British workman, who must go under in the struggle because he could not live without his beef-steak. There must be a more perfect solidarity among the working men of all nations; and all must feel that a blow struck against their order in any part of the world was a blow struck every working man in every other part of the world, and they must be prepared to resent the outrage. In order to be practical he would make a practical proposition. On the first Sunday in May, in 1889, and in each succeeding year, let a universal demonstration take place among the workmen of England, Belgium, the United States, and every other country. On the same day, and, if possible, at the same hour, let them march in procession to some great place of meeting, carrying banners bearing the same mottoes, to move identical resolutions simultaneously from similar platforms, in favour of the freedom of association, without which they could scarcely be said to have the right to exist. This would be the foundation stone of a new International. It would show to the despotic countries of Europe the folly and danger of resisting this rising tide—a tide not of anarchy, but one that would fertilize the world in benefiting its workmen. Let the Governments of England, Belgium, and the United States, where the right of association

exists, insist with the Governments where it does not exist, that liberty of association for workmen is necessary for the welfare of all; that the liberty and the general safety of the world demand that in all countries the laws against the interests of their workmen should for ever cease.

M. CHRISTENSEN (Denmark) urged the necessity of assimilating laws affecting labour in all countries, and M. KROLL called for an expression of indignation against some employers in Holland who had prevented two Dutch delegates from attending the Congress by threatening to discharge them.

Signor LAZZARI (Italian delegate) said that politics—the art of governing people, or rather of leading them like sheep—were not looked upon with favour by his fellow countrymen. They had most need of education, for, according to the statistics taken in 1884, 55 per cent. of the population could neither read nor write. Of the working men the proportion was probably 80 per cent. Therefore it was by speech and public meetings that they could best be influenced. Capitalism in Italy was not so fully developed, and workmen might still hope to become small masters. Nevertheless a labour party had been formed in Italy. He did not lay much stress on the need of reforming the law. It was easy to avoid the law. A great point was to win over the support of the majority. Nor did he think it necessary to re-establish the International. The great necessity was to raise the condition of the working classes throughout the world, bring them up to the same level; and, for this purpose, more had to be done in Italy than elsewhere, for in Italy they had fallen to the lowest level.

M. TORTELLER (Parisian joiners) said that trade unionism and freedom of combination could only be of service to the skilled workers. Improvements in machinery were implacable, and no political law could prevent even skilled workers from being thrown out of employment by new machines. It was the unemployed, unskilled labour that should be the subject of their concern. Their misery could not be relieved by any legislative or private effort. The only means had already been indicated by those who were dying of hunger. Were not the recent strikes different from their predecessors? The hot breath of revolution wafted over them. If the workers were too civilized to kill, if they had not the courage to fight, then let them cease work. When the land was no longer cultivated, when bread was not baked, when the worker had signed that sentence of death, they would see how the capitalist, in his palace, could live without their labour. If the workers were so degraded it was because of their surroundings. A revolution giving to all equal rights would regenerate every one.

M. LAVY, in challenging the accuracy of the somewhat anarchical theories propounded by the Italian delegate, criticized M. Tortelier's remarks. If freedom only benefited skilled workers, he claimed for them the legal right to act on behalf of their unskilled brethren. To advocate a general strike was simply to preach in favour of a physical force revolution. Were the workers of all countries ready for a rising? Were they capable of profiting by a victory if they could achieve it? Or would not such a rising be the means by which such advantages as were already enjoyed would be withdrawn, labour still further oppressed, and its leaders and organizers killed or imprisoned?

M. KEÜFER (Parisian compositors), while not endorsing either Collectivist or Anarchist theories, nevertheless advocated the reconstruction of the International.

Mr. BURNS rose to deny that perfect freedom of combination existed in England, and was proceeding to describe the action of the police and military during the strikes in Wales, when he was ruled out of order, as the subject under discussion only related to Continental countries. Some of the foreign delegates took exception to this ruling, and there was a somewhat noisy demonstration in the spectators' gallery, which made the chairman threaten to close the gallery to the public.

M. MONTAS (Parisian engineers) added that the recent decree of the French Government, compelling foreign residents in France to register their names, was an act altogether opposed to true Republican sentiment, and his society energetically protested against such a measure. He thought an International should be reconstructed, but that its central office or council should not interfere with the tactics of the various local and national branches.

The proceedings then concluded, and the voting on the resolutions was adjourned.

The London Trades' Council, on behalf of the organised trades of the metropolis, entertained the delegates to the Congress to a complimentary dinner at the Holborn Restaurant in the evening. Mr. G. Shipton presided, and was supported by, amongst others, Mr. Broadhurst, M.P., Mr. Crawford, M.P., Mr. Burt, M.P., Mr. Abraham, M.P., Mr. Fenwick, M.P., and the members of the Executive of the Trades' Council. The Chairman, in an interval between the music, said the London Trades' Council, which represented 27,000 skilled workmen in London, and of which he had been for many years secretary, had asked the delegates to be their guests that evening. The societies had voted the money for this entertainment. The only toast he should propose was, "The universal elevation of labour; success to the trades unions of the world, with health, happiness and prosperity to all their members." The toast was drank with the greatest enthusiasm. The rest of the evening was passed in harmony; and in the course of it M. Christensen (Copenhagen) thanked the English unions for the entertainment given to the foreign delegates. The French delegates drank with enthusiasm the toast of "The workmen of Germany."

FOURTH DAY, Friday, November 9.

The sittings were resumed on Friday morning. Mr. G. SHIPTON (British President) occupied the chair; and M. P. CHRISTENSEN (a Danish delegate) was chosen Continental President.

A letter was read from the Swedish Trades' Unions, expressing their regret that it had not been possible for them to accept the invitation of the Parliamentary Committee to attend the Congress, because the conditions stipulated for taking part in the proceedings would cause a

great sacrifice for the Trades' Unionists of that country.

The following resolution was adopted on the motion of M. CHRISTENSEN, seconded by M. J. JENSEN:—

> The labour parties in the different countries are requested to put on the programme, and work by agitation for the abolition of all laws prohibiting or hampering the free right of association and combination, national and international, of the workers.

Mr. KEIR-HARDIE moved:—

> In order to promote efficient organisation among the workers, this Congress recommends—1st. That all unions of one trade in one country combine in electing an executive central body for that trade in that country. 2nd. That the central bodies of the various trades in the different countries elect a general council for all trades and all countries. 3rd. That the various trades in the different countries shall meet in conference annually; and an International Congress shall be held at intervals of not more than three years."

Mr. FREAK seconded.

Mrs. BESANT opposed it in a defiant protest against the narrowness and pettiness of British trades unionists, who regard themselves as a kind of aristocracy of labour, and who affect to despise the unskilled labour, which the capitalist can use to cope with even the partial organization of technical skill. Strike after strike among the match-girls saw them return crushed and starved, and, she passionately declaimed, "What do you trades' unionists do to help them? It was left to me—a woman of the middle class—to organize them. Without me, that union would have had no existence; and when I came here as their accredited secretary, you questioned my right to be present." She moved as an amendment:—

> 1. To invite all workers to organise themselves into different syndical chambers and groups. 2. To invite the syndical chambers and corporative groups to organize, with or without the support of the municipalities, labour exchanges, which shall unite among themselves for all professional or statistical questions. 3. The organised workers shall constitute themselves into parties or classes, in the presence of all political parties, on a basis at once economic and political, in order to facilitate for workers the acquisition of public power in the commune, the department, or the State. 4. Each party in each nation shall form a national committee, and these national committees shall be in constant communication in order to establish an understanding between the workmen of all nations on all questions which concern them. 5. An International Congress shall take place in every year in each of the nations which are adherents of this organization. 6. At the next International Congress shall be discussed the details of international organization connecting the national committees of the various countries.

Miss SIMCOX replied, reminding Mrs. Besant that long before she had taken up the cause, Mrs. Patterson had always received the warmest and most practical support from trades' unionists of the opposite sex.

Mr. M'LEAN and Mr. BIRTWISTLE, both protested against Mrs. Besant's remarks.

Mr. CARLING urged that, before attempting any huge system of international organisation, those of local centres or trades must be strengthened. There must be more real work and less talk. He wished to add his repudiation to that of others to the assertion that trades unions regarded unskilled labour with contempt. The powerful body for whom he spoke were themselves unskilled, and they had subscribed £8,000 to assist the Welsh miners to organise their forces.

Mr. TANNER (Birmingham) caused some noisy dissent by saying that the trades unions were absolutely indifferent to members out of work.

After debate, a vote was taken, the result being that the French resolution was carried by a majority of five nations against one. All the Continental delegates voted for it; while of the British delegates, 12 were in favour of and 30 against the amendment.

On the motion of Signor LAZZARI (Italian delegate) the following addition was made to the resolution:—

> The Congress invites all working-class associations in all countries to abandon all nationalist and patriotic ideas which tend to divide the workers of different countries.

The question of "The State regulation of the hours of labour" was next considered, and several resolutions were submitted.

Mr. PARNELL moved, and M. SAS (a Belgian) seconded, the following:—

> This Congress is of opinion that owing to the concentration of capital, and the relative weakness of Trades Unions in proportion to the number of workers, it is impossible to further reduce the hours of labour without the aid of the State, and that in every case eight hours shall be the maximum number of hours worked.

At five o'clock, in accordance with the standing orders, Mr. Shipton declared the sitting adjourned, to resume at ten o'clock, a.m. Dissatisfaction was expressed by some of the foreign delegates at the unceremonious departure of the English president, and an attempt was made by M. Christensen, the foreign president, to continue the meeting, but this calling forth many protestations, was not persisted in.

FIFTH DAY, Saturday, November 10.

On Saturday morning the delegates concluded their sittings, Mr. G. SHIPTON presiding, and M. ANSEELE acting as foreign president.

The Congress proceeded to discuss certain resolutions on the agenda, on the desirability or otherwise of "State regulation of the hours of labour."

Mr. FENWICK, M.P., rose to make a personal explanation. He said that personally he was much opposed to any such legislation; that personally he thought it his duty to speak against it; but, as the delegate of the miners, he had received an imperative mandate to vote in its favour, which duty he, with regret, found himself compelled to perform.

Mr. MAWDSLEY said the Parliamentary Committee had last year attempted to take a *plébiscite* on the eight hours question. The result was so very vague and unsatisfactory that the Committee did not know how to vote. Pending a second and better-organized *plébiscite*, the question, so far as the English trades unions were concerned, might be considered in abeyance. The members of the Parliamentary Committee did not, by a vote, wish to prejudge the matter, and therefore he urged that it should not be discussed at all. He moved the previous question.

Mr. KELLEY seconded.

This was put to the English section, with the result of a tie—23 against 23 votes. On a second vote being taken, the previous question was carried by 22 to 20 for the English vote; but when

put to the foreign delegates, they were unanimously opposed to it, and therefore the discussion continued.

Mr. MADDISON, while approving of an eight hours day, declared that his reading of political economy taught him that under present conditions it would not be safe to confer such power on the State.

Mr. LEICESTER maintained that the effect would be disastrous in the glass trade, and complained that already 17,000 tons of foreign glass were imported.

Miss WHYTE also spoke in opposition.

Mr. BURNS remarked that the fact that this subject was on the agenda proved that trades unionism, apart from political and State action, was unable to bring about the reduction of hours that they as labourers demanded, and was also powerless to prevent overtime being worked in the best organized trades. He said, "We have the most difficult—I believe an impossible—task to keep our organization together, to hold what we have secured, and can only increase our power of doing good on trade union lines by increasing our subscriptions, which is impossible to-day. To avoid this, what is easier than to circumvent the masters by fighting them on their own ground—that is, transfer the battle from the bench and the workshop to the legislative platform. We are losing our hold of the world's markets. Wages-saving machinery is displacing labour, and a crisis is inevitable. This we ask you to mitigate. Don't be influenced by capitalist criticism. They said the same of the pioneers of unionism, temperance, &c."

An amendment to the resolution was proposed by Mr. FREAK, and seconded by Mr. CAIGER, to the effect that:—

> Seeing the differences of opinion existing among workmen on the subject, the Congress recommend that in all private firms employers and employed be recommended to come to the most amicable terms, but in all Government and corporation works eight hours per day should be strictly adhered to.

The Congress now proceeded to vote on this, the most momentous question submitted to its consideration. Mr. Freak's amendment, when submitted to the English section, was carried by 23 votes against 12. The foreign delegations explained, through their president, that they would willingly vote for this resolution, so as to secure the unanimity of the Congress, if by doing so it did not preclude their voting in favour of an international eight hours' bill. The English chairman, however, having declared that the adoption of Mr. Freak's amendment would settle the entire question and debar them from adopting any other and more sweeping resolution on the same subject, the foreign delegations unanimously voted against it. The amendment proposed by M. TORTELIER was then put. It read as follows:—

> Considering that it would be useless to expect from the Legislatures—who have, in order to keep their privileges, an interest to hold you in servitude—certain laws having for their object our improvement under the form of a reduction of the working day, the delegates decide to rely on their own strength in order to obtain their freedom.

Altogether 32 English delegates voted in favour of this resolution, and only nine against; the foreign delegations, with the exception of Italy, rejecting M. Tortelier's proposal. Then came the final vote on the original resolution proposed by Mr. Parnell, which was carried by four votes.

On the motion of Mr. BURT, M.P., seconded by Mr. WILSON, the Congress then unanimously agreed, without discussion:—

> That, seeing that the huge armaments maintained by the Governments of Europe constitute a standing menace to the peace of the world, and impose terrible financial burdens upon the industrial classes, this Congress recommends the democracy to give a mandate to their representatives to substitute the principle of arbitration for war in the settlement of disputes between Governments.

On the motion of M. LAMOTHE (French Cabinet Makers) it was resolved, in reference to the rssolution carried on the previous day for the establishment of international relations—

> That the projected rules must be definitely accepted by the International Congress to be held in Paris in 1889, on the terms of the decision of the International Conference at Paris in 1886.

The PRESIDENT, in putting this proposal to the vote, urged that it involved a considerable responsibility, but it was carried unanimously.

Miss SIMCOX moved, M. KEÜFER seconded, the following resolution, which was carried unanimously:—

> This Congress deeply regrets the absence from it of any representatives of German, Austrian, or Russian Trade Unions, and desires to convey to the workers of those countries their profound sympathy with the difficulties against which they have to contend, their earnest hope that by united action these difficulties may be removed, and their pledge that the executive of any future Congress will respect the confidence of any *bonâ fide* workmen who may find it possible to attend such Congresses anonymously.

On the motion of Signor LAZZARI (the Italian delegate), the Congress indorsed a protest against the fostering of national feeling in schools, as being provocative of national dislikes.

Although pressed to do so by some of the foreign delegates the chairman refused to entertain a proposition to the effect that an international workman's paper should be established and printed in four languages. A suggestion that it should be printed in English met the same fate; and he also refused to allow to be put a resolution instructing the British group to issue a report of the proceedings in English and French.

Mr. SHIPTON then wished the foreign delegates a pleasant journey home, and the Congress dissolved: it being announced that the next International Congress would be held in Paris in 1889.

APPENDIX.

THE TRADES UNION CONGRESS PARLIAMENTARY COMMITTEE,
19, Buckingham Street, Strand, London, W.C.
September, 1888.

INTERNATIONAL TRADES UNION CONGRESS.

To the Officers of Trade Societies and Trades Councils:

Gentlemen,

We have to remind you of the near approach of the International Congress, which will be held in the St. Andrew's Hall, Newman Street, Oxford Street, London, W. We beg you to fill in the accompanying form of credential with the names and addresses of your delegate or delegates, and to return it to this office not later than October 22nd.

The Congress will meet on Tuesday, November 6th. The official language of the Congress will be French: Delegates not speaking either French or English must make their own arrangements for being interpreted.

The chairman of the Parliamentary Committee will preside at the opening of the Congress, and deliver an address of welcome to the Foreign Delegates. The Congress will then proceed to elect its own officers, and appoint a committee to examine all credentials, in order to ascertain whether they comply with the conditions of invitation.

Reports as to the condition of labour in their respective countries, written in either French or English, will be presented by each nationality represented.

The subjects for debate will include:—

1st. The most efficacious means for removing the obstacles to free combination in foreign countries.

2nd. The best methods of combination among the workers in various countries.

3rd. The limitation of production by means of the reduction of the hours of labour.

4th. The desirability or otherwise of state regulation of the hours of labour.

No delegate will speak more than once on each subject. The reader of a paper, or the proposer of a resolution, will be allowed to speak for half-an-hour, but no subsequent speaker will exceed fifteen minutes.

The voting will be by nationality.

The Congress will meet each day at 10 a.m., adjourn at 1 p.m., re-assemble at 2 p.m., and adjourn at 5 p.m.

There will be a reception of the foreign delegates by the British trades on the Monday evening previous to the opening of the Congress.

We are, Gentlemen, yours truly,

G. Shipton, *Chairman*.
E. Harford, *Vice-Chairman*.
H. Slatter, *Treasurer*.
J. Mawdsley.
W. Crawford.
T. Birtwistle.
J. M. Jack.
W. Inskip.
J. Inglis.
J. Swift.

Hy. Broadhurst, *Secretary*.

SPECIAL NOTICE.

No Credential will be received after October 22nd. No Correspondence will be noticed or acknowledged unless addressed direct to the Secretary of the Trades Union Congress of Great Britain and Ireland.—H. Broadhurst, 19, Buckingham Street, Strand, London, W.C.

INTERNATIONAL TRADES UNION CONGRESS,

St. Andrews Hall, Newman Street, Oxford Street, London, W.

Friday, November 9th, 1888.

AGENDA.

I.—The Best Means for removing the Obstacles to Free Combination amongst the Workers in Continental Countries.

1. That the workers of all countries should organise themselves into a distinct party with one programme, differing only in the method of action necessitated by the laws, manners and customs of the respective countries. Renier.

2. Considering that the free association of all workers is impossible under a capitalistic régime, the delegates at the Congress engage themselves to bring about the idea of a general universal strike, which shall have for its object to put in common all natural and productive riches, and to permit men to become equal and to associate freely for their requirements, and that of society. Tortelier.

3. The Congress resolves that—

1. All the Professional Syndicates, Trades Unions, and other Workmen's Associations will demand of the parliaments and local authorities, laws, resolutions, and decrees protecting workmen against the arbitrary acts of employers with the object of preventing workmen from combining; severe penalties will be demanded against employers who place their employés under the necessity of leaving the syndicate or the workshop.

2. In countries where civil recognition is accorded to workmen's associations, the repeal of measures restrictive of the right of association for their own countrymen, or of the right of being members of syndicates or committees of management, for foreigners, will be demanded.

3. The workmen's combinations will undertake an active propaganda, with the object of creating professional associations and other combinations in localities where they do not at present exist.

4. Equal protection, without exclusion or preference, will be accorded to all workers, whether natives or foreigners, provided they insist upon payment according to the rates established by local usage or the labour tariffs adopted by the workmen's associations.

5. The Trades Unions pledge themselves to publish within three months lists of their members, with their salaries, in order to prove to employés the advantages which these associations, through their organization, have been able to procure for their members. That these statistics be printed in English, French, and German. All the Trades Unions represented here pledge themselves to pay ten francs for the cost of printing.

6. The Committee of English Trades Unions (Parliamentary Committee) is authorized to direct these labours and this organization.

7. On the first Sunday in the month of May, 1889, a popular demonstration will take place in the operative centres of all countries where freedom of association exists, in favour of freedom of association in those countries where it does not exist. The demonstrators will send to their representatives and their Governments a petition, drawn up in the same sense in each country, in which they will demand of their respective Governments diplomatic intervention in favour of freedom of association in countries where it does not exist. In countries where demonstrations are forbidden, the workmen will organize meetings, at which petitions will be adopted demanding freedom of association, and making known to their Governments the workmen's demonstrations that will take place in other countries.

8. War without truce or mercy to the spirit of "class" among the workmen themselves.

François Sas.

4. Considering that the present Society is maintained by means of the separation of the populations into classes, as well as by the borders between the nations erected by the governing classes, the Congress declares—

The labour parties in the different countries are requested to put on the programme, and work, by agitation, for the abolition of all laws prohibiting or hampering the free right of association and combination, national and international, of the workers.

Further, all restrictions as to right of citizenship must be done away with, so that every man, without any formalities, is considered a citizen of any country in which he chooses to settle, enjoying the same political and citizen's rights as the citizens born in the country.

P. Christensen.
J. Jensen.

II.—The best Methods of Combination among the Workers in various Countries.

1. In order to promote efficient organization among the workers this Congress recommends—

1st. That all unions of one trade in one country combine in electing an Executive Central body for that trade in that country;

2nd. That the central bodies of the various trades in the different countries elect a General Council for all trades and all countries;

3rd. That the various trades in the different countries shall meet in conference annually; and an International Congress shall be held at intervals of not more than three years.

J. Kier Hardie.
E. Anseele.

2. The majority of the French delegation proposes, as the best method of organization, to the workers of the various countries—

1. To invite all workers to organize themselves into different syndical chambers and groups.

2. To invite the syndical chambers and corporative groups to organize, with or without the support of the municipalities, labour exchanges, which shall unite among themselves for all professional or statistical questions.

3. The organized workers shall constitute themselves into parties or classes, in the presence of all political parties, on a basis at once economic and political, in order to facilitate for workers the acquisition of public power in the commune, the department, or the state.

4. Each party in each nation shall form a national committee, and these national committees shall be in constant communication in order to establish an understanding between the workmen of all nations on all questions which concern them.

5. An International Congress shall take place in every year in each of the nations which are adherents of this organization.

6. At the next International Congress shall be discussed the details of International organization connecting the national Committees of the various countries. André Gely.

Saturday, November 10th, 1888.

AGENDA.

III.—The Limitation of Production by means of the Reduction of the Hours of Labour.

(*a*) To obviate the present necessities we propose that this Congress demands:—

1st. A law to prevent the employment of children under the age of 14.

2nd. A law to regulate the work of women in mines, factories, and workshops, and to prevent them being employed in such work as may be detrimental to health.

3rd. A law to fix the minimum wages according to the needs and the localities of the workers. Delporte.

(*b.*) Considering that the reduction of the working hours need not tend to the restriction of production, the capitalists having the facility of employing a greater number of workmen during a shorter working-day, in order to produce according to their private desires and interests;

Considering that the present over-production is the result of the lawless state of production, caused by personal interests, without regard to the needs;

The Congress decides to invite all the organized workmen of all countries to do their best to organize the different branches of production in public services, of the communes, counties, or nations, and those, according to the needs, would alone regulate the production. While waiting for the complete realisation of this desire, the societies are invited to make every effort in order to obtain immediately the following reforms:—

1st. The institution of an eight hours' working day, with one day's rest every week, and a minimum of wages, based upon the price of the necessary articles for the existence in every district.

2nd. Suppression of farming agreements and piece-work.

3rd. For the workers of both sexes, equal wages for equal work.

4th. Prohibition to the foreign workmen to work for less than the price agreed upon by the Trades Councils of the respective countries in which they are.

A. Dubois.
A. Gely.

(*c.*) The Congress agrees to the following propositions:—

1st. The institution of an eight hours working-day by the intervention of the State, with one day of rest every week.

2nd. Suppression of farming agreements and piece-work.

3rd. Re-instatement of females in the family by withdrawing them gradually from industrial pursuits.

4th. For females obliged to work (widows or girls without means), equal wages for equal work.

5th. Suppression of the holding of more than one office at the same time. A. Keufer.

(*d.*) The Congress proposes—

1. Suppression of farming agreements and piece-work.
2. Establishment of corporate societies; contracts for public works by the municipalities with these societies to be on conditions embodying reduced hours of labour, and the working day fixed according to the necessities of the case.
3. Adhesion of all workers to their respective corporate groups.
4. Organisation wherever possible of public services, of production and consumption.
5. Special laws for agriculture.

A. Montas.

IV.—The Desirability or otherwise of State Regulation of the Hours of Labour.

(*a*) That recognising the absolute necessity of organisation among the workers of all nationalities before any material bettering of their condition can be brought about, and believing that the principal obstacle to effective organisation is the spasmodic nature of their occupations, coupled with the wretchedly low wages received,—this Congress pledges itself to use every legitimate endeavour for obtaining the effective organisation of the unemployed under Municipal and State control, and that it be a recommendation to the Parliamentary Committee of the English Trades Union Congress to use their best influence to make the same an accomplished fact in this country.

T. Mann.
W. Parnell.

(*b*) That the diminution of the national wealth by the limitation of production would aggravate the poverty of the people, by lessening the supply which ought to be available for their support; that the gluts in the market supposed to be caused by over-production are due to the present industrial system, which, depriving the labourer of all control over the produce of his toil, brings about the anomaly that the successful production of wealth causes a reduction of wage to the producer.

Annie Besant.
John Burns.

(*c*) This Congress is of opinion that, owing to the concentration of capital, and the relative weakness of Trades Unions in proportion to the number of workers, it is impossible to further reduce the hours of labour without the aid of the State, and that in every case Eight hours should be the maximum number of hours worked.

W. Parnell.
François Sas.

(*e*) Seeing that a great number of workers languish in misery for want of occupation, whilst others are obliged to work an excessive number of hours, this Congress decides that an active propaganda should be instituted for the limitation of the working day to 8 hours, or 48 hours per week, throughout the world.

(*f*) In order to attract and unite the workers of all opinions and religions into the movement for executing the preceding proposal, the Congress decides that the 8 hours system shall take place on the 1st May, 1890.

E. Pierron.

(*g*) Considering the insufficiency of the actual means of combating the tyranny of capitalism, because the partial and national strikes for the shortening of hours of labour or bettering of wages remain without durable results, by the employers using the unemployed workers to do the work of their striking comrades, or obtaining their goods from foreign countries,—the Congress declares an international understanding between all organized workers of all countries necessary in order to obtain the introduction of an 8 hours working day by the intervention of the State.

J. Jensen.

(*h*) The International Congress of London decides:—

1st. That there must be established an international legislation of labour, the working men pledging themselves that their representatives take such measures as they judge necessary to compel their respective Governments to sanction such rules;

2nd. This legislation will have for its object—(a) the prohibition of the employment of children under fourteen years; (b) the limitation of the work of women and minors, specially protected; (c) the measures of hygiene, of cleanliness, and security in the workshops, in order to protect the health, the physical development, the morality, and the existence of the workers, and to insure them against accidents; (d) the inspection of mines, manufactories, workshops, and dockyards by the working men's societies; (e) the fixing, for adults, of a normal working day, with minimum wages; (f) to fine every employer who should not conform to the law—the judgments to be given by the Trades' Councils; (g) the institution of an international general registry for working and industrial statistics, giving the means of an extension and codification of the international legislation.

3rd. The projected rules must be definitely accepted by the International Congress to be held in Paris in 1889, on the terms of the decision of the International Conference at Paris, in 1886. J. B. LAMOTHE.

(*i*) Considering that it would be useless to expect from the legislatures, who have, in order to keep their privileges, an interest to hold you in servitude, certain laws having for their object our improvement, under the form of a reduction of the working day, the delegates decide to rely on their own strength in order to obtain their freedom. TORTELIER.

(*j*) The Congress recognising that the State is, and can only be, an institution of privileges, incapable of providing adequately and justly for the economic questions of workers, believe that the reduction of the hours of labour must be brought about solely by the organised power of the workers, and that any intervention of the State in the interests of the proletariate is an unjust and dangerous one. C. LAZZARI.

V.—ARBITRATION.

Seeing that the huge armaments maintained by the Governments of Europe constitute a standing menace to the peace of the world, and imposes terrible financial burdens upon the industrial classes, this Congress recommends the democracy to give a mandate to their representatives to substitute the principle of arbitration for war in the settlement of disputes between Governments.

T. BURT.
J. WILSON.

GERMAN TRADE UNIONS.

This Congress deeply regrets the absence from it of any representatives of German, Austrian, or Russian Trade Unions, and desires to convey to the workers of those countries their profound sympathy with the difficulties against which they have to contend, their earnest hope that by united action these difficulties may be removed, and their pledge that the Executive of any future Congress will respect the confidence of any *bonâ fide* workmen who may find it possible to attend such Congresses anonymously.

Miss SIMCOX.
A. KEÜFER.

A LABOUR JOURNAL.

(*a*) That in the opinion of this Congress a non-political English daily newspaper should be started, that should give reports concerning the workmen's movements in all countries; that would also prevent emigration on bogus capitalistic advertisements, and thus produce a fraternal feeling among the workers of all nations.

M. ROCHMAN.

(*b*) The Congress is of opinion that the creation of an International organ—that is to say, printed in the four languages which govern the world (English, German, French, and Dutch)—would be the best means for combination and consolidation amongst the workers of foreign countries.

A. VAN HOOYDONK.

CONGRESS REPORT.

The Congress decides that the opening speech of the President and all the decisions of the Congress shall be printed in French and English, and sent to all the societies represented at this Congress.

F. CAVROT.

TERMINATION OF CONGRESS.

Considering that socialism alone can solve the social question, and that in order to obtain this it is indispensable to have a solid International understanding, we express the wish that this Congress should pass decisive resolutions in this sense, and that the preliminaries be discussed immediately on the close of the Congress.

T. TOUNA.

P. CHRISTENSEN. C. J. DRUMMOND.
C. LAZARRI. J. JUDGE.
G. GESTMAN. ANDRÉ GELY.
J. WILSON. FRANÇOIS SAS.
W. PARNELL.
} *Standing Orders Committee.*

REVUE SOCIALISTE

COMPTE-RENDU DES DEUX CONGRÈS

LES

CONGRÈS SOCIALISTES INTERNATIONAUX

DE PARIS EN 1889

Je compte avec horreur, France, dans ton histoire
Tous les avortements que t'a coûtés ta gloire
Mais je vois l'avenir qui tressaille en ton flanc.
Comme est sorti le blé des broussailles épaisses,
Comme l'homme est sorti du combat des espèces
La suprême cité se pétrit dans ton sang.

Nous nous rappelions cette éloquente protestation d'amour et de foi du poète de la *Justice*, en saluant les deux Congrès socialistes qui étaient réunis à Paris la troisième semaine de juillet et se sont tenus en toute liberté, sous les auspices de la République française.

Ils étaient là, neuf cents délégués, dont trois cents délégués étrangers, venus d'Allemagne, d'Angleterre, d'Autriche-Hongrie, d'Italie, de Belgique, d'Espagne, de Russie, de Pologne, de Hollande, de Suisse, de Danemark, de Suède, de Roumanie, des deux Amériques et comptant parmi eux presque toutes les illustrations du socialisme européen-américain de ce temps.

On remarquait, rue de Rochechouart (Congrès organisé par les indépendants) César de Paepe, Liebknecht, Bebel, Vollmar, Andréa Costa, Domela-Nieuwenhuis, William Morris, Pierre Lavroff, Volders, Aveling, Mme Marx-Aveling, Cuningham-Graham, Amilcare Cipriani, Dr Adler, Leo Franckel, Anseele, Mme Zetkine, Bernstein, Brandt, Iglésias et autres notables représentants du socialisme contemporain hors de France.

Au Congrès de la rue de Lancry (organisé par les possibilistes) on remarquait Hyndeman, Burns, Annie Besant, Jansen, Defnet, Croce, Dew, Verryiken Burrows, A. Smith, Boleslas Limanowski, I. A. Forfuyn, Balducci, F. de Campos et souvent aussi Andrea Costa, Anseele et tous les délégués belges et italiens qui avaient mission d'assister aux deux congrès.

Du côté de la France toutes les notabilités socialistes participaient à l'un ou l'autre Congrès.

Quel magnifique spectacle si, en cette solennelle circonstance, les partis ennemis qui divisent le socialisme français avaient su oublier leurs ressentiments et leurs rivalités! Nous aurions pu assister aux plus imposantes assises socialistes qu'ait encore vu le monde et à une

véritable inauguration populaire des Parlements économiques de la future Europe pacifiée et régénérée par le socialisme !

Il n'en a rien été ; les efforts méritoires des délégations italienne, belge, hollandaise notamment, ont été vains et au lieu d'une *Chambre européenne du travail*, laissant bien loin derrière elle par le nombre et la notoriété de ses membres les mémorable et inoubliables Congrès de l'*Association internationale des Travailleurs*, au lieu de cette affirmation souveraine du socialisme cosmopolite, nous avons eu les Congrès importants, il est vrai, mais séparés de la rue de Lancry (*possibiliste*) et de la rue Rochechouart (*indépendant*).

Là-dessus, des polémiques ont été soulevées pour fixer les responsabilités de la désunion ; nous ne les rééditerons pas, nous en tenant à la coutume qui fait loi dans ce recueil de nous tenir toujours éloignés des luttes et des compétitions des partis socialistes sectaires (1). Nous passons donc sur le détail des négociations avortées pour arriver de suite à la philosophie de la situation.

Ici encore nous ne partagerons pas l'opinion socialiste courante.

Devant cet acharnement et cette persistance des haines partisanes, de bons esprits se laissent aller à un découragement profond. C'est trop.

Il convient de voir les événements de plus haut. Tout feu qui s'allume jette beaucoup de fumée, toute grande idée nouvelle doit passer d'abord par l'épreuve des sectes intolérantes et ennemies. Voyez le Christianisme. Si incohérentes et si acharnées les unes contre les autres furent d'abord les hérésies, aux bourgeonnements incessants, que pour les derniers représentants de la philosophie grecque il sembla hors de doute que les christianisants dussent se déchirer, jusqu'à extinction de la nouvelle et confuse religion qu'une peuplade sémitique méprisée prétendait imposer au monde aryen :

On sait ce qu'il advint.

Il en sera toujours ainsi. Toutes les grandes choses, a dit Joseph de Maistre, ont des commencements difficiles et ne se développent que lentement.

Les idées novatrices n'échappent pas à cette nécessité. Avant d'atteindre les lumineuses cimes de la démonstration irréfragable et de la certitude, elles passent par la forêt sombre des hypothèses hasardées, des utopies intraitables, des discussions troubles, des sanglants conflits, des intolérances haineuses ; c'est la loi même de leur croissance.

Comment s'étonner dès lors que la nouvelle idée sociale, qui n'est née que d'hier, bien qu'elle remplisse déjà le siècle du bruit de ses

(1) C'est pour rester fidèle à cette politique que la *Revue socialiste* s'est fait représenter aux deux Congrès par des délégués ayant mandat de voter l'union pure et simple.

revendications audacieuses et de ses soulèvements incessants, en soit encore aux groupements particularisés et parfois hostiles?

Ce qui vient de se passer à Paris indique simplement que le socialisme en est toujours à sa période de formation et qu'il n'est pas encore arrivé à l'évidence qui l'imposera un jour comme le couronnement de la science économique et comme l'inéluctable condition du bien moral et du bonheur social des peuples affranchis, éclairés.

De ces jours de la réalisation victorieuse on approche toutefois. Nous en avons une promesse dans ce fait que, si vives et si irréductibles que soient les hostilités et les rivalités de groupes, elles sont de plus en plus entamées et atténuées par le déploiement grandissant des idées et des revendications communes.

Comparez les querelles socialistes actuelles à celles d'il y a un demi-siècle; les premières étaient surtout doctrinales. Il n'y avait pas de conciliations théoriques possibles entre les saint-simonniens, les fouriéristes, les owenistes, les communistes, les mutuellistes, etc., qui prétendaient chacun à la possession de la vérité absolue.

Aujourd'hui, en revanche, le fond d'idée est le même et ce sont les ressentiments personnels seuls qui empêchent l'action unitaire.

Qu'il en soit ainsi, que le conflit ne soit pas théorique, nous allons le démontrer par la simple mise en regard des résolutions votées par les deux Congrès rivaux.

Voici d'abord les deux *ordres du jour*. Leur similitude prouve nettement ce fait, que la nécessité de l'intervention des pouvoirs publics dans les rapports économiques est reconnue pas tous les socialistes, les anarchistes (qui ne sont que des individualistes révolutionnaires) exceptés. C'est là un point acquis. Les textes vont l'établir.

Ordre du jour du Congrès indépendant.

1° Législation internationale du travail. Réglementation légale de la journée de travail. Travail de jour, de nuit, des adultes, des femmes, des enfants;

2° Surveillance des ateliers de la grande et petite industrie, ainsi que de l'industrie domestique;

3° Voies et moyens pour obtenir ces revendications;

4° Abolition des armées permanentes et armement du peuple (question ajoutée par la commission d'organisation de Paris).

Ordre du jour du Congrès possibiliste.

1° Législation internationale du travail. Réglementation légale de la journée. Travail de jour, de nuit, des jours fériés, des adultes, des femmes, des enfants. Surveillance des ateliers de la grande et petite industrie, comme de l'industrie domestique. Voies et moyens pour obtenir ces revendications.

2° Des moyens les plus pratiques à employer pour établir des relations constantes entre les organisations ouvrières de tous pays, sans, pour cela, porter atteintes à leur autonomie.

3° Des coalitions patronales et de l'intervention des pouvoirs publics.

4° Fixation de la date et du lieu de prochain Congrès. Règlement à adopter pour sa convocation, son organisation et la tenue de ses séances.

La seule différence essentielle consiste dans l'adjonction d'un article concernant l'abolition des années permanentes. Mais là-dessus tous les socialistes pensent de même.

Nous relèverons la même unité de vue dans le texte comparé des résolutions :

Première question. — Législation internationale du travail.

Résolution du Congrès indépendant.

Le Congrès, après avoir affirmé que l'émancipation du travail et de l'humanité ne saurait sortir que de l'action internationale du prolétariat organisé en parti de classe, s'emparant du pouvoir politique pour l'expropriation de la classe capitaliste et l'appropriation sociale des moyens de production, considère comme base de la législation internationale :

I. — (*a*) La limitation de la journée du travail à huit heures pour tous les travailleurs ; (*b*) l'interdiction du travail des enfants au-dessous de quatorze ans et la limitation du travail des jeunes gens des deux sexes au-dessous de dix-huit ans à six heures par jour; (c) suppression du travail de nuit à l'exception des branches d'industrie dont la nature exige un fonctionnement ininterrompu ; (*d*) suppression du travail des femmes dans toutes les branches d'industrie qui détruisent le plus l'organisme féminin; (*e*) suppression du travail de nuit pour les femmes et les jeunes gens au-dessous de dix-huit ans; (*f*) un repos ininterrompu de trente-six heures au moins par semaine pour tous les travailleurs; (*g*) suppression de certains genres d'industrie et de certains modes de fabrication préjudiciables à la santé des travailleurs; (*h*) suppression des coopérations patronales; (*i*) l'inspection de tous les ateliers et établissements, y compris l'industrie domestique, par des inspecteurs rétribués par l'État et qui doivent être élus au moins par moitié par les ouvriers eux-mêmes.

II. — Le Congrès déclare qu'il est nécessaire d'assurer l'exécution de toutes ces mesures d'hygiène sociale

Résolution du Congrès possibiliste

Le comité d'administration du Congrès, après avoir examiné avec soin tous les rapports et toutes les propositions soumis au Congrès, demande l'adoption de la série suivante de résolutions qui expriment les vues de la grande majorité de la délégation :

1° Journée maxima de huit heures de travail fixée par une loi internationale;

2° Un jour de repos par semaine et point de travail les jours fériés;

3° Abolition du travail de nuit autant que possible pour les hommes, entièrement pour les femmes et les enfants;

4° Suppression du travail des enfants avant l'âge de quatorze ans et protection de l'enfance jusqu'à l'âge de dix-huit ans ;

5° Education intégrale, générale, technique et professionnelle;

6 Les heures supplémentaires ne pourront excéder quatre heures par vingt-quatre heures et seront payées double;

7° Responsabilité civile et criminelle des employeurs en cas d'accidents;

8° Nomination par les ouvriers d'un nombre suffisant d'inspecteurs capables payés par l'Etat ou par le commerce, avec pleins pouvoirs d'entrer à tous moments dans les ateliers, ouvroirs, maisons de commerce et de visiter les apprentis dans leurs propres demeures;

9° Créations d'ateliers par les ouvriers avec subventions des municipalités ou de l'Etat;

10° Le travail des workhouses et des prisons soumis aux mêmes conditions que le travail libre et consacré, autant que possible, à de grands travaux publics;

par la législation et par les traités internationaux, et il invite la classe ouvrière de tous les pays à agir de la manière qu'elle juge la plus efficace pour la réalisation de ses revendications et d'en surveiller l'exécution.

III. — Le Congrès déclare qu'il y a lieu pour les travailleurs de tous les pays d'appuyer la République helvétique dans ses mesures pour la conférence intergouvernementale, qui aura pour but l'établissement de traités internationaux pour la protection du travail.

Sur la proposition du citoyen Bebel, le Congrès a encore voté un amendement dans lequel il est dit que les travailleurs doivent regarder les ouvrières comme des combattantes à droits égaux et lutter pour faire triompher le principe : à travail égal salaire égal!

11° Aucun travailleur étranger ne pourra accepter un emploi et aucun patron ne pourra employer des ouvriers étrangers au-dessous du prix fixé par la chambre syndicale de leur profession;

12° Fixation d'un minimum de salaire dans chaque contrée en rapport avec le coût de tout ce qui est raisonnablement nécessaire à l'existence;

13° Abrogation de toutes les lois contre l'organisation internationale des travailleurs;

14° Salaire égal et facilités de travail égales en faveur des hommes et des femmes pour un égal travail.

Cherchez la différence de fond.

Sur la seconde question, *Voies et moyens*, la différence n'est pas plus sensible et est toute de forme ou ne porte que sur des questions secondaires.

Lisez plutôt :

Résolutions du Congrès indépendant sur les voies et moyens.

Sur la question des voies et moyens pour faire triompher ces revendications, la proposition suivante a été adoptée :

Le Congrès international ouvrier socialiste de Paris invite les organisations ouvrières et les partis socialistes de tous les pays à se mettre immédiatement à l'œuvre et à user de tous les moyens (réunions, journaux, pétitions, manifestations, etc.) pour amener leurs gouvernements respectifs :

1° A adhérer à la Conférence de Berne, proposée par le gouvernement Suisse;

2° A soutenir dans cette Conférence les résolutions du Congrès international de Paris.

Dans tous les pays qui comptent des élus socialistes, ces derniers devront, sous la forme de dispositions législatives dans les Parlements, saisir les assemblées dont ils font partie des résolutions du Congrès de Paris.

Résolutions du Congrès possibiliste sur les voies et moyens.

Le Congrès,

Désireux d'établir des relations permanentes entre les organisations des différents pays, mais résolu à ne laisser porter aucune atteinte à l'autonomie de ses organisations, décide :

1° Que les relations permanentes doivent être établies entre les organisations socialistes des différents pays, mais que dans aucun cas et sous aucun prétexte ces relations ne pourront porter atteinte à l'autonomie des groupements nationaux, ceux-ci étant les seuls et meilleurs juges de la tactique à employer dans leur propre pays;

2° Qu'une invitation est adressée aux chambres syndicales et groupes corporatifs pour qu'ils se fédèrent nationalement et internationalement;

3° Que la création d'un bulletin international rédigé en plusieurs langues est proposée à l'étude des partis socialistes des différents pays;

4° Qu'il y a lieu de demander à

Dans toutes les élections, tant municipales que législatives, ces mêmes résolutions devront figurer au programme des candidats socialistes.

Il est créé une Commission exécutive des résolutions du Congrès de Paris, en ce qui concerne la législation internationale du travail projetée par la République helvétique.

Cette Commission, composée de... est chargée de transmettre directement à la conférence de Berne les bases sur lesquelles les organisations ouvrières et les partis socialistes d'Europe et d'Amérique réunis à Paris du 14 au 21 juillet ont jugé indispensable d'asseoir une législation internationale du travail.

Cette Commission reçoit, en outre, le mandat de convoquer le prochain Congrès international dans une localité de la Suisse ou de la Belgique à désigner ultérieurement.

Sous le titre : La *journée de huit heures* il sera publié, avec le concours des partis socialistes représentés au Congrès international de Paris, un organe hebdomadaire destiné à centraliser tous les renseignements sur le mouvement international en vue de la réduction légale de la journée de travail.

chaque organisation ouvrière de délivrer à ceux de ses membres qui changent de résidence une carte destinée à les faire reconnaître par leurs frères de tous les pays ;

5° Que dans chaque pays des comités soient établis, s'il n'en existe pas, pour entretenir des relations internationales dans l'ordre corporatif et dans l'ordre politique et social ;

6° Que chaque année, et pour une année seulement, le comité national d'un pays fera l'office d'un organe central international de correspondance. Il est interdit à ce comité de prendre une décision quelconque sortant du rôle qui lui est dévolu. Ce comité aura pour mission de recevoir, traduire et faire parvenir aux parties intéressées toutes les communications qui lui seront adressées concernant les conditions sociales et industrielles des travailleurs.

Une copie de cette résolution sera envoyée au secrétaire du Comité parlementaire des Trades-Unions, avec invitation de la porter devant le Congrès annuel qui se tiendra à Dundee en septembre 1889.

Les questions diverses traitées par un Congrès et non par l'autre ont été résolues de telle sorte que les deux congrès eussent voté de même, s'ils avaient été appelé à se prononcer simultanément.

Par exemple, le Congrès indépendant a voté l'abolition des armées permanentes, nul doute que le Congrès possibiliste n'eût fait de même et que si la question eût été à son ordre du jour, il n'eût lui aussi, accepté la résolution suivante qui a rallié tous les suffrages, rue Rochechouart :

Considérant que l'armée permanente ou la force armée au service de la classe régnante et possédante est la négation de tout régime démocratique et républicain, l'expression militaire du régime monarchique ou obligatoire et capitaliste, un instrument de coup d'Etat réactionnaire et d'oppression sociale (suivent encore quelques considérants).

Le Congrès répudie hautement les projets belliqueux entretenus par des gouvernants aux abois ; affirme la paix comme condition première et indispensable de toute émancipation ouvrière, et réclame avec la suppression des armées permanentes l'armement général du peuple sur les bases suivantes :

L'armée nationale, la nation armée, formée de tous les citoyens valides, organisée par région, de telle sorte que chaque ville, chaque canton, ait son

bataillon, composée de citoyens qui se connaissent, réunis, armés, équipés et prêts à marcher, s'il le faut, dans vingt-quatre heures. A chacun son fusil et son équipement à domicile, comme en Suisse, pour la défense des libertés publiques et la sécurité nationale.

Le Congrès déclare en outre que la guerre, produit fatal des conditions économiques actuelles, ne disparaîtra définitivement qu'avec la disparition même de l'ordre capitaliste, l'émancipation du travail et le triomphe international du socialisme.

De même, à coup sûr, les délégués au Congrès indépendant auraient voté si on le leur eût demandé les résolutions suivantes adoptées par le congrès possibiliste :

Sur les coalitions patronales. — Considérant que nous ne verrons la véritable fin des coalitions patronales et financières, nationales et internationales, que le jour où le prolétariat universel sera assez fortement organisé pour s'emparer des forces productives et organiser, au mieux des intérêts de la collectivité humaine, la production et l'échange des produits;

Considérant, d'autre part, que cette organisation internationale ouvrière réclamera de longs efforts et qu'il convient d'aviser au plus tôt, le Congrès décide :

Les organisations ouvrières de chaque pays devront mettre en demeure les pouvoirs publics de s'opposer, en vertu des lois existantes ou à élaborer, à toute coalition, *rings* ou *trusts*, ayant pour but d'accaparer soit les matières premières, soit les objets de première nécessité, soit le travail.

Sur les concessions et adjudications. — Le Congrès exprime l'opinion que des lois soient faites par les différentes nationalités pour qu'aucune personne ne reçoive une concession de l'Etat ou des municipalités, à moins que le concessionnaire ne fasse la déclaration qu'il payera les salaires fixés par les chambres syndicales et qu'il respectera le nombre d'heures fixé dans chaque corps de métier.

Dira-t-on que si les discussions avaient porté sur les principes fondamentaux de profondes divergences se fussent accusées? Nous répondrons que la preuve du contraire est faite et parfaite, depuis bientôt dix ans. Les congressistes de la rue de Lancry réclament l'appropriation collective du sol, du sous-sol et des instruments de travail, comme les congressistes de la rue Rochechouart. Les considérants des programmes progressifs respectifs en font foi (1).

---

(1) Considérants du programme des marxistes français : (*Congres du Havre* 1880).

« Considérant,

Que l'émancipation de la classe productive est celle de tous les êtres humains, sans distinction de sexe ou de race;

Que les producteurs ne sauraient être libres qu'autant qu'ils seront en possession des moyens de production ;

Qu'il n'y a que deux formes sous lesquelles les moyens de production peuvent leur appartenir ;

1° La forme individuelle qui n'a jamais existé à l'état de fait général et qui est éliminée de plus en plus par le progrès industriel ;

La seule différence c'est qu'avec raison, selon nous, les possibilistes croient davantage à l'efficacité réformiste de l'intervention des pouvoirs publics nationaux ou communaux.

Mais revenons au fait capital qui a motivé cet article, les ressemblances se sont affirmées d'autre façon encore. Dans les deux Congrès on a crié : *Vive la révolution sociale*; chez les indépendants on a crié sur le mode majeur, chez les possibilistes sur le mode mineur; affaire de tempérament; mais, ne vous y trompez pas, c'est le même air. Les cris de *Vive la Commune*! ont retenti aussi bien rue

---

2° La forme collective, dont les éléments matériels sont constitués par le développement même de la société capitaliste;

Considérant,

Que cette appropriation collective ne peut sortir que de l'action révolutionnaire de la classe productive, ou prolétariat organisé en parti politique distinct. Qu'une pareille organisation doit être poursuivie par tous les moyens dont dispose le prolétariat transformé ainsi d'instrument de duperie qu'il a été jusqu'ici en instrument d'émancipation... »

CONSIDÉRANTS DU PROGRAMME DE PARTI POSSIBILISTE : (*Congrès de St-Étienne* 1882).

« Considérant,

Que l'émancipation ne peut-être l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes;

Que les efforts des travailleurs pour conquérir leur émancipation ne doivent pas tendre à constituer de nouveaux privilèges, mais à réaliser pour tous l'égalité, et par elle la véritable liberté;

Que l'assujettissement des travailleurs aux détenteurs du capital, est la source de toute servitude, politique, morale et matérielle;

Que, pour cette raison, l'émancipation économique des travailleurs est le grand but auquel doit-être subordonné tout mouvement politique;

Que l'émancipation des travailleurs n'est pas un problème simplement local ou national, qu'au contraire ce problème intéresse les travailleurs de toutes les nations *dites* civilisées, sa solution étant nécessairement subordonnée à leur concours théorique et pratique; (*On remarquera que ces premiers considérants sont la production à peu près textuelle des célèbres considérants de l'*ASSOCIATION INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS).

Pour ces raisons :

Le parti ouvrier socialiste révolutionnaire français déclare :

1° Que le but final qu'il poursuit est l'émancipation de tous les êtres humains, sans distinction de sexe, de race et de nationalité;

2° Que cette émancipation ne sera en bonne voie de réalisation que lorsque, par la socialisation des moyens de produire, on s'acheminera vers une société communiste dans laquelle « chacun donnant selon ses forces, recevra selon ses besoins »;

3° Que pour marcher dans cette voie il est nécessaire de maintenir par le fait historique de la distinction des classes, un parti politique distinct en face des diverses nuances des partis politiques bourgeois;

4° Que cette émancipation ne peut sortir que de l'action révolutionnaire et qu'il y a lieu de poursuivre comme moyen la conquête des pouvoirs publics dans la commune, le département et l'Etat. »

Entre les deux programmes la communauté des principes et des buts saute aux yeux.

de Lancry que rue Rochechouart. Ceux, *Vive l'Internationale* aussi bien rue Rochechouart que rue de Lancry.

Des deux côtés, le même jour, on a fait le pélerinage du Père-Lachaise et c'est au nom de l'un et l'autre Congrès qu'au pied du « mur des fédérés » des socialistes allemands, anglais, italiens, austro-hongrois, espagnols, suisses, belges, hollandais, danois, américains ont protesté de leur haine pour les Versaillais massacreurs, de leur admiration pour les fédérés communalistes qui tombèrent, au nom du prolétariat socialiste et au cri de *Vive l'Humanité*, dans la sanglante insurrection sociale de 1871.

Mais, dira-t-on encore, cette lutte de personnes étant plus mesquine et plus stérilisante que la lutte des idées n'en est que plus déplorable.

C'est vrai et nous ne saurions le méconnaître, nous qui avons écrit ici même une apologie de la libre recherche, opposée aux tristes querelles de personnes (1).

Toutefois nous persistons à ne pas accorder trop d'importance aux inimitiés qui affaiblissent et divisent, en ce moment, le socialisme français et les raisons invoquées sont valables. En ce temps d'égalitarisme et de critique à outrance, les chefs pèsent bien peu et devant une situation révolutionnaire, faisant de l'union une nécessité, ils seraient jetés comme un brin d'ivraie s'ils voulaient s'opposer à l'action commune des groupements actuellement divisés et qui couraient alors au même combat, sous la pression des circonstances.

---

(1) « La recherche sincère, telle est avant toute chose pourtant, en ce temps d'âpres conflits d'hommes et d'idées, le devoir de tous les émancipés. Chacun doit se plier à ce commandement de la destinée : « Tu seras le perpétuel travailleur de ton propre mérite » et pouvoir se dire avec un des plus nobles esprits de ce temps : « Nous aurons ces grandes vertus du philosophe : l'amour « de la vérité absolue, la croyance à sa réalité et l'espérance de s'en rapprocher sans cesse. »

La libre recherche a des avantages d'un autre ordre. Vous n'éteindrez jamais la combattivité dans le cœur de l'homme. Si vous prétendez lui fermer les tournois de l'idée, elle s'exercera contre les individus. De là les médisances, les calomnies, les perfidies, les hostilités basses, les intrigues qui, non seulement rapetissent et dissolvent les partis, mais encore transforment les compétitions politiques en combats de sangliers, empoisonnent la vie sociale et enveniment toutes les relations humaines.

« N'en voyons-nous pas les plus attristants exemples en ce moment d'inquiétude et de trouble où les haines de personnes ensauvagissent et stérilisent les luttes politiques?

« Que cette combattivité puisse, au contraire, trouver son dérivatif dans les nobles rivalités de la pensée, elle élèvera les cours au lieu de les abaisser, et purifiera les consciences au lieu de les corrompre et de les racornir, car il est vrai le vieil axiome : *De la discussion naît la lumière*; il ne s'agit, pour qu'il en soit ainsi, que d'être, de part et d'autre, modeste et de bonne foi, ce qui est à la portée de toutes les intelligences. »

(*Revue Socialiste* du 15 janvier 1889, article : les *Confluents du socialisme*).

De faits semblables, les exemples abondent. Les internationalistes et les blanquistes étaient-ils assez divisés de 1866 à 1868? Pourtant dès que la situation devint grave; ils s'unirent pour l'action; ils menèrent ensemble la propagande orageuse des réunions publiques; ils se réunirent plus tard, sous les auspices de l'Internationale, dans ce club central de la Corderie d'où est sortie, toute armée, la Commune de Paris.

Il en serait de même, n'en doutons pas, le jour où le clairon de l'action obligatoire immédiate appellerait aux luttes tragiques les socialistes et les révolutionnaires des partis divisés.

Pour tous ces motifs, tout en déplorant la scission persistante, nous avons salué avec joie le grand déploiement de forces socialistes qu'ont révélé les deux Congrès socialistes internationaux de 1889.

Et en voyant le Conseil municipal de Paris, si louable en cette occasion, offrir, dans son Hôtel de ville, le vin d'honneur aux délégués des deux Congrès sans distinction et à des milliers de socialistes français et étrangers fraternellement convoqués et venus avec empressement; lorsque nous avons pu entendre sous les voûtes du palais communal les accents surhumains de notre *Marseillaise* et les notes vaillantes de l'*Hymne* de *Garibaldi* retentir successivement dans les vastes salles du palais communal, glorifiant la fraternité des peuples, en même temps que les combats héroïques de la liberté politique et de l'égalité sociale, nous avons eu le sentiment que quelque chose de grand et de plein de promesses se passait en ce moment, dans ce grand Paris de la Révolution, cœur et cerveau de la France militante et novatrice.

Oui, nous pouvons le dire, si tout est sombre, plein de troubles, conflits et de sanglantes menaces autour de nous, s'il est de notre devoir de ceindre nos reins pour les combats qu'on imposera peut être bientôt à la France révolutionnaire, à la liberté moderne et au socialisme, menacés par les mêmes ennemis, une consolation nous reste : l'aurore glorieuse de la République sociale pacificatrice, régénératrice et consolatrice pointe déjà sur les cimes des proches et glorieux lendemains.

B. MALON.

INDEX DES NOMS CITES

C

D

E

F

G

H

I

J

K

L

M

N

S

T

U

V

W

X

Y

Z

ACHEVE D'IMPRIMER
SUR LES PRESSES DE L'IMPRIMERIE
m+h
A GENEVE (SUISSE)
NOVEMBRE 1976